

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le romantisme politique de Montalembert

avant 1843

Thèse pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

André TRANNOY,

chargé de cours aux Facultés Catholiques de l'Ouest

PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET GAY

3, RUE GARANCIÈRE, 3

1942

Le romantisme politique
de Montalembert avant 1843

Nom du candidat : **TRANNOY**

Prénom : **André**

Date de la Soutenance :

Numéro d'ordre :

avant 1843

1

TRANNOY (André). — Le romantisme politique de Montalembert avant 1843. — Paris, Bloud et Gay, 1942, in-8°, 624 pages.

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, N°).

PAR

André TRANNOY,

chargé de cours aux Facultés Catholiques de l'Ouest

2

TRANNOY (André). — Le romantisme politique de Montalembert avant 1843. — Paris, Bloud et Gay, 1942, in-8°, 624 pages.

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, N°).

3

TRANNOY (André). — Le romantisme politique de Montalembert avant 1843. — Paris, Bloud et Gay, 1942, in-8°, 624 pages.

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, N°).

PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET GAY

3, RUE GARANCIÈRE, 3

1942

4

TRANNOY (André). — Le romantisme politique de Montalembert avant 1843. — Paris, Bloud et Gay, 1942, in-8°, 624 pages.

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, N°).

Nom du candidat : **TRAINOY**

Prénom : **André**

Date de la Soutenance :

Numéro d'ordre :

2

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, No .)
pages.
Blond et Gay, 1942, in-8°, 624
Jembert avant 1843. — Paris,
maintienisme politique de Monta-
TRAINOY (André) — Le ro-

1

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, No .)
pages.
Blond et Gay, 1942, in-8°, 624
Jembert avant 1843. — Paris,
maintienisme politique de Monta-
TRAINOY (André) — Le ro-

4

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, No .)
pages.
Blond et Gay, 1942, in-8°, 624
Jembert avant 1843. — Paris,
maintienisme politique de Monta-
TRAINOY (André) — Le ro-

3

(Thèse de Lettres, Paris, 1942, No .)
pages.
Blond et Gay, 1942, in-8°, 624
Jembert avant 1843. — Paris,
maintienisme politique de Monta-
TRAINOY (André) — Le ro-

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Le romantisme politique de Montalembert

avant 1843

Thèse pour le Doctorat ès Lettres

présentée à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris

PAR

André TRANNOY,

chargé de cours aux Facultés Catholiques de l'Ouest

PARIS

LIBRAIRIE BLOUD ET GAY

3, RUE GARANCIÈRE, 3

1942

UNIVERSITEIT LEIDEN

Levensbeschrijving van
de Montaigne



UNIVERSITEIT LEIDEN

UNIVERSITEIT LEIDEN

1601

A LA MÉMOIRE
DE MA MÈRE
ET DE MON PÈRE

INTRODUCTION

Une inquiétude française avait depuis longtemps attiré notre attention sur les périodes de l'histoire nationale au cours desquelles des principes religieux avaient animé la politique, quand M. Édouard Jordan remarqua devant nous quelle obscurité régnait encore sur les tentatives de Montalembert. Soit qu'il appartienne à un passé dont on a peu dépouillé les archives, soit qu'il touche à un autre dont les souvenirs enflamment encore, le capitaine qui gagna la bataille pour la liberté d'enseignement, n'avait pas été étudié sous cet aspect politique. En le ressuscitant le R. P. Lecanuet, malgré la vérité qui éclaire les deux premiers volumes de sa biographie magistrale, et bien qu'il ait eu à sa disposition les archives familiales (non classées alors), avait été gêné par des difficultés telles que la mort trop récente de son héros et la destination du livre au grand public. Brossant un portrait d'ensemble il n'avait pas détaillé les traits politiques. Nous nous proposons donc de suivre la carrière de Montalembert depuis ses débuts à l'*Avenir* jusqu'au lendemain du 2 décembre où elle fut brisée.

L'abondance de la documentation recueillie nous parut justifier une réduction de ce plan et, ajournant le récit de la lutte célèbre 1844-1850, nous présentons aujourd'hui celui des débuts de Montalembert dans la vie publique. « Enfant du siècle », grandi en plein malaise, il représente assez bien sa génération pour que l'on ne s'étonne ni du titre *Le romantisme politique de Montalembert*, indiquant notre dessein d'apporter une contribution à l'histoire des idées, ni de l'apparition des maîtres, amis ou collaborateurs qui entourent l'homme.



Nous ne pouvions sans infidélité synthétiser les idées de Montalembert sur le gouvernement, sur la société, parce qu'elles sont mouvantes et parce qu'il agit plus qu'il ne pense. Nous avons adopté ici *grosso modo* l'ordre chronologique ; mais à condition de ne pas lui sacrifier la netteté de l'exposé et de ne pas nous attarder aux précisions strictement biographiques.

Voilà donc, fil d'Ariane, les principales dates qui pourront servir de repère pendant la période étudiée :

Montalembert naît à Londres le 15 avril 1810. Six ans plus tard, en août 1816, son père est nommé ministre à Stuttgart. Montalembert visite la France pour la première fois. En 1817-1818 son éducation est faite au collège de Fulham. L'année suivante, comme son grand-père Forbes conduisait Montalembert à Stuttgart, il meurt en voyage le 1^{er} août 1819. Montalembert commence l'année 1820 à Stuttgart et la termine à Paris. De 1820 à 1826 son père vit à Paris, car il siège à la Chambre des pairs. L'instruction de Montalembert est confiée à divers professeurs. Au mois d'octobre 1826 il entre en rhétorique à Sainte-Barbe (futur collège Rollin). En 1827 son père est nommé ministre à Stockholm. Montalembert reste en France, passe le mois de septembre chez le duc de Rohan et, au mois d'octobre, entre en philosophie à Sainte-Barbe. Le 2 août 1828 il passe son baccalauréat et le 26 part pour la Suède. Il quitte la péninsule scandinave le 7 août 1829 avec sa sœur Élise malade et leur mère. Le 2 octobre Élise meurt à Besançon. Montalembert atteint Paris où il demeure jusqu'au 25 juillet 1830 date de son départ pour l'Angleterre. Ému par la révolution Montalembert revient précipitamment à Paris ; puis repart pour Londres (1^{er}-10 août). Les mois suivants il voyage en Angleterre et en Irlande. Le 4 novembre il est de retour à Paris ; le 5 il fait sa première visite à Lamennais.

L'année 1831, Montalembert la passe en bataille politique. Le 9 mai est ouverte l'école libre. Le 21 juin meurt le père de Montalembert. Le 20 septembre le procès de l'école libre est jugé devant les pairs. Au mois d'octobre Montalembert se sépare de sa mère. En novembre l'*Avenir* cesse de paraître.

Montalembert part pour Rome. Il y séjourne jusqu'en juillet 1832. Le 30 août, à Munich, il a connaissance de l'Encyclique *Mirari vos*. Il rentre en octobre à Paris où il passe l'hiver 1832-1833 ; il publie la traduction des *Pèlerins Polonais*. Du 22 juin au 10 juillet 1833 il est à la Chesnaie chez Lamennais. Puis il s'éloigne pour un voyage de deux années à l'étranger. Il passe août-septembre en Allemagne, octobre en Bohême, où il visite Skrzynecki. Le 5 octobre les *Pèlerins Polonais* sont condamnés. Montalembert en novembre-décembre parcourt l'Allemagne, hiverne à Munich et reprend en 1834, de mai à septembre, ses voyages à travers l'Allemagne. En octobre il gagne l'Italie. Le 8 décembre Montalembert se soumet aux Encycliques. Au printemps 1835 il revient d'Italie à Paris où il se fixe.

Le 16 mai a lieu son installation à la Chambre des pairs. Sauf un bref voyage à Londres en juin il ne quittera plus la France jusqu'à son mariage. Il vit à Paris avant et après un séjour à Solesmes. En juin 1836 il publie *Sainte Élisabeth*. Le 29 juin meurt son ami Albert de la Ferronnays. Le 16 août 1836 est célébré le mariage de Montalembert avec Anne de Mérode. A l'automne, les jeunes époux voyagent en Italie jusqu'à mars 1837, date de leur retour à Paris. Au mois d'août, à Villersexel, Élisabeth, première fille de Montalembert, vient au monde.

Un an plus tard s'ouvre la crise belge. De juillet 1838 à mars 1839, Montalembert se bat pour la Belgique, cependant que ses loisirs sont consacrés à un ouvrage sur saint Bernard. Février 1839 voit la naissance et la mort de Rosalie, seconde fille de Montalembert, avril la mort de la mère de Montalembert. A cette occasion il passe quelque temps en Angleterre. Le 29 mai de cette même année 1839, Montalembert devient copropriétaire de l'*Univers*. En décembre, M^{me} de Montalembert donne le jour à une troisième fille Marguerite, qui meurt en janvier suivant. Le 26 mai 1840 la nomination de Mgr Affre à Paris constitue un succès pour Montalembert. Peu après, de juillet à septembre, il entreprend d'accord avec Thiers un voyage en Orient au moment décisif. L'été 1841 est marqué pour Montalembert par le souci d'acquérir un domaine. Il voyage en Bretagne puis achète la Roche-en-

Breny. Un an après, en octobre 1842, il s'embarque pour conduire M^{me} de Montalembert à Madère.



D'après cette chronologie nous avons, dans une première partie, analysé les conditions qui ont présidé au développement de l'adolescent (1810-1830). Nous avons, dans une seconde, évoqué la fameuse aventure de *l'Avenir* (1830-1834). Puis, prenant raison de l'arrêt marqué dans son ascension publique par les années de voyage, par la rédaction de *Sainte Élisabeth*, nous avons établi les coordonnées politiques d'après lesquelles on peut déterminer la position de Montalembert pendant les années suivantes (1834-1839). Nous avons utilisé pour cela d'importantes lettres inédites dont les principales sont reproduites ci-dessous en appendice. Ainsi informés, nous pouvions mieux suivre le cours de cette carrière. Nous avons scindé en deux l'étude de la période 1836-1842. Dans la quatrième partie nous assistons à l'entrée proprement dite de Montalembert dans l'arène du Luxembourg. Nous apportons à cette occasion sur les crises belge et orientale des documents intéressants. La cinquième partie est réservée au rôle de chef catholique que Montalembert incarne de plus en plus, jusqu'au jour où la santé des siens l'oblige à quitter la France plusieurs mois. Un manuscrit intitulé *Chronique catholique de mon temps*, publié ci-dessous, nous a permis d'apporter sur ce chapitre des renseignements nouveaux quoique le R. P. Lecanuet en ait eu déjà communication.



Nous indiquons par là quelle mine nous avons eu la bonne fortune d'exploiter. Les très riches archives de la Roche-en-Brenil nous ont été en effet ouvertes et l'hospitalité offerte par le comte et la comtesse André de Montalembert, petit-neveu et petite-fille de Montalembert, avec une générosité parfaite, cependant que le vicomte de Meaux nous permettait non moins libéralement de consulter à Écotay les autres papiers de son aïeul, et sa bibliothèque. C'est pour nous un

agréable devoir de leur offrir l'hommage respectueux de notre gratitude, en y associant M^{lle} P. de Lallemand, descendante elle aussi du grand orateur, et qui a bien voulu nous introduire dans sa famille, guider à l'occasion nos recherches.

Notre reconnaissance va à ceux qui ont orienté notre travail : M. le chanoine Diès, professeur à la Faculté des Lettres d'Angers, membre correspondant de l'Institut, MM. Jordan et Zeiller, membres de l'Institut, M. Pouthas, professeur à la Sorbonne, qui a trouvé le temps de nous accueillir plus d'une fois et de lire notre manuscrit. Nous réservons à la mémoire de Georges Goyau un souvenir particulier, tant l'affabilité avec laquelle jusqu'à sa mort il nous est venu en aide nous a été une leçon de haute portée.

Nous remercions encore ceux qui n'ont jamais négligé de nous donner le conseil ou le renseignement sollicité : Son Éminence le cardinal Baudrillart, MM. Robert Garric, Georges Weill, professeur honoraire à la Faculté de Caen, lecteur prodigieux, Coornaert, professeur au Collège de France, le chanoine Aigrain, de la Bigne de Villeneuve, Levron, professeurs aux Facultés Catholiques de l'Ouest, Le Bras, professeur à la Faculté de Droit de Paris, les RR. PP. Dudon et Lecler, rédacteurs aux *Études*, M. le chanoine Uzureau, directeur de l'*Anjou historique*, le R. P. Plazenet, directeur de la *Revue Montalembert*, M^{me} Carrez et M. Susini, agrégés d'allemand, M^{lle} Varangot et M^{lle} Rousseau sa collaboratrice à la bibliothèque de la ville d'Angers.

Nous devons une mention toute spéciale à ceux qui nous ont facilité les dépouillements d'archives : M. de la Roncière à la Bibliothèque Nationale, M. Martin-Chabot, le comte Celier et M. Caillet, aux Archives Nationales, M. le Ministre plénipotentiaire Pozzi, directeur du service des Archives au ministère des Affaires Étrangères, les RR. PP. bibliothécaires des abbayes de la Meilleraye et de Solesmes, M. l'abbé Lévesque, archiviste de Saint-Sulpice, M. Weiss et le lieutenant-colonel de Dumast, qui nous ont communiqué, le premier des papiers de Gerbet, le second une centaine de lettres de Montalembert à Guerrier de Dumast.

Nous adressons enfin aux amis dont le dévouement manifesté de toute façon nous a seul permis de passer mille obsta-

cles, amis qui ne se sont lassés ni de courir les bibliothèques, ni de transcrire des notes, de dactylographier nos manuscrits ou de corriger des épreuves, l'assurance que tant de charité fraternelle — ou maternelle — nous a été au cœur.

Grâce à eux a été construit cet ouvrage. Puisse-t-il porter, et jusqu'à l'étranger, la preuve des vertus de probité, de solidité qui ont édifié la France, qui dès aujourd'hui la rebâtissent, l'exemple du génie français si divers et de la chevalerie française incarnés en Montalembert.

Angers, 25 août 1940.

BIBLIOGRAPHIE

- I. — ARCHIVES.
 - II. — ŒUVRES DE MONTALEMBERT.
 - III. — OUVRAGES SUR MONTALEMBERT.
 - IV. — OUVRAGES DE OU SUR LA FAMILLE ET LES AMIS DE MONTALEMBERT.
 - V. — BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE.
-

I. ARCHIVES

A) *Privées.*

I. ARCHIVES DE LA ROCHE-EN-BRENIL.

Montalembert régla en ces termes, par testament, le sort de ses papiers : « Enfin je veux et prescris formellement que toutes mes correspondances religieuses et politiques, dont plusieurs des plus importantes sont à Rixensart en Belgique, et qui ont été soigneusement classées par moi, tous mes fragments, manuscrits d'histoire et de politique, tous les matériaux réunis pour mon histoire des *Moines d'Occident* soient remis à une commission composée de MM. Théophile Foisset, Léon Cornudet, Augustin Cochin et Camille de Meaux, mon gendre, lesquels choisiront entre tous ces documents ce qui pourra sans inconvénient être publié après ma mort et ce qui devra être réservé pour une époque ultérieure. La propriété de ces correspondances comme celle de mes ouvrages imprimés ou manuscrits devra naturellement rester à ma femme et à mes enfants. Sans vouloir interdire absolument la destruction de ce que mes amis susnommés jugeraient inutile ou dangereux à conserver, je leur rappelle qu'il y a des matériaux infiniment précieux pour l'histoire morale et intellectuelle de notre temps, ainsi que pour la défense de la foi catholique et des principes de justice et de liberté qui nous ont été si chers ¹. »

Ces papiers furent transportés en grande partie, de Paris et de la Roche, à Rixensart, en raison des risques de guerre (1870), puis

le tout fut remis à M. de Meaux, seul survivant des quatre amis, par la comtesse de Montalembert. Nous ne savons pas dans quelle mesure il usa de la latitude que lui laissait le testament pour supprimer certaines pièces. Mais il eut à cœur de compléter les documents rassemblés, par les lettres qu'adressa Montalembert à ses correspondants et qui furent souvent échangées contre les lettres de ceux-ci à celui-là.

C'est en 1922 que fut réglé définitivement le sort de ces Archives. Un acte de partage fut dressé par les héritiers de Montalembert. Fut attribuée au comte et à la comtesse André de Montalembert la partie la plus importante, dont le classement a été fait en 1929 par un archiviste polonais, M. Richard Przelakowski.

Neuf cent cinquante dossiers, cahiers ou carnets, divisés en dix séries, constituent ces « Archives Montalembert » conservées au château de La Roche-en-Brenil. La première réunit quelques papiers précieux aux yeux de Montalembert, preuve de ses relations intimes ou officielles avec le Pape, le roi, les puissances étrangères.

La seconde est dite *PERSONALIA*. Elle inclut la suite du *Journal* que, depuis 1822 — soit à l'âge de douze ans —, Montalembert rédigea presque quotidiennement jusqu'à sa mort. Le *Journal* est écrit sur de gros carnets à serrure, puis de plus petits sans serrure, dont il existe trente-six. Manquent le second semestre 1840, époque du voyage d'Orient dont le compte rendu fut réservé à un carnet spécial qui n'a pas été retrouvé, ainsi que les années 1842 et 1843. De nombreux passages ont été raturés, rendus illisibles et des pages coupées (une des plus importantes lacunes va du 20 août au 25 octobre 1831) par Catherine, la quatrième fille de Montalembert, qui n'a pas voulu livrer à la postérité les lignes par lesquelles il exprimait passionnément ses sentiments intimes sur telle personne, telles difficultés familiales ou donnait maint détail sur la santé des siens, etc... Il semble que, pour les années antérieures à 1842, aucune note importante touchant à la politique n'ait été ainsi supprimée. Ce *Journal* ne fut pas écrit absolument au jour le jour. Montalembert l'indique lui-même en mars 1838 et en fournit mille preuves. Mais c'est surtout quand il voyage qu'il est un peu irrégulier et, par exemple, antidate le récit des deux ou trois journées précédentes. Nous avons emprunté quantité de renseignements au *Journal* dont la sincérité, sinon l'objectivité, nous a semblé certaine et qui est trop ponctuellement tenu pour tromper sur les faits ou gestes importants. Les *Personalialia* contiennent encore des notes diverses, la correspondance de Montalembert avec son père (n° 59) et avec sa femme, des lettres de Dupanloup sur le Concile du Vatican, le testament enfin (n° 102).

Dans la troisième série sont classés, par ordre chronologique aussi, les *MANUSCRITS*. Le plus intéressant que nous ayons lu est un carnet de *pensées catholiques et politiques* (n° 115). Pour la période postérieure à 1842 des mémoires importants se trouvent là,

notamment sur la position du gouvernement français vis-à-vis de l'Église et du Saint-Siège (n° 127).

La quatrième série contient les BASES ET PROJETS DE TRAVAUX, notamment les analyses d'ouvrages lus entre 1823 et 1831 (nos 169-181), les *Études catholiques* (n° 190), de nombreux dossiers sur l'Église et la liberté, sur l'enseignement public et sur les questions les plus diverses, telles que la décentralisation (n° 256), l'impôt (n° 258), les forêts, la médecine, la politique étrangère, etc., etc..

Les CORRESPONDANCES reçues par Montalembert de personnages connus ou inconnus, généralement à l'occasion de ses articles ou discours, forment la cinquième série. Nous y avons trouvé une brève correspondance échangée entre Guizot et le père de Montalembert (n° 346).

La sixième, dite RELATIONS, du plus haut intérêt, est composée d'une certaine de correspondances avec les amis de jeunesse et des mennaisiens : Lemarcis (n° 403), Albert et Alexandrine de La Ferronnays (nos 407-411), Rio (n° 405), Lamennais (nos 415-417), Lacordaire (nos 418-419), Gerbet (n° 431), Guéranger (n° 432), Eckstein, César Plater, Skrzynecki, avec les parents ou amis de la maturité : Foisset (nos 448-451), les Mérode (nos 442-444), Falloux (n° 446), Ozanam (n° 464), Veuillot (n° 463) et combien d'autres de M^{me} Swetchine à Berryer et Donoso Cortès. Primitivement, cette série ne devait comprendre que les lettres de toutes ces célébrités à Montalembert. Petit à petit, la famille de Montalembert obtint celles qu'il leur écrivit, mais ceci au prix d'échange le plus souvent. Ainsi, les lettres de Lamennais, de Dom Guéranger, de Veuillot ont été pour la plupart données à leurs héritiers sans que copie en ait toujours été gardée. Parmi les correspondances qui n'ont pu être échangées la plus importante est celle de Lacordaire (nos 418 et 419) parce que celui-ci brûla ces papiers ; heureusement Montalembert gardait copie de certaines lettres avant de les envoyer et nous avons ainsi retrouvé là les fameuses *lettres sur l'aristocratie* que nous publions en appendice. Les lettres de Montalembert à Guizot sont revenues du Val Richer à la Roche ; le dossier n° 482 ne contient rien que d'insignifiant pour la période antérieure à 1852, mais intéressantes sont celles de 1852 à 1869.

Dans la septième série, classée assez arbitrairement sous le titre CORRESPONDANCE CONCERNANT LES ÉVÉNEMENTS CONTEMPORAINS, sont enregistrés environ deux cents dossiers concernant le mouvement catholique, les relations avec Villemain (n° 251), Dessaret, directeur des Cultes (lettres éparses dans le n° 564 en particulier), avec l'épiscopat (nos 563-576), concernant la loi Falloux, etc. On y lit toutes sortes de lettres politiques de personnages et dates divers, de mémoires sur les affaires variées auxquelles fut mêlé Montalembert, de l'*Avenir* (n° 570) à l'achat de l'*Univers*

par exemple (nos 573 et 574), ou la fondation de Solesmes, etc..., etc...

Les séries VIII et IX comprennent des PAPIERS DE FAMILLE ET D'AFFAIRES ; la dixième les VARIA. Hors série, plusieurs pièces curieuses comme un registre des correspondants de l'*Avenir*, des pétitions, un album d'autographes.

2. ARCHIVES D'ÉCOTAY.

L'acte de partage, qui en 1922 régla le sort des papiers de Montalembert, attribua au vicomte de Meaux les manuscrits des œuvres publiées jusqu'à cette date. Ils sont conservés au château d'Écotay, notamment celui des *Moines d'Occident*. Ces archives contiennent d'autre part des documents très divers, tels que des correspondances de l'*Agence* fondée en même temps que l'*Avenir* pour la défense religieuse, des itinéraires des voyages de Montalembert, portant les noms des personnages visités et la chronologie de ces pérégrinations, des notes de jeunesse, par exemple la moitié de celles qu'il rassembla en vue d'une *Histoire d'Irlande*, etc...

Le document le plus important est la *Chronique catholique* en cinq gros cahiers. Nous publions en appendice les premiers feuillets, les plus originaux. La suite du cahier n° 1 est constituée par une collection de pièces telles que des allocutions pontificales, des lettres, notes, etc... sur l'affaire des jésuites (1845). Nous n'avons guère eu à utiliser les quatre autres cahiers qui, pour les périodes 1848-1853, 1853-1859, 1859-1868, 1868-1870, contiennent chacun une centaine de lettres (copies) reçues, envoyées par Montalembert ou par des tiers sur les affaires catholiques contemporaines, de la liberté d'enseignement au concile du Vatican et de la question romaine à la révolte du P. Hyacinthe.

La bibliothèque de Montalembert est reconstituée à Écotay. Elle contient des collections de l'*Avenir*, de l'*Université catholique*, etc... Quant aux livres de Montalembert, ils sont annotés de sa plume et des mains indicatrices signalent les passages qu'il a remarqués. Bien souvent à la fin du volume est dressée une table très personnelle de ces passages.

3. ARCHIVES DE M. DE DUMAST A NANCY.

Elles contiennent cent dix-huit lettres écrites par Montalembert à son ami Guerrier de Dumast entre le 18 octobre 1831 et le 25 septembre 1869. Nous les avons utilisées surtout pour éclairer les difficultés de Montalembert à l'*Univers* en 1839.

4. ARCHIVES DE M. WEISS A TAVAUX (JURA).

Elles sont constituées par un certain nombre de lettres adressées à l'abbé Gerbet par Lacordaire (deux), Lamennais (dix-huit), Salinis, Foisset, etc..., ainsi que par divers documents lui ayant appartenu, presque tous datant de 1830. Nous n'avons trouvé aucune lettre de Montalembert, mais des preuves de la part prépondérante qu'eut Gerbet à la fondation de l'*Avenir* : lettre de Lamennais publiée ci-dessous en appendice, prospectus annonçant le journal, écrit et raturé de la main de Gerbet. Cf. la communication faite par M. Weiss au congrès de l'association franc-comtoise des sociétés savantes (Dole, 21 et 22 juillet 1937). M. Weiss a trouvé ailleurs une collection de l'*Avenir*.

5. ARCHIVES DE SAINT-SULPICE.

La correspondance Montalembert-Dupanloup se trouve en grande partie chez les sulpiciens, du moins les lettres postérieures à 1844. Il y a vingt-quatre autographes de Montalembert, de très nombreuses copies des lettres de Montalembert à Dupanloup, toute une série de copies de lettres de Dupanloup à Montalembert et enfin un petit dossier sur les incidents du discours de Malines. En raison de la date de ces documents, nous les avons peu utilisés encore.

B) *Publiques.*

I. ARCHIVES NATIONALES.

BB ^{17A} 100 : dossier 15 sur l'*Univers* en 1837.

BB ^{17A} 101 : dossier 2, LETTRE DE MONTALEMBERT au garde des sceaux, 22 novembre 1837, pour appuyer la demande de naturalisation de W. de Mérode et parler des nominations d'évêques.
CC 553 : fonds de la *Chambre des pairs*. Pièces relatives au procès de l'école libre (publiées par M. Celier dans un ouvrage ci-dessous indiqué).

F ¹⁸ 318 : Dossier *Avenir*.

Toute la série des *Cultes* (F ¹⁹) contient évidemment des documents qui éclairent les rapports de la Monarchie de Juillet et de l'Eglise. Ainsi,

F ¹⁹ 1930, rapports de la France et de Rome sous la Monarchie de Juillet.

F ¹⁹ 1948-1949 : Pétitions sur les matières religieuses, 1830-1870.

2006 : Délibérations des conseils généraux sur les questions culturelles.

2446-2449 : Cardinaux, nominations, promotions, installations. Dossiers individuels, 1779-1904.

2450 : Représentants ecclésiastiques à Rome de l'an XII à 1905.

- 2452-2478 : Archevêques et évêques, 1828-1905.
 2479-2596 : Archevêques et évêques par diocèse. Dijon se trouve sous la cote F¹⁹ 2520-2521 et dans le 2520 est le dossier Rey contenant la LETTRE DE MONTALEMBERT que nous citons chapitre IX. Paris (Mgr Affre) est sous la cote 2555.
 5544 : Observation du dimanche.
 5554 : Prédication (entre autres Lamennais et Lacordaire).
 5601 : Attitude politique du clergé sous la Monarchie de Juillet ; situation de Lamennais ; missions de Guéranger et Lacordaire.

2. BIBLIOTHÈQUE NATIONALE.

Aux *Nouvelles acquisitions françaises* (N. a. f.) sous le n° 20612 se trouvent dans un volume du fonds Thiers six lettres de Montalembert à Thiers pour l'année 1840 (Pièces 437-442). Elles traitent de la mission confiée par le ministre au pair de France en Orient. Sous le n° 20613 il y a copie de lettres de Thiers à Montalembert. Naturellement, dans ces volumes 20612, 20613-14 et 20615, il y a de précieux documents sur la question d'Orient. Dans des volumes suivants on peut lire sept autres lettres de Montalembert à Thiers échelonnées de 1842 à 1868. La liste des treize est dressée à la table alphabétique (N. a. f. 20628 *bis*).

3. ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Les inventaires de ces archives ne permettent pas de trouver trace de la mission confiée par Thiers à Montalembert en 1840. Il est très probable, selon M. Pozzi, chef du service des archives, que l'affaire a été réglée verbalement. Nous avons seulement (fonds *Turquie*, année 1840, vol. 280 et 281) le signalement par notre ambassadeur du passage de Montalembert à Constantinople. Nous avons consulté aussi le fonds Rome 1840 (vol. 982).

4. ARCHIVES VATICANES.

Les circonstances ne nous ont pas permis d'y accéder et de consulter en particulier la correspondance du Nonce à Paris. Mais le R. P. Dudon, dont les travaux sur *Lamennais et le Saint-Siège* sont connus, nous a assuré qu'il n'a pas vu de dossier Montalembert et qu'il a utilisé les lettres de Montalembert qui se trouvent (la plupart en copie) dans le dossier Lamennais. De l'une d'elles le R. P. Dudon a bien voulu nous communiquer copie.

II. ŒUVRES DE MONTALEMBERT

- 1^o ŒUVRES PUBLIÉES
DE SON VIVANT ¹.
- A. *Ouvrages antérieurs à 1843.*
 - B. *Articles antérieurs à 1843.*
 - C. *Œuvres complètes* (1860), recueil des ouvrages et articles antérieurs à 1843.

A) *Ouvrages antérieurs à 1843.*

- Association lyonnaise pour la défense de la liberté religieuse. *Lettre sur le Catholicisme en Irlande*, par M. le vicomte Ch. de Montalembert. Lyon, P. Sauvignet, 1831, in-8°, 34 p.
- Souscription catholique pour soutenir le procès des Trappistes de Meilleray*, ouverte à Marseille par l'Agence Générale pour la défense de la liberté religieuse (Signé : le comte Ch. de Montalembert, Th. Combalot). Marseille, impr. de M. Olive, 1831, in-8°, 15 p.
- Le Livre des Pèlerins Polonais*, traduit du polonais d'Adam Mickiewicz. Paris, Eugène Renduel, 1833, in-16 (B. N. Rés. M. 802). Voir quelques pages de la Préface, *Œuvres Polémiques*, t. 1^{er} (O. C., t. IV).
- Histoire de Sainte Élisabeth de Hongrie, duchesse de Thuringe* (1207-1231), par le comte de Montalembert. Paris, Debécourt, 1836, in-8°, cxxxvi-450 p., pl. tableau.
- Histoire de Sainte Élisabeth.....*, 1837, 2^e édition, 2 vol. in-18. (Édition ne contenant pas l'indication des sources ni une partie des notes.)
- Exposition de 1838* (Signé : le comte de Montalembert), s. l. n. d., in-8° paginé 315-333 (B. N. Dép. des Est.). Extrait de la *Revue Française*, t. V, 1838.
- The chronicle of the life of St Elisabeth of Hungary duchess of Thuringia*, written in French by the count of Montalembert... and now translated into English... by Ambrose Lisle Phillips. London, printed by Booker and Dolman, 1839, grand in-4°, fig., pl.
- Tableau chronologique des écoles catholiques de peinture en Italie*, par M. le comte de Montalembert. Paris, impr. de E.-J. Bailly, 1839, in-4°, 26 p. (B. N. Dép. des Est.).
- Du Vandalisme et du Catholicisme dans l'art* (fragments), par le comte de Montalembert. Paris, Debécourt, 1839, in-8°, viii-251 p., pl.
- Monuments de l'*Histoire de Sainte Élisabeth de Hongrie, duchesse de Thuringe.....*, recueillis par le comte de Montalembert... et publiés par Achille Boblet..... Paris, A. Boblet, 1840. In-fol., xxvi p. et 74 p. non ch., front. gravé (daté de 1838), pl. tableau.
- Histoire de Sainte Élisabeth de Hongrie, duchesse de Thuringe* (1207-

1. Nous rappelons que *Polybiblion*, 3^e année, t. V (4^e livraison, avril 1870) a publié une « Liste complète » des Œuvres de Montalembert par ordre chronologique avec les différents articles, et que celle du *Catalogue général des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale* (t. CXVII, col. 996-1019), est bien plus complète, sans comprendre toutefois les articles de Montalembert non publiés en brochures ou livres.

1231), par le comte de Montalembert, 3^e édition avec plusieurs additions... Paris, Debécourt, 1841, in-8°, cxxxvii-418 p., pl. tableau. Abrégé de l'*Histoire de Sainte Élisabeth de Hongrie, duchesse de Thuringe* (1207-1231), par le comte de Montalembert... Paris, Debécourt, 1841, in-8°, 1-316 p.

Chambre des Pairs. Session de 1841-1842. Discours de M. le comte de Montalembert... dans la discussion du budget de l'instruction publique. Séance du 6 juin 1841. Paris, impr. H.-V. de Surcy (1842). In-8°, 7 p.

B) *Articles antérieurs à 1843.*

Articles publiés dans les *Annales de législation et de jurisprudence* (périodique indiqué par Hatin sous la date 1829 et dont l'existence semble avoir été brève). Dans sa correspondance, Montalembert appelle par erreur cette revue *Annales judiciaires et législatives*. Ces trois articles ont paru sous la rubrique : « Législation étrangère. Suède. Représentation nationale ». Le premier, dans le n° 7, samedi 27 juin 1829, porte en sous-titre : « Diète de 1828-1829 ». Le second a été publié dans le n° 16, mercredi 5 août 1829 ; le troisième dans le n° 17, samedi 8 août 1829. Ils comptent deux à trois pages chacun.

Article publié dans la *Revue Française*, mai 1830 : *De la liberté constitutionnelle en Suède et de la diète de 1828 à 1830*. Étude reproduite dans les *Œuvres Polémiques*, t. 1^{er} (O. C., t. IV).

Articles publiés dans le *Correspondant* :

Compte rendu des *Scènes populaires en Irlande*, de Shiel, 18 juin 1830.

Du mouvement et de la résistance en Angleterre, 16 et 23 novembre 1830.

Poursuites dirigées contre l'« Avenir », 30 novembre 1830.

De l'Intolérance du parti qui se proclame vainqueur, 14 décembre 1830.

• *Du procès des Ministres*, 21 décembre 1830.

De l'Impartialité ministérielle et de l'intervention des écoliers dans le gouvernement représentatif, 28 décembre 1830.

Les trois derniers et *Du mouvement*.... sont reproduits O. C., t. IV.

Articles publiés dans l'*Avenir*, 1830 et 1831. Les principaux, en particulier la « Lettre sur le catholicisme en Irlande » — qui fut publiée en brochure à Lyon en juillet 1831 — se trouvent au t. 1^{er} des *Œuvres Polémiques* ; deux autres sur *Novalis* et *Notre-Dame de Paris* par Victor Hugo, dans le volume VI des O. C. qui a pour titre : « *Mélanges d'art et de littérature* ».

Article de la *Revue des Deux Mondes*, octobre-novembre 1830 :

De la péninsule scandinave sous le rapport militaire et maritime en 1830.

Article publié dans l'*Union bretonne*, de Nantes, 16 avril 1832, et au t. 1^{er} des *ŒUVRES POLÉMIQUES* (O. C., t. IV, pp. 215-238) : *Lyon en 1831, fragment d'une esquisse sur le catholicisme dans le midi de la France*.

Lettre à M. Victor Hugo, publiée dans la *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} mars 1833, et dans les *Mélanges d'art* : *Du Vandalisme en France* (O. C., t. VI, pp. 7-77).

Un article publié dans le *Polonais*, juillet 1833 : *Consolation* (sur le *Polonais*, voir *infra*, p. 35).

Le Moniteur des Écoles, Paris, 1837, in-fol., porte le nom de Montalembert dans la liste des éditeurs de cette publication qui n'a d'ailleurs pas vécu longtemps. Là se borne la collaboration de Montalembert.

Neuf articles publiés dans l'*Université Catholique* :

Programme du *Cours d'histoire littéraire et sociale des siècles catholiques*, janvier 1836.

Introduction à *Sainte Élisabeth*....., février 1836.

Chapitre VIII de *Sainte Élisabeth*....., mars 1836.

Fragment de *Sainte Élisabeth*....., avril 1836.

Hedwige, reine de Pologne, juin 1836.

De la peinture chrétienne en Italie, juillet 1837, suivi d'un *Tableau chronologique des écoles catholiques de peinture en Italie* (reproduit dans les *Mélanges d'art*, O. C., t. VI, p. 78).

L'ancienne école de Ferrare, 1838 (*Mélanges d'art*, O. C., t. VI, p. 338).

Notice sur le Bienheureux frère Angélique de Fiésole, juillet 1838 ; reproduite dans la 2^e livraison des *Monuments de l'histoire de sainte Élisabeth*, publiés par A. Boblet, et dans les *Mélanges d'art* (O. C., t. VI, p. 328).

De l'état actuel de l'art religieux en France, 1837, introduction à la collection Boblet (reproduit dans les *Mélanges d'art*, O. C., t. VI, p. 163).

Article publié dans la *Revue Française*, t. V, 1838 : *Exposition de 1838* ; publié en brochure.

Article publié dans la *France contemporaine*, 15 mai 1838 : *Des rapports de l'Église catholique avec le gouvernement de Juillet. Œuvres Polémiques*, t. 1^{er} (O. C., t. IV).

Article publié dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 novembre 1838 : *De l'attitude actuelle du vandalisme en France*, reproduit dans les *Mélanges d'art* (O. C., t. VI, p. 210).

Articles publiés dans l'*Univers* de 1837 à 1840 ; cf. pour le détail, notre chap. X *infra* ; quatre sont reproduits O. C., t. IV.

Lettre à M. le Directeur de la « Revue d'Architecture », sur les ruines de l'abbaye de Cherlieu, octobre 1841, *Mélanges d'art*, O. C., t. VI.

C) Œuvres complètes.

Les Œuvres de Montalembert ont été réunies en neuf volumes in-8°, de cinq cents pages environ chacun, parus chez Lecoffre, sous le titre : *Œuvres de M. le comte de Montalembert*, l'un des Quarante de l'Académie Française.

Discours ¹ 1831-1852, 3 vol., t. I, II, III. — Au tome I^{er} :

1831 Procès de l'École libre.

1. Les discours prononcés à la Chambre des pairs sur les questions d'art de 1840 à 1842, se trouvent au t. VI des *Œuvres complètes* : *Mélanges d'art*.

Les discours des t. I et suivants sont établis d'après le *Moniteur*,

- 1835 Liberté de la presse.
- 1836 La Pologne.
L'émancipation des esclaves.
- 1837 La propriété ecclésiastique.
- 1838 Politique étrangère.
Établissements d'aliénés.
Pension à la veuve du Général Damrémont.
Police du roulage.
La Grèce.

mais avec des variantes dont les trois exemples ci-dessous feront mesurer l'importance minime :

PROCÈS DE L'ÉCOLE LIBRE
(16 septembre 1831).

Moniteur universel (22 septembre 1831).

Œuvres complètes.

P. 2, col. 3. « aussi ai-je pour me soutenir devant vous... »

T. I, p. 5. « aussi suis-je heureux d'avoir pour me soutenir devant vous... »

P. 2, col. 3. « les droits de quarante mille familles dont les rejetons... »

T. I, p. 5. « les droits des milliers de familles dont les rejetons..... »

P. 3, col. 2. « et ce fut là, si je ne me trompe, l'état de la législation jusqu'à la révolution... »

T. I, p. 9. « et ce fut là, si je ne me trompe, l'état de la révolution jusqu'à la législation..... »
(sic).

P. 3, col. 3. « Quant à moi, je l'en remercie, parce que s'il a dépouillé... »

T. I, p. 14. « Quant à moi, j'en remercie ce Ministre parce que s'il a dépouillé..... »

P. 3, col. 3. « Vous le savez, Messieurs, y a-t-il un seul établissement... »

T. I, p. 14. « Vous le savez, y a-t-il un seul établissement... »

P. 3, col. 3. « Mais ce plus bref délai possible que citait M. le procureur général tout à l'heure, qu'en faites-vous ? »

T. I, p. 15. « Mais *ce plus bref délai possible* que citait tout à l'heure le procureur général, qu'en faites-vous ? »

P. 4, col. 3. « C'est ici qu'on viendra nous dire de réduire l'éternité de nos croyances à la mesure de ces fantômes éphémères ».

T. I, p. 24. « C'est ici qu'on viendra nous dire de réduire les destinées de notre avenir, les lois de notre conscience, l'éternité de nos croyances à la mesure de ces fantômes éphémères. »

P. 5, col. 1. « qu'il me soit permis de vous dire quel magnifique service vous rendriez à la liberté et à la France, si vous écoutiez

T. I, p. 28. « qu'il me soit permis de vous dire quelle pure et éclatante gloire s'attachera à vos noms si vous écoutez la voix de la

- Émigrés Polonais.
 Mise à la retraite des officiers généraux.
 La Question belge.
 Liberté religieuse.
 1839 Nomination des pairs de France.
 Liberté d'enseignement.
 Propriété littéraire.
 Nationalité polonaise.
 1840 Travail des enfants dans les manufactures.
 Administration des Sœurs.

la voix de la Charte et de la conscience publique. »

Charte et de la conscience publique ».

DISCUSSION DE L'ADRESSE.

(3 janvier 1838).

Moniteur (4 janvier 1838).
 Supplément au n° 4 du jeudi
 4 janvier 1838.

Œuvres complètes.

P. 17, col. II. « Cette question peut se décomposer en trois points de vue... »

T. I, p. 86. « Cette question peut être envisagée sous trois points de vue... »

P. 17, col. II. « dans la guerre qu'elle aura un jour à soutenir sur le Rhin contre des puissances étrangères et contre la branche aînée de la maison de Bourbon... »

T. I, p. 86. « dans la guerre qu'elle aura un jour à soutenir sur le Rhin. »

P. 17, col. II. « Cet intérêt ne peut être méconnu que par ceux qui ne veulent ni de la révolution, ni de la dynastie actuelle. »

T. I, p. 86. « Cet intérêt ne peut être méconnu que par ceux qui ne veulent ni de la Révolution de Juillet, ni de la dynastie actuelle. »

P. 17, col. III. « L'Espagne, telle que Philippe V l'a prise, n'était pas l'Espagne de Charles-Quint ; c'était tout autre chose. Mais cependant, c'était encore une grande et forte puissance. Or, comment l'Espagne est-elle tombée de la majesté de son rôle en 1700, à la tristesse de son rôle en 1800 ? Qu'a donc fait la dynastie des Bourbons.... »

T. I, p. 87. « L'Espagne telle que Philippe V l'a prise n'était pas l'Espagne de Charles-Quint ; c'était tout autre chose. Mais qu'a donc fait pour la relever la dynastie des Bourbons ? »

P. 17, col. III. « cela a-t-il empêché que la France n'ait conclu, en 1761, la paix la plus humiliante... »

T. I, p. 88. « cela a-t-il empêché que la France n'ait conclu, en 1763, la paix la plus humiliante... »

P. 17, col. III. « l'influence

T. I, p. 88. « influence qui a

- Le ministère du 1^{er} mars.
- Monuments historiques.
- Liberté d'enseignement.
- Les droits de la Chambre des pairs.
- Question d'Orient.
- 1841 Question espagnole.
- Poursuites contre le *National*.
- Fortifications de Paris.
- Le Nouveau ministère et les Chrétiens de Syrie.
- 1842 Situation générale du pays.
- Nationalité polonaise.
- Liberté d'enseignement.
- Politique générale.
- Autorité constitutionnelle de la Chambre des pairs.
- Liberté d'enseignement.

Le tome I^{er} se termine au discours du 3 août 1844 sur Tahiti, le tome II à celui du 14 janvier 1848, le tome III contient les circulaires, profession de foi et discours écrits sous la 2^e République, plus deux discours académiques.

Œuvres polémiques et diverses, 3 vol., t. IV, V, IX.

Tome IV :

De la liberté constitutionnelle en Suède et de la diète de 1828 à 1830.

Quatre articles publiés dans l'ancien *Correspondant*, 1830.

Dix articles publiés dans l'*Avenir*, 1831.

Lyon en 1831.

Préface du *Livre des Pèlerins Polonais* (1833).

Sous le titre : « Liberté religieuse en France et à l'étranger, 1837-1843 » : quatre articles de l'*Univers*, celui de la *France contem-*

fondée par Louis XIV, influence fait aussi peu de bien à l'Espagne
qui a fait le plus grand mal à qu'à la France... »
l'Espagne et n'a pas fait le moins
de bien à la France... »

PROJET DE LOI SUR LES RÉFUGIÉS ÉTRANGERS.

(5 mai 1838).

Moniteur. Supplément au n^o 126
du dimanche 6 mai 1838.

Œuvres complètes.

P. 1134, col. III.

« ... les moyens de remplacer la diminution des subsides ? N'y a-t-il pas contradiction évidente entre le maintien d'une règle de gêne, de surveillance et le développement de l'industrie, du travail qui peut seul rendre tolérable une diminution de subsides ? Je ne crois donc pas qu'on puisse maintenir cette loi.... »

La seule variante remarquable est la suivante.

T. I, p. 129. « ... les moyens de remplacer la diminution des subsides ? Je ne crois donc pas qu'on puisse maintenir cette loi.... »

poraine et l'avant-propos d'un livre sur la persécution en Russie (1843).

Du devoir des catholiques dans la question de la liberté d'enseignement (1843).

Du devoir des catholiques dans les élections (1846).

Les *Mélanges d'art et de littérature*, 1 vol., t. VI, comprennent trois parties. La première est consacrée à l'« Art » :

Du vandalisme en France. Lettre à M. Victor Hugo (1833).

De la peinture chrétienne en Italie (1837).

Tableau chronologique des écoles catholiques de peinture en Italie.

De l'état actuel de l'art religieux en France (1837).

De l'attitude actuelle du vandalisme en France (1838).

Le Conseil Général de la Haute-Saône et les ruines de Cherlieu (1841).

Chambre des Pairs :

Expropriation des monuments historiques (séance du 12 mai 1840).

Constructions officielles (séance du 1^{er} juin 1840).

Observations sur les édifices religieux (séance du 10 février 1842).

Décoration du Palais de la Chambre des Pairs (séance du 7 juin 1842).

(Discours de 1845 à 1853).

Notice sur le Bienheureux Frère Angélique de Fiésole.

De l'ancienne école de Ferrare, par M. Laderchi (1838).

Et cetera postérieures à 1843.

La seconde partie est consacrée à « Histoire et Littérature » :

Novalis (1831).

Notre-Dame de Paris, par Victor Hugo (1831).

Et cetera postérieures à 1843.

La troisième réunit trois articles nécrologiques postérieurs aussi à 1843.

Histoire de Sainte Élisabeth de Hongrie, Duchesse de Thuringe, 2 vol., t. VII et VIII.

En appendice au tome VIII, en plus de documents sur sainte Élisabeth, se trouvent une *filiation de la descendance de sainte Élisabeth pour la Maison de Mérode*, l'étude sur *Hedwige, reine de Pologne*, et *Saint Anselme*, « fragment de l'histoire des ordres monastiques (1843) ».

Les Moines d'Occident depuis saint Benoît jusqu'à saint Bernard, Lecoffre, 7 volumes in-8^o 1.

(Le même ouvrage a été publié en 7 volumes in-12) ; les deux premiers volumes furent publiés en 1860 ; les trois suivants jusqu'à 1868 ; les deux derniers sont posthumes (1877).

Un choix de discours de Montalembert, donné par l'éditeur des *Œuvres complètes* et d'après celles-ci, avec un avant-propos du vicomte de Meaux, fut projeté. Un tiré à part de cet avant-propos de xx pages in-8^o se trouve aux archives de la Roche, mais nous n'avons pas trouvé l'ouvrage au catalogue de la Bibliothèque Nationale.

1. Ouvrage publié bien après 1843, mais auquel Montalembert travailla avant cette date.

2° PUBLICATIONS POSTHUMES ¹.

Il s'agit des pages publiées après la mort de Montalembert, ailleurs que dans les volumes indiqués ci-dessous du R. P. Lecauiet, de M^{lle} de Lallemand, de l'abbé Besson, de MM. Bucaille et Celier qui contiennent d'abondants extraits du *Journal* et de la correspondance de Montalembert.

Des extraits du *Journal* de Montalembert (17-27 août 1838) ont été publiés sous le titre *Notes inédites de Montalembert sur son séjour à Beverloo* dans la *Revue générale* de Bruxelles, mars 1912.

D'autres extraits du *Journal* datés de 1848 à 1852 ont été publiés ; voir ci-dessous à MÉRODE.

Mais les documents les plus nombreux et importants sont les lettres du grand épistolier que fut Montalembert :

Lettres de Montalembert à :

ALTON-SHÉE (d'). — Publiées par Léon Séché dans *Alfred et Paul de Musset, Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1906, pp. 562-568.

ÅNCKARSVÄRD (baron d'). — Publiées par Ch. de Burenstam dans la *Revue d'Histoire diplomatique*, janvier 1906, pp. 25-73.

ANKWICZ (comtesse Henriette). — Lettre publiée dans le *Correspondant*, 10 avril 1885 (t. 139, p. 168), accompagnée d'un autre inédit de Montalembert, intitulé « *Prière d'un catholique français pour la Pologne* ».

APPONYI (comtesse Sophie). — *Lettres de 1861 à 1868*, publiées par la comtesse Louis Apponyi dans la *Revue des Deux Mondes* des 1^{er} et 15 novembre 1913, pp. 5-35 et 241-280.

BONAPARTE (Louis-Napoléon), prince-président. — Voir MÉRODE.

CANÉTO (abbé). — Lettres inédites de Charles de Montalembert à l'abbé Canéto (1852-1857), publiées par l'abbé Talez dans la *Revue de Gascogne*, 1929, t. 24, p. 24.

CORNUDET (Léon). — *Lettres à un ami de collège, 1827-1830*. Paris, Lecoffre, 1873, xxiii-298 p. (C'est à cette première édition que nous renvoyons).

Nouvelle édition augmentée des réponses de Léon Cornudet, Paris, Lecoffre, 1884, xiv-467 p.

Correspondance de Montalembert et de Léon Cornudet, 1831-1872, avec avant-propos de Léon Cornudet, son petit-fils, Paris, Champion, 1905, in-8°, 350 p. ; quelques-unes de ces lettres ont paru dans le *Correspondant* des 25 novembre et 10 décembre 1904.

DELACROIX (abbé), vicaire à Nîmes. — *Une correspondance inédite de Montalembert*, publiée par Louis Bascoul dans la *Quinzaine*, 1898, t. 21, p. 445 (Lettres de 1860 à 1866).

DELOR (abbé), prêtre limousin. — *Revue de Paris*, 1^{er} et 15 juin 1902.

DESCHAMPS (Adolphe), parlementaire belge, frère du cardinal, pu-

1. Nous énumérons ici toutes les notes de *Journal* et lettres de Montalembert qui ont été publiées, même celles qui sont postérieures à 1843.

- bliées dans la revue belge *La Nef*, 25 février 1911, sous le titre : *Lettres inédites de Montalembert à Adolphe Deschamps* et reproduites dans le *Correspondant*, 10 février 1912.
- DIDRON. — *Lettres inédites à l'archéologue Didron* (1839-1850), publiées par Paul Bonnefon dans la *Revue Bleue*, 1911, t. 2, pp. 449, 485, 513.
- DUPANLOUP (Mgr). — Voir Mérode. Mgr Lagrange dans son ouvrage (voir *infra*, p. 30) a publié des extraits de lettres de Montalembert.
- DUPIN. — Lettre du juillet 1854, publiée par la *Société de Semur* dans son *Bulletin*, 1898, 3^e série, n° 1, p. xxix.
- FALLOUX (comte de). — Voir Mérode.
- FORBIN-JANSON (marquise de). — Lettres publiées par F. P. dans les *Études*, 1921, t. 166, pp. 531-541, sous le titre : *Les épreuves des Moines d'Occident et de leur auteur d'après les lettres inédites de Montalembert*.
- GUERRIER DE DUMAST. — Voir Mérode.
- HERBELOT (d'). — Quelques lettres de Montalembert à d'Herbelot, publiées en appendice du volume *Lettres d'Herbelot à Charles de Montalembert*.... (voir Bibliographie, IV^e partie).
- LACORDAIRE. — Voir Mérode.
- LA MENNAIS (F. de). — *Lettres de Montalembert à La Mennais*, soixante-quatre lettres publiées par G. Goyau et P. de Lallemand, Desclée, De Brouwer et C^{ie}, Paris, 1932, xxvii-321 p. Quelques-unes présentées par Goyau dans le *Correspondant* 1927 et d'autres par Bucaille dans les *Pages choisies* ci-dessous indiquées.
- LEMARQUIS (Gustave). — *Lettres de Montalembert à Gustave Lemarcis*, *Revue Montalembert*, 25 décembre 1910, 3^e année, n° 24, pp. 611-637.
- MAHUL (Alphonse), député de l'Aude sous la Monarchie de Juillet. — Quelques lettres de Montalembert à Mahul, datées de 1848 à 1861, et ayant uniquement trait à des voyages sans intérêt de Montalembert dans l'Aude, ont été publiées par J.-F. Jeanjean sous le titre trompeur : *Montalembert, l'Église et l'Empire en 1859, Lettres inédites du comte de Montalembert*, Carcassonne, Imprimerie Gabelle, 1913, in-8°, 75 p.
- MÉRODE (Félix de). — Sous le titre *Notes et lettres de Montalembert*, (1848-1852), treize lettres à Mérode ont été publiées par A. Tannoy, dans la *Revue Historique*, octobre-décembre 1941, complétées dans le même article par d'autres lettres de Montalembert au prince-président, à Dupanloup, de Falloux, Guerrier de Dumast, de Riancey, Thiers, ainsi que par des pages du *Journal* de cette période 1848-1852.
- MICHELET. — *Michelet et Montalembert d'après leur correspondance inédite*, *Revue des Deux Mondes*, 1^{er} novembre 1924, lettres publiées par M. J.-M. Carré.
- MONTALIVET (comte de), ministre de l'Intérieur. — *Revue Montalembert*, 25 décembre 1910, 3^e année, n° 24, pp. 683-686.
- PARISIS (Mgr). — *Lettres de Montalembert à Mgr Parisis* (1845), publiées par Ch. Guillemant dans la *Quinzaine*, 1906, t. 73, p. 545.
- RIANCEY (de). — Voir Mérode.
- RIO (François). — Sœur Camille Bowe, dans son ouvrage sur Rio (voir *infra* p. 34), a utilisé et publié des lettres de Montalembert.

- SKRZYNECKI (général). — *Montalembert et sa correspondance inédite avec le généralissime Skrzynecki*, par J. N. S. La Chapelle-Montligeon, 1903 ; tirage à part de *La Quinzaine*, 1^{er} août 1902, B. N. Ln 27 49.375.
- TEXIER (Hubert). — *Correspondance de Montalembert et de l'abbé Texier*. Paris, Firmin-Didot, s. d. (1899), xi-387 p. Elle commence en 1838 et jusqu'en 1842 traite de l'histoire du Moyen âge, de la défense des vieux monuments. Ensuite une importante correspondance politique de 1843 à 1852 met au courant un éminent ecclésiastique limousin des actions du pair de France.
- THIERS. — Voir Mérode.
- TRIDON (abbé). — La *Revue des Revues*, 1911, 6^e série, t. 89, p. 289, a publié quatorze lettres de Montalembert (1841 à 1868) à ce prêtre troyen épris d'archéologie.
- VAN BOMMEL (Mgr). — Deux lettres inédites de Montalembert à Mgr Van Bommel (1844-1852) sur la liberté d'enseignement ont été publiées dans la revue liégeoise *Leodium*, 1906, n^o 8, par Depaïfve.
- VILLEMAIN. — *Lettres inédites de Montalembert à Villemain*, *Revue Hebdomadaire*, 1910, t. VII, pp. 421-445, publiées par Robert de Beauplan.
- X..... — *Lettres inédites de Montalembert*, publiées par l'abbé G. Peries dans la *Revue Diocésaine de Lyon*, 1902.
- Germain Morin a publié dans l'*Historisches Jahrbuch*, 1910, t. 31, p. 333, une lettre de Montalembert sur le Concile du Vatican.
- Ajoutons qu'avec des *Pages choisies*, vingt lettres inédites ont été publiées par V. Bucaille, avec introduction de G. Goyau (Paris, Lecoffre et Gabalda, 1920, in-8^o, xxii-342 p.). Ces lettres à W. de Mérode, Lacordaire, Foisset, Falloux, A. de Broglie, A. Cochin, Dupin, pasteur Schæffer, Dupanloup, A. de Montalembert, Perreyve, de Maleville, Albertine de Mérode, et au Père Hyacinthe, sont postérieures à la chute de la Monarchie de Juillet.
- Dans la *Bibliographie Thieme*, assez complète sur Montalembert, signalons une erreur : *Les Mémoires inédits du comte de Montalembert*, 1768-1842, dont parle l'article de la *Revue de la Révolution Française*, 1887 (t. XII, pp. 696-703), ne sont nullement de Montalembert, mais d'un vicomte Tryon de Montalembert, qui ne lui est même pas parent.

III. OUVRAGES SUR MONTALEMBERT

La liste suivante ne saurait énumérer les innombrables écrits que la célébrité et la popularité distinguées de Montalembert ont provoqués, chez les catholiques surtout, en France et à l'étranger.

Les quatre principales études sont celles de Foisset, du vicomte de Meaux, du R. P. Lecanuet et de M^{lle} de Lallemand, toutes sympathiques à Montalembert. Nous les analyserons ici à leur ordre chronologique.

Nous indiquons, ici, même des études consacrées à la dernière partie de la vie de Montalembert.

1832. — *Album catholique (L')* : périodique toulousain. Numéro de novembre 1832.
Attaque contre Montalembert.
1837. — *Quotidienne (La)* : article anonyme contre Montalembert. Jeudi 13 avril 1837, p. 1, col. 2 et 3.
1837. — SAINTE-BEUVE : *Portraits contemporains*, t. II, *Histoire de Sainte Élisabeth* par M. de Montalembert, 15 janvier 1837.
1849. — SAINTE-BEUVE : *Causeries du Lundi*, t. I (lundi 5 novembre 1849). *M. de Montalembert orateur*.
1852. — GUIZOT : *Discours en réponse au discours prononcé par M. le comte de Montalembert pour sa réception à l'Académie Française le 5 février 1852*. Paris, Didier, 1852, brochure in-8°, 20 p.
Éclaire bien la physionomie de Montalembert.
1852. — LENORMANT : *Réception de M. le comte de Montalembert à l'Académie Française*, dans le *Correspondant*, 10 février 1852.
1853. — GOLOVINE (Ivan) : *The Emperor by the national will ; a letter to the count Montalembert*..... London, Trübner, 1853, in-8°, 14 p., B. N. 8° Lb⁵⁶ 3245.
1856. — CASTILLE (H.) : *Le comte de Montalembert*. N° 9 de la série des « Portraits politiques au XIX^e siècle » (1856-1859). Brochure in-32, 1856, 60 p., B. N. G 21016.
1857. — ULBACH (Louis) : *Écrivains et hommes de lettres*, un chapitre sur « le parti catholique, MM. de Montalembert... », etc.... Paris, Delahays, 1857, in-12.
1859. — ANONYME : *M. de Montalembert*. Paris, Dentu, 1859, in-8°. Pamphlet à l'occasion de la grâce accordée par Napoléon III, « la condamnation et la grâce ont été l'une et l'autre populaires ».
1861. — MAZADE : « *Le libéralisme et M. de Montalembert* », dans la *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1861, t. XXXV, p. 980.
1863. — GARCIA DE LA VEGA (Désiré de) : *Un mot sur la situation, le ministère et la majorité, le congrès de Malines, M. de Montalembert et les catholiques libéraux*. Bruxelles, 1863, in-8°, 34 p., B. N. 8° M. Pièce 557.
- 1866-1867. — FOISSET (Théophile) : *Analyse des Moines d'Occident*, publiée dans le *Correspondant*, 25 décembre 1866 et 25 juillet 1867.
1867. — GAUTIER : dans la *Revue des Questions historiques*, t. III, 1867, pp. 548-556, analysant les *Moines d'Occident* avec éloges, esquisse une étude de l'œuvre de Montalembert.
1869. — DOURLENS (abbé M.) : *M. de Montalembert et extraits de ses œuvres*. Arras, Brunet, 1869, in-12, XIII-495 p.
Panégyrique rédigé du vivant de Montalembert à l'aide de nombreux extraits admirablement choisis.
1870. — GAUTIER : *Revue des Questions historiques*, t. VIII, p. 564 : *M. de Montalembert*.
1870. — ANONYME : *M. le comte de Montalembert, sa vie et ses œuvres*. Paris, Bouguerel, 1870, in-8°, 64 p.

1870. — COCHIN (A.) : *Le comte de Montalembert*, dans le *Correspondant* du 10 avril 1870. Édité en brochure, Paris, Douniol, 1870, in-8°, 36 p.
1870. — DOUHAIRE : *Hommage à Montalembert*, *Correspondant*, 10 avril 1870.
1870. — GAILLARD : *Mort et funérailles de Montalembert*, dans le *Correspondant*, 25 mars 1870.
1870. — OHEIX : *Hommage à la mémoire du comte de Montalembert avec quelques lettres inédites*. Nantes, 1870. Celles-ci sont postérieures à 1868.
1870. — PLATER (comte Ladislas) : *Le comte Charles de Montalembert*. Nécrologie (en polonais), Zurich, Schulthess, 1870, grand in-8°.
1871. — BESSON (abbé Louis, puis Mgr) : *M. de Montalembert en Franche-Comté*, 1871, 161 p.
Des documents intéressants mais surtout pour la période postérieure à 1842.
1872. — FOISSET (Théophile) : publia dans le *Correspondant* des 25 mai, 25 juillet, 25 août et 10 septembre 1872 quatre articles sur son ami, intitulés :
I. *Jeunesse politique*. L'Avenir, *soumission*.
II. *Art et archéologie*. Histoire de sainte Élisabeth.
III. *M. de Montalembert homme politique* 1835-1848.
IV. *M. de Montalembert* 1848-1870.
Ils forment un témoignage très autorisé sur l'homme et sur l'œuvre, apprécient fermement et affectueusement l'un et l'autre, donnent maint détail précis. Ils ne prétendent pas constituer, malgré ceci, une biographie complète et sont écrits avant l'apaisement des luttes auxquelles Montalembert fut mêlé jusque dans la tombe.
1872. — OLIPHANT (Mrs) : *Memoir of count of Montalembert pier of France deputy for the department of Doubs. A chapter of recent french history*. Blackwood and Sons, 1872, 2 vol. in-18°.
Malgré le souci d'expliquer à ses lecteurs anglais, en fonction de leur psychologie, le caractère et la vie de Montalembert, l'auteur porte des jugements sérieux car le héros est finement étudié. Elle donne surtout d'intéressants détails sur l'enfance et les relations de Montalembert.
1872. — ANONYME : *Montalembert*, article du *Blackwood Magazine*, 1872, t. CLII, p. 595.
1873. — AUMAËLE (duc d') : *Discours de réception à l'Académie Française*. Paris, Firmin-Didot, 1873, 72 p., grand in-8°.
1873. — CUVILLIER-FLEURY : *Réponse au discours de M. le duc d'Aumaïe*, publiée à la suite de celui-ci dans l'édition sus-indiquée.
Des remarques très perspicaces et des souvenirs colorés.
1873. — CRAVEN (M^{me} A.) : *Le comte de Montalembert*, étude d'après l'ouvrage de M^{me} Oliphant. Paris, Didier, 1873, in-16, 151 p. ; parue dans le *Correspondant*, 10 et 25 décembre 1872.
1874. — LAGRANGE (Mgr François) : *Une page de la vie de Montalembert*.

bert, dans le *Correspondant*, 25 mars 1874, p. 1299 ; éditée en brochure, Paris, Douniol, 1874, in-8°, 16 p.

1875. — HAULLEVILLE (P. de) : *Le comte de Montalembert et le Dr Doellinger*, dans le *Correspondant*, 10 décembre 1875, t. 101, p. 1044, sur la publication posthume d'une lettre de Montalembert.

In fine, un mot élogieux de Louis Veuillot sur Montalembert daté de 1867 et rappelant de vieux souvenirs.

1876. — PINGAUD : signale, à propos d'une édition de Brantôme, le goût de Montalembert pour les Mémoires, dans la *Revue des Questions historiques*, t. XIX, 1876, p. 186.

1877. — FOISSET (Théophile) : *Le comte de Montalembert*. Paris, Le-coffre, 1877, in-8°, 283 p. Cet ouvrage est constitué par la réunion des quatre articles du *Correspondant* de 1872, analysés ci-dessus.

Ils furent réunis en ce volume posthume par Douhaire qui, dans une introduction de cinquante pages, donne sur l'amitié de Foisset et de Montalembert, sur leur correspondance, un aperçu significatif.

1877. — MARQUIGNY : *Montalembert et ses écrits posthumes*, dans les *Études*, mars 1877.

1878. — RÉDIER DE LA VILATTE (abbé) : *Éloge de M. le comte Charles de Montalembert* (pour les jeux floraux). Toulouse, Doula-doure, 1878, in-8°, 66 p.

Panégérique sans réserve.

1884. — RICARD (Mgr Antoine) : *Montalembert*, troisième volume de « *L'École mennaisienne* ». Paris, Plon, 1884, 335 p. Sans prétention à l'originalité.

1894. — LEFÉBURE (Léon) : *Quelques années de jeunesse de Montalembert*, dans le *Correspondant*, 10 juin 1894.

- 1895-1902. — LECANUET (le R. P. E.) : *Montalembert*. Paris, Pou-sielgue, 1895-1902, 3 vol. in-8°, 605, 516, 492 p.

Reçut du vicomte de Meaux communication des archives de Montalembert et, à l'aide de témoignages divers, rédigea en trois volumes une biographie complète. Les deux premiers : *La jeunesse*, *La liberté d'enseignement*, sont remarquablement vivants et exacts dans l'ensemble. L'ouvrage a les défauts et qualités de ce qui est écrit pour un public assez étendu, à une époque encore relativement proche de la mort de Montalembert. L'auteur cite souvent les archives, mais, sans en modifier le sens, il ne transcrit pas scrupuleusement les textes. Le troisième volume *L'Église et le Second Empire* a provoqué des polémiques connues sur le libéralisme catholique.

1897. — MEAUX (le vicomte de) : *Montalembert*. Paris, Calmann-Lévy, 1897, in-12, III-311 p.

Gendre de Montalembert, M. le vicomte de Meaux voulut, avant de disparaître, fixer brièvement son témoignage à l'aide des archives familiales. Pas plus que Foisset, il ne prétendit écrire la biographie que le P. Lécaneuet avait d'ailleurs commencée. L'intimité familiale dans laquelle il vécut lui permet d'apporter les plus précieux renseignements, quoique pour la période étudiée par nous l'auteur ne rappelle évidemment pas de souvenirs directs.

1897. — MUN (comte A. de) : *A propos du livre de M. de Meaux*, dans le *Correspondant*, 1897, t. 187, p. 583.
1898. — DELORME : *Montalembert, sa carrière parlementaire* (compte rendu du Lecanuët, t. II), publié dans le *Correspondant*, 10 octobre 1898.
1899. — LONGHAYE (Georges) : *Quinze années de la vie de Montalembert*, dans les *Études*, t. LXXVIII, pp. 145 sq., pp. 510 sq. — A propos du Lecanuët.
1899. — TEXIER (Hubert) : voir *supra*, p. 22.
1899. — VERDUNOY (abbé) : *Extraits des grands écrivains..... Montalembert*. Paris, Delhomme et Briguët, 1899, in-8°, 96 p., 2^e édition.
1900. — BIRÉ (Edmond) : *Études d'histoire et de littérature*. Lyon, Vitte, 1900, in-8°, 351 p.
Une des études est consacrée à Montalembert.
1900. — DALEY (Rev. Y.) : *Montalembert and his visit to O'Connell*, dans le *Catholic World*, 1900, t. LXXI, p. 331.
1900. — OLLÉ-LAPRUNE : a fait dans *La France Chrétienne dans l'Histoire*, de Baudrillart, Paris, 1896, grand in-8°, le chapitre intitulé « *La vie intellectuelle du catholicisme en France au XIX^e siècle : la défense de la foi* », pp. 507 et suiv.
Montalembert y est situé nettement à l'aide de souvenirs d'origine intéressante.
1901. — DELORME : *Montalembert et le « Correspondant »* (1850-1870), publié dans le *Correspondant*, 1901 (t. 95, p. 1179).
1901. — DONIN (M.) : *Montalembert à la Roche-en-Brenil*. *Bulletin du diocèse de Dijon*, 1901, p. 240.
1901. — FOLLIOLEY : *Montalembert et Mgr Parisis.....* (1843-1848). Paris, Lecoffre, 1901, in-18, XI-415 p.
1901. — VEUILLLOT (E.) : *Montalembert et Louis Veuillot*, dans l'*Univers*, 19 et 31 janvier 1901.
1903. — J. N. S. : *Montalembert et sa correspondance inédite avec le généralissime Skrzynecki. Détails biographiques inconnus*. Paris (La Chapelle-Montligeon), 1903, 43 p., B. N. Ln ²⁷ 49. 375.
1905. — LEFÉBURE (Léon) : *Portraits de croyants au XIX^e siècle*. Paris, Plon, 1905, in-8°, VIII-350 p.
Quatre-vingts pages sont consacrées à Montalembert, dans lesquelles, pour montrer le croyant, l'auteur insiste sur les parties douloureuses de la vie de Montalembert.
1907. — FIERENS-GEVAERT : *Figures et sites de Belgique.....* Bruxelles, G. Van Oest, 1907, in-8°, 187 p., B. N. 8° M. 14243.
Un des chapitres est intitulé : « Une retraite brabançonne de Montalembert ». Il décrit le cadre des séjours que fit Montalembert à Rixensart, à partir de 1860, notamment lors du congrès de Malines.
1908. — WITT-GUIZOT : *Montalembert*. Montbéliard, 1908, grand in-8°, 32 p.
Conférence panégyrique prononcée à l'*Union chrétienne*.
1910. — HYACINTHE-LOYSON (Paul) : *Montalembert libéral et l'in-*

terdiction de son centenaire, *Grande Revue*, 1910, t. 64, p. 225.

1910. — *Revue Montalembert*, Paris, 104, rue de Vaugirard.

Elle a publié sur celui dont elle porte le nom bon nombre d'études. Nous indiquons plus loin les articles du cardinal Baudrillart et de Beauchesne. De plus, elle a consacré à Montalembert son numéro dit du Centenaire, 25 décembre 1910, dont voici le sommaire :

Lettres de Montalembert à Gustave Lemarcis.

Lettre inédite à Montalembert : Louis Veuillot.

Lettre aux étudiants du « Cercle Montalembert » : cardinal Mercier.

Montalembert et l'Action Catholique en France : Mgr Breton.

Échos d'Irlande : J. Hogan.

Échos d'Italie : G. Gallavresi.

Échos de Pologne : comte Tarnowski.

Échos de Suisse : baron de Montenach.

Montalembert précurseur du Catholicisme social : G. Goyau.

Bibliographie de Montalembert : R. P. Lecanuet.

} Montalembert
et les peuples.

1911. — BAUDRILLART (cardinal) : *Des titres de Montalembert à la reconnaissance des catholiques*, *Revue Montalembert*, 25 juin 1911.

1911. — BUCAILLE (Victor) : *Quelques années de la jeunesse de Montalembert, d'après des documents inédits 1810-1830*. Paris, Gabalda, 1911, « Réunion des étudiants, 104, rue de Vaugirard », in-16, 123 p.

Partiellement publié antérieurement dans la *Revue Montalembert*.

Des documents intéressants.

1912. — BRAUN : *La Belgique et Montalembert*, dans le *Correspondant*, 10 février 1912.

1912. — BUCAILLE (Victor) : *Montalembert*. Limoges, et Paris, Gabalda, 1912, in-8°, 46 p. Collection démocrate dite « Catholicisme et action sociale ».

1912. — GOYAU (Georges) : *Autour du catholicisme social*, 5^e série, Paris, Perrin, 1912. Chapitre intitulé : *Montalembert précurseur du catholicisme social*, qui n'est autre chose que l'article de la *Revue Montalembert*, 25 décembre 1910, signalé ci-dessus.

1912. — LANTSHEERE (Léon de) : *Montalembert et les temps nouveaux*, dans la *Revue générale de Bruxelles*, mars 1912.

1912. — MARCHAL (Edmond) : *Charles comte de Montalembert*, dans le *Bulletin de l'Académie royale de Belgique*, classe des lettres, mars 1912.

Notice de 31 pages, grand in-8°, insistant (avec une inexactitude) sur l'attitude de Montalembert en 1838 en faveur de la Belgique.

1912. — MERCIER (cardinal) : *Hommage à Montalembert*, publié dans

- le *Correspondant*, 25 février 1912, et la *Revue Générale* de Bruxelles, mars 1912.
1912. — RUTTEN (P. R.) : *Montalembert défenseur des ordres religieux*, dans la *Revue Générale* de Bruxelles, mars 1912.
1913. — HAUSER (Henri) : *Quelques souvenirs de Victor Duruy sur le collège Sainte-Barbe, Michelet, Montalembert et Cousin* (s. d.), extrait de la *Grande Revue*, 25 octobre 1913.
1914. — HAUSSONVILLE (comte d') : *Ombres françaises et visions anglaises*. Paris, B. Grasset, 1914, in-16, VII-457 p., B. N. 8° G 9316.
- L'ouvrage contient une conférence intitulée : *Montalembert sous le Second Empire*.
1914. — NARFON (Julien de) : *Deux grands journalistes : Montalembert et Louis Veuillot*. Paris, G. Crès, 1914, grand in-8°, 95 p.
- Opposant deux écoles catholiques : la libérale (Montalembert) et l'ultramontaine (Veuillot), l'auteur entend prouver que « la plus catholique » est la première. Il cite l'*Avenir*, etc.... Quelques mots des rapports entre Veuillot et Montalembert en 1839 (pp. 47, 48).
1918. — OLSZENSKA (H.) : *Montalembert et la Pologne*. Diplôme d'études, 1918 ; à la Bibliothèque polonaise.
1920. — LANZAC DE LABORIE (L. de) : *Montalembert et le « Correspondant »*, dans le *Correspondant*, 15 mars 1920.
- Sauf quelques lignes, l'article ne concerne que les événements postérieurs à 1855.
1922. — NOURISSON (Paul) : *Trois précurseurs de la liberté d'enseignement : Berryer, Montalembert, Lamartine*. Paris, Sirey, 1922, grand in-8°, 173 p. (sur Montalembert, pp. 70-139).
- L'auteur est convaincu que Montalembert s'est « élevé jusqu'à la notion de la liberté d'association elle-même », et n'a pas seulement cherché à grouper les catholiques, ceci à une époque où cette notion était peu répandue. Il cite ce mot de Montalembert dans le discours du 22 juin 1848 : « L'esprit d'association qui est la plus haute formule de l'esprit libéral » Bref M. Nourisson prétend prouver, non sans opportunes citations, que Montalembert est grand champion de la liberté d'association.
1926. — GOYAU (Georges) : Notice précédant les extraits des *Moines d'Occident*, Paris, Spes, 1926.
1927. — BEAUCHESNE (marquis de) : *Charles de Montalembert rhétoricien*. (Extrait de la *Revue Montalembert*, mars, avril, mai 1927). Rodez, Carrère, 1927, in-8°, 36 p.
- Utilisation intéressante du *Journal* inédit pour l'année scolaire 1826-1827. En appendice, le discours français de Montalembert primé au concours général.
1927. — BUCAILLE (Victor) : *Les grands catholiques des XIX^e et XX^e siècles : Montalembert (1810-1870)*. Dijon, Lumière, 1927, in-16, 183 p.
1927. — HORN (E.) : *L'amitié d'Eivoes et de Montalembert*, dans le *Correspondant*, 10 avril 1927.
1927. — LALLEMAND (M^{lle} P. de), arrière-petite-fille de Montalembert, lui a consacré ses thèses de doctorat ès lettres.

- Montalembert et ses amis dans le romantisme*, 1830-1840. Thèse pour le doctorat ès lettres, Paris, Champion, 1927, grand in-8°, 364 p.
- Montalembert et ses relations littéraires avec l'étranger jusqu'en 1840*. Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres, Paris, Champion, 1927, grand in-8°, 112 p.
- Ces deux ouvrages nous ont été d'un grand secours quoique leur sujet soit seulement voisin du nôtre. L'auteur a utilisé et cité abondamment des inédits. Une longue familiarité avec les souvenirs de son aïeul lui a permis de les interpréter judicieusement.
1929. — GOYAU (Georges) : *Un Français en Suède il ya cent ans, Montalembert*, dans la *Revue Montalembert*, 25 janvier 1929.
1930. — THÉRY : *Montalembert et Villeneuve-Bargemont*, dans la *Vie intellectuelle*, janvier-mars 1930.
1931. — CELIER (Léonce) : *Le procès de l'École libre*. Paris, de Gigord, 1931, in-8°, 186 p.
- Exhaustif, utilisant pièces des Archives Nationales, *Journal* de Montalembert, etc.
1931. — PANIER (chanoine J.) : *Centenaire de l'École libre. Conférence sur Montalembert*. Besançon, Imprimerie catholique de l'Est, 1931, in-8°, 40 p.
- Causerie assez fine.
1939. — PAULY (Marie-Hélène) : *Les voyageurs français en Irlande au temps du Romantisme*. Paris, Gabriel Enault, 1939, grand in-8°, 291 p.
- Le chapitre VI intitulé : « Autour de l'émancipation. Un voyageur catholique : Montalembert » a été rédigé d'après les archives de la Roche-en-Brenil. Ouvrage de qualité, mais beaucoup plus littéraire qu'historique.

IV. OUVRAGES DE OU SUR LA FAMILLE ET LES AMIS DE MONTALEMBERT

BAADER

- BAADER (Frz. Xav. von) : *Über den Zeitschrift « Avenir » und ihre Principien. Aus e. Sendschreiben an C. Montalembert in Paris*. München 1831, in-8°, 24 p.
- Lettre à M. le vicomte Ch. de Montalembert sur les doctrines de l'« Avenir »*, Munich, 1831.

BUSSON

- BESSON (abbé Louis) : *Vie de M. l'Abbé Busson*. Besançon, 1862, in-8°, x-511 p.

COCHIN

- COCHIN (A.) : *Vingt lettres à Montalembert*, publiées dans le *Correspondant*, 1924 ; cf. dans la même revue, 10 juin 1926 : *A. Cochin et sa correspondance*.

COMBALOT

- RICARD (abbé Antoine) : *L'abbé Combalot... L'action catholique de 1820 à 1870*. Paris, Gaume, 1891, in-18, xvi-656 p.

CORNUDET

CORNUDET (Léon) : (Réponses à Montalembert. Voir *supra* aux *Œuvres* de Montalembert, Bibliographie, p. 20).

HERBELOT (A. d') : *Lettres d'A. d'Herbelot à Ch. de Montalembert et à Léon Cornudet* (Voir Herbelot).

CRAVEN

CRAVEN (M^{me} Augustin) : *Récit d'une Sœur*. Paris, Didier, 1868, in-8°, 2 vol. ; nous citons la cinquante-troisième édition, Paris, Perrin, 1913, 2 vol. in-16, 457 et 439 p.

DUPANLOUP

LAGRANGE (Mgr François) : *Vie de Monseigneur Dupanloup*.... Paris, Poussielgue, 1883-1884, 3 vol. in-8°.

CHAPON (Henri-Louis), évêque de Nice : *Défense de Monseigneur Dupanloup*... Paris, Gervais, 1882, in-18, 35 p.

ECKSTEIN

ECKSTEIN (baron d') : *Des Jésuites*. Sautelet, 1827, in-8°, 100 p.

— *Du génie de M. de La Mennais*.... Paris, 1829, in-8°. Réédité par le comte de Mérode. Voir Mérode.

— *De l'Espagne*.... Paris, Paulin, 1836, in-12, xxiv-368 p.

LE CATHOLIQUE : *Ouvrage périodique dans lequel on traite de l'universalité des connaissances humaines sous le point de vue de l'unité de doctrine*, mars 1826 à avril 1830 (revue mensuelle en principe), 16 vol. in-8°.

Ci-gît l'érudition indigeste d'Eckstein, rédacteur presque unique, mais étonnamment au courant de mille choses ; cf. l'ouvrage que Burtin lui a consacré.

BURTIN (Nicolas) : *Un semeur d'idées au temps de la Restauration : le baron d'Eckstein*. Thèse Fribourg (Suisse). Paris, E. de Boccard, 1931, grand in-8°, xviii-408 p.

GUILLEMEN : *Eckstein et le « Catholique »*. *Vie intellectuelle*, 25 juin 1936.

FALLOUX

FALLOUX (comte de) : *Mémoires d'un royaliste*. Paris, Perrin, 1888, 2 vol. in-8°.

— *Discours et mélanges politiques*. Paris, E. Plon, 1882, 2 vol. in-8°.

— *Le parti catholique. Ce qu'il a été, ce qu'il est devenu*. Paris, Ambroise Bray, in-8°, 156 p. Antérieurement paru dans le *Correspondant*, avril-mai 1856.

— *Madame Swetchine, sa vie et ses œuvres*. Paris, Vaton, 1860, 2 vol. in-8°.

— Édition de la *Correspondance de Lacordaire et de Madame Swetchine* (Préface). Didier, 1865, in-8°.

— Édition des *Lettres de Madame Swetchine*. Paris, Didier, 1873, 3^e édition, 3 vol. in-8° (voir *infra* à Swetchine).

LANZAC DE LABORIE (L. de) : Entre autres articles du *Journal des Débats*, a signé les suivants :

Mémoires d'un royaliste : 3 février 1925.

Le Comte de Falloux et la deuxième République : 5 mai 1925.

Le Comte de Falloux, échec de la Restauration monarchique : 25 novembre 1925.

FOISSET

FOISSET (Théophile) : *Vie du R. P. Lacordaire*. Paris, Lecoffre fils, 1870, 2 vol. in-8°, 586, 556 p.

Très complet et éclairant plus d'une période de la vie de Montalembert.

BOISSARD : *Théophile Foisset*. Paris, Plon, 1891, in-18, 321 p.

CRÉPON : Édition des *Lettres du R. P. Lacordaire à Th. Foisset*. Voir à Lacordaire.

GERBET

GERBET (abbé) : *Des doctrines philosophiques sur la certitude...* Paris, Librairie classique, 1826, in-8°, 207 p.

— *Introduction à la philosophie de l'histoire*. Paris, Renduel, 1832, in-8°, 286 p.

LADOUÉ (de) : *Mgr Gerbet, sa vie, ses œuvres et l'école Menaisienne*.

Paris, Tolra et Haton, 1870, in-8°, 3 vol. de 450 p. chacun environ.

BREMOND (Henri). *Gerbets*. Paris, Bloud et Gay, 1907. Édition « La Pensée chrétienne », in-16, XI-371 p.

GOUSSET

GOUSSET (chanoine) : *Le Cardinal Gousset.....* Besançon, H. Bossanne, 1903, in-8°, XV-602 p.

GUÉRANGER

ANONYME (Dom DELATTE) : *Dom Guéranger, abbé de Solesmes*, par un moine bénédictin de la Congrégation de France. Paris, Plon-Nourrit, Oudin, s. d. (1909), 2 vol. gr. in-8°, 450 et 459 p.

HERBELOT

HERBELOT (A. d') : *Lettres d'A. d'Herbelot à Ch. de Montalembert et à Léon Cornudet*, publiées par la Société d'Histoire contemporaine. Paris, Picard, 1908, in-8°, XVII-295 p.

HUGO

HUGO (Anonyme) : *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*. Dans les *Œuvres diverses des Œuvres complètes*. Paris, Hetzel Quantin, 1885, 2 vol. in-8°.

BIRÉ (Edmond) : *Victor Hugo après 1830*. Paris, Perrin, 1891, 2 vol. in-12, 296 et 254 p.

L'auteur précise dans quelles conditions se fit la rupture politique entre Hugo et Montalembert le 20 octobre 1849 (t. II, p. 191). Précédemment, il n'apporte pas grande indication sur leur amitié.

LACORDAIRE

LACORDAIRE (R. P. H.) : *Testament, ou notice sur le rétablissement en France de l'Ordre des Frères Prêcheurs* (Publié par le comte de Montalembert). Paris, Douniol, 1870, in-8°, 151 p.

— *Lettres du R. P. H.-D. Lacordaire à Théophile Foisset*, précédées de la notice dictée par le Père sur son lit de mort, publiées par M. Joseph Crépon. Paris, Poussielgue frères, 1886, 2 vol. in-8°.

— *Œuvres*, t. IX, *Mélanges, Lettre sur le Saint-Siège, Discours sur la vocation de la nation française*. Paris, Poussielgue, 1886.

FALLOUX (comte de) : Édition de la *Correspondance de Lacordaire et de Madame Swetchine* (Préface). Didier, 1865, in-8°.

FERNESOLE (Pierre) : *Témoins de la pensée religieuse en France au XIX^e siècle. Les Conférences de Notre-Dame* (Conférences données

- à l'Institut Catholique de Paris). Tome I : *Genèse et fondation : Lacordaire, de Ravignan*. Saint-Amand (Cher), et Paris, Éditions Spes, 1935, in-8°, 291 p.
- FESH (P.) : *Lacordaire journaliste*, dans la *Revue du Clergé*, 1896 (t. VII, pp. 206 sq. et 504 sq.).
- FOISSET (Théophile) : *Vie du R. P. Lacordaire* (Voir Foisset).
- LEDOS (Eugène) : *Morceaux choisis et bibliographie de Lacordaire*. Paris, librairie des Saints-Pères, 1923, in-18, VIII-576 p. Excellente bibliographie.
- MONTALEMBERT : *Le Père Lacordaire*, notice biographique publiée dans le t. IX (*Œuvres polémiques*) des *Œuvres complètes*, 1865.

LA FERRONNAYS (Albert de). Voir M^{me} Craven.

LAMARTINE

- LAMARTINE (A. de) : *Correspondance*. 1807-1852. Paris, Hachette, Furne, Jouvet et C^{ie}, 1873-1875, 6 vol. in-8°.
- QUENTIN-BEAUCHART : *Lamartine homme politique*. Paris, Plon, 1903, grand in-8°, 483 p.

LAMENNAIS

- LA MENNAIS (abbé F. de) : *Œuvres complètes*. Éditeurs Paul Dau-
brée et Cailleur, Paris, 1836-1837. Le t. XII : *Affaires de Rome*,
contient avec la version mennaisienne de la condamnation de l'*Ave-
nir* les principaux documents intéressants.
- *Correspondance de Lamennais*, éditée par Forgues. Paris, Paulin,
1859, 2 vol. in-8°.
- *Lettres inédites de Lamennais à Montalembert*, éditées par Forgues.
Paris, Perrin, 1898, in-8°, XI-395 p.
- DEBIDOUR : *Lamennais et le parti néo-catholique*. *Revue des Cours et
Conférences*, 31 mars 1910.
- DUDON (Paul) : *Lamennais et le Saint-Siège, d'après des documents
inédits et les archives du Vatican*. Paris, Perrin, 1916, in-16, XII-
444 p.
- Sur le « Romantisme social de Lamennais », par Poisson dans les
Études, 5 juillet 1932.
- DUINE (F.) : *La Mennais. Sa vie, ses idées, ses ouvrages, d'après les sources
imprimées et les documents inédits*. Paris, Garnier, 1922, in-8°, 393 p.
- *Essai de bibliographie de La Mennais*. Garnier, 1923.
Ces deux ouvrages sont fondamentaux.
- ECKSTEIN (baron d') : *Du génie de M. de La Mennais* (Voir Eckstein).
- GIRAUD (Victor) : *La vie tragique de Lamennais*. Paris, Alcan, 1933,
in-16, VIII-188 p.
- GUILLEMEN : *Les catholiques sous la Restauration*, publié dans la *Vie
intellectuelle*, 25 janvier 1936.
- *La Mennais ultramontain*. *Vie intellectuelle*, 25 mai 1936.
L'auteur de ces articles n'est pas un ami du trône et sa
documentation est partielle.
- GOYAU (Georges) : *Autour du catholicisme social*. 2^e série, Perrin, 1901,
et 5^e série, Perrin, 1912, in-8°. Des pages sur Lamennais.
- *Le portefeuille de Lamennais*. Paris, Renaissance du Livre, 1930,
in-8°, VIII-223 p.
- POISSON (Jacques) : *Le romantisme social de Lamennais, essai sur la
métaphysique des deux sociétés : 1833-1854....* Thèse principale pour
le doctorat ès lettres.... Paris, Vrin, 1931, grand in-8°, 472 p.

QUÉLEN (Mgr de) : *Mandement de l'archevêque de Paris sur la mort de Léon XII et sur l'ouvrage de M. de la Mennais intitulé : « Des progrès... »*. Paris, Leclère, 1829.

ROUSSEL (A.) : *Lamennais intime, d'après une correspondance inédite*. Paris, Lethielleux, 1897, in-16.

MEAUX

MEAUX (vicomte M. C. A. de) : *Ma vie racontée à mes enfants*. 1830-1907. Paris, Louis de Soye, imprimeur, 1911, grand in-8°, 654 p. Hors commerce.

MÉRODE

MÉRODE (comte Félix de) : *Les Jésuites, la Charte, les Ignorantins, l'enseignement mutuel, tout peut vivre quoi qu'on en dise*. Paris, 1828, brochure in-8°.

Un mot sur la conduite politique des catholiques belges, des catholiques français et l'ouvrage de M. de la Mennais intitulé : Des progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Église (sans nom d'auteur), suivi d'un article sur : *le génie de M. de la Mennais, extrait du « Catholique »*, publié par M. le baron d'Eckstein. Paris, J. G. Dentu, 1829, in-8°, 61 p., B. N. Ld⁴ 4645.

THONISSEN (J. J.) : *Vie du comte Félix de Mérode*. Louvain, Fonteyn, 1861, in-8°, 375 p.

MÉRODE (Mgr de)

BESSON (Mgr Louis) : *Frédéric-François-Xavier de Mérode...., sa vie et ses œuvres*. Paris, Retaux-Bray, 1886, in-8°, VII-436 p.

MICHELET

CARRÉ (J. M.) : *Michelet et Montalembert.... Revue des Deux Mondes*, 1924 (t. 24, p. 170).

— *Michelet et son temps. Les contemporains d'hier*. Paris, Perrin, 1926, in-16, XVIII-246 p.

MONOD (G.) : *La vie et la pensée de Jules Michelet*. Paris, Champion, 1923, 2 vol. in-8°, 400 et 258 p.

MICKIEWICZ

MICKIEWICZ (Adam) : *Le livre des Pèlerins Polonais....* (Voir aux Œuvres de Montalembert, *supra*, p. 13).

MICKIEWICZ (L.) : *A. Mickiewicz, sa vie et son œuvre*. Paris, Savine, 1858, in-8°, VIII-382 p.

MONIER

BARRUOL : *Un précepteur provençal de Montalembert, l'abbé Monier*, Forcalquier, 1922, une cinquantaine de pages.

MONTALEMBERT (Famille de)

ANONYME : *Le R. P. Ch. de Montalembert, missionnaire aux Indes au XVIII^e siècle*. Grande brochure d'une cinquantaine de pages, sans indication d'édition (archives d'Écotay).

GAUDIN (abbé R.) : *Marc-René Marquis de Montalembert*. Extrait du *Bulletin de la Société archéologique et historique de la Charente*. Année 1938, grand in-8°, 80 p.

NICOLLE

FRAPPAZ (A.) : *Vie de l'Abbé Nicolle....* Paris, Lecoffre, 1857, in-18. XI-307.

OZANAM

OZANAM (Frédéric) : *Œuvres complètes*. Paris, Lecoffre, 1865.

Les tomes X et XI « *Lettres* » en contiennent trois ou quatre assez insignifiantes adressées à Montalembert.

— *Lettres inédites*. Paris, Lecoffre, 1881, 2 vol. in-8°.

PARISIS

GUILLEMANT (Ch.) : *Pierre-Louis Parisis*. T. I et II, in-8°, Paris, Gabalda, 1916-1917 ; t. III, Paris, de Gigord, 1922.

RIO

RIO (François) : *Épilogue à l'Art Chrétien*. Fribourg-en-Brisgau, 1870, 2 vol. in-8°, B. N. V 51. 589-90. Paris, Hachette, 1872.

Ce sont les *Mémoires* d'un des meilleurs amis de Montalembert à qui plus d'une page sont consacrées.

BOWE (Sister Mary-Camille) : *François Rio*. Paris, Boivin, 1938, grand in-8°, II-306 p.

SAINTE-FOI

SAINTE-FOI (Ch.) : *Souvenirs de jeunesse*, publiés par C. Latreille. Paris, 1911, in-12.

SWETCHINE

SWETCHINE (M^{me}) : *Correspondance du R. P. Lacordaire et de....*, publiée par Falloux. Paris, Didier, 1864, in-8°, xxxix-582 p.

Dans cet échange épistolaire il est naturellement plus d'une fois question de Montalembert et l'ensemble constitue un document important sur les événements catholiques de France.

SWETCHINE (M^{me}) : *Lettres....* publiées par Falloux chez Didier. La 3^e édition en 3 vol. in-8°, 1873, contient au t. III, pp. 1-70, les lettres à Montalembert.

FALLOUX (comte de) : *Madame Swetchine, sa vie et ses œuvres*. Paris, Vaton, 1860, 2 vol. in-8°.

SEILLIÈRE (Ernest) : *Le cœur et la raison de Madame Swetchine*. Paris, 2^e édition, 1924, Perrin, in-12, xvi-314 p.

TOMMASEO

TOMMASEO : *Lettres de Tommaseo à Montalembert*, publiées par M. Gallavresi dans le *Risorgimento italiano*, première année.

VIGNY

VIGNY (A. de) : *Stello*. Paris, Librairie Nouvelle, 1856, 7^e édition.

FLOTTES (P.) : *La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*. Paris, « Les Belles-Lettres », 1927, xvi-360 p., grand in-8°. Thèse de doctorat devant l'Université de Strasbourg.

SÉCHÉ (Léon) : *A. de Vigny, t. I : Vie littéraire, politique et religieuse*. Paris, Mercure de France, édition 1913, in-18.

Indiquons pour terminer les périodiques rédigés par les amis de Montalembert :

AVENIR (L')

Avenir (L') : Parut du 17 octobre 1830 au 15 novembre 1831, 395 numéros in-folio.

Mélanges Catholiques : Extraits de l'*Avenir*, 1831, 2 vol. in-8°.

Sur l'histoire du journal, cf. *infra* chapitre III

DUDON (Paul) : Sur l'aspect politique de la condamnation de l'*Avenir*, article du *Bulletin d'histoire et littérature religieuses*, publié par l'Institut Catholique de Toulouse, 1932.

PRZELASKOWSKI (Richard) : L'« *Avenir* » et la question polonaise en 1830, publié dans la *Revue d'Histoire Moderne*, 1930.

LE CATHOLIQUE : Voir ci-dessus p. 30 ECKSTEIN.

CORRESPONDANT (LE)

Du premier *Correspondant* (10 mars 1829-31 août 1831), in-4°, signalons seulement :

1829 : mardi 10 mars, n° 1, « Journal religieux, politique, philosophique et littéraire » (Hebdomadaire).

1829 : n° du 21 avril (p. 55). Analyse d'une réponse de Bonald sur : *Des progrès.....*, de Lamennais.

1830 : 6 août, n° 43, t. II, porte en épigraphe la devise : « Liberté civile et religieuse ».

1831 : mercredi 51 août (*sic*), n° 52, t. IV, 3^e année, annonçant la transformation du *Correspondant* en *Revue Européenne*.

Quant au second *Correspondant*, né en 1844, malgré les difficultés qui surgiront entre la rédaction et Montalembert, on peut dire qu'il est, à partir de 1855 surtout, le périodique le plus proche de sa pensée. Après sa mort le *Correspondant* lui consacra nombre d'articles cités plus haut.

LANZAC DE LABORIE (L. de) : *Le centenaire du « Correspondant »* dans le *Journal des Débats*, 12 avril 1929.

TROGAN (Ed.) : *Le centenaire du « Correspondant »*, dans le *Correspondant* du 10 avril 1929.

MÉMORIAL CATHOLIQUE (LE) : Périodique des mennaisiens avant l'*Avenir*, 15 janvier 1824-1830, 12 tomes en 6 vol. in-8°.

POLONAIS (LE) : Revue mensuelle publiée de 1833 à 1834, « journal des intérêts de la Pologne », treize numéros formant 3 vol. grand in-8°, dit *Hatin*, mais voir *infra*, p. 194, note 2.

UNION BRETONNE (L') : Revue mensuelle, grand in-8°, paraissant le 15 du mois, à Nantes, succédant à régional de l'*Avenir*, née comme lui en 1830 et morte plus tard que lui. De même le bulletin suivant :

UNION CATHOLIQUE (L') : Revue mensuelle, grand in-8°, paraissant le premier du mois, à Nantes (1830).

UNIVERS (L') : 5 octobre 1833-janvier 1860, in-folio.

UNIVERSITÉ CATHOLIQUE (L') : « Recueil religieux, philosophique, scientifique et littéraire ». Mensuel, 2 vol. par an de 1836-1854 inclus, 38 vol. grand in-8°.

V. BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

Nous citons ici seulement un petit nombre d'ouvrages où il est parlé de Montalembert et quelques autres qui éclairent notre sujet ou notre conception du sujet. L'on ne trouvera donc dans la liste suivante ni tous les livres ou périodiques consultés (v. g. *Le*

mouvement des idées dans l'émigration française, de M. Baldensperger), ni même tous ceux qui sont cités dans notre étude (v. g. *La Correspondance Générale de Sainte-Beuve*, édit. Bonnerot). Pour une bibliographie plus étendue nous renvoyons aux instruments bibliographiques, notamment ceux qu'indique M. Pouthas dans son *Essai critique sur les sources et la bibliographie de Guizot pendant la Restauration* (Paris, Plon, 1923), pp. 78 sq., en tenant compte des compléments apportés depuis vingt ans : suite du catalogue général de la Bibliothèque Nationale, nouvelle édition de Thieme, etc...

Nous énumérerons ci-dessous :

- A. Les DOCUMENTS $\left\{ \begin{array}{l} \text{a. Archives imprimées.} \\ \text{b. Périodiques.} \\ \text{c. Mémoires et correspondances.} \end{array} \right.$
- B. Les DICTIONNAIRES, etc..
- C. Les OUVRAGES, classés du général au particulier.

A. DOCUMENTS.

a) Archives imprimées.

Archives parlementaires de 1787-1860. Recueil complet des débats législatifs et politiques des Chambres françaises. Paris, Dupont, gr. in-8°, 2^e série 1800-1860.

b) Périodiques.

Ami de la Religion (L') : Le 1^{er} numéro est du mercredi 20 avril 1814 : *L'Ami de la Religion et du Roi*, in-8°, 8 p. (prospectus). Le dernier numéro est daté du 14 juin 1862 : « *L'Ami de la Religion*, nouvelle série, 509 », gr. in-8° sur 2 col.

France contemporaine (La) : par Séguier ; avril-22 novembre 1838, in-4° et in-fol.

Globe (Le) : 15 septembre 1824-1831, 7 vol. in-4° et 2 vol. in-fol.

Invariable (L') : Nouveau mémorial catholique. Revue mensuelle, 15 vol. in-8°, Fribourg en Suisse, 1831-1840.

Revue des Deux Mondes (La) : Notamment le retentissant article de Sainte-Beuve sur *La littérature industrielle*, 1839, t. 3, p. 673.

Revue Européenne (La) : Succède au *Correspondant* en 1831 et meurt en 1834.

Revue Française (La) : Janvier 1828-septembre 1830, 16 vol. in-8°. Revue à l'anglaise, organe des doctrinaires.

c) Mémoires et Correspondances.

ALTON-SHÉE (comte Edmond d') : *Mes Mémoires* 1826-1848. Paris, Librairie internationale 1868-1869, 2 vol. in-8°.

BEAUREGARD (marquis Costa de) : *Souvenirs tirés des papiers du comte A. de la Ferrière*. Paris, Plon-Nourrit, 1900, in-8°, III-428 p.

BROGLIE (Achille-Victor, duc de) : *Souvenirs*. Paris, Calmann-Lévy, 1886, 4 vol. in-8°.

BROGLIE (duc Albert de) : *Mémoires. T. I.* Paris, Calmann-Lévy, 1938, in-8°, VII-380 p.

CARNÉ (Lois de) : *Souvenirs de ma jeunesse au temps de la Restauration* (publiés dans le *Correspondant* 1872). Paris, Didier, 1873, in-12, VII-382 p.

Détails curieux et bien connus sur le *Correspondant* et *l'Avenir*.

DURUY : *Notes et souvenirs* 1811-1894. Paris, Hachette, 1901, 2 vol. in-8°.

GUIZOT : *Mémoires pour servir à l'Histoire de mon temps.* Paris, Lévy, 1858-1872, 8 vol. in-12.

MELUN (vicomte A. de) : *Mémoires.* Paris, Oudin, 1891, 2 vol. in-12.

MOLÉ : *Mémoires* (Voir à marquis de Noailles).

NOAILLES (marquis de) : *Le comte Molé (1781-1855), sa vie, ses mémoires.* Paris, Champion, 1930, 6 vol. gr. in-8°.

Il est parlé de Montalembert au tome VI.

O'MAHONY (comte A. de) : *Souvenirs politiques.* Avignon, Seguin aîné, 1831, in-12, 163 p.

SAINTE-AULAIRE (comte de) : *Souvenirs (Vienne, 1832-1841).* Paris, Calmann-Lévy, 1927, in-8°, XXIX-360 p.

TOCQUEVILLE (comte Alexis-Charles-Henri Clérel de) : *Œuvres et Correspondance inédites*, publiées par G. de Beaumont. Paris, Lévy Frères, 1861, 9 vol. in-8° ; t. I, 472 p.

B. DICTIONNAIRES

Biographie Nationale, publiée par l'Académie Royale des Sciences des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique. Bruxelles, Bruylant-Christophe et C^{ie}, 67, rue de la Régence. En 25 tomes, le 1^{er} tome est de 1866, le 25^e de 1930-1932.

Dictionnaire des Parlementaires français depuis 1789.... 1889, par MM. Adolphe Robert, Edgar Bourloton, Gaston Cougny. Paris, Bourloton, 1891.

C. OUVRAGES.

Nous subdivisons cette liste de la façon suivante ¹ :

- a) *Sur la Restauration et la Monarchie de Juillet.*
- b) *Sur l'Église de France et ses rapports avec l'État.*
- c) *Sur le catholicisme libéral et social.*
- d) *Sur le Romantisme.*
- e) *Sur les théories politiques et la liberté d'enseignement.*

a) SUR LA RESTAURATION ET LA MONARCHIE DE JUILLET.

CHARLÉTY (M.) : *Histoire de France contemporaine d'E. Lavisse*, gr. in-8°, t. V : *La Monarchie de Juillet*, avec bibliographie.

1. Nous ne saurions étendre cette bibliographie aux ouvrages qui présentent l'Europe entre 1815 et 1840, en étudiant les courants intellectuels et sentimentaux. Nous faisons toutefois une exception, justifiée par la place qu'y tient Montalembert, pour BOUTERON (Marcel) : *Pologne romantique.* Paris, A. Colin, 1937, in-8°, 224 p.

- THUREAU-DANGIN : *Histoire de la Monarchie de Juillet*. Paris, Plon 1897, 3^e édition, 7 vol. gr. in-8^o.
Sur des points particuliers, notons :
- PEOPLES (Margaret) : *La Société des Bonnes Lettres*, 1821-1830. Northampton, Mass. Smith College, Studies in modern languages, 1933.
- DEDIEU (Joseph) : *L'organisation des forces antireligieuses sous la Restauration*, dans la *Revue Pratique d'Apologétique*, 15 février 1913, t. XV, p. 721.
- BRUGÈRETTE (J.) : *Le comte de Montlosier et son temps (1755-1838)*. Aurillac. Imprimerie Moderne, Ed. U. S. H. A., 1931, in-8^o, 297 p., B. N. 8^o Ln²⁷ 64082.
- VIE INTELLECTUELLE (LA) : janvier-mars 1930, t. VI, 3^e année, a consacré un numéro au centenaire de la révolution de Juillet.
- Extraits du sommaire :
- GOYAU : *Un tournant d'Histoire religieuse*.
 CHENU : *Les hautes études religieuses en France et en Allemagne*.
 CROUZET : *Monseigneur de Quélen*.
 HENRY : *Les Journées de Juillet*.
 (DIVERS) : *Les révolutions belge, suisse, polonaise*.
 LAWRENCE : *1830 en Angleterre*.
 CHÉREL : *Chateaubriand et son discours du 7 août 1830*.
 MADAULE : « *Le National* », son rôle dans la révolution de 1830.
 THÉRY : *La situation sociale des ouvriers en 1830*.
 X... : *Les pauvres à Paris en 1830*.
 MORIENVAL : *La presse en 1830*.
 LEMAN : *La liberté d'enseignement en 1830*.
 BARDY : *La Théologie en 1830*.
 BORNE : *Michelet*. ; — *Cousin*.
 GEORGES : *Savants et Romantisme*.
 SOURIAU : *La bataille d'Hernani*.
- BEAUMONT-VASSY (de) : *Les salons de Paris sous Louis-Philippe 1^{er}*. Paris, Sartorius, 1866, in-18, IV-384 p.

b) SUR L'ÉGLISE DE FRANCE.

- MOURRET (abbé Fernand) : *Histoire Générale de l'Église*, tome VIII : *L'Église contemporaine*. Paris, Bloud et Gay, 1922, 10 vol. in-8^o.
 — *Précis d'Histoire de l'Église*. Paris, Bloud et Gay, 1924, 3 vol. in-8^o. En collaboration avec l'abbé J. Carreyre.
- GOYAU (Georges) : *Histoire religieuse*, t. VI de *l'Histoire de la Nation Française*, d'Hanotaux. Paris, Plon-Nourrit, 1922, in-4^o, 639 p.
- BAUDRILLART (Mgr Alfred) : *Quatre cents ans de concordat*. Paris, Pousielgue, 1905, in-12.
- Revue d'Histoire ecclésiastique de Louvain (La)*.
Revue d'Histoire de l'Église de France (La).

SUR L'ÉGLISE DE FRANCE SOUS LA RESTAURATION ET LA MONARCHIE DE JUILLET.

- WEILL (Georges) : *Bibliographie sur le catholicisme français au XIX^e siècle*, dans *La Revue de Synthèse Historique*, 1907, t. XV.
- Suite de cette Bibliographie sous le titre : *Le Catholicisme français depuis 1802*, dans la même revue, 1925, t. XL. (Ouvrages parus de 1907 à 1925.) Ces articles font suite à *l'Histoire du catholicisme libéral...* indiquée ci-dessous (c) p. 40.

BAUNARD (Mgr) : *Un siècle de l'Église de France 1800-1900*. Paris, de Gigord, édit. 1922, in-8°, VIII-538 p.

Le chapitre III (pp. 51-72) intitulé « Le parti catholique et la liberté », fait dater ce parti de l'*Avenir* et sa reconstruction de Montalembert.

BRUGERETTE (J.) : *Le prêtre français et la société contemporaine*, t. I : *La restauration catholique*. Paris, Lethielleux, 1933, in-8°, VIII-312 p.

GRIMAUD (Louis) : *Histoire de la liberté d'enseignement en France depuis la chute de l'Ancien régime jusqu'à nos jours*. Grenoble, de Allier Frères ; et Paris, A. Rousseau, 1898, in-8°, XII-601 p.

GOYAU (Georges) : *Catholicisme et politique*. Édition « Revue des Jeunes », Paris, 1923, in-8°, XII-321 p.

GUICHEN (de) : *La France morale et religieuse au début et à la fin de la Restauration*. Paris, E. Paul, 1911-1912, 2 vol. in-16.

DEBIDOUR : Dans la *Revue de la Révolution française*, 1897, t. XXXII, pp. 47-62, 129-164, un article sur « La Congrégation » (1821-1830).

MOURRET (F.) : *Vue générale sur le mouvement catholique au XIX^e siècle*, dans la *Revue pratique d'Apologétique*, t. XXIII, p. 259.

— *Le Mouvement catholique en France de 1830 à 1850*. Paris, Bloud et Gay, 1917, in-16, 272 p.

Ouvrage de vulgarisation.

ROUZIC : *La jeunesse catholique française au XIX^e siècle*. Paris, Beauchesne, 1904, in-8°, XIII-441 p.

BURNICHON (R. P. J.) : *La Compagnie de Jésus en France. Histoire d'un siècle* (1814-1914), t. I : 1814-1830, XLVIII-568 p. ; t. II : 1830-1845, 735 p. ; t. III : 1845-1860, 637 p. ; t. IV : 1860-1880, 706 p. ; Paris, Beauchesne, 1914-1922.

DUDON (Paul) : *Un jeune catholique d'autrefois : Albéric de Blanche* 1818-1854. Paris, Beauchesne, 1924, in-8°, x-228 p.

VEUILLOT (Eugène) : *Louis Veuillot*. Paris, V. Retaux, 1899-1913, 4 vol. in-8°.

VEUILLOT (François) : *Louis Veuillot : sa vie, son âme, sa conversion*. Paris, Éditions Alsatia, 1937, in-16, 265 p.

VEUILLOT (Louis) : *Mélanges religieux, historiques, politiques et littéraires*. 1^{re} série : 1856-1858 ; 2^e série : 1859-1861 ; 3^e série : 1875. Vivès, chaque série en 6 vol. in-8°.

SUR L'ÉGLISE DE FRANCE EN 1830.

GOYAU (Georges) : *L'Épanouissement social du Credo (L'Église de 1830 et les nouveautés politiques et sociales)*. Paris, Desclée de Brouwer, 1931, in-8°, VIII-392.

SUR LES RAPPORTS DE L'ÉGLISE ET DE L'ÉTAT.

DEBIDOUR (Antonin) : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France* (1789-1870). Paris, Alcan, 1898, in-8°, II-740 p.

— Dans la *Revue des Cours et Conférences*, 2 séries consécutives :

I. *Rapports de l'Église et de l'État en France depuis 1814*, 23 décembre 1909 et 27 janvier 1910 ; II. *La France et la Papauté de 1814 à 1870*, 10 articles du 17 février au 1^{er} décembre 1910.

THUREAU-DANGIN : *L'Église et l'État sous la Monarchie de Juillet*. Paris, Plon, 1880, in-12, VIII-497 p.

Cet ouvrage qui contient une analyse complète de la situation religieuse situe très exactement Montalembert dans l'ensemble du tableau. L'auteur se répétera dans l'*Histoire de la Monarchie de Juillet*, à laquelle nous renvoyons de préférence parce qu'elle est d'un usage plus courant.

c) SUR LE CATHOLICISME LIBÉRAL.

WEILL (Georges) : *Histoire du catholicisme libéral en France* (1828-1908). Paris, Alcan, 1912, in-8°, 311 p.

Ouvrage extrêmement complet, étayé et suivi des articles indiqués ci-dessus (b), p. 38.

BARBIER (Emm.) : *Histoire du catholicisme libéral et du catholicisme social en France.....* (1870-1914). Bordeaux, Cadoret, 1924, 5 vol. gr. in-8°, 500 p. environ chacun. (Bien que l'ouvrage traite de la période postérieure en 1870.)

GURIAN (Waldemar) : *Die politischen und sozialen ideen des Franzosischen Katholizismus*, 1789-1914. Volksvereins, Verlag, G. mb. H. M. Geadbach, 1929, 400 p.

LEROY-BEAULIEU (Anatole) : *Les Catholiques libéraux. L'Église et le libéralisme de 1830 à nos jours*. Paris, Plon-Nourrit, 1885, in-8°, xx-298 p.

MOURRET (F.) : *La question du libéralisme catholique au XIX^e siècle*, dans la *Revue Pratique d'Apologétique*, t. XXIII, pp. 513-532 ; 592-611 ; 661-681.

RASTOUL : *Histoire de la démocratie catholique en France* (1789-1903). Paris, Bloud, 1913, in-12, 310 p.

Ouvrage tendancieux destiné à établir « les origines catholiques de la démocratie moderne ».

SUR LE CATHOLICISME SOCIAL.

BOURGIN (G.) : *Les catholiques sociaux sous la Monarchie de Juillet*, dans la *Revue d'Histoire Économique*, 1923, p. 498.

BUFFENOIR : *Le mouvement social catholique à Lyon avant 1848*, dans la *Revue des Études historiques*, 1922, t. 88, p. 541.

CALIPPE (abbé Charles) : *L'attitude sociale des Catholiques français au XIX^e siècle*. Paris, Bloud et C^{ie}, 1911-1912, 3 vol. in-12.

Le nom de Montalembert n'apparaît guère et l'ouvrage traite surtout du fait démocratique.

CLERCQ (Victor de) : *Les doctrines sociales catholiques en France depuis la Révolution jusqu'à nos jours*. Collection « Science et Religion », Paris, Bloud et C^{ie}, 1905, 4^e édit., 2 vol. in-12, 62 p. chacun.

GURIAN (Waldemar) : Cf. ci-dessus.

LA TOUR DU PIN : *Vers un ordre social chrétien*. Paris, Beauchesne, réédition 1929, gr. in-8°, 514 p.

S'attachant aux idées et nullement aux personnes, l'auteur ne parle pas de Montalembert.

d) SUR LE ROMANTISME.

MOREAU (Pierre) : *Le Romantisme*, t. VIII de la Collection Calvet d'Histoire de la littérature française. Paris, de Gigord, 1932.

— *L'Histoire en France au XIX^e siècle*. Paris, « Les Belles Lettres », s. d., in-8°, 171 p.

LONGHAYE (R. P. G.) : *Dix-neuvième siècle. Esquisses littéraires et morales. (Première période, 1800-1830)*. Paris, V. Retaux, 1900.

TRAHARD (P.) : *Le Romantisme défini par « Le Globe »*. Paris, Presses françaises, 1924, in-16, 154 p.

DELFOUR (L.) : *Catholicisme et Romantisme*. Paris, Société Française d'Imprimerie et de Librairie, 1905, in-18, xxvi-341 p.

VIATTE (A.) : *Les interprétations du Catholicisme chez les Romantiques*.

Thèse présentée à la Faculté des Lettres de Fribourg (Suisse). Paris, de Boccard, 1922, in-12, XII-395 p.

e) *SUR LES THÉORIES POLITIQUES.*

CHATEAUBRIAND (vicomte de) : *La Monarchie selon la Charte*, dans les *Mélanges Politiques*, qui forment les tomes XXIV et XXV de la première édition des *Œuvres complètes*. Paris, Ladvocat, 1826-1831.

ANDRÉ-VINCENT (Philippe) : *Les Idées politiques de Chateaubriand*. Paris, Sirey, 1937, in-8°, 230 p.

Ouvrage brillant et clair en sa brièveté.

DEDIEU (Joseph) : *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France* (Thèse). Paris, Lecoffre-Gabalda, 1909, gr. in-8°.

GIBSON (W.) : *L'Église libre dans l'État libre. Deux idéals : Lamennais et Grégoire*. Paris, Nourry, 1907. Brochure de 150 p.

LECLER (Joseph) : *L'idée de séparation entre l'Église et l'État*, dans les *Études*, 20 décembre 1930.

POISSON (Jacques) : *Le romantisme et la souveraineté, enquête bibliographique sur la philosophie du pouvoir pendant la Restauration et la Monarchie de Juillet (1815-1848)....* Thèse complémentaire pour le doctorat ès lettres.... Paris, Vrin, 1931, gr. in-8°, 189 p.

SUR LA LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT.

DECHAMPS (Adolphe), ministre d'État : *L'École dans ses rapports avec l'Église, l'État et la Liberté*. Bruxelles, brochure grand format. Extrait de la *Revue Générale*.

GRIMAUD (Louis) : (Cf. plus haut à b, p. 39).

RIANCEY (Henry de) : *Histoire critique et législative de l'instruction publique et de la liberté de l'enseignement en France*. Paris, Sagnier et Bray, 1844, 2 vol. in-8°. Le tome I^{er} s'arrête à 1789.

ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES DANS LES RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES DU PRÉSENT OUVRAGE

- A. L. R. : Archives de la Roche-en-Brenil. — Toutes les citations dont la justification est donnée dans une note « A. L. R... » sont inédites.
- Journal* : *Journal* inédit de Montalembert aux A. L. R.
- Montalembert au comte F. de Mérode* : Toutes les références renvoient à des lettres inédites A. L. R. — Dossier 443.
- A. N. : Archives Nationales ; suit l'indication de la cote.
- B.N.N.a.f. : Manuscrits de la Bibliothèque Nationale. Nouvelles acquisitions françaises.
- O. C. : *Œuvres complètes* de Montalembert. Édition indiquée dans notre bibliographie, p. 15.
- Lecanuet : *Montalembert*, du R. P. Lecanuet.
- Celier : *Procès de l'École libre*, bibliographie, p. 29.
- Lettres d'Herbelot* : *Lettres d'A. d'Herbelot à Ch. de Montalembert et à Léon Cornudet*. Bibliographie, p. 31.
- M. J. : *Histoire de la Monarchie de Juillet*, de Thureau-Dangin.
- Lavisse : Tome 5 de *l'Histoire de France contemporaine*.
- Grimaud : *L'Histoire de la liberté d'enseignement*. Bibliographie, p. 39.
- Weill : *Histoire du catholicisme libéral en France 1828-1908*.
- R. D. M. : *Revue des Deux Mondes*.
-

N. B. — Toutes les citations de Montalembert contenues dans l'ouvrage sont présentées sous la forme exacte des manuscrits (pour les inédits) ou des premières publications. On remarquera notamment l'abus caractéristique des majuscules. La ponctuation et les fautes d'orthographe ont seules été corrigées — et le moins possible.

PREMIÈRE PARTIE

FORMATION

(1810-1830)

CHAPITRE PREMIER

Hérédités et influences.

- § I. — HÉRÉDITÉS (1810-1826). — 1. Esprit et cœur ; 2. Montalembert et Forbes ; 3. Politique et religion.
- § II. — MONTALEMBERT DANS LES COURANTS LIBÉRAUX (1826-1830). — 1. Un collégien contre les « classiques ». Son attitude vis-à-vis du XVIII^e siècle ; 2. Il est conquis par Cousin, Guizot, Michelet... ; 3. Sa ligne politique et religieuse ; 4. Montalembert étudiant en droit.
- § III. — MONTALEMBERT DANS LES COURANTS TRADITIONNELS (1826-1830). — 1. Les maîtres catholiques ; 2. Le romantisme français ; 3. La France aristocratique.
- § IV. — LES AMITIÉS ÉTRANGÈRES DE MONTALEMBERT (1815-1830). — 1. Allemagne, Suède, Irlande ; 2. Angleterre, Belgique.
-

§ I. HÉRÉDITÉS (1810-1826).

I.

A Londres, le 15 avril 1810, Montalembert naissait, quinze jours après qu'une archiduchesse de la Maison d'Autriche eût été donnée à Napoléon, dont la prodigieuse ascension stupéfiait douloureusement les fidèles de Louis XVIII serrés autour de lui dans l'exil.

L'un de ces émigrés, jeune et pauvre, Marc-René baron de Montalembert, était son père ; sa mère, Anglaise fantaisiste, de sang quelque peu écossais et irlandais, était fille de Forbes, voyageur et savant. L'enfant hérita d'une nature vigoureuse et très sensible. Une miniature, peinte par le grand-père Forbes, figure Charles sous des traits remarquablement gracieux. La finesse des attaches du cou, la soie blonde des cheveux, l'ovale du visage, les yeux bleus qu'il aura faibles, charmement dès l'abord. Cette distinction, ce port un peu hautain,

cette séduction aussi, caractériseront Montalembert toute sa vie.

Le cœur n'est pas moins doué, qui bat au moindre effluve. Ses joies et ses souffrances, ses affections et ses antipathies, ses contrariétés et ses enthousiasmes sont extrêmes, avec un penchant à la mélancolie, marque du temps. En bon enfant du siècle il parlera de son « triste jour de naissance » et pleurera « en ce funèbre anniversaire » ¹. Montalembert s'extasie, il entre en fureur subitement, il crie ². Dans l'excès de sa douleur, de son ressentiment, de sa susceptibilité, il répandra une amertume corrosive ³. Mais par sa tendresse, ombrageuse d'ailleurs, par la chaleur de son affection, par son charme, il conquerra ces amitiés de haute qualité dont il est avide. Il adore son grand-père Forbes et sa petite sœur Élise. Il s'enflamme, à neuf ans, pour la princesse Louise de Bade qui en a huit ⁴. Cette passion puérile en annonce d'autres bien plus tourmentées. A Stockholm, à dix-sept ans, il s'amourache d'une jeune femme suédoise, Thérèse d'Ugglas. A Rome, en 1832, il s'éprendra de la princesse Hedwige Lubomirska. Puis, à Paris, Clara, duchesse de Rauzan, ravagera son cœur, sans lui devenir indifférente alors qu'il sera parfaitement heureux, éperdument si l'on en croit son *Journal*, de son union avec Anne de Mérode... Avant même d'être fiancé à celle-ci il se gardera pour elle, mais Thérèse, Hedwige, Clara ne passent pas en éphémères souveraines de ses rêves. Pendant des mois, des années, elles incendieront sa poétique imagination ⁵.

1. Lettre à Cornudet : 15 avril 1834. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 139.

2. Il l'avouera à Alexandrine de la Ferronnays : *Récit d'une sœur*, t. II, p. 98.

3. Cf. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 177.

4. *Journal* : 29 novembre 1839.

5. *Journal*, passim ; la comtesse d'Ugglas était fille du maréchal comte de Stedingk qui avait été ambassadeur de Suède en France. — La princesse Hedwige Lubomirska était fille du prince Lubomirski et de la princesse Dorothee ; elle épousa en 1836 le prince Eugène de Ligne. Ses souvenirs ont été publiés par la princesse Charles de Ligne, Bruxelles, Dewit, in-8°, 405 p. — La duchesse de Rauzan était née de Durfort de Duras ; elle avait épousé en 1819 H. L. de Chastellux, ministre plénipotentiaire de France.

La « maîtresse d'erreur » exerce sur Montalembert un empire que la pléiade de ses fidèles disputeront en vain. Léon Cornudet donnerait son sang, dit-il, s'il pouvait infiltrer dans les veines de son ami de collège « une organisation plus heureuse, plus calme, qui (l') aide à voir les choses » mieux qu'il ne les voit ; Albert de la Ferronnays l'adjure de « dompter » cette imagination qui fausse les perspectives, qui le porte à désirer l'impossible¹. Elle règne en usurpatrice ; et de même que son camarade d'Herbelot blâmera la « sentimentalité politique » de Montalembert, de même Cornudet lui reprochera d'avoir toujours fait de la foi religieuse beaucoup trop un « objet d'imagination »².

Il assurera lui-même en telle circonstance que l'imagination a absorbé presque toutes ses facultés³ et il signera, pour son cher Lemarcis, cette profession :

Ma philosophie n'est pas de ce monde... français. Je déteste la discussion, le raisonnement et toutes ces niaiseries scolastiques (*sic*), c'est bon pour les petits doctes qui veulent être licenciés ou pour les très grands hommes... : moi... je me suis fait une petite philosophie à moi où j'entre avec mon imagination... : comme je discute fort peu et ne raisonne jamais, je me tire fort bien d'affaire cherchant surtout dans la politique et le monde des applications de mon théologico-scholastico-mysticisme⁴.

Si l'intelligence de Montalembert ne se classe pas dans l'espèce rationaliste, elle ne s'épanouit pas moins, précoce. Son père est à peine aveuglé quand il lui donne cinq années d'avance sur les enfants de son âge⁵. Elle s'ouvre à l'univers et

1. Lettre de Cornudet à Montalembert : 23 mars 1834. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 135. Lettre d'Albert de la Ferronnays à Montalembert : 30 mai 1833. *Récit d'une sœur*, t. I, p. 118.

2. *Lettres d'Herbelot*..., pp. 35 et 94. Lettre de Cornudet à Montalembert : 20 janvier 1834. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 113.

3. Cuvillier-Fleury : *Discours à l'Académie Française*..., p. 63.

4. Lettre du 21 février 1830, citée par Buaille : *Quelques années de la jeunesse de Montalembert*, pp. 69, 70.

5. Cité par Panier : *Centenaire de l'École libre*..., brochure, Besançon, 1931, p. 8.

celui qui demain savourera la musique, la peinture italienne des primitifs, l'art médiéval, s'intéresse dès lors, guidé par l'aïeul, aux mille merveilles de la création.

Intuitif, il saisit vivement ; laborieux, il étudie. Il parle l'anglais et le français. A dix ans, l'allemand lui devient familier ; puis il apprendra le suédois, le polonais, l'italien... Dès 1823, il couvre ses cahiers de descriptions des colonies françaises, de plans de nos ports, de renseignements sur l'histoire de France, plus tard, de notes sur le droit romain, le code civil ou l'économie politique, de comptes rendus d'ouvrages littéraires, historiques ou philosophiques lus par lui ¹. Car ses facilités naturelles n'inclinent pas Montalembert à la paresse.

Sa volonté est d'un lutteur. Trop nerveux pour se masquer d'impassibilité, il est aussi trop robuste pour redouter les réactions. S'il est bercé, roulé, dans le flux et le reflux de ses sentiments superficiels, son ancre a solidement mordu. Il conservera sa religion au milieu de cent vingt camarades incrédules. Il use, tout enfant, de sa force de caractère pour préserver l'indépendance hors de laquelle il suffoque. Il abhorre la contrainte. De Suède, où il sera soumis aux obligations filiales, il gémit qu'il gaspille son temps, dissout son énergie. Pour la tonifier c'est sur la liberté qu'il compte... ². L'éducation britannique et l'école de Fulham, qu'il comparera à Sainte-Barbe et autres « vraies prisons » ³, sont adaptées à son tempérament ; elles fortifient cette tendance naturelle, qui s'exprimera en formules libérales. Son « amour de l'indépendance » ⁴, dira-t-on, n'est qu'un trait commun à tous les jeunes. Plus ou moins. Ses manifestations ne sont pas puériles : à Stockholm en 1829 il acceptera des dîners d'opposition, lui fils de l'ambassadeur de France, et encourra les reproches de la reine de Suède ⁵.

1. A. L. R. — Dossiers 138 à 150 ; 169 à 180 ; 185 à 188, etc...

2. *Lettres à un ami de collège*, p. 145.

3. O. C., t. V, p. 340.

4. *Lettres à un ami de collège*, p. 136.

5. *Lettres d'Herbelot...*, p. 96.

Il n'édulcore pas, ne mitige pas. Il heurtera. Il séduira aussi. Dès sa jeunesse il impose son autorité ¹.

En vérité, seule la tendresse apprivoise cet insoumis, seule l'affection le captive.

★ ★

2.

Les liens du sang l'attachent aussi. Ses ancêtres accompagnèrent saint Louis vers la Terre Sainte. Quand le comte Charles de Montalembert, pair de France, jettera à la Chambre haute son défi « Nous sommes les fils des croisés... » ², l'affirmation sera significative de l'homme qui prit pour devise *qualis ab incepto*. Ancienne, militaire, sa race est distinguée par Louis XVIII. La Révolution avait dépouillé le grand-père de Montalembert de l'héritage — titre et biens — du marquis de Montalembert ³. La pairie est conférée à Marc-René père de Montalembert, par ordonnance royale du 5 mars 1819, héréditairement, à la charge de constituer un majorat. Des lettres patentes délivrées à lui, comte de Montalembert, le 20 janvier 1820, communiquées le 29 avril à la Chambre des pairs et transcrites sur ses registres prouvent qu'un majorat de dix mille francs de rente ayant été érigé en sa faveur, la condition a été remplie ⁴. Premier-né, Charles de Montalembert héritera de ce siège, et plus encore d'un tempérament noble. Aristocrate jusqu'à la moelle, il voit son père remplir de hautes charges ; les milieux diplomatiques l'initient à la politique étrangère sans que son père délaisse tout à fait la Chambre haute et les difficultés intérieures. Chef-né, Montalembert fréquente en France, en Suède, et ailleurs, une aristocratie dirigeante. Naturellement, il se fera de son rôle une idée élevée. Il l'extériorise un peu trop : en 1829, d'Herbelot reprochera à son ami un excès « d'aristocratie du noble fau-

1. Cuvillier-Fleury, p. 71. Cf. lettre de Lacordaire à Montalembert : 30 juillet 1831, rapportant un mot du vicomte Vilain XIII pour qui Montalembert est déjà « un des plus beaux caractères et des esprits les plus distingués de l'époque ». A. L. R. Dossier 518.

2. O. C., t. I, p. 401.

3. Sur le marquis, voir Bibliographie, p. 33.

4. A. N., fonds de la Chambre des pairs CC 553 cotes 14 et 16.

bourg »¹ et Charles Nodier l'appellera « le jeune homme le plus arrogant de Paris »². De Carné qu'il traitera de « gentillâtre »³, Lacordaire, Bailly, et bien d'autres, souffriront de la morgue, inconsciente, de Montalembert et ce défaut lui nuira toute sa vie. Son grand air en imposera non moins souvent, sa qualité l'introduira, sur pied d'égalité, dans le monde des gouvernants.

Montalembert est d'ailleurs, et il en souffre, privé de deux éléments importants de tradition : partiellement de foyer, totalement de terres. Le père de Montalembert, ministre de France à Stuttgart, à Stockholm, laisse son fils en Angleterre, puis à Paris : certes, nous le verrons, il est loin de l'abandonner, mais il ne lui offre pas une protection ni une formation constantes. Il meurt en 1831. La mère de Montalembert, dont on a deviné l'étrangeté, n'enveloppe nullement son aîné de la chaleur qui l'eût mûri doucement, normalement. Montalembert perd sa sœur en 1828, et n'a pas grande intimité avec Arthur son cadet.

Pas de maison familiale enfin où se réunir. Pas de terroir où se soient enracinés les pères de Montalembert en un coin de France dont ils eussent la charge, la compréhension, l'amour. Pas de ces contacts avec les terriens du cru qui, de génération en génération, collaborent à la prospérité et à l'honneur du domaine ; ni de ces conflits ou de ces communités d'intérêts qui lui eussent livré l'intelligence du paysan, du Français par excellence ; ni de ces problèmes de gestion municipale, provinciale, si bonne école de politique générale.

Plus qu'à la terre, les Montalembert sont liés à la dynastie. Ils servent les Bourbons. En 1793, le grand-père, baron de Montalembert, parcourut l'Espagne, chargé de mission par le comte de Provence. Le père de Montalembert s'est battu sous Condé et connaît l'honneur d'annoncer à Louis XVIII son rétablissement sur le trône de France⁴. Pour précepteur

1. *Lettres d'Herbelot...*, p. 94.

2. *Lettres de Montalembert à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 276, note 1.

3. Lettre de Montalembert à d'Alton-Shée : 11 novembre 1839 ; *Revue de Paris* : 1^{er} décembre 1906, p. 556.

4. Lecanuet, t. I, p. 6.

avant 1816 on donne à Montalembert l'abbé Monier, conspirateur royaliste qui a secondé le baron en Espagne et à Saint-Domingue ¹. M. James Forbes, son grand-père maternel, a beaucoup fréquenté le prince pendant son exil ; il lui rend visite à Paris accompagné du petit Charles à qui la duchesse d'Angoulême prodigue « mille caresses » ². L'on ne s'étonnera pas qu'au mois de mars 1830, Montalembert demande à son père la permission d'accompagner l'expédition d'Algérie, fût-ce comme simple soldat ³. Le 9 juillet, quand le canon tonne à Paris pour annoncer la prise d'Alger, Montalembert exulte : « Quelle gloire ! quelle merveilleuse victoire » ⁴ ! Quand, un mois après, les Bourbons cheminent à nouveau vers l'exil, Montalembert, chevaleresque adversaire politique, témoignera son attachement sentimental aux vaincus de Juillet. Charles X est malheureux, sa cause devient sacrée pour lui. Déçu du peu d'exaltation de Montalembert au lendemain de cette révolution, d'Herbelot lui écrira : « vous teniez par le sang et les affections à une partie des vaincus » ⁵.

Le patriotisme des aïeux de Montalembert est le service du roi légitime ; les intérêts de la France et ceux de la Maison de France sont pour eux identiques. Combattant de l'armée des Princes ou des troupes de Wellington en Espagne ⁶, ambassadeur ou pair, Marc-René s'est dévoué sans réserve. Montalembert, lui, qui suivra l'exemple du dévouement à la France, n'a pas une passion profonde pour les Bourbons et s'acharnera contre les légitimistes. Il discriminera l'amour de la France et celui de la couronne. Certes, le comte Marc-René avait écrit à Mr Forbes « ...Charles must be a Frenchman... a man in France » ⁷. Cependant c'est involontairement, parmi ses condisciples, que Montalembert franchira dès sa jeunesse l'étape suivante, importante, de l'évolution du sentiment patriotique. Encore de temps à autre une boutade contre la

1. Barruol : *Un précepteur provençal de Montalembert, l'abbé Monier*.

2. Lecanuët, t. I, pp. 10 et 14.

3. *Journal* : 25 mars 1830.

4. *Journal* : 9 juillet 1830.

5. *Lettres d'Herbelot...*, p. 217.

6. Aux archives d'Écotay, il y a une copie du carnet de campagne de Marc-René.

7. Cité par Lecanuët, t. I, p. 16.

France résonne-t-elle comme la note d'un émigré ¹ et plus tard Montalembert montrera aux princes d'Orléans sa fidélité à la famille royale.

Émigrer n'était pas absolument, dans l'esprit de l'aristocratie, un départ pour l'étranger. En Rhénanie et ailleurs, elle retrouvait des branches issues des mêmes souches. Plutôt qu'un exil elle subissait un revers de fortune. L'amertume aveuglait bien des victimes de cette épreuve ; d'autres tiraient de l'expérience des leçons de psychologie humaine et de science politique. Nous verrons l'influence des institutions britanniques sur les Français réfugiés à Londres, à commencer par le prétendant. Marc-René de Montalembert élargissait son esprit, conquérait « cette bienveillante intelligence de l'époque nouvelle » que son fils louera chez un autre ². L'hérédité Forbes, cet atavisme d'émigré, ses jeunes années vécues en Angleterre, en Allemagne, en Suède, doteront Montalembert d'une faculté : celle de porter intérêt aux pays étrangers, avec une compréhension particulière. L'on notera plus loin l'attirance qu'exerce sur lui l'Allemagne. A l'*Avenir* il aura son quartier d'Europe à étudier. Citons seulement ici cette pertinente critique adressée à d'Herbelot de Suède, où Montalembert profite de son séjour forcé pour étudier la constitution et suivre la politique locale : il constate dans la *Revue Française*, comme dans tous les autres périodiques, un oubli des « originalités » qui lui semble déplorable, une ignorance à l'égard des peuples étrangers qui est le grand défaut en France.

Nous voulons bien, dit-il, consentir à connaître et à apprécier ce qui peut s'appliquer à notre position, à nos souvenirs ; mais pour peu que le type national s'éloigne tant soit peu du nôtre, alors nous fermons yeux et oreilles et nous restons dans notre honneuse indifférence ³.

M. J.-M. Carré a remarqué que Montalembert eut dès sa

1. A. L. R. Lettre du comte de Mérode à Montalembert : 9 janvier 1843.

2. Henri de Mérode : O. C., t. VI, p. 546. Sur cette question de l'émigration, cf. F. Baldensperger : *Le mouvement des idées dans l'émigration française 1789-1815* (Paris, Plon-Nourrit, 1924, 2 vol.).

3. Appendice aux *Lettres d'A. d'Herbelot à Ch. de Montalembert et à Léon Cornudet*, p. 283.

jeunesse « une admirable curiosité européenne, une rare intelligence cosmopolite » ¹.



L'Angleterre fascine Montalembert. Fils d'Anglaise il parle, il pense souvent en anglais. Son père aussi d'ailleurs qui lui écrira des lettres dans les deux langues, telle celle-ci où, après avoir commenté en français les conséquences de la révolution de Juillet, il poursuit ainsi au milieu d'une phrase « ... it is easy enough to destroy that which absurd and tyrannical, but to reconstruct... there is the rub. However if the *Globists* do not gain round we shall do pretty well. I am sorry to see that estimable journal (showing) a want of knowledge and judgement (*sic*) which surprises me... » ² Et l'épître s'achève en français le plus spontanément du monde. Sur Montalembert les influences anglaises sont capitales. L'hérédité et la formation reçues de son grand-père Forbes orienteront toute la vie politique du *leader* catholique.

La place qu'occupe alors l'aristocratie en Angleterre et dans la direction même du pays frappe les contemporains ; Tocqueville remarque « l'extérieur aristocratique » des mœurs et ajoute que l'esprit aristocratique lui paraît « descendu dans toutes les classes » ³. Montalembert ne cessera de regretter l'absence de cette qualité sociale en France, ni d'y éprouver comme un malaise qui prend fin dès qu'il débarque dans l'île.

M. Forbes n'avait-il pas appelé l'Angleterre « sanctuaire

1. R. D. M. : 1^{er} novembre 1924 : *Michelet et Montalembert*, p. 171.

2. A. L. R. Dossier 59 : « Il est assez facile de détruire ce qui est absurde et tyrannique mais reconstruire... voilà le *hic*. Cependant, si les *Globistes* ne gagnent pas de terrain cela ira assez bien. Je regrette de voir cet estimable journal montrer un défaut de connaissance et de jugement qui m'étonne ». — Aux archives du comte de Montalembert (branche aînée), en Mayenne, se trouve la carnet de campagne tenu par le père de Montalembert pendant la guerre d'Espagne : il est entièrement écrit en anglais.

3. Lettre de Londres : 13 août 1833 à G. de Beaumont. *Œuvres et correspondance inédites de Tocqueville*, t. II ; cf. Todd : *Le gouvernement parlementaire en Angleterre* (Traduction de l'édition anglaise de Spencer Walpole), t. I, pp. 7, 140, etc...

de la religion, de la vertu et du vrai libéralisme » ? ¹. Aussi Montalembert héritera-t-il de lui une passion quasi religieuse pour le régime politique de la Grande-Bretagne. La source vaut d'être remarquée, ajoute son ami Foisset ; son libéralisme ne procédera pas de 1789 : c'est « un sentiment traditionnel » ².



3.

Montalembert se penchait, à l'âge des jeux, sur les problèmes politiques avec un intérêt qui le prédestinait. Ne s'avisa-t-il pas un jour de faire prêter à son petit frère Arthur serment à la Charte ? Charles avait douze ans ³. Vingt mois plus tard il admirait en Louis XVIII mourant « l'illustre auteur de la Charte » ⁴. Tel, Montalembert entra à Sainte-Barbe en 1826. Victor Duruy rappelle, dans ses *Souvenirs de collège*, quel entrain animait ses condisciples, un petit groupe excepté « de quatre ou cinq politiciens assemblés autour de Montalembert qui, lui, ne jouait jamais et discutait toujours » ⁵.

N'a-t-il que des idées de « politicien » en tête ? ou plutôt, car on a toujours tort de parler d'idées en analysant Montalembert, n'a-t-il au cœur de passion que pour la liberté ?

Une puissance plus haute règne sur lui.



Le catholicisme de Montalembert est encore un bien de famille. Sans remonter aux Croisades, l'on distingue un Père de Montalembert ; missionnaire jésuite aux Indes en plein XVIII^e siècle ⁶, et le baron Marc-René ne pensa point à élever

1. Lecanuet, t. I, p. 14.

2. Foisset : *Le comte de Montalembert*, p. 63.

3. A. L. R. Dossier 418 : Lettre à Lacordaire, 6 décembre 1833 ; souvent on cite le trait.

4. Cité par Lecanuet, t. I, p. 22.

5. *Notes et Souvenirs* de Duruy, cité par Bucaille : *Quelques années de la jeunesse de Montalembert*, p. 35.

6. *Le R. P. Ch. de Montalembert, missionnaire aux Indes au XVIII^e siècle*. Voir bibliographie, p. 33.

son fils dans une autre religion. C'est cependant M. James Forbes, homme profondément pieux, qui, protestant, forma son petit-fils à prier le Dieu des chrétiens. Ce vieillard, qui influa tant sur Charles, lui infusa une sève religieuse incomparablement plus vigoureuse que n'était le christianisme des parents de l'enfant. Marc-René pratiqua seulement à la fin de sa vie. La mère de Montalembert, personne assez étrange, passait au catholicisme... pour un temps. A peine âgé de douze ans, Montalembert contribua efficacement à cette conversion et les travaux qu'il amorça dans un but apologétique amenèrent ses premières méditations sur l'histoire de la religion ¹. Charles de Montalembert nourrit sa foi, dans une âme très pure, aux sources sacramentelles. La mort de sa sœur, puis celle de son père, le rapprocheront encore de Dieu. Il songera au sacerdoce ². Il participera de l'apôtre, au point de gêner comme par une inconvenance les professionnels de la politique. La révolution de 1789 ne l'a-t-elle pas déraciné du fief, celle de 1830 ne tranchera-t-elle pas son allégeance bourbonnienne pour qu'il se consacre plus exclusivement au service de Dieu ?

§ II. MONTALEMBERT DANS LES COURANTS LIBÉRAUX (1826-1830).

Par ses origines et ses relations, ses études, ses lectures et ses voyages, Montalembert, puissamment doué, avide de tout voir et de tout savoir, est mêlé à des courants libéraux, à des courants traditionnels, à l'étranger et d'abord en France. Il vogue, pour parler romantique, au confluent du torrent qui entraîne la liberté vers l'océan et du fleuve qui, fidèle à ses sources, coule jusqu'au havre.

★ ★

I.

Au collège Sainte-Barbe (baptisé Rollin après 1830) Monta-

1. Mgr Besson : *Montalembert en Franche-Comté*, cité par Lecanuet, t. I, p. 21.

2. *Journal* : 3 janvier 1830.

lombert entre le dimanche 8 octobre 1826 et il célèbre l'événement en ces termes :

... Enfin il est arrivé ce grand jour qui doit décider de mon avenir : enfin après six années d'ennuis, de contrariétés, de tourments et de dissipations je suis libre, c'est-à-dire enfermé dans une cellule à Sainte-Barbe. Je vais donc me livrer maintenant sans borne à l'étude puisqu'elle mène à la gloire. Puisse la Providence accomplir mes souhaits en me conservant toujours dans le sentier de la vertu ¹.

Sa fureur de travailler reste justement mémorable : il n'assouvait pas sa curiosité aiguisée par l'ambition. De quatre heures et demie le matin à onze heures le soir il dévore auteurs grecs et latins, sciences mathématiques (il aura un accessit) et sciences physiques ; en vacances même, Byron, Pascal, Homère et Pline ². Hors Bossuet, nul représentant de notre XVII^e siècle ne figure sur les cahiers de Montalembert, on l'a remarqué ³. Des lauriers récompensent un discours français du concours général et son professeur de rhétorique apprécie un si brillant élève. La culture gréco-latine cependant, si elle disciplina l'écrivain, l'orateur, et grandit nécessairement ce grand esprit, ne le conquit pas. Plus tard il traitera fort cavalièrement les Romains dont son beau-père entretenait le culte ⁴, et ne citera guère les leçons politiques de l'antiquité. Le sens de la tradition lui manquerait-il ? Non pas : à ses yeux, la tradition principale est le christianisme médiéval ; le « classicisme », au contraire, a nourri, après le XVII^e siècle, Voltaire, voire les fauteurs de la Révolution et de l'Empire qui jouèrent les héros de Plutarque.

En philosophie Montalembert lut anciens et modernes, traduisit Kant pour Cousin, s'intéressa à Schelling, Baader.

1. *Journal* à cette date, cité par de Beauchesne : *Charles de Montalembert rhétoricien*, pp. 6 et 7.

2. *Journal* passim, cité par Léon de Lantsheere : *Revue Générale*, Bruxelles, mars 1912, t. XCV, p. 337 ; cf. Panier (bibliographie, p. 29), p. 11.

3. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 21.

4. Lettre inédite du comte de Mérode à Montalembert : 11 juillet 1840. — A. L. R. Dossier 442.

Mais en vérité tous ces penseurs ne l'imprégnèrent pas. Tout au plus emprunte-t-il aux derniers quelque justification logique, *a posteriori*, de ses sentiments intellectuels.

De même, les maîtres du XVIII^e siècle le marquent peu. Il importe cependant de fixer le jugement de Montalembert sur eux parce que ce siècle durait encore : « Hélas ! il n'est fini que dans nos almanachs », disait de lui J. de Maistre en 1810 ¹. Directement par la puissance du libéralisme, indirectement en provoquant sa réaction contre l'irrégion, le XVIII^e siècle toujours vivant s'impose à Montalembert. Le *Mémorial Catholique* ² évalue à deux millions soixante-dix-huit mille exemplaires le nombre de volumes de Voltaire et Rousseau vendus entre 1814 et 1825 ³. Par la magie de leur style ils avaient profondément pénétré les esprits frustes et cultivés, les avaient préparés, invités à la Révolution de 1789 ; ainsi sous la Restauration ils continuaient leur sape.

Or Montalembert « déteste » Voltaire ⁴, si peu libéral au fond ; fidèle à soi-même il soulignera trente-cinq ans plus tard le jugement de Tocqueville incriminant l'historien du *Siècle de Louis XIV* comme un des auteurs du bouleversement « d'où la république d'abord et ensuite le mélange de despotisme et de démocratie sont sortis » ⁵. La raison desséchante du philosophe exaspère Montalembert, qui le proclame héritier des classiques... Au contraire, en Rousseau, père de la « mystique de la libre pensée » ⁶, théoricien posthume — théologien dirait Augustin Cochin — de la constitution de 1793 ⁷, et génie de Robespierre, Rousseau, qui prépare en 1820 comme en 1762 l'avènement du peuple, Montalembert

1. *Essai sur le principe générateur...*, XLVI.

2. Cité par G. Weill : coll. « Peuples et civilisations », t. XV, p. 207.

3. Brugerette : *Le Prêtre français et la société contemporaine*, t. I, cite p. 41 une autre statistique selon laquelle deux millions sept cent quarante et un mille exemplaires d'ouvrages contre la religion et les mœurs ont paru de 1817 à 1824.

4. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 22.

5. *Nouvelle correspondance inédite de Tocqueville*, pp. 407-409 ; souligné de la main de Montalembert vers 1861 sur son exemplaire de l'ouvrage qui est à Écotay.

6. A. Cochin : *Les sociétés de pensée et la démocratie*, p. 25.

7. Cf. M. de la Bigne de Villeneuve : *La fin du principe de séparation*

aime l'apôtre émouvant de la liberté « fière et sainte », sans aucunement approfondir son système ¹. Tout en estimant paradoxaux les trois discours de Jean-Jacques, tout en nuanciant son analyse de l'*Émile*, il s'éprend de la *Nouvelle Héloïse* ², modelée, ce qui n'est pas pour déplaire à Montalembert, sur la *Clarissa Harlowe* de Richardson. Cette passion l'aveugle sur la portée sociale de l'œuvre. Au vrai, il a dix-huit ans.

De Montesquieu « dieu de la Révolution commençante » ³, Montalembert lit, en 1827, *Grandeur et décadence des Romains*, « mine inépuisable d'idées et de vues politiques », note-t-il ⁴. On aimerait trouver plus ample appréciation, car sa recherche du « mécanisme constitutionnel d'où dérivera le maximum de liberté » ⁵ fait de Montesquieu le maître de tous les libéraux, des auteurs de la « Déclaration des droits de l'homme », de Benjamin Constant, de l'empiriste Royer-Collard, de Cousin, de Guizot ⁶, tous également atteints de la phobie du pouvoir arbitraire.



2.

Montalembert rencontre à l'Université des influences vivantes, d'autant plus décisives qu'elles n'agissent pas dans le domaine spéculatif, sans grand intérêt pour lui, mais dans le politique. Rarement l'enseignement supérieur répercuta

des pouvoirs, p. 35 (Paris, Sirey, 1934) ; cf. aussi Souriau : *Histoire du romantisme en France*, t. I, 1, p. 47, et Faguet : *La politique comparée de Montesquieu, Rousseau et Voltaire*, p. 288.

1. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*..., p. 22 sq...

2. A. L. R. Dossier 172.

3. Souriau, *op. cit.*, p. 25.

4. *Journal* : 6 janvier 1830 sq. et A. L. R. Dossier 171.

5. Bréhier : *Histoire de la philosophie*, t. II, 2^e partie : le XVIII^e siècle (Alcan, 1930), p. 377.

6. Faguet, *op. cit.*, pp. 281 et 290. Sur ce problème constitutionnel, B. Constant a écrit entre autres œuvres : *Réflexions sur les constitutions et les garanties dans une monarchie constitutionnelle*, *Principes de politique*, *Mélanges de littérature et de politique*. Cf. de la Lombardière : *Les idées politiques de Benjamin Constant*. Thèse de Droit. Paris, 1928. — Cf. aussi à propos de Benjamin Constant, J. Poisson : *Romantisme et souveraineté*, pp. 72 et 96. — Sur Royer-Collard, cf.

aussi fort l'écho des luttes du Forum ¹ que de 1820 à 1830. Qui plus est, les jeunes professeurs dont montait l'astre étaient opposants au régime. Cousin en 1820, Guizot en 1822 ont dû quitter leur chaire et, en cette même année 1822, l'École Normale a été supprimée ². En 1828 ils reparaissent en Sorbonne, et au milieu des ovations. Montalembert parle alors dans son *Journal* avec enthousiasme d'un cours de Cousin où celui-ci déclarait : « il n'y a eu ni vainqueurs ni vaincus à Waterloo : la Charte seule est sortie victorieuse de ce combat » ³. L'humanité n'a-t-elle pas atteint l'âge viril auquel correspond un régime évolué ?

Cousin, dont « la Charte est l'idéal » ⁴, Montalembert le voit en particulier; et, comme son jeune interlocuteur désespère de la France, le philosophe le secoue, puis l'invite à prendre position au centre droit, afin de « libéraliser le côté droit où se trouve plus de moralité que partout ailleurs ». Du fondateur de l'éclectisme Montalembert reçoit ce conseil : faites-vous libéraux pour vous débarrasser de la canaille libérale ; cette profession : « plébéen que je suis, l'extrême gauche est ma place ; si je m'occupais de politique j'irais m'y placer, et là je défendrais la monarchie » ; cette accusation contre Charles X : « le Roi est le seul conspirateur de son royaume » ⁵. Avant de disputer vers la fin de 1830 à Lamennais ⁶ l'esprit de Montalembert, Cousin, à ses plaintes sur l'absence de

De Nesmes-Desmarets : *La doctrine politique de Royer-Collard*. Thèse de Droit. Montpellier. — Sur Guizot et ses idées politiques, cf. le chap. x de Ch.-H. Pouthas : *Guizot pendant la Restauration*.

1. Thureau-Dangin : *Le parti libéral...* (Paris, Plon, 1876), pp. 402 et 403.

2. Cf. Garnier : *Frayssinous... dans l'Université* (Paris, Picard, 1925), pp. 168 sq.

3. Lecanuet, t. I, p. 42. — Dans son *Cours d'histoire de la philosophie*, Cousin établit que les formules simples de gouvernement correspondaient à l'enfance de l'humanité. A l'âge moderne répond une forme politique plus évoluée respectant ordre et mouvement, liberté et autorité. Ni monarchie pure ni démocratie pure, mais une monarchie constitutionnelle au sein de laquelle le roi satisfera au besoin d'ordre, la Chambre des députés au besoin de liberté, la Chambre des pairs à la nécessité d'une harmonie entre la liberté et l'ordre (première série, t. III, pp. 332-338, édition Didier et Lagrange, 1846.)

4. Lecanuet, t. I, p. 84.

5. *Journal* : 20 janvier et 28 avril 1830.

6. *Id.* : 6 novembre 1830.

poésie et de religion dans l'éloquence française, répond qu'il se créera une éloquence nationale non moins puissante que l'anglaise... Ce disant, le futur ministre ne se considérait peut-être pas comme étranger à cette création (lui dont J. Simon a prétendu que nul ne saurait imaginer quel bruit il faisait en ce monde pendant qu'il y était) ; mais se doutait-il que Montalembert honorerait la tribune française ?

Guizot ¹ le doctrinaire, fidèle de M^{me} de Staël, admire l'Angleterre. Il a étudié la Révolution anglaise et la comparaison inspirera sa politique après comme avant 1830. Il médite sur les *origines du gouvernement représentatif et les institutions politiques de l'Europe*. Sans doute, il célèbre le XVIII^e siècle, exalte le Tiers état, morigène l'Église au nom du libre examen ², ce qui doit heurter Montalembert. Celui-ci ne s'en réjouit pas moins de son élection à Lisieux, triomphe « d'un représentant des idées nouvelles, pur à la fois de l'empire, de la république et de l'émigration » ³. Il n'en apprécie pas moins ses leçons, dépourvues, assure Guizot lui-même ⁴, de toute allusion à la politique, cours qui sont des prêches en faveur de l'individualité, du « sentiment fier et puissant de (sa) propre liberté » que chacun oublie trop. Le 1^{er} mars 1830 il lui porte son article sur la Suède ⁵.

Sauf une irrégion qui irrite Montalembert, Villemain « fils de Voltaire » professe, avec la gravité d'un doctrinaire ⁶, des idées analogues. Le précoce champion de la Charte l'applaudit quand il transporte son jeune auditoire, épris de liberté parlementaire, aux Communes d'Angleterre.

De quel prestige ce jeune « triumvirat » intellectuel ne brillait-il pas auprès des étudiants ? Tous trois avant longtemps illustreront la Monarchie de Juillet comme grands maîtres de l'Instruction publique et Montalembert les retrouvera dans l'arène.

1. Sur Guizot nous ne pouvons que renvoyer aux ouvrages de M. Pouthas.

2. A. Chérel dans la *Vie intellectuelle*, 10 janvier 1940, p. 186.

3. Lecanuet, t. I, p. 82.

4. Cf. *Mémoires...* de Guizot, t. I, p. 335 (Paris, Lévy, 1872).

5. *Journal* : 1^{er} mars ; cf. plus loin ch. II, p. 87, l'analyse de l'article.

6. *Revue Hebdomadaire* 1910, t. VII, pp. 421-422. Introduction aux *Lettres inédites de Montalembert à Villemain*.

Il s'est lié aussi, à Sainte-Barbe, avec Michelet dont en 1827 il lit le discours sur la vie et les ouvrages de Vico, en appréciant le talent et la verve du traducteur non moins que les vues de Vico lui-même, sauf à reprocher plus tard à celui-ci sa méconnaissance du régime représentatif ¹. Michelet a « vécu si familièrement, dit M. Moreau ², dans l'esprit du XVIII^e siècle, de Voltaire surtout, qu'il a quelques traits de ces encyclopédistes si impatientes de propagande et d'influence ». De fait, le 2 septembre 1827, Montalembert raconte à Cornudet ³ que, l'historien lui ayant « parlé de l'utilité et du devoir qu'il y (a) pour tout homme éclairé de communiquer ses lumières », et l'occasion s'offrant au cours d'un voyage en diligence, le collégien persuade à une paysanne « que l'état des classes inférieures (est) bien meilleur qu'avant la Révolution ». Jusque vers 1833 Montalembert restera sous le charme de Michelet ⁴, qui certain jour le doit présenter à « l'adorable Quinet ».

A ce groupe d'historiens joignons A. Thierry, car il « enthousiasme » Montalembert ⁵. L'auteur de *La conquête de l'Angleterre par les Normands* est moins convaincu que ses amis de la vertu des institutions britanniques. Mais cet ancien secrétaire de Saint-Simon s'intéresse à la politique — qui l'a mené à l'histoire. « Il veut développer les semences de liberté qui existaient en ces temps reculés », écrira Montalembert à la fin de l'analyse qu'il consacre à l'ouvrage lu et relu par lui ⁶. Thierry s'affichera autonomiste avant la lettre. Montalembert, lui, sera seulement régionaliste. Il ne combattra pas comme Thierry dans l'Église « la grande ouvrière d'unité ». Il n'admettra pas les thèses des *Lettres sur l'histoire de France*, ni leur attaque contre la noblesse, prétendue institution germanique dont les Celtes se seraient libérés en 1789. Ces oppo-

1. A. L. R. — Dossiers 171 et 177. En 1828 Montalembert lit encore Vico : A. L. R. — Dossier 172.

2. Moreau : *Le Romantisme* (t. VIII de l'*Histoire de la littérature française*, de Calvet), p. 345.

3. *Lettres à un ami de collège*, p. 29.

4. Cf. *Journal* : 8 février 1830 ; cf. aussi tout le chapitre v du livre de M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*....

5. *Lettres à un ami de collège*, pp. 8 et 137.

6. A. L. R. Dossiers 171 et 175.

sitions d'idées, qui seraient importantes pour une histoire de la pensée, il ne les discerne d'ailleurs pas, remarquons-le, car elles sont noyées dans un flot d' « enthousiasme ».



3.

Sans réserve, Montalembert applaudit les triumvirs comme des champions de la Charte. Il vit en l'âge d'or de la monarchie constitutionnelle, quand le duc Decazes — promoteur de son père à la Chambre des pairs dans la « fournée libérale » de 1819 ¹ — assure de cette Charte qu'elle doit « nationaliser la royauté et royaliser la France », et Chateaubriand : « les principes républicains s'y trouvent si bien combinés qu'ils y servent à la force et à la grandeur de la monarchie » ². Le vague des formules de la Charte satisfait tout le monde, chacun l'interprète à sa façon. Si un juriste y peut discerner des germes de contradiction insoluble, l' « opinion » et ses dirigeants n'y voient que les promesses du bonheur des Français...

L'opposition de gauche, dont Montalembert lit avidement la presse, a beau jeu pour solliciter le texte incertain et accuser les Bourbons de faillir aux engagements de la Charte, d'attenter à ce bonheur. D'où elle conclut, soit avec Guizot (sous Villèle), « le pouvoir actuel mérite d'être combattu mais pas du tout d'être renversé » ³, soit, avec plusieurs de ses collègues, qu'il faut conspirer contre le parti ultra au risque d'atteindre la branche aînée ⁴. De plus en plus la jeunesse des Écoles fermente ; les normaliens et autres élèves des Guizot, des Cousin se tournent contre la monarchie restaurée. Ils lui reprochent sa solidarité avec les envahisseurs de 1814, sa mé-

1. *Lettre de Montalembert à l'abbé de Montalembert*, ci-dessous en appendice, p. 514.

2. *Réflexions politiques*, ch. XIII ; cf. *Monarchie selon la Charte*, ch. XII.

3. Cité par Thureau-Dangin : *Le parti libéral...*, p. 271 (l'opposition sous Villèle).

4. Bautain et Frayssinous attestent l'existence de ce complot : Garnier : *Frayssinous...*, p. 148.

connaissance des gloires militaires napoléoniennes, son attachement aux formes vétustes, son inintelligence de la France nouvelle, sa répugnance à tout libéralisme.

Le rayonnement de l'Empire n'impressionnera jamais Montalembert qui l'exécrait ¹. A cela près, il vibrait avec ses camarades.

Il me semble, écrit-il après avoir noté sa lecture des *Pamphlets*, que l'on rend trop peu justice à Courier et que l'on n'a pas assez en vue les persécutions qu'il a subies pour la liberté.

Par là il n'adopte pas toutes les opinions de Paul-Louis Courier ; mais il donne libre cours à son admiration pour l'*Histoire de la Révolution française* de Mignet ².

Le sentiment libéral de Montalembert dévie vers la gauche sous la poussée des passions qui agitent Sainte-Barbe et l'Université.

Par contre, il trempe sa foi religieuse en luttant contre l'incrédulité ambiante. « Combien étions-nous de jeunes chrétiens, même dans les collèges les mieux famés ? A peine un sur vingt », écrira-t-il en 1852 ³. Cornudet atteste que, malgré les prêtres dirigeants, Sainte-Barbe était enfiévré d'irrégion comme tout le milieu universitaire. Si les professeurs athées ou antichrétiens ne professaient pas hautement leurs sentiments, les camarades de Montalembert le criblaient d'objections et se moquaient de ses pratiques pieuses. Montalembert se défendait avec courage et verve, parfois il imposait le respect de ses convictions ⁴. Voltaire inspirait si profondément les contemporains que par Bulle du 27 mai 1824 Léon XII, conviant la catholicité au jubilé de l'année sainte, exprimait l'intention qu'on priât pour la cessation de l'indifférence religieuse née de la philosophie voltairienne. Aucun homme — ou presque — à commencer par le père de Montalembert, ne fait ses Pâques. Les cadres ecclésiastiques de l'Université imposent à celle-ci la religion (et le légitimisme) par une

1. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis* ..., p. 125.

2. A. L. R. Dossier 172.

3. O. C., t. V, p. 58 : *Des intérêts catholiques au XIX^e siècle*.

4. Préface de Cornudet aux *Lettres à un ami de collège*, pp. x et xi.

sorte de contrainte extérieure, propre à développer la contradiction de jeunes gens dont l'âme est loin d'être préparée par l'éducation familiale ou l'enseignement de beaucoup de leurs maîtres. Les témoignages concordent sur les profanations, le libertinage, la lecture d'ouvrages obscènes, l'athéisme et l'indiscipline des collégiens sous la Restauration ¹. Montalembert ne sera donc pas taxé de pure exagération quand il écrira au grand maître, Villemain, en 1839 :

Pour moi qui ai été élevé dans son sein et seulement là, je sais ce qu'il en est — je sais que j'aimerais mieux si j'avais un fils le mettre comme mousse sur un bateau pêcheur que de lui faire courir les dangers que j'ai moi-même courus dans les collèges de l'Université ².

★ ★

4.

Du quartier latin, Montalembert, inscrit après le séjour en Suède à l'École de droit, ne gardera pas de souvenir attachant. Certes, son libéralisme n'est choqué ni par les *jeune France* extravagants ou délicats, ardents soutiens du drame *Hernani*, ni par les *Bousingots* rapins et carabins souvent carbonari, ni par les *Doctrinaires* « volontaires et froids » ³. Montalembert, on peut le conjecturer, est trop fin, trop distingué pour frayer beaucoup avec ce monde ; il est moins dépaycé à un bal chez le duc d'Orléans ⁴. Fort sociable au demeurant, Montalembert se lie avec d'Herbelot et d'autres.

Ces amitiés l'attachent incontestablement plus que l'enseignement du Code Napoléon dont les Facultés étaient les temples. La loi du 22 ventôse an XII (1804) définissait le caractère utilitaire d'une formation de praticiens. La philosophie était bannie ; la chaire d'histoire du droit romain et français n'était rétablie, à Paris seulement, qu'en 1829. Un Lermnier s'indigne de la myopie intellectuelle du système

1. Brugerette : *Le prêtre français et la société contemporaine*, t. I, pp. 5 sq.

2. Lettre de Montalembert à Villemain : 21 octobre 1839 ; *Revue Hebdomadaire*, 1910, t. VII, p. 427.

3. Moreau : *op. cit.*, pp. 218 sq.

4. De Beauchesne : *Charles de Montalembert rhétoricien*, p. 18.

qui identifie législation et droit. Montalembert plus encore devait bâiller sur les articles numérotés des codes ¹.

En tout cas, il entreprit sans joie cette étude si contraire à ses dispositions. L'on ne s'étonnera pas que Montalembert se soit contenté de suivre les trois années réglementaires de l'École de droit et de passer sans brio ses premiers examens ². L'histoire du droit et le droit naturel l'intéressent en son particulier, et un peu l'économie politique. Il se plaint au baron d'Anckarsvård que le droit soit enseigné en France « d'une manière pitoyable » et compte sur sa connaissance de l'allemand pour le tirer de la routine des cinq codes ³, présumant sans doute que le droit germanique et l'enseignement d'outre-Rhin sont plus à son goût que cet héritage « classique ».

§ III. MONTALEMBERT DANS LES COURANTS TRADITIONNELS (1826-1830).

I.

L'Université (et le *Globe*, nous le verrons) gauchissent le sentiment libéral de Montalembert. Sans doute. Il ne saurait cependant ignorer les maîtres du camp adverse dont son intelligence ouverte le rapprocherait si son origine et sa foi ne l'avaient déjà fait. De Maistre, de Bonald, de Lamennais, parce que catholiques puissants et parce que bons juges de leur époque, ne sont pas pour lui les risibles ou odieux épouvantails vieillis du papisme et de la théocratie qu'ils figurent aux yeux de ses camarades radicalement libéraux. Montalembert lit même en 1828 la *Politique* d'Aristote ⁴.

Maistre, mort en 1821, a, par la force de son esprit, dégagé la voie de l'ultramontanisme, et élargi celle du patriotisme français, sur lesquelles s'engage Montalembert. Ce catholique étranger combat l'erreur gallicane et juge l'émigration

1. Cf. les nombreux ouvrages de philosophie du droit de M. Julien Bonnecase, notamment : *Qu'est-ce qu'une faculté de Droit*, pp. 99 sq.

2. *Journal* : 19 juillet 1830.

3. Lettre au baron d'Anckarsvård : *Revue d'Histoire diplomatique*, janvier 1906, p. 35.

4. A. L. R. Dossier 172.

une autre erreur. Ce gentilhomme, théoricien de l'absolutisme, sous des formes paradoxales dégage la valeur des idées libérales ¹. Ce qu'il reproche à la Révolution c'est particulièrement d'être inhumaine, de prétendre improviser un gouvernement, construit abstraitement et arbitrairement imposé. Ne l'oppose-t-il pas à la démocratie des cantons suisses « née d'une naturelle évolution » ² ? Mais il voit, lucide, dès 1809, qu'un « retour à l'ancien état des choses... paraît impossible » qu'il y aura une « civilisation » et un « établissement définitif » des nouveaux barbares sous un régime adapté, « tout comme » la féodalité a terminé les invasions de l'empire romain. De Maistre projette sur le Moyen âge, si humain en notre Europe de chrétienté, une lumière révélatrice.

Abrité par « la philosophie séculaire du catholicisme », il éclaire son siècle, prophétise la Restauration, la chute des Bourbons, les vicissitudes de l'Italie, de la Russie, et espère le rayonnement d'un christianisme rajeuni ³.

Dans les *Considérations sur la France* est développée l'idée que les formes politiques doivent être instituées pour des hommes et des peuples déterminés, réels, et que cette institution ne doit pas surgir de l'esprit d'un législateur mais être élaborée au cours des siècles. Cette sage science politique, opposée à l'idéologie de Rousseau, ne heurte en rien Montalembert ; malheureusement, nous le verrons, il en tirera peu de profit pratique ainsi que de la doctrine de la souveraineté temporelle du prince dans l'État. Maistre prouve la conformité des sentiments fondamentaux et des traditions de l'homme avec les dogmes du christianisme, par une démonstration supérieure à celle de Ballanche, son contemporain. Ozanam, vingt ans plus tard, s'engagera dans cette voie. Montalembert, qui n'est point philosophe, ne professera pas cette doctrine, mais il la vivra. Quant à la science politique, Montalembert n'assimilera, semble-t-il, que la notion de politique chrétienne et celle de la souveraineté du Pape dont de Maistre défend le principe contre les gallicans, encore vivaces en France.

1. Cf. Dermenghem : *De Maistre mystique*.

2. Goyau : *Catholicisme et Politique*, p. 75.

3. *Ibidem*, pp. 78, 82, 88, 89, 91, 93.

Après une analyse consciencieuse de l'*Essai sur le principe générateur des Constitutions politiques et des autres institutions humaines*, Montalembert résumera ainsi — un peu plus tard, en janvier 1831 — son impression :

Avec les *Considérations sur la France*, cet *Essai* forme cependant le Code Politique le plus complet. C'est un système sublime mais effrayant de vérité, tant tous nos systèmes d'aujourd'hui en sont loin, tant tous nos hommes d'État sont étrangers aux premières bases de leur science. Admirable Christianisme ! Comme il se mêle à tout, comme sans lui il n'y a de vie et de sève nulle part. La lecture de ces ouvrages désole, car elle montre toute l'étendue de l'abîme où nous nous précipitons, accablés sous le poids de l'irréligion de nos pères et de la nôtre ¹.

En conclusion de l'analyse des *Soirées de Saint-Petersbourg*, Montalembert s'écriera deux ans après : « Qui aurait le courage de juger un pareil homme ? Il a tout su, tout compris, tout sondé : sa parole est un éclair, c'est le prophète de notre siècle » ², oui, du siècle romantique ³. Combien de fois ce nom de Maistre ne reviendra-t-il pas dans les conversations de Montalembert et de M^{me} Swetchine, qu'il fréquente à partir de janvier 1831.

De Bonald, sacré par Lamennais « le philosophe le plus profond paru en France depuis Malebranche » ⁴, Bonald, qui prend plus volontiers pour guide sa sensibilité que son entendement, et par elle retrouve la tradition, en restaure le culte, Montalembert cultive, au moins vers le même temps que de Maistre, la *législation primitive* ⁵ sur laquelle il porte ce jugement dans son cahier d'analyse, en manière de conclusion :

Un monument admirable d'indépendance philosophique et de vraie science à une époque où la pensée de Dieu et les inspirations de la foi étaient ensevelies sous les infamies du XVIII^e siècle.

1. Inédit, pp. 8 et 9 du carnet 180 des archives de la Roche-en-Brenil, intitulé « Analyses, 1^{re} série, t. VII, Analyses philosophiques, IV^e année » ; cf. aussi carnet 187, copie de plusieurs passages.

2. Inédit (*idem*, p. 130) daté curieusement « 18 avril 1833 !! », date soulignée trois fois ; cf. *Journal* : 28 mars 1831.

3. Moreau : *Le Romantisme*, p. 60.

4. Cité par Duine : *La Mennais*, p. 65.

5. Lettre de Montalembert à Lemarcis : 4 février 1831, dans *Revue Montalembert* : 25 février 1930, p. 636 ; cf. *Journal* : 21 et 22 avril 1831

Montalembert, en se désolant de ce que ces idées aient exercé peu d'influence sur le public et même les savants, estime singulièrement glorieux pour Bonald d'avoir été, au temps où il écrivait, seul interprète de la vérité et « défenseur rationnel d'un passé admirable ». Cependant, s'il approuve à peu près l'explication de la destinée et des facultés de l'homme, donnée par l'auteur, explication « grande, belle et appuyée sur les véritables principes », Montalembert n'admet pas ses idées sur le futur : Bonald n'a-t-il pas décrété que « le gouvernement représentatif aboutit nécessairement à l'anarchie »¹ ?

Plus encore que de Maistre, Bonald ferait trop confiance à la force du *pouvoir*, à « la possibilité de le créer et de le régénérer, sans que la société elle-même soit refondue et régénérée ». Non, l'avenir n'est pas apparu à ces deux hommes, « il a été réservé à un autre génie, à une autre pensée qui a embrassé toutes les leurs pour les dépasser »² : Lamennais.

Lamennais ! A la fin de son année de philosophie (5 juin 1827)³, nous trouvons pour la première fois sous la plume de Montalembert ce nom prestigieux. « Le petit traité de Lamennais est sublime » ; Lamennais dont l'*Essai sur l'indifférence* « retentissant comme un coup de tonnerre sous un ciel de plomb »⁴ a consacré la renommée, Lamennais, qui domine intellectuellement l'Église de France et la prétend régir, qui signera demain « l'acte de naissance du catholicisme libéral »⁵. Son évolution politique est connue... Royaliste émigré en Angleterre, il s'y distingue des *ultras* par son patriotisme inquiet de l'invasion étrangère et son ultramontanisme radical, par sa critique aussi des atteintes britanniques à la liberté individuelle⁶. Il proteste contre le sacrifice consenti par Louis XVIII à la « manie constitutionnelle »⁷, mais s'il attaque

1. Bonald : *Théorie du pouvoir politique et religieux* (Paris, Le Clerc, sans date, 2 vol.), t. I, p. 140.

2. A. L. R. Dossier 180, pp. 53 et 54 : 6 mai 1831.

3. *Lettres à un ami de collège*, p. 8.

4. De Maistre cité par Goyau : *Histoire religieuse* (t. VI de l'*Histoire de la nation française* d'Hanotaux), p. 557.

5. Weill : *Histoire du catholicisme libéral en France*, p. 13.

6. *Des progrès...*, p. 34.

7. Duine : *La Mennais*, p. 54.

l'Université impériale ¹ c'est déjà au nom de la liberté. En 1818 il exalte Bonald et maudit les coups portés contre le principe monarchique, mais dans l'*Essai* où il défend tradition et autorité, G. Goyau perçoit une « demi-proclamation de la souveraineté du peuple dans le domaine même du vrai » ². Les illogiques compromis de la monarchie de droit divin avec la Révolution sont âprement dénoncés dans les deux ouvrages suivants ³ où la Charte est qualifiée de monstruosité, mais il y demande pour l'Église catholique « la liberté promise » par cette même Charte « à toutes les religions » ⁴. Il signe au *Drapeau Blanc*, mais pour y dénoncer en 1823, dans une lettre ouverte au grand maître, les scandales qui déshonorent certains établissements de l'Université ; et, condamné, il se prend à haïr le régime.

Catholique uniquement, il veut un gouvernement soumis à la loi de Dieu, c'est-à-dire équidistant du libéralisme jacobin et de l'absolutisme gallican, qu'il accable également tous deux. Mais il ignore l'histoire de l'Église gallicane, il schématise le problème ainsi : d'un côté l'Église et le Pape, de l'autre l'État usurpateur ; il passe de la simple condamnation du Concordat au principe de séparation de l'autel sacré et du trône maudit ⁵. Les fameuses Ordonnances du 18 juin 1828 ont, selon lui, été dictées par cette double erreur : jacobinisme et gallicanisme, qui visent au même but, le premier violemment, le second sans se l'avouer. Le *Messenger des Chambres* ne porte-t-il pas cette formule, intolérable pour un catholique romain : « Le Roi est intervenu pour régler *par sa volonté souveraine* ce qui étoit utile et bon pour l'intérêt de l'Église de France et de l'État ⁶ ». L'événement provoque la rupture de Lamennais avec la monarchie, rupture indiquée

1. *De l'Université impériale*, brochure, septembre 1814.

2. Goyau : *Histoire religieuse*, p. 558.

3. *La religion considérée dans ses rapports avec l'ordre politique et civil* (1825-1826). — *Des progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Église* (1829).

4. Préface aux *Progrès...*, édition de Belin-Mandar et Devaux, 1829, p. VII.

5. Cf. William Gibson : *L'Église libre dans l'État libre* (Émile Nourry, 1907).

6. *Des progrès...*, p. 209.

par sa brochure : *Des progrès de la Révolution et de la guerre contre l'Église*. Deux thèses y sont soutenues, de portée immense : séparation de l'Église et de l'État ; liberté pour tous. L'ouvrage, au dire d'O'Mahony ¹, est vendu en moins de quinze jours à six mille exemplaires. Sur son Sinaï Lamennais a capté, avec une sensibilité aiguë, les ondes de la révolution montante, s'est laissé petit à petit charmer par elles et par un tour de force invraisemblable allie les doctrines de l'*Essai* aux idées nouvelles. Le sentiment libéral qui soulève l'Europe « est trop général, trop constant pour que l'erreur et les passions en soient l'unique principe » ² ; « s'il n'est dans ses doctrines perpétuellement variables que le développement du principe protestant et philosophique qui rend chacun juge de ses croyances et par conséquent de ses devoirs..., dont l'effet... est de créer... l'anarchie.... le despotisme et la servitude, le libéralisme considéré dans ce qu'il offre d'universel et de permanent n'est autre chose que le désir invincible de liberté inhérent aux nations chrétiennes » ³ impuissantes à « supporter un pouvoir purement humain qui... n'a de règle que sa volonté... *Où est l'esprit de Dieu là est la liberté* (II Cor., III, 17) ⁴ ». « Le monde aujourd'hui est travaillé par l'insurmontable besoin d'un ordre nouveau qu'il s'efforce de réaliser sans le connoître ⁵. » Malgré le mépris de Lamennais pour le régime représentatif, dont il pense que Dieu l'a permis pour humilier les hommes « en leur montrant jusqu'où peut aller la bêtise humaine » ⁶, voilà bien de quoi séduire Montalembert, et l'outrance, l'injustice des sévérités mennaisiennes ne sont pas pour déplaire à vingt ans.

Nous ne pouvons nous arrêter à une étude du gallicanisme, cette théorie contre laquelle Lamennais s'est tellement battu qu'il en a fait l'une des raisons d'être de l'*Avenir*. On serait tenté, fort de l'opinion des Papes contemporains et d'un

1. *Mémorial Catholique* : février 1829.

2. *Des progrès...*, p. 32.

3. *Ibidem*, p. 256.

4. *Ibidem*., pp. 32 et 33.

5. *Ibidem*, p. 113.

6. Cité par Thureau-Dangin : *Royalistes et Républicains* (Paris, Plon, 1888, 2^e édition), p. 279.

plaidoyer documenté comme le *Frayssinous* du chanoine Garnier, de minimiser la force du gallicanisme dans le clergé. Un fait caractéristique prouvera cependant sa virulence : en 1821, Sœur Jeanne Antide Thouret, ayant fait agréer à Rome les constitutions de l'ordre fondé par elle à Besançon, fut exclue du diocèse par Mgr de Pressigny, archevêque gallican, qui entendait marquer par cette mesure son indépendance à l'endroit du Saint-Siège¹. Quoi qu'il en soit, l'ultramontanisme de Lamennais paraît remarqué des contemporains, assez sceptiques pour la plupart sur la valeur du pouvoir pontifical et arguant volontiers de la faiblesse de celui-ci. A quoi Lamennais répond par cette phrase (qu'on lui appliquerait cruellement) : « l'Église qui ne rompt jamais qu'à la dernière extrémité et lorsqu'elle arrive aux limites posées par Dieu même à la condescendance permise, se prête d'abord à tout ce qui est absolument possible, use de ménagements, évite les chocs directs, élude les questions d'où naîtrait une guerre décisive ou une scission déclarée, dissimule les torts que la passion aggraverait si elle exigeait la réparation, prolonge, attend, exhorte, imite enfin dans sa conduite Celui qui est patient parce qu'il est Éternel ² ».

Sur un point particulier, d'une importance décisive pour Montalembert, Lamennais ouvre la voie : l'on peut faire dater les origines de la lutte catholique pour la liberté d'enseignement du pamphlet *L'Université impériale* (1814)³. Montalembert citera dans son plaidoyer au procès de l'école libre le programme : « qu'on supprime toute entrave, qu'on laisse une liberté entière... (et) les parents, maîtres de leurs enfants, qu'on les forçait de sacrifier au Moloch de la France cessent d'être dans la cruelle nécessité de les abandonner à l'ignorance ou de consentir à leur perversion »⁴. En 1817, une nouvelle brochure de Lamennais : *Du Droit du gouvernement sur l'éducation* attaque moins l'Université qu'elle ne demande

1. F. Trochu : *Sœur Jeanne Antide Thouret*, p. 362.

2. *Correspondant* : 21 avril 1829, « Réponse de M.... au sujet du dernier ouvrage de M. l'abbé de La Mennais ».

3. Tome I des *Mélanges*, de Lamennais. Le pamphlet est analysé par Grimaud : *Histoire de la liberté d'enseignement*, pp. 112-115.

4. Cité dans O. C., t. I, p. 9.

la liberté, développant ainsi le mouvement stratégique. Dans le *Conservateur*, organe ultra-royaliste, Lamennais invite l'année suivante à créer des écoles particulières. Mgr Frayssinous étant grand maître de l'Université, Lamennais poursuit sa campagne par la « Lettre ouverte » à ce ministre à laquelle il est fait allusion plus haut. Sous Martignac, une commission d'enquête sur les écoles ecclésiastiques secondaires fut constituée et Lamennais de relancer son assaut. Nul n'ignora ce qu'il pensait des Ordonnances. L'on comprend combien la violence et l'éloquence du prêtre célèbre préparèrent les esprits, les acquirent à l'idée de la liberté d'enseignement.

Montalembert est d'ailleurs — dans ses lectures sinon contre le gouvernement — sans parti pris. Il aime Lamennais qui n'est point tendre pour l'Angleterre et son Parlement. Avant Bonald, Bossuet, autre maître de Lamennais première manière, l'a attiré dès 1827 par son *Histoire universelle*, en même temps que le séduit Rousseau, père putatif du romantisme.



2.

Sentimental comme nous le connaissons, Montalembert s'enthousiasme pour les autres préromantiques. M^{lle} de Lallemand l'a établi. Les sympathies profondes de Montalembert pour l'Angleterre et pour l'Allemagne, amitiés étrangères qui seront analysées plus loin, le prédisposent en faveur du romantisme dont on connaît les origines anglo-germaniques.

M^{me} de Staël et Chateaubriand nous intéressent ici pour leurs idées politiques. Si Montalembert admire avec enthousiasme en M^{me} de Staël l'auteur de *L'Allemagne*¹, il aime la grande libérale qui, persécutée par l'Empire, a ému Lamar-
tine :

Le poids du monde entier ne pouvait assoupir,
Liberté, dans ce cœur ton extrême soupir.

1. A. L. R. Dossier 171 ; cf. *Lettres à un ami de collège*, p. 196.

Ses *Considérations sur la Révolution française* donnaient alors le la de l'opinion libérale ¹ : esprit de 1789, confiance aveugle dans les vertus des constitutions que les vices des hommes empêchent seuls de s'épanouir. Son influence sur les doctrinaires est certaine.

René bouleverse Montalembert qui dévore *Les Martyrs*, *Le Génie du Christianisme* et *L'Itinéraire* ². Mais le « prince orageux des inquiétudes infinies », Chateaubriand, figure aussi au premier plan des politiques de l'heure et son attitude comme tel est commentée dans les lettres à Lamennais. Or, le nouvel ambassadeur de Charles X à Rome est l'auteur de *La Monarchie selon la Charte*, ouvrage tout inspiré de l'exemple anglais, on l'a vu, et compte parmi les défenseurs de l'autel. Nul doute que les précédentes théories de « l'homme d'État », du membre de « la Chambre des pairs où l'opinion publique lui avait assigné une place si élevée » ³, ne soient à peu près adoptées par le jeune Montalembert. Ne défend-il pas la monarchie constitutionnelle à la fois contre les libéraux et contre les traditionalistes ? ne combat-il pas l'égalité ? ne réclame-t-il pas des privilèges pour l'aristocratie, « barrière et sauvegarde du trône » ? ne donne-t-il pas pour principe au ministre constitutionnel « d'adopter franchement l'ordre politique dans lequel on est placé et de n'en point contrarier la marche, d'en supporter les inconvénients » ? Pressentant l'abus de l'article XIV, ne s'indigne-t-il pas enfin que d'aucuns soustiennent l'incompatibilité de la liberté et de la religion ⁴ ? Et, à la fin de juin 1827, ne met-il pas derechef sa plume merveilleuse au service de la liberté de la presse, une fois de plus entravée, protégeant ainsi contre elle-même la monarchie en péril ? Lisant cette même année *La Monarchie selon la Charte*, Montalembert y remarque surtout « la sage idée de donner l'initiative aux Chambres » ⁵.

1. Thureau-Dangin : *Le parti libéral...*, p. 94 ; cf. p. 225.

2. A. L. R. Dossier 171.

3. Montalembert à Lamennais, cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 31 sq.

4. Chateaubriand : *Mélanges politiques*, t. I, pp. 236, 284, 315, 316 ; t. II, pp. 64, 80.

5. A. L. R. Dossier 171.

La sagesse ne constitue pas, cependant, la principale qualité du vicomte, ni de ses amis ou adversaires « ultras ». Villèle se plaignait déjà que, les mieux intentionnés du monde, ses partisans fussent « tout sentiment, sans la moindre prudence », et il succomba pour n'avoir pas satisfait, au moins en apparence, cette imagination qui, alors, possédait la France. On saisit là l'entremêlement des racines du romantisme et de la tradition royaliste-catholique.

De fait, en politique, la nouvelle école littéraire, fille de Jean-Jacques, de Corinne et de René, ce « romantisme » dont Montalembert s'est épris dès l'abord, suit certainement sous la Restauration bien plus Chateaubriand que Madame de Staël (inclinée par B. Constant vers la république ¹). Des idées ? peu. « Tout traversé de frissons métaphysiques », le romantisme demeure assez étranger à l'« art de penser et à l')art de raisonner »². Une vive affection pour le Moyen âge et le génie du christianisme, un amoureux attendrissement sur les fleurs de lys, ce sont ses débuts. Cependant, Lamartine juge sévèrement les chimères de M^{me} de Staël, écrit des lettres « pleines de Bonald, de J. de Maistre », fréquente chez Rohan et non seulement chez la duchesse de Broglie ³. Montalembert est en rapport avec Lamartine, à qui il est présenté le 22 avril 1830⁴ et qui, sur le point de descendre dans l'arène politique, y suivra parfois une ligne proche de la sienne jusqu'en 1848⁵. Hugo, relation aussi de Montalembert⁶, admire Chateaubriand, Lamennais. Il chante Navarin, d'ailleurs :

Console-toi la Grèce est libre

.....

Console-toi plus de tyrans

.....

1. Souriau : *Histoire du romantisme en France*, t. I, 1, p. 91.

2. Lanson : *Histoire de la littérature française*, Hachette, sans date (Édition de 1929), pp. 932 sq.

3. Moreau : *Le Romantisme*, pp. 167 sq. ; Souriau : *op. cit.*, t. II, p. 51.

4. *Journal* : 22 avril 1830.

5. Cf. tout le chapitre VI de M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*.....

6. Cf. tout le chapitre VIII du même ouvrage.

La Grèce est libre, et dans la tombe
Byron applaudit Navarin.

.....

Gloire à nos fleurs de lys dont l'éclat est si beau !

Vigny et Sainte-Beuve professent devant Montalembert, introduit par le prince de Craon dans le « cénacle », que l'Europe sera régénérée par le catholicisme ¹.

Ainsi s'opposent les romantiques, à l'origine, aux héritiers des classiques et de Voltaire, les libéraux comme Carrel ². Mais n'en déplaise à celui-ci, il y a trop d'harmonie entre romantisme et révolution pour que le primitif classement persiste après l'éruption de 1830 (« Un classique jacobin : un bonnet rouge sur une perruque », crie Hugo) ³. La seconde vague du flot romantique portera donc, au lieu des hautaines confessions de René et de Byron, des prophéties sur l'affranchissement des peuples et des nations, des poèmes, des histoires propres à soulever de dangereuses colères et de folles espérances ⁴.

Dès 1826, *Cinq-Mars* témoignait avec emphase de l'aversion des romantiques pour l'ancien régime, qu'ils distinguaient alors de la monarchie de Charles X. Rappelons, car elle ressemble curieusement aux idées de Montalembert, la thèse soutenue par Vigny dans ce roman à prétention historique : pour lui, selon le dessein du « Cardinal-Duc », la noblesse indépendante qui était l'appui du trône est décimée, quitte ses terres, « et cessant d'être la grande propriété (cesse) d'être une puissance, reçoit à la cour des emplois qui l'avilissent ». De Thou compare la race royale à un vieux chêne qui « frissonne et s'ébranle au vent de la plaine lorsqu'on a renversé la forêt qui l'entoure et le soutient ». Le duc de Bouillon qualifie l'odieux ministre de « grand niveleur » et Milton conclut : « il veut donc créer des républiques dans l'avenir puisqu'il détruit les bases de votre monarchie » ⁵.

1. *Journal* : 7 avril 1830.

2. Souriau : *Vie Intellectuelle*, 10 janvier 1930, pp. 215 sq.

3. Hugo : *Journal d'un révolutionnaire de 1830*, derniers feuillets.

4. Cf. Hugo : *Littérature et philosophie mêlées*, pp. 13, 177, 191, etc. (Édition 1882).

5. *Cinq-Mars*, t. I, pp. 21, 22, 196 ; t. II, pp. 15, 205 (édition Calman-Lévy, 1882, 2 vol. in-12).

Montalembert suivra, dans une bonne mesure, ce courant. Il écrira à Lemarcis, sur la préface d'*Hernani*, « l'identité du romantisme et du libéralisme y est hautement établie »¹. Sa personnalité résistera cependant à deux tendances importantes et nouvelles : l'évaporation, dit M. Souriau², d'un catholicisme qui laisse comme résidu une religiosité sentimentale, et l'attraction grandissante de la gloire napoléonienne.



3.

Le courant libéral entraîne Montalembert loin du milieu dans lequel il est né, cette France d'ancien régime, séparée par l'émigration ou l'incompréhension de la nation bourgeoise et populaire issue de la Révolution.

Un homme chez lequel il est reçu personnifie ce milieu, le duc de Rohan, seigneur « vieille France »..., obstinément fermé aux innovations constitutionnelles. Malgré une fondamentale opposition d'idées, Montalembert ne fréquente pas le duc sans quelque agrément. Il rencontre chez lui pour la première fois l'abbé Dupanloup, futur aumônier de la Dauphine, en 1826. Cette « curieuse et précieuse liaison » de la Roche-Guyon Montalembert ne l'oubliera pas, puisqu'en 1830 il tentera d'amener Dupanloup aux doctrines de Lamennais³. Le duc conserve pour Montalembert une paternelle affection, lui écrit, au lendemain de la révolution de Juillet, une lettre délicate pour un anniversaire et l'accueillera à Rome avec bienveillance après la suspension de l'*Avenir*. La fidélité de Montalembert répondra à ces sentiments et le portrait du duc-archevêque ornera sa chambre à la Roche-en-Brenil. Le duc de Rohan ne heurtait pas son jeune ami sur toutes les questions politiques. La Pologne recueille dans ce milieu catholique légitimiste de vives sympathies, et Montalembert le

1. Cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 120.

2. Souriau : *Histoire du romantisme*, préface, p. xxxviii.

3. *Journal* : 12 novembre 1830. Sur la Roche-Guyon on consultera l'ouvrage d'Émile Rousse : *La Roche-Guyon, châtelains, château et bourg* (Paris, Hachette, 1892, in-8°, 495 p.). Le chapitre xxvi est consacré au cardinal duc de Rohan.

raconte à Cornudet ¹. Peut-être est-ce là que s'éveille dans son cœur l'ardente admiration qui embrasera ses articles de *l'Avenir* et ses *Pèlerins Polonais*. En tout cas, de Suède, M^{me} de Montalembert exhorte son fils à se lier avec le duc, ce à quoi il répugne invinciblement.

Quand Montalembert rejoindra son père à l'ambassade de Stockholm, il y retrouvera de ces personnalités d'une autre génération, hostiles à ses enthousiasmes libéraux, à la fois par sagesse expérimentale et par incompréhension foncière. Car s'il y a souvent — ou toujours — chez les pères une certaine inintelligence des fils, le fossé est plus grand entre deux générations, quand des événements capitaux ont brusquement rejeté dans le lointain un passé proche.

Envers l'Église en particulier, la position de Montalembert et celle de son entourage diffèrent. Lui, fervent, veut la liberté pour l'Église, l'obéissance à son chef. L'entourage est teinté largement de gallicanisme puisqu'il applaudit — et non pas en jacobin ! — aux Ordonnances de 1828. Certain noblesse trouvait son type dans ce pair de France soutenant « le parti de l'Église en gentilhomme qui protégeait autrefois son curé contre ses vassaux sans assister aux mystères » (Lamartine) ². Les Montalembert n'étaient point de celle-là, mais ils se dévouaient d'abord au service du roi que Chateaubriand sacre « le chef ou l'évêque extérieur de l'Église gallicane » ³. D'autre part, la fameuse *Congrégation*, tout en encourageant par zèle purement apostolique le reproche d'être insuffisamment royaliste ⁴, se laissait exploiter sans vergogne par les arrivistes — ainsi qu'en témoigne un célèbre souvenir de Carné — d'une façon parfaitement insupportable à la franchise de Montalembert. *L'Ami de la religion et du roi*, principal périodique du clergé, qui harcèle sans arrêt Lamennais, porte un titre déjà suffisant pour irriter Montalembert. Bien des évêques semblent attachés à la Déclara-

1. *Revue d'Histoire moderne*, 1930, article de Richard Przelaskowski : *L'« Avenir » et la question polonaise en 1830*.

2. Cité par Guillemin : *Les catholiques sous la Restauration, Vie intellectuelle*, 25 janvier 1936, p. 194.

3. *Monarchie selon la Charité* (*Mélanges politiques*, p. 231).

4. D'après Guillemin, article cité, p. 197.

tion de 1682. Liaison trop intime de l'autel avec le trône, empiétement du trône sur les droits de l'autel, ces fautes tragiques échappaient sans doute à son entourage. Et Montalembert de réagir.

Les royalistes ancienne manière n'étaient pas naturellement séparés par un mur des royalistes favorables au système libéral. L'abbé Busson, qui confessa Montalembert au moment de sa première communion, instruisit M^{me} de Montalembert avant son abjuration et administra les derniers sacrements au comte Marc-René, connaissait Lamartine et Chateaubriand, Lamennais aussi. Exécuteur, au titre de secrétaire général au ministère des Cultes, des Ordonnances de 1828 et fidèle de Charles X, il n'en approuvera pas moins, d'avance, l'entreprise de l'*Avenir*¹. A la Société des Bonnes Lettres² les deux tendances se rencontraient, bien qu'elle eût une teinte nettement conservatrice. Tout jeune, Montalembert la fréquentait et y pouvait voir Lamartine, Hugo, Vigny, Berryer. Il y applaudit Rio, qui avait été son professeur aimé de latin pendant six mois en 1824. Rio était, comme dit son historien, « royaliste de stricte observance » et demeurera fidèle de Henri V, mais il s'enthousiasmait le plus romantiquement du monde pour la liberté. Le héros de la « Petite Chouannerie » brisera sa carrière en juin 1827 par refus de la place de censeur où l'avait nommé Villèle³, et Montalembert s'accordait avec lui pour croire en la vertu de la Charte.

Le comte de la Ferronnays, qui avait nommé Rio secrétaire d'ambassade, Montalembert ne pouvait-il l'admirer ? Ce favori de la Restauration et ami de la Russie, devenu ministre des Affaires étrangères sous Martignac, interviendra en faveur des Grecs si chers aux romantiques⁴.

La réaction antiabsolutiste de Montalembert n'a pas trop à s'exercer non plus contre les idées ou les actes de son

1. Abbé Louis Besson : *Vie de l'Abbé Busson*, pp. 137, 141, 143, 150, 187 ; *M. de Montalembert en Franche-Comté*, pp. 6-8.

2. Fondée en 1821 sous le patronage du comte d'Artois. Fontanes, puis très vite Chateaubriand la présidèrent.

3. Sœur C. Bowe : *F. Rio*, pp. 37-41.

4. *Ibidem*, pp. 44, 45,

père lui-même. Au service des Bourbons, le comte Marc-René n'avait gagné d'abord que le grade de troisième secrétaire d'ambassade. Il était entré à la Chambre des pairs par le besoin du duc Decazes « d'opposer à la majorité ultra-royaliste... quelques hommes pris dans l'ancienne noblesse mais fermement attachés à la Charte nouvelle »¹. Sa franchise à la tribune lui avait valu d'être destitué de sa place de ministre en Danemark. Fréquemment, dans son *Journal*, Montalembert signalera avec satisfaction les interventions paternelles à la Chambre haute². Les lettres du comte Marc-René à son fils prouvent aussi la vigilance et la compréhension paternelles. Au moment des journées de Juillet il conseille à Charles, très affectueusement, de se former avant d'agir, lui raconte avec détails le drame politique, et en particulier (9 août) la présentation du duc d'Orléans à la Chambre haute. Dans ces lettres mi-anglaises, mi-françaises, il le met au courant de ses interventions devant les pairs en des termes où l'on sent la volonté de préparer l'héritier du sang³.

Trente ans plus tard, Montalembert indiquait avec admiration à Le Play⁴ le discours prononcé en 1826 à la Chambre des pairs, lors de la discussion sur le droit d'aînesse, par le comte de Montalembert, dont le fils gardera trop le tempérament et la doctrine aristocratiques pour qu'on ne cite pas ici de substantiels extraits. Un noble pair avait dit : « la Révolution a été faite pour conquérir l'égalité ». — Il répond : « La Restauration est venue pour nous donner des libertés ». Il se compte au nombre de ceux qui préfèrent les libertés à l'égalité, il s'attache à tout ce qui peut consolider les institutions constitutionnelles et les protéger « contre les envahissements de la démocratie... ». Il dénonce l'erreur principale des partisans de l'égalité du partage, qui dans leurs raisonnements

1. *Lettre de Montalembert à l'abbé de Montalembert*, voir *infra* Pièces jointes en appendice, p. 514.

2. Notamment le 4 décembre 1830, le 11 mars 1831 à propos de la pétition de l'*Agence* relative à la liberté d'enseignement, le 22 mars et le 17 avril 1831.

3. A. L. R. Dossier 59.

4. Cf. lettre de Le Play à Montalembert : 11 mars 1855 ; A. L. R. Dossier 501.

considèrent exclusivement l'individu, l'individu isolé, dépourvu de ses rapports, de ses devoirs envers la société, qui ignorent la nécessité du corps politique fort et stable : « ... Je l'avoue, s'il est une opinion politique que je ne puis comprendre, c'est celle qui prétend combiner l'établissement d'un gouvernement constitutionnel, tel que celui dont nous avons le bonheur de jouir, avec le déchirement progressif et continu des grandes propriétés territoriales et du patrimoine des familles » ; « ... la centralisation, ce fléau du gouvernement représentatif, est la conséquence inévitable du morcellement de la propriété foncière, et de la disparition du patrimoine des familles ». Cherchant les raisons pour lesquelles la centralisation n'existe point en Angleterre, il montre l'existence des grandes fortunes territoriales qui ne disparaissent pas du jour au lendemain ; la classe politique de la nation y est nombreuse, riche, puissante ; elle s'y perpétue « de famille en famille, et non d'individu en individu ». Au contraire, les lois françaises sur les successions se combinent également bien avec le régime républicain et le régime absolu, « ne sont incompatibles qu'avec la monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire avec la forme de gouvernement qui fait notre force et notre prospérité ». Le désir de l'orateur a toujours été que le trône légitime s'appuyât sur des institutions parlementaires. Ceci parce que la monarchie représentative combine la situation des divers gouvernements de l'Europe avec la disposition générale des esprits et les progrès des idées industrielles, parce qu'elle peut « seule résister, avec succès, aux envahissements des intérêts démocratiques, et nous préserver du plus grand de tous les fléaux, je veux dire d'un gouvernement républicain, basé sur le principe subversif de la souveraineté du peuple ».

Sous l'empire de cette même opinion, le père de Montalembert a voté successivement contre les lois d'exception, pour la liberté de la presse, pour la publicité des débats de la Chambre haute ¹. Aussi Lacordaire écrivant dans l'*Avenir* (4 juillet

1. Extraits des *Archives parlementaires de 1787 à 1860. Seconde Restauration. Chambre des Pairs*, 30 mars 1826. La Chambre ordonna l'impression de ce discours.

1831) la notice funèbre du comte de Montalembert le réclamera non sans raison pour un pionnier des idées constitutionnelles, de la décentralisation, de la liberté d'enseignement, de la dignité de la pairie et de l'honneur de la France. Montalembert exigera l'insertion dans la *France* du 22 juillet 1838 de sa protestation contre une biographie tendancieuse de son père parue dans ce journal et opposant le légitimisme du père au libéralisme du fils ¹. Celui-ci pouvait assurer que si celui-là était attaché aux Bourbons, « il l'était plus encore au bonheur et à la liberté de son pays », qu'il avait élevé son fils dans ces idées-là ².

§ IV. LES AMITIÉS ÉTRANGÈRES DE MONTALEMBERT (1815-1830).

Montalembert est apparu, dès l'enfance, « européen » presque autant que français, l'esprit ouvert aux influences étrangères, et le cœur aux amours étrangères. Avant longtemps il collaborera à la *Revue des Deux Mondes*, cette revue d'avant-garde dans laquelle Buloz exprime en 1829 la tendance de tout un groupe de Français intelligents, libéraux d'ailleurs mais soucieux d'objectivité et de documentation. Un tel souci ne saurait prévaloir absolument chez Montalembert qui de tant de voyages retient surtout les souvenirs harmonieux. Le *Pèlerinage d'un catholique au XIX^e siècle*, qu'il projettera d'écrire ³, il l'aura vécu, en adolescent rêveur, aux pays de saint Patrick et de saint Boniface, comme il aura respiré à pleins poumons l'air politique de Grande-Bretagne avant d'en célébrer les vertus. Dans les relations de Montalembert et de l'étranger vibrent ainsi ses cordes profondes. Écoutons les consonances sentimentales éveillées chez lui sur les terres d'élection du romantisme et du libéralisme, lisons les

1. A. L. R. Dossier 240.

2. *Lettre à l'abbé de Montalembert*, publiée en appendice, p. 515.

3. *Lettres de Montalembert à La Mennais* : lettre du 22 août 1833, éd. Goyau, et P. de Lallemand, p. 112.

notes dont il s'est enrichi par l'étude des institutions et des mœurs, en Allemagne, en Suède, en Irlande, en Angleterre ¹.



I.

A Stuttgart, tout jeune, Montalembert avait appris l'allemand. A Stockholm, il trouva de nouvelles occasions de poursuivre ses études germaniques. Il découvrira dans la littérature allemande une « mine immense.... d'inépuisables richesses et des merveilles sans cesse renaissantes » ². Il conservera de nombreux cahiers de notes sur la poésie et la philosophie, l'histoire et l'archéologie d'outre-Rhin ³. Il s'est même documenté sur le programme des universités allemandes.

La notion de devenir, le passé, le présent considérés comme un moment d'une évolution fatale et heureuse des peuples sont chers à l'esprit german. Le XIX^e siècle français aussi a foi en l'évolution : Chateaubriand, Lamennais, Montalembert au fond professent cette foi. De longs moments il discute avec ses amis et maîtres de Herder dont Quinet traduit en 1828 le principal ouvrage. En son « historicisme » Herder conçoit précisément l'humanité comme un être vivant qui se développe et dont la croissance révèle petit à petit le divin qui l'anime.

Entre 1829 et 1832 il achètera les principaux ouvrages de Kant, dont il traduit des passages pour Cousin, de Fichte, Hegel, Schelling, Zimmer, Gœrres, Baader, Schlegel, Doellinger, Savigny aussi et son *Histoire du droit romain au Moyen Age*. Pour Montalembert cette école de Munich, dont il ne soupçonne pas l'hétérodoxie, visait à « l'union de la foi et de la science, de la théologie et de la philosophie » ⁴. De là

1. Cf. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses relations littéraires avec l'étranger*.

2. O. C., t. VI, p. 387, article sur Novalis paru dans l'*Avenir* : 9 septembre 1831.

3. A. L. R. Dossiers 185-188, 295-299.

4. Lettre de Montalembert à Lemarcis : 12 décembre 1828, citée par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 47. Sur l'école de Munich, voir Goyau : *L'Allemagne religieuse, le catholicisme*, t. II, pp. 82 sq.

il tire ce qu'il nomme, nous l'avons vu, son « théologo-scholastico-mysticisme ». Rien d'étonnant si la philosophie allemande, qu'un profane appellerait *grosso modo* philosophie du sentiment, présente, surtout sous l'étiquette catholique, de l'attrait pour Montalembert, précoce apologiste de l'intuition. « Ta prédilection était déjà prononcée pour Schelling, lui écrira Rio, au temps de leur vieillesse, ce qui n'est arrivé à aucun jeune homme de ton âge, du moins en France ¹. »

Montalembert lit Novalis ² et, en particulier, sa plaquette *La Chrétienté ou l'Europe*. L'auteur y pleure le temps où le Saint-Père régnait sur l'Europe chrétienne, interdisait les découvertes prématurées comme celle de Copernic. Il condamne la Réforme, la philosophie rationaliste française du XVIII^e siècle et son aboutissement révolutionnaire : fausses émancipations qui ont détruit l'unité européenne. Il prophétise un retour, parce que l'anarchie et la guerre ramènent à la religion, parce que la science nous laisse insatisfaits. Il exalte la vieille foi catholique, « sa présence à tout instant de la vie, son amour de l'art, sa profonde humanité, la joie qu'elle savait trouver dans la pauvreté, l'obéissance et la fidélité... »

La parenté est évidente entre le romantisme français première manière et ces pensées.

Combien d'analogies aussi entre Baader, avec qui Montalembert entretient une correspondance dont une seule lettre nous est parvenue ³, et Lamennais ! Elles ne sont pas toujours fortuites. Entre Munich et Paris les contacts se multiplient et ce n'est point hasard si, retour de Rome, les « pèlerins de la liberté » s'arrêtent dans la capitale bavaroise. Il

1. Lettre de Rio à Montalembert : 2 septembre 1869, citée par sœur C. Bowe : *F. Rio*, p. 249.

2. O. C., t. VI, p. 387. *Die Christenheit oder Europa* fut écrite en 1799 mais publiée seulement en 1826, vingt-cinq ans après la mort de l'auteur. Les fragments que nous citons sont traduits de l'édition du Bibliographisches Institut à Leipzig dans la collection Meyers Klassiker-Ausgaben, publiée par Paul Kluckholm en 1928 : t. II, pp. 65-85. Cf. L. Reynaud : *Le Romantisme, ses origines anglo-germaniques*. Colin, 1926.

3. Lettre du 29 juillet 1831. *Correspondance de Baader*, t. 15 de la grande édition, pp. 471-472. M. Susini, l'historien de Baader, n'a pas trouvé dans les papiers du philosophe d'autres lettres de Montalembert.

ne faudrait cependant pas exagérer l'influence réciproque de l'école mennaisienne et de celle de Munich. Contacts, ressemblances, oui, remarque M. Susini, « mais les mêmes idées rendent un son très différent » ¹. Montalembert a-t-il senti par exemple que Baader est de plus en plus théosophe ? Du moins le jugera-t-il plus tard « par trop inintelligible » ².

Baader lui révèle-t-il l'importance du mysticisme et Schelling celle de l'esthétique ? En tout cas, prière et poésie se fondent en son cœur — un peu comme en Dieu, le Vrai, le Bien et le Beau —. A travers les siècles et les espaces il est attiré par d'autres cœurs dans lesquels elles s'unissent aussi.

Sa préférence pour l'Allemagne tient en partie à cela. Quoi qu'il en soit il l'aime particulièrement. Il s'y fixera certainement, dit-il, si jamais il est exilé de France ³. Plus tard il se qualifiera lui-même de germanophile. Qu'on ne s'y trompe pas, d'ailleurs, les romantiques ne saisissaient guère des productions germaniques que le côté pittoresque ⁴ et Montalembert n'élargit pas toujours, même sur place, cette vision. Il fréquente cependant très volontiers les Allemands, et les notes prises pendant ses voyages sur les rives du Rhin, en Bavière, sont couvertes de noms d'illustres personnages qu'il visite ⁵.

Qu'augure-t-il de l'Allemagne politique ? En opposition à l'unité française il remarque la survivance de l'état médiéval dans les petits royaumes de Saxe et d'ailleurs. Si la Prusse grandissante et l'Autriche de Metternich dressaient à l'est leur puissance, au sud-ouest Montalembert admirait comme des vestiges de la féodalité. Le Saint-Empire écroulé, la Confédération germanique minée de rivalités laissent leur souveraineté aux princes de Hesse, de Bade ou de Wurtemberg. En Bavière, de bons esprits espéraient que leur petite patrie

1. Lettre à l'auteur.

2. *Lettres de Montalembert à La Mennais* : 5 mars 1834 ; édition Goyau, et P. de Lallemand, p. 189.

3. *Journal* : 23 août 1832, cité par M^{lle} de Lallemand ; *Montalembert... et l'étranger*, p. 68 ; cf. *Lettres... à La Mennais*, pp. 116 sq.

4. L. Reynaud : *L'influence allemande en France au XVIII^e et au XIX^e siècle* (Hachette, 1922), p. 193.

5. Archives d'Écotay.

contrebalancerait l'influence prussienne ¹. L'on n'ignorait pas la force des tendances autonomistes en Rhénanie et l'entourage de Montalembert entrevoyait la possibilité pour la France de favoriser ce mouvement. On ne niait point la nécessité d'un développement historique de l'Allemagne, mais Gœrres — qui dès 1799 avait lutté pour l'indépendance rhénane — le voulait encadrer dans une constitution fédérale ². Tout ceci d'ailleurs, cet avenir de l'Allemagne où il discerne la poussée de la Prusse vers l'ouest, le danger contre lequel Quinet mettra en garde les Français dès 1831 dans ses articles méconnus de la *Revue des Deux Mondes*, retiennent beaucoup moins l'attention de Montalembert que la diversité des Allemagnes ne l'incline à rêver du passé...



Rejoignant son père à Stockholm en septembre 1828, Montalembert goûte infiniment, au sortir d'Allemagne, la beauté des pays scandinaves. Il y apporte le feu libéral attisé par Michelet et juge avec une extrême sévérité leurs monarques. Celui de Danemark est, à l'en croire, un despote qui dédaigne les anciennes coutumes du Holstein et pressure le peuple. Le successeur de Gustave-Adolphe « mon héros par excellence », dit-il, et de Charles XI, « le plus grand des rois de Suède » ³, Bernadotte *alias* Charles XIV est « un parvenu qui épouse avec acharnement les vieux préjugés de l'oligarchie » ⁴.

A la Suède Montalembert consacre son premier article, publié en trois fois par les *Annales de Législation et de Jurisprudence*, les 27 juin, 5 août et 8 août 1829 sous la rubrique *Législation étrangère. Suède. Représentation nationale*, avec le sous-titre *Diète de 1828-1829*. L'auteur se plaint de ce que cette étude ait été cruellement mutilée. De fait, elle est réduite à six ou sept pages. Plus longuement il s'arrête au conflit entre l'absolutiste Charles XIV et une fraction de son parle-

1. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert... et l'étranger*, p. 107.

2. *Deutschland und die Revolution* (1819).

3. *Lettres à un ami de collège* : 16 et 27 septembre 1828, pp. 94 et 101.

4. Cité par Lecanuet, t. I, p. 52.

ment, surtout au problème même de la *liberté constitutionnelle en Suède*. Ils feront l'objet de son second article, destiné à la *Revue Française* d'avril 1830¹, où son ami le baron d'Anckarsvård sera à l'honneur. Après un bref historique du rôle de la Suède en Europe, Montalembert déplore son actuel état de stagnation et souhaite qu'elle prenne des formes politiques « franchement représentatives ». Puis il raconte la session des États généraux rassemblés en diète de novembre 1828 à mars 1830. Étude admirable de précision, mais partielle. La servilité du clergé, l'absence d'un véritable Tiers état, la rareté des sessions, le manque de vie politique même municipale, l'in vraisemblable complication du processus à suivre par une proposition de loi, voilà quelques-unes des causes de la stérilité de ces assemblées. Une partie de la noblesse, avec d'Anckarsvård, prédit que dans la lutte mondiale entre « despotisme et liberté, celle-ci doit l'emporter » et que soutenir celui-là c'est mal servir le roi. Le quatrième ordre, l'ordre des paysans, s'élève à l'unanimité contre la méconnaissance de l'esprit de la révolution de 1809 qui avait changé la dynastie — mais, lors d'un vote sur l'abrogation d'une arbitraire loi de presse, cette unanimité se change en minorité par la vertu de dix mille écus gouvernementaux. Bref, de défaite en défaite, notamment sur la décharge à délivrer aux conseillers d'État (ministres) pour leurs actes depuis la diète précédente, et sur le budget, l'opposition libérale fut réduite à disparaître : le baron d'Anckarsvård quitta la diète. Le gouvernement en profita pour prolonger la session et obtenir le vote de ce qu'il voulait, le rejet de ce qui l'incommodait. Ceci dit contre les journaux français, mal informés, qu'ont trompés les apparences du parlementarisme. Montalembert conclut avec tristesse qu'il y a peu d'espoir de voir triompher le libéralisme, étant donnée l'apathie de la nation... Et cependant, ajoute-t-il — deux mois avant la révolution de Juillet — par allusion à la révolution suédoise de 1809,

on ne change pas sans grand travail de dynastie, et la génération qui prend ce parti est tenue de valoir mieux que celle qui l'a pré-

1. O. C., t. IV, pp. 3-81 ; cf. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, pp. 291-292.

cédée, de veiller et de lutter avec plus de constance. S'endormir comme la Suède sur un demi-triomphe, c'est ne tenir aucun compte des faveurs d'en-haut, c'est jeter les armes à moitié chemin quand il faudrait marcher et combattre jusqu'au bout ¹.

Guizot, à qui Montalembert remit cet article, distingua le talent de l'auteur mais subit surtout l'attrait d'une jeunesse qui laissait éclater toutes les richesses de sa nature « avec son inexpérience impétueuse, ses grands désirs et ses beaux instincts », sa foi solide, « naïve », ses pensées profondes ... ². Le rédacteur de la *Revue Française*, mortifiant son nouveau collaborateur, retranscha de nombreux détails et retarda la publication de l'article ; pas assez cependant, puisqu'il fut prié par le père de Montalembert d'ajourner l'insertion à une époque beaucoup plus éloignée afin de ne pas compromettre la bonne entente entre la légation de France à Stockholm et le gouvernement suédois. Guizot répondit que l'article était déjà imprimé³. De fait, il parut dans le numéro daté de mai 1830. Au ministère des Affaires étrangères on tança vertement le jeune Montalembert.

Il consacra une autre étude à la Suède dans la *Revue des Deux Mondes* de novembre 1830 : *De la péninsule scandinave sous le rapport militaire et maritime en 1830* ⁴. La précision de la documentation frappe cette fois encore. Sa principale source est la correspondance échangée entre Montalembert et le baron d'Anckarsvård ⁵ lui-même avec qui il s'était lié à Stockholm, qui lui avait ouvert les yeux sur les réalités politiques suédoises et communiqué cette crainte de la Russie dont le parlementaire français sera l'écho ⁶.

Les lettres de Montalembert au baron reflètent une compréhension très remarquable, un rare intérêt porté aux affaires

1. O. C., t. IV, p. 80.

2. Discours pour accueillir Montalembert à l'Académie française, p. 6.

3. A. L. R. Dossier 346. La lettre du comte Marc-René est du 17 juin.

4. Numéro d'octobre-novembre 1830, t. III, pp. 145-175. G. Goyau l'a analysé dans la *Revue Montalembert* du 25 janvier 1929.

5. Publiée dans la *Revue d'Histoire diplomatique*, janvier 1906.

6. Voir en particulier *intra*, chapitre IX : *La Question d'Orient*.

suédoises. Il accepte de collaborer au *Medbogaren*, journal d'Anckarsvärd. Il déclare tout net à son respectable ami qu'il a pour la Suède « dont le passé est si célèbre et le présent si peu compris... un attachement qui ressemble à du patriotisme » ¹. Effusions d'un cœur prodigue.

Montalembert écrira dans l'*Avenir* un troisième article, *Du catholicisme en Suède*, à la gloire de la poignée de ses frères perdus au milieu du pays luthérien. Il en appellera de l'histoire mal informée à « cette grande régénération » du passé que le catholicisme doit provoquer, pour montrer toutes les fondations religieuses du Moyen âge, l'héroïsme des évêques contre les Danois, le passage quasi inconscient du peuple à l'hérésie. Au nom du vieux prêtre français qui s'est voué à la mission de Suède, Montalembert demandera de l'aide, il attirera des apôtres vers « cet exil sacré » ; il promettra « une hospitalité infatigable, cette bonté et ce dévouement d'amitié qui appartiennent à toutes les nations de race germanique » ; il évoquera ces rochers, ces lacs, ces forêts, ces neiges, nature puissante et vierge où l'homme approche Dieu..... ².



Sauvage aussi, et persécutée, l'Irlande envoûte Montalembert avant même qu'il la connaisse. En 1828, il résout, après la lecture de Grattan, d'écrire une histoire d'Irlande. Il se propose d'y montrer l'acharnement des jacobites irlandais contre la révolution de 1688, l'asservissement, la résurrection sonnée par Grattan, le désastre parlementaire de 1801 qui remit la nation en état de dépendance et la priva de parlement. Ainsi il offrirait « à la France des modèles constitutionnels et l'exemple d'une nation qui perdit sa liberté par sa complaisance pour le trône » et il déploierait les fastes du patriotisme irlandais engendré par le catholicisme ³.

Montalembert se met au travail, commande des livres, prend contact épistolaire avec le fils de Grattan, accumule

1. *Revue d'Histoire diplomatique* : janvier 1906, pp. 43, 44.

2. *L'Avenir* : 20 mai 1831 ; O. C., t. IV, pp. 192-201.

3. *Lettres à un ami de collège* : 21 novembre 1828, pp. 115-116.

une documentation variée. Renseignements géographiques et chronologiques, ethniques, hagiographiques, ecclésiastiques sont clairsemés sur quatre cahiers au moins ¹, citations d'Eckstein, de Thierry et de Macgeoghan, étymologie d'*Ile sacrée* (Ἱερὴν de Diodore aurait été confondu avec ἱερὰν), bulles pontificales, épîtres épiscopales, etc..., etc... voilà autant de matériaux amenés sur le chantier.

Le projet avorta ². Montalembert se contenta de publier dans le *Correspondant* (18 juin 1830) un compte rendu des *Scènes populaires en Irlande* de M. Shiel. Il y trace un « portrait d'imagination » de l'archevêque de Dublin, « portrait auquel la réalité correspond exactement », constatera-t-il quatre mois plus tard, ce qui prouve la méthode dangereuse et l'heureuse intuition de l'historien ³.

Montalembert était ainsi préparé à visiter l'île ou mieux à y vivre pendant la moitié de l'automne 1830. Elle l'accueille comme un prince charmant. Sa beauté le bouleverse au point qu'il n'ose plus préférer l'Allemagne, ses légendes le ravissent. L'amour de leur Dieu et de leur patrie, auquel les Irlandais sacrifient tout, lui arrache des cris d'admiration. Il approche d'O'Connell « le Libérateur », qui vient d'obtenir l'*Acte d'émancipation* des catholiques. Par l'*Acte d'union* en 1800 on avait promis aux Irlandais droit de vote et d'éligibilité. Georges III s'était opposé à ce que la promesse fût tenue. Les Irlandais arrachèrent leur droit. L'*Association catholique* fut fondée qui se révéla imbattable. Organisée puissamment, financièrement soutenue, ayant pour elle la justice, la jeunesse anglaise whig et tory, elle incendia l'Irlande grâce à O'Connell. Malgré la loi celui-ci fut élu, sans que le *sheriff* osât l'invalider. Wellington et Peel, qui sous Canning avaient résisté, capitulèrent. Le roi céda. L'*Acte d'émancipation* fut voté en 1829. Montalembert avait exulté de cette « victoire de l'esprit nouveau » ⁴ et rêvé d'en saluer le héros. Le Libérateur lui offre l'hospitalité. Il l'écoute, en privé et en public. Il

1. Nous en avons retrouvé deux aux archives de la Roche et deux autres à celles d'Écotay.

2. Cf. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et... l'étranger*, p. 17.

3. *Journal* ; cité *ibidem*, p. 47 ; cf. aussi p. 48.

4. *Lettres à un ami de collège* : 27 février 1829, p. 169.

est déçu, car ce dieu semble un homme ordinaire, son langage vulgaire ¹. N'importe, cette rencontre avec le créateur de l'*Association catholique*, ce « pèlerinage en Irlande », datent dans la vie de Montalembert.

Ces images auront une incalculable portée. En effet, il a mesuré les conditions du succès. Pour expliquer, notamment, la puissance et l'indépendance de l'Église, il relève ce mot d'un chef orangiste : « il n'y aurait qu'un moyen de détruire l'influence du clergé catholique, ce serait de le prendre à la solde de l'État ». Montalembert a été — cela l'entraînera plus que toute réflexion sur « l'émancipation » — emporté dans une tempête d'enthousiasme.

Je ne suis plus le même, écrit-il, ... ma foi et mon fervent attachement au catholicisme ne se ressemblent plus.... j'ai puisé ici dix ans de force et de vie ².

Il débarque et se présente à Lamennais.



2.

Aimant l'Irlande, Montalembert ne renie rien de ses sentiments filiaux pour l'Angleterre. Celle-ci doit affranchir celle-là qui ne s'en séparera pas pour autant. Les institutions parlementaires permettront la solution des difficultés douloureuses, on n'en veut pour preuve que le vote de l'*Acte d'émancipation*.

L'influence anglaise demeure prépondérante en Montalembert. Les compagnons de son enfance ont été les œuvres des orateurs, des poètes anglais ³ ; toute son existence il citera avec complaisance les uns et les autres.

1. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et... l'étranger*, pp. 41-42. Sur le voyage de Montalembert en Irlande, cf. Marie-Hélène Pauly : *Les voyageurs français en Irlande au temps du Romantisme*, ch. VI.

2. Cité par Lefébure : *Portraits de croyants*, p. 10 ; cf. *infra*, ch. III, la fameuse *Lettre sur le Catholicisme en Irlande* qui ouvrit à Montalembert les colonnes de l'*Avenir*.

3. Lecanuet, t. I, pp. 9, 10.

Comment s'occuper de politique, écrira-t-il en septembre 1827 à Cornudet, son intime, comment pouvoir communiquer de sains principes sans connaître la langue des plus grands orateurs et philosophes de l'histoire moderne ?... Bacon, Newton, Locke, Bayle, Addison, Shakespeare, Milton, Pope, Thomson, Byron, Chatham, Pitt, Fox, Sheridan, Burke, etc... ¹.

Très souvent il proposera en exemple Pitt et Fox, et Grattan dont les *speeches* l'« enivrent » ² et Shiel ³, unissant dans son admiration pour l'éloquence anglaise, Britanniques et Irlandais. En 1826, il lit Burke et ses *Reflections on the french Revolution* ⁴. Analyser cette épître violente serait déplacé ici, mais il convient de noter l'importance que Burke attache à l'hérédité et à la stabilité, à la religion base de la société civile, l'opposition qu'il souligne entre la constitution anglaise et la constitution française de 1790. Une des critiques les plus dures du philosophe d'outre-Manche attaque l'égalitarisme politique ; sous prétexte de combattre un préjugé, l'on appelle au pouvoir, dit-il en substance, un marchand de chandelles. C'est se mettre en guerre contre la nature : l'État ne doit point opprimer les professions les plus humbles, mais celles-ci oppriment l'État si elles prétendent le gouverner. Montalembert, ennemi-né de l'égalitarisme, renforce cette position à la lecture de Burke. Il tire aussi des *Reflections* un jugement d'ensemble :

Cet ouvrage est le livre politique le plus remarquable que j'aie encore lu. On y voit le plus ferme attachement à la monarchie et à la légitimité uni à l'amour le plus vif de la liberté constitutionnelle. Jamais ouvrage n'a été plus profondément raisonné, plus vivement senti, plus habilement écrit. Il y a des morceaux d'une éloquence si entraînante, si mâle et si énergique que je ne saurois les comparer qu'à Tacite s'ils eussent été moins prolixes. Les excès des révolutionnaires lui avoient inspiré la plus vive horreur ; il semble même rejeter toute idée de liberté pour la France ; dans quelques endroits je dirai même que sa sensibilité lui a fait porter trop loin sa répugnance pour toute idée de changement en France...

1. *Lettres à un ami de collège*, pp. 33 et 34. Bayle n'est pas anglais.

2. A. L. R. Dossier 172 ; cf. *Lettres à un ami de collège*, pp. 17, 18, 23, et *Journal* : 5 janvier 1830.

3. *Lettres à un ami de collège*, p. 90.

4. Traduites en français (sur la troisième édition anglaise en 364 pp.), Paris, Laurent fils (s. d.), 3^e édition, in-8°, VIII-536 pages, ouvrage rédigé sous forme de lettre datée de Londres, 1^{er} novembre 1790.

Quel homme distingué que ce Burke... patriote éclairé, orateur éloquent, indépendant, sensible, vertueux, profond écrivain, sain politique, dévoué à la royauté, il semble réunir toutes les grandes qualités que doit posséder un homme d'État. Il nous manque des Burke en France ; espérons qu'il en viendra tôt ou tard. Certes, on ne peut désirer une vie plus glorieuse ni plus vertueuse que la sienne ¹.

Montalembert n'imitera pas, n'assimilera que peu, ce Burke dont le nom vient naturellement sous sa plume et dont le portrait orne encore sa bibliothèque à la Roche-en-Brenil. Au dire de Foisset il était « plein de l'esprit d'Edmund Burke »². La vérité serait plutôt qu'il se rencontre en accord sentimental avec lui. Mais les méditations profondes du philosophe politique (avec qui Bonald se trouve souvent à l'unisson) ne laisseront guère de trace dans la pensée de Montalembert à qui rien ne demeurerait plus indifférent que les théories du pouvoir, s'il était capable d'indifférence.

Quoi qu'il en soit, Montalembert sous cette prépondérance de l'influence anglaise, qu'expliquerait suffisamment son hérité, présente un cas aigu d'un phénomène plus général. Traitant de ce qu'il n'hésite pas à nommer « l'anglomanie », un historien assure que, née vers la seconde moitié du XVIII^e siècle, elle n'a cessé de croître pour atteindre son plein développement sous Louis-Philippe ³. Pour Buckle, un événement domine ce siècle de lumières : la fécondation de l'esprit français par la pensée anglaise... ⁴. Au XVIII^e siècle la France s'était mise « à l'école de l'Angleterre »⁵. Montesquieu aidant et Voltaire, et le club de l'Entresol et la Maçonnerie, la noblesse anglaise puissante, riche, victorieuse des Stuarts, maîtresse d'un parlement aristocratique, avait fasciné l'Europe française ⁶. Cet engouement ne s'éteint nullement au XIX^e siècle

1. A. L. R. Dossier 170, lectures faites en 1826.

2. Foisset : *Le comte de Montalembert*, p. 63.

3. Roger Boutet de Monvel : *Les Anglais à Paris* (Paris, Plon-Nourrit, 1911), pp. 161-164.

4. Cité par Réau, p. 351 de *L'Europe française au siècle des lumières* (n° 70 de la Collection *Évolution de l'Humanité*. Albin Michel, 1938), au milieu d'un chapitre très intéressant sur l'anglomanie.

5. Lavisse : *Histoire de France*, t. VIII, 2^e partie, p. 169.

6. Cf. B. Fay : *La Franc-Maçonnerie et la Révolution intellectuelle*

en France, M^{me} de Staël le prouve dans *Corinne*. Les Français de la Restauration épousaient souvent des Anglaises, ainsi le duc de Castries et le prince de Polignac, Flahaut et Walewski, Lamartine et Vigny, Rio plus tard. ¹ Louis XVIII et beaucoup de ses fidèles en qui survit l'esprit de l'Encyclopédie, ont, de plus, vu de près pendant l'émigration le régime anglais. Polignac lui-même croira goûter le libéralisme britannique !

La Charte est importée, et Villèle de le lui reprocher en 1814 ². La défendant, Chateaubriand expose les règles constitutionnelles assez exactement comme le juriste Todd dans *Le gouvernement parlementaire en Angleterre*. Benjamin Constant abuse des exemples anglais au point de s'excuser, dans une seconde édition d'un plaidoyer pour la liberté de la presse, de n'avoir pas cité aussi ceux de Suède et de Prusse... ³.

Hugo, avant d'écrire son *Journal d'un jeune jacobite* de 1819, prend Cromwell pour héros de son premier drame que Montalembert analyse ⁴, Cromwell, non pas Napoléon. Balzac, Mérimée, s'attachent vers le même temps au Protecteur.

L'histoire d'Angleterre est à la mode, que Montalembert lit dans Guizot, Thierry, Villemain. Mais elle n'est, plus d'une fois, qu'un prétexte à un parallèle sous-entendu entre Angleterre et France. « Lorsque vous voyez le nom de *Stuart* dans un livre de ce temps, lisez *Bourbon* », écrit M. Moreau ⁵. Lamennais et Stendhal dès 1815, combien d'autres ensuite, songeront à ce parallèle :

Charles I ^{er}	Louis XVI
République anglaise	République française
Cromwell	Napoléon
Charles II	Louis XVIII.

au XVIII^e siècle (édition de Cluny, Paris, 1935), notamment pp. 27, 76, 143, 196.

1. Cf. Margery E. Elkington : *Les relations de société entre l'Angleterre et la France sous la Restauration 1814-1830*. (Paris, 1929).

2. Cité par Thureau-Dangin : *Royalistes et Républicains*, pp. 352 et 195.

3. B. Constant : *Œuvres politiques*, 1 volume de morceaux choisis, « Bibliothèque Charpentier », p. 237.

4. A. L. R. Dossier 172 : il s'agit d'une critique littéraire.

5. *Le Romantisme*, p. 76.

Ils pressentiront, ou prépareront la suite : 1688 = 1830, le changement de dynastie. Manuel l'insinue en plein parlerment ¹.

Locke le théoricien des révolutionnaires de 1688, Montalembert l'étudie un peu (son *Conduct of understanding* notamment) ², et tient compte de « l'immense considération politique » dont il jouit encore en Angleterre ³ soumise alors à une vigoureuse poussée libérale.

Canning représente celle-ci, maître du Foreign Office que les tories ont dû lui confier. Montalembert admire fort son énergie ⁴, son intelligence supérieure, sa politique de soutien donné aux rebelles grecs. N'engagea-t-il pas d'outre-tombe la flotte de Sa Majesté à Navarin, ce dont demeura stupéfait Wellington devenu premier ministre ?

Le vainqueur de Waterloo se trouvait à cette date en face de cette fameuse question de l'émancipation des catholiques, dont Montalembert tire argument pour démontrer l'évident intérêt que présente pour le catholicisme le triomphe du libéralisme.

Montalembert atterrit en Angleterre, tout yeux pour examiner les résultats de la victoire de l'*Association catholique*, juste au moment des Trois Glorieuses. Les répercussions de la révolution française y furent d'autant plus ressenties que Guillaume IV venait de succéder à son frère. Les journées de Juillet ont mis en mouvement « tout ce que la démocratie et le radicalisme ont de plus bas en Angleterre » ⁵, écrit Montalembert, de Londres, dès le 19 août. Plus profondément dans le *Correspondant* du 16 novembre 1830, Montalembert étudiera l'agitation qui trouble l'Angleterre, qui amènera les whigs au pouvoir et provoquera en 1832 le vote de la réforme électorale.

Montalembert détermine les éléments en présence et les classe selon le vocabulaire en usage. D'où le titre de l'article :

1. Thureau-Dangin : *Le parti libéral...*, pp. 124, 460-464.

2. A. L. R. Dossier 171.

3. *Lettres à un ami de collège*, p. 204.

4. *Lettres à un ami de collège* : 20 septembre 1827, p. 47.

5. Cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et... l'étranger*, p. 19.

Du Mouvement et de la Résistance en Angleterre ¹. Montalembert remarque la disparate des forces qui constituent le *mouvement* : la première étant la populace, auprès de laquelle celle de nos faubourgs est idéaliste, la seconde les manufacturiers et leurs ouvriers atteints par la paralysie économique ; la troisième est la presse, alors fort déconsidérée, la quatrième la petite bourgeoisie. De parlementaires, peu : seulement quelques excentriques. Et Montalembert de prédire que la position du duc de Wellington, tory modéré, étant la seule raisonnable, il doit triompher de la crise imminente. Ce pronostic est déjoué par les faits. Dans l'article suivant (23 novembre) ², Montalembert attribue cela à la maladresse de Wellington et pense que lord Grey, le vieux chef whig, sera « après quelques semaines de popularité obligé de chercher les mêmes appuis et de proclamer les mêmes principes que son prédécesseur ». Ces appuis, le parti de la résistance, sont l'objet de ce second article consacré à l'aristocratie. Les pairs ou *lords*, souvent médiocres, représentent la *gentry* qui, elle, est presque entièrement maîtresse du sol, l'intégrité des domaines et des fortunes étant maintenue par la loi de primogéniture : la *gentry* possède tous les pouvoirs provinciaux et cantonaux « que nos lois attribuent aux préfets, aux conseillers généraux, aux tribunaux de première instance, au ministère public et aux commissaires de police ». Ces « vingt mille familles conservent le dépôt héréditaire » des croyances et traditions antiques, la *gentry* « s'appuie à son tour sur l'élite de la population agricole, sur la *yeomanry* », petite aristocratie des fermiers. Cette « triple aristocratie », presque invincible en politique, est d'autre part armée et assure l'ordre dans le pays ; elle fournit aussi les cadres militaires de ces troupes de métier toutes dévouées à leurs chefs. Enfin elle est unie à l'Église anglicane. Si elle consent à sacrifier un peu les « revenus exorbitants » de celle-ci à la démocratie, elle sauvera « l'imposant édifice de son pouvoir, seul et magnifique débris de cette féodalité du moyen âge qui a civilisé et conquis l'Europe » ³.

1. O. C., t. IV, p. 85.

2. O. C., t. IV, p. 92.

3. O. C., t. IV, pp. 94-100.

Phrase qui nous livre tout le secret de l'idéal politique de Montalembert : une aristocratie héritière des siècles de chrétienté et gouvernant par un parlement à l'anglaise.



Sans se perdre d'ailleurs en un tel rêve, Montalembert ouvre son esprit « européen » sur toute l'Europe occidentale, alors en effervescence. Parlant des « révolutions qui se préparent en Belgique, en Piémont et en Espagne » ¹, il se montre assez bon prophète sinon pour la seconde du moins pour la première en ajoutant :

ou je me trompe, ou ces peuples entendront mieux la liberté que nous ; et je doute fort qu'ils en fassent dériver comme conséquences inévitables l'athéisme de la loi et de l'État et le nivellement démocratique.

La révolution belge en particulier l'exalte :

les Belges ont été sublimes ; mais c'est bien mal à propos pour nous. Toutefois je suis ravi de voir l'œuvre inique du congrès de Vienne s'ébranler de toutes parts ².

G. Goyau a dit quelque part l'influence capitale qu'exerça l'exemple belge, à cette époque, sur les catholiques français. Félix de Mérode ³ joua dans ce sens un premier rôle. Fixé en France par son mariage avec Rosalie de Grammont, nièce de La Fayette, et ayant subi l'influence de ce dernier, il avait publié en 1828 sa première brochure *Les Jésuites, la Charte, les Ignorantins, l'enseignement mutuel, tout peut vivre quoi qu'on en dise*. Libéral, il prônait ainsi, en conclusion, le rapprochement avec les catholiques : « ne soyons pas libéraux pour nous seuls et à demi, et nous ferons bien des prosélytes qu'aujourd'hui nous croyons impossible à rendre nôtres.... Au lieu de crier au Jésuite... qu'on montre au clergé les avantages qu'il pourrait recueillir d'institutions sociales protectrices des

1. *Lettres à un ami de collège* : 9 septembre 1830, p. 268.

2. *Idem* 6 octobre 1830, p. 284.

3. F. de Mérode (1791-1857), cf. sa biographie par Thonissen.

droits et du bien-être de tous..... Un ouvrage intitulé *Des avantages des gouvernements libres pour l'Église catholique* serait le plus utile à l'époque actuelle..... Mes vœux sont et ne cesseront d'être, quoi qu'il arrive, l'accord de la religion et des institutions libres qui dérivent de la Charte. »

La tension croissante entre les Belges et le gouvernement des Pays-Bas donna l'occasion au comte de Mérode de mettre sa valeur, non plus au service de la politique française, mais à celui de sa patrie où se dessinait depuis 1827 un rapprochement entre catholiques et libéraux, front national libéral contre le pouvoir étranger, contre les atteintes portées à la liberté, religieuse en particulier. On sait que Lamennais avait, dans ses *Progrès de la révolution et de la guerre contre l'Église*, invoqué déjà l'exemple belge. Mérode en prit occasion pour une seconde brochure *Un mot sur la conduite politique des catholiques...* où il demandait aux catholiques français de donner exemple de libéralisme, en imitant les Belges « moins favorisés par les lois sous un prince d'un culte différent ». Un exemple vint de France : celui de la révolution et Bruxelles se souleva un mois après Paris. Aussitôt après l'échec des négociations dont il avait été chargé avec le roi de Hollande, Mérode devint un des chefs du mouvement d'indépendance. Son frère cadet, le comte Frédéric, mourut des blessures reçues à Berchen en protestant qu'il ne voulait pas être élu roi. Le comte Félix, membre du gouvernement provisoire, repoussa les honneurs royaux avec non moins d'énergie, fier seulement de représenter les catholiques libéraux dont la politique triomphait. Tandis qu'en France l'anticléricalisme se déchaînait, au Congrès National belge, treize prêtres étaient délégués « qui, dans les débats sur la constitution, ne requéraient rien de plus que la liberté, mais toute la liberté, et qui, pratiquement, n'en refusaient pas le bénéfice aux citoyens pensant autrement qu'eux »¹.

Tels étaient les hommes que Montalembert applaudissait dès lors comme « sublimes » et avec lesquels il demeurera lié jusqu'à Malines. Mérode honorera de sa présence les réunions intimes tenues chez le jeune pair de France en l'hiver 1833. Trois ans plus tard il lui donnera sa fille en mariage.

1. Citations d'après Goyau : *Catholicisme et politique*, pp. 114, 117.



Ainsi Montalembert tire son inspiration politique de ces régions d'Europe auxquelles Madame de Staël réserve le privilège du romantisme, vent qui souffle du Nord et n'atteint guère les côtes de Méditerranée. La Grèce de Byron l'émeut. Il n'a pas vu celle de Racine.

He looks on her and rushes on
Where life is lost freedom won ¹ !

1. Citation de Byron envoyée le 10 septembre 1827 dans les *Lettres à un ami de collège* (p. 34) : « Il la regarde et se jette à l'abîme où si la vie se perd la liberté se gagne. »

CHAPITRE II

Par la presse vers l'action publique

- § I. — LA PRESSE QUE LIT MONTALEMBERT (1826-1830). — 1. *Le Globe* et quelques autres ; 2. Trois périodiques catholiques.
- § II. — MONTALEMBERT JUGE LA POLITIQUE FRANÇAISE CONTEMPORAINE (1827-1830). — 1. La fin de la Restauration ; 2. La révolution de Juillet.
- § III. — VERS L'ACTION POLITIQUE (1827-1830). — 1. Positions de départ ; 2. Premières armes.
-

§ I. LA PRESSE QUE LIT MONTALEMBERT (1826-1830).

I.

Montalembert porte une attention particulièrement vive à la presse, dont avant longtemps il se servira. L'opinion n'est-elle pas en régime représentatif une reine, qui s'exprime et se forme dans les journaux devenus comme une « nécessité constitutionnelle »¹ ? Ils contiennent plus de pensée que d'informations, rédigés pour une nombreuse élite qui, loin d'être blasée, croit à leur vertu. Montalembert lit le *Moniteur* officiel, la *Quotidienne* gouvernementale, assez déconsidérée, à l'occasion le *Drapeau blanc* ou la *Gazette de France*, réactionnaires, l'*Ami de la religion et du roi*, gallican, les feuilles de gauche.

Il montre sa dilection pour le *Globe* que Cornudet lui envoie quand il voyage². Le *Globe*, né en septembre 1824, est exclusivement rédigé par des très jeunes que Guizot, Cousin, de Broglie protègent seulement. Doctrinaires, ils avaient pré-

1. André-Vincent : *Les idées politiques de Chateaubriand*, p. 189.

2. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 43.

tendu créer du neuf, réserver leur dédain et leur horreur ¹ pour ce qu'ils estimaient « routine de gauche ou de droite » : l'Encyclopédie, la haine antireligieuse, la dévotion à la monarchie bourbonnienne... Primitivement littéraire, sans esprit d'école, le *Globe* est ouvert, discrètement, aux romantiques qui resteront d'après lui « maîtres du champ de bataille » si seulement le pouvoir cesse de patronner, par une irrésistible « sympathie pour la routine et l'immobilité », les académistes abâtardis.

Le *Globe* professe sans réserve la foi libérale : « qui peut prévoir les magiques résultats de la liberté et de la concurrence ? Nos pères prévoyaient-ils, quand on affranchit leur industrie, qu'en moins de cinquante ans naîtraient les merveilles dont nous sommes témoins aujourd'hui ? M. Canning lui-même peut-il se flatter de prévoir à quelle prodigieuse prospérité il conduit sa nation ? Telle est la nature de ce mobile, que sa puissance est incalculable et pour ainsi dire infinie. Quel avenir est donc réservé aux plaisirs du goût si jamais les arts sont affranchis à leur tour ² ! »

Le *Globe* avait pris pour philosophie celle de l'Université, l'équipe des Normaliens du *Globe* ayant Cousin pour maître. Rares y étaient les agressions contre le catholicisme, encore que Lamennais citât fréquemment cette feuille comme exemple de libéralisme antichrétien ³. De Rémusat venu du monde politique donnait au *Globe* une teinte plus rouge par son attachement à la Révolution, mais lui-même avouait « plus de colère que de haine contre la Restauration » et ses amis jugeaient préférable à un bouleversement une adaptation de la monarchie séculaire à la liberté. Tous s'étaient formés sur la Révolution un jugement selon M^{me} de Staël et « voulaient la liberté dégagée des souvenirs du désordre ». En matière d'économie politique, le *Globe* vulgarisait Adam Smith.

1. Thureau-Dangin : *Le parti libéral...*, p. 221 (pp. 217 à 264 plusieurs paragraphes sur le *Globe*). Sur la fondation du *Globe*, cf. Ch. H. Pouthas : *Guizot pendant la Restauration*, Livre III, ch. XI, § III.

2. Le *Globe* : article daté du samedi 23 avril 1825 et intitulé « *De l'indépendance en matière de goût : de l'intervention du gouvernement dans les lettres et les arts* ».

3. *Des progrès de la Révolution...*, par Lamennais, chapitre I.

Sur ce dernier point, sur d'autres plus immédiatement graves, les « vieux libéraux » se séparaient des globistes, notamment en fait d'anticléricalisme. Ou plutôt les globistes font parmi les libéraux figure d'isolés, voire de traîtres, quand ils défendent les jésuites en 1828. Le *Journal des Débats*, modéré de ton le plus souvent, le *Messenger des Chambres*, le *Courrier Français* rédigé par Carrel sont jusqu'en 1830 les principaux autres journaux libéraux, avec le *Constitutionnel*. Thiers charge cette dernière feuille, puis le *National*, de ses formules explosives : « le roi règne et ne gouverne pas » ¹ (1829). Voisin des doctrinaires par la pensée, il garde sa vive indépendance. Il montrera sa puissance en juillet 1830.

Montalembert critique âprement le *Courrier* ; à ce propos il déclare à Cornudet le 23 juillet 1829 : « ... le libéralisme tel qu'il existe en France me répugne de plus en plus tous les jours » ². C'est la conclusion d'une suite de reproches précédemment exprimés à d'Herbelot qui avait répondu «... vous me semblez traiter un peu durement (l'opposition) du *Courrier*. Vous l'accusez d'industrialisme, je crois à tort... » ³.

Malgré cette opinion indépendante, la constitution en 1828 d'un front des gauches, dans lequel le *Globe* prend sa place normale, entraîne Montalembert à sympathiser ardemment, somme toute, avec l'opposition. Mené par les extrémistes, ce front lutte par tous les moyens pour abattre Martignac. Son succès encourage les révolutionnaires. Le *Constitutionnel* hausse le ton. Thiers, en l'absence prolongée des Chambres, dirige un mouvement d'opinion de plus en plus fort : habilement il crie : « Vive la Charte » et amène petit à petit le public à traduire « A bas les Bourbons » ⁴ ! 1688 est à l'ordre du jour, et la passion, ajoute Thureau-Dangin, empêchait de se demander « si cette analogie... n'était point un trompe-l'œil ».

Le *National* est créé qui fera, pour une grande part, la révolution de Juillet. Le *Globe*, devenu peu après grand quotidien politique, reste modéré et les plus froidement ardents des

1. Dans son discours parlementaire du 14 mars 1846, Thiers revendiqua la paternité de cette formule.

2. *Lettres à un ami de collège*, p. 218.

3. *Lettres d'Herbelot*..., p. 35.

4. Thureau-Dangin : *Le parti libéral*..., pp. 459 et 464.

« jeunes doctrinaires » suivent le *National* ; ses fondateurs libéraux, Thiers, Mignet et Carrel sont trois historiens fascinés par la révolution anglaise, trois bourgeois décidés à réaliser un régime dans lequel la bourgeoisie ait les leviers de commande, trois manœuvriers qui appellent 1688 « un accident », un simple changement de personne, défendent honnêtement la Charte, sans penser à mal !

Les doctrinaires, Guizot en tête — et Montalembert parmi eux — se laisseront aussi entraîner. Mais leur rêve était d'inspirer un arbitrage du haut de leur science, de leur intelligence entre libéraux-jacobins et royalistes. Leur salon était celui de M^{me} de Broglie, fille de M^{me} de Staël, leur organe était la *Revue Française* — une revue à l'anglaise, une de ces publications qui, selon le prospectus, ont de l'autre côté du détroit « si puissamment secondé le développement moral et politique ». — Elle ouvre ses colonnes à Carrel et à Montalembert.



2.

Trois périodiques sont plus proches de sa pensée, deux surtout, car le premier il semble l'ignorer. C'est le *Mémorial Catholique*, gazette mensuelle de l'école menaisienne. Celle-ci était née dans le salon des aumôniers du collège Henri-IV. Simplement mais ardemment apostoliques, ses adeptes n'avaient point combiné de plan. Elle désirait réconcilier la société moderne avec le catholicisme. Sa première réalisation avait été la Congrégation de Saint-Pierre réunie à la Chesnaie par les frères Lamennais, pour répondre à la nécessité de relever le niveau des études ecclésiastiques. On y trouve les noms de Rohrbacher, Salinis, Combalot, Gerbet, et plus tard, en 1828, Lacordaire. Cette congrégation essaiera en 1829 à Juilly, et projettera une fondation à New-York avec Lacordaire.

Le « doux » abbé Gerbet ¹ et de Salinis fondèrent, en 1824,

1. Gerbet avait alors 26 ans, étant né en 1798 (M. Weiss a trouvé un jugement rectificatif, du 12 mai 1812, de l'acte de naissance dans lequel le futur évêque avait été déclaré comme fille).

le *Mémorial* ¹ avec approbation publique du maître qui venait d'être condamné par les tribunaux pour lèse-Université. Le *Mémorial* mena un double combat contre le philosophisme et le gallicanisme, Gerbet étant le plus souvent sur la brèche. Le philosophisme est dénoncé par lui sous ses diverses formes et particulièrement celle de l'athéisme matérialiste : le positivisme nouveau d'Auguste Comte est remarqué pour sa valeur et signalé pour sa déviation. Conséquence pratique du philosophisme, les Sociétés secrètes n'échappent pas au regard clairvoyant des menaisiens, qui en soulignent le danger ². Lamennais veut, en politique, la subordination au spirituel du temporel, lequel est tenu d'ailleurs pour de droit divin. Mais ces théories caractérisent plus Lamennais, qui sera étudié ci-dessous, que le *Mémorial*. Celui-ci s'adresse surtout au clergé et c'est la raison de l'ignorance apparente de Montalembert à son sujet. Religieux, le *Mémorial* aborde à ce titre le terrain politique.

Le comte Henri de Mérode, en mai 1827, y traite de la nécessité d'éclairer la question du pouvoir suprême sur la chrétienté, c'est-à-dire de l'histoire du « règne de l'Église sur l'ordre politique », règne reconnu par les souverains du Moyen âge comme « loi fondamentale de la civilisation », règne constaté par Leibniz et Hobbes, après bien d'autres.

Ultramontain, le *Mémorial* tonne en 1828 contre les Ordonnances, soutient la résistance des catholiques belges et célèbre le succès des Irlandais. Lamennais, son inspirateur, écrit : « Quand les catholiques aussi crieront liberté, bien des choses changeront » ³ car « pour agir sur son siècle il faut l'avoir compris » ⁴.

L'autre est le *Catholique* (1826-1830), mensuel aussi, réplique française du journal de Gœrres *Der Katholik*, rédigé par le baron d'Eckstein ⁵, ami de Lamennais, précurseur du catho-

1. Duine : *La Mennais*, p. 99.

2. *Mgy Gerbet, sa vie, ses œuvres et l'école menaisienne*, par M. l'abbé de Ladoue (Paris, Tolra, 1872), t. I, p. 103, etc...

3. Foisset : *Lacordaire*, t. I, p. 133.

4. Cité par Mourret : *Histoire de l'Église*, t. VIII, p. 79.

5. Cf. le livre capital de N. Burtin : *Le baron d'Eckstein*, particulièrement pp. 95, 120, 126, 258-317.

licisme libéral. Montalembert rencontre le baron chez Larmartine et ailleurs ; il l'admire, malgré sa manie du dénigrement ¹, et recommande à Cornudet de s'abonner au *Catholique* ². Montalembert conserve précieusement la dernière année de cette indigeste publication qu'il annote et dont il s'est servi pour la préparation de son histoire d'Irlande ³.

L'expression de la doctrine politique du solitaire ⁴ Eckstein est singulièrement proche des sentiments de Montalembert. D'Eckstein estime que l'écroulement de l'ancien régime a prouvé qu'il était miné. Miné par quoi ? Par les entreprises séculaires qui prétendaient renforcer le pouvoir central aux dépens des autres forces sociales (I, 121). Il répugne à la dictature de Napoléon en raison de son despotisme, non pas d'une prétendue usurpation. Il réfute la théorie du droit divin des rois. Il combat le gallicanisme. Il défend les jésuites. — Montalembert de son côté rompra pour eux des lances à Stockholm, préludant à sa célèbre défense de 1845 en faveur de l'ordre dont le nom demeure « commode pour la haine » ⁵. — D'Eckstein dénonce l'intolérance de certains catholiques. Il adopte la liberté, franchement (XIII, 74). « Quand on verra, dit-il, les catholiques sages, conservant et affermissant, sur de solides bases, leur amour pour la monarchie, embrasser les principes d'une juste liberté, renoncer à un régime de faveurs de cour ou de ministère, s'unir librement à un gouvernement fort et intelligent, devenir ainsi les soutiens du peuple et de la royauté : quand les libéraux vraiment tolérants, sacrifiant leurs penchants démagogiques reconnaîtront avec franchise les droits de leurs adversaires et soutiendront sans violence et sans mensonge leurs doctrines philosophiques, le temps nouveau aura été préparé... Il n'y a encore que des symp-

1. *Journal* : 29 janvier 1830 ; cf. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 72.

2. *Lettres à un ami de collège*, p. 155.

3. *Le Catholique* : janvier 1829 à décembre 1829. Archives d'Écotay. Les chiffres que nous indiquons dans le texte, entre parenthèses, renvoient à la collection complète.

4. « Quand je me reporte au temps où vous écriviez solitairement *Le Catholique*... » Lettre inédite de Montalembert à Eckstein : 24 octobre 1846. A. L. R. Dossier 433.

5. Discours du 11 juin 1845. O. C., t. II, p. 158.

tômes énergiques... c'est un commencement, je le sais ¹ ». Voilà bien l'âge d'or dont rêve Montalembert.

Le troisième est le *Correspondant* ². Fondé en 1829 par l'Association de défense religieuse, qui était née, Lamennais *auctore*, contre les Ordonnances Portalis, il avait été lancé le 10 mars malgré le maître de la Chesnaie qui en méprisait les vétustes patrons. Dans le premier article, non signé, Augustin de Meaux justifiait l'existence de cet hebdomadaire « religieux, politique, philosophique et littéraire », le présentait comme champion de « la VÉRITÉ..... c'est-à-dire (du) catholicisme large, généreux, indépendant des temps et des personnes », respectueux de la royauté « mot sacré », indulgent aux romantiques. Le numéro du 6 août 1830 qui porte en épigraphe la devise de Canning *liberté civile et religieuse*, signe d'affranchissement du patronage primitif, affirme : « il ne faut pas s'imaginer parce qu'on a eu bon marché du royalisme qu'il serait aussi facile de détruire le catholicisme... La religion... fait partie de notre vie ». Le *Correspondant* ouvre, par une polémique avec l'*Ami de la religion*, le débat sur le libéralisme catholique qui un siècle durant dresserait l'une contre l'autre deux écoles ³... Néanmoins, par sa modération, le *Correspondant* mérite le surnom de *Globe* du catholicisme ; il accueillera des « doctrinaires convertis », des « légitimistes résignés ⁴ », et, à la fin de 1830, Montalembert, qui n'est ni l'un ni l'autre, qui le trouvera bientôt trop sage.

§ II. MONTALEMBERT JUGE LA POLITIQUE FRANÇAISE CONTEMPORAINE (1827-1830).

I.

Villèle, qui tenait le pouvoir depuis décembre 1821 contre les gauches et l'extrême droite, jouissait d'une pesante impo-

1. Cité par Burtin, p. 315.

2. Sur le *Correspondant*, dont la collection complète est aux archives de la Roche, annotée de la main de Montalembert, cf. Weill : *Histoire du catholicisme libéral...*, pp. 20 sq. et Foisset : *Lacordaire*, pp. 134-135.

3. Cf. Mourret-Carreyre : *Précis d'Histoire de l'Église*, t. III, p. 86.

4. Moreau : *Le Romantisme*, p. 300.

pularité vers la fin de 1827. Montalembert en donne cet écho à Cornudet le 21 septembre : « Souvent au milieu d'un bois je commence une improvisation fougueuse contre le ministère ¹ ». Une semaine après, il raille ainsi la faiblesse de Villèle dans son soutien de la Grèce révoltée contre les Turcs : « Il paraît qu'en Orient l'honneur des chrétiens languit encore ² ». C'était un mois avant Navarin. Assistant alors aux débats divers de la Chambre des pairs, il les juge « d'une médiocrité effrayante ³ ».

Au moment même de la chute de Villèle sous lequel la « question cléricale », comme dit Thureau-Dangin ⁴, s'était une fois de plus posée de façon aiguë, Montalembert traite longuement de l'utilité d'une religion d'État. Il tient pour conséquence inéluctable de son propre catholicisme l'approbation chaleureuse de l'article 6 de la Charte, qui appelle religion de l'État la religion catholique, apostolique et romaine. Il approuve la répression par la loi civile de « tout ce qui est contraire à ces vérités » (les vérités du christianisme) ⁵... Plus tard il changera d'avis !

Martignac trouvait dans la succession de Villèle l'affaire épineuse des jésuites que Frayssinous, gallican modéré, avait soutenus ⁶ contre les libéraux et les ultra-gallicans. Le 16 juin 1828 paraissaient deux ordonnances enlevant aux jésuites leurs huit établissements extra-légaux et limitant le nombre des élèves des petits séminaires. Les évêques protestèrent et ne cédèrent, quoi qu'on ait insinué, que sur l'ordre de Rome. Montalembert en discute chez le duc de Rohan ⁷, mais devient, à Stockholm, « partisan de Cousin et ennemi du monopole de l'Université. Ici je défends les jésuites toute la journée au grand étonnement de papa ⁸. »

Dans la même lettre, Montalembert avoue « qu'à l'exté-

1. *Lettres à un ami de collège*, p. 45.

2. *Ibidem*, p. 53.

3. Cité par Lecanuet, t. I, p. 39.

4. *Le parti libéral...*, pp. 339 sq.

5. *Lettres à un ami de collège* : 29 décembre 1827, pp. 74 sq.

6. Garnier : *Frayssinous et... l'Université*, pp. 438 sq. Cf. du même auteur : *Les ordonnances du 16 juin 1828*. Paris, 1929.

7. *Lettres à un ami de collège* : 28 août 1828, p. 84.

8. *Ibidem*, 6 octobre 1828, p. 102.

rieur, au Brésil comme en Grèce, le ministère s'est montré avec énergie ». En Morée, le succès précédent du général Maison contre les Turcs justifiait ce jugement. Quant au Brésil, où l'amiral Roussin protégeait nos nationaux dans les guerres entre États de l'Amérique du Sud, la proclamation de son indépendance avait favorisé la révolution absolutiste de Don Miguel ; les Anglais, en posture un peu humiliante, se retirèrent et le ministère français put faire meilleure figure que Villèle devant Canning au début de l'affaire. Martignac en profita pour rappeler en France les dernières troupes qui occupaient l'Espagne depuis 1823. Mais Montalembert trouve « ridicule » cette évacuation de Cadix¹, épilogue d'une expédition qui irritait son libéralisme.

En janvier 1829, la maladie de la Ferronnays, ministre des Affaires étrangères, obligea à un remaniement ministériel et Charles X en profita pour rappeler de Londres son ami Polignac, ce qui provoqua un désarroi complet dans le monde politique, car la session ouvrait le 27. Montalembert toujours en Suède reçoit l'écho de « la confusion où se trouve Paris » et répond : « Quels pitoyables chefs nous avons ! Je ne peux pas cependant me figurer que l'on soit assez fou pour vouloir faire du prince de Polignac un premier ministre² ». Polignac dut regagner son ambassade, Charles X prononcer un discours très constitutionnel d'ouverture. Succès des partisans de la Charte qui contente Montalembert³.

Le 9 février 1829, Martignac présenta deux projets de lois, réorganisant l'administration municipale et départementale dans un sens libéral : ils instituaient l'élection au suffrage censitaire des conseils municipaux, d'arrondissement et généraux précédemment nommés par le gouvernement. Montalembert les juge très incomplets mais ajoute :

en suivant l'exemple de la Chambre des pairs pour la loi du jury, on pourra en faire quelque chose de bon ; dans tous les cas, il faudra entièrement changer le principe de la capacité électorale, etc., etc...⁴

1. *Lettres d'Herbelot*... : 14 novembre 1828, p. 22.

2. *Lettres à un ami de collège* : 6 février 1829, p. 155.

3. *Ibidem*, 27 février 1829, p. 168.

4. *Ibidem*, p. 169.

Ces « etc... » sont détaillés à d'Herbelot ¹ : majorité politique à vingt et un ans, publicité des assemblées départementales, droit de vote accordé aux contribuables qui payent cinquante francs d'impôts. « Vous êtes un fameux démocrate » ! réplique d'Herbelot.

Cependant la discussion des deux projets, mal accueillis, traîne en longueur. Montalembert est « furieux contre la Chambre des députés » ² dont les critiques rebutèrent Charles X au point de lui faire retirer les projets, « à la stupeur des centres, au désappointement de la gauche, aux applaudissements de l'extrême droite (Dareste) ». Montalembert est sévère, un peu plus tard, pour Dupin, rapporteur du projet de loi municipale, qui avait critiqué celle-ci comme trop favorable à l'aristocratie. Indulgent, au contraire, pour les ultras (Conny, La Boulaye) généreusement attachés aux prérogatives du trône ³, il semble juger ici et là les caractères plus que les idées.

Dans le même temps, Montalembert, tout en avouant son incompétence sur la question des vins — et plus généralement en économie politique, — donne cet avis :

Bien que mes propres principes en matière économique et ma sympathie soient entièrement du côté des vigneron... le peu de connaissances que j'ai acquises sur cette matière me fait douter des résultats heureux que (Gautier) croit entrevoir dans une diminution des droits de douane ⁴...

Dans cette lettre Montalembert souhaite d'autre part le rejet par les pairs d'un projet de dotation de la pairie.

Travailleur et profond, Montalembert ne jette pas au hasard ses jugements. Il compulse l'histoire nationale et se documente sur l'état actuel de la France. Il relève notamment une statistique comparée de la population et de la richesse. Il dresse, au prix de beaucoup de peine, le tableau de la composition de la Chambre des pairs : trois cent cinquante-trois pairs héréditaires, compris quarante-six sièges de pairs mineurs ou

1. *Lettres d'Herbelot...* : 7 mars 1829, p. 77.

2. *Ibidem*, 6 avril 1829, p. 90.

3. *Ibidem*, 24 avril 1829, p. 103.

4. *Lettres à un ami de collège* : 8 mai 1829, pp. 191 et 192.

non reçus, dont cent vingt-sept de nouvelle noblesse, et quatorze pairs ecclésiastiques ; sur les trois cent vingt et un pairs actuels, cent trente-huit propriétaires et cent quatre-vingt-trois fonctionnaires des ordres ecclésiastique, judiciaire, civil, militaire ou de la Maison du Roi ¹.

La figure de la France politique a retenu d'autant plus son attention que Montalembert en sa noblesse d'âme et son juvénile mépris des contingences est écoeuré par la « cuisine » des politiciens. Il a « honte d'en parler ». La double nomination de Portalis et Bourdeau, remaniement consécutif au départ de la Ferronnays, met, selon lui, le comble à l'impuissance ministérielle. Et voici qu'une accusation est portée contre Peyronnet, ministre de Villèle, pour des réparations irrégulières à l'hôtel de la Chancellerie. Quelle misère, cette histoire de salle à manger ! L'on s'y attache et l'on demeure coupablement indifférent aux questions majeures, à la marche de la Russie et de l'Angleterre. Une seule chose console Montalembert, « le magnifique rapport du duc de Broglie à la Chambre des Pairs sur les tribunaux militaires... » Le duc est, conclut-il, « certainement le premier de nos hommes d'État...² » ; d'une « haute capacité politique », affirme-t-il au baron d'Anckarsvård ³. D'Herbelot répond pertinemment à des plaintes analogues que la carence est normale d'une majorité qui « a servi alternativement les gouvernements les plus contraires, et, de toute cette fantasmagorie politique, n'a rapporté qu'un invincible dégoût pour les principes et les théories ⁴ » ; il réclame des hommes nouveaux.

Les quatre amis, Montalembert, Cornudet, Rio et d'Herbelot poursuivaient leurs discussions sur la religion d'État — et Montalembert de soutenir « qu'une société qui aurait la conviction que la religion catholique est seule véritable, aurait le droit de décréter la liberté des autres cultes ⁵ ». Montalembert s'indigne de la loi interprétative du sacrilège : « Quand

1. Lettre à Anckarsvård : 24 avril 1830. *Revue d'Histoire diplomatique* citée.

2. *Lettres à un ami de collège* : 15 mai 1829, pp. 194 et 195.

3. Lettre à Anckarsvård, *Revue d'Histoire diplomatique*, p. 27.

4. *Lettres d'Herbelot*... : 8 mai 1829, pp. 111 sq.

5. *Ibidem*, 7 août 1829, p. 169.

cesserons-nous donc de vouloir installer la religion dans les cœurs français par l'entremise de la police correctionnelle » ?

Alors le roi congédia Martignac pour appeler Polignac, contrairement au pronostic de Montalembert ¹.

Le changement de ministère m'a révolté, écrit Montalembert, mais j'avoue que je n'en suis pas très fâché. Il fallait un coup... pour redonner vigueur au libéralisme... pitoyable dans son triomphe. La France constitutionnelle n'est pas mûre pour la victoire. Encore deux ou trois ans de combats, ils lui vaudront un siècle de prospérité et de force ².

Hélas ! aucune réaction sérieuse, écrit Montalembert à son correspondant suédois. Les journaux ont crié, puis se sont fatigués ; l'individualisme et le scepticisme français ont empêché tout concert. Les doctrinaires, duc de Broglie, de Barante et Lainé chez les pairs, Royer-Collard et Casimir Périer parmi les députés se distinguent un peu ; encore ne s'entendent-ils pas entre eux, et ils ne commandent nullement l'opinion.

Pour moi, conclut-il, pour le petit nombre de ceux qui comme moi croient d'une foi également forte au christianisme et à la liberté, le présent est déplorable et l'avenir plein de tristesse et de deuil. Il se peut que je transporte dans mes vues politiques la tristesse habituelle de mon âme ³.

Montalembert ne parle alors plus guère de politique dans son *Journal*, car il n'a pas confiance dans l'avenir et pas de « certitude dans les opinions ». Mais, ajoute-t-il, quand les folies et les attentats du pouvoir dépassent toutes les bornes, toutes les attentes, il retrouve son ancienne indignation, et son patriotisme lui inspire un courroux énergique contre les insensés qui compromettent les destinées du gouvernement représentatif. Suivent les épithètes d'infâme (Peyronnet), de misérable (Capelle), d'imbéciles (Montbel et Chantelauze),

1. Lettre de Montalembert à d'Herbelot, appendice aux *Lettres d'Herbelot*..., p. 277.

2. *Lettres à un ami de collège*, p. 266.

3. *Revue d'Histoire diplomatique*, citée déjà, p. 31.

tarés, abhorrés, etc., que Montalembert orna lui-même quatre ans plus tard de nombreux points d'exclamation ¹.

Malgré ce dégoût, Montalembert, revenu à Paris depuis octobre 1829, avait donné ses impressions au baron d'Anckarsvård, le *leader* libéral suédois : le 2 mars

s'ouvrira la grande lutte qui menace de compromettre la couronne et le pays. Dieu sait où cela nous mènera. Mais l'aveuglement du pouvoir est vraiment inconcevable. Il ne voit pas que l'abîme se creuse à ses pieds ; il ne voit pas que la défiance s'est mise entre le peuple et la dynastie. Voilà, il faut le dire, la grande plaie de la France, une défiance qui n'est que trop justifiée.

Quelques jours plus tard il avait écrit à Lemarcis son accord sur la nécessité de l'existence de la dynastie pour la prospérité de la France actuelle. Il croit fermement aussi cette existence menacée et compromise ². La prévision est juste ; le réquisitoire suivant l'est moins, adressé le 10 février 1830 à Anckarsvård : Polignac le courtisan est imposé à la France par Wellington, comme en 1815 le régicide Fouché. Abaissée à l'intérieur, notre nation riche, peuplée, ne se mêle plus dignement des affaires de l'Europe : « on nous offre, sans doute pour nous consoler de la Belgique et du Rhin, une stérile et dangereuse expédition contre Alger », on légitime Don Miguel ³. Dans la lettre suivante la critique continue, acerbe, contre le ministère : l'adresse des Deux cent vingt et un, Montalembert la regarde « comme le monument constitutionnel le plus imposant et le plus important qui ait paru en Europe depuis la Charte » ; aussi, malgré le manque d'entrain du parti libéral, Montalembert prédit qu'après la dissolution, non seulement les Deux cent vingt et un seront réélus, mais avec eux quarante ou cinquante opposants. Il espère que l'expédition d'Algérie « n'étouffera pas plus le mouvement populaire que ne le fit la victoire de Navarin lors des fameuses

1. *Journal* : 19 mai 1830.

2. Lettres du 10 février et du 7 mars 1830, citées par V. Bucaille : *Quelques années de la jeunesse de Montalembert*, dans le chapitre : *Les Tendances politiques*, pp. 100-101. La première est empruntée à la *Revue d'Histoire diplomatique*, article cité.

3. *Revue d'Histoire diplomatique*, pp. 37 et 38.

élections de 1827 qui renversaient M. de Villèle ». Il reconnaît que nous établir sur la rive méridionale de la Méditerranée balancerait heureusement la puissance anglaise et russe sur cette mer, « mais nos ministres se garderont bien de profiter de l'occasion que la Providence met entre leurs mains », tout comme ils retirent uniquement de l'ingratitude des expéditions d'Espagne et de Grèce...¹.

De fait les élections furent un second triomphe pour « l'indépendance électorale » sans que la prise d'Alger influençât en rien le scrutin. Le vertige saisissait cependant, au bord de l'abîme qu'elles ouvraient. Le pouvoir ne céderait pas : les vainqueurs encore moins... Quel allait être le sort de la patrie ? et combien d'existences particulières allaient sombrer dans le drame menaçant ? Ces angoisses sont reflétées dans la lettre du 2 juillet à Anckarsvård.



2.

Tout le monde « s'attendait » donc, selon le mot de Royer-Collard, « à de l'imprévu ». Le comte Marc-René se souciait peu de voir son fils participer à la révolution qui montait ; il l'envoya en Irlande *via* Londres. Montalembert partit de Paris le 25 juillet. Le 26 était publiée la réplique du roi aux électeurs, les Ordonnances, secrètement préparées par Polignac et Peyronnet, ces mesures à propos desquelles les moins sévères répétèrent le mot de Bonald « rien de pis que les mesures fortes prises par les hommes faibles »². Montalembert apprit l'événement à Londres, le 30, en même temps que le soulèvement du peuple parisien. Traversant le détroit en chaloupe, le jeune Charles entre à Paris, avec le premier courrier admis, pour se battre, partager les dangers de ses camarades de l'Université. Tout était déjà fini, « le nouvel ordre de choses établi aussi tranquillement que s'il existait

1. *Revue d'Histoire diplomatique*, pp. 39 sq. ; lettre du 24 avril 1830.

2. Cité par le successeur de Bonald à l'Académie française dans son discours de réception. (*Introduction à la Théorie du Pouvoir*, p. 90.)

depuis cinquante ans ». Fort mécontent de ce retour fougueux, M. de Montalembert fit repartir son fils sur-le-champ. Celui-ci trouva juste le temps d'assister à l'ouverture de la session par le duc d'Orléans et de jeter sur son *Journal* cette appréciation de la cérémonie :

Rien de plus terne et de plus triste. Quel pitoyable chef... Maintenant je vois le funeste côté de cette révolution. Les masses populaires auront été sublimes mais leurs chefs seront indignes de leur mission. Tous les choix du Duc d'Orléans sont à mon avis très mauvais. Nous allons tomber d'un excès dans l'autre. On ne veut déjà plus de la Charte pour laquelle tant de flots de sang ont coulé... On veut évidemment une république avec un roi de nom : tous les journaux le disent hautement ¹.

Ainsi, par une réaction déconcertante, voici Montalembert opposé aux vainqueurs de l'absolutisme, par idéalisme et par sagesse, par intérêt aussi comme il le reconnaît.

Victorieuse la cause cesse à ses yeux d'être belle et pure :

moi qui veux la liberté comme Rousseau *fière et sainte*, je ne saurais vouloir, comme les meneurs d'aujourd'hui, la république, sanglante folie qui nous a déjà coûté si cher ².

Il explique à Cornudet le 10 août :

La hiérarchie sociale qui commençait péniblement à se rétablir, est de nouveau entièrement détruite. Le passé est de nouveau renié, rejeté, bafoué, et c'est à mon avis le plus grand malheur et le plus grand crime d'une nation. Enfin et surtout je suis convaincu autant par l'histoire que par la raison que la liberté ne gagne rien à une victoire subite et inattendue ; elle vit de sacrifices longs et graduels, de conquêtes lentes et successives... Du reste... j'ai mauvaise grâce à faire de la critique, car elle ne saurait guère être impartiale vu le triple coup dont ma famille se trouve frappée à la suite des derniers événements : 1^o par la destitution de mon père, 2^o par la dispersion des pages, ce qui compromet l'existence de mon pauvre frère, 3^o par l'abolition de la pairie héréditaire, ce qui anéantit la mienne... ³.

1. *Journal* : 3 août 1830.

2. Lettre de Montalembert à Anckarsvärd : 16 août 1830 ; *Revue d'Histoire diplomatique*, p. 48.

3. *Lettres à un ami de collège*, pp. 252, 253.

Quel regret dans ces mots sur le triomphe de la démocratie : « Désormais la noblesse ne sera rien en France ¹ » !

La passion d'antan n'est pas éteinte, d'ailleurs, et il écrit dès le 11 août à Lemarcis :

Vous ne sentez pas assez ce qu'il y a de généreux, de sincère, d'unanime, de non prémédité dans le mouvement du 28 au 30 juillet. Vous savez ce que je pense des chefs, mais j'avoue que j'admire beaucoup les masses... (Un) ouvrier... disait à mon ami d'Herbelot : « Je sais qu'il ne nous reviendra rien de ce que nous avons fait et que nous n'en mourrons pas moins de faim à l'hôpital, mais nous l'avons fait pour la patrie, pour vous qui êtes un bourgeois et qui en profiterez ² ».

Narrant les péripéties de toutes ces journées à son ami suédois quelques jours après, Montalembert coupe son récit de considérations, d'élans véhéments et contradictoires. Les masses populaires ont été « héroïques », et de citer une lettre de son père :

Ils ont renversé en vingt-quatre heures la plus formidable, la plus abjecte des tyrannies ; ils ont conservé leurs droits, relevé la dignité de leur pays, battu 15.000 hommes les plus braves et les mieux disciplinés d'Europe, frappé d'étonnement le monde entier par la promptitude et l'énergie de leurs résolutions ; et nous les voyons maintenant taillant tranquillement les pierres, réparant les rues, enfin se livrant à leurs occupations ordinaires comme s'ils avaient fait la chose la plus simple et la plus naturelle, et tout cela sans s'être abandonnés un seul instant au désir d'améliorer leur position personnelle...

Montalembert ne se console pas d'avoir manqué cette unique occasion de verser son sang pour la cause qui avait absorbé les premières affections, émotions, de sa vie politique.....

Ce compte réglé en faveur des révolutionnaires, provoqués par Polignac et consorts, les conséquences de la révolution n'en sont pas moins effrayantes et il convient de se rallier aux Chateaubriand, aux Royer-Collard, de défendre « l'autorité quelle qu'elle soit, la religion, la morale publique ». La

1. Même lettre du 16 août 1830 à Ancarsvård.

2. Cité par Lecanuet, t. I, p. 95.

présence au gouvernement de son ami Guizot et du duc de Broglie permet à Montalembert de ne point désespérer ¹.

La réaction conservatrice ainsi manifestée, Montalembert l'exprime plus vigoureusement à d'Herbelot. Est-ce pour le duc d'Orléans que vous vous êtes battu et de quel droit frustrer du trône le duc de Bordeaux ² ? lui demande-t-il. Il est ému jusqu'au fond de l'âme en lisant le fameux discours par lequel Chateaubriand « inutile Cassandre » témoigna son attachement au roi vaincu : « C'est à mon avis ce que le régime parlementaire a produit de plus parfait et ce discours seul suffirait pour ennoblir et immortaliser ce régime ». Par contre Montalembert blâme formellement l'illustre pair d'abandonner la Chambre haute.

Il fallait renoncer à toute *fonction*, mais ce n'est pas un fonctionnaire qu'un pair de France ou un député ; c'est un homme revêtu d'une mission auguste, nécessaire à son pays, et, pour un pair, inamissible. Y renoncer c'est renoncer à la France. Martignac, avec moins d'éclat, a pris un parti bien plus utile ³.

Dans le *Correspondant* il conjurera bientôt les légitimistes de ne pas désertier ainsi. Car la vague d'anticléricalisme et d'anarchie le désespère qui succède à la modération de Juillet ⁴. Enfin, « la terrible conviction » perce en lui « que la France en marchant au grand galop vers la république, marche aussi à la désorganisation religieuse, sociale et morale la plus complète ⁵ ». Au vrai

la France est déjà une république et rien autre chose. Le Roi est le premier des républicains. L'est-il de bonne foi ou non ? C'est ce que l'avenir décidera. La masse du peuple a été admirable et pouvait l'être encore, j'en suis sûr ; mais les masses ne peuvent rien

1. Lettre de Montalembert à Anckarsvärd : 16 août 1830 ; *Revue d'Histoire diplomatique*, pp. 46-49.

2. *Lettres d'Herbelot*... : 24 août 1830, p. 217. — Guizot lui-même a reconnu dans ses *Mémoires* que la solution la plus régulière eût été la proclamation de Henri V avec régence du duc d'Orléans.

3. *Lettres à un ami de collège* : 26 août 1830, pp. 261, 262.

4. *Ibidem*, pp. 262, 263.

5. *Ibidem*, 9 septembre 1830, p. 268.

faire de bien sans chefs et ces chefs où sont-ils ? Certes ni Benjamin Constant, ni Dupin, ni Dupont de l'Eure ne sont des hommes d'un caractère fait pour guérir et calmer un peuple... ¹.

Justement voici Louis-Philippe qui renvoie le ministère doctrinaire. Catastrophique, selon Montalembert, cette substitution à « une influence de boudoir d'une influence de cabaret », car elle donne force au parti « dangereux et méprisable » de La Fayette et d'Odilon Barrot. La Charte du 7 août, « œuvre de la souveraineté du peuple », est bafouée, puisque ni le roi ni la Chambre des pairs n'ont d'autorité, que la Chambre des députés vit sous la menace de la populace parisienne réclamant les têtes des quatre ministres de Charles X. Montalembert s'attend à tout, retour du duc de Reichstadt ou débordement de l'anarchie, dynastie de despotes ou despotisme des lâches et, pour en préserver la France, souhaiterait la république ². « Que faire, gémit-il dans son *Journal*, avec un monarque encanaillé et les valets de Napoléon pour ministres ³ » ?

En ces jours de fièvre, Montalembert passe d'un extrême à l'autre, de l'enthousiasme pour les barricades au conservatisme le plus inquiet. Oscillant sous la poussée des passions juvéniles, puis des tendances traditionnelles, ne s'arrêtera-t-il pas en un équilibre plus politique ? Son tempérament n'est pas statique. Cependant, à la lumière de la contradiction entre les unes et les autres, il manifeste au moins un certain sens critique. Il cherche aussi à s'échapper de cette contradiction. Déçu de l'éphémère, il s'attache à l'éternel. Il découvre sa voie propre. Il est sauvé, dès lors, du romantisme par le catholicisme dont la destinée est pour lui « une source de consolation intarissable », qui, dégagé de l'impure alliance du pouvoir, va reprendre la liberté et la native énergie ⁴ par lesquelles « il sauva l'honneur et l'indépendance de l'Europe au moyen

1. *Lettres à un ami de collège* : 9 septembre 1830, pp. 270, 271.

2. *Revue d'Histoire diplomatique*, pp. 50-52 ; lettre du 22 novembre 1830.

3. *Journal* : 28 novembre 1830.

4. *Lettres à un ami de collège* : 9 septembre 1830, pp. 269, 270.

âge »¹. A cette cause sacrée Montalembert est, plus que jamais après son voyage dans l'île de saint Patrick², résolu de se dévouer exclusivement.

§ III. VERS L'ACTION POLITIQUE (1827-1830).

I.

Des passions qui poussent Montalembert, passions pour Dieu et son Église, pour la France et la liberté³, une résultante se dégage ; une position politique est maintes fois définie alors dans sa correspondance avec Cornudet. Elle est bien dans la même ligne que le puéril serment de fidélité à la Charte, ligne qui se maintiendra assez droite pour justifier l'appréciation complaisante de Montalembert finissant⁴ et démentir, à tout prendre, les craintes de Montalembert adolescent, qui confiait sagement à Cornudet : « Je ne suis pas assez téméraire pour croire que pendant une vie entière on puisse rester fidèle aux opinions et aux sentiments qu'on a professés dans l'effervescence de la jeunesse »⁵. Thureau-Dangin définit cette position : « à une époque où les catholiques se défiaient de la liberté tandis que les libéraux dédaignaient ou haïssaient le catholicisme, il se fait le serment d'être le champion de l'une et de l'autre »⁶.

Les textes suivants se répètent un peu, mais prouvent l'insistance de leur auteur : « Nous saurons *vivre* pour la liberté et la patrie, et peut-être plus facilement *mourir* pour elles »⁷ ; « le vrai Français sera peut-être obligé de monter sur l'échafaud pour la liberté, pour la patrie »⁸. Voici la place de la reli-

1. *Revue d'Histoire diplomatique*, pp. 50-52 ; lettre du 22 novembre 1830.

2. *Journal* : 23 octobre 1830.

3. Lecanuet, t. I, p. 30.

4. Introduction aux *Œuvres complètes*, p. XII, « on reconnaîtra la constante conformité de mes sentiments avec les grandes lignes que je m'étais tracées à l'entrée de ma carrière ».

5. *Lettres à un ami de collège*, p. II.

6. Préface au livre de Buaille : *Quelques années de la jeunesse de Montalembert*, p. II.

7. *Lettres à un ami de collège* : 5 juin 1827, p. 5.

8. *Lettres à un ami de collège* : juin 1827, p. II ; cf. p. 12 allusion à

gion : « C'est à nous, chrétiens jeunes et libéraux, qu'il appartient de montrer que l'union de la religion et de la liberté est non seulement chose possible mais nécessaire » ¹, et voilà le pacte des deux amis : « La religion, la liberté : tels sont les fondements éternels de la vertu. Servir Dieu, être libres, voilà nos devoirs » ². « La liberté sera notre seule passion, nous ne cesserons jamais de travailler pour l'établir et la consolider dans notre patrie..... en vivant pour notre patrie, nous aurons aussi vécu pour Dieu » ³.

Deux ans plus tard, en 1829, à Rio légitimiste et libéral, Montalembert confesse que leur âge, leurs goûts, leur avenir, les attachent aux idées nouvelles, tandis que leurs croyances religieuses, leurs « émotions morales » leur font « regretter avec amertume les siècles de foi et de dévouement...., envisager avec crainte et incertitude cet avenir si fécond en désenchantements ». Il le supplie de ne pas s'abandonner à ce découragement politique que Burke appelle si justement « la plus funeste des maladies », de ne pas désespérer d'une cause sacrée parce qu'elle semble momentanément avoir pour champions des individus dépourvus d'enthousiasme et de foi politique, pourris de « ce désolant individualisme qui depuis le triomphe du côté gauche paraît prendre chaque jour de nouvelles forces ». Loin de reculer vers le passé en se commettant avec les absolutistes, il faut

plutôt chercher à (se) mettre à la tête du mouvement actuel, à le maîtriser, à le diriger dans la bonne voie, à montrer que la foi religieuse n'est pas une puissance retardataire, que sa marche est moins timide, bien moins chancelante que celle d'une indépendance purement rationnelle.

Montalembert avoue qu'il a traversé des heures de désespoir et de découragement, mais il nie que soit ébranlée sa confiance en « l'amélioration graduelle de la société », et « la

Egmont et Hornes, célébrés par Goethe, héros de la liberté de conscience : tous deux furent décapités par le duc d'Albe pour s'être soulevés contre l'Inquisition.

1. *Lettres à un ami de collège*, p. 55.

2. *Ibidem*, p. 67, le pacte des deux amis.

3. *Ibidem*, p. 68.

régénération de l'Église ». Ce jour luiira-t-il pour eux ? Non, mais qu'ils en avancent l'aurore en alliant catholicisme et liberté¹.

Il y a d'ailleurs une hiérarchie dans ces amours pour Dieu et pour la liberté : Montalembert, offrant sa vie pour cela, parle de

descendre dans la tombe avec la consolation d'avoir aimé Dieu encore plus que la patrie et la liberté et d'avoir aimé la liberté et la patrie, mille fois plus que la vie.

Et parce que, selon certains, la religion est incompatible avec la liberté et la résistance à la tyrannie exige que l'on secoue le joug d'un Dieu bienfaisant, Montalembert, prévoyant un divorce entre deux causes si chères, écrit le 29 décembre 1827 :

la cause de la liberté de nos institutions triomphera, je n'en doute pas ; tant que cette liberté ne sera pas entièrement garantie, je combattrai pour elle, mais quand le moment du triomphe sera venu, quand les libéraux d'aujourd'hui seront dominateurs — ce qui arrivera dans bien peu de temps — mon rôle changera : ce ne sera plus la liberté et la charte qu'il faudra défendre... ce sera le christianisme... ; la vérité est encore plus pour moi que la liberté².

Après la révolution de Juillet, il répétera au baron d'Anckarsvård : « l'autorité (on ne trouve pas souvent ce mot sous la plume de Montalembert...) quelle qu'elle soit, la religion, la morale publique sont ce qui auront, maintenant, besoin de défenseur »³. Nous verrons d'ailleurs qu'en fait, après comme avant Juillet, Montalembert fera sienne la devise de l'*Avenir* « Dieu et liberté », sans ménager beaucoup l'autorité temporelle !

Cette devise, quelle application lui conçoit-il alors ? A propos d'une discussion avec le duc de Rohan, Montalembert affirme qu'il ne tient pas pour des « chimères » la liberté et

1. Cité par Bucaille : *Quelques années de la jeunesse de Montalembert*, pp. 97 sq.

2. *Lettres à un ami de collège*, pp. 41 et 72.

3. Cité par Bucaille, *op. cit.*, p. 103.

l'égalité *constitutionnelles* (c'est nous qui soulignons) ¹. Développant devant Lemarcis ² ses souvenirs du fameux cours où Cousin a exalté la Charte, il semble prendre à son compte les théories du maître pour lequel la Charte est « le vrai modèle de l'éclectisme politique » ... « toutes ses dispositions et surtout la religion de l'État » étant parfaites. Si, peu après, Montalembert combattrait l'« insoutenable » ³, philosophie éclectique de Cousin, son admiration pour la Charte restera entière.

Ces ébauches de théories politiques correspondent à une position assez précise de Montalembert sur la carte des partis : il semble avoir pour premiers adversaires les tenants de l'ancien régime, le duc de Rohan par exemple (dont il ne déteste d'ailleurs que les idées). Il est « doctrinaire », « globiste », dans la large mesure que lui permet son catholicisme. De Suède Montalembert écrit, à la fin de 1828 :

comme je deviens de plus en plus *globiste* tous les jours, comme je cherche à appliquer ces principes de justice et de liberté universelles... tout le monde se moque de moi... je n'entends résonner autour de moi que les mots de *globiste*, *doctrinaire*... ⁴.

Au début de 1830, il rapporte à Lemarcis ce conseil de Cousin : « le seul parti utile au pays que pouvaient prendre les jeunes gens appelés aux fonctions législatives était de se placer au centre droit et d'y parler de liberté et de nationalité ; leur voix y serait bien plus puissante que s'ils allaient se fourrer à l'extrême gauche comme les La Rochefoucauld. Ils pourraient rendre au pays des services bien plus réels en profitant des avantages de leur position sociale et en ne brisant pas avec leur passé et leurs électeurs ». Montalembert ajoute : « Bien que je tienne toujours ferme pour les doctrinaires, j'ai trouvé cette opinion fort juste et digne d'être méditée » ⁵.

Montalembert n'abdique pas pour autant ses théories aris-

1. *Lettres à un ami de collège*, p. 52.

2. Cité par M^{lle} de Lallemant : *Montalembert et ses amis dans le romantisme*, p. 19.

3. *Lettres à un ami de collège* ; cité par Lecanuet, t. I, p. 60.

4. *Lettres à un ami de collège*, pp. 84, 104.

5. *Revue Montalembert* : 25 décembre 1910, p. 616.

tocratiques et en novembre 1828 il soutient devant d'Herbelot le principe de l'hérédité de la pairie ¹.



2.

Les jeunes sont toujours féconds en projets, voire en ébauches de réalisations. Combien plus un Montalembert, si riche nature et en cette époque si propice aux nouveautés, aux bouleversements, où les créations (journaux, cénacles...) se multiplient.

Montalembert ayant fait, chez le duc de Rohan, la connaissance de G. Lemarcis — qui avait publié quelques articles dans le *Journal des Débats* — celui-ci lui apprit l'existence d'une « société parlementaire composée de fils de pairs et de jeunes gens aspirant à la députation ». Elle était imitée sans doute des *Debating Societies* d'Angleterre et bien des futurs chefs de partis français formèrent des conférences de ce genre ². « On y discute toute la politique du jour. Nous ne manquerons pas, j'espère, d'y entrer » ³, concluait Montalembert. L'avenir verra réalisée cette vocation parlementaire, et ce projet aussi d'une équipe de catholiques libéraux dont il rêvait comme

d'une espèce de *congrégation libérale* (le terme « congrégation » est en vogue !) formée par tous ceux qui regardent la religion comme nécessaire à la liberté et la liberté nécessaire à la religion ⁴.

Il écrivait cela à Lemarcis à l'automne 1827 et au même moment précisait avec une audace étonnamment prophétique la formation, en son groupe d'amis, du « noyau du parti religieux libéral » ⁵. Rio, l'aîné de ce groupe, était déjà épris du Moyen âge au point d'être accusé de partialité par d'Her-

1. *Lettres d'Herbelot...*, p. 24.

2. *Mémoires* du duc A. de Broglie, p. 69.

3. *Lettres à un ami de collège* : 10 septembre 1827, pp. 35 et 36.

4. Cité par Lecanuet, t. I, p. 41.

5. *Journal* : 15 novembre 1827.

belot, le plus libéral des cinq ¹. Montalembert n'avait sans doute pas besoin de son influence pour préciser ainsi à ce correspondant le programme du jeune parti : « trouver les moyens d'unir et de concilier les vertus du Moyen âge avec les vertus de notre temps » ².

En attendant Montalembert se sent isolé et, de Stockholm, où il rompt des lances au titre de jeune doctrinaire, il confesse :

Malheureusement... chaque fois que je dis NOUS *voulons ceci*, NOUS *pensons comme cela*, une voix secrète me répond que je parle au nom du *Globe* et de cinq ou six autres qui pensent comme toi et moi, et non pas au nom de la jeunesse de France ³.

Il songe donc à entrer au *Globe*, et presse même Cornudet d'intervenir en sa faveur. Le mois suivant il y renonce ⁴. Il n'a pas non plus le temps d'écrire pour le *Correspondant* qui se fonde, mais il

espère de tout (son) cœur que le journal catholique constitutionnel viendra à bout de paraître. Ce sera le premier symptôme du retour graduel de la nouvelle génération aux saintes idées de la religion de leurs pères ⁵.

Dans son « exil » il se décourage, ou se refroidit. D'Herbelot, qui s'est récemment converti au catholicisme, le remonte d'ailleurs avec force : « vous êtes de ceux qui sont prédestinés à marcher en tête d'une civilisation. Sans doute le Moyen âge doit avoir pour vous de vifs attrait... Le règne des grandes individualités est passé, c'est aux associations qu'est aujourd'hui livrée la terre » ⁶. Montalembert n'en commence pas moins à estimer bon que les jeunes, en commençant la

1. Montalembert ; Rio (1797-1874), champion de l'art chrétien préraphaélite ; Cornudet (1806-1876), le plus intime de Montalembert, « l'ami de collège » qui, sage et bon, suivra une carrière de magistrat ; Lemarcis (1804-1830), tendre ami de Montalembert ; d'Herbelot (1808-1832), libéral ardent présenté à Montalembert par Rio.

2. Lettre de Montalembert à d'Herbelot, suite aux *Lettres d'Herbelot*... : 28 juin 1829, p. 278.

3. *Lettres à un ami de collège* : 21 octobre 1828, p. 105.

4. *Ibidem*, 5 décembre 1828, p. 122, et 16 janvier 1829, p. 138.

5. *Ibidem*, 16 janvier 1829, p. 139.

6. *Lettres d'Herbelot*... : 7 janvier 1829, p. 47.

vie, soient forcés de ménager les autorités ¹. Son libéralisme fléchit par instant. Parlant à d'Herbelot du « royalisme pur » de Rio il sent bien que le « même malheur » lui pourrait arriver ². Ce qui ne l'empêchera pas de s'intéresser au projet de journal de ses jeunes amis. Comme il doit réfléchir à la réponse d'Herbelot : « *La jeune France* est morte avant d'avoir vu le jour. Vous savez combien un journal politique est chose difficile à fonder... ³ ». Avec quelle ténacité Montalembert s'efforcera de réaliser sous une forme ou sous une autre un groupement politique ! Au moment même où *l'Avenir* et *l'Agence* consommeront presque toutes ses forces, il sera des fondateurs d'une certaine « Société constitutionnelle », baptisée ensuite « Société d'éducation politique ». Élu vice-président le 12 janvier 1831, il prononcera le 18 février un discours sur un système électoral au profit des masses agricoles ⁴ ; il ne parviendra pas à développer ce groupe et, piteux, consignera dans son *Journal* du 8 avril suivant que la Société « réduite à sept membres s'est honteusement dissoute ».

Le dégoût de Montalembert qui vit « de foi, d'émotion, de sympathie », pour son siècle héritier du XVIII^e individualiste et analytique ⁵, son siècle industriel, matérialiste, fier de ses « lumières », de sa civilisation, et si pauvre en dévouement comme en croyances ⁶, ce dégoût ne persiste pas.

Il est convaincu que les idées modernes, tôt ou tard, pénétreront ⁷ et qu'il lui appartient d'y aider. Il rumine l'idée d'avoir un journal, complément de la « Congrégation libérale ». *L'Association catholique* outre-Manche n'a pas eu de commencement plus brillant ⁸, remarque-t-il pour s'encourager. Il ne désespère pas du succès de ce journal dont les opinions neuves gagneraient des lecteurs, si l'on pouvait seulement trouver

1. *Lettres à un ami de collège* : 9 janvier 1829, p. 136.

2. *Lettres d'Herbelot...* : 24 janvier 1829, p. 51.

3. *Ibidem*, p. 56.

4. *Journal* : 18 février 1831.

5. *Lettres à un ami de collège* : 23 janvier 1829, p. 146.

6. Lettre de Montalembert à d'Herbelot : 28 juin 1829 ; appendice aux *Lettres d'Herbelot...*, p. 278.

7. *Lettres à un ami de collège* : 24 avril 1829, p. 187.

8. Lettre de Montalembert à d'Herbelot : 28 juin 1829 ; appendice aux *Lettres d'Herbelot...*, p. 279.

de l'argent. Là se dresse l'insurmontable obstacle. Ne pourrait-on pas, alors, se mettre en relations avec le *Correspondant*, dont les opinions religieuses paraissent excellentes¹, qui a pour devise « liberté civile et religieuse par tout l'univers » ?

Après la publication par la *Revue Française* de l'article analysé plus haut, c'est donc au *Correspondant* que Montalembert décide d'entrer. Non sans penser encore à « son » journal qui devra être exclusivement *catholique* sous le rapport des dogmes et de la discipline, il prend contact avec le *Correspondant* dont il écrit qu'il est fort content : « il est à merveille pour la philosophie et la religion et prendra certainement la place du *Globe* qui déchoit tous les jours »².

Le 18 avril 1830 il se présente lui-même à M. de Cazalès, l'un des principaux rédacteurs, qu'il détestera cordialement un an plus tard. Le 9 novembre il fait connaissance de Carné³, qui a laissé de piquants souvenirs sur son interlocuteur « dont la parole lente et douce contrastait parfois avec les éclats d'un rire formidable ». Montalembert, dit-il, goûtait la lutte « au moins autant » qu'il poursuivait la victoire et, se défendant jalousement de la mesure — une sénilité ! — revêtait « ses opinions, presque toujours modérées quant au fond, (d') une forme agressive »⁴. Adopté comme un « enfant gâté » Montalembert passe plus d'une soirée joyeuse de cet automne à la rédaction avec Carné, de Jouenne, d'Eckstein, Bailly⁵.

En novembre et décembre 1830 il donne six articles au *Correspondant*. Mais déjà le 9 septembre précédent l'annonce du projet de MM. de Lamennais et Gerbet l'avait transporté, et dès la parution de l'*Avenir* (15 octobre) il avait tenté d'y combattre. De ces six articles, les premiers sont consacrés à une étude sur l'Angleterre, on l'a vu, les trois derniers sont de la polémique contre *l'intolérance du parti qui se proclame vainqueur*, en faveur des ministres de Charles X dont il ana-

1. *Lettres à un ami de collège* : 5 juin 1829, pp. 199 et 200.

2. Cité par Lecanuet, t. I, p. 81. Montalembert avait déjà donné au *Correspondant* un compte rendu ; cf. *supra*, p. 89.

3. *Journal* : 18 avril 1830 et 15 août 1831.

4. Comte de Carné : *Souvenirs de ma jeunesse*, pp. 177-179.

5. *Journal* : 10 novembre et 5 décembre 1830.

lyse brièvement le procès ; enfin contre la partialité des ministres.

Chose curieuse, Montalembert fait ainsi ses premières armes contre le gouvernement né de la révolution de Juillet et pour la mémoire du gouvernement alors renversé. Son instinct très chevaleresque le porte à rendre justice aux vaincus. Contredisant vigoureusement Lamarque, il rappelle les glorieuses campagnes d'Espagne et de Grèce, la foudroyante conquête de l'Algérie. Appuyant Berryer, le polémiste s'élève contre la loi qui annulait « la plus grande opération de la Restauration » par la suppression de l'indemnité aux émigrés spoliés, et dressait à nouveau Français contre Français. Irrité, Montalembert menace ces injustes « ministres de la justice et de la Charte » d'une résurrection de vingt Vendées. Passant enfin de l'attaque à l'organisation de la défense, il supplie les catholiques, anciens royalistes et fils d'émigrés, de garder leurs places fortes municipales et de combattre fièrement pour la France, fût-ce « sous la blouse de garde national » et le drapeau tricolore. Alors, ils auront voix pour demander « si une proscription morale peut encore peser sur eux » ¹. Quant à lui, depuis le 16 novembre, montant la garde à l'Hôtel de ville ou bivouaquant place Saint-Sulpice, il paye de sa personne avec sa compagnie de la Garde nationale ².

Sur l'odieuse mesquinerie du *procès des ministres*, du réquisitoire digne d'« un substitut de province concluant à la réclusion contre un voleur » tandis que « c'était le peuple de France qui demandait à ses pairs quatre têtes », Montalembert essaie ensuite sa plume vengeresse. Puis, après avoir célébré la majesté des accusés et le talent de la défense, il apporte son concours à celle-ci, s'en remettant à l'« honneur » et à la « conscience des pairs de France » ³.

1. O. C., t. IV, *De l'Intolérance...* (14 décembre 1830), pp. 102 sq.

2. *Journal* : 16 novembre, 21, 22 et 27 décembre 1830.

3. O. C., t. IV, *Du procès...* (21 décembre 1830), pp. 109 sq. Le texte recueilli dans l'édition des *Œuvres complètes* est sensiblement le même que celui du *Correspondant* ; la dernière phrase de l'article manque dans les *Œuvres complètes* ; la voici malgré son peu d'intérêt :

« Seulement, si les mesures timides du pouvoir ne réussissent pas à

Laffitte, bourgeois enrichi qui préside honteusement le nouveau gouvernement, tel est l'ennemi pour Montalembert qui l'attaque dans un cinquième article, d'ailleurs lénifié par la direction de la revue ¹.

... Rentrant de nos bivouacs, après cinq jours de fatigues, d'ennuis, d'inquiétudes, après avoir veillé avec une inébranlable confiance à la vie et à la fortune de tous, à la vôtre Monsieur Laffitte, faite sous la Restauration et grâce à elle, après tout cela nous lisons que pendant ces grandes journées le premier ministre de la monarchie bourgeoise s'est rendu, dans son carrosse, au Palais Bourbon et que là il a dit que nous *Carlistes*, nous partisans du gouvernement déchu, nous avons été les auteurs des troubles qui ont effrayé Paris et la France.

Montalembert relève le gant, déplorant qu'aucun député de l'extrême droite ne l'ait fait. Il fouaille, dans une seconde partie, la bassesse du ministre, car le lendemain de l'arrêt des pairs, qui avaient évité de condamner à mort les ministres de Charles X, les étudiants et les polytechniciens ont été pris comme protecteurs contre l'émeute par la débilité gouvernementale. Cette carence du pouvoir, cet abaissement des chefs, écœure et indigné Montalembert :

accourez futurs Dandins, futurs Petits-Jeans, futurs Hippocrates de village... et vous valeureux vétérinaires d'Alfort... hâtez-vous d'anéantir tous les débris d'aristocratie nobiliaire, financière, bourgeoise enfin... Pauvre France... avais-tu donc besoin pour dernière épreuve pour dernier affront d'endurer la tyrannie des écoliers ² !

Guizot, dans ses *Mémoires* ³, cite le texte de cette proclamation des étudiants affichée dans leur quartier. « Sans le

assurer la pleine et entière liberté de leurs délibérations, il nous semble qu'ils peuvent et doivent s'abstenir d'un jugement qui serait frappé d'une sanglante nullité ».

1. *Journal* : 26 décembre 1830.

2. O. C., t. IV, *De l'impartialité ministérielle et de l'intervention des écoliers dans le gouvernement représentatif* (28 décembre 1830), pp. 114 sq. Là aussi quelques différences sans intérêt entre le texte du *Correspondant* et celui des *Œuvres complètes*, notamment à l'alinéa : « Eh ! quoi M. Laffitte... » ainsi qu'à la dernière phrase.

3. Guizot : *Mémoires*..., t. II, p. 153, de l'édition Michel Lévy, 1859.

prompt rétablissement de l'ordre, la liberté est perdue ; avec le rétablissement de l'ordre, la certitude nous est donnée de la prospérité publique : le Roi, notre élu, la Fayette, Dupont (de l'Eure), Odilon Barrot, nos amis et les vôtres se sont engagés sur l'honneur à l'organisation complète de la liberté qu'on nous marchande, et qu'en juillet nous avons payée comptant... De l'ordre et alors on demandera une base plus républicaine pour nos institutions ».

D'aucuns eussent admiré la fierté du ton. Montalembert, lui, a lucidement vu la faute du gouvernement : la passion démocratique et les aspirations républicaines n'avaient rien qui pût séduire un aristocrate resté royaliste. Il a été épouvanté de l'agitation qui a entouré le procès et, le 10 décembre, livre à son *Journal* les confidences les plus sombres : il prédit que le roi sera le jouet, puis la victime de la démocratie ; il constate que, décidé à combattre celle-ci, il se trouve malgré lui accolé au parti des Carlistes.

« Les royalistes ?... Tous ces jours-ci je n'en ai pas vu », répondait, peu après l'embarquement de Charles X, Benjamin Constant à la Reine Marie-Amélie ¹. De fait, la catastrophe qui avait englouti la monarchie légitime les avait plongés dans la stupeur, réduits à l'inaction totale.

Montalembert réagit contre cet écrasement : c'est son œuvre au *Correspondant*. Le royaliste et l'aristocrate en Montalembert trouvaient mieux leur compte au *Correspondant* qu'à l'*Avenir* dont il écrivait : « Je ne m'abandonne pas à sa politique : je préfère celle du *Correspondant* ». Vainement, il tentera même d'unir le *Correspondant* et l'*Avenir* ². Mais sa sympathie pour les vaincus ne pouvait rejeter définitivement dans leurs bras le jeune libéral qui n'avait cessé de vitupérer Villèle, Martignac et Polignac les années précédentes. Sa jeunesse devait l'éloigner d'une cause si vieillie. Or, le *Correspondant*, quoique libéral, quoique ayant séparé son catholicisme du régime détruit, avait semblé gêné pour rompre cette solidarité dont l'épiscopat hésitait à se dégager. Le *Correspondant* était modéré : prudence, calme, étaient

1. Cité dans M. J., t. I, p. 93.

2. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, pp. 141-142.

ses vertus ; son vice, timidité. Montalembert le trouve « trop mol »¹. Il manquait de puissance, de caractère. Le lancement de l'*Avenir*, le 15 octobre 1830, lui fut fatal comme à un « esquif perdu dans l'orageux sillage d'un gros vaisseau » (Carné). Montalembert, tout en continuant de fréquenter les bureaux du *Correspondant* jusqu'au mois d'août 1831, date de sa disparition², entrera donc à l'état-major de ce vaisseau.

Il quitte le *Correspondant* après y avoir défendu vigoureusement les hommes qu'il va rejoindre. Dans son *Journal*, fin novembre, Montalembert note en effet un petit article qu'il écrit en faveur de l'*Avenir* dans le *Correspondant* à paraître le 30 novembre 1830. Il s'agit sans doute des trois pages anonymes intitulées *Poursuites dirigées contre l'AVENIR*³. Le ton est aussi âpre et sarcastique que l'attaque *De l'impartialité des ministres...* Il raille

le pouvoir sorti de la tumultueuse arène de Juillet (de) s'effrayer aux moindres clameurs comme s'il n'avait respiré que l'air des cours, et montrer cette susceptibilité hautaine qui, à tout prendre, siérait plus mal encore à une royauté d'un jour qu'à une royauté séculaire.

Il revendique bien haut les principes sur lesquels s'appuie le gouvernement nouveau : les Chambres, dans leur indépendance, constituent à ses yeux « des légitimités aussi sacrées... que la légitimité qu'elles couronnent ». La liberté de la presse est un « droit imprescriptible ». Le pouvoir, « établi sur la base de la souveraineté de l'opinion publique », doit réprimer les délits pour maintenir l'ordre contre la force des factieux, mais non point empêcher « une action lente et régulière » sur la nation ou le parlement. L'auteur s'indigne donc que le ministère entame « contre la presse une lutte systéma-

1. *Journal* : 10 décembre 1830.

2. Le dernier numéro (t. IV, n° 52, 3^e année, mercredi 51 (sic) août 1831) du *Correspondant* annonce sa transformation en *Revue Européenne* mensuelle.

3. Le *Correspondant*, n° 25, t. III, 2^e année, mardi 30 novembre 1830, pp. 193-195. La critique de ces pages nous amènerait à croire qu'elles ont Montalembert pour auteur. L'indication du *Journal* de Montalembert rapproche sensiblement de la certitude.

tique » et traduise comme premiers prévenus « l'illustre écrivain » et ses collaborateurs ¹ qui, loin de se solidariser avec les Carlistes, ont célébré « l'ère nouvelle » que la révolution de Juillet ouvrait pour la liberté religieuse. Les espérances formulées par eux trop généreusement, le pouvoir se plaît à les décevoir, à consolider les mesures de 1828 contre les libertés catholiques. Dans sa fougue, l'auteur atteint même, à la suite de l'*Avenir*, le point délicat des nominations épiscopales et ranime la querelle des investitures. Il proclame, en terminant, que « sous la protection de la Charte » il continuera, lui et ses amis, à parler selon sa conscience.

Montalembert est essentiellement un homme d'action. Son ton, au *Correspondant*, le montre assez. C'est toute la leçon à tirer de cette collaboration juvénile (trop juvénile peut-être, car il n'est pas sans inconvénient pour un jeune homme, dira plus tard Cornudet à Montalembert, d'entrer si précocement dans la vie publique). Et cette action sera politique, sinon exclusivement parlementaire, comme il le rêvait précédemment, politique au sens large et par là sociale ; politique d'abord, animée du même idéal que cet Irlandais de 1320 dont il releva une épître : « non enim propter gloriam, divitias aut honores pugnamus, sed propter libertatem solummodo quam nemo bonus nisi simul cum vita amittit » ².

1. Le gouvernement déférait à la cour d'assises deux articles de l'*Avenir* : l'un de Lamennais, l'autre de Lacordaire, qui comparurent le 31 janvier 1831 et furent acquittés par le jury.

2. Archives d'Écotay, note préparatoire à l'histoire d'Irlande.

DEUXIÈME PARTIE

« L'AVENIR »

(1830-1834)

CHAPITRE III

Montalembert à l'*Avenir*

- § I. — ENTRÉE A « L'AVENIR » (1830). — 1. Péril de l'Église de France ; 2. L'*Avenir* ; 3. Montalembert et l'*Avenir*.
- § II. — THÉORIES ET CAMPAGNES POLITIQUES DE « L'AVENIR » (1830-1831). — 1. « Dieu et liberté » ; 2. Catholiques et libéraux ; 3. Les libertés demandées ; 4. L'« Acte d'Union » ; 5. Les attaques de l'*Avenir* ; 6. Séparation de l'Église et de l'État ; 7. Influence de ces doctrines sur Montalembert.
- § III. — L'ACTION DE « L'AGENCE » (1831). — 1. Organisation de l'Agence ; 2. Fondation et procès de l'école libre ; 3. Autres activités de Montalembert à l'Agence.
-

§ I. ENTRÉE A « L'AVENIR » (1830).

I.

« Il lui faut la vie active, la vie politique, la nouvelle et l'émotion du jour pour lui rendre toute sa valeur ». Tel est le jugement d'Herbelot sur Montalembert ¹. Le ciel lui réservait cette vie-là dès vingt ans.

En décembre 1830, Montalembert embarque sur l'*Avenir*. Le cœur bondissant d'allégresse ², il rejoint un équipage jeune, batailleur, conquérant, libéré du passé politique, résolu à convaincre le monde que « l'avenir » est dans l'alliance du christianisme et de la liberté, à défendre vigoureusement l'un et l'autre. « Ivresse du combat » ³, jette-t-il sur un feuillet,

1. Lettre d'Herbelot à Cornudet publiée après les lettres d'Herbelot à Montalembert dans le même recueil, p. 247.

2. *Journal*, 9 novembre 1830.

3. En tête du carnet correspondant du *Journal*.

et sur un autre : « J'aime le bruit, les luttes, les agitations de l'humanité » ¹ ; sur un troisième : « nous prions, nous espérons, nous combattons en attendant la victoire ou la mort » ².

« Les forces antireligieuses » puissantes « sous la Restauration » ³ avaient obligé Louis XVIII à composer avec elles et obtenu sous Charles X un succès en 1828. La propagande voltairienne s'était déchaînée. Un rapport au ministre de l'Intérieur pouvait compter, nous l'avons lu, deux millions sept cent quarante et un mille exemplaires d'ouvrages hostiles à la religion sortis des presses entre 1817 et 1824. Des éditions de Voltaire et Rousseau avaient été tirées à la douzaine ; cent mille exemplaires de *Tartufe* répandus d'un coup pour cinq sous pièce. Capitulant en 1828, la Restauration ne masqua pas aux yeux des libéraux-jacobins la désagrégation de l'édifice religieux. Quel encouragement pour eux ! Leur autorité, leur organisation bénéficièrent, plus encore que de la maladresse des ultras, de la redoutable poussée des masses populaires dans le sens d'on ne sait quelle fausse libération d'une religion vieillie. Quelles conséquences la révolution de 1830 entraînait-elle dans ces conditions pour le catholicisme ?

Légitimistes et jacobins ayant identifié à lui la cause des Bourbons, la chute de Charles X fut considérée comme un coup, terrible selon les uns, mortel selon les autres, pour l'ancienne religion d'État. « On le lui fit bien voir ». Le cardinal de Rohan, à ce qu'il dit, faillit deux fois être fusillé avant de réussir à s'enfuir de Besançon ⁴. Tandis qu'à Paris la populace détruit l'archevêché, saccage églises et couvents, les évêques recommandent aux fidèles l'immobilité, le gouvernement s'abstient si soigneusement de toute intervention dans la lutte anticléricale, menée sur le boulevard et à la Chambre des députés, que « jamais, selon Montalembert, on n'avait

1. *Journal*, 9 décembre 1830.

2. Lettre à Anckarsvärd, 22 novembre 1830. *Revue d'Histoire diplomatique*.

3. C'est le titre d'un article de Joseph Dedieu publié dans la *Revue pratique d'Apologétique*, 15 février 1913, p. 721. Nous y empruntons ici plusieurs renseignements. Cf. de Guichen : *La France morale et religieuse à la fin de la Restauration*.

4. Le cardinal de Rohan à Montalembert. Lettre datée de Fribourg, en Suisse, le 28 octobre 1830. — A. L. R. Dossier 563.

vu une nation aussi officiellement irrégieuse » ¹. On sait que la Chambre, dans la discussion du budget de 1832, réduisit de moitié le traitement des évêques, qu'après l'émeute du 14 février 1831, le gouvernement refusa de reconstruire l'archevêché et de rouvrir Saint-Germain-l'Auxerrois. Nous verrons plus loin l'éclat de l'affaire des trappistes de la Meilleraye. Rien d'étonnant à tout cela puisque la bourgeoisie qui avait élu le Roi des Français « était imprégnée de voltairianisme » ². L'État de Juillet est laïque.

La solution traditionnelle : adaptation de l'Église au nouvel état de fait, était en la circonstance la revendication de ses droits dans les limites de la liberté commune, revendication de citoyens, sans appui du pouvoir. Le clerc fameux qui, dès 1816, annonçait le duc d'Orléans, qui en mars 1830 avouait son penchant pour la démocratie ³, Lamennais — devenu ennemi des Bourbons et champion de la liberté, — Lamennais est trop indépendant de la hiérarchie ecclésiastique pour n'entreprendre pas cette manœuvre, et de toute la force de son imprudent génie.

Il sent d'ailleurs que le sentiment religieux, loin de disparaître, sourdant ici et là, pourrait bien jaillir de toutes parts grâce à l'éruption même de 1830. C'est l'heure où Ozanam et Gratry « à un temps qui éprouve le besoin de croire... apportent la foi ; et comme il est las du raisonnement ils lui parlent peu de la raison » ⁴. Goyau soulignera ⁵ que c'est réveil de l'énergie plus que de l'intelligence.

Par toute l'Europe le catholicisme monte avec la liberté : Manzoni et Gœrres, Mérode, O'Connell et Skrzynecki sont les artisans de ce triomphe. Pourquoi cette stupeur des catholiques français ? Laisseront-ils étouffer ce sentiment religieux par le jacobinisme déchaîné, le gouvernement d'un banquier ou d'un universitaire ? Le laisseront-ils dévier vers la mystique socialiste ?

1. Cité dans M. J., t. I, p. 255 ; cf. Lambruschini : *La mia nagiatura di Francia* (Bologne, 1934).

2. Debidour : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État*..., p. 419.

3. Duine : *La Mennais*, pp. 53 et 134.

4. Moreau : *Le Romantisme*, p. 301.

5. *Vie Intellectuelle*, 10 janvier 1930, p. 51.

Non pas. Lamennais arme une Ligue, moderne réplique de celle de 1576. Il crée le catholicisme militant ¹. Il lance l'*Avenir* qui, quotidiennement sur la brèche, se battra au cri de « Dieu et liberté ».

Ce lancement participe à ces forces vives nées de la secousse de Juillet, à ce « vent de messianisme révolutionnaire », à cette griserie du mot de liberté qui monte à la tête de tous les écrivains et qu'on oublie de définir ². De même qu'en un an vingt-quatre nouveaux journaux naissent en province ; de même que les associations de plus de vingt personnes se multiplient malgré la défense légale, de même les hommes du *Mémorial Catholique* et du collège de Juilly créent un double foyer d'action catholique. Il faut situer aussi ce mouvement libéral français comme synchrone aux secousses analogues de Belgique, d'Allemagne, d'Irlande, de Pologne sur lesquelles il influe et réciproquement.

Dès le 3 août Lamennais remerciait en ces termes l'abbé Gerbet des détails envoyés à la Chesnaie sur les journées de Juillet :

... Quelles terribles scènes ! Mais elles étaient prévues et les suites en pouvaient être plus funestes encore. Ceux qui partent (n')emportent guère de regret, ils sont justement punis ; et quant à ceux qui les remplacent, bien peu d'espérance s'attache à leur nom, et d'amour encore moins, s'il est possible. Mais il fallait choisir entre eux et un président des États-Unis. Celui-ci viendra plus tard car nous ne sommes pas au bout et pour moi j'aurais préféré arriver là tout de suite. Quoi qu'il en soit, c'est aux catholiques de bien comprendre leur position. Qu'ils entrent en gens de cœur et de résolution dans la liberté, ils y seront invincibles. Ce qui est fait est fait, et bien fait ; il ne s'agit plus du passé, il s'agit de l'avenir. Si le gallicanisme prévaut dans les conseils du gouvernement nouveau, si l'on veut asservir, opprimer les consciences, malheur à ceux qui le tenteront ! Ils trouveront, sans aucun doute, une résistance insurmontable et qui les renversera comme les autres ont été renversés. La liberté doit être pour tous, et entière pour chacun et comme il est possible que quelques hommes songent à l'attaquer, et qu'ils s'autorisent pour cela des fautes commises par quelques membres du clergé aussi stupides qu'ignorants, on doit de bonne heure s'apprêter à la défendre... ³.

1. G. Longhaye : *Dix-Neuvième siècle*, p. 273.

2. Giraud : *La vie tragique de Lamennais*, R. D.M., 1933, t. XV, p. 167.

3. Lettre inédite. Archives de M. Weiss.



2.

Pour cette défense le *Mémorial* est prêt. « Prêcher la liberté » aux catholiques est conforme à ses principes et à son langage ¹. Gerbet conçoit cependant une réalisation plus originale et propose au maître le projet d'un nouveau journal. M. Féli « approuve extrêmement » et burine ainsi la ligne à suivre : « insinuer » d'urgence aux évêques :

1^o de « se mettre immédiatement en relation avec Rome, pour avoir une règle uniforme de conduite et prévenir par ce moyen les dissentiments qui produiraient, non sans beaucoup de danger, une espèce d'anarchie dans le clergé.

2^o (Mais, ajoute Lamennais, je crains bien que les évêques ne comprennent pas ceci) « déclarer unanimement qu'étant et se croyant, en vertu des lois mêmes, dégagés de tous les liens qui les unissaient à l'État, ils renoncent au budget, s'en rapportent à la piété des fidèles pour pourvoir aux dépenses du culte et qu'en conséquence aussi ils ne reconnaissent plus à la puissance civile le droit d'intervenir dans la nomination des évêques, ni des curés, dans l'éducation cléricale, dans l'administration spirituelle, ni en un mot dans rien de ce qui touche la religion : demeurant d'ailleurs soumis, comme tous les autres Français, ni plus ni moins, aux lois civiles du pays ² ».

Une lettre du 16 août développe le même thème, opine pour la fusion du *Mémorial* et du quotidien projeté. Elle s'achève par cette consigne : « Surtout qu'on oublie les Bourbons : leurs plus chauds amis n'ont rien à faire de mieux que de les abandonner à la Providence » ³. Lamennais presse fiévreusement Gerbet, lui indique des personnalités susceptibles de financer le journal. « On l'attend, on le désire, il est nécessaire pour soutenir et diriger l'opinion catholique ». — « Le *Correspondant* bat la campagne et se perd dans des rêves incohérents. Il veut de tout et ne veut de rien, c'est du d'Eckstein tout pur » ⁴. Le 30 août il écrit à nouveau aux bureaux du *Mémorial* :

1. Lettre inédite à Gerbet, du 10 août. Archives de M. Weiss.

2. Lettre inédite à Gerbet, du 13 août. Archives de M. Weiss.

3. Lettre inédite (archives de M. Weiss), trop importante pour n'être pas citée en appendice, p. 509.

4. Lettres inédites des 18, 25, 26 août. Archives de M. Weiss. Parmi

Il est extrêmement à désirer, mon cher ami, que l'*Avenir* devienne le *présent*. On sera lu, beaucoup lu, si on commence tout de suite, et en vérité jamais les esprits n'eurent plus besoin d'être dirigés. On ne se fait pas d'idée du désordre dans lequel ils tombent. Hâtez-vous donc, il est grand temps... ¹.

L'abbé Lacordaire, sur le point de partir pour l'Amérique, encourage son ami Gerbet en le prévenant d'ailleurs que « le nouveau journal aura des obstacles dans le clergé et les âmes pieuses ; ils ont tous peur de la liberté comme du diable » ². L'abbé de Salinis affirme aussi la nécessité de l'*Avenir* ³. Th. Foisset félicite Gerbet du *prospectus* dont M. Féli s'était déjà déclaré « fort content ». Avec une amicale franchise il prévient aussi « que l'idée mère de l'entreprise n'est pas encore mûre parmi les catholiques français », que le « libéralisme religieux... paraît une étrangeté, presque une contradiction dans les termes ». Et Foisset conseille à l'auteur du *prospectus* ⁴ :

Vous ne vous ferez lire de ces honnêtes gens qu'en leur jetant à la tête un nom propre, mais un nom puissant, le seul nom que les événements n'aient pas usé, un nom qui écarte toute idée de *mezzini termini* et de concession pusillanime, le nom de M. de La Mennais. Il faut que l'on sache bien que l'*Avenir* est son journal, qu'il signe ses articles et que les premiers numéros montrent ou rappellent ce qu'est dans la polémique du jour le poids d'une éloquence comme la sienne ⁵.

Gerbet suivit si humblement ce conseil que la postérité ignore trop son rôle personnel. C'est de lui cependant que naquit l'*Avenir*, lui qui le baptisa, sans doute. Gerbet, sur le conseil de Lamennais, ayant intéressé de Caux à l'affaire, le caution-

les personnalités indiquées par Lamennais, comme actionnaires possibles, citons le mathématicien de Coriolis, Hugo, Lamartine.

1. Lettre inédite. Archives de M. Weiss.

2. Lettre inédite, 2 septembre. Archives de M. Weiss.

3. Lettre inédite à Waille, directeur du *Mémorial*, 28 août. Archives de M. Weiss.

4. L'abbé Bremond dans son *Gerbet* (Bloud, 1907, p. 30) avait deviné que le *prospectus* était de Gerbet, comme l'avait affirmé de Ladoue (*Mgr Gerbet*, t. I, p. 179). M. Weiss en a trouvé la preuve en découvrant le texte de ce *prospectus* écrit et raturé de la main de Gerbet.

5. Lettre inédite, 4 septembre 1830. Archives de M. Weiss.

nement de six mille francs fut versé le 13 octobre, et le surlendemain cinq signataires décidaient officiellement la publication d'un journal l'*Avenir* : Gerbet, de la Mennais, de Coux, Harel de Tancrel et Waille ¹.

★ ★

3.

Annoncé le 20 août 1830 l'*Avenir* attire aussitôt Montalembert. « L'*Avenir* ce titre est sublime, je tâcherai d'y entrer » ², écrit-il d'Irlande à son ami, « si l'on y veut de moi j'abandonne le *Correspondant* » ³. L'*Avenir* paraît le 16 octobre : Montalembert sollicite le 26 l'honneur d'être admis à la rédaction ⁴ et le 2 novembre reçoit de Lamennais réponse favorable. Le 5 il est chez celui-ci qui l'apprécie assez pour lui exposer dès l'abord ses vues, en toute confiance, et discuter avec lui sur la tendance républicaine, nécessaire selon le maître ⁵. Le lendemain nouvelles confidences de Lamennais. Le 12 Montalembert rencontre Lacordaire, qui deviendra son grand ami, Lacordaire révoqué de son aumônerie du collège Henri-IV par le duc de Broglie ⁶.

1. A. N. F. ¹⁸ 318 dossier *Avenir* pièce 18. Le 8 septembre 1830 l'acte (pièce 21) notarié de fondation de la société pour la publication du journal l'*Avenir* indique les seuls noms de Harel (un médecin), Waille (homme de lettres) et d'un M. Bastels, associés responsables et solidaires. Ce dernier se retira le 14 octobre (pièce 20). C'est que dans l'intervalle Gerbet et ses amis avaient fondu leur projet avec celui de Harel, Waille ayant probablement servi d'intermédiaire. La paternité du nom l'*Avenir* revient peut-être à ces derniers.

2. *Lettres à un ami de collège*, 9 septembre 1830, p. 271, et Lecanuët, t. I, p. 133.

3. *Lettres à un ami de collège*, 6 octobre 1830, pp. 284-285.

4. *Lettres de Montalembert à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 2.

5. *Journal*, 5 novembre 1830. (Cité d'ailleurs par P. de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 141.)

6. La première rencontre de Montalembert et Lacordaire est racontée par Montalembert lui-même dans sa biographie de Lacordaire : O. C., t. IX, p. 400 : « Il était vêtu en laïque (l'état de Paris ne permettant pas alors aux prêtres de porter leur costume) », etc.... — Quant à la révocation de Lacordaire, prononcée en même temps que celle de deux autres aumôniers trop remuants à son gré, le duc de Broglie s'en justifie dans ses *Souvenirs*, t. IV, p. 116-118.

Nourri dans un milieu libéral, ce jeune prêtre avait voulu comme la plupart de ses contemporains « le triomphe définitif des principes de 1789 », et l'Église ne s'était longtemps présentée à sa pensée que comme un obstacle. Devenu chrétien il avait compris, dit-il, que cette Église avait « besoin elle-même d'invoquer sa liberté et de réclamer dans le patrimoine commun sa part du droit nouveau ». Renonçant à évangéliser l'Amérique, sur les instances de l'abbé Gerbet, il avait pris place dans le groupe des fondateurs de l'*Avenir*, espérant avec eux que M. de Lamennais « allait être l'O'Connell de la France et obtenir après de glorieux combats l'acte d'émancipation »¹.

Montalembert, retour d'Irlande, vibre parfaitement à l'unisson. Le 15 novembre il élabore avec Lamennais, Lacordaire, de Coux et les hommes du *Correspondant* un projet d'*Association pour l'affranchissement de l'Église catholique*. Ce projet échoue². Il est repris sous une autre forme et le 10 décembre, Lacordaire propose à Montalembert, de la part du chef, de siéger au Conseil de direction de l'« *Association (sic) pour la défense de la liberté religieuse* », au lendemain du triomphal acquittement des assises³.

« L'*Avenir* c'est Lamennais »⁴, assure-t-on. C'est vrai à ne considérer que le rayonnement, la réputation et l'esprit du journal. Mais Foisset peut écrire, non sans parti pris, que Lacordaire âgé de vingt-huit ans, et Montalembert de vingt, tous deux encore obscurs, « furent à eux seuls l'*Avenir* »⁵ en ce sens qu'ils « *faisaient* à eux deux chaque jour le *numéro* ». L'on pense bien que ce n'est pas œuvre purement matérielle.

Gerbet, âgé de trente-deux ans, avait, les trois premiers mois, animé l'*Avenir*. Quand ils étaient réunis le soir dans les bureaux de la rédaction, de Coux, Lacordaire et lui, obligés de répondre sur l'heure à des attaques qui leur arrivaient de toutes parts, ayant en même temps à défendre leur foi contre

1. Testament de Lacordaire, p. 54.

2. *Journal*, 15 et 18 novembre 1830.

3. Pour deux articles, Lacordaire et Lamennais avaient été inculpés de provocation à la désobéissance aux lois. Cf. p. 129, note 1.

4. Weill : *Histoire du catholicisme libéral...*, p. 31.

5. *Lacordaire*, t. I, p. 165.

les saint-simoniens et les philosophes, leurs principes politiques contre les démagogues, leurs sympathies nouvelles contre les défenseurs du passé, ils sentaient « comme un feu qui circulait dans (leurs) veines »¹. Dans la suite, Gerbet parut moins. Montalembert n'oublia jamais ce qu'il lui devait et, au moment de sa promotion à l'épiscopat, lui écrira :

Vos convictions si arrêtées sous leur forme suave et conciliante ont plus fait pour décider les miennes que toute l'éloquence et la fougue de M. de Lamennais ou du Père Lacordaire..... Vous compariez alors les ennemis de la liberté à ce sinistre fantôme qui voulait empêcher Vasco de Gama de franchir le cap des Tempêtes et d'inaugurer une nouvelle phase de la civilisation chrétienne².

Lamennais ne quitte guère Juilly et n'écrit que les « articles-ministre ». Rohrbacher produit peu (pour le journal). De Coux est spécialiste d'économie politique et sociale³.

Le rôle de notre étudiant en droit et vigoureux garde national⁴ est premièrement celui d'animateur, de correspondant, de propagandiste. Une manière de secrétaire général⁵, si l'on veut, non seulement de rédaction (*l'Avenir*) mais encore de mouvement politico-religieux (*l'Association* ou *Agence*) : voilà Montalembert. Il écrit dix lettres par jour, ou vingt, quand il remplace Lacordaire, dirige à l'occasion deux ou trois secrétaires, rédige des colonnes de nouvelles⁶,

1. Ce sont les propres mots de Gerbet cités par Ladoue : *Mgr Gerbet*, t. I, p. 206.

2. *Ibidem*, t. II, p. 348.

3. Foisset : *Lacordaire*, t. I, p. 165. De Coux publiera en 1852, dans *l'Université Catholique*, un cours en plusieurs leçons sur cette matière, après l'avoir enseignée à Louvain.

4. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Une lettre de Cornudet du 14 mars 1831, p. 2, parle du zèle de Montalembert à « empoigner les perturbateurs » et dit que ses camarades ont fait valoir ses droits à la croix d'honneur.

5. Les archives de la Roche contiennent un registre où sont classés par diocèse les correspondants de *l'Avenir* et leurs caractéristiques. D'autre part, le dossier 570 renferme plusieurs lettres reçues par Montalembert à *l'Avenir*, notamment de l'abbé de Mazenod, de l'évêque de Grenoble, de l'archevêque de Dublin, de Vilain XIII, etc.....

6. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Montalembert, 15 septembre 1831, p. 5.

dépouille vingt journaux ¹. Il prend la parole au Conseil de l'Agence et au comité de rédaction. De ce dernier on le fait membre en février 1831 en lui attribuant deux actions, propriété de Lacordaire ². Il passe presque toutes ses journées à l'*Avenir*, participe bien entendu aux réunions hebdomadaires chez Harel. Quand Lamennais vient de Juilly, Montalembert reste suspendu à ses lèvres, émerveillé de la « fécondité surprenante de chacune de ses pensées » ³. Il assure la liaison tantôt avec d'éminents amis ou rédacteurs occasionnels : Chateaubriand, Lamartine, Eckstein ⁴, Vigny, Hugo ⁵, Michelet que Montalembert présente à Lamennais ⁶ ; tantôt avec le public, le millier ⁷ d'abonnés. Lacordaire et lui passent leurs journées aux bureaux du 20, rue Jacob ⁸. De plus, il donne lui-même une quinzaine d'articles signés, notamment en faveur de l'Irlande, de la Pologne ⁹, et

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Montalembert, 15 mars 1832, p. 39.

2. *Journal* : 11 février 1831.

3. *Journal* : 25 mars 1831 et *passim* avril 1831.

4. Sur la collaboration d'Eckstein, Lacordaire donne de curieux détails dans une lettre inédite à Montalembert du 2 août 1834. (A. L. R. Dossier 418). Cf. aussi A. L. R., au dossier 434 des lettres d'Eckstein à Montalembert, la lettre n° 7 jointe à des articles pour l'*Avenir*.

5. L'*Avenir* fut le seul journal à analyser longuement *Notre-Dame de Paris* en deux articles enthousiastes signés : Ch. de M. (Montalembert), ce qui fut au dire du biographe de Victor Hugo, le point de départ de l'amitié entre les deux hommes. Voir E. Biré : *Victor Hugo après 1830*, p. 13, et M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...* Un titre en dit long sur le rôle de Lamennais vis-à-vis du poète, celui du chapitre xxxviii de *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie* (t. II) : « Lamennais confesseur de Victor Hugo ».

6. Lettre de Montalembert à Michelet, publiée par M. Carré. R. D. M., 1^{er} novembre 1924, p. 179.

7. Ce chiffre parfois cité semble contredit par le *Journal* de Montalembert en date du 23 avril 1831. Lacordaire dit ce jour-là à Montalembert « que mille abonnés se sont retirés ». Lacordaire dut ici exagérer et d'autre part le chiffre habituel d'un millier d'abonnés est peut-être un peu modeste.

8. De Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 147.

9. Ces articles sont non seulement les douze recueillis dans les *Œuvres complètes*, dix au tome IV et deux au tome VI, ceux-ci sur *Notre-Dame de Paris* de Victor Hugo et sur *Novalis*, mais encore des articles des 13 juin et 3 septembre à propos de l'Irlande, et du 12 juillet « Saint-Germain-l'Auxerrois ». M^{lle} de Lallemand l'a relevé dans *Montalem-*

ne se prive point des « jouissances de la polémique » au nom de l'*Avenir* ¹. Il rédigera « le grand article d'adieu qui doit terminer l'*Avenir* » ². Enfin il voyage pour la propagande.

Dans cette collaboration généreuse, où tous se donnent tout entiers, la fusion est assez complète pour rendre délicat ou téméraire de préciser la part de chacun dans l'œuvre commune. Sainte-Beuve se plaignait au même temps ³ que les individualités souffrissent de ce travail en équipe pour la rédaction d'un journal. Montalembert n'éprouve pas, que l'on sache, ce sentiment, quoique l'harmonie soit particulièrement fondue à l'*Avenir* ⁴. En bloc, il fait siennes les idées du maître, malgré des divergences : pendant le combat on ne discute pas, et à sa place

il n'y avait pas besoin de savoir la théologie et la philosophie... il ne fallait que de l'énergie, du désintéressement et de la foi, choses qu'on a plus ordinairement à vingt ans qu'à quarante ⁵.

§ II. THÉORIES ET CAMPAGNES POLITIQUES DE « L'AVENIR » (1830-1831).

I.

Les théories de l'*Avenir* ont été brièvement analysées par des auteurs autorisés ⁶. Aussi, malgré la densité extrême de ces trois cents numéros du journal qui mériteraient une étude

bert et ses amis.... Nous ne comprenons dans cette liste ni les proclamations ou circulaires signées de tous les dirigeants de l'Agence, ni des entrefilets, nécrologiques et autres, signés Ch. de M.

1. *Journal* : 1, 2, 3 septembre 1831. Lettre à Cornudet, 15 septembre et 13 décembre 1831. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 5 et 17.

2. *Journal*, 12, 13 novembre 1831.

3. Moreau, *op. cit.*, p. 223.

4. *Lettres de Lacordaire à Foisset*, t. I, pp. 202 et 206.

5. L'expression est de Montalembert lui-même ; lettre à Cornudet : 10 mars 1834. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 128.

6. Lecanuet leur consacre trois chapitres de son premier volume sur Montalembert. Les biographes de Lamennais les étudient aussi évidemment, et les historiens de l'époque, de Thureau-Dangin à M. Weill. Voir aussi Waldemar Gurian : *Die politischen und sozialen ideen des Franzosischen Katholizismus*, 1789-1914 (1929), 6 kapital, pp. 124-142, qui n'ajoute guère à Lecanuet.

spéciale, nous en résumerons seulement les idées maîtresses et indiquerons les points sur lesquels divergent celles de Montalembert.

Champion du catholicisme et de la liberté, l'*Avenir* veut défendre les droits de Dieu par l'obtention de quatre libertés, les droits de l'homme par le rétablissement des cellules sociales, les droits des peuples par leur émancipation, ceux de l'Église par la Séparation. L'*Avenir* s'allie aux libéraux sincères contre le conservatisme timoré de la Monarchie de Juillet et de la hiérarchie catholique, contre les représentants surannés de la Sainte-Alliance.

Des révolutions ont, depuis quarante ans, bouleversé la France. Le chrétien, quand tout s'effondre ainsi successivement, par la puissance de sa foi se confie dans son Dieu, se sent en sécurité absolue à bord de la barque de Pierre qu'aucune tempête n'a fait sombrer. L'*Avenir* défend donc, d'abord, le Dieu des chrétiens, en ce temps où les prêtres parisiens ne peuvent sortir en soutane. *La Croix*¹, écrit Montalembert dans des pages célèbres,

transmise par un Dieu mourant à son Église, elle a passé de main en main jusqu'à son vicaire d'aujourd'hui et pour la deux cent cinquante-huitième fois elle vient de s'étendre avec d'innombrables bénédictions sur la ville et le monde...

Cette croix le peuple de Paris l'a brisée « mais nous la mettrons dans le sanctuaire de nos cœurs... *in hoc signo vinces*.. » *La foi*², n'y en a-t-il plus dans le monde ? Si ; elle renaît sur les deux continents, car ceux qui prétendent rejeter le don de Dieu pour l'humanité, « sa voix séculaire (les) somme d'inventer du moins quelque fantôme qui puisse tenir lieu de notre Dieu ». Si cette foi reste étouffée en France encore un temps, « sainte religion de notre Rédempteur... laisse-nous te suivre dans ton désert, laisse-nous n'avoir d'autre refuge que ton sein, fidèles à toutes tes destinées, fidèles à ta liberté et à ta gloire, encore plus fidèles à ta solitude et à ta misère ».

Mais Dieu n'est point du passé, Dieu est éternel ; le catho-

1. *Avenir* : 11 février 1831. — O. C., t. IV, pp. 172 sq.

2. C'est le titre de l'article. *Avenir* : 3 août 1831. — O. C., t. IV, pp. 202 sq.

licisme n'est point mourant, il est vie. Avant le christianisme, fut le premier âge de l'humanité, ou règne de la force. La chrétienté constitua « un grand collègue à l'usage des peuples », où s'étend de plus en plus le règne de la raison. Le troisième âge s'ouvre devant nous : le règne de l'amour. On reconnaît là cette philosophie de l'histoire si chère aux contemporains. Le présent est à la liberté, la vie du siècle c'est la conquête de la liberté par l'humanité qui sort de l'enfance ; la Révolution est due à cette profonde aspiration vers la liberté que Dieu lui-même a mise au cœur des hommes et que le christianisme y a développée. Ce mot magique « liberté » sera donc mot d'ordre passionné à l'*Avenir* : « Dieu et liberté » sa devise, l'alliance des catholiques et des libéraux sincères son objectif.

L'*Avenir* dès son « prospectus » du mois d'août 1830 définit le libéralisme sincère, par opposition à l'ancien libéralisme intolérant « héritier des doctrines destructives des philosophes du XVIII^e siècle » : « Le jeune libéralisme qui grandit et finira par étouffer l'autre ¹ se borne en ce qui concerne la religion à réclamer la séparation de l'Église et de l'État... » Étudiant les sociétés secrètes, de Coudon oppose aux associés français les fanatiques dangereux qui menacent la religion et la société (Montalembert le 20 février consigne dans son *Journal* l'assassinat d'un prêtre), les « visionnaires » fils de 93 qui travaillent les péninsules. Leurs sociétés, écrit-il en parlant des Français, ont joué un rôle capital dans les journées de Juillet... mais un rôle modérateur, organisateur, car « chez nous du moins (elles) ont perdu cet impitoyable fanatisme qui fut leur caractère distinctif dans la première révolution... » ².

Montalembert termine un appel amical aux légitimistes, ulcérés par l'accusation de provocation que Lamennais leur a jetée après le sac de l'archevêché, « *A ceux qui aiment ce qui fut* ³ », par ce cri souvent cité : « nous avons enfin trouvé

1. D'ailleurs le faux libéralisme, écrit Lamennais à Mme de Senfft le 8 novembre 1831, est « un moyen dont se sert la Providence pour accomplir une certaine portion de l'œuvre qu'elle prépare, comme elle se sert des barbares pour renverser le vieil édifice de l'Empire romain dont la destruction était nécessaire pour que le royaume de Jésus-Christ pût être fondé ».

2. *Avenir* : 28 mai 1831.

3. *Avenir* : 6 mars 1831. — O. C., t. IV, pp. 179 sq.

une cause qui ne vit que de dévouement et de foi... : le monde régénéré par la liberté et la liberté régénérée par Dieu ».

★ ★

2.

Alliance entre catholiques et libéraux. Les premiers ne soutiendront pas seulement le gouvernement issu de la révolution, ils s'opposeront plutôt à sa politique dite de « résistance » au courant révolutionnaire, tant ils considéreront comme fatal le progrès démocratique, et indispensable de le suivre pour n'être pas suspects. L'*Avenir* est nettement, sinon bruyamment, républicain, par réalisme surtout. Des réalités s'imposent : destruction totale depuis quarante ans, par la violence, la législation et les mœurs, des cadres de l'ancien régime, substitution de l'égalité aux privilèges, isolement des individus. Donc on est, de fait, en république et en république démocratique : depuis seize ans « un homme qu'on appelle *Sire* » est une irresponsable machine à signer ; depuis Juillet, « la magie de la royauté a disparu et son impuissance comme doctrine n'est plus un mystère » ; la pairie n'a « aucune racine dans l'ordre social » actuel puisqu'il n'y a plus d'aristocratie. La Monarchie de Juillet sera donc critiquée, dans sa constitution interne elle-même, comme une « espèce d'hybride », comme fondée sur des utopies, comme improvisant sans élément préexistant une monarchie à l'anglaise, par la faute des doctrinaires qui se sont crus à Londres en 1688 au lieu de donner à la France la constitution américaine de 1776¹.

L'âpreté du ton, l'audace de la pensée suscitent des inquiétudes en haut lieu. Cousin, qui aimait assez Montalembert, lui déclarait : « Si j'avais le pouvoir, je vous ferais tous

1. On a ainsi résumé des articles de l'*Avenir* des 18, 30, 31 octobre 1830 ; 2, 3, 11 janvier, 9 mars, 28 mai et 4 novembre 1831. Le 6 février 1831, Montalembert signale dans son *Journal* la publication d'une *Déclaration des principes de l'Avenir* dressée par Gerbet et corrigée par Lamennais. — On sait que 1776 est la date de la *déclaration d'indépendance* et non pas de la constitution rédigée onze ans plus tard.

fusiller » ¹. L'imprimeur de l'*Avenir*, Poussielgue, ayant (le 18 juillet 1831) sollicité du ministère de l'Intérieur l'autorisation d'installer des presses dans les bureaux du journal, le fonctionnaire responsable déclare dans son rapport que « l'*Avenir* est l'un des journaux les plus anarchistes » et réclame une enquête de police. La note de police conclut au danger de « laisser des presses qui pourraient servir à la production d'ouvrages hostiles aux institutions de la Révolution de 1830 » ². Périer gouvernait alors, qui avait inauguré le 13 mars une politique de résistance spécialement dure pour la presse. Ces mesures étaient justifiées par le caractère endémique de l'émeute que Montalembert, garde national, avait lui-même plus d'une fois réprimée. Le 11 janvier 1832, six mois plus tard, Cornudet pouvait écrire à son ami qu'il ne doutait pas de la chute de Louis-Philippe et d'une terreur consécutive, que l'apologie de la Convention était de plus en plus bruyante ³.

Aussi bien, par une inconséquence que la justice impose de remarquer, si l'*Avenir* s'allie aux libéraux en faveur du *mouvement* et contre la *résistance*, s'il vomit le *juste milieu*, il ne croit pas se contredire en répudiant hautement l'esprit révolutionnaire et ses manifestations émeutières. « Les dégoûtantes orgies des hommes qui réclamaient une liberté ennemie de Dieu ont inspiré une profonde aversion aux peuples », assure-t-il ⁴. L'*Avenir* en revient toujours à sa distinction initiale entre l'ancien et le nouveau libéralisme, le jacobin et le « sincère ».



3.

« La tendance démocratique du Catholicisme est assurément le plus remarquable des phénomènes de notre époque » ⁵,

1. Grimaud : p. 29, citant le *Journal* de Montalembert, 28 novembre 1830.

2. A. N. F. 18 318. Dossier *Avenir*, pièces 8 à 13.

3. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 26.

4. *Avenir* : 2 janvier 1831.

5. de Caux : *Avenir*, 21 avril 1831.

écrivait de Coux, et Lacordaire, Lamennais ¹ célébraient la Révolution (1789, non 1793) comme la brèche providentielle ouvrant l'avenir au catholicisme. Ainsi rapprochés des libéraux, les catholiques n'hésitent donc pas à les appuyer.

En échange de cet appui les catholiques réclameront le droit commun et se livreront « à qui jurera de voter le plus de lois libérales » ². Ces libertés exigées sont quatre : *liberté de conscience* ou de religion — d'où séparation de l'Église et de l'État, coup de grâce porté au gallicanisme (dont Montalembert maudit « les liens serviles » ³), et, conséquemment, suppression du budget des cultes ; *liberté d'enseignement*, condition ou application de la première, promise par la nouvelle Charte ; *liberté de la presse*, garantie des autres, et seul moyen actuel d'expression pour la vérité — moyen sans danger, cette liberté dût-elle dégénérer : « Nous voulons la licence de la presse » ⁴ car la vérité est invincible et la liberté opérera une sélection naturelle des idées vraies ⁵ ; *liberté d'association* enfin, favorisant en particulier la reconstitution des corporations, et à côté de laquelle l'*Avenir* demande même, plus ou moins, le droit de grève ⁶.

La liberté de la presse, soit dit en passant, n'était point revendication anarchique pour l'époque. Chateaubriand, protestant en 1827 contre le rétablissement de la censure, avait cité en épigraphe un discours de Bonald du 28 janvier 1817 : Bonald invoquait en faveur de la presse l'exemple anglais et reprenait le mot célèbre : « les journaux expriment l'opinion et ne la font pas ».

Bref, cette république selon l'*Avenir* repose sur une base unique : la liberté, « première loi et fondement nécessaire de toutes les autres et cette liberté absolue dans son essence n'a

1. *Avenir* : 7 janvier ; 28, 29 juin 1831.

2. *Avenir* : 26 avril 1831.

3. O. C., t. IV, p. 126.

4. *Avenir* : 21 mars 1831 ; article signé de Coux.

5. Cité par Poisson : *Le romantisme social de Lamennais*, p. 101.

6. *Avenir* : 19 octobre 1830, interprété par Rastoul : *Histoire de la démocratie catholique en France*, p. 124. Les deux premiers documents posant nettement la thèse de la liberté d'association seraient le compte rendu du procès intenté à Lamennais et à Lacordaire (janvier 1831) et la déclaration présentée au Saint-Siège par les rédacteurs de l'*Avenir* (6 février 1831).

de bornes qu'elle-même et ne s'arrête que là où elle deviendrait dans son exercice la violation de la liberté ou du droit d'autrui » ¹. Abstraction ? Non pas ; car « la liberté est.... (autre point de vue) quelque chose qui est une restriction du gouvernement, une action différente de l'action centrale. La liberté n'est rien d'abstrait : il n'y a pas une liberté mais des libertés et ces libertés consistent dans la possession de certains droits, de certaines franchises à l'égard du gouvernement : elles sont ce qui fait qu'on dépend, qu'on relève moins de lui » ².

Donc, sur cette base, une reconstitution des cellules sociales, car « s'il n'y a dans le pays qu'un gouvernement et des individus, assurément il n'y a pas une seule liberté possible » ³. 1830 a été le triomphe des principes de liberté et d'égalité civiles. Mais déjà les droits de la société s'opposent, par la force des choses, aux droits de l'individu ainsi exaltés. Le socialisme naît. La position prise par l'*Avenir*, fût-ce au seul nom de la liberté, est d'une importance capitale, à égale distance de l'individualisme libéral et du socialisme autoritaire. Lamennais se situe alors, remarque importante, car Montalembert se tiendra là aussi, sur le plan politique non sur le plan social. D'où une certaine négligence de ce phénomène capital : l'apparition de la classe ouvrière ⁴ et négligence aussi de l'économique, au contraire des saints-simoniens. Sur le plan politique, donc, comment l'*Avenir* construit-il ?

« La commune est aujourd'hui l'unique élément social qui subsiste en France : c'est d'elle qu'il faut partir, d'elle seule, pour fonder des institutions vivantes et durables ⁵ ». Ainsi la théorie de la souveraineté populaire ne saurait effrayer beaucoup Montalembert qui n'a jamais sacrifié à la mystique du droit divin des rois, la souveraineté telle que la présente Lamennais, savoir « le droit inhérent à la famille, à la province, à la nation, d'administrer elles-mêmes respectivement leurs

1. *Avenir* : 27 janvier 1831.

2. *Avenir* : 7 janvier 1831.

3. *Avenir* : 7 janvier 1831.

4. Voir ci-dessous : chapitre IV, p. 197.

5. *Avenir* : 28 mai 1831.

intérêts » ¹. Ceci implique, avec des élections fréquentes, un programme, un peu anarchique, de décentralisation, de conquête des libertés communales et provinciales toujours chères à Montalembert. Cette souveraineté-là est bien loin de la thèse du *Contrat Social*. L'*Avenir* oppose à celle-ci, selon laquelle la volonté populaire « crée la justice », doctrine athée, la doctrine catholique suivant laquelle « chaque peuple est soumis comme les individus à la loi divine de justice, essentiellement indépendante de sa volonté et promulguée par la conscience du genre humain » ².

La liberté de concurrence, posée en principe par les économistes libéraux, n'est pas admise non plus à l'*Avenir* qui en prévoit l'aboutissement, négateur de la dignité humaine.

Rien de moins individualiste que la conception de l'ordre social suivant Montalembert. Il professe que l'individualisme est « le principe le plus hostile à toute véritable institution sociale » et qu'on ne doit point réduire à des calculs arithmétiques, mode américaine, les questions législatives ou sociales. Rien de moins révolutionnaire non plus, ici : l'homme d'État éternel doit marcher de l'avant sans trancher brutalement le fil de la tradition, faute de quoi, tels les Constituants, il effraie et le progrès est retardé ³.



4.

La sage organisation de la cité occupe donc les rédacteurs de l'*Avenir*. Sans les préoccuper. Avant de construire ils démolissent ou du moins conquièrent le terrain. Nous savons que pour atteindre leurs objectifs ils ont conclu une alliance. Cette alliance du catholicisme et du libéralisme domine les frontières nationales. Catholique dit universel et la liberté est au cœur de tous les hommes.

Le dernier numéro de l'*Avenir* contiendra un « acte

1. Duine : *La Mennais*, p. 147. — Weill, p. 35.

2. *Avenir* : 3 juillet 1831.

3. Lettre à Anckarsvård, 20 août 1833. *Revue d'Histoire diplomatique*, p. 60.

d'union», pacte international entre tous les partisans de la liberté, expression des idées précédemment soutenues. Voici le texte de ce document publié dans l'*Avenir* du 15 novembre 1831, qui fut spécialement visé par le blâme pontifical ultérieur :

ACTE D'UNION

Nous reconnaissons les principes suivants comme formant la base de tout gouvernement constitutionnel qui n'est point fictif.

I

La partie spirituelle de la société doit être affranchie complètement de l'intervention du pouvoir politique. En conséquence :

1^o La liberté de conscience et de culte doit être entière, de telle sorte que le pouvoir ne s'immisce, en aucune manière et sous aucun prétexte, dans l'enseignement, la discipline et les cérémonies du culte.

2^o La liberté de la presse ne peut être entravée par aucune mesure préventive, sous quelque forme que cette mesure se produise.

3^o La liberté d'éducation doit être aussi complète que la liberté des cultes dont elle fait essentiellement partie, puisqu'elle n'est comme celle-ci qu'une forme de la liberté même de l'intelligence et de la manifestation des opinions.

4^o La liberté d'associations intellectuelles, morales, industrielles, repose sur les mêmes principes et doit être sacrée aux mêmes titres.

Relativement à chacune de ces libertés, le droit et le devoir du pouvoir constitutionnel consistent uniquement à réprimer les crimes et les délits qui attenteraient matériellement soit à la jouissance entière et égale pour tous de ces mêmes libertés, soit à quelque autre droit civil ou politique des citoyens.

II

Par cela même que la partie spirituelle de la société doit être affranchie complètement, l'action du pouvoir constitutionnel ne peut s'exercer que dans l'ordre des intérêts matériels, et dans cet ordre nous admettons qu'il faut tendre à un état de choses dans lequel toutes les affaires locales seront librement administrées en commun par ceux qui y sont intéressés, sous la protection du pouvoir destiné dès lors uniquement, quelle qu'en soit la forme, à maintenir l'unité politique, l'harmonie entre les diverses administrations particulières, à pourvoir aux intérêts généraux et à la défense extérieure de l'État.

III

Et comme la société, dont la justice est la base, ne peut faire des progrès réels que pour un plus grand développement, une application plus étendue de la loi de justice et de charité, nous admettons que l'on doit aussi tendre incessamment à élever l'intelligence et améliorer la condition matérielle des classes inférieures, pour les faire participer de plus en plus aux avantages sociaux.

Nous nous engageons à concourir de tout notre pouvoir à la défense de ces principes constitutionnels et au maintien des libertés ci-dessus énoncées ; à user de nos droits civils et politiques dans ce but, nous promettant réciproquement à cet égard aide et secours par tous les moyens légaux et adhérant avec une résolution ferme aux présents *actes d'union*.

En foi de quoi nous y avons apposé notre signature.

Les membres du Comité de rédaction de l'*Avenir*.

L'*Avenir* ne semble pas avoir entrevu le danger d'une guerre générale. Les Puissances craignaient, à l'opposé, que 1830 ne fût comme 1792 « la rupture d'une digue » ¹. Cette psychose même était dangereuse et pour l'apaiser il convenait que le gouvernement de Juillet fût d'une grande prudence. Car la guerre aurait tourné en catastrophe. Au risque de mettre le feu aux poudres, l'*Avenir* prêche la croisade romantique, pour la Liberté beaucoup plus que pour la gloire du drapeau tricolore contrairement à un Carrel par exemple.

Conformément à ces principes de l'« acte d'union », l'*Avenir* mène de vigoureuses campagnes en faveur de la Belgique, de l'Irlande, de la Pologne, campagnes dans lesquelles brille Montalembert. D'ailleurs, pour garder contact régulier avec l'Occident, les rédacteurs de l'*Avenir* se le partagent : à Lacordaire la Suisse et l'Italie ; à Montalembert l'Allemagne et l'Irlande, la Pologne et la Suède ; à de Coux la Belgique et les États-Unis d'Amérique. La première page de chaque numéro est consacrée à une longue rubrique « politique extérieure ». Les délibérations du Congrès belge, les nouvelles de la guerre polonaise y sont données en détail. C'est que « en Belgique et en Pologne la révolution s'est faite chrétienne » — à l'inverse des mouvements d'Italie et d'Espagne ².

1. Cité par Lavis, p. 10.

2. *Avenir* : 23 avril 1831.

Une idée assez neuve préside plus ou moins confusément : ce qu'on a appelé depuis « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». C'était, à l'*Avenir*, une interprétation du « droit des gens » entendu « comme le droit des nations à une vie indépendante et à un développement libre » ¹. Le premier article de Montalembert à l'*Avenir*, *La révolution de Pologne* ², proclame un franc enthousiasme dont celui du 16 avril 1831, *Une prière*, est une répétition, si vibrante d'admiration pour ces croisés que M. Féli en est « ému jusqu'aux larmes » ³. Son dernier, *Le douze septembre* ⁴, exhale, tandis que Varsovie succombe en cet anniversaire du triomphe chrétien de Sobiesky, tout son mépris pour le « duc de Moscovie » et ses royaux complices. Son second article, *Lettre sur le catholicisme en Irlande* ⁵, étudie solidement l'histoire et la psychologie des Irlandais, indomptables, pieux, hospitaliers, les abus qui écrasent le peuple, les travaux du clergé, son attache aux fibres populaires les plus profondes ; longuement il admire ce clergé libre parce que pauvre, partisan chaleureux de la « grande cause de l'affranchissement des peuples » et vivante preuve de l'éternité de l'Église sous la persécution ; du clergé il ne sépare point ces laïques qui poursuivent l'*émancipation*, trop incomplète encore. Le 13 juin 1831, Montalembert lance dans l'*Avenir* une souscription en faveur des Irlandais affamés : elle atteindra quatre-vingt mille francs ⁶. Le 22 il contre-signe l'appel de l'*Agence* dans le même sens.

★ ★

5.

Ainsi, loin de rester théoriciens, les hommes de l'*Avenir* entendent passer à l'application pratique :

Accord d'abord avec les libéraux en faveur du « mouvement ».

1. *Revue d'Histoire Moderne*, 1930. L'AVENIR et la question polonaise.

2. O. C., t. IV, pp. 123 sq.

3. Lecanuet, t. I, p. 215, note.

4. O. C., t. IV, pp. 211 sq.

5. O. C., t. IV, pp. 127 sq.

6. O. C., t. IV, pp. 164 sq. et note finale.

Attaque, pour la même raison, contre le gouvernement aussi bien en politique intérieure qu'en politique étrangère. La Monarchie de Juillet aurait trahi ses origines. Elle attenterait aux droits des citoyens et se refuse à être en Europe le champion des peuples. L'*Avenir* précise que son attachement à la révolution de Juillet est un attachement aux principes de liberté et non pas aux hommes de Juillet. Il se défend d'être illogique en combattant les membres du gouvernement ou de l'opposition quand ils oublient ces principes ¹. Attaque donc, le 29 octobre 1831, contre Montalivet qui « refuse la liberté d'enseignement ». Attaque, le 22 octobre, contre un projet de lois d'exception, etc..., etc... Attaques d'autre part contre la politique sociale du ministère (sous Laffitte) qui gouverne au bénéfice d'une seule classe : la bourgeoisie industrielle et financière. Les ouvriers sont nerveux, écrit l'*Avenir*, et déçus de ce que la révolution n'ait pas amélioré leur état. « Diminuez les bénéfices exorbitants du capitaliste afin que l'ouvrier trouve du pain, assurez l'existence de l'ouvrier afin qu'il y ait sécurité pour les capitalistes... » ².

L'*Avenir* se laisse porter, par son amour de la Belgique et surtout de la Pologne malheureuse, à railler ou injurier le gouvernement « de juste milieu » qui se dérobe à de folles entreprises. Manque de réalisme si, comme il paraît, l'*Avenir* ne veut pas simplement avec l'opposition de la Chambre susciter des difficultés à Casimir Périer. On verra à quel point cet amour de la Pologne anime Montalembert, de même que son libéralisme et sa pitié guident son appréciation de l'insurrection lyonnaise.

Si l'*Avenir* félicite à l'occasion le gouvernement — notamment de sa fermeté lors du procès des ministres ³, et ceci contraste avec le ton de Montalembert cinglant au *Correspondant* le « gouvernement des écoliers » — le fait est rare ; la critique constante. Par exemple, Casimir Périer, accueilli le 18 mars par une courtoise sommation d'allier ordre et liberté, est trois mois après jugé vacillant et congédié en ces termes : « M. Périer... quittera les affaires comme il y est entré, avec fermeté

1. *Avenir* : 9 juillet 1831.

2. *Avenir* : 25 et 26 octobre 1830.

3. *Avenir* : 23, 24 et 25 décembre 1830.

et courage. Malheureusement c'est une fermeté qui ressemble à de la colère, un courage qui se change en passion ¹ ». Talleyrand ? « un homme qui a servi tous les régimes et que tous les régimes ont flétri » ². Cette définition du négociateur de la Conférence de Londres, Montalembert l'eût signée qui, le 19 septembre 1830, écrivait sur la nomination du nouvel ambassadeur à Londres : « J'en ai rougi pour la France et le parti modéré » ³ ; jugement plus sentimental et moral que politique.

Certaines imputations de l'*Avenir* à l'égard du roi et de ses ministres, imputations dont Montalembert reconnaîtra plus tard l'injustice ⁴, émeuvent le gouvernement. Il intente un procès à Lamennais et à Lacordaire ⁵. Des exaltés sont toujours gênants. Montalembert l'éprouve, que la majorité des pairs juge « fanatisé » lors du procès de l'école ⁶.

Cependant ces deux procès sont des succès : le premier par l'acquittement des deux prêtres, par la retraite du gouvernement dans l'affaire de l'évêché de Beauvais ⁷ ; le second par l'écho amplifié résonnant plus d'un siècle chez les catholiques français. Sur un point de moindre importance, Montalembert accuse l'avantage suivant, dans son *Journal*, à la date du 19 janvier 1831 :

M. Fontaine que j'ai vu au Palais m'a dit que c'était à cause de mon article sur *Les Tombeaux du Calvaire* ⁸ que le gouvernement

1. *Avenir* : 27 juin 1831.

2. *Avenir* : 1^{er} juin 1831.

3. *Lettres à un ami de collège*, p. 279.

4. O. C., t. IX, p. 409.

5. Les deux auteurs avaient invité l'épiscopat français à repousser les premières nominations faites par Louis-Philippe : l'abbé Guillon (qui avait donné l'extrême-onction à Grégoire), au siège de Beauvais, M. Rey, dont on reparlera, à Dijon, et M. d'Humières, à Avignon.

6. Lecanuet, t. I, p. 247. Sur l'affaire de l'école libre, voir *infra*, p. 165.

7. Retraite dont, à vrai dire, la bruyante indignation de l'*Avenir* ne fut pas seule cause ! Dans l'audience du 17 février 1837 le Pape assura Montalembert de la délicate conduite de Louis-Philippe en la circonstance.

8. *Avenir* : 11 janvier 1831. O. C., t. IV, pp. 168 sq. Protestation contre l'ordonnance du 25 décembre 1830, contresignée Mérilhou, qui disposait du terrain parisien dit du Calvaire, occupé « illégalement » par une société de prêtres.

avait révoqué la disposition de l'ordonnance et interdisait aux concessionnaires de se faire enterrer dans les terrains acquis par eux. Je n'ose pas croire à un tel succès.

Justifiée sur quelques points, injuste souvent, la *guerre au pouvoir* (devise affirmée par Montalembert) ¹ est menée au nom d'un principe qui suffit à expliquer les craintes de la police : nécessité de l'anéantissement de *tout gouvernement*. Montalembert, qui formule cette déduction, la développe dans les termes suivants : *Gouvernement* au sens actuel égale *tutelle*. Or, les peuples sont majeurs. Il est inconcevable qu'un pouvoir leur impose croyance, opinion, intérêt, intervienne à chaque instant en tout. Le pouvoir n'a point à « imprimer un mouvement en arrière ou en avant de sa façon », il n'a d'autorité que par délégation du peuple et doit obéir aux impulsions de celui-ci. Tel est le principe fondamental des régimes possibles à l'avenir : monarchie héréditaire ou élective, parlement à une ou deux chambres ; leur forme importe peu.

Seconde attaque ou plutôt second front de bataille : contre les légitimistes et surtout leur politique de maintien de la néfaste alliance entre le trône et l'autel. Ajoutons d'ailleurs que l'*Avenir* se ménage quelques ponts, en prévoyance d'une certaine collaboration avec les royalistes. Il cite avec faveur ² un article du *Correspondant* qui divise ceux-ci en deux catégories, les quiétistes qui ne font rien et les actifs qui viennent d'élire un brillant défenseur ; « personne, ajoute l'*Avenir*, ne désire plus que nous que la carrière parlementaire de M. Berryer réponde à ce brillant horoscope ». Au vrai, la *Quotidienne* avait soutenu l'initiative de l'école libre ouverte en mai ³. Personnellement, Montalembert tente de « rallier les Royalistes catholiques » dans l'article du 6 mars cité plus haut et son *Journal* apprend que le comité de rédaction ne l'approuve qu'à demi, que Lamennais impose « de nombreuses suppressions ». Précédemment, les 16 et 17 février, au lendemain du sac de l'archevêché, Montalembert s'était violemment dis-

1. Inscrite en exergue dans le carnet correspondant du *Journal* inédit.

2. *Avenir* : 13 juillet 1831.

3. *Avenir* : 18 mai 1831.

puté, Lacordaire et Gerbet ayant, contre lui, tenu pour juste la position prise par l'*Avenir* dans cette affaire ¹.

Assaut enfin contre l'autorité ecclésiastique à laquelle l'*Avenir* prétend dicter sa conduite ². Lamennais dans le privé ne se gêne pas pour affirmer, parlant des évêques de France : « on ne peut faire avancer ces *gens-là* qu'à grands coups de pied dans le c... » ³. Pressé de voir la hiérarchie appuyer sa manœuvre non seulement de ralliement à la branche cadette mais de croisade démocratique, il la bouscule, elle, ses préjugés et ses doctrines, ses craintes et sa prudence. Mais c'est en ultramontain qu'il donne, ... presque au nom de Rome, de hautaines leçons à cet épiscopat « gallican » ⁴. Car l'*Avenir* affiche sa déférence à l'égard du Saint-Siège. Le 6 février 1831, à l'occasion de l'élection du nouveau Pape, il publie en première page une « déclaration » suivie d'une « exposition des doctrines de l'*Avenir* », pièces signées de Montalembert entre autres.



6.

La séparation de l'Église et de l'État est le principe fondamental de la politique religieuse de l'*Avenir*. Cernant avec désinvolture son sujet d'idées contradictoires, Lamennais argumente ainsi : « Naturellement la société religieuse et civile, l'Église et l'État sont inséparables ; ils doivent être unis comme l'âme et le corps, voilà l'ordre » (*Avenir*, 18 octobre 1830). Mais l'État use du Concordat pour un abject asservissement. Donc la nécessité s'impose de la séparation, avec ses ultimes conséquences (*Avenir*, 7 décembre 1830). « De même qu'il ne peut y avoir rien de religieux dans la politique, il ne doit y avoir rien de politique dans la religion ».

1. *Journal* : 16, 17, 18, 27 et 28 février ; 1^{er} et 4 mars 1831.

2. Cela n'empêchait pas une collaboration occasionnelle. Ainsi Montalembert note dans son *Journal*, le 17 mai 1831, que l'archevêque de Paris a communiqué toutes les pièces de la « dangereuse affaire de Grégoire » à l'*Avenir* en le priant d'éclairer le public à ce sujet.

3. Foisset : *Lacordaire*, t. I, p. 556.

4. Nous avons dit plus haut (Première partie, chapitre 1, p. 69) l'importance qu'avait aux yeux de Lamennais la lutte contre le galli-

Bref, laïcité absolue, a-t-on remarqué¹, en déplorant cette outrance dans la défense d'une solution acceptable.

Montalembert la prend à son compte, outrance comprise. L'état désirable c'est celui qui existe aux États-Unis, en Irlande, en Belgique : « l'indépendance absolue et réciproque du spirituel et du temporel ; de l'Église et de l'État, du pouvoir et du clergé ». Il qualifie de monstrueux (épithète favorite) le droit pour les rois de France de « nommer les évêques d'une Église dont ils ne sont eux-mêmes que simples fidèles »².

Baader, à qui Montalembert avait demandé son opinion sur l'*Avenir*, insiste sur ce problème dans sa réponse³ :

Le temps est venu pour les catholiques, écrit-il, de s'arroger comme un droit la liberté et la sûreté de leur culte au lieu de mendier du gouvernement ces droits comme une concession ou un bienfait. La force du catholicisme réside dans son universalité, son *cosmopolitisme*, et les gouvernements ne doivent pas sortir des limites des règlements de police. La séparation de l'Église et de l'État est l'une, la principale, des formes de résistance à la centralisation napoléonienne, ce *panthéisme de l'État* qui « se substitue à tout, fiscalise tout (au spirituel comme au matériel) et dévore tout ». La séparation découle logiquement du principe selon lequel prince et peuple n'existent que par la grâce de Dieu, le prince n'a donc aucun droit sur l'Église : gallicanisme égale protestantisme. « L'*Avenir* a indiqué trois époques dans l'histoire des relations de l'Église à l'égard de l'État : pendant la première, purement théocratique, il présente l'Église absorbant l'État ; pendant la seconde, l'époque protestante, l'Église est absorbée par l'État ; et enfin pendant la troisième, ces deux éléments se

canisme. Le *Mémoire à Grégoire XVI*, que les rédacteurs de l'*Avenir* déposeront à Rome, en fait aussi état (*Affaires de Rome*, de Lamennais, p. 45).

1. Joseph Lecler : *L'Idée de Séparation...* ÉTUDES, 20 décembre 1930. La théorie de Lamennais sur la séparation est indiquée dans les *Affaires de Rome*, notamment p. 65 (*Mémoire à Grégoire XVI*).

2. Lettre du 29 octobre 1832 à Anckarsvård. — *Revue d'Histoire diplomatique* citée, pp. 57-58.

3. Lettre à M. le vicomte Ch. de Montalembert sur les doctrines de l'AVENIR, datée de Schwabing près de Munich du 16 avril 1831, éditée en brochure et traduite dans l'*Avenir* du 11 mai 1831.

séparent complètement, d'abord pour être indifférents l'un envers l'autre, mais ensuite pour se réconcilier et s'embrasser. »

L'on ne pouvait espérer que cette idylle fût très proche et la « distinction » des deux pouvoirs prenait une apparence d'inimitié prononcée. Rompre le Concordat qui a fait ses preuves, sous prétexte d'empêcher la nomination des évêques par des ministres athées, c'est acte d'hostilité. Renoncer au budget des cultes, c'est provoquer l'État... et affronter des difficultés pécuniaires effrayantes, « lâcher la proie pour l'ombre ¹ ».

On devine l'accueil de l'épiscopat. Sauf à Lyon où Mgr de Pins, administrateur (le cardinal Fesch résidant à Rome), le traite de « Hussard du Catholicisme » sauf à Digne, Montallembert parcourant le Sud-Est se heurtera aux évêchés. L'évêque de Grenoble, « gallican infâme et calomniateur », l'éconduira proprement ².

★ ★

7.

Le révolutionnaire bouillonnement d'idées de l'*Avenir* légitimait les défiances du pouvoir temporel, les appréhensions puis les sanctions du spirituel. On ne niera pas la richesse, la puissance, intellectuelles et sentimentales, de ces théories qui ouvrent — un demi-siècle avant Léon XIII — la voie à la « démocratie religieuse », en provoquant la distinction libératrice thèse-hypothèse. Dans ce bouillonnement tourbillonnent, confusément d'ailleurs, des germes bien divers. Par exemple, le départ et la jonction entre la notion de *liberté* à la Rousseau et celle de *libertés* au mode médiéval ne sont pas nettement visibles. Retenons du moins deux idées, moins remarquées jusqu'ici que les théories de la séparation ou de l'émancipation des peuples, et fort mal harmonisées entre elles : 1^o la tendance accusée à une république démocratique ³ et parlementaire ; 2^o l'opposition à l'individualisme

1. Cf. A. Debidour : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État...*, ch. III, p. 417 en particulier.

2. *Journal* : fin septembre, octobre 1831 (10 octobre notamment).

3. La plupart des historiens ont, il est vrai, relevé des passages de

démocratique par des groupements protecteurs de la personne : famille, commune, corporation.

Au soir de sa première entrevue avec Lamennais, Montalembert, malgré son enthousiasme, notait dans son *Journal* son désaccord sur la nécessité d'une tendance républicaine ¹. Même à l'*Avenir*, Montalembert garde ses préférences pour un régime à l'anglaise, c'est-à-dire dans lequel l'aristocratie joue un rôle essentiel. « Royalistes sincères, noblesse de France, propriétaires fonciers, nous vous y exhortons formellement, sachez user des innombrables avantages de votre position, sachez exercer l'influence légitime qui vous appartient sur les masses populaires ² ». Lamennais n'avait pas assez de sarcasmes contre l'aristocratie contemporaine. Montalembert la voit bien réduite à néant dans le gouvernement, mais c'est avec douleur et il ne parle point de corruption, ni de mauvaise herbe, ni de boue, comme M. Féli. Il croit encore possible le maintien de l'influence de la noblesse résidente. Lui ne désire pas l'abolition de l'hérédité de la pairie ; s'il appelle république la Monarchie de Juillet ³, pour l'heure, il lit Bonald.

On ne s'étonnera pas, cependant, que Montalembert donne à l'*Avenir* le meilleur de lui-même, en dépit d'une telle différence d'idées. L'idéal commun « Dieu et liberté » suffirait à empêcher le désaccord d'être profond. Montalembert est d'autre part aussi convaincu que Lamennais « de la nécessité de s'unir pour le maintien de l'ordre et la conservation des droits communs », de s'organiser légalement en « une grande confédération qui embrasse la France entière, une

Lamennais en faveur de la république, notamment M. Charléty : *La-visse*, p. 44.

1. Lacordaire de son côté écrira plus tard : « La cause expresse et finale de ma séparation d'avec l'Abbé de La Mennais exprimée dans la lettre que je lui écrivis alors et dont je conserve une copie, c'est sa tendance républicaine..... Il n'y a jamais rien eu de républicain en moi depuis que je suis chrétien et, avant de l'être, je n'étais qu'un simple libéral, comme la plupart des jeunes gens de mon âge ». (Lacordaire à Montalembert, 21 décembre 1839. — A. L. R. Dossier 419).

2. *Avenir* : 6 mars 1831. O. C., t. IV, p. 183.

3. Cf. Première partie, p. 115.

vaste société d'assurance mutuelle » ¹. Bien plus : les bases de la république selon l'*Avenir* sont admises par Montalembert comme celles de son régime préféré, celui des libertés.

En tout cas, avec moins d'enthousiasme prophétique que le maître, et loin d'accabler comme lui les vaincus d'hier, Montalembert suit ce courant démocratique. Ceci par un certain réalisme, et aussi par une sorte de fatalisme mennaisien : il est convaincu qu'un « jugement de Dieu » condamne les rois à un aveuglement « incurable », précurseur de leur ruine..... ².

Montalembert suit ce courant surtout par libéralisme. Il convient de discerner quelle fut la part d'influence de Lamennais sur Montalembert et l'on empruntera volontiers au disciple lui-même cette imputation. A Lacordaire, qui lui reprochait d'être envoûté par M. Féli, Montalembert répondit de Francfort le 6 décembre 1833 :

Il est au contraire remarquable combien peu l'Abbé de la Mennais a exercé de véritable influence sur moi. Il ne m'a donné, à vrai dire, aucune de mes opinions, aucune de mes croyances. Mon Catholicisme et mon libéralisme ont surgi l'un à côté de l'autre dans mon âme presque au sortir du berceau ; j'étais tout aussi libéral que je le suis aujourd'hui (peut-être beaucoup plus) lorsqu'à douze ans je faisais jurer à ce pauvre Arthur, qui en avait dix, d'être toujours fidèle à la Charte. J'ai porté ces opinions au collège, en Suède, en Irlande ; j'ai écrit sous leur dictée dans la *Revue Française* ; je suis entré avec elles à l'*Avenir* où l'Abbé de la Mennais les a régularisées et m'a montré le moyen de les unir aux idées religieuses et à son système ecclésiastique que j'ai adopté sans m'en occuper ³.

Distinction juste, à cela près que le recul du temps et la divergence naissante d'attitude à l'égard de Rome amoindrirent la puissance à laquelle Lamennais avait apparemment élevé le libéralisme de Montalembert. Titan flamboyant, Lamennais éblouissait jusqu'à l'aveuglement, mais illuminait ; il embrasait d'ardeur pour la lutte, et réchauffait de son affection brûlante. L'ascendant, l'emprise qu'il exerçait étaient

1. *Avenir* : 30 et 31 octobre 1830.

2. Lettre à Anckarsvård, 20 août 1833. — Revue citée, p. 61.

3. A. L. R. — Dossier 418.

extrêmes ¹, sur Montalembert en particulier. Toutefois un impartial témoin, le comte de La Ferronnays, qui redoutait terriblement cette influence de Lamennais pour son fils Albert, concédait à Rio que Montalembert, homme hors ligne, « véritable exception », tête forte, raison éclairée, esprit supérieur, pourrait quant à lui se préserver des écueils vers lesquels jetait le fanatisme de l'abbé ².

Montalembert suivra de plus l'exemple de l'*Avenir* sur un point essentiel : de même que la réalisation du programme de l'*Avenir* qui devait profiter, selon ses auteurs, à la société temporelle, était proposé non à son intention mais au profit de l'Église ³, de même, moins de dix ans après, Montalembert ordonnera au service du catholicisme son effort politique presque tout entier.

§ III. L'ACTION DE « L'AGENCE » (1831).

I.

L'ampleur de l'action de l'*Avenir* dépasse, on le saisit, celle d'un succès de presse. Il s'agit d'une croisade dont le journal n'est qu'un des instruments. L'autre est l'*Agence générale pour la défense de la liberté religieuse*, fondée le 18 décembre 1830 pour la protection de la France catholique.

Dès le 15 novembre, le lendemain de la destitution de son père, Montalembert s'était rencontré chez Lamennais avec Lacordaire, de Coudré, de Jouenne et de Cazalès. Il s'agissait de la succession d'une association esquissée par les hommes du *Correspondant*. Ceux-ci furent « enfoncés » après deux heures de discussion. Il fut décidé que l'association « pour l'affranchissement de l'Église catholique différerait *toto coelo* de l'ancienne et avouerait hautement qu'elle regarde la subvention du clergé comme dangereuse et odieuse » ⁴. On se rendait compte des dangers de la position prise là, mais on estimait nécessaires sa franchise et sa nouveauté. Monta-

1. Rio : *Épilogue à l'art chrétien*, t. II, p. 142.

2. Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 68.

3. Lavis : p. 45.

4. *Journal* : 15 novembre 1830.

lembert s'apprêtait, le surlendemain, à dresser un projet de statuts lorsque la discussion rebondit, surtout entre Lacordaire et de Jouenne. Le 18, un billet de Lamennais apprenait à Montalembert qu'il renonçait à fonder l'association ¹. Le 10 décembre, nouveau projet. Montalembert, quoique d'humeur fort sombre ce jour-là et rendu méfiant par le précédent échec, accepte la place offerte dans le directoire. Le 18 décembre paraît le prospectus de l'*Agence générale pour la défense de la liberté religieuse* signé par Lamennais, Gerbet, Lacordaire, Bailly, de Coux, de Salinis et Montalembert ². Dès le 23 l'action est engagée par une lettre au préfet de police, écrite par Montalembert, « pour le sommer de démentir les bruits répandus sur l'arrestation de plusieurs prêtres parmi les meneurs de la sédition » dont le procès des ministres fut l'occasion ³.

On se partage le travail : Lacordaire a les diocèses du Nord ; Montalembert ceux du Midi, une trentaine ⁴, particulièrement en Lyonnais, Dauphiné et Provence ; de Coux ceux de l'Ouest et du Centre.

Dès le 30 octobre, Lamennais avait prévu un plan solide et annoncé dans l'*Avenir* des comités communaux, départementaux, ayant leur vie propre. La tête est à Paris, le directoire de sept membres. Le 3 février on y discute de la publication de statuts pour les associations de province, l'on charge

1. *Journal* : 17 et 18 novembre 1830.

2. *Journal* : 10 et 18 décembre 1830.

3. *Journal* : jeudi 23 décembre 1830.

4. Le 1^{er} janvier 1831, il écrit qu'il entame une correspondance avec vingt-deux départements (*Journal*). Par la suite cette action s'étendit aux diocèses dont voici la liste d'après le rapport publié dans l'*Avenir* : (compte rendu de l'activité semestrielle avril-octobre 1831) à l'article X des « statuts spéciaux de l'*Agence Générale* » : Agen, Aire, Albi, Amiens, Angoulême, Arras, Auch, Bayonne, Bayeux, Beauvais, Bordeaux, Cahors, Cambrai, Carcassonne, Coutances, Évreux, La Rochelle, Montauban, Montpellier, Nîmes, Pamiers, Périgueux, Perpignan, Poitiers, Rodez, Rouen, Séz, Strasbourg, Tarbes, Toulouse, Viviers.

Le dernier numéro de l'*Avenir* indique une répartition assez différente : Aix, Avignon, Digne, Fréjus, Gap, Grenoble, Lyon, Marseille, Valence, sont ajoutés. — Sont supprimés : Amiens, Arras, Bayeux, Cambrai, Coutances, Rouen, Séz.

Montalembert de prendre des mesures propres à ramener les royalistes, l'on se félicite des approbations du nonce, de l'archevêque de Paris, de l'évêque de Rennes et de quelques autres personnalités ¹.

La première offensive importante est en faveur de la liberté d'enseignement. Lacordaire la commande, qui vient de consacrer à cet objet plusieurs articles de l'*Avenir* ². Montalembert combat à ses côtés, mais lui attribuera toujours la gloire d'avoir posé la question de cette liberté ³. Éclatante et imprévue avait été la victoire remportée le 31 janvier 1831 devant les assises ⁴. Ainsi encouragé, « on résolut, écrit Montalembert ⁵, de concentrer le principal effort de la lutte sur la question de la liberté d'enseignement » en s'appuyant sur le dernier article de la Charte, en vertu duquel elle était promise *dans le plus court délai possible*. Pourquoi le choix de ce terrain de lutte ? Pour des raisons psychologiques, les unes subjectives, les autres tactiques. Lacordaire gardait de son éducation au collège de Dijon, de la perte de sa foi à l'Université, de ses difficultés comme aumônier de *Henri-IV*, un ressentiment, une volonté de révolution tenaces. Montalembert, nous l'avons vu, n'avait pas peu souffert de l'athéisme qui régnait au quartier latin. L'un et l'autre, par cette fréquentation des milieux libéraux, savaient l'hostilité de certains hommes de gauche contre le monopole universitaire. Lamennais, fanatique et lucide promoteur de la séparation, voyait dans l'affaire la fissure où ficher son coin. La passion libérale, la soif d'indépendance qui altéraient ses lieutenants à l'*Avenir*, leur jeunesse, impatiente des attermoissements du gouvernement, tout les poussait à attaquer l'édifice impérial.

L'Université n'autorisait certaines institutions secondaires (le problème de l'enseignement primaire étant ici hors de cause) extérieures à elle qu'au prix d'une taxe pour chaque élève. Le procédé irritait.

1. *Journal* : 3 février 1831.

2. Lettre de Lacordaire à Foisset : 13 novembre 1830, citée par M^{lle} de Lallemant : *Montalembert et ses amis...*, p. 181.

3. O. C., t. IX, p. 460.

4. Cf. *supra*, p. 140, note 3.

5. O. C., t. IX, pp. 413 sq.

Sur ces entrefaites, le recteur de Lyon prouve les extrémités auxquelles conduit ce monopole universitaire en interdisant aux curés de la ville — d'ordre du ministre Montalivet, le 29 mars ¹ — de faire la classe à leurs enfants de chœur, faute de payer la taxe.

L'incident tombait à propos, il était inespéré ! Des pétitions avaient été, par les soins de l'*Agence*, adressées aux Chambres ; sans résultat. Cette fois les tribunaux seraient saisis et auraient à trancher pour l'Université — et contre la Charte — ou pour la liberté — et contre le monopole. L'Université provoquait : elle trouverait des hommes en face d'elle ; l'*Agence* relevait le gant, avec joie ² : d'un coup d'œil, les rédacteurs avaient vu les chances de succès : un procès disputé sur ce terrain serait gagné devant l'opinion.

Comment engagerait-on la lutte ? Soutenir de loin les curés lyonnais manquerait de vigueur, et suivraient-ils les conseils de résistance ? C'est le directoire même de l'*Agence* qui allait ouvrir le feu, en plein Paris.



2.

Le 3 avril, Lacordaire, dénonçant les brimades de Lyon dans l'*Avenir*, annonce qu'avant un mois il ouvrira une école *sans autorisation* en vertu de la Charte. « Inspiration toute personnelle », ajoute Foisset ³. Le soir du 9 avril, les avocats de l'*Agence Générale* se réunissent en comité consultatif pour délibérer sur les moyens de réaliser cette promesse. Réunion analogue huit jours après et décision prise ⁴. Le 29 avril, l'*Avenir*, sous la forme d'une proclamation solennelle, annonce l'ou-

1. Lecanuet, t. I, pp. 230 sq. et Celier (voir note suivante) donnent les détails de toute cette affaire de l'école libre. Le *Journal* de Montalembert aux 9 mai et suivants n'en est pas la seule source. Ils ont consulté la brochure publiée en 1831 par l'*Agence* sous le titre *Procès de l'École libre* contenant un récit et des textes.

2. Voir le texte de la proclamation dans Celier : *Le Procès de l'École libre*. M. Léonce Celier a publié en 1931 chez de Gigord ce livre exhaustif renfermant tous les documents des Archives Nationales.

3. Foisset : *Lacordaire*, t. I, p. 171.

4. *Journal* : 9 et 17 avril 1831.

verture pour le 9 mai, 5 (*sic*) rue des Beaux-Arts, d'une école gratuite dont seront légalement reponsables MM. de Coux, l'abbé Lacordaire, le vicomte de Montalembert. Le local était loué à un M. Detroyes qui avait été propriétaire aussi des bureaux du *Mémorial*. On édita une affiche LIBERTÉ D'ENSEIGNEMENT placardée jusque sous les fenêtres du ministère de l'Instruction publique, précisant les jour, heure et lieu d'ouverture. Une déclaration à la Préfecture de police prouvait que les auteurs n'entendaient pas agir contre la légalité... et espéraient un procès. L'*Agence* ne laissait ni l'opinion ni l'autorité ignorantes de ses actes, elle s'entendait à la publicité et se voyait déjà déférée à un jury, bruyamment acquittée peut-être....

A l'heure dite — en ce 9 mai anniversaire de la première communion de Montalembert — « attendu que la liberté se prend et ne se donne pas », Lacordaire inaugura l'école. Il prit possession dans un discours chaleureux « de la première liberté du monde » devant une trentaine de personnes dont un seul enfant. Mais les élèves arrivèrent peu à peu et l'on en compta neuf à la fin de la séance. Après quoi, dans l'après-midi et avant de recevoir Alfred de Vigny, Montalembert courut Paris pour acquérir des livres, un Christ, etc... Nul n'était venu de la part de la police malgré l'attente... ou l'espoir des maîtres d'école ¹.

Le lendemain matin 10, premières classes. Il vint quatorze enfants. Montalembert enseignait la grammaire française et l'histoire ². L'après-midi il vint à deux heures jusqu'à trois. Il était sorti depuis dix minutes, quand le commissaire de police se présenta. « Quel infâme malheur, écrit Montalembert, de m'être en allé pour rien, absolument rien ». Il n'avait pas perdu grand'chose car la résistance s'organisait pour le lendemain et Lacordaire s'en entretint avec lui, en venant lui conter après dîner l'intervention du commissaire et la rédaction du procès-verbal ³.

1. *Journal* : 9 mai 1831. Cf. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*..., p. 188.

2. Celier, p. 22.

3. *Journal* : mardi 10 mai 1831. Cf. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*..., p. 189.

Dans la presse on approuve cette initiative de l'école libre, les journaux de droite notamment, et au procès le procureur Persil en tirera argument. *L'Avenir* des 12, 13, 14 mai, sous la rubrique remarquable « Revue des journaux », cite des extraits du *Temps*, du *Courrier de l'Europe*, de la *Révolution* de 1830, du *Courrier français*, du *Globe*, du *Journal de Paris* ¹. Tous ces libéraux ont compris l'enjeu de la lutte. C'est le ministère de l'Instruction publique qui exigeait les poursuites. Elles entraient d'ailleurs dans la ligne politique de Casimir Périer, président du Conseil, qui réprimait vigoureusement « l'anarchie » sous toutes ses formes et entendait que le changement dynastique de 1830 n'entraînât nullement un bouleversement des lois. Or, les décrets impériaux touchant l'Université gardaient leur vigueur tant qu'ils n'avaient pas été abrogés légalement. Engagée le 10, l'affaire ne pouvait donc en rester là, et le lendemain le commissaire se présenta à deux heures et demie, 3, rue des Beaux-Arts. Il trouva, avec plusieurs assistants, Lacordaire, de Coux et Montalembert qui l'avait attendu en vain dans la matinée en enseignant l'Histoire Sainte, puis en lisant les journaux. Vingt enfants étaient présents. Aux trois sommations du commissaire Noël enjoignant aux élèves et à Lacordaire, qui leur faisait le catéchisme, de se séparer, le jeune prêtre répondit en ordonnant la résistance. On expulsa les enfants, nouveau procès-verbal, réitération de la protestation de la veille. Puis Lacordaire déclara établir son domicile dans l'école. Ne cédant qu'à la force il se laissa expulser. Cette scène « admirable » dura jusqu'à six heures en présence de l'avocat Frémery, de Jouenne, de Cornudet, d'Alain de Kergorlay et d'autres amis de *L'Avenir*. Montalembert note avec émotion que, plein d'urbanité, le commissaire de police lui dit, comme il signait, que son nom était inscrit dans l'histoire ². Montalembert répliqua en son for intérieur que son action présente illustrerait singulièrement ce nom, et il ne cacha point sa joie d'être mêlé à vingt ans à une pareille

1. Grimaud, pp. 217-220.

2. *Journal* : mercredi 11 mai 1831 ; cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*..., p. 189. Lecanuet, t. I, p. 232, attribue par erreur cette réflexion au juge du 13 mai.

journée. Les trois maîtres d'école joignirent au procès-verbal du commissaire une protestation juridiquement motivée.

Montalembert comparut le 13 après-midi devant le juge d'instruction Poultier. « Interrogatoire court en lui-même mais long et assommant à cause de la nécessité de parler assez lentement pour qu'un secrétaire puisse écrire chaque parole ». La réponse de Montalembert a été souvent reproduite : il en appelle à la Charte. Puis il proteste de son respect pour la Justice et déclare ne s'être associé à la protestation de Lacordaire que pour montrer la conséquence nécessaire de l'oppression de l'enseignement : la violation du domicile de Lacordaire ¹. Le même jour 13, Montalembert signe, après Lacordaire, une protestation annexée à leur interrogatoire, contre la « violation flagrante, illégale et arbitraire des droits sacrés de Liberté d'enseignement, de domicile et de Liberté individuelle ».

Le lendemain 14, Montalembert avec Lacordaire offre à M^e Lafargue leur défense, qu'il accepte avec plaisir². Lamennais, Bailly et Gerbet, signataires aussi du prospectus, ayant été mis hors de cause, les prévenus furent cités le 14 à comparaître le 20. A l'audience ils demandèrent et obtinrent une remise à quinzaine afin de recueillir des signatures au bas d'une « consultation » rédigée par la défense. Des membres du barreau, notoires dans la profession ou la politique, Odilon Barrot en particulier, donnèrent ainsi un précieux point d'appui aux avocats. L'affaire vint le 3 juin devant la septième chambre. Bien qu'ayant achevé son plaidoyer la veille, Montalembert se décide à plaider, ainsi que ses co-inculpés, l'incompétence du tribunal et à demander son renvoi devant le jury comme ayant commis un délit politique. M^{es} Lafargue et Frémery, puis Lacordaire dans une déclaration « admirable », font valoir les motifs de cette incompétence. « Diderot, l'avocat du roi, écrit Montalembert, fait une attaque pitoyable, où il attaque nos intentions au lieu de réfuter nos arguments ». Lacordaire pâle, le col tendu, l'écrase d'une réplique ³. La septième chambre de police correctionnelle rend un arrêt

1. *Journal* : vendredi 13 mai 1831.

2. *Journal* : 14 mai 1831.

3. *Journal* : 3 juin 1831.

faisant droit aux conclusions des accusés et les renvoyant devant les juges compétents en matière politique, c'est-à-dire le jury. Appel fut interjeté de cette sentence par le ministère public.

La cinquième chambre de la cour royale cassa le 17 juin l'arrêt des premiers juges en déclarant que le délit n'était pas politique. Ceci sur réquisitoire de l'avocat général Miller « froid, terne mais fort en légalité ». Vainement, Lacordaire en a appelé à César. L'arrêt est donc cassé et les parties sont convoquées pour le 28. « Voilà notre première victoire anéantie et la perte de notre procès assurée. Nous ne perdons pas courage ¹ ».

Quelle part passionnée Montalembert, en dépit d'amours malheureuses, prend à la bataille, on le sent. Cependant le premier rôle est joué par Lacordaire qui a lancé le débat et, juriste, s'y trouve à l'aise.

Le 21 juin, le comte de Montalembert meurt. En investissant son fils de la pairie cette mort modifie l'aspect de la lutte. Après conférence avec ses amis inculpés et ses avocats, Montalembert se « refuse obstinément à prendre l'initiative devant la Cour Royale ou à réclamer l'intervention devant la Cour des Pairs ». Il se borne à annoncer au procureur général sa nouvelle position et sa décision de ne pas se présenter devant une cour dont il n'est plus justiciable.

Contrairement à ce qu'on attendrait, mais peut-être sous l'influence des idées démocratiques de l'*Avenir*, l'« amour-propre » de Montalembert l'inclinait à renoncer à la pairie. Trois motifs, dit-il, le détournent de ce parti : respect de la volonté paternelle, égards vis-à-vis de la Chambre haute si attaquée, possibilité enfin de donner un plus grand éclat à la cause de la liberté d'enseignement ².

Le 28 juin, la cour royale condamne par défaut les prévenus à cent francs d'amende, sans tenir compte de la lettre de Montalembert. Il se décide alors à plaider l'incompétence et à écrire sa requête à la Cour des pairs « par droit de légi-

1. *Journal* : 17 juin 1831 ; cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*..., p. 190.

2. *Journal* : 27 juin 1831 ; cité mais mutilé par Lecanuët, t. I, p. 238.

time défense. » Il rend visite à un pair, Semonville, qui approuve ¹.

Le 2 juillet, les condamnés font opposition à l'arrêt, et le 6 Montalembert adresse une requête au baron Pasquier, président de la Chambre haute, pour prier les pairs de se saisir de l'affaire ². Le 14, Montalembert absent, la cour admit l'opposition et se déclara incompétente. A l'*Agence* cette nouvelle fut reçue joyeusement, d'une joie qui contrastait péniblement avec la vive douleur de Montalembert en son foyer détruit.

Le courage du jeune pair n'eut d'égal que la modestie de Lacordaire qui s'effaça devant Charles de Montalembert, en l'entourant de sa fraternelle affection. Une seconde lettre à Pasquier fut rédigée le 28 juillet, car à la première il avait répondu ne pouvoir communiquer la demande aux pairs qui n'étaient pas réunis. Le 8 août, Pasquier en donna lecture à ses collègues, qui renvoyèrent à une commission. Celle-ci hésita tandis que Montalembert allait de l'un à l'autre, ici encouragé par le duc de Choiseul, membre de la commission, chez qui il déjeuna ³, là desservi. Le rapport de la commission, favorable enfin, déposé le 18 août, fut appuyé par une ordonnance royale du lendemain convoquant la Cour des pairs pour ce procès. M. de Bastard ne cache pas à Montalembert la mauvaise humeur manifestée par des pairs, blessés d'être dérangés pour un délit correctionnel ⁴. Le marquis de Brézé et le comte de Tascher, le vicomte Dubouchage soutiennent Montalembert au contraire ⁵. On fixa au 15 septembre la première audience destinée seulement à préciser la date du débat où la Cour statuerait sur sa compétence. En fait, ce 15 septembre, les pairs admirent officieusement celle-ci attendu que les tribunaux refusaient de connaître l'affaire, que les inculpés réclamaient cette juridiction et que le gouvernement la croyait compétente ⁶. « L'honneur de la pairie, dit le duc Decaze,

1. *Journal* : 28 juin 1831.

2. Celier. — Documents XVII et XVIII.

3. *Journal* : 13 août 1831.

4. *Journal* : 20 août 1831 ; cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 192.

5. *Journal* : 24, 26, 30 août 1831.

6. Celier, p. 75, citant le baron Mounier, pair de France.

ne souffre pas qu'aucun de ses membres puisse échapper à sa juridiction et, s'il fallait des exemples, on pourrait citer celui de l'Angleterre où le fils aîné d'un pair est, du vivant même de ce dernier, justiciable de la Cour des Lords ¹ ». Le marquis de Brézé vint à quatre heures annoncer la bonne nouvelle aux bureaux de l'*Avenir* ². Le débat aura lieu le 19. Montalembert s'y prépare fébrilement, malgré des alertes fréquentes de la garde nationale mobilisée pour réprimer une émeute près du Palais-Royal ³.

« Enfin le grand jour... est venu ⁴ ». Montalembert communique à Saint-Germain-des-Prés. A neuf heures et demie, Lacordaire et de Coux arrachent Montalembert à sa triste solitude et une heure après, accompagnés d'amis, parmi lesquels Victor Hugo, ils se rendent au Luxembourg. Un public de « générale » garnit les tribunes, féminin surtout. « Leurs seigneuries sont en costume : habit bleu de roi, col et parements brodés, culotte blanche, épée, chapeau à trois cornes ⁵ ». Un peu plus de la moitié des pairs sont présents, 95 exactement. Au premier interrogatoire les inculpés se déclarent « maîtres d'école ». Après le réquisitoire du procureur Persil, « pitoyable » et injurieux selon Montalembert, la plaidoirie maladroite de Frémery et celle de Lafargue, Montalembert s'avance à la barre et sa voix monte pour la première fois dans le palais du Luxembourg.

Plusieurs passages ont été suivis, écrit Montalembert, de murmures d'approbation non équivoques ; rien n'a été trouvé trop fort, pas même l'attaque contre M. de Broglie qui a été là tout le temps me regardant à travers sa lorgnette. Le mot « quand on est très avare de gloire, il ne faut pas l'être tant de liberté » a été fort goûté. Enfin en finissant il y a eu un mouvement général d'approbation et d'émotion tant dans les tribunes que dans la Cour où plusieurs pairs pleuraient. Je me suis assis assez satisfait de l'effet que j'avais produit ⁶.

1. Celier, p. 160. — Document XXIV.

2. *Journal* : 15 septembre 1831.

3. *Journal* : 17 et 18 septembre 1831.

4. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, pp. 195, 196, a cité le *Journal* de Montalembert pour cette journée du 19, mais en supprimant au moins six passages.

5. Celier, p. 79.

6. Lignes à peine citées par M^{lle} de Lallemand, p. 196. Montalembert

Le plaidoyer de Montalembert, célèbre, est habilement présenté à la Haute Assemblée et solidement fondé ¹. Il accuse l'Université, « créature de la Convention et de l'Empire », d'un despotisme inconnu même de l'absolutisme royal. Il se réclame contre elle de la liberté, comme Lamennais son maître et ami l'a fait dès 1814. Pour les catholiques, n'en resterait-il que cinquante en France, il exige l'inviolabilité de leur conscience, laquelle proteste contre cette Université dont l'enseignement, voire la moralité la révolte, contre ce monopole directement négateur de l'autorité paternelle. Il affirme qu'interdire l'enseignement, partie intégrante de la religion, c'est attenter à la liberté de religion garantie par l'article 5 de la loi fondamentale. Il s'indigne enfin contre les attaques dont la foi est ainsi l'objet. Celle-ci que le siècle « ignore et oublie » il la proclame « vivace et forte d'un éternel avenir ». L'on sent vraiment qu'elle est le roc sur lequel est fondée l'action de Montalembert, l'autre assise de cette action étant la passion de la liberté.

Le jeune pair, loin d'éprouver quelque malaise devant ses nobles juges, trouve là, c'est visible, le milieu qui convient à

a postérieurement orné de points d'exclamation les derniers mots. L'allusion au duc de Broglie, qui fut ministre de l'Instruction publique et des Cultes dans le ministère du 11 août au 2 novembre 1830, est celle-ci : « Quelles ne furent pas notre surprise et notre douleur... lorsque surtout le premier des Ministres dont le nouveau pouvoir ait doté la religion et l'Instruction publique vint confirmer, par l'Ordonnance du 30 septembre dernier, l'acte le plus arbitraire de la Restauration, et ôter en même temps aux débris de nos séminaires ces malheureux douze cent mille francs qui nourrissaient huit mille lévites et qui étaient les gages de cette servitude dont il resserrait plus que jamais les liens. Quant à moi, j'en remercie ce Ministre, parce que, s'il a dépouillé huit mille communes de leurs consolations religieuses, s'il a étouffé dans huit mille jeunes cœurs une sainte et légitime espérance, il a du moins appris au catholicisme de quel prix inestimable lui serait désormais la liberté, puisqu'elle seule pouvait le préserver désormais d'un si honteux esclavage ». (O. C., t. I, pp. 13, 14.) — Dans ses *Souvenirs*, t. IV, p. 115, le duc de Broglie justifie sa décision.

1. O. C., t. I, pp. 3 sq. Madame de Montcalm ayant, quelques jours après, rapporté à Montalembert que plusieurs pairs attribuaient ce discours à Lamennais, Montalembert confie son indignation à son *Journal* : « C'est par trop fort ! On ne peut pas me laisser le peu de gloire que j'ai acquise à la sueur de mon front ». (*Journal* : 23 septembre 1831).

son tempérament aristocratique. Nous le croyons sans peine, il ne s'associe pas au dédain que l'on cherche à soulever de toutes parts contre la pairie, comme il le déclare en exorde, en ce jour même où est lu devant l'autre Chambre le projet de loi abolissant l'hérédité. Il est fier de conclure : « Pairs de France, souffrez que je vous dise avec une franchise héréditaire... »

La majesté du style n'est pas de l'emphase : elle est accordée aux circonstances. Elle est d'un orateur digne de ce nom. « J'ose leur promettre ici une immortalité qui fatiguera peut-être leur ombre », lance-t-il aux persécuteurs ; et de flétrir leur « intrépidité contre l'enfance et cette complaisance pour les passions populaires, cette invincible force contre les faibles et cette basse faiblesse contre les forts... » L'ensemble du discours et la qualité des succès futurs le prouvent : il n'y a pas là de simples antithèses romantiques. Montalembert est orateur ; il possède cette arme puissante qu'est la séduction des assemblées. Raison de plus, pour lui, d'aimer l'arène parlementaire sans détester le régime de la souveraineté du peuple.

Après de Coux, très maladroit, « réponse la plus violente, la plus inconvenante » de Persil avouant « avec une effronterie sans pareille que nous ne serons jamais *libres d'être ultramontains*, etc... » ¹. Lacordaire reprend point par point l'argumentation de ce réquisitoire, vissant Persil « comme dans un étau », écrit Montalembert. L'audience est ensuite levée et tandis que plusieurs pairs félicitent ce dernier, la garde nationale manifeste son mécontentement contre de Coux ².

Au cours du débat deux maladroites en effet ont été commises, l'une par M^e Frémery, qui a fait allusion à l'abolition prévue de la pairie héréditaire, l'autre par de Coux qui a baptisé Louis-Philippe « Roi provisoire des Français ». Ces imprudences de langage caractérisent assez les tendances révolutionnaires de l'*Avenir* pour être soulignées. Elles contribuèrent à empêcher un acquittement, quoique Pasquier ait

1. Fragment inédit du *Journal*.

2. *Journal*.

ajourné le verdict au lendemain 20 septembre. M. de Brézé ne cacha pas à Montalembert, d'autre part, que ses collègues le « regardaient comme un jeune homme fanatisé ».

Sept pairs ¹ refusèrent de reconnaître la culpabilité de Montalembert, mais presque tous votèrent pour que le minimum de la peine fût appliqué aux trois coupables : l'amende de cent francs.

C'est une victoire ! écrit Montalembert. Enfin le voilà donc achevé ce grand procès. Nous nous en sommes tirés avec une véritable gloire, mais malheureusement l'importance majeure des débats de la Chambre des Députés l'ont empêché d'avoir tout le retentissement convenable ².

Tandis que, douloureux de la solitude de son foyer, Montalembert épanche sa joie de vainqueur dans le sein de la « bonne Madame Swetchine », il diffuse son discours publié par l'*Avenir*, qui exploite vigoureusement le succès ³.

Car, à tout prendre ⁴, le procès a produit le meilleur effet. Le 12 octobre Lacordaire annonce dans l'*Avenir* que d'autres écoles seront ouvertes.



3.

L'*Agence*, au même temps, défend les communautés religieuses. A Aix, elle a pris fait et cause pour les capucins in-

1. Marquis de Brézé, prince de Poix, baron de Beurnonville, comte de Vogüé, marquis de la Tour du Pin-Montauban, comte de Rougé, comte de Bérenger.

2. Fragment inédit du *Journal* : 20 septembre 1831.

3. *Journal* : 20, 21 22 septembre 1831.

4. Grimaud, p. 227, donne l'opinion de quelques-uns des juges, notamment du baron Mounier d'après ses *Souvenirs* et du duc de Broglie dans son discours de réception à l'Académie française. Il renvoie aussi aux Archives Parlementaires, t. LXIX, pp. 698 sq. — Montalembert raconte (*Journal* : 25 septembre) qu'un officier de dragons, parfaitement inconnu de lui, l'arrêta dans la rue pour le complimenter de son discours. Deux mois plus tard à Mâcon le directeur de la poste lui « sauta au col » en lui déclarant : « votre plaidoyer a ému toute la France ». La scène racontée dans le *Journal* de Montalembert (25 novembre) a été transcrite par le P. Lecanuet.

quiétés en raison de leur costume. Une affaire plus grave a surgi en Bretagne. Par arrêté du préfet de Nantes, la Trappe de la Meilleraye a été dissoute. Des trappistes étrangers s'y trouvaient en nombre et des légitimistes y étaient venus faire des retraites. On avait dénoncé la Trappe comme foyer de l'agitation vendéenne. Les trappistes ayant refusé d'évacuer, l'affaire fit le plus grand tapage parce que l'exécution fut poursuivie *manu militari*. L'*Avenir* publia le 6 octobre une lettre ouverte au Révérend Père abbé, le conjurant de ne pas laisser prescrire son droit. Si ce qui a été commis demeure impuni, y lit-on, il n'y a plus en France ni liberté, ni propriété, la force règne et non plus la justice. Pour soutenir sa cause l'*Agence* offre au Père abbé le temps, l'argent, les forces des catholiques unis et le prestige des succès acquis. Il faut déférer en justice les autorités civiles et militaires qui ont ordonné et dirigé cet attentat, réclamer auprès des tribunaux la libre jouissance d'une propriété légitimement achetée. Alléguera-t-on des vœux ? Qui a droit de les connaître et « où est-il écrit qu'un vœu anéantit sur la tête d'un Français le droit de propriété ? » Si le Conseil d'État refuse d'autoriser les poursuites, l'opinion jugera ! L'*Agence* ne demande qu'une chose, que le Père abbé remette entre ses mains « ses infortunes, ses droits, ses devoirs... »

Montalembert signa cette lettre avec sept autres membres du conseil de l'*Agence*. Celle-ci intenta trois procès, deux au civil pour obtenir réintégration du propriétaire et des dommages-intérêts, l'autre au criminel contre le préfet. Le gouvernement et les tribunaux les firent avorter, après que la Chambre eût passé à l'ordre du jour sur la requête de l'abbé, un seul député l'ayant défendu ¹.

Mais l'Ouest n'était pas la circonscription de Montalembert ², et tandis qu'un membre de l'*Agence* s'installe à la Meilleraye, lui part pour le Sud-Est. « Afin de tuer grandement la vie » — selon l'expression de Lacordaire —, il se donne

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Cornudet : 2 janvier 1832, p. 23.

2. Dans les A. L. R. (Dossier 563) nous avons trouvé un pouvoir en blanc de l'abbé de la Meilleraye en date du 12 octobre 1831. Montalembert a dû le recueillir au moment de la liquidation de l'*Agence*.

à corps perdu à « l'entreprise religieuse et gigantesque de l'*Avenir* », de l'*Agence* ¹.

Il rejoint à Lyon « l'excellentissime » Combalot qui sera son compagnon de voyage ². Il fonde l'*Association lyonnaise*, et jusqu'en Provence allume ou alimente de son ardeur des foyers d'action catholique libérale.

Tout le début d'octobre il mène en Lyonnais et Dauphiné une propagande endiablée. Son procès a achevé de lui gagner les cœurs des amis de l'*Avenir*, qui se disputent l'honneur de le loger ³. A Vienne, il est l'hôte de l'abbé Graveran, futur évêque de Quimper ⁴. A Voiron, un correspondant de l'*Agence* se montre tout ému de « l'amical embrassement des anciens catholiques » donné par Montalembert à ce jeune clergé épris des doctrines nouvelles, en cachette de l'évêché « *propter metum judaeorum* » ⁵.

A Grenoble, le 10 octobre, « terrible discussion » avec l'évêque Mgr Philibert de Bruillard, assisté de son grand vicaire Ceston et de son théologien Rousselot, les persécuteurs en question ⁶. A Digne, il voit l'évêque Mgr Miollis ; le surlendemain, 19 octobre, à Forcalquier et Viens, son ancien précepteur l'abbé Monier de la Quarrée ; le 21 à Aix, l'abbé Si-bour ⁷. A Lyon, il a conseillé la création d'une section dauphinoise de l'*Agence* : le délégué lyonnais s'empresse d'écrire à Montalembert, de passage à Marseille, où il touche Mgr de Mazenod, qu'il a satisfaction, que d'autre part « l'organisation lyonnaise... de plus en plus nombreuse a appris avec plaisir l'organisation de l'association dauphinoise », qu'enfin Montalembert devrait revenir par Romans où une réunion

1. Lacordaire à Montalembert : 2 juillet 1833 ; cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 211.

2. *Journal* : 29 septembre 1831.

3. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Montalembert : 16 octobre 1831, p. 7.

4. *Chronique catholique* inédite, 26 mai 1840 (publiée *infra*, p. 575).

5. Correspondance inédite de l'*Agence*. Archives d'Écotay. Dossier Isère, lettre des abbés Rigat et Raison.

6. *Journal* : 10 octobre 1831.

7. D'après un feuillet d'itinéraire manuscrit qui se trouve aux archives d'Écotay.

est prévue chez les visitandines avec plusieurs prêtres, avant la nouvelle assemblée plus importante de Lyon ¹.

Montalembert s'émeut au contact de ces humbles amis de la cause. L'accueil de certains prêtres ou fidèles l'enfièvre chaque jour davantage.

1. Correspondance inédite de l'*Agence*. Archives d'Écotay. Dossier Rhône, lettre du 18 octobre 1831.

CHAPITRE IV

De la condamnation à la soumission.

- § I. — LA CONDAMNATION (1832). — 1. Les trois « pèlerins de la liberté » à Rome ; 2. Montalembert et l'Encyclique *Mirari vos*.
§ II. — FIDÉLITÉ A LAMENNAIS (1832-1833). — 1. Les activités et les jugements de Montalembert faussés par la douleur ; 2. Études sur *Lyon en 1831* et sur le *Despotisme* ; 3. *Le Livre des Pèlerins Polonais*.
§ III. — LA SOUMISSION (1834). — 1. Montalembert entre Lamennais et Lacordaire ; 2. « Catholique avant tout ».
-

§ I. LA CONDAMNATION (1832).

I.

Brutal arrêt en pleine action.

Puissante par le génie de Lamennais, la doctrine de l'*Avenir* teintera pendant plus d'un siècle l'éternel courant catholique libéral. Opportune, sa méthode de combat sur le terrain légal servira un peu plus tard de modèle. L'une et l'autre marqueront Montalembert.

A cette heure la première est plus que suspecte : la seconde vouée, par suite, à rester sans application. Les outrances de Lamennais ont été propres à rendre indéfendable une position difficile, décisives les oppositions prévues et mortel le manque de fonds. Dès le 24 janvier 1831, Montalembert avait d'ailleurs signalé dans son *Journal* un cri d'alarme du Père Ventura et le 23 avril une grave alerte financière.

Le jeune pair apprend, pendant son voyage de propagande, par une lettre de Lacordaire du 29 octobre, la résolution de ses amis de suspendre l'*Avenir*. Le coup est d'autant plus cruel pour Montalembert que quinze jours avant il s'était décidé à envoyer de Gap à sa mère une lettre de séparation,

et s'accrochait plus que jamais au passionnant labeur de l'*Agence*¹. Parti incontinent pour Paris, il assiste le 11 novembre à la réunion des actionnaires, au cours de laquelle est décidée la suspension. La nuit du 14 au 15, il la passe jusqu'au lever du jour aux bureaux de l'*Avenir*, en plein désarroi. Le 15 paraît le dernier numéro, avec le grand article d'adieu que Montalembert a mis deux jours à composer. Le 21, dernière réunion complète de l'*Agence* chez M. Féli.

Avec celui-ci et Lacordaire, qui le précèdent à Lyon, Montalembert part pour Rome afin de plaider auprès du Pape. Fugitive est son intuition d'une condamnation possible². Et cependant l'exposition des principes publiés dans l'*Avenir* était demeurée sans réponse³.

Ils vont, persuadés que l'épiscopat s'est prononcé contre l'*Avenir* parce que salarié du gouvernement et poussé par lui, convaincus que le seul moyen de lever cette opposition paralysante est de montrer à Rome l'orthodoxie de leur catholicisme, assurés que l'approbation sera retardée par des pressions diplomatiques. Mais elle viendra, car la vérité prévaut tôt ou tard. Le temps et les révolutions travaillent pour eux.....⁴.

Montalembert termine à Rome cette année 1831 pendant laquelle il a vu mourir son père, détruire son foyer et disparaître aussi son tendre ami Gustave Lemarcis. Cette année de ses vingt et un ans a marqué avec éclat son entrée dans la vie publique au rang de pair, naguère le premier du royaume, aux côtés du plus vigoureux et séduisant des chefs catholiques...⁵.

La première impression produite par Rome sur Montalembert n'est pas favorable. Il est intéressé par ce qu'il voit, mais attristé et effrayé. Il croit Rome « bouleversée » par leur arrivée et leurs adversaires décidés à empêcher leur succès.

1. *Journal* : 13 octobre et 5 novembre 1831.

2. Lecanuet, t. I, p. 272.

3. Cf. Debidour : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France 1789-1870* (Paris, 1898), p. 424.

4. Lettre à Anckarsvärd : Rome, 12 mars 1832. *Revue d'Histoire diplomatique* citée, pp. 54, 55.

5. D'après le *Journal* de Montalembert, cité par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 154.

Nous sommes pleins de courage et d'espérance, écrit-il, mais la lutte sera longue et pénible. Le cardinal de Rohan est notre plus fougueux ennemi. Le Père Ventura, qui s'est complètement réconcilié avec nous ¹, est notre plus chaud partisan ².

Au même moment l'abbé Dupanloup écrivait au cardinal de Rohan que « tout le jeune clergé » était perdu en France si Lamennais pouvait se dire approuvé de Rome ³.

Les trois « pèlerins de la liberté » signent, le 2 février 1832 ⁴, le « *Mémoire* (rédigé par Lacordaire) *présenté au Souverain Pontife Grégoire XVI par les Rédacteurs de l'AVENIR et les membres du Conseil de l'AGENCE GÉNÉRALE POUR LA DÉFENSE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE* ». On y pense prouver que dans la situation actuelle de l'Église de France nulle autre attitude n'est possible que celle conseillée par l'*Avenir*. « La religion n'étoit pas haïe pour elle-même, mais pour son alliance avec le pouvoir ⁵. » Donc il faut la séparation des deux ; et d'autant plus que le gouvernement, et « le gouvernement seul », l'attaque maintenant. L'*Avenir* a pour unique objectif la défense de la religion, et il l'a atteint souvent. Ses adversaires catholiques sont les légitimistes et les gallicans.

Le Père Dudon ⁶ a trouvé une lettre écrite par Montalembert à l'abbé Guéranger au lendemain de la remise du *Mémoire*. Elle dépeint l'horreur de la cour romaine pour tout ce qui fleure la révolution — plus que dangereuse en Romagne, — dénonce les démarches des ambassadeurs, celui du czar principalement, pour obtenir la condamnation de l'*Avenir*, témoigne enfin de la conviction que le Pape « n'a jamais songé » à cette condamnation. Le *Journal* de Montalembert confirme ces sentiments, le 3 février, avant un commentaire de fierté exaltée :

1. Le Père Ventura avait écrit à l'*Avenir* des lettres dures.

2. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, Lettre de Montalembert : 3 janvier 1832, p. 25.

3. Cité par Brugerette : *Le prêtre français et la société contemporaine*, t. I, p. 81.

4. Dudon : *Lamennais et le Saint-Siège*, p. 151.

5. Extrait du *Mémoire*. *Œuvres complètes de Lamennais*, t. XII (*Affaires de Rome*), p. 51.

6. Dudon : *Lamennais et le Saint-Siège*, p. 151.

J'apprends du Dr Boylan, supérieur du Collège irlandais.... que S. M. l'Empereur de Russie a adressé deux notes au Souverain Pontife depuis la suspension de l'*Avenir* pour l'engager fortement à désapprouver ce journal, attendu selon lui que le parti de l'*Avenir* menaçait de devenir la *sixième grande puissance* de l'Europe et de rompre ainsi la balance politique, attendu surtout que, sans parler de la révolution de Belgique, il attribuait à l'*Avenir*, sinon la révolte de la Pologne dans son origine, du moins sa persévérance et le caractère religieux de la lutte.

Le cardinal de Rohan, toujours bienveillant à l'égard de Montalembert, ne peut lui laisser tout à fait ignorer les pressions de l'épiscopat français et d'hommes comme l'abbé Dupanloup en faveur d'une censure des « doctrines de schisme, d'orgueil et de liberté effrénée » ¹.

Le *Journal* enregistre aussi des bruits moins favorables touchant l'opinion de Grégoire XVI sur Lamennais et ses amis. Du regret affiché par Montalembert de n'avoir pas combattu contre Charles X aux journées de Juillet, on conclut qu'il est *carbonaro* ! Rassure-t-on au contraire le Pape en lui indiquant le but des « pèlerins » : remettre le Saint-Siège à la tête de la civilisation européenne, le Saint-Père s'écrie : « Ah ! mon Dieu, ce sera la fin du monde !... » ².

Lacordaire sent la partie perdue ; il quitte Rome, et cette scission endolorit cruellement Montalembert. Auparavant ils avaient été reçus par le Saint-Père, paternellement, sans obtenir d'ailleurs un mot sur l'affaire. Mais tandis que Lacordaire a compris ce silence, Montalembert écrit :

C'est bon signe de n'avoir pas reçu (du Pape) la plus petite marque d'improbation. C'est, ajoute-t-il, un bon et excellent vieillard d'une simplicité vraiment admirable et d'une piété angélique. Du reste, notre affaire va assez bien. Il y a eu un assez grand revirement en notre faveur chez tout le monde. Nous ne doutons point qu'en définitive l'issue ne nous soit favorable, mais Dieu sait quand issue il y aura ³.

Les Romains s'entendent à embrumer d'illusions. Trois prélats, écrit le 2 juin 1832 Montalembert à Lacordaire, trois pré-

1. Abbé Lagrange : *Vie de Mgr Dupanloup*, t. I, p. 118.

2. *Journal* : 8 et 18 janvier, 3 et 8 février.

3. Lettre à Cornudet : 15 mars 1832. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 40.

lats ont répété aux « pèlerins » qu'ils ne seraient jamais condamnés, avaient eu tort d'interrompre l'*Avenir*, et ne pouvaient rien faire de mieux que de le reprendre ¹. Lamennais, le 5 avril, ordonne même à de Coux de jeter les bases de l'Association internationale libérale. « L'*Avenir* auquel il faudrait laisser son titre, deviendrait le journal de l'Association ». Le 27 avril il se déclare « parfaitement sûr de n'être pas condamné » et renouvelle ses instructions pour la réapparition de l'*Avenir* ².

★ ★

2.

L'Encyclique *Mirari vos* ³ fut la réponse donnée au monde, en la fête de l'Assomption 1832, tandis que Lamennais et Montalembert, accompagnés de Rio, avaient quitté Rome devant le silence désapprobateur du Pape. Ils retrouvaient Lacordaire à Munich, où ils arrivaient le 10 août, « pleins de courage et d'espérance et résolus à reprendre l'*Avenir* dès que, écrivait le 20 août Montalembert à Guerrier de Dumast, nous en aurons les moyens pécuniaires » ⁴.

Un *Bref aux Evêques de Pologne*, condamnant la révolution, l'avait précédée de peu. Ce Bref avait blessé au cœur les Polonais et les catholiques, libéraux surtout, comme une ignominieuse capitulation du Pape devant l'empereur de Russie, comme une révoltante invitation aux victimes de se soumettre aux bourreaux, accordée au czar en échange d'on ne sait quelle intervention politique. Grégoire XVI expliquera plus tard à Montalembert une version fort atténuée de l'affaire et la publication de documents concernant les rapports de Nicolas I^{er} et de Grégoire XVI a détruit l'impression tenace laissée par ces pénibles apparences ⁵.

1. A. L. R. Dossier 418. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 2 juin 1832. Cf. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 54.

2. *Études* : 5 avril 1911, pp. 78-90. Lettres inédites de Lamennais à de Coux.

3. *Œuvres complètes de Lamennais*, t. XII, p. 316.

4. Lettre inédite : archives de la famille de Dumast, à Nancy.

5. Cf. édition Goyau et P. de Lallemand : *Lettres de Montalembert à*

Une lettre personnelle du cardinal Pacca à Lamennais ¹ accompagnait l'envoi de l'Encyclique, reçue le 30 août, et précisait quatre blâmes :

1^o de l'initiative d'une discussion de presse sur des points délicats ;

2^o de l'esprit révolutionnaire émané des doctrines sur la liberté civile ;

3^o des exagérations sur la liberté des cultes et celle de la presse ;

4^o de l'*Acte d'union* dont Sa Sainteté réprouvait le *fond* et la *forme*.

L'Encyclique est toute contre l'esprit révolutionnaire qui, sans l'aide de Dieu, eût déjà deux fois submergé la barque de Pierre et son nouveau pilote. Elle dénonce *in primis*, comme cause de telles calamités, la conspiration des sociétés secrètes. Elle proclame que l'Église éternelle n'a point besoin d'un rajeunissement, que la réclamation des libertés de conscience, etc..., vient d'une source pestilentielle, l'indifférentisme, que l'Église et l'État doivent être alliés. Elle souhaite la protection de la religion par les princes.

Absolue condamnation : il faudra des années pour comprendre sa portée exacte et trouver la distinction conciliatrice *thèse-hypothèse*. Absolue condamnation d'une cause au service de laquelle Montalembert a mis tout son cœur et son esprit, coup de massue sous lequel un catholique n'a qu'à s'agenouiller, sans comprendre ou convaincu qu'il est victime d'intrigues politiques. Montalembert avait assisté au banquet célèbre offert à Lamennais par ses amis allemands le 30 août, dîner au cours duquel l'envoyé de la nonciature avait remis l'Encyclique. Imperceptiblement sorti un instant pour le recevoir, Lamennais n'avait pas trahi cette révélation en rentrant dans la salle de fête. Montalembert avait vu ensuite la résignation qui avait semblé la première réaction du maître. Mais la révolte monte ². Navré, Montalem-

La Mennais, p. xv, note (1), renvoyant au livre du P. Boudou : *La Russie et le Saint-Siège*. — Cet ouvrage réfute en particulier Debisdour : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État...*, p. 425.

1. *Œuvres complètes de Lamennais*, t. XII, p. 128.

2. Le récit du banquet, souvent reproduit, se trouve notamment

bert parcourt Munich en récitant *die Leider des jungen Werther*... ¹. Il écoute angoissé les discussions de ses amis. Certain soir, racontait le baron de Moy de Sons ², dînant chez le Dr Doellinger, Lamennais se démena « comme un diable » tandis que le prêtre bavarois raisonnait sereinement. Après le repas, on se promenait dans les allées créées par le roi Louis et Lacordaire demanda à Doellinger si *Mirari vos* était un document doctrinal imposé à leur foi. Dans le silence tomba une réponse nettement affirmative ³.

Montalembert signe donc — 10 septembre —, avec ses amis, la déclaration de soumission ⁴ à ce qu'il appelle la « funeste Encyclique » ⁵. Pour Guerrier de Dumast il résume celle-ci en termes brûlants :

(Le Pape) appelle la liberté de conscience un *délire*, la liberté de la presse *exécrable*, la science *impudente* et proclame la nécessité de l'union entre l'Église et l'État, etc., etc. Cet acte, ajoute-t-il, qui heureusement n'a rien d'obligatoire pour nos consciences catholiques, nous oblige cependant à déposer les armes ⁶.

C'est pourquoi cette déclaration de soumission est adressée aux journaux : « L'*Avenir* ne reparaitra plus..... l'*Agence* est dissoute..... » ⁷.

dans Rio : *Épilogue à l'Art Chrétien*, t. II, pp. 173-175, et dans M^{lle} de Lallemant : *Montalembert et ses amis*..., pp. 156, 157, citant le *Journal* de Montalembert.

1. Aux archives d'Écotay, cet ouvrage se trouve en petit in-16, portant sur la page de garde « Munich 1832 ».

2. Alors jeune professeur expulsé par ordre de Lola Montès des Universités de Bavière. Mort vers 1870.

3. *Le Correspondant*, t. 101 de la collection ; t. 65 de la nouvelle série, Paris, 1875, pp. 1045-1046.

4. *Œuvres complètes de Lamennais*, t. XII, p. 354.

5. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Montalembert : 16 septembre 1832, p. 71. Cornudet lui fait écho dans sa réponse en parlant de *Mirari* comme d'un « monument de démence » (*Ibid.*, p. 73).

6. Lettre inédite : 4 septembre 1832. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

7. La liquidation exigea un certain temps. Montalembert tenant Lamennais au courant lui manda le 17 décembre 1832 « qu'il arrêterait au premier janvier les opérations de l'*Agence* et espérait un excédent de mille francs ». — « Quant à l'*Avenir*, lui écrivait-il le 23 janvier 1833, on ne s'en tirera qu'en déclarant MM. Waille et Harel en fail-

Jugeant, trente ans après, toute cette affaire, Montalembert confessa deux torts : d'avoir joint, dans l'*Avenir*, à des idées neuves mais justes « des théories excessives et téméraires », puis d'avoir soutenu les unes et les autres « avec cette logique absolue qui perd toutes les causes qu'elle ne déshonore pas ¹ ». Il reconnaît aussi une faute ² : ce voyage à Rome qui obligea Grégoire XVI à trancher. L'absence de réalisme a été le vice foncier de l'action de l'*Avenir*. Les yeux fixés sur un objectif en partie seulement chimérique, Lamennais et ses seconds ont buté puis se sont écrasés sur les obstacles les plus visibles. C'est en journaliste extrémiste, dédaigneux des contingences, que Lamennais a traité de la politique gouvernementale comme de l'attitude de la hiérarchie religieuse, à laquelle ce genre déplait souverainement.

Cette expérience sévère servira à Montalembert : il aura des alliés dans l'épiscopat, Mgr Dupanloup particulièrement... qui à Rome vient de pousser à la condamnation de l'*Avenir*.

« Théories excessives et téméraires... » Elles furent un cas particulier de l'état général de la France — pour ne parler que d'elle — : bouillonnement d'idées, anarchie intellectuelle et anarchie politique qui sont synchrones, vague sentimentale, provoqués par la commotion de 1830. L'*Avenir* n'a pu échapper à la contagion des miasmes contemporains. Il n'est pas indifférent que Montalembert les ait respirés. « Un vent de messianisme révolutionnaire souffle sur tous ceux qui tiennent une plume... Lamennais prêche d'exemple, il se grise comme d'un vin nouveau du mot de liberté, mot fiévreux et trouble qui peut couvrir — il aurait dû le savoir et simplement se souvenir — les pires excès, et qu'il se garde bien de définir » ³. Si jeune, si possédé d'idéal, comment Montalembert aurait-il été plus réaliste ?

« Théories excessives et téméraires » : elles eurent pour

lite ; il faudra avouer un passif de quarante mille francs dont on pourra se justifier... » Le 12 mai il peut lui annoncer la fin de la liquidation. (*Lettres de Montalembert à La Mennais*, publiées par Goyau et P. de Lallemant).

1. O. C., t. IX, p. 422.

2. *Ibid.*, p. 424.

3. Giraud : *La vie tragique de Lamennais*. R. D. M., 1933, t. XV, p. 167.

principe un sentiment de foi en l'esprit révolutionnaire. La seule sagesse eût discerné les différentes sources de celui-ci. Certes, en cette année 1830, il y eut des hommes épris de liberté, de romantiques chevaliers qui moururent pour elle et dont le cœur fut pur. Il y eut des victimes d'oppressions inhumaines. Cependant, des politiques calculaient, des meneurs semaient la haine, les *ventes* manœuvraient, et les troupes se recrutaient en bonne partie parmi les violents toujours prêts à secouer le joug de la discipline sociale. Louis-Philippe et Grégoire XVI sont menacés par ce flot révolutionnaire dont les réalistes cherchent et voient le point de jaillissement. Paris, de mars à septembre 1831, souffre d'émeute chronique. Montalembert le sait bien, qui participe aux factions et alertes de la garde nationale, qui assiste l'armée au pied et indigné au sac de Saint-Germain. Sous l'impression du moment, il a même confié à son *Journal* (14 et 15 février 1831) « je vois avec horreur toutes mes espérances déjouées, mes illusions détruites, l'alliance que j'avais rêvée entre Dieu et la liberté compromise et presque anéantie ». La populace l'écœure, mais c'est pour le gouvernement, « monstre de lâcheté » ; que l'*Avenir*, on l'a vu, réserve ses attaques. Il réclame la suppression des armées permanentes ¹, au moment où Ozanam croit à une guerre imminente dont « l'Europe entière enlacée dans les filets de la Franc-Maçonnerie sera le théâtre » ².

Rome sonde plus profond, et trouve la nappe nourricière : une philosophie essentiellement antichrétienne. Celle-ci réclame « le renversement de toute autorité et de toute religion révélée » ³, lors même qu'elle se camoufle en demandant « liberté, égalité ». Elle propage le sentiment d'indépendance comme un poison propre à tuer le christianisme.

Ces affirmations de Rome barrent la route aux hommes de l'*Avenir*. Ils voyaient dans l'esprit révolutionnaire une inspiration chrétienne polluée. Ils tendaient la main aux libéraux

1. M. J., t. I, p. 297.

2. *Lettres d'Ozanam*, t. I, p. 5, citées par Goyau : *Autour du Catholicisme social*, 2^e série, p. 263.

3. Deschamps : *Les Sociétés secrètes et la Société*, t. I, p. 152, citant une « révélation » d'un franc-maçon publiée par Gerbet dans le *Mémorial catholique*.

« sincères ». Pour discriminer cette sincérité, point de norme ; comment empêcher la logique révolutionnaire, comment obliger les hommes avec qui l'on applaudissait 1789 à maudire 1793 ¹, ils ne se le demandaient pas.

Rome, condamnant l'esprit révolutionnaire en lequel l'*Avenir* avait foi, porte un coup mortel à ce sentiment dans le cœur de Montalembert.

On verra jusqu'à quel degré le jeune pair tirera de cette condamnation décisive, à laquelle il se soumettra sincèrement, une double leçon de réalisme et de doctrine. Même, après 1848, Montalembert soutiendra Louis-Napoléon contre l'anarchie.

Pour l'instant il n'y paraîtra guère et longtemps un reste de sympathie demeurera.

§ II. FIDÉLITÉ A LAMENNAIS (1832-1833).

I.

La destruction de son foyer bouleverse un homme. Il ne retrouve son équilibre qu'après avoir longtemps usé dans une action intensive sa sensibilité à vif, après s'être désespérément accroché aux affections qui s'offrent. Pendant les mois qui suivent la mort de son père et le définitif départ de sa mère, dont il s'est séparé par une lettre du 13 octobre 1831, Montalembert, si passionné d'avance pour la croisade « Dieu et liberté », s'attache à l'*Avenir* de toute la violence de son cœur. Il se jette dans la bataille comme un soldat que rien n'arrête plus. Il trouve dans son chef « le plus caressant et le plus paternel des hommes » ², dans son compagnon d'armes

1. Un héritier des idées de la Révolution, M. Mario Roustau, démontre vigoureusement l'impossibilité pour lui de renier les suites logiques des principes de 1789, et en particulier leurs conséquences anti-religieuses (*Les philosophes et la Société française au dix-huitième siècle*, pp. 366-372). Nous avons vu plus haut que Lacordaire, libéral sincère dès avant sa conversion, voyait alors vraiment dans l'Église un « obstacle » au libéralisme.

2. O. C., t. IX, p. 426 (dans la notice sur le Père Lacordaire). Cf. *Lettres de Montalembert à La Mennais* (6 février 1833), édition Goyau et P. de Lallemand, p. 49 notamment. La lettre est citée par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, pp. 163 et 164.

un frère dont il partage jusqu'au logis. D'où un élan d'une force extrême que l'amour de sa cause et l'« ivresse du combat » n'expliquent pas seuls (bien qu'ils soient suffisants pour le déterminer). Ses foyers sont trop déserts, son cœur trop vide, son imagination trop pleine, dit-il lui-même, pour permettre une existence studieuse et solitaire ; il lui faut du bruit et de l'action ¹. On ne s'étonnera donc pas si, pendant deux ans, sur cette lancée, Montalembert, qui a sacrifié à sa tendresse filiale pour M. Féli, « son maître et son père », des visites et voyages archéologiques ou artistiques très désirés ², qui lui assure une petite pension ³, pense, écrit selon l'esprit de l'*Avenir*, s'il relit avec ferveur les ouvrages de Lamennais : *De la Religion, Des progrès...*, *Lettres à l'archevêque de Paris* ⁴.

Louis-Philippe est étiqueté depuis longtemps « un monarque encanaillé » qui prend pour ministres « les valets de Napoléon » ; il « deviendra le jouet et puis la victime du parti qui veut... *la démocratie despotique* » ⁵. Négocie-t-il avec le souverain des pitoyables États Pontificaux, Grégoire XVI instituant les évêques choisis par le roi cependant que les troupes françaises occupent Ancône, « c'est tout simplement un pacte où l'un vend la liberté de l'Église et l'autre l'honneur de la France » ⁶.

L'*Avenir* avait manqué de tendresse pour Louis-Philippe. Montalembert est encore plus exaspéré après la suspension du journal : dès la fin de 1831, le sage, le bon Cornudet tance son ami d'accuser le roi et Casimir Périer d'agir par peur, amour du pouvoir, haine de la religion, par lâcheté et autres motifs honteux. « Tu es fou », ajoutait le même correspondant, parlant du système vanté par Montalembert, « point de gou-

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Montalembert : 16 septembre 1832, p. 71.

2. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Montalembert : 22 mai 1832, p. 48.

3. *Lettres de Montalembert à La Mennais*, passim.

4. A. L. R. — Dossier 173.

5. *Journal* : 28 novembre et 10 décembre 1831.

6. *Journal* : 23 février 1832.

vernement » ¹. En vérité, Montalembert est aveuglé par la haine ; la douleur l'emplit de fiel qu'il répand sur ses meilleurs amis en injustice et en mépris ². Il n'attache aucune importance à ce que son ami lui révèle des assauts révolutionnaires lancés contre Louis-Philippe et de l'inconscience avec laquelle le jury acquitte les Raspail, les Blanqui, pour qui l'assassinat du roi se pose comme une simple question d'utilité ³. La loi de l'instruction primaire est la légalisation du parjure à laquelle le faux libéralisme prêtera la main. Les rapports se détendent-ils entre l'Église et l'État, ce « système de protection et de demi-faveur » adopté par l'« infâme milieu est la dernière des insultes ». « Les évêques et les jésuites donnent à pleines voiles dans le panneau. Il ne manquait plus aux ignominies de l'Église de Dieu que d'être la protégée de Louis-Philippe » ⁴. La loi sur les associations est « infâme », « abominable », « effrontée », arme d'un « gouvernement de brutes » ⁵, au point que Montalembert souhaite pour en finir une « catastrophe sanglante » ⁶. Pendant son retour d'Italie (juillet 1832), Montalembert, qui a jadis exprimé son dégoût des bourgeois et commis-voyageurs libéraux ⁷, perd de vue la gravité des insurrections parisiennes et s'indigne de la déclaration de l'état de siège, alors que tout Paris le réclamait ⁸.

Il est certain que tu es pour moi, écrivait spirituellement Monta-

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Cornudet : 7 décembre 1831, p. 21.

2. *Ibidem* : 27 février 1832, p. 36.

3. *Ibidem* : 16 janvier 1832, p. 28.

4. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 4 janvier 1833. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

5. *Lettres... à La Mennais* : 5 mars et 4 avril 1834. Édition Goyau et P. de Lallemand, pp. 190 et 194. La loi interdisait toute association même de moins de vingt membres et l'on pouvait redouter ses conséquences pour les congrégations religieuses.

6. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*. Lettre de Cornudet : 19 février 1832, p. 34.

7. « Tous ces MM. soutiennent qu'il faut guillotiner immédiatement les prêtres, les nobles et les journalistes. O liberté ! » Lettre à Cornudet : 16 mars 1831. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 3.

8. Ordonnance du 7 juin 1832, après la mort de Périet. — Lettre de Cornudet : 7 juillet 1832. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 59.

lombert à Cornudet, le 10 mars 1834, ce que la Garde Nationale est pour Louis-Philippe et c'est beaucoup dire... A propos, je serais curieux de voir ton honnête enthousiasme à l'occasion des assomades et de la charitable loi des associations si propice, entr'autres résultats, à l'avenir religieux de la France ¹.

Le pouvoir est « tombé au dernier degré d'avilissement », la société parisienne est « pourrie jusqu'à la moelle des os », et tous les hommes purs sont en guerre contre l'état actuel des choses en France, sauf Lamartine qui s'efforce vainement de concilier la générosité avec les « saletés sanguinaires » de Thiers et consorts ². Le procès des insurgés d'avril est jeté comme une pâture à la Chambre des pairs, et tel attentat contre le roi est d'un agent provocateur ³.

A. de la Ferrounays a ouï dire que Montalembert a prêté serment comme pair de France à ce monarque indigne qui signe « la suspension arbitraire de toutes les libertés, de tous les droits populaires » ⁴.

Cela n'est nullement vrai, lui répond Montalembert ⁵. Les arrêts de la Cour royale et de la Cour des pairs qui m'ont reconnu en possession de la pairie n'ont pas parlé du serment : ceux qui ont voulu me le faire prêter avant mon procès ont eu le dessous ; et je n'y serai astreint que dans trois ans. D'ici là il faut espérer que la France aura *écrasé l'infâme*.

Un an après, des jugements analogues motivent l'inquiétude d'Albert. Montalembert le rassure — si l'on peut dire ! — en ces termes :

La Chesnaie en Bretagne — 14 juillet 1833

..... Je vois que tu te fais un monstre de mes opinions politiques ; je ne suis pas du tout républicain dans le sens ordinaire du mot. Je crois seulement que l'Europe marche vers la république et que ce sera un progrès. Mais je désire que sa marche soit lente pour être sûre. Je suis l'antagoniste le plus acharné des soi-disant républicains d'aujourd'hui, hommes de sang et de boue. Je méprise

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 127.

2. *Ibidem*, p. 148. Lettre de Montalembert : 20 mai 1834.

3. *Ibidem*, p. 151. Lettre de Montalembert : 5 juin 1834.

4. Lettre inédite du 19 juin 1832. A. L. R. — Dossier 407.

5. Lettre inédite du 23 juin 1832. Même dossier.

et déteste le juste milieu, mais je désire qu'il dure, parce que la France n'est pas en état de supporter autre chose. Je voudrais bien que les légitimistes pussent triompher, puisque ce sont après tout les gens les plus probes et les plus religieux du pays ; mais ils sont de plus en plus aveugles. La Duchesse de Berry elle-même ne (veut pas) ouvrir les yeux : d'ailleurs ils n'ont aucune force matérielle dans le pays. Du reste, après avoir passé mon hyver au milieu des hommes les plus éminens des divers partis, je les quitte avec un profond dégoût pour la politique et la ferme résolution de ne m'en occuper que le moins possible et uniquement par devoir ou pour des causes vraiment saintes comme celle de la Pologne.

Raccourci excellent, que cette lettre, des idées et sentimens de Montalembert à l'époque. Plus au long il les livre à Lamennais, tous, haine du jacobinisme, sympathie pour les libéraux, mépris du gouvernement et des chefs d'États européens, dévouement à la Pologne.

Impitoyablement, Montalembert relève, dans cette correspondance avec son maître, les actes sectaires des jacobins : inéligibilité des prêtres aux Conseils généraux, défense d'un prêtre schismatique ¹ par le *National*. Sans ménagement, il juge les *leaders* libéraux, les Garnier-Pagès, les Odilon Barrot ². Il tient pour « admirable vérité » ³ les malédictions proférées par Lamennais contre le faux libéralisme en ces lignes : « ... le grand obstacle à la régénération du monde est moins l'absolutisme, partout abhorré, que le faux libéralisme ; mais celui-ci décline chaque jour. Il en est à sa dernière phase. Toutefois, je crois pouvoir dire qu'il manque encore aux peuples quelque chose d'essentiel, une connaissance nette des vrais principes sociaux. L'ordre réel, le droit, n'est encore qu'un instinct qui lutte en tous sens contre une multitude prodigieuse de fausses idées » ⁴. Montalembert qualifie de « froidement despotiques et bêtement rétrogrades » les théories affichées dans la *Tribune* par de « prétendus républicains » ⁵. Il souligne la malfaisance des libéraux allemands et suisses ⁶.

1. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 40.

2. *Ibidem*, pp. 46 et 92.

3. *Ibidem*, p. 64.

4. *Lettres de Lamennais à Montalembert*, p. 80.

5. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 87.

6. *Ibidem*, pp. 118 et 124.

Par contre, il visite sans déplaisir La Fayette, en qui il admire « un véritable instinct de liberté » et dont la myopie politique est par lui imputée à l'âge¹. Les jeunes — et les aînés — qui partagent ses aspirations libérales, Montalembert les réunit régulièrement chez lui le dimanche, 30 rue Cassette : Ozanam, de Vigny, Félix de Mérode, de Potter, de Coux, Sainte-Beuve et Ballanche, d'Eckstein et Mickiewicz, Ampère jeune, des saint-simoniens « qui reviennent au catholicisme graduellement », Lerminier, Considérant, etc...² Ozanam, dans une lettre, peint ces réunions animées par Montalembert grâce à son intelligence, son érudition variée, son imagination qui colore récits et réflexions. Ozanam y goûte le « plaisir pur » d'entretiens chaleureux sur la littérature, l'histoire, les « intérêts de la classe pauvre », le progrès de la civilisation. Ceci dans une atmosphère fraternelle et catholique : on use de « la plus sage discrétion » sur les points de doctrine condamnés par Rome³.

En novembre 1832, *Le Roi s'amuse* fut défendu après la première représentation. Victor Hugo s'adressa au tribunal de commerce. Il avait pour avocat Odilon Barrot qui lui conseilla de parler aussi. « Le témoin de la vie » du poète raconte qu'en allant à l'audience Victor Hugo rencontra Montalembert qui s'y rendait de son côté. « Ils entrèrent ensemble. La salle du tribunal regorgeait d'une foule sympathique. Le discours de M. Victor Hugo fut applaudi à diverses reprises, et le président dut rappeler plusieurs fois le public à l'ordre. Quand M. Victor Hugo eut fini de parler, il fut entouré et complimenté. M. de Montalembert lui dit qu'il était un orateur autant qu'un écrivain et que, si on lui fermait le théâtre, il lui resterait la tribune »⁴.

Avec ferveur Montalembert fréquente les exilés polonais, ce même hiver 1832-1833, avant de retrouver leurs frères ici ou là en Allemagne, en Autriche. Il est élu à la Société litté-

1. *Lettres... à La Mennais*, pp. 57 et 107.

2. *Ibidem*, pp. 34, 60, 72, et lettre d'Ozanam à Falconnet : 19 mars 1833, citée par Burtin : *Eckstein*, p. 149.

3. Ozanam : *Lettres*, t. I, p. 59.

4. *Victor Hugo raconté par un témoin de sa vie*, t. II de la deuxième édition.

raire polonaise fondée le 29 avril 1832, par douze Polonais et par son ami d'Herbelot, traducteur de Mickiewicz. Il prendra séance, le 28 mars 1833, aux côtés de ce dernier qu'il admire passionnément, et de Félix de Mérode, élu le 8 novembre précédent¹. A Rome déjà il a été l'habitué des salons de l'émigration polonaise. Il a écrit, sur l'album où la comtesse Ankiewicz réunissait les pensées de Mickiewicz, Lamennais et autres illustres amis, une *Prière d'un Catholique français* pour la Pologne. Plus qu'un écho de l'hymne *Dors, ô ma Pologne*, donnée par son maître aux feuillets précédents, la *Prière* est vraiment une prière surnaturelle. Datée de Rome, le Vendredi Saint 20 avril 1832, elle se termine par un cri à la Vierge : « Vous aurez demandé, à Celui qui ne sait rien vous refuser, de rendre bientôt à la justice divine son éclat, aux exilés, aux captifs leurs foyers, à l'Europe la barrière de son indépendance, à l'Église sa noble fille du Nord, à tous les cœurs qui aiment Dieu et la liberté, une patrie »².

Montalembert s'est lié d'une profonde amitié avec le comte Plater³. Bien plus ; son cœur avide d'affection féminine — Élise disparue, sa mère inexistante — s'est épris de la princesse Hedwige Lubomirska, dont il a fait connaissance le 9 février 1831, et cette passion le possède. C'est un peu de son amour qu'il retrouve parmi les héros de l'insurrection. Vibrant d'indignation contre les persécuteurs impériaux, Montalembert collabore aux efforts de Plater pour préserver l'âme polonaise. Il lui communique un projet mennaisien de collège polonais et tente de le réaliser⁴. Ensemble ils essaient, surmontant mille difficultés, de fonder un journal de défense polonaise dans lequel ils espèrent « maintenir (leurs) doctrines d'une manière détournée et en les appliquant uniquement à la Pologne, ce qui n'effraiera personne ».

1. Marcel Bouteron, *Pologne romantique*, pp. 172-178. Dans cet ouvrage tout un chapitre très documenté est consacré au *Livre des Pèlerins*...

2. *Le Correspondant*, t. 139 de la collection (Nouvelle série, t. 103). Paris, 1885, pp. 168 sq.

3. *Journal*, passim. — César Plater (1810-1869) quitta la Pologne après l'insurrection de 1830.

4. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, pp. 58, 72, 78, 81, 82, 90.

En juillet 1833, à son retour de la Chesnaie où il a passé une dernière fois quelques jours ¹, Montalembert voit publier le *POLONAIS, journal des intérêts de la Pologne* ², sous son patronage et celui de cinq autres pairs et de plusieurs députés dont Arago, La Fayette, le marquis de Gramont, Odilon Barrot, etc. Le *Polonais* a des correspondants dans les différentes capitales. Le numéro I contient un article de Montalembert, *Consolation* : « un jour la Pologne ressuscitera : un jour elle reprendra le rang qui lui est assigné par la peur des despotes, par l'amour des peuples. Nul ne sait quand, nul ne sait comment, mais cela sera... » Montalembert consigne alors à part, quotidiennement, les événements de Pologne³. On remarquera, entre parenthèses, l'inconséquence avec laquelle il appose en tête du *Polonais* son nom à côté de celui de Barrot qu'il venait de juger sévèrement ; la gravité aussi d'une compromission avec cet ardent chef du « mouvement », révoqué par Périer en 1831.

Pour revenir aux *Polonais*, notons qu'ils rencontraient en France une sympathie presque unanime aussi bien à droite par leur catholicisme, qu'à gauche par leur nationalisme évocateur des souvenirs communs de la Grande Armée. Cependant, malgré l'influence des quelques *Polonais* notables émigrés en France, qui dirigeaient les entreprises auxquelles Montalembert se livrait, ces projets échouent, pour plusieurs raisons, spécialement « les mesures atroces du gouvernement » qui expulse trois de leurs auteurs ⁴.

1. Parti le 20 juin de Paris, Montalembert arriva le 25 à la Chesnaie, après avoir vu le 23 à Rennes, l'abbé Jean de Lamennais. Il resta jusqu'au 7 juillet près de M. Féli où il retrouva Élie de Kertanguy et l'abbé Gerbet et poussa le 5 une pointe jusqu'à Malestroit pour rejoindre l'abbé Rohrbacher. (Itinéraire manuscrit. Archives d'Écotay et Journal).

2. Revue format grand in-8°, Paris, 12, rue Vivienne. Chacun des deux premiers numéros, les seuls que nous ayons trouvés, juillet et août 1833, contient 80 pages. La revue parut au moins trois ans puis-que le 5 mai 1836 Montalembert en parle encore avec détails à Anckarsvård. (*Revue d'Histoire diplomatique citée*, p. 62).

3. A. L. R. — Dossier 310.

4. *Lettres de Montalembert à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, pp. 82, 92, 105.

La politique contemporaine, Montalembert la juge avec le hautain parti pris de l'*Avenir*.

Nous voici avec le Maréchal Soult comme premier ministre, jugez comme la liberté va y gagner (6 octobre 1832). Pour ce qui regarde la religion je crois qu'il est facile de remarquer une nouvelle tendance dans la marche de l'infâme (juste) milieu, celle de la protection et de la faveur.... Les évêques, comme de raison, donneront dans le panneau et l'Église de France descendra jusqu'au dernier degré de honte (2 janvier 1833). *Avant tout point de changement* ; c'est le cri de la France déshonorée et dégradée comme elle l'est par le faux libéralisme et les intérêts matériels..... (6 février 1833) ¹.

En Belgique la formation d'une « association républicaine » au sein du parti catholique, contre les hommes du juste milieu, les Mérode, les Vilain XIV, réjouit Montalembert ². L'*Avenir* n'avait-il pas raillé les Belges de courir après un prétendant au lieu de proclamer la république ? L'Espagne se déchire : Don Carlos la veut arracher à l'héritière de Ferdinand VII. « Ces races royales sont toutes pourries jusqu'à la moelle des os », tranche Montalembert ³.

Le czar et Metternich, des bourreaux. Quant à l'Allemagne, si particulièrement chère à Montalembert, elle vit un renouveau de catholicisme. La Prusse elle-même — avant d'incarcérer des évêques — institue un régime de tolérance, en Rhénanie du moins, exploitant habilement la maladresse du gouvernement français qui n'a pas su profiter de l'opposition primitive des catholiques aux Prussiens protestants ⁴.

Injuste serait, au demeurant, de relever les seules critiques de Montalembert contre les chefs des États ou de l'Église. Ainsi il reconnaît la fermeté très digne de l'archevêque de Paris à l'endroit du gouvernement en telle ou telle circonstance ⁵. Mais cette note ne couvre pas la dominante.

1. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 9, 35, 44.

2. *Ibidem*, p. 52.

3. *Ibidem*, p. 145.

4. *Ibidem*, p. 125.

5. *Ibidem*, p. 86.



2.

A l'égard de Rome, Montalembert épouse l'attitude de Lamennais pendant quelques mois. La révolte gronde en lui.

Le premier septembre 1832, annonçant au comte Rzemowski la soumission officielle qui sera signée le 10, il restreint celle-ci de la sorte :

sans adopter aucune des opinions exprimées dans cet acte (l'Encyclique), le plus funeste des annales de l'Église, nous rentrons dans le silence..... Nous avons le droit d'espérer que l'on ne verra pas toujours l'Épouse du Christ briser entre les mains de ses fils les armes qui lui assuraient la victoire.....¹.

Quelques semaines plus tard Montalembert écrit à un ami :

Nous n'avions rien à rétracter puisque le Saint-Père en nous envoyant l'Encyclique nous fit savoir par le cardinal Pacca que nos doctrines n'étaient pas encore examinées..... Nous n'avons pu et dû voir dans l'Encyclique qu'une chose, c'est que le Pape place l'Église dans un camp, dans une position très différente de celle où nous désirions la placer. Et comme c'est lui (et non pas nous) qui est obligé de gouverner l'Église, nous nous sommes respectueusement soumis sans pour cela renoncer à aucune de nos opinions, à aucun de nos principes².

Nous attendons, dit-il à un autre, dans le silence et dans l'étude, le moment où Dieu vérifiera nos prédictions et où surtout la ruine de la puissance temporelle de Rome rendra au Pape son caractère d'évêque de l'Église catholique, et le purifiera de son odieuse complicité avec les tyrans et les diplomates qui étouffent l'Europe³.

En fait de solitude et d'étude d'ailleurs, Montalembert reçoit et rend nombre de visites, dévore tout ce qui paraît avec

1. Dudon : *Lamennais et le Saint-Siège*, pp. 220 sq.

2. *Ibidem*, pp. 246 sq.

3. Lettre à Anckarsvård : 29 octobre 1832 ; *Revue d'Histoire diplomatique*, pp. 56, 57. Rédigé en 1865 la biographie de Lacordaire, Montalembert écrira sincèrement cette fausse version des journées qui suivirent le fameux 15 août 1832 : « Notre soumission fut immédiate et sans réserve. Elle fut aussitôt publiée et nous revînmes à Paris « en vaincus victorieux d'eux-mêmes », selon l'expression de celui d'entre nous qui avait si bien prévu et accepté la défaite ». (O. C., t. IX, p. 428).

une fièvre que blâmera amicalement Cornudet ¹ ! L'on ne s'étonnera point que Montalembert approuve l'occupation d'Ancône qui portait atteinte au Saint-Siège ².

Les Pèlerins Polonais prouveront cet état d'esprit. Avant d'y arriver, citons un article qui est tout à fait de la veine de l'*Avenir* : « *Lyon en 1831* ». C'est une étude sur le catholicisme à Lyon ³, confiée par Montalembert à *L'Union Bretonne* ⁴ de Nantes, tandis qu'il rongea son frein à Rome. « Pendant qu'il existait en France un journal quotidien à la fois catholique et libre... » l'auteur avait examiné les succès du catholicisme surtout à l'étranger. Avec joie il en a vu en France, à Lyon, juste au moment où les colonnes de l'*Avenir* se fermaient. Il le dira, indépendant de tous les partis, « totalement indifférent à toutes les questions de dynastie ou de personne, n'ayant foi qu'en Dieu et en la liberté ». Suit le panégyrique de l'Église lyonnaise aux antiques racines et aux frondaisons florissantes (*Propagation de la foi*, etc...).

Les merveilles de la charité privée (Hôtel-Dieu), de l'enseignement libre (manécanteries)... et, bien entendu, de l'*Association lyonnaise* affiliée à l'*Agence*, sont opposées à l'asser-vissement des administrations d'État. Un jugement intéresse surtout ici, celui qu'a porté Montalembert sur l'insurrection qui éclata en novembre 1831 et rendit les ouvriers maîtres de Lyon. La misère l'avait provoquée et on lui accorde un caractère tout à fait différent ⁵ de celui des émeutes parisiennes

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 119. Lettre de Cornudet : 10 février 1834.

2. *Journal* : 1838, feuillet 8.

3. O. C., t. IV, pp. 217 à 238.

4. *L'Union* se présente ainsi elle-même à la fin d'une brochure de soixante-quinze pages intitulée *Nouveaux renseignements sur l'expulsion et la déportation des trappistes anglais de Meilleraye*, par M. de Regnon (décembre 1831) : « *L'Union Catholique* et l'*Union Bretonne* paraissent l'une le premier et l'autre le 15 de chaque mois... à Nantes. Ces recueils ne donnent pas de nouvelles politiques, mais ils développent toutes les doctrines catholiques que défend le journal l'*Avenir*. Au moment de sa suspension l'*Avenir* a recommandé l'*Union* à tous ses abonnés. Les recueils de l'*Union* sont dirigés par un comité mi-partie de prêtres catholiques et mi-partie de laïques... » (Archives de l'Abbaye de la Meilleraye).

5. Tarlé, professeur à l'université de Léningrad, a écrit un article très

organisées continuellement par les extrémistes. Néanmoins, cette levée en armes du prolétariat était lourde de conséquences, en un temps où le ferment révolutionnaire menaçait toute la société. Montalembert ne traite pas de ce problème politique. Le hasard avait voulu qu'il fût témoin, car les « pèlerins de la liberté » étaient arrivés à Lyon au lendemain de la victoire des insurgés. Après avoir noté leur attitude religieuse et approuvé les ouvriers de « reconquérir leurs droits »¹, il avait ajouté dans son *Journal* (26 novembre 1831) : «.... c'est sublime. Cela me confirme dans toutes mes idées. Vive l'anarchie ! A bas tous les gouvernements ! » Boutade en moins, le même esprit reparait dans l'article. Il y admire avec émotion la modération des ouvriers vainqueurs, leur respect, voire leur pratique de la religion. Et de l'opposer à la vigueur du duc d'Orléans rétablissant l'ordre légal....

On voit la tendance du jeune écrivain. Tendance, là, sans plus, assez explicable par la nature de l'insurrection, la conviction de Montalembert, en ce 7 mars 1832, de la sainteté de la cause libérale que le Saint-Père examine.

Montalembert n'a pas beaucoup mieux que ses contemporains, à l'exception du rédacteur des *Débats*, saisi, à ce qu'il semble, la portée de cette insurrection lyonnaise. Cependant il ne lui échappe pas que « ce peuple intrépide a ouvert une époque nouvelle dans l'histoire des révolutions, refusant d'arborer une couleur politique quelconque »². Et s'il ne parle pas de la lutte de classe commencée à Lyon, il prophétise assez romantiquement la ruée des « masses prolétaires » sur « l'empire infâme »³, sans discerner les germes du syndicalisme lyonnais, ni les probabilités d'une alliance entre les extrémistes de la gauche politique et le prolétariat révolté.

Montalembert projette ensuite un ouvrage qu'il intitule-

documenté sur cette insurrection causée par la faim, article traduit par la *Revue Marxiste* 1929, nos 2 et 3.

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 13. Lettre de Montalembert, citée dans la réponse de Cornudet : 7 décembre 1831. Montalembert est plus prudent dans l'article où il déclare ne pas se prononcer « sur la nature et les causes » des événements de Lyon.

2. O. C., t. IV, p. 233.

3. Non pas dans l'article, mais dans ses *Pensées catholiques et politiques*. A. L. R. — Dossier 115.

rait : *Du despotisme tel qu'il est organisé en France et en Europe*, et jette, à cette intention, des notes dans son « recueil politique »¹. On nous excusera d'en citer quelques-unes dans leur expression inachevée, assez propre à montrer, toute brûlante, la coulée de pensée de Montalembert. Ces notes débutent par des principes généraux dont voici les plus sérieux :

Impossibilité future de tout *gouvernement* comme *tutelle*. Uniquement comme délégation.....

— Besoin réciproque et impérieux (qu'a la liberté de la religion).

— Le Moyen Age a été la reproduction fidèle de l'élément qui avait présidé à sa constitution sociale : *la foi*. C'était une époque complète. L'âge actuel est constitué sous l'influence d'un autre élément, *la liberté*. Aucun pouvoir ne veut reconnaître la suprématie de ce principe. De là, lutte, conflit, époque incomplète, déchirée.

— Culte de la force brute prêchée et proclamée dans le monde par Napoléon. *La victoire est toujours du côté des gros bataillons*. Avilissement de l'espèce humaine.

— Il n'y a pas en Europe un gouvernement qui ne relève de Satan leur Seigneur lige, qui ne lui ait voué foi et hommage : c'est la féodalité de l'enfer (Lamennais : lettre du 23 février 1833).

Après l'énumération des persécutions subies à l'étranger par les libéraux (martyre des Italiens par l'Autriche, des Polonais surtout), Montalembert, sous le titre *Faux libéralisme*, groupe ces réflexions, — entre autres :

— Personne ne veut la liberté, tous le pouvoir, tous opprimés.

— Déplorable vice du caractère français, manie d'opprimer, d'abuser de la force. Conquêtes étrangères, révolutions intérieures...

— Rareté de l'amour de la liberté. On renverse l'arbitraire pour être soi-même arbitraire. L'arbitraire en *soi* ne révolte personne.

— Il est très bon d'ailleurs que le peuple voie tour à tour toutes ses idoles venir se prostituer sur les autels du pouvoir, afin qu'il apprenne que ce ne sont pas les hommes mais les choses qu'il faut changer.

Plus loin, Montalembert flétrit « l'ordre légal » : Qu'est-ce

1. Ces notes inédites, écrites sur un carnet que nous n'avons pas identifié, en ont été arrachées par Montalembert beaucoup plus tard et placées en tête du dossier 117, avec une annotation en indiquant la date (1832-1833) et le but primitif. Montalembert y ajoute cette appréciation : « curieux témoignage de mon exagération *libérale* mêlée aux vrais principes ».

qu'une *loi* ? « L'expression du caprice et des passions d'un ou plusieurs individus ». D'où l'« impopularité légitime des lois » : exemple la loi de l'état de siège en 1832. Le *serment* ? « Une monstrueuse torture ». Les *douanes* ? Une brimade intolérable pour l'exercice de laquelle « le pays entretiendra avec votre argent trente-six mille hommes armés et vêtus de vert... Et tout cela s'appellera *ordre* et civilisation ». La *justice* ? Une odieuse parodie puisque « toute justice émane du roi », puisque les tribunaux inamovibles sont serviles, puisque « cinq cents individus en France (les juges d'instruction) ont le droit de condamner un citoyen au secret ». L'*ordre religieux* officiel ? Une hypocrisie, si le ministre des Cultes annonce qu'avant cinquante ans le catholicisme aura vécu. L'*ordre politique* ? « La royauté de la police ». La *diplomatie* ? « Deux ou trois malheureux intrigans » déclarent parler au nom de la France et vous céderont « des peuples sur le papier sans les consulter ».

Bref, « la liberté individuelle a beaucoup plus perdu que la liberté nationale n'a gagné ». Règnent « le monopole universel » et « le despotisme de la légalité » qui « sous un faux semblant de liberté écrase la liberté même ». Leur incarnation ce sont les hommes du *juste milieu*, « niveau de honte et de servitude passé sur toutes les supériorités ».



3.

Excessifs, ces jugements, du moins, demeuraient privés. Montalembert ne les garde pas pour lui et sa colère explose dans *Le Livre des Pèlerins Polonais*..... « traduit du polonais d'Adam Mickiewicz par le comte Ch. de Montalembert » publié en 1833.

On a vu l'enthousiasme avec lequel les hommes de l'*Avenir*, et Montalembert en particulier, avaient pris le parti de la Pologne ; on a vu son dévouement aux projets d'école et de journal polonais. Sa passion malheureuse pour la princesse Hedwige Lubomirska le torturera plus de deux ans ¹. Comment n'identifierait-il pas dès lors à sa bien-aimée la Pologne

1. *Journal*, passim.

elle-même, et comment ne mettrait-il pas la flamme de son amour dans la défense de la nation martyre dont le soulèvement héroïque a paralysé l'intervention du czar contre l'occident libéral ? Comment aussi, lui nomade, sans foyer, n'accorderait-il pas sa lyre à celle du rhapsode des pèlerins polonais ? Psychologie élémentaire d'un homme qui est sensibilité.

Parmi les Polonais qu'il fréquente, comme nous l'avons dit, Montalembert reçoit la révélation du poème de Mickiewicz et l'applaudit avec fureur. Dès novembre 1832, avant même que l'ouvrage ne fût sorti de presse, le poète songeait à le traduire en français, et demandait à Montalembert sa collaboration. Celui-ci apprend péniblement la langue avec un réfugié dont il écrit à M^{lle} Ankiewicz : « C'est M. Janski qui a fait le mot à mot dont je ne serais jamais venu à bout » ¹. On décide finalement que Montalembert signera la traduction et lui donnera pour titre *Le Livre des Pèlerins Polonais*. L'ouvrage paraît à la fin de mai 1833 ².

Les premiers versets constituant les *Actes de la Nation polonaise depuis le commencement du monde jusqu'à son martyre*, empruntent à la Bible non seulement son style mais son cadre même :

Au commencement était la foi en un seul Dieu, et la liberté était dans le monde..... ³.

Et les peuples se corrompaient de plus en plus et il ne se trouva plus parmi eux qu'un seul homme citoyen et soldat..... ⁴.

Et la Pologne dit enfin : quiconque viendra chez moi sera libre et égal à tous les autres car je suis la LIBERTÉ.....

Mais les rois ayant appris cela, tremblèrent dans leur cœur, et ils se dirent : Nous avons chassé de la terre la liberté et voilà qu'elle revient encore dans la personne de la nation juste qui n'a-dore pas nos idoles : allons et tuons cette nation. Et ils tramèrent entre eux une trahison.

Et le roi de Prusse vint, et il embrassa la nation polonaise et il

1. Cité par M. Bouteron : *Pologne romantique*, p. 180.

2. Édition en petit format in-18. Paris, Renduel.

3. *Le Livre des Pèlerins Polonais*..., p. 1.

4. *Ibidem*, p. 22. Ce seul homme est La Fayette « dernier des anciens hommes de l'Europe dans lequel vit encore l'esprit de sacrifice, débris de l'esprit chrétien ».

la salua en lui disant : « Mon alliée ». Et il l'avait déjà vendue pour trente villes de la grande Pologne, comme Judas avait vendu le Christ pour trente deniers.

Et les deux autres rois s'élancèrent, et ils lièrent la nation polonaise.

Et le Gaulois jugeait, et il dit : En vérité, je ne trouve pas de crime dans cette nation, et ma femme, la France, femme timide, est tourmentée par de mauvais rêves ; cependant, prenez et suppliciez cette nation. Et il s'en lava les mains.

Et le gouverneur de la France dit : Nous ne pouvons pas avec notre sang et avec notre argent racheter cet innocent : car mon sang et mon argent n'appartiennent qu'à moi, et le sang et l'argent de ma nation n'appartiennent qu'à ma nation.

Or, ce gouverneur dit le blasphème suprême contre le Christ, car le Christ enseignait que le sang du Fils de l'Homme appartient à tous ses frères.....

(Alors la Pologne est suppliciée).

Son corps est dans le tombeau, son âme est descendue de la terre, c'est-à-dire de la vie publique, aux limbes... et elle ressuscitera ¹.

De même la seconde partie, consacrée aux *Instructions et paraboles à l'usage des Pèlerins* — lesquels incarnent l'âme errante de la nation polonaise au tombeau — identifie la Pologne au Christ des Nations.

Vous êtes parmi les étrangers infidèles comme étaient les apôtres parmi les idolâtres.

Ne vous emportez pas beaucoup contre les idolâtres ; combattez-les par la parole, et d'autres les vaincront par le glaive ; et ceux qui les vaincront ce sont des Juifs, des hommes de la loi ancienne, qui adorent la souveraineté du peuple et l'égalité et la liberté. Ils ont la haine des idolâtres, mais ils n'ont pas l'amour du prochain, et ils sont envoyés de Dieu pour l'extermination des idolâtres chananéens.

Et ils briseront leurs idoles, et jugeront les idolâtres d'après la loi de Moïse et de Josué et de Robespierre et de Saint-Just ; en exterminant tout, depuis le vieillard jusqu'à l'enfant à la mamelle ; car leur Dieu, dont le nom est la souveraineté du peuple, est juste mais plein de colère et destructeur comme le feu.

Et de même que le Christ et sa loi apparut au milieu des Juifs et dans leur capitale, ainsi dans les capitales des libéraux de l'Europe apparaîtra votre loi sociale, nouvelle loi de sacrifice et d'amour.

Car l'Angleterre et la France sont comme Israël et Juda. Si

1. *Le Livre des Pèlerins Polonais...*, p. 27.

vous entendez donc les libéraux se prendre de querelle sur les deux Chambres, et sur la Chambre héréditaire, et sur la Chambre électorale, et sur le mode d'élection, et sur le salaire du roi, et sur la liberté de la presse, n'admirez pas leur sagesse, c'est la sagesse de la loi ancienne.

Ce sont des Pharisiens et des Saducéens qui se disputent sur ce qui est pur ou impur, et qui ne comprennent pas ce que c'est que d'aimer et de mourir pour la vérité.....

Et quand ils parlent de votre guerre pour le salut des nations, ils ne nient pas que vous ayez bien agi, mais ils disent que c'était mal à propos, de même que les docteurs reprochaient au Christ d'avoir osé guérir les hommes le jour du sabbat et s'écriaient : Est-il permis de guérir le jour du sabbat ? Est-il permis, pendant la paix de l'Europe, de faire la guerre à la Russie ¹ ?

Le poème est couronné par une poignante litanie :

Par le martyr des trente mille guerriers.....

Par le sang de tous les soldats.....

Délivrez-nous Seigneur.....

Accordez-nous la guerre générale pour la liberté des peuples.....

Accordez-nous l'indépendance.....

Ce lyrisme de haut vol emporte Montalembert bien loin des sciences politique et théologique. D'où le ton de sa *Préface* datée du 21 avril 1833. La France, y est-il amèrement déploré,

livrée à d'effrontés jongleurs, forcée de renier par leur bouche sa destinée, et de mentir aux espérances du monde ; forcée de subir comme siennes les doctrines cyniques de corruption et d'arbitraire que promulguent ses représentants et ses chefs ; épouvantée par les théories les plus sanguinaires et non moins oppressives de ceux qui aspirent à leur succession ; exploitée par une horde d'administrateurs éclos du despotisme impérial ; par une magistrature qui semble commissionnée pour tuer la loi dans l'estime des hommes, par des parquets tenant à la fois de la nature du laquais et de celle du bourreau, flétrie au dehors par sa diplomatie, au dedans par sa police, dans son intelligence et sa foi par l'Université, dans sa conscience par la torture du serment, elle expie sous de vils Césars le triste matérialisme que le dernier siècle a introduit dans ses lois et ses mœurs. Infidèle depuis trop longtemps aux principes qui font la vie des sociétés, on dirait que des eunuques ont été

1. *Le Livre des Pèlerins Polonais...*, pp. 123 sq. (18^e parabole).

chargés de lui faire subir l'antique supplice de la femme adultère : ils l'étouffent dans la boue.

Mais s'il plaît à Dieu, c'est elle qui les y étouffera.....¹.

D'ailleurs deux écueils signalés, le despotisme des rois et l'égoïsme des bourgeois soi-disant libéraux, marquent la voie médiane où Montalembert entend toujours naviguer : « le meurtre de la Pologne et son abandon par la France ont formé le point culminant de la tyrannie brutale d'une part, du libéralisme matérialiste de l'autre »², ce dernier étant accusé d'avoir empêché d'agir les hommes du « juste milieu ».

Avec la même outrance est ensuite exprimée une critique assez aigre :

Ce n'est qu'un épisode atroce du système qui enlace dans ses réseaux l'Europe entière. Le christianisme s'étant éteint dans le cœur des peuples, la chrétienté s'est dissoute ; il n'y a plus de solidarité entre les nations, chacune d'elles est restée en proie à son gouvernement, c'est-à-dire à des hommes héréditaires ou élus, peu importe, qui ont tué dans leur âme toute foi sociale, détrôné et bafoûé toute morale publique, et transformé tous les liens qui constituent une nation en un mécanisme de fer glacial et tranchant³.

Une « légalité oppressive... s'est substituée au sentiment réel du droit... » ; un « nationalisme rétréci... a usurpé la place de la fraternité des peuples et de la sociabilité chrétienne »⁴.

Enfin, après avoir au début justifié son admiration, sa sympathie pour la Pologne par le caractère religieux de l'insurrection, par le fait « que jamais peuple n'a payé si cher le prix de son dévouement et de sa noble confiance en Dieu et dans le genre humain »⁵, Montalembert conclut dans un acte d'invincible espérance : « (les nations) savent que leur destinée s'achève ici-bas ; il leur faut une justice, une vengeance dès ce monde. Aussi Dieu n'a-t-il jamais refusé cette justice aux peuples qui l'ont méritée..... »⁶.

1. *Le Livre des Pèlerins Polonais...*, pp. LXVII sq.

2. *Ibidem.* p. LVII.

3. *Ibidem.* p. LVIII.

4. *Ibidem.* p. LXXIII et O. C., t. IV, p. 247.

5. *Ibidem.* p. XXIV.

6. *Ibidem.* p. LXXI et O. C., t. IV, p. 246.

Où il est prouvé que le cœur et la foi ne sont pas toujours mauvais prophètes. Un trop sage politique eût-il pu prévoir les vingt années de résurrection de la Pologne entre 1919 et 1939 ?

Cependant, le romantisme frappe dans la traduction et la préface du *Livre des Pèlerins* plus que cette prophétie. Il éclate même trop bruyamment pour qu'un commentaire soit utile. Montalembert, grisé par la poésie de Mickiewicz, exaspéré par sa propre souffrance, s'évade des réalités politiques et ne s'apaise pas encore dans les bras de Dieu.

§ III. LA SOUMISSION (1834).

I.

La sensibilité de cette génération romantique souffrait à l'excès de tous les heurts de la vie. Dans le petit groupe de Montalembert et de ses fidèles ils étaient ressentis cruellement. Les amours de ces jeunes gens les torturaient : Albert de La Ferronnays était épris d'Alexandrine, Rio de Miss Jones, Plater d'une certaine Hortense, Montalembert d'Hedwige..... Entre amis des drames éclataient : Rio se brouillait avec Montalembert en Allemagne ; des lettres vives étaient échangées avec Lacordaire ; et Cornudet le sage recevait aussi les dards de son susceptible ami. Les réconciliations suivaient, aussi passionnées. Ils rêvaient d'un bonheur idéal, immortalisé par le *Récit d'une sœur* et se déchiraient à toutes les épines humaines. L'on imagine aisément la douleur et l'irritation d'un de ces hommes, surtout isolé comme Montalembert, sous le coup de la condamnation romaine. Les ennemis des mennaisiens exaspèrent, comme à plaisir, la souffrance de ces suspects. Montalembert, de passage à Toulouse en 1832 ¹, écrit à

1. Du 12 octobre au 18 novembre, Montalembert parcourt le Sud-Ouest *via* Poitiers, Angoulême, Périgueux, Agen, Toulouse, Pamiers où il vit l'évêque Mgr de Latour-Landorthe, Foix, Bordeaux, Angoulême et retour à Paris. (Feuilleton d'itinéraire. Archives d'Écotay). Pendant ce voyage il cherche surtout une propriété, désirant transfor-

l'*Album Catholique* pour requérir une insertion en termes belliqueux : « ayant l'honneur d'être compté parmi les disciples de M. de la Mennais... » La réponse de l'*Album* suinte de fiel : « M. de Montalembert, jeune homme à l'air mystique, à la fine moustache, est passé dans notre ville le 9 ou le 10 courant, au retour de son romantique pèlerinage dans la trop séduisante Ariège..... » ¹.

Quelle réaction provoque chez ces papelards *Le Livre des Pèlerins* ! Chaleureusement Lamennais applaudit, lui, et Michelet, et Hugo, La Fayette, de Guérin. Lacordaire et Cornudet blâment au contraire amicalement ². « Tu as fait trois fautes cet hyver, lui écrit le premier (13 juillet 1833) : ta *Préface des Pèlerins* qui est d'un enragé..., ta réunion de jeunes gens qui a ressemblé à un club républicain, et l'argent que tu as donné pour ce journal polonais » ³.

Rome condamne.

Grégoire XVI, dans un Bref à l'évêque de Rennes (5 octobre 1833), reproche à Lamennais une lettre publique et le « *Livre des Pèlerins Polonais*, écrit plein de témérité et de malice au commencement duquel il n'ignore pas tout ce qu'a dit longuement et avec violence l'un de ses principaux disciples que nous avons reçu ainsi que lui avec bonté l'année dernière..... » ⁴.

Sa douleur Montalembert la crie à Albert de La Ferronnays :

Francfort, 2 décembre 1833.

..... quelque chose qui bouleverse tout à fait ma vie, c'est le Bref du Pape où mon livre sur la Pologne est dénoncé comme un *écrit plein de témérité et de malice*, où je suis par conséquent marqué comme un objet de réprobation et de suspicion pour tous les ca-

mer son majorat de pair (dix mille francs de rente) en biens-fonds. Il ne semble pas alors envisager cette acquisition comme un moyen de s'enraciner à la terre de France. (*Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 75. Lettre de Montalembert : 20 octobre 1832).

1. *Album Catholique*, 1^{re} année, t. I, novembre 1833, p. 207.

2. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis*..., pp. 325 et 326.

3. Lettre inédite. A. L. R. — Dossier 418.

4. *Œuvres complètes de Lamennais. Affaires de Rome*, p. 369.

tholiques, et qui, ce qui est encore bien pire, recommence entre le Pape et M. de Lamennais une lutte qui conduira peut-être ce dernier et tous ses adhérens à un abîme de maux. Les journaux t'auront appris tout cela, je me dispense de tout détail ; et au premier abord tu n'en auras probablement pas entrevu toutes les conséquences : elles sont incommensurables. Elles peuvent avoir pour dernier résultat la proclamation solennelle de l'incompatibilité de la religion avec la liberté, c'est-à-dire la mort morale et intellectuelle pour moi. En attendant, du reste, la réponse du Pape à la distinction de M. de Lamennais je me trouve dans la position la plus embarrassante et la plus pénible d'une vie qui n'a pas roulé jusqu'à présent sur des roses..... littéralement je ne sais où donner de la tête : je ne sais plus, non seulement que faire ou que dire, mais que penser. C'est en arrivant ici seulement, il y a 15 jours, que j'ai appris cette affreuse nouvelle et la publicité qui s'en est aussitôt emparée. L'abbé de Lamennais est à Paris, où il veut absolument que je revienne pour l'aider dans ses projets politiques ; c'est une idée qui ne me sourit nullement car déjà avant cet événement, j'étais décidé à passer deux ans dans la retraite, l'étude et les voyages, et depuis j'ai de plus fortes raisons que jamais pour me faire oublier...¹.

Plus d'un an encore Montalembert, écartelé par son filial attachement à M. Féli, se débat en sa conscience, cependant qu'il erre, parfois comme un interdit de séjour (M. de Metternich lui défend l'entrée de l'Autriche en raison de ses opinions²), convaincu que son premier devoir est de se faire oublier et, si possible, de s'oublier lui-même, loin de ce qu'il « doit appeler sa patrie »³.

L'*Européen* avait le 15 septembre 1832 qualifié l'Ency-

1. Lettre inédite à Albert de La Ferronnays. — A. L. R. Dossier 407.

2. Lettre inédite au même : 30 octobre 1834. — A. L. R. Dossier 407. Montalembert quitta Paris le 3 août 1833 et gagna Wiesbaden où il revit ses amis d'Ugglas. Le 27 à Bonn, il vit Schlegel, le 6 septembre à Mayence Gœrres, le 12 à Francfort Dœllinger. Du 14 au 16 à Fulda, il s'apaisa auprès du bon évêque, Mgr Pfaff. Le 5 octobre, il joignit à Prague Skrzynski et d'autres Polonais. Le 31, à Berlin, il rencontra Lermnier, professeur au Collège de France, et revint à Munich le 19 décembre. (Itinéraire manuscrit, aux archives d'Écotay, et deux lettres à Cornudet du 15 septembre 1833. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, pp. 88 et 89).

3. Lettres à Cornudet : 6 décembre 1833 et 18 janvier 1834. — *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, pp. 101 et 112.

clique « le dernier acte de servilisme qu'un Pape puisse donner ». Montalembert trouvait alors l'article « admirable » ¹. L'arrachement avait été trop douloureux de cet *Avenir*, « toute ma vie, toute ma famille », pleurerait-il ². Le Bref a renouvelé cette souffrance, mais comme extirpé une dernière racine du mal. Pantelant, pour la seconde fois, Montalembert, maintenant, ne se révolte plus. Sa position religieuse et politique change insensiblement.

Le 6 février 1833, il constatait que ses jeunes amis « abdi quant presque entièrement, et beaucoup trop à (son) avis, tout intérêt politique... se réfugient entièrement dans la science, l'étude et l'espoir d'une régénération religieuse » ³. Le 2 octobre 1833, il sermonnait déjà Lamennais : le sens du possible, le devoir et l'intérêt commandent de ne pas agir en dehors de l'Église, d'attendre dans l'inaction, mais sur le parvis de l'Église, que la main de Dieu les ramène vers l'arène ⁴. Le 15 novembre 1833 il avait résumé la situation : impossibilité d'alliance avec les libéraux ; impossibilité de créer un parti hors du libéralisme et du catholicisme organisés ; possibilité de suivre, un jour ou l'autre, la hiérarchie qui n'est pas, comme croit Lamennais, « *radicalement* mauvaise », et impossibilité pour un catholique de la combattre ; utilité enfin du « repos auquel Dieu nous a condamnés » ⁵. Aussi le 22, le Bref reçu, Montalembert peut-il sans contradiction inviter son « père » à la soumission malgré « l'ingratitude monstrueuse » de Rome ⁶, et renouveler ses supplications le 8 décembre malgré « les conséquences monstrueuses de la confusion du pouvoir spirituel et temporel (*sic*) » ⁷. Le 25, Montalembert répugne encore à signer son adhésion à une Encyclique dont les principes contrediront probablement toujours son activité politique future ⁸..... Le 8 janvier 1834, il reçoit, en ré-

1. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 12.

2. *Ibidem*, p. 24.

3. *Ibidem*, p. 45.

4. *Ibidem*, pp. 129 sq.

5. *Ibidem*, pp. 148 sq.

6. *Ibidem*, pp. 155 sq.

7. *Ibidem*, p. 164.

8. *Ibidem*, p. 173.

ponse, de Lamennais la nouvelle de sa renonciation aux fonctions sacerdotales. Épouvanté, il confie à son *Journal* : « Je suis vraiment foudroyé..... Quelle cruelle et sévère leçon ! pour la première fois je sens mes croyances en la liberté ébranlées. Puisque c'est là où elles peuvent conduire, je tremble » ¹. Janvier... mars 1834, mois de souffrance. Il ne regrette rien, mais, devant les résultats, voit le doigt de Dieu : sa conscience reste d'ailleurs « ébranlée... jusque dans ses fondements » sous « l'acharnement », les « mauvaises et basses passions » des dépositaires de la vérité ². Il professe toujours devant Lamennais que la liberté sanctifiée par le catholicisme régénérera le monde ³ : il renonce en même temps à l'action politique ⁴.

Il méprise insolemment les *Considérations* de Lacordaire sur le système philosophique de M. de Lamennais, qui contiennent « à propos de rien force éloges ridicules de Rome » ⁵, et les répercussions l'angoissent des « sublimes » *Paroles d'un croyant*. Il presse Lamennais de se soumettre, « persuadé que le chrétien ne doit pas obéir exclusivement à sa conscience et qu'il y a des cas où il doit avant tout obéir » ⁶. Cependant il hésite à céder lui-même aux objurgations de Lacordaire et de M^{me} Swetchine.

Celle-ci écrivait au premier de ses « fils spirituels laïques » ⁷, de la façon la plus tendre et la plus persuasive. Le trouble, le mécontentement de vous-même qui vous abat, lui disait-elle, prouve que vous n'êtes point resté dans l'ordre, et la désolation au sein de la vérité ne ravage pas de la sorte. « Quittez la source de ces brusques et violentes excitations qui sont funestes même au talent... Il me semble toujours que la recti-

1. *Journal* : 8 janvier 1834.

2. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 187.

3. *Ibidem*, p. 192.

4. *Ibidem*, pp. 192 et 222.

5. *Ibidem*, pp. 216 et 217.

6. *Ibidem*, p. 234.

7. L'expression est de M. Seillièr qui, dans *Le cœur et la raison de Madame Swetchine*, pp. 221, 222, reproduit la lettre du 11 décembre 1833 que nous citons. Cf. une partie de la même citation et d'autres dans les extraits de lettres publiés par Falloux : *Madame Swetchine*, t. I, pp. 283, 285, etc.

tude, la pureté de votre âme feront justice des sophismes de votre esprit... » Montalembert est ballotté entre deux sentiments. A Lacordaire, tout en admettant que les libéraux d'Europe sont les plus grands ennemis de la liberté et qu'il est impossible de faire alliance avec eux, en admettant que les relations du Pape avec les souverains adversaires des menées révolutionnaires sont normales, Montalembert montre encore une extrême défiance de Rome. Il appelle l'Encyclique « un fait » et répugne à obéir, à désavouer surtout des opinions publiquement soutenues ¹. A Cornudet, à l'automne de l'année précédente, il écrivait au contraire dans une lettre débordante de tendresse et en parlant moins de son insoumission vis-à-vis de Rome que de sa révolte contre le ciel : « Je sens bien que je suis engagé dans une fausse voie, dans une sorte de lutte insensée contre Dieu, attendant pour devenir *doux et humble de cœur* qu'il m'ait envoyé un peu de bonheur pour me pacifier et m'encourager... Je suis déjà parvenu à me réconcilier tant bien que mal avec la ruine de ma carrière, de ma position publique, de mes espérances d'action et d'influence religieuses ² ». Et un peu plus tard Lamennais se plaignait à Cornudet que Montalembert penchât pour une soumission « pleine et entière » ³. Puis, le flux le ramène vers l'autre bord : « condamné à une impuissance totale, morale et intellectuelle », il ne s'y résigne pas plus qu'à « avoir les reins cassés » ou les deux jambes arrachées par un boulet ⁴ ; « *ma vie est brisée*, dit-il, voilà en un mot mon histoire, ainsi soit-il ». Puis le temps, la fatigue, les voyages, captivant son esprit curieux, le détendent petit à petit, la grâce aidant ⁵.

1. A. L. R. — Dossier 418. Lettres de Lacordaire à Montalembert : 9 février, 5 juin, 2 août 1834.

2. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 87. Lettre de Montalembert : 15 septembre 1833.

3. *Ibidem*, p. 103. Lettre de Cornudet : 6 décembre 1833.

4. *Ibidem*, pp. 122 et 128. Lettres de Montalembert : 15 février et 10 mars 1834.

5. *Ibidem*, pp. 116 et 155. Lettres de Montalembert : 28 janvier et 19 juin 1834. Montalembert songeait à un ouvrage qu'il intitulerait : *Pèlerinages d'un catholique au dix-neuvième siècle*. Cf. Lecanuet, t. I, p. 371.



2.

Un homme prend, en ces temps-là, barre sur Montalembert au point d'être nommé son « confesseur laïque » : Skrzynecki ¹. Généralissime des armées polonaises au cours de la révolution de 1830, le héros malheureux que l'*Avenir* avait exalté vivait plus ou moins prisonnier à Prague. Pérégrinant en désarroi à travers l'Europe, un mois avant d'avoir été conquis par sainte Élisabeth, Montalembert le 5 octobre 1833 — jour de la condamnation encore ignorée des *Pèlerins* — rencontra Skrzynecki. Il trouva en lui tout ce qu'il avait espéré, « le modèle du chevalier chrétien, un saint et un héros » ². En trois mois de solitude à Munich ³, Montalembert écrit trois fois au général. Le 8 février 1834, dans sa quatrième lettre, il répond à des conseils touchant son avenir d'homme public, avec quelle mélancolie ! Il a dû renoncer, dit-il, à l'espérance d'un tel avenir préparé par l'exemple paternel, par ses propres études, par ses efforts. Son imagination reste « aussi dominée qu'autrefois » par cette vie prestigieuse. Mais la Chambre des pairs est peuplée de « vieux débris de quatorze régimes différents », les libéraux montrent un anticléricalisme ignoble, les catholiques exigent de lui une adhésion pure et simple à l'Encyclique, c'est-à-dire un reniement de ses « convictions les plus anciennes et les plus enracinées » ⁴. Skrzynecki réplique en invitait son jeune ami au recueillement et à la prière : il faut travailler pour Dieu, non pour son « moi ».

Juin 1834. Le général et le jeune pair galopent botte à

1. *Montalembert et sa correspondance inédite avec le généralissime Skrzynecki*, par J. N. S., La Chapelle-Montligeon, 1903.

2. *Journal* cité par P. de Lallemand : *Montalembert et... l'étranger*, p. 80. Cf. Lecanuet, t. I, p. 377.

3. Montalembert y séjourna du 19 décembre 1833 jusqu'à mars 1834, fréquentant le théologien Doellinger, Gœrres, de Baader, de Schelling et aussi les milieux diplomatiques, le comte de Vandreuil, ministre de France, Lord Erskine, ministre d'Angleterre, Mgr comte de Mercy, nonce apostolique. Il y retrouva Ed. de Cazalès.

4. J. N. S. : *Montalembert et sa correspondance... avec... Skrzynecki*, pp. 4 et 5.

botte dans la campagne de Tœplitz..... Ils parlent de la nécessité de la souffrance ¹. Puis Montalembert continuant ses voyages — Dresde, Marbourg, Botzen... ² — garde par lettres contact avec son « confesseur ».

Au mois de juillet, navré de la condamnation des *Paroles d'un croyant*, il reconnaît cependant, dans une lettre à la comtesse Ankwitz, les erreurs flagrantes de M. Féli « telles que l'origine diabolique du pouvoir, le bonheur universel sur cette terre ». Il trouve affreuse la position de Lamennais, mais, ajoute-t-il, la soumission est « le seul parti qu'il doive prendre selon moi et que je lui ai conseillé car, avant tout et malgré tout, il faut rester dans l'Église » ³. Il n'en crie pas moins à Skrzynecki son angoisse devant l'impossibilité de concilier religion et liberté. « Les uns comme Lacordaire ne veulent plus entendre parler de liberté ou de progrès ; les autres comme M. Féli et les néophytes de son livre (*Paroles d'un croyant*) ne veulent plus entendre parler de l'Église. Mais sans l'Église point de religion — c'est de foi, et l'expérience des protestants est là pour le prouver.... — Tout mon être est déchiré en deux ⁴ ».

Oui, là est le nœud du drame. Ah ! que ne donnerait pas Montalembert pour pouvoir sacrifier l'Église à la liberté ou la liberté à l'Église ; il ne le peut..... « je suis un malheureux homme d'entre-deux comme dit Pascal », écrit-il à Lamennais ⁵.

Pendant ce temps, le voyageur s'emploie à une réalisation qui l'éloigne de sa douleur et le rapproche de Dieu. A Prague, quand il est venu pour voir Skrzynecki, il a rencontré d'excellents catholiques qui avaient formé le plan de fonder un hos-

1. *Montalembert et sa correspondance... avec... Skrzynecki*, par J. N. S., pp. 7 et 8.

2. Le 5 juillet et suivants à Strasbourg, Montalembert rencontra le comte Plater, l'évêque Mgr de Trévern, l'abbé de Bonnechose et l'abbé Bautain. Il revint à Munich le 31 août *via* Stuttgart, Fribourg, Innsbrück où il séjourna. En octobre, il gagna l'Italie.

3. *Le Correspondant*, t. 139 de la collection (Nouvelle série, t. 103), p. 170.

4. J. N. S. : *Montalembert et sa correspondance... avec... Skrzynecki*, p. 12. Lettre du 15 août 1834.

5. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand : 14 août 1834, p. 244.

pice analogue aux Quinze-Vingts et d'y introduire des sœurs de charité françaises. Montalembert, qui avait admiré le succès bienfaisant des Sœurs de Saint-Charles de Nancy à Coblenz, où elles avaient essaimé, presse aussitôt Guerrier de Dumast de « déterminer la supérieure de la maison de Nancy à recevoir dans son noviciat deux ou trois jeunes filles de Bohême qui s'y formeraient et qui reviendraient ensuite diriger l'établissement des aveugles ici, accompagnées peut-être de quelques sœurs de Lorraine et d'Alsace ». Montalembert, loin de perdre de vue l'affaire heureusement engagée grâce à lui, la mènera à bien jusqu'à l'installation à Prague ¹.

Ni ses recherches sur l'histoire du Moyen âge, ni cette intervention charitable à Nancy, n'arrachent Montalembert à son incertitude douloureuse. Il s'en plaint.

Affectueusement inflexible, Skrzynecki répond que la souffrance purifie, mène au but, et que Montalembert doit se « préparer à remplir un jour dignement la mission de pair de France » ². Le 8 octobre, apaisé, Montalembert lui avoue qu'il a raison et lui promet de tenir, discret, inaperçu d'abord, au poste « assigné dans l'armée du Christ, y attendant le moment de combattre ou de souffrir selon qu'il plaira à Dieu ». Il se félicite d'avoir acquis, dans le voyage en Allemagne qu'il termine, mille connaissances qui ont heureusement modifié son « point de vue politique et social ». Il prend *in fine* la résolution de passer l'hiver à Paris et d'y effacer par sa modération « l'impression défavorable produite par la préface des *Pèlerins* » ³.

Cornudet de son côté pousse son ami, tout en restant attaché de cœur à M. Féli, à ne pas « lui sacrifier ses principes et sa conscience » et il s'afflige de l'article de Lamennais « sur le Despotisme et la Liberté » qui passera pour une « bravade » ⁴.

1. Montalembert à Guerrier de Dumast : 16 octobre 1833 et lettres suivantes jusqu'en 1837. Ces inédits se trouvent aux archives de la famille de Dumast, à Nancy.

2. J. N. S. : *Montalembert et sa Correspondance... avec... Skrzynecki*, p. 13.

3. *Ibidem*, pp. 15 et 17.

4. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 163. Lettre de Cornudet : 13 août 1834.

Lacordaire, enfin, l'emporte qui était venu fraternellement rejoindre quelques jours Charles à Marbourg.

Au vrai une impression était demeurée ineffaçable au cœur de Montalembert. Les cérémonies de la Semaine Sainte à Rome en 1832 l'avaient bouleversé et la bénédiction donnée du haut de Saint-Pierre par le successeur de l'Apôtre, « tiare en tête, entouré des cardinaux mitrés, donnée à soixante mille fidèles agenouillés sur la place, au bruit des canons, des cloches, de mille fanfares, par le plus beau soleil du monde, sur l'emplacement même du cirque de Néron où périrent tant de martyrs » ¹.

Ce jour de Pâques de l'année douloureuse de *Mirari*, Montalembert l'avait dit le plus beau de sa vie et d'émotion son cœur avait battu à se rompre tandis que ses yeux étaient baignés de larmes. Il était « ivre de bonheur et d'orgueil en songeant qu'il était catholique » ². Et en septembre 1832, comme il semblait se révolter, il rassurait en ces termes un ami inquiet : « Je n'ai jamais eu des tentations sérieuses de révolte (intérieures bien entendu) contre l'Encyclique » ³.

Racontant, trente ans plus tard, dans sa biographie de Lacordaire, cette période douloureuse de la condamnation à la soumission, Montalembert écrira :

Avec le vain espoir de me dérober aux douleurs et aux orages d'un conflit trop cruel, je m'étais réfugié en Allemagne où j'étais poursuivi par les appels de M. de La Mennais... Je n'étais pas rebelle... je n'étais qu'hésitant et troublé. Pendant que je résistais opiniâtrement aux pressantes sollicitations de Lacordaire j'invoquais auprès de M. de La Mennais la fidélité de mon dévouement... pour obtenir de lui la patience et le silence. Mais j'en voulais à mon ami d'avoir suivi une autre voie plus publique et plus décisive... Quand je cédai enfin, ce ne fut que lentement, comme à regret, et non sans avoir navré ce cœur généreux. Cette lutte avait trop duré. J'en parle avec confusion, avec remords... ⁴.

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 42. Lettre de Montalembert : 24 avril 1832.

2. *Ibidem*, p. 43.

3. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 14 septembre 1832. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

4. O. C., t. IX, pp. 439-441.

Montalembert passe la fin d'octobre à Florence, où il est arrivé de Brescia mal en point. Dans une chute il s'est blessé à la tête et la police autrichienne en Lombardie l'a contraint de quitter Brescia sans le délai nécessaire pour se faire soigner ¹. Malgré cet incident qui l'irrite contre le régime de Metternich, Montalembert continue de s'apaiser.

Il compte voyager l'hiver suivant en Orient avec Saint-Laumer et n'y renonce qu'à la fin de septembre ².

Le 8 décembre 1834, de Pise où il se détend près de ses amis de La Ferronnays, Montalembert prie le cardinal Pacca de présenter à Sa Sainteté son adhésion et sa soumission à l'Encyclique du 15 août 1832 en la forme requise ³. Le 13, il confesse à Lamennais combien cet acte lui a coûté, tant l'Encyclique « froisse... de la façon la plus formelle... ses convictions les plus enracinées » ; il cherche à atténuer la coup porté par là au rebelle aimé de la Chesnaie. Le 19, remerciant l'Éminence d'avoir été son heureux interprète et le Saint-Père de s'être montré si bon, Montalembert ajoute « l'assurance nouvelle de son inaltérable dévouement à l'Église romaine et à la personne de son auguste chef » ⁴.

« Catholique avant tout » ⁵, c'est la seule réponse de Montalembert aux reproches de M. Féli, à qui Sainte-Beuve prête l'intention de graver un cachet figurant un *chêne en éclats brisé par la foudre* avec cette devise : *je romps et ne plie pas* ⁶. Catholique avant tout, orientation décisive, d'autant plus que dans cette voie Montalembert trouve la paix de l'âme et du cœur. Lisant en 1835 les *Troisièmes Mélanges* de Lamennais,

1. Lettre de Lamennais à de Caux : 10 décembre 1834. — *Études* : 5 avril 1911.

2. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, pp. 160, 166, 171. Lettres de Montalembert : 3 août, 30 août et 1^{er} octobre 1834.

3. Tous les autres rédacteurs de l'*Avenir* avaient fait acte officiel de soumission bien avant. A titre d'exemple, citons Gerbet dont on trouvera la déclaration après l'Encyclique *Mirari*, le 11 décembre 1833, publiée dans Dudon : *Lamennais et le Saint-Siège*, p. 289, et après *Singulari*, ibidem, p. 333.

4. *Journal*, 19 décembre 1834.

5. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemant, p. 272.

6. Sainte-Beuve à Olivier : 23 octobre 1838, édition Bonnerot, t. II, p. 457.

nais, il écrit : « Ce ne sont que les articles de l'*Avenir* mais précédés d'une Préface qui met le sceau à cette grande et désolante ruine. Il y renie toute sa vie et toute sa gloire passée ! Quelle terrible leçon ¹ ».

Abandonnant alors, après d'ultimes efforts, Lamennais à cet orgueil à propos duquel Mérimée disait : « il s'est fait prêtre pour être Pape » ², Montalembert ne nie point tout ce qu'il lui doit avant la précieuse mais « terrible leçon ».

Lamennais dans sa puissance avait créé un mouvement d'action et de pensée catholiques. L'élan du chef de l'école mennaisienne ne fut perdu ni pour l'une ni pour l'autre. Ce qu'on a nommé la renaissance catholique prend bien, quelle que soit l'influence d'un de Maistre et d'un Chateaubriand, sa source à la Chesnaie. Bénéfice considérable pour Montalembert d'avoir connu intimement Lamennais et tant d'artisans de ce renouveau catholique sous la Monarchie de Juillet : Lacordaire, Ozanam, Gerbet, Guéranger, Bautain, Parisis, Sibour.

1. A. L. R. — Dossier 173.

2. Lettre de Mérimée à Julie Bonaparte ; 12 novembre 1869, citée par Duine : *Bibliographie*, n° 698.

TROISIEME PARTIE

**SENTIMENTS ET PRINCIPES
DIRECTEURS**

(1835-1840)

CHAPITRE V

Du Moyen Age à la Monarchie.

- § I. — LE MOYEN AGE SELON L'HAGIOGRAPHE DE SAINTE ÉLISABETH (1835-1836). — 1. Chrétienté, féodalité, liberté, ou la société idéale ; 2. Critique du tableau.
- § II. — LE FÉODAL ET LA MONARCHIE (1836-1839). — 1. L'absolutisme maudit ; intérêt de la monarchie constitutionnelle ; 2. Légitimité de la Monarchie de Juillet ; 3. Attitude pratique à l'égard de Louis-Philippe après 1837.
-

§ I. LE MOYEN AGE SELON L'HAGIOGRAPHE DE SAINTE ÉLISABETH (1835-1836).

I.

Montalembert ne pouvait siéger à la Chambre des pairs qu'à vingt-cinq ans, c'est-à-dire en mai 1835. Il passa en Allemagne les longs mois précédents, nous avons vu dans quel désarroi. Cependant, l'étude et la retraite produisirent petit à petit l'effet prédit par Skrzynecki. Une trêve de Dieu suspendit son combat, le spectacle de pays étrangers dérivait son irritation et sa tristesse. La sainte duchesse de Thuringe consola son cœur du refus d'Hedwige Lubomirska.

« Tout ce qu'il y a eu de chevaleresque et de saint au moyen âge » ¹, Montalembert l'avait retrouvé dans la Pologne et c'est pourquoi, dit-il, il l'avait aimée. *L'Avenir* découvrit le Moyen âge, s'enthousiasma pour lui. « Les peuples soumis aux princes... ceux-ci à Dieu » ², ainsi s'imagina-t-il ces temps

1. Préface aux *Pèlerins*, O. C., t. IV, p. 242.

2. *Revue d'Histoire moderne*, 1930 : *L'Avenir et la question polonaise*.

lointains. « Es waren schöne glänzende Zeiten, wo Europa ein christliches Land war, wo eine Christenheit diesen menschlich gestalteten Weltteil bewohnte ; ein grosses gemeinschaftliches Interesse verband die entlegensten Provinzen dieses weiten geistlichen Reiches », avait écrit, avant Montalembert, Novalis ¹. Autant de cas particuliers de l'amour des romantiques pour les siècles de légende ², leurs « burgs », leurs cathédrales... Vingt fois l'*Avenir* présenta le Moyen âge comme « le type de la civilisation libérale et catholique » ³, sauvegardant, parce que catholique, les libertés professionnelles, communales, etc... (L'*Avenir* considérait d'ailleurs ce Moyen âge comme l'« adolescence » de l'humanité et la chrétienté comme « un grand collège à l'usage des peuples » ⁴).

Vers cet âge prestigieux de l'art gothique, dont Gœrres et ses amis de la Table Ronde avaient attisé en lui la passion, Montalembert se transporte par la pensée. Il se propose un grand ouvrage « but de tous (ses) travaux : l'histoire de la *Société Catholique au Moyen Age* ⁵ ». Le projet sombrera, mais dans l'étude vivante du Moyen âge soudain il trouve le repos au cours d'un de ses voyages désespérés. Le 19 novembre 1833 lui apparaît la douce figure de sainte Élisabeth et pendant trois ans il se baigne dans l'atmosphère qui entoura la fille du roi de Hongrie, duchesse de Thuringe, de 1207 à 1231 ⁶.

Dans l'introduction de cette *Histoire de sainte Élisabeth*, il s'excuse de la complaisance naturelle d'un auteur pour son héroïne. Plus d'un lui reprochera, admet-il, une étude qui

1. « Quelle belle époque c'était quand l'Europe était un pays chrétien, quand une seule chrétienté résidait en ce continent ; un seul grand intérêt commun reliait alors les provinces les plus éloignées de ce vaste empire spirituel ». Ouvrage cité plus haut. Chapitre I, p. 83, note 2.

2. L'expression « légende des siècles » se trouve dans la préface de *Sainte Élisabeth*, O. C., t. VII, p. 10.

3. *Avenir* : 20 octobre 1830.

4. *Avenir* : 11 janvier 1831.

5. *Lettres... à La Mennais* : 22 août 1833. Édition Goyau et P. de Lallemand, p. 113.

6. Montalembert avait songé d'abord à écrire ses impressions de voyageur sous le titre « *Pèlerinage d'un catholique en Allemagne et en Italie* ». — (*Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 87. Lettre de Montalembert : 15 septembre 1833).

« n'offre aucun résultat profitable et positif aux idées religieuses de nos jours » ¹. Mais tout en la dédiant aux « âmes simples et pieuses » ², il en tire une leçon de politique chrétienne ; constamment le parallèle entre Moyen âge et xix^e siècle est visible en filigrane.

« Le Moyen Age n'a été que le développement de l'influence catholique représentant la *liberté* et réagissant contre la *force* qui dominait extérieurement. Aujourd'hui, ce qui domine extérieurement c'est la *liberté*, mais intérieurement la vie des peuples est écrasée par la *force* brutale et matérielle. L'œuvre du catholicisme est à recommencer ³ », écrivait Montalembert peu avant. Et peu après, commençant les ébauches des *Moines d'Occident* par *Saint Anselme*, il peindra la « querelle des investitures » en Angleterre, la résistance héroïque du primat de Cantorbéry à Guillaume fils du Conquérant, pour conclure par « ces immortels enseignements » adressés au roi Baudoin de Jérusalem : « DIEU N'AIME RIEN PLUS AU MONDE QUE LA LIBERTÉ DE SON ÉGLISE. IL NE VEUT PAS D'UNE SERVANTE POUR ÉPOUSE » ⁴. La liberté, c'est elle surtout que Montalembert poursuit à travers le Moyen âge ; et l'Église qu'il trouve à ses côtés.

Historien, il n'a fermé les yeux ni sur les crimes de ce temps-là ni sur la manière peu évangélique dont se réglaient maints conflits dans la chrétienté. Mais « l'organisation sociale du monde catholique et féodal du Moyen âge, comparée au monde païen démocratique et industriel des temps modernes » — c'est le titre d'un manuscrit inédit ⁵ — lui paraît cependant idéale.

La clef de voûte temporelle de cet édifice social est formée par la féodalité. Si dans *Sainte Élisabeth* Montalembert ne dégage pas encore nettement les qualités de cette institution, plus il y réfléchit, ou mieux plus il y rêve, plus il en célèbre

1. O. C., t. VII, p. 124.

2. *Ibidem*.

3. A. L. R. — Dossier 115. *Pensées catholiques et politiques* (1832-1833).

4. O. C., t. VIII, p. 442.

5. A. L. R. — Dossier 190. *Études catholiques*, t. III. Commencé en 1837.

les vertus. Le manuscrit cité et les lettres sur l'aristocratie publiées ci-dessous ¹ en témoignent. Selon lui, on ne trouvait pas, dans le régime purement féodal, un seul exemple de despotisme ou d'anarchie; les garanties féodales protégeaient chacun ².

Montalembert accumule les citations de médiévistes démontrant que le « gouvernement absolu, *monarchique* dans le sens strict (était) entièrement inconnu au Moyen Age » ³. La noblesse forge la plus sûre barrière contre l'absolutisme royal, et dans la salle des gardes, en son moyenâgeux château de la Roche, Montalembert peindra en frise cette phrase d'une chronique de saint Julien de Bellèvre :

Le duc Charles ne mesurait toutes choses qu'à l'aune de sa volonté et de son profit particulier et fit proposer aux estats nouveaux subsides et impositions estranges. Mais les SS. de Jonvelle, de Charny, de Myrebeau et autres vrays Bourgongnons firent la réponse pour tout le corps des estats : « Dites à M. le Duc que nous lui sommes très humbles et très obéissans subjects et serviteurs ; mais quant à ce que vous proposez de sa part, il ne se fit jamais, il ne se peut faire, il ne se fera pas ». Petits compagnons n'eussent pas osé tenir ce langage.

Parmi les triomphes de la féodalité, Montalembert compte avec un plaisir particulier celui de l'évêque Langton. A la tête des barons insurgés il arrache à Jean sans Terre « la célèbre *Grande Charte*, base de cette constitution anglaise que les modernes ont tant admirée, oubliant sans doute qu'elle n'était que le produit de l'organisation féodale ». Dans le grand salon de la Roche, une gravure figurera les barons en armes prêtant serment à la Grande Charte. Un seigneur encore, le fils de Simon de Montfort, « introduit les députés du peuple dans la première assemblée politique qui ait porté le nom, depuis si glorieux, de *Parlement Britannique* (1258) » ⁴. Généralisant audacieusement sur ce chapitre, Montalembert

1. En appendice, pp. 517-541.

2. A. L. R. — Dossier 190. *Études catholiques*, t. III. Commencé en 1837.

3. *Ibidem*.

4. O. C., t. VII, p. 42.

dira plus tard des institutions anglaises qu'elles sont seulement « le développement intelligent et progressif de celles dont a joui pendant le moyen âge toute l'Europe, excepté l'Empire byzantin » ¹.

Comment aussi ne pas rapprocher l'histoire de saint Anselme du différend qui, plus tard, séparera souvent Montalembert de l'épiscopat, trop servile à ses yeux ? Le monarque anglais, en conflit avec le primat des îles, ordonna aux évêques de lui refuser obéissance. Ils s'inclinèrent. Le roi exigea des pairs laïques la même attitude. « Mais les barons refusèrent d'imiter la lâcheté des évêques... » ².

Sous cette domination politique de la féodalité « l'Église était libre, plus libre et plus glorieuse qu'elle ne l'a jamais été » ³. L'aristocratie lui prêtait son bras armé, obéissait à sa voix pour se croiser, fondait les monastères, les dotant, les peuplant quelquefois. Hôpitaux, léproseries, « aziles pour toutes les douleurs humaines », cathédrales, couvraient le monde et, sans être cause de cette floraison, la féodalité la protégeait ⁴. Car « toutes les charges envers l'État comme envers les pauvres étaient connexes aux avantages sociaux que possédait la noblesse. Elle exerçait le pouvoir mais à ses dépens » ⁵.

Le pouvoir étant très salutairement réparti dans toutes les classes de la société, le peuple était plus heureux :

La servitude domestique a été abolie par la féodalité : elle ne l'avait été par aucune autre forme de gouvernement, dans aucune autre société. La *féodalité a ennobli le service personnel*. C'était un des plus grands problèmes sociaux et elle l'a résolu. Elle a fait que depuis le roi de Bohême, grand échanson de l'Empereur, jusqu'au dernier page et varlet du dernier castel, chacun s'honorait du service réglé et restreint qu'il rendait à son supérieur, garanti par Dieu et l'honneur. Admirable milieu entre l'esclave fouetté et ferré du paganisme et le courtisan servile et embastillé de la monarchie de Louis XIV. — On appelait la domesticité, la *librée* (d'où livrée) pour donner une idée de sa liberté. — L'ouvrier de nos jours est bien moins en état d'entretenir une famille que ses ancêtres l'é-

1. *De l'Avenir politique en Angleterre*, O. C., t. V, p. 418.

2. O. C., t. VIII, p. 382.

3. *Première lettre sur l'aristocratie*, ci-dessous p. 521.

4. *Ibidem*

5. A. L. R. — Dossier 190.

taient il y a trois ou quatre cents ans. — Quelle différence entre un vil salaire et les corvées fruit d'une *stipulation libre* et avantageuse ¹ !

Retenons cette idée chère à Montalembert que le salaire est vil et avilissant. Vigny, cet autre aristocrate, affirme de même que le soldat se sent dégradé : « la solde est immorale ». Pour ces romantiques l'homme se méprise en sachant sa sueur et son sang payés « à tant la goutte » ².

Tout le monde médiéval, la chrétienté, étaient organisés ainsi à la fois contre l'anarchie par la hiérarchie, et contre l'absolutisme par la puissance des pouvoirs féodaux, communaux, consacrés par le droit.

Innocent III sauve l'Allemagne, en s'opposant à l'hérédité de l'Empire, « de la centralisation monarchique qui aurait altéré sa nature, et étouffé tous les germes de cette prodigieuse fécondité... » ³. Alors les villes germaniques connaissent la puissance, la *Hanse* s'organise. Cependant en Italie les cités et les républiques dont les forces s'équilibrent, disposent d' « une force inouïe » explicable « en partie » par le jeu de la « libre concurrence » ⁴. Bref, le pouvoir laïque n'a « pas encore appris à se délecter dans ces législations générales qui trop souvent écrasent le génie des nations sous le niveau d'une uniformité stérile » ⁵; il veille au respect des droits individuels et des coutumes ancestrales, à l'accroissement des économies locales..... — Le portrait reflète peut-être plus l'idéal de Montalembert que la réalité, mais à ce titre nous est plus précieux —. Cette souplesse de la législation est due « aux éléments de l'antique droit germanique christianisés, coulés dans des codes locaux, et... non encore altérés par l'importation gibeline du droit romain » ⁶. Plus loin Montalembert revient sur « ce funeste droit romain » pour l'opposer, d'une part au droit canonique en pleine floraison, d'autre part aux légis-

1. A. L. R. — Dossier 190.

2. *Servitude et Grandeur militaires*, éd. Baldensperger, p. 260.

3. O. C., t. VII, p. 21.

4. *Ibidem*, p. 46.

5. *Ibidem*, p. 54.

6. *Ibidem*, p. 33.

lations germaniques, française « si bien adaptée au développement provincial du pays ». Et de citer une conclusion de Beaumanoir (*Coutume de Beauvoisis*) après cette présentation : « Comme depuis longtemps l'Église n'a pas eu de pires ennemis que les légistes, on ne saurait passer légèrement sur un des hommes qui a le mieux montré comment l'on était à la fois catholique et légiste au moyen âge » ¹. Ailleurs encore, Montalembert regrette cette législation coutumière grâce à laquelle « jamais on n'avait plus respecté, plus garanti la liberté, la volonté du citoyen » disparue devant l'envahissement des lois romaines qui tendent à démolir la famille au profit du despotisme impérial. « Le principe du droit féodal et chrétien est : la société pour l'homme. Celui du droit romain et païen : l'homme pour la société et la société pour l'État » ².

Féodalité implique chevalerie. Entre la chevalerie et le sacerdoce, « la glorieuse croyance des siècles catholiques... reconnaissait une analogie fondamentale... les véritables chevaliers étaient les prêtres armés de la justice et de la foi, comme les prêtres étaient les chevaliers de la parole et de la prière » ³. Comment ne pas lire ici par transparence la profession chevaleresque de Montalembert ?

Libre parce que chrétien et féodal, l'Occident est dominé par une autorité : le Pape — les Innocent, les Grégoire — le Pape suzerain des rois, champion des libertés et d'abord de l'indépendance de l'Église, « rétablissant et défendant avec une inébranlable constance l'autorité temporelle du Saint-Siège » ⁴, toujours opposant, fût-ce devant Frédéric vainqueur, le droit à la force.

« La seconde majesté », l'héritier du Saint-Empire, incarne selon Montalembert, surtout quand il s'appelle Frédéric II, l'odieuse politique rationaliste et le despotisme. Professant en politique... une sorte de « matérialisme », il contredit les notions fondamentales de la chrétienté en s'alliant à des musulmans pour aller au Saint-Sépulcre. A lui la responsabilité

1. O. C., t. VII, pp. 85 sq.

2. A. L. R. — Dossier 248.

3. O. C., t. VII, p. 235.

4. *Ibidem*, p. 21.

des premiers germes des doctrines néfastes de la suprématie du temporel, appliquées par les Louis XIV, les Napoléon. Répugnant à la primauté du spirituel, il publie par la plume de Pierre Des Vignes, son chancelier, « que de droit il appartient à l'Empereur de régir les affaires divines et humaines »¹.

Saint Louis figure, au contraire, « le personnage peut-être le plus accompli des temps modernes »². Montalembert admire sans réserve en lui le sens scrupuleux de la justice, qui le constitue arbitre suprêmement juste des grands procès du temps, voire entre le Pape et l'Empereur ; cette conscience qui lui dicte, sur son lit de mort, « ses mémorables Instructions, les plus belles paroles qui soient jamais sorties de la bouche d'un roi ».

Loin d'exclure la bravoure, la foi anime les chevaliers à se battre et à mourir sans peur pour les justes causes, pour la plus juste, la conquête de la Terre Sainte ou la défense contre les Maures. Le mystère de la croisade attirait les âmes si puissamment qu'un preux ne pouvait s'y dérober. Arracher le tombeau du Christ aux infidèles et les agenouiller devant la croix, cet idéal qui entraîne saint Louis, le duc de Thuringe et Frédéric lui-même, emporte à son tour Montalembert par son cœur et son imagination à cent lieues du libéralisme intégral³.

Il justifie même vigoureusement le châtement des Albigeois « agresseurs contre la loi commune » ; tout en déplorant la cruauté de la lutte, il constate bonnement : « l'on n'a pas encore, que nous sachions, trouvé le moyen de faire la guerre, et surtout une guerre de religion, avec indulgence et aménité⁴ ». L'envahissement pacifique par les deux armées de saint Dominique et de saint François ébranle au même siècle l'Occident. Montalembert, à l'étude de cette conquête, est transporté d'une ardeur⁵ qui révèle le futur auxiliaire de Lacordaire et de Guéranger, le défenseur de Ravignan.

1. O. C., t. VII, pp. 31 sq.

2. *Ibidem*, pp. 39 sq.

3. Il écrit vers le même temps : « l'auteur très hostile à la féodalité et partisan effréné du libéralisme, Michelet, est conduit à des aveux involontaires... » (A. L. R. — Dossier 190).

4. O. C., t. VII, p. 35.

5. *Ibidem*, pp. 55 sq.

Si les croisés et leurs contemporains sont de mœurs rudes, cette rudesse est plus que compensée par l'unanimité d'esprit et d'âme du peuple de chrétienté, la foi qui pénètre la vie publique et la vie domestique ¹, la poésie aussi, très simplement, très richement. Rudesse alliée à une sensibilité qui ravit notre romantique, qu'il tient pour chrétienne, qui se traduit par « l'influence croissante des femmes sur le monde social et politique » ². Caractéristique encore la charité de l'époque envers les pauvres, les malades, en qui le croyant voit le Christ. « La religion pouvait, dans ces temps de foi universelle, lutter de front avec tous les maux de la société ³ ».

Quel contraste avec les temps modernes ! Il faut l'ignorance de Boileau pour mépriser le Moyen âge et aduler le xvii^e siècle. Le Moyen âge c'est « la suprématie définitive de l'esprit sur la matière » ⁴, « le culte de la beauté morale (élevé) au-dessus de la domination exclusive des intérêts et des penchants matériels ». Aujourd'hui « l'armée du roi très chrétien Louis XV » détruit les chapelles, et la soldatesque de Jérôme Napoléon pille le reliquaire de sainte Élisabeth ⁵, « l'orgueilleuse raison » des philosophes dédaigne les héros de ce qu'elle nomme la *mythologie chrétienne*, tue la simplicité et la foi, principes de leurs vertus ⁶. Encore une fois, au Moyen âge, une robuste santé morale maîtrisait les maladies du corps social par un antidote tout-puissant : la foi. On a pendant quatre siècles exprimé la sève divine de ce corps, flétri son âme « dans l'acide du raisonnement » ⁷. Michelet lui-même s'en émeut et craint « qu'en prenant un si juste sentiment de ses droits l'homme n'ait perdu quelque chose du sentiment de ses devoirs ». Plus que le cœur de Michelet celui de Montalembert se serre de voir que « dans ce progrès de toutes choses, la force morale n'a point augmenté ».

1. O. C., t. VII, pp. 129, 143.

2. O. C., t. VII, pp. 277, 278, 116.

3. O. C., t. VII, pp. 254, 459.

4. O. C., t. VII, pp. 88, 101 et 54.

5. O. C., t. VIII, pp. 166 et 173.

6. O. C., t. VII, pp. 130, 131, 143.

7. O. C., t. VII, pp. 148 et 149.



2.

Dans tout cela, pas d'étude complète et approfondie du Moyen âge dont Montalembert n'a pas prétendu écrire l'histoire. Mais pour accréditer ses affirmations il compte sur sa compétence d'historien. Or, une évidence saute aux yeux : ici l'interprétation artistique du Moyen âge tient lieu d'exactitude historique ; au romantisme la connaissance impartiale des hommes cède le pas. Rien de surprenant en cela puisque l'érudition et l'histoire, au début du XIX^e siècle ne collaboraient guère. Malgré un travail considérable, de laborieuses recherches et la lecture en vieil allemand de nombreuses chroniques, Montalembert aborde l'histoire en amateur et sans esprit critique aiguisé. Des faits établis sont le tremplin d'où son imagination et son apologétique s'élancent. « Personne ne nie, écrivait Lamennais à ce sujet, que le Moyen âge n'offre des choses très belles, mais d'en faire le type de toute perfection et particulièrement de la perfection sociale, c'est cela qui est extravagant ¹. »

Montalembert ne distingue pas les siècles, bien différents, qui composent le Moyen âge. Il ne distingue pas davantage, dans l'unité relative de la chrétienté féodale, les caractères déjà différenciés des futures nations européennes. Il ne doute pas que l'évolution politique de l'Angleterre, loin d'être originale, spécifiquement britannique, ne représente un développement possible pour la France. Nous avons lu qu'à ses yeux la constitution anglaise est issue naturellement des institutions médiévales. Nous verrons qu'il accuse nos rois d'avoir empêché le même épanouissement en France. Plus tard, dans les *Moines d'Occident*, il indiquera seulement que le peuple anglais ayant échappé à l'étreinte romaine ne subit pas le poids de la tradition impériale.

Il passe sous silence, avec une ingénue partialité, les incon-

1. Lamennais à Boré : 31 décembre 1834. Roussel : *Lamennais intime*....

vénients du régime féodal¹, et, plus encore, les manifestations qui prouvent le mécontentement populaire à certains moments. Il s'arrête à l'étymologie curieuse de « livrée » sans se demander dans quelle mesure était libre et heureuse la domesticité des burgraves. Très justement, à l'inorganisation du monde ouvrier au XIX^e siècle qui le livre sans défense aux capitalistes et à l'État, il opposera la nécessité d'associations corporatives, mais il donnera comme modèle ou symbole la corporation médiévale sans savoir ce qu'elle fut, protectrice du travail plus que du travailleur.

Montalembert instruit, d'autre part, le procès du droit romain avec une sévérité plus grande que sa connaissance du sujet. Ce puissant esprit s'écarte trop facilement des méthodes rigoureuses. Il soutient que le droit germanique était humain et que la conquête des conquérants d'outre-Rhin par le droit étatiste des vaincus latins fut néfaste. On retrouve ici la thèse de l'école allemande qui, par nationalisme, tirait à soi l'honneur pour les Germains d'avoir fondé les bases de la civilisation. Montalembert a trop fréquenté les intellectuels allemands, précisément au temps de ses premières études sur le Moyen âge, pour être demeuré insensible à cette influence. Le mélange des anciens peuples romains et des tribus germaniques en leurs vagues successives enfanta de nouvelles nations. Loin que les vaincus fussent exterminés ou incorporés, ils conservèrent l'influence de leur civilisation supérieure². La noblesse était sans doute plus constituée chez les Germains³; mais la féodalité naissante sortit aussi des élites gallo-romaines. Un droit nouveau se développa, le droit féodal dans lequel l'hérédité germanique prédominait au Nord et l'hérédité romaine au Midi. La féodalité chère à Montalembert fut-elle moins parfaite au Midi? Et les provinces du Nord ne virent-elles pas l'anéantissement de droits personnels

1. Dans cette critique et les suivantes nous nous sommes appuyé sur les enseignements de M. Édouard Jordan.

2. Cf. de Savigny : *Histoire du Droit romain au Moyen Age*, traduction Guenoux, t. I, p. 196, que Montalembert a lu dans l'original comme en témoigne une lettre à Michelet (R. D. M. : 1^{er} novembre 1924, p. 175).

3. *Ibidem*, p. 132.

(germaniques) par les statuts locaux ou coutumes, la naissance chez elles aussi du droit territorial, conséquence et cause de la constitution d'États au sens moderne ? Les *établissements* de saint Louis ne reconnaissaient-ils pas l'autorité du droit romain ? Les anciens droits germaniques n'étaient-ils pas trop individuels et restreints pour être appliqués aux jeunes nations, tandis que les Romains avaient perfectionné et généralisé leur droit à la mesure des circonstances les plus diverses ¹ ? Peu importe à Montalembert qui ne se console pas de l'évolution en nations unies, des groupes sociaux réduits et indépendants de l'époque féodale.

Le rôle de l'Église est aussi poétisé par Montalembert. Dans sa louange il laisse oublier que le Pape, si éminent que fût son prestige et exclusif son pouvoir de sacrer l'Empereur, était loin d'être omnipotent et que, par exemple, jusqu'au XIII^e siècle la plupart des nominations épiscopales lui échappaient. Montalembert passe assez légèrement sur les pressions qu'exerçait, ainsi ou autrement, le temporel sur le spirituel, et sur les abus de celui-ci, notamment sous la forme des excommunications trop faciles. Montalembert signale le conflit du Pape et de l'Empereur (comme les spoliations et persécutions subies par sainte Élisabeth de la part du landgrave Henri), sans juger que ces inévitables défaillances humaines puissent conduire à une critique de l'organisation politique. Il s'imagine le problème des rapports de l'Église et de l'État résolu en théorie, et ne s'inquiète guère des difficultés pratiques. Admirateur des libertés corporatives, communales, il ne se rend pas compte de l'opposition faite à ces libertés par les seigneurs dont elles limitèrent le pouvoir, seigneurs ecclésiastiques en particulier. Il argue de l'intervention du Pape contre l'hérédité du Saint-Empire pour présenter l'Église comme hostile à la centralisation. Or, en France et ailleurs le Pape favorisa l'ordre royal, centralisé : sa politique à l'égard du Saint-Empire fut dictée par l'intérêt d'intervenir dans chaque élection de l'Empereur *romain*. Montalembert ressuscite les monastères dans le temps de leur splendeur, et si — les *Moines d'Occident* en témoignent — il ne dissi-

1. De Savigny, *op. cit.*, pp. 127, 128.

mule pas les crises qu'ils traversèrent, il leur attribue trop généreusement une activité triomphale. Certes, sans l'Église, ni assistance ni enseignement, mais avec l'Église relativement peu..... De nombreux clercs même croupissaient dans une ignorance désolante, et le peuple chrétien bien plus encore, malgré le rayonnement des moines, mendiants surtout.

Reste vrai que le christianisme inspirait, soutenait, profondément le Moyen âge. Tous les gens étaient baptisés, et pour un catholique ce simple mot évoque des infinis spirituels. Sur un plan moins élevé, il reste vrai aussi que la féodalité était une forme sociale évoluée naturellement, sainement, adaptée aux conditions économiques et politiques, psychologiques et religieuses du temps. La justice exigeait qu'on étudiait le Moyen âge avec cette compréhension recommandée par Herder, éloignée de l'ignorant mépris que les bourgeois voltairiens professaient pour les siècles d'obscurantisme ! Montalembert a exagéré dans l'autre sens, en toute loyauté, par romantisme, préférant sans doute avec Chateaubriand « la critique féconde des beautés à la critique stérile des défauts ».

Ainsi l'hagiographe nous livre son idéal politique : suprématie du spirituel, la religion catholique source unique d'énergie des organisations humaines, politiques en particulier. Affligé du naturalisme qui les régit présentement, Montalembert se complaît dans le rêve de la chrétienté. Regret platonique, regret poétique ? Non pas, et c'est précisément ce qui nous intéresse ici : sa résolution est sous-entendue de passer à l'action. « Ce n'est... pas la stérile contemplation du passé, ce n'est pas le dédain ni le lâche abandon du présent que nous prêchons ». Montalembert se dit « un soldat combattant sur des plages lointaines (qui) s'enflamme au récit des batailles que ses aïeux y ont gagnées ». Il ne remue pas « des œuvres à jamais éteintes ». Les principes par lesquels l'Église vivifie les institutions humaines sont immortels comme elle ¹.

1. O. C., t. VII, pp. 144-147.

§ II. LE FÉODAL ET LA MONARCHIE (1836-1839).

I.

Chrétien, le Moyen âge possède aux yeux de Montalembert d'autres mérites : il fut l'âge d'or des libertés, il fut celui de l'aristocratie ¹ héréditaire. Le système féodal s'élevait jusqu'au roi, suzerain des suzerains. L'ancien régime modifie petit à petit cette organisation. La monarchie devient absolue : *ab soluta*, déliée vis-à-vis du Pape et vis-à-vis des barons. Les rois rassemblent duchés et comtés autour de l'Ile-de-France, ils en font la France, abaissant les barrières entre eux et barricadant lès frontières. Ils prennent de plus en plus en main la destinée du pays. La monarchie, au sens étymologique du terme, s'épanouit progressivement. Montalembert le déplore et n'admire nullement son œuvre. Au contraire, il reproche aux rois d'avoir, hantés par l'exemple des Césars, contrarié par absolutisme, par étatisme, l'ordre naturel qui postule des cellules sociales petites, très diversifiées et indépendantes. Le progrès matériel entraînant une centralisation croissante, d'aucuns ont imputé à crime à l'ancien régime d'avoir trop ménagé les diversités provinciales au prix d'une inextricable complication administrative. D'autres ont loué l'élaboration lente, l'empirisme organisateur des cadres du royaume, sous l'inspiration d'idées romaines ou autres nées de l'expérience ou, en tout cas, respectueuses des lois naturelles. Certains enfin ont déploré que la France ait cédé à l'étreinte absolutiste, que ne soit pas sortie des périodes confuses, au XVI^e ou au XVII^e siècle, on ne sait quelle monarchie tempérée. Montalembert est du nombre, sans l'exprimer nettement, convaincu de la malfaisance de cette prétendue organisation monarchique. Pour peu, il soutiendrait que l'évolution de la société française depuis 1500 — il désigne la date ² — est contre nature, de par la pression royale qui a faussé, brisé, les cadres naturels et d'abord la noblesse.

1. *Aristocratie* non au sens étymologique, bien que Montalembert s'en souvienne sans déplaisir, mais au sens couramment employé par lui, de noblesse titrée.

2. Voir ci-dessous, appendice p. 522.

La monarchie a gouverné sans la noblesse et souvent contre elle ; elle a réduit son rôle social jusqu'à l'annuler au lieu de laisser s'épanouir sa puissance, telle celle des lords.

De cette ruine les rois sont pour partie responsables et Montalembert ne leur pardonne pas ¹. Peut-être la perte de l'influence politique de la noblesse l'irrite-t-elle moins encore que le procédé employé : cet abaissement des chevaliers en courtisans. Car, en lui coule le sang de ce gentilhomme de la chambre de François I^{er} dont ses contemporains assuraient qu'il était « plus propre à donner une camisade à l'ennemi qu'une chemise au roi » ².

Mêlant bien mal à propos la religion à cette querelle — qui moins que lui est capable de délimiter le domaine de la science politique ? — Montalembert formule sa critique dans la définition suivante :

Le gouvernement d'un homme qui prétend agir pour tous, parler pour tous, penser pour tous : voilà l'idéal du paganisme tel qu'il a été réalisé sous l'empire romain. Le Moyen Age chrétien était fondé sur la négation complète et absolue d'un pareil état de choses. Depuis la Renaissance, quelques rois de l'Occident, Louis XIV en tête, ont pu en rêver le retour sans l'avoir accompli. La Russie en est l'idéal moderne ³.

L'ancien régime, la monarchie, serait un acheminement vers le despotisme, sous l'influence des légistes et du droit romain. Je repousse l'Ancien Régime, écrit Montalembert, il n'y a « pas en France un homme plus antiroyaliste que moi ⁴ ». Cette antipathie pour la monarchie absolue fut congénitale chez lui, et assez peu raisonnée comme d'habitude. Un chapitre suivant ⁵ établira à propos de l'aristocratie à quel point cette thèse des rois niveleurs, centralisateurs, est chevillée au cœur de Montalembert. Vigny, dans *Cinq-Mars*,

1. Voir ci-dessous, appendice, p. 522.

2. Rapporté par Cuvillier-Fleury : *Discours prononcés dans la séance publique tenue par l'Académie Française pour la réception de M. le duc d'Aumale*, p. 61.

3. Cité dans la *Revue Générale* (Bruxelles), t. XCV, p. 339. (Mars 1912).

4. Lettre à Lacordaire, ci-dessous, p. 530.

5. Chapitre VI, § II. *L'Idéal politique*.

s'exprime semblablement. Mais les romantiques n'ont point ce privilège. S'ils ne raisonnent pas, d'autres le font pour eux et aboutissent aux mêmes conclusions. Tocqueville, beaucoup moins passionné que Montalembert, établira les responsabilités de l'*Ancien Régime*¹, synthétisant les sentiments et les idées, la documentation aussi de toute une classe de la génération de Montalembert. Taine, à son tour, accusera la monarchie d'avoir « implanté en France la centralisation administrative », d'avoir en momifiant la noblesse préparé la dissolution révolutionnaire. Nombreux sont les historiens d'aujourd'hui² qui reprennent ce thème à l'aide d'arguments et de preuves plus solides que celles de Montalembert.

Pour préciser par contraste cette position de notre romantique chrétien, rappelons que Voltaire, si détesté par celui-ci, a célébré *Le Siècle de Louis XIV*. On discerne là une certaine filiation spirituelle et intellectuelle. Le plus récent panégyriste du Roi Soleil n'a-t-il pas reconnu que la pure doctrine gallicane du droit divin, dont le monarque était pénétré, a toujours été combattue par l'Église ? M. Bertrand n'a-t-il pas insisté aussi sur sa volonté de disposer pleinement de tous les biens selon les besoins de l'État, sur le caractère égalitaire de Louis XIV³ ?

D'ailleurs nous trahirions indignement Montalembert en lui attribuant sans réserve le réquisitoire systématique dressé ci-dessus pour la clarté de l'exposé et dans lequel sont résumées ses pensées⁴. Montalembert ne conçoit point de système. S'il déteste Louis XI, Richelieu (comme Vigny) et Louis XIV,

1. Cf. aussi *De la démocratie en Amérique*, t. I, p. 6.

2. Paul Viollet entre autres : *Le roi et ses ministres*, p. VIII ; etc..., etc...

3. L. Bertrand : *Louis XIV*, passim, surtout *in fine*. — Tocqueville, *Nouvelle correspondance inédite*, p. 401, défend le 9 août 1856 son *Ancien Régime* : « Je ne nie point que les rois n'aient eu souvent en vue le bien public dans les établissements qui ont fini par aboutir aux plus mauvaises institutions ; je dis seulement que ces princes-là, comme tous les autres, ont *principalement* songé à être les maîtres, soit qu'ils se rendissent nettement compte que telle était leur seule pensée, soit qu'ils parvinssent à l'envelopper dans l'idée du bien général à leurs propres yeux ». (Passage souligné par Montalembert dans son exemplaire du volume).

4. Pensées livrées notamment dans les *Lettres sur l'aristocratie*, publiées ci-dessous en appendice.

il aime d'autres artisans de la nation française, non seulement saint Louis, mais Henri IV et Louis XVI, princes libéraux il est vrai. Ceci prouve assez combien des affinités instinctives dictent ses jugements.

Quoi qu'il en soit, au temps où parle Montalembert, la monarchie absolue est disparue en France. La Charte est comme une revanche contre l'absolutisme. Tandis qu'en Angleterre les féodaux l'avaient pu imposer à leur roi, chez nous ils avaient été vaincus. Par un juste retour une élite est créée, calquée sur l'anglaise : le Parlement, au sein duquel les pairs sont censés redonner à la noblesse son rôle gouvernant. La monarchie constitutionnelle agréée pleinement, on le sait, à Montalembert. Elle dresse entre le roi et le peuple cette élite qui paralyse le despotisme et endigue l'anarchie. La monarchie préserve de la république démocratique et est garantie par la Charte contre sa tendance intime à l'absolutisme. Aristocrate, il honore trop la grandeur pour n'admettre pas la monarchie, ainsi limitée, comme un fait social normal en France, comme un couronnement esthétique de la hiérarchie nobiliaire. *Il convient aux pairs. Decet.* Ensuite, Montalembert ne désavoue nullement ces mots de Lacordaire, dont il exalte sans réserve la *Lettre sur le Saint-Siège* : « La France est le pays le plus monarchique qui soit au monde ¹ ». Elle est « une monarchie ou un chaos parce qu'il n'existe pas de milieu réel entre la soumission commune à un seul chef et l'indépendance radicale de tous les citoyens. Les républiques sont des états bâtards comme les Églises protestantes sont des Églises bâtarde et les peuples sont toujours allés de la république à l'anarchie comme les protestants passent de leur foi mutilée à l'incroyance totale ; mais, quelle que soit l'explication du fait, il est certain que la France est monarchique par le fond de ses entrailles ² ». Chatterton précisera mieux que Lacordaire, par la plume de Vigny, une conception du rôle royal. « Il placera le roi *au pavillon* tandis que le

1. *Lettre sur le Saint-Siège. Œuvres de Lacordaire.* Édition Pousielgue 1886, t. IX, p. 33.

2. *Ibidem*, p. 35.

peuple est à la manœuvre, les Lords au gouvernail, les Communes à la boussole ¹ ».

Enfin, la monarchie constitutionnelle est, à la période qui nous occupe, un état de fait. Or, Montalembert se sent « chaque jour plus conservateur » ² et publie que « la France a besoin d'un pouvoir essentiellement conservateur » ³. Plus d'un sage évoluait ainsi à cette heure. Albert de Broglie, qui, dans le feu de ses vingt ans, se passionnait dans l'opposition libérale et patriotique, raconte dans ses *Mémoires* qu'après le succès de la coalition contre Molé et l'interrègne gouvernemental consécutif, l'émeute républicaine fut pour lui « un trait de lumière » éclairant la faiblesse de l'armature politique française, « et je suis devenu ce jour-là, dit-il, le conservateur décidé que je suis resté toute ma vie » ⁴.

Pour un catholique au surplus, comme on l'exposera dans un autre chapitre, tout gouvernement existant est légitime, respectable, sous certaines conditions ici remplies.

Quels traits caractérisent la monarchie constitutionnelle française, comment fonctionnent ses rouages, vers 1835-1840, et, partant, quels seront les jugements et les attitudes de Montalembert à son égard ? L'insouciance du jeune pair en la matière égale l'extrême incertitude des contemporains sur cette mécanique politique, sur « l'équivoque » régime de Juillet. Pas plus à la Charte de 1830 qu'à celle de 1814, Montalembert ne reproche un manque de clarté et jamais il ne lui vient à l'idée de préciser, comme Dupin ou Guizot, son interprétation personnelle de cette constitution. La notion de souveraineté nationale comme celle de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », latentes dans les colonnes de l'*Avenir*, effleurent à peine l'esprit de Montalembert qui se pose uniquement en champion des opprimés.

Il semble guidé par le sentiment de justice. Charles X a été injuste, c'est pourquoi Montalembert a approuvé la punition.

1. Flottes : *La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*, p. 85, note 4.

2. Montalembert à Rio : 11 octobre 1839, cité par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 153.

3. *France contemporaine* 1838. O. C., t. IV, p. 282.

4. Duc A. de Broglie : *Mémoires*, p. 65.

Le czar est injuste, et le roi de Hollande : donc Montalembert soutient Belges et Polonais.

Il trouve une certaine harmonie entre la Monarchie de Juillet et les Français qui l'ont voulue. « Elle a, écrit-il de celle-ci, cet immense avantage que ses défauts ainsi que ses qualités lui sont communs avec la France... Gage incomparable de stabilité » ¹. Il n'affirmerait pas pour autant que le régime est basé sur la seule volonté du peuple : le roi doit ne pas la contrarier mais n'est pas un président de république ; il est un pouvoir historique. Montalembert déteste le fonctionnarisme, honore la naissance.

Bref, tout comme Guizot et bien d'autres, il met en parallèle 1830 et 1688, et, pas plus qu'eux, ne réalise l'impossibilité d'acclimater tel quel sur le sol de France le régime parlementaire anglais séculairement évolué. Erreur capitale. Erreur commune.

S'il ne blâme pas Thiers, premier ministre, d'imposer à Louis-Philippe sa façon de gouverner, Montalembert ne fera jamais écho ² aux murmures qui s'élèvent contre la volonté royale de diriger personnellement les affaires. Le système de l'équilibre constitutionnel ne le préoccupe pas dans l'abstrait et ne l'inquiète pas dans son application pratique, sous cette réserve que l'existence d'une Charte tutélaire est acquise.



2.

Sa position de pair de France vis-à-vis de la dynastie, il la précise.

Attaquant devant les pairs, le 19 mai 1837, le gouvernement et sa majorité libérale qui décrétaient la cession de l'ar-

1. A. L. R. — Dossier 521 : fragment inédit d'un projet d'article pour la *France contemporaine*. L'article lui-même se trouve O. C., t. IV, p. 272.

2. Du moins avant 1843.

chevêché à la Ville de Paris, Montalembert pour éviter une contre-offensive sur son flanc professe son loyalisme à l'égard du régime : « ... j'ai assez montré, ce me semble, qu'il n'y avait pas dans cette enceinte un partisan plus sincère de notre révolution de Juillet, un ami plus loyal de la dynastie qui représente cette révolution et dont l'auguste chef a montré au monde, plus qu'aucun autre roi de nos jours, l'union vraiment royale du courage et de la clémence » ¹.

Un parent de Montalembert fut blessé de ce témoignage et s'en plaignit ². Un prêtre de Pontoise l'interrogea aussi à ce sujet. Montalembert répondit ³ : précieuses réponses qui nous exposent nettement et longuement sa position.

Selon ces lettres, deux motifs justifient leur auteur d'avoir applaudi à la révolution de Juillet. Le premier est politique : on ne peut gouverner, surtout un pays évolué comme la France, contre la grosse majorité des citoyens, contre leurs besoins, leurs vœux. Charles X et ses fidèles ont bouleversé d'un trait de plume des institutions qui étaient reconnues, selon le mot de Louis XVIII dans le préambule de la Charte, comme « une excellente transaction entre le passé et le présent » ⁴. Ils ont été punis. Justice. Le second est religieux : lier le spirituel à un gouvernement temporel, au point de mesurer la ferveur de l'âme à sa dévotion envers le prince, crée une « confusion détestable et déplorable » propre à éloigner du catholicisme. Brisant le trône des Bourbons sans renverser l'autel, la révolution les a désolidarisés. Parfait.

Montalembert explique ensuite son loyalisme décidé à l'endroit de Louis-Philippe. Ce roi n'est pas « selon son cœur » — « il n'est ni assez catholique ni assez généreux dans sa politique » ⁵ pour être regardé comme le modèle des rois, mais « il a encore plus de capacités et de vertus politiques que les autres rois d'Europe » ⁶... Surtout il préserve des « horreurs

1. O. C., t. I, pp. 70, 71.

2. Voir infra *Pièces jointes*, p. 511, la réponse à cette lettre de doléances. A. L. R. — Dossier 441.

3. A. L. R. — Dossier 521, pièce n° 5, lettre à l'abbé Tron.

4. *Ibidem*.

5. *Ibidem*.

6. Voir infra *Pièces jointes*, p. 513.

des républicains ¹ et des folies du légitimisme » ². Aucun lien spécial d'affection ni de gratitude personnelle n'attache Montalembert à la branche cadette. C'est la France qu'il sert, « quel que soit son drapeau et son chef du moment », dès lors que ce chef ne contrarie pas la conscience du chrétien ni la confiance du patriote.

Aucun lien non plus ne saurait le retenir parmi les légitimistes. Si les Bourbons s'étaient maintenus par un gouvernement sage, il les eût servis, sans idolâtrie, « avec le zèle et le dévouement qu'on doit à ses supérieurs ». Déchus par leur faute ils ne sauraient revendiquer la France, et les Montalembert en particulier, comme leur patrimoine. Bien plus, Montalembert regarde les Bourbons « comme les pires ennemis de la noblesse française (excepté Henri IV et Louis XVI) », car ils l'ont massacrée sous Louis XIII, étouffée, humiliée sous Louis XIV, dégradée, énervée sous Louis XV. Les Montalembert ne leur doivent rien : le marquis de Montalembert, célèbre en Europe par son traité des fortifications, fut disgracié ; le baron, grand-père de Montalembert, mourut avant d'être récompensé ; le comte Marc-René fut, à la Restauration, nommé seulement troisième secrétaire d'ambassade... et destitué en 1820 pour sa franchise. Montalembert va jusqu'à nier que sa pairie soit le fait de la bienveillance des princes : Decazes avait besoin d'une « fournée libérale », voilà tout. « C'est donc, ajoute Montalembert, à son attachement au gouvernement représentatif que mon Père a dû cette distinction » ; il l'a prouvé en comprenant et en adoptant la révolution de Juillet, quoi qu'il lui en coûtât.

Certes, préférer Henri V à Louis-Philippe paraît fort naturel à Montalembert, sinon politique, mais il s'élève avec véhémence contre « ce qu'on appelle la *légitimité* » et plus encore la prétention d'imposer ce faux principe « comme un article de foi ». Depuis longtemps d'ailleurs il gardait rancune à cette erreur.

1. Cf. Vigny : « Quand tout craquait sous nos pieds, mieux valait construire à la hâte une royauté bâtarde que de laisser crouler la nation en ruines pareilles à celles de la Terreur » dit Vigny en 1831 (cité par Flottes : *La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*, p. 109).

2. A. L. R. — Dossier 521, pièce n° 5, lettre à l'abbé Tron.

J'aime beaucoup, notait-il à Gênes le 13 décembre 1831 dans son *Journal*, que les rois viennent nous parler de légitimité et de droits anciens, eux qui en 1815 ruinèrent et confisquèrent de sang-froid les deux républiques de Gênes et de Venise qui certes étaient plus anciennes et plus légitimes que les deux tiers des monarchies d'aujourd'hui.

Quant aux « légitimistes » chers à son oncle, voilà ce qu'il en pense :

Oui, les légitimistes en masse comptent le plus d'honnêtes gens mais ils comptent aussi parmi leurs chefs, leurs organes, les plus immoraux, les plus roués, les plus détestables. C'est ce qui explique le peu d'influence de ce parti. Il eût été irrésistible s'il n'avait pas agi ainsi ; mais prêcher le désordre pour ramener un soi-disant ordre, c'est-à-dire les places, le pouvoir pour eux, l'idolâtrie égoïste pour une famille... !

Aussi sont-ils sortis des élections de 1837, « à la fois vaincus et déshonorés, deux fois déshonorés, par le parjure d'abord (le serment électoral) et par leur alliance avec les républicains ensuite ».

Montalembert compare enfin la grandeur d'âme des vainqueurs de Juillet sauvant la tête des ministres, malgré les insultes de la presse légitimiste, à l'exécution du maréchal Ney ¹.

La légitimité de droit de la révolution de Juillet et de l'accession au trône de Louis-Philippe, Montalembert l'établit ailleurs ² par des exemples historiques nombreux. Le plus frappant lui paraît celui de la révolution anglaise de 1688, reconnue par toute l'Europe à la paix de Ryswick en 1697, et par Louis XIV lui-même. Montalembert insiste sur cela dans un article de la *France contemporaine* ³ auquel il attache beaucoup d'importance et qu'il ne publie pas sans l'avoir soumis à Lacordaire et à M. de Mérode. Laissant de côté la question de *droit* proprement dit, il y constate que l'*origine* de la Monarchie de Juillet, « l'insurrection victorieuse, est un des faits les plus habituels et les plus provi-

1. A. L. R. — Dossier 115 : *Pensées catholiques et politiques*.

2. *Ibidem*.

3. O. C., t. IV, p. 272. « Des rapports de l'Église catholique et du gouvernement de Juillet ». *France contemporaine* : 15 mai 1838.

dentiels de l'histoire en général et notamment de l'histoire moderne » ¹. Les maisons régnautes non seulement d'Angleterre, mais de Suède, Hollande, Portugal sont issues de tels bouleversements.

★ ★

3.

« Ami loyal », disait l'orateur du 19 mai 1837. A ce titre il admire la Monarchie de Juillet d'avoir triomphé des « attaques furibondes » auxquelles elle est en butte depuis sept ans, des assauts et des attentats, sans mesure extra-légale, sans verser une goutte de sang ². A ce titre, il souhaite, dans la *France contemporaine*, que la Monarchie de Juillet corrige ses imperfections.

Il lui manque un sentiment plus intime et plus hautement avoué de la valeur du pouvoir spirituel... plus d'élévation et de générosité dans l'ensemble de sa politique.

Elle doit croire

à un ordre plus élevé que celui des intérêts purement terrestres... pour combattre l'invasion chaque jour plus menaçante de cet individualisme qui rendra bientôt tout gouvernement impossible et de ce matérialisme qui tend à transformer ce monde en machine à vapeur... le gouvernement en comptoir et la France en marché... Appuyé sur une base vraiment morale le pouvoir pourrait se dresser de toute sa hauteur au-dessus de ces luttes mesquines de coteries et de personnes qui l'ébranlent aujourd'hui ; il triompherait de cette lésinerie législative qui vient sans cesse tout rétrécir et tout rapetisser ; il montrerait enfin plus de dignité et d'énergie à l'extérieur... ³.

L'absence de base morale n'explique pas seule les imperfections d'un régime techniquement mal bâti, mais quels que soient les vices de construction, ils n'étaient pas irrémédiables. La bonne volonté des chefs, leur dévouement au bien public eussent amélioré les choses, et dans un certain apaisement des conflits d'ambition politique ou d'intérêts industriels,

1. O. C., t. IV, p. 275.

2. Fragment inédit du même article : « *Des rapports de l'Église catholique et du gouvernement de Juillet* ». A. L. R. — Dossier 521, pièce 33.

3. « *Des rapports de l'Église catholique et du gouvernement de Juillet* ». *France contemporaine* : 15 mai 1838. O. C., t. IV, pp. 280-282.

ils eussent trouvé plus clairement la voie du pays. Or, ces abnégations relèvent du domaine moral, spirituel, sous tous les régimes politiques. Transcendant la forme éphémère de ceux-ci, Montalembert publie cette vérité éternelle. La profondeur de ses vues, le sérénité bienveillante de ses appréciations rappellent l'enseignement des Pontifes souverains. Un événement privé expliquera la genèse de cet état d'âme.

Après les combats de l'*Avenir*, après la rude défaite, le séjour de Montalembert en Allemagne et Italie, de l'été 1833 au printemps 1835, figure une trêve de Dieu dans la vie du chevalier. Il s'est réfugié, apaisé, dans la contemplation du Moyen âge. Il est revenu à Paris réconcilié avec le Saint-Siège. Il a pris officiellement à vingt-cinq ans possession de son siège à la Chambre des pairs le 16 mai 1835 ; mais de par son âge il n'y a pas encore voix délibérative.

Trois interventions devant la Haute assemblée ¹ et une éphémère collaboration à l'*Université Catholique* ² ne rompirent pas cette trêve ménagée dans son existence.

Il atteignit le sommet du bonheur humain en épousant, le 16 août 1836, une descendante de sainte Élisabeth, la fille d'un héros de l'indépendance belge. Il combla ainsi le vide de son cœur ; il équilibra sa vie. Il a satisfait aussi son inclination vers l'aristocratie militante et la politique libérale : le comte Félix de Mérode avait refusé, on le sait, la couronne belge, et ses beaux-parents de Grammont, apparentés à La Fayette, auraient soutenu l'*Avenir* ³.

Filialement, Montalembert emmena sa jeune épouse aux pieds de Grégoire XVI, qui avait béni *Sainte Élisabeth* dans un Bref, et son auteur par l'intermédiaire de Lacordaire. « J'ai été avec mon bonheur et mon amour actuels, écrira-t-il à Cornudet, suivre pas à pas la trace de mes anciens errements ». A Milan, Montalembert et sa jeune femme rencontrèrent Manzoni avec joie, mais regrettèrent de manquer l'« admirable Pellico » que Montalembert avait embrassé, les larmes aux

1. Voir plus loin : chapitre VII, § II.

2. Voir plus loin : chapitre X, § III.

3. Lecanuet, t. I, pp. 476 et 477.

yeux, l'année précédente ¹. Le 24 novembre 1836, de Venise, Montalembert avait écrit au Saint-Père pour se désolidariser de Lamennais. Le 22 décembre, Lacordaire avait appris à son ami arrivant à Rome, « l'excellent effet produit » sur le Pape par cette lettre ². Le 28 décembre, Montalembert fut reçu au Vatican ³ et, le 1^{er} janvier 1837, décacheta un Bref pontifical, réponse à sa lettre. Il eut « un moment de bonheur et d'émotion inexprimables en parcourant ce magnifique monument de la grandeur apostolique » ⁴. Le 3 janvier, seconde audience ⁵, au cours de laquelle Grégoire XVI exposa « l'affaire Lamennais » en faisant valoir sa propre modération. Montalembert exprima ses craintes sur le gallicanisme d'une partie du clergé, sans paraître inquiéter le Saint-Père. Celui-ci formula des réserves sur la révolution belge dont il reconnut d'heureux résultats, l'Université Catholique par exemple, sans approuver les moyens par lesquels ce bien avait été opéré.

Le 12 février, audience de congé ⁶. Le pair de France ne put se « dispenser de dire tout le mal que fait à la religion et à notre pays » Mgr de Quélen. Le Père commun accueillit pour la troisième fois ses enfants avec une extrême bienveillance, conquit leurs âmes aimantes et orienta la politique de Montalembert près de rentrer en lice. A propos de l'opposition perlée de l'archevêque de Paris, le Pape protesta que « *le clergé ne (devait) pas se mêler de politique* » et se déclara satisfait de Louis-Philippe. Montalembert s'aventura à déférer le regret de ses amis polonais d'avoir été blâmés. Des précisions furent alors données sur la révolution polonaise, ramenant

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 180.
Lettre de Montalembert : 22 janvier 1835.

2. *Journal*.

3. Lecanuet, t. I, p. 490, cite d'après le *Journal* de Montalembert le récit de cette audience. Mais les citations sont très inexactes, de nombreux mots différent de l'original, des phrases sont supprimées. Les rectifier paraît cependant inutile ici, le sens n'étant pas trahi par Lecanuet.

4. *Journal*.

5. Non le 13 comme dit Lecanuet, qui la raconte de la même façon imprécise.

6. Non le 17 comme dit encore Lecanuet, qui émascule la dénonciation de Mgr de Quélen.

la portée du « Bref aux évêques » à celle de la lettre adressée à l'épiscopat espagnol pour lui recommander de s'abstenir de politique et d'apaiser les ouailles... Montalembert présenta à Sa Sainteté la réfutation de Lamennais par Gerbet, se réjouit qu'Elle lût à haute voix « cette période qui commence si magnifiquement l'écrit et où il est dit que tous les anciens amis de M. de la Mennais sont passés à la droite du vicaire de Jésus-Christ » ¹.

Montalembert se retira l'esprit et le cœur pacifiés, baignés de joie.

A son retour en France il entreprend l'histoire de saint Bernard et de son siècle ², sans réserver à la seule spéculation historique le bienfait de la paix romaine. Inspiré par la parole du Pape touchant Louis-Philippe : « Je voudrais que tous les rois d'Europe lui ressemblassent » ³, Montalembert témoigne au Roi des Français cette amitié loyale professée à la Chambre haute et confirmée dans la *France contemporaine*. Il se fait un devoir de « réconcilier avec la dynastie et la révolution » certains prêtres et certains jeunes catholiques sur qui il a de l'influence ⁴.

Sur un graphique des ardeurs dynastiques de Montalembert, on inscrirait à cette date un maximum à peine fébrile, et la courbe redescendrait ensuite qui, en 1830-1832, partait de ce minimum : « totalement indifférent à toute question de dynastie ou de personne (je n'ai) foi qu'en Dieu et en la liberté » ⁵. Montalembert n'éprouva jamais de ferveur pour le roi. Cependant le jugement du Pape, puis la bienveillance de Louis-Philippe dans le règlement des incidents de l'évêché

1. Lettre de Montalembert à Alexandrine de La Ferronnays : Florence, 3 mars 1837, citée par M^{me} Craven : *Récit d'une Sœur*, t. II, pp. 75-76.

2. *Journal* : 20 juillet 1837.

3. Souvent cité et reproduit, ce mot historique se trouve en particulier dans une lettre de Montalembert à son oncle (*infra* en appendice, p. 515), dans une lettre de Montalembert à Rio, mars 1837, citée par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 117, et dans la *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 204.

4. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, pp. 210 et 211. Lettre de Montalembert : 7 octobre 1837.

5. O. C., t. IV, p. 218, au début de l'article de l'*Union bretonne* sur Lyon (1832).

de Dijon, en janvier 1838 ¹, portèrent Montalembert vers le roi. Mais huit mois plus tard, il précisait en ces termes ses sentiments :

Depuis le baptême du fils de la Princesse de Wurtemberg ², je suis plus qu'affligé, je suis indigné. En face de l'Europe attentive à l'affaire de Cologne, et complètement éclairée sur la question des mariages mixtes, c'est un scandale, une bassesse et une lâcheté. Ma confiance personnelle dans cette famille est détruite. Je la défendrai toujours jusqu'à ce qu'elle persécute l'Église ouvertement, parce qu'elle représente, malgré elle, le principe contraire au fléau de l'Église, au légitimisme. Mais si une fois ce fléau était anéanti, plus rien ne m'attacherait à elle³....

et il se plaint de la froideur du roi, marquée par une politesse embarrassée.

Quoi qu'il en soit de l'attitude de Louis-Philippe, qui ne cachait d'ailleurs pas son éloignement et son incompréhension du tempérament de Montalembert, la tiédeur de celui-ci à l'égard du Roi des Français est attestée par lui-même. Il en est des raisons « que la raison ne connaît pas ». La personne du roi, ni celle des princes, ne l'ont séduit. De plus, 1830 et la condamnation de l'*Avenir* ont tranché dans son cœur des fibres qui ne sauraient plus frémir. D'autre part, la prédominante médiocrité des préoccupations matérielles — « enrichissez-vous » — de la Monarchie de Juillet, l'apparente mesquinerie de ses craintes du libéralisme, son pacifisme, ont dégoûté d'autant plus les idéalistes que les Trois Glorieuses les avaient plus exaltés. La sécurité, la prospérité dont jouit la bourgeoisie n'enflamment pas celle-ci de reconnaissance pour le roi. Moins encore le comte de Montalembert brûlera d'amour pour le souverain qui règne sur cette bourgeoisie, appelée par M. de Lamartine « l'aristocratie descendue

1. Voir *infra*, chapitre IX, p. 422.

2. La fille de Louis-Philippe avait épousé le prince de Wurtemberg, protestant. Autant Montalembert avait admis le mariage protestant du duc d'Orléans, rendu nécessaire par le refus autrichien, autant il avait déploré cette seconde alliance. Du moins espérait-il que les enfants nés de cette union seraient baptisés dans la religion catholique, conformément aux lois de l'Église. Il n'en fut rien.

3. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 26 septembre 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy. Cf. *infra*, p. 308.

et déplacée d'un étage » ¹. Même après les attentats contre la personne royale, aucune vague de fond n'amène la preuve d'une affection profonde des Français pour la dynastie. Montalembert, en ces occasions tragiques, présente ses devoirs aux Tuileries, mais l'horreur de l'anarchie l'emporte de beaucoup en lui sur l'anxiété du péril qui menace son roi.

Louis-Philippe ne s'était pas, il est vrai, attaché le jeune pair. L'hérédité de la pairie, impopulaire comme symbole des privilèges de l'ancien régime, n'avait pas trouvé dans le roi un défenseur... Dans la société, l'aristocratie figurait une façade et la Chambre des pairs jouait de ce fait dans la vie politique un rôle effacé. Le roi était peu enclin à se solidariser avec cette classe mourante, d'autant qu'il prenait ombrage de l'indépendance, conséquence de l'hérédité. Un grief personnel animait probablement aussi Montalembert. A la Cour pas plus qu'à la Chambre haute on n'appréciait sa politique. Romantique il heurtait les réalistes, catholique les sceptiques, et l'on raconte que le roi demandait parfois « quand M. de Montalembert entrerait dans les ordres » ².

Montalembert expliquait autrement sa mesure, sa réserve à l'égard de la couronne. L'excès de la dévotion légitimiste le mettait en colère. Il entendait ne pas tomber dans un tel travers. Il mettait surtout en avant cette conviction catholique que « César » n'est point, quel qu'il soit, digne d'un grand amour. Lui-même était, par instant, tenté de s'attacher davantage à la Monarchie de Juillet, et de le publier, notamment dans l'article cité plus haut de la *France contemporaine*. Lacordaire, alors, l'en empêchait, ou M. de Mérode, au nom du catholicisme qu'il importait à leurs yeux de ne pas compromettre.

Ces multiples causes inspirent à Montalembert une certaine indifférence vis-à-vis de la monarchie. Il participe en cela — aucun chantre ne s'est avancé des rangs des grands poètes romantiques pour célébrer la dynastie d'Orléans et la

1. Lamartine : Discours du 5 mai 1837 ; cité par Quentin-Bauchart : *Lamartine, homme politique*, p. 49.

2. Mourret : *Histoire de l'Église*, t. VIII, p. 245, note 2.

bourgeoisie victorieuse ¹ — aux sentiments de beaucoup de Français, prodromes de la « désaffection » qu'on signalera vers 1846. Montalembert ne réagit pas contre cette désagrégation. Il ne réalise pas la portée de la destruction consommée en Juillet, et s'il entrevoit la faiblesse congénitale de la nouvelle monarchie ², il ne s'emploie pas à la préserver de la catastrophe qu'il redoute.

1. Skerlitch : *L'opinion publique en France d'après la poésie politique et sociale de 1830 à 1840*, p. 230.

2. Lettre à d'Alton-Shée : 11 novembre 1839, publiée par Léon Séché dans *Alfred et Paul de Musset, Revue de Paris* : 1^{er} décembre 1906, p. 564.

CHAPITRE VI

Un idéal aristocratique.

§ I. — L'ARISTOCRATE CONTRE LA DÉMOCRATIE (1839-1840). — 1. La démocratie maudite ; 2. Procès de la démocratie ; 3. Jugement sur le verdict.

§ II. — L'IDÉAL POLITIQUE (1839-1840). — 1. L'aristocratie. Son histoire. Ses caractères ; 2. Rôle de l'aristocratie. L'exemple anglais ; 3. L'idéal : liberté modérée ; politique élevée ; 4. Comment atteindre cet idéal ?

§ I. L'ARISTOCRATE CONTRE LA DÉMOCRATIE (1839-1840).

I.

En Angleterre, Montalembert respirait un air de paradis politique. De là, il contemplait avec horreur « l'inférieur génie de la démocratie moderne » ¹. Cette répulsion il l'avait exprimée déjà, et Lacordaire, sympathique non pas à la république ² mais aux temps modernes, craignit que le tempérament aristocratique de Montalembert ne l'emprisonnât dans un vain regret du passé. Piqué par le mot « inférieur », le dominicain répliqua — qui préparait à la Quercia la restauration de l'ordre en France ³ —. Bref le trait provoqua entre les deux amis une longue joute épistolaire (août 1839 — avril 1840), dont on jugera l'intérêt ⁴.

1. Montalembert à Lacordaire : 4 août 1839 ; lettre écrite au retour d'un séjour en Angleterre, citée par P. de Lallemand : *Montalembert et... l'étranger*, p. 102.

2. Lacordaire à Montalembert ; A. L. R. — Dossier 418.

3. Cf. ci-dessous p. 414.

4. A la lettre du 4 août, Lacordaire répond le 22. Montalembert réplique le 20 septembre et garde copie de cette première lettre sur

« Tu es cent mille fois plus aristocrate que libéral, avait protesté Lacordaire auparavant ¹. J'ai ri bien des fois du prétendu accord politique entre toi et l'abbé de la Mennais. Lui c'est un vrai plébéien ; mais toi tu ne vois dans la liberté que la ruine de la monarchie et la création d'un autre Moyen âge chimérique. Tu es pétri d'aristocratie... » Maintenant, ajoutait-il, le 22 août 1839, « tu as voulu passer du *goût aristocratique* à un *système aristocratique*. » Ce goût, qui lui nuit tant dans l'opinion, Montalembert l'a conservé, dit Lacordaire assez durement mais avec perspicacité, comme un « *retentum* intérieur, une arrière-pensée » qu'aujourd'hui il classe, extériorise en une préférence pour l'aristocratie héréditaire et privilégiée.

Je n'ai pas de système, réplique Montalembert, et j'ai en 1830 soutenu que la démocratie « avait... le bon droit de son côté » ². Il prétend « *regretter le passé* dans ce qu'il a de regrettable et... *mépriser le présent* dans ce qu'il a de méprisable », refusant d'admettre ce principe de son interlocuteur, que *pour agir sur son temps il faut l'estimer* ³. Ceci posé, il prouve, pour réfuter les diatribes de Lacordaire, que l'aristocratie s'honore d'un passé glorieux non seulement pendant les huit siècles du Moyen âge au temps béni de la féodalité, mais encore au temps de la Ligue, « cette admirable protestation de la société catholique expirante contre l'esprit moderne » ⁴. C'est alors qu'il faut juger l'aristocratie, car elle « ne consiste pas dans un certain nombre de privilèges de blason ou de cour, mais dans une participation directe et permanente au pou-

l'aristocratie ainsi qu'il désigne lui-même le document dans son *Journal* et ailleurs. Lacordaire répond le 9 octobre, Montalembert le 7 décembre et garde un autographe de cette seconde *lettre sur l'aristocratie*. Lacordaire récrit le 21 décembre, Montalembert le 28 février 1840 et il garde copie, corrigée de sa main, de cette troisième *lettre sur l'aristocratie*. Lacordaire clôt le débat le 21 avril. Nous donnons pp. 517-541 en appendice ces trois lettres de Montalembert (Lecanuët les ayant peu citées, t. I, pp. 185-190). Pour toutes nos citations, voir ces pages d'appendice.

1. Lettre inédite : 22 septembre 1833.

2. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 528.

3. Deuxième *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 531.

4. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 518.

voir suprême » ¹. Depuis 1500 a commencé de décliner l'aristocratie, sapée de plus en plus par la monarchie et la démocratie, car Richelieu et Louis XIV sont les grands précurseurs de la démocratie moderne ². Montalembert unit volontairement monarchie et démocratie, tenant leur but et leurs efforts pour identiques :

malgré leur opposition purement apparente, elles sont sœurs elles ont toujours travaillé l'une pour l'autre et se substituent l'une à l'autre avec la plus merveilleuse facilité, comme notre histoire moderne le démontre : on se coupe la gorge de temps à autre, mais au fond on sait bien qu'on veut la même chose, c'est-à-dire le *despotisme*, le renversement de tout ce qui résiste et de tout ce qui dure, et la substitution de cette chose d'un moment qu'on appelle tantôt *état* ou *loi* ou *bon plaisir de Sa Majesté* ou *volonté nationale*, aux traditions historiques comme aux droits les plus sacrés de la famille et de la conscience..... ³.

Avant d'établir cette accusation portée par Montalembert, tentons une définition préalable. Identifiée à l'absolutisme, la démocratie n'est évidemment pas le libéralisme. Montalembert a toujours été libéral, dit-il, et jamais démocrate ; dans sa préface des *Pèlerins* où son libéralisme « a fait le plus explosion », on ne lit pas une ligne impliquant la substitution de la démocratie au despotisme, dont il mettait les crimes au pilori. Il n'a jamais cessé de distinguer du triomphe de la démocratie, voire de lui opposer, la reconnaissance de leur nationalité aux peuples conquis et la liberté des opprimés. Montalembert est persuadé en effet que

les Nicolas et autres monarques de cette trempe ne sont rendus possibles en Europe que par la frayeur qu'inspire le spectacle des maux innombrables auxquels sont exposées les nations où la démocratie règne sans frein comme l'Espagne actuelle, les républiques d'Amérique et la France de 1790 à 1800 ⁴.

Montalembert, en situant ainsi la démocratie dans le temps ou l'espace, nous permet de suppléer à l'imprécision

1. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 519.

2. *Ibidem*, *infra* p. 520. Les dernières lignes citées par Lecanuet.

3. *Ibidem*, *infra* p. 522.

4. *Ibidem*, *infra* p. 525.

toute romantique qui enrobe sa terminologie politique. Par son parfait dédain de l'antiquité, Montalembert échappe de justesse au reproche d'être, comme Rousseau et les gens de la Révolution, dupé par les apparences démocratiques des cités antiques, car il vilipende au passage les empereurs romains, produits et idoles de la démocratie victorieuse de Rome ¹. Lacordaire, dans sa lettre du 9 octobre, remarque que *démocratie* est substantif équivoque qui exprime mal « la situation sociale du peuple français ». N'importe, la démocratie intégrale, pour Montalembert, c'est le despotisme du nombre, le jacobinisme sanglant, l'anarchie révolutionnaire, vers quoi, craint-il, le destin mène la France. Ceci par l'intermédiaire de la démocratie larvée, c'est-à-dire l'état actuel (1830-1840) de la société française : médiocrité bourgeoise, « médiocratie » dira Balzac, égalitarisme envieux, nivellement et centralisation permanents, matérialisme ploutocratique, esprit borné dans la probité même et le libéralisme toujours égoïstes ², état qui prête merveilleusement aux sapes républicaines.

Quant aux champions de la démocratie, Montalembert n'entend nullement classer sous ce drapeau

ceux qui sont nés hors de la noblesse ancienne, mais bien ceux qui, quelle que soit leur origine, ont travaillé ou travaillent encore à l'abolition de toute hiérarchie sociale et de toute tradition historique. La naissance ne fait souvent rien à cela : le marquis de La Fayette et le comte de Mirabeau, gens de la plus haute naissance, ont été les plus fougueux démocrates.

(Suit l'opposition à Chatham, Thiers et autres plébéiens aristocrates ³).



2.

Ceci posé, tirons des trois *lettres sur l'aristocratie* les éléments d'une critique de la démocratie.

1. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 520.

2. Cf. les opinions concordantes de Vigny et Carné citées par Flottes : *La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*, p. 98.

3. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 524.

« Les pères et les premiers représentans de la démocratie moderne en France », ce sont — vérité indiscutable, selon Montalembert — les légistes, de Pithou aux Talon, qui ont renversé le droit féodal ¹. Richelieu et Louis XIV, ces niveleurs, ayant frayé la voie à la Révolution, on eut alors la démocratie à l'état pur. La Constituante abattit systématiquement toutes les institutions qui maintenaient dans la société française diversité et hiérarchie, pour réaliser le nivellement intégral.

Elle abolit coup sur coup, pour les mêmes motifs, noblesse, provinces, jurandes, corporations, monastères.

Elle savait bien que tout cela se tenait et se tiendrait toujours, de même que la démocratie, la centralisation comme forme politique, l'industrialisme comme forme sociale, le panthéisme comme religion sont toutes les conséquences et les corollaires d'un même principe ².

La démocratie exige la « table rase », et ne peut souffrir les organisations fondées sur la notion d' « échelle sociale ». Les corporations en particulier sont souverainement incompatibles avec l'égalité absolue. Elles jurent avec celle-ci, elles protestent « en faveur de la stabilité, de la tradition, du *privilege* », elles résistent à « la toute-puissance mobile de la volonté populaire ». Sa jalouse fureur ne le tolère pas. Le fisc est, de plus, intéressé « à maintenir la mobilisation perpétuelle du sol ». Or les corporations, religieuses notamment, possèdent des biens fonciers qui ne changent pas de main ³. Après les folies sanglantes de la Convention, l'Empire et le code civil stabilisèrent l'État sur ces bases démocratiques, c'est-à-dire antinaturelles, malgré une certaine réaction de Napoléon ⁴.

En 1839, Montalembert n'eût pas été mécontent de l'image par laquelle, quinze ans plus tard, il condamnait la

1. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 519. François Pithou (1543-1621), élève de Cujas, auteur du traité *De la grandeur des droits et prérogatives des rois et du royaume de France*. Omer Talon (1595 ?-1652) appuya le roi pendant la Fronde. Son fils Denis Talon (1628-1698) fut un des rédacteurs des *Ordonnances* de Louis XIV.

2. Troisième *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 537.

3. *Ibidem*, *infra* p. 536.

4. *Ibidem*, *infra* p. 540.

centralisation démocratique : « machine pneumatique qui pompe la vie de toutes les parties de notre sol ; elle perfectionne les choses, elle détruit les hommes ». Et de déplorer la congestion à Paris de la vie nationale, l'annulation des anciennes capitales : Dijon, Nancy, Rennes. Il évaluera aussi les dépenses excessives entraînées par l'axiome « tout par l'État et le budget », en les comparant au système des institutions privées, aristocratiques, de l'Angleterre ¹. Ces remarques, postérieures, germent dès les *lettres sur l'aristocratie* dans la pensée de leur auteur.

Les idées françaises, comme on dit, caractérisées plus encore — Montalembert l'établira — par leur hostilité à la religion que par leur opposition aux lois naturelles, ont pénétré en Belgique, en Espagne, en certaines parties de l'Allemagne et de l'Angleterre où Montalembert retrouve ce double caractère ². Mais là les principes, les institutions démocratiques sont abâtardis.

Aux États-Unis, née d'une lutte glorieuse par le pur génie de Washington, la démocratie eut une seconde fois libre carrière, — la première étant la Révolution française. Or, elle n'y a fondé qu' « un misérable peuple de marchands » sans un seul artiste ou savant, une société esclavagiste aussi orgueilleuse que stérile³. Un ouvrage célèbre a fourni de solides arguments à Montalembert, *La Démocratie en Amérique* de Tocqueville, écrivain qui passe, dit-il, « pour l'apologiste le plus habile et le plus moral de la démocratie ». Dans un pays neuf, où celle-ci trouvait des conditions favorables, n'était pas alourdie par un passif de crimes, et n'avait cessé de s'appuyer sur la religion, elle a réussi à anéantir la famille, asservir l'intelligence à la foule et développer une cupidité sans frein. Et Montalembert de relever ces quatre passages de Tocqueville : l'auteur assure ne pas connaître de pays où il y ait

« moins de véritable indépendance d'esprit et de liberté de discussion », « de pays où l'amour de l'argent tienne une plus large place dans le cœur humain ⁴ ».

1. A. L. R. — Dossiers 256 et 258.

2. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 524.

3. *Ibidem*, *infra*, p. 525.

4. Cité dans la troisième *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 540.

Bien mieux. Sous le signe même de l'argent une corporation s'est formée, la seule en soixante ans d'existence nationale : *La Banque des États-Unis*. Or, depuis dix ans elle est « l'objet des plus virulentes attaques de la part des ultra-démocrates y compris les Présidents Jackson et Van Buren » ¹. Ce sont les whigs ou aristocrates qui la défendent et probablement en vain. Montalembert souligne cette autre déclaration que « la démocratie en général est incompatible avec la générosité, la poésie, la gloire et les grandes entreprises » ².

Puis il accueille la démonstration qu'en nivelant tout la démocratie prépare à un despotisme inouï. Généralisant, Tocqueville écrit en effet ceci qui résume excellemment la critique de Montalembert, pour qui la démocratie est contre nature, et détruit les existences individuelles capables de lutter contre la tyrannie :

« à la force, quelquefois oppressive mais souvent conservatrice, d'un petit nombre d'hommes, a succédé la faiblesse de tous... la division des fortunes a diminué la distance qui séparait le pauvre et le riche ; mais en se rapprochant ils semblent avoir trouvé des raisons nouvelles de se haïr. Je cherche en vain dans mes souvenirs, je ne trouve rien qui mérite d'exciter plus de douleur et plus de pitié que ce qui se passe sous nos yeux ! Il existe dans le cœur humain un *goût dépravé pour l'égalité* qui porte les faibles à vouloir attirer les forts à leur niveau et qui réduit les hommes à préférer l'égalité dans la servitude à l'inégalité dans la liberté » ³.

La naissance d'une ploutocratie, Montalembert entrevoit cette conséquence de la démocratie, des allusions l'attestent. On est surpris toutefois que le jeune pair n'insiste pas sur ce fait et n'aborde jamais le problème du capitalisme, sinon en soi du moins dans ses rapports avec la démocratie. Les économistes catholiques n'ignoraient pas, cependant, la gravité de la question. L'un d'eux, qui collaborera avec Montalembert à l'*Université Catholique*, le vicomte Alban de Ville-neuve-Bargemont, ancien préfet de Charles X, libéral, publiait en 1834 dans sa vigoureuse *Économie politique chrétienne* une

1. Cité dans la troisième *lettre sur l'aristocratie*. Cf. *De la démocratie en Amérique* (Paris, Gosselin et Coquebert, 1838, 6^e édition, 2 vol.).

2. Cité *ibidem*.

3. Cité *ibidem*.

critique de la féodalité de l'argent et de l'industrie « toute bardée d'or, de vanité et d'importance », écrasant la population ouvrière alors que les anciennes aristocraties « nourrissaient, protégeaient et défendaient au moins les individus placés sous leur dépendance » ¹.

La démocratie, grief suprême, est antireligieuse. Réfutant l'affirmation hasardeuse de Chateaubriand sur « le protestantisme, religion de gentilshommes », Montalembert prétend qu'il y a plus d'harmonie entre la Réforme et les éléments démocratiques de ce temps-là, villes libres d'Allemagne ou « calvinistes français à qui personne n'a jamais contesté la qualité de républicains zélés » ². Des légistes — ces démocrates! — ont « forgé le gallicanisme », ce protestantisme national. La Constituante a poussé dans le même sens, par la Constitution civile du clergé. La Convention, « cet âge d'or de la démocratie moderne », ayant enrichi la nation des dépouilles de l'Église, profané et détruit les monastères, que fera la démocratie toute-puissante pour les moines du XIX^e siècle ? Le progrès des idées, des institutions monarchiques et démocratiques, a provoqué la décroissance et la démolition des idées, des institutions catholiques ³. On aboutit à la proclamation d'axiomes comme ceux-ci trouvés dans les pièces qui furent soumises à la Cour des pairs lors des procès républicains : « *il est honorable d'être athée mais cela ne suffit pas* » ! et encore : « *toute manifestation religieuse est hostile à la souveraineté du peuple* » ⁴. Ces témoignages n'établissent pas le degré de satanisme des seuls extrémistes. Quel est l'état de la France « renouvelée et reconstituée par la démocratie » ⁵, de la France profonde, en sa masse provinciale ⁶, non pas dans sa superficielle sphère politique ? La race est déchue, victime d'une « immense décadence morale ». Plus de foi chez les hommes, peu de pratique religieuse chez les femmes et pas

1. Villeneuve-Bargemont : *Économie politique chrétienne*, p. 387 ; cité par Flottes : *La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*, p. 134.

2. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 518.

3. *Ibidem*, *infra* pp. 520 et 521.

4. *Ibidem*, *infra* p. 527.

5. *Ibidem*, *infra* p. 522.

6. Exception faite, précise Montalembert, pour certaines régions de la montagne et du Midi.

davantage de mœurs. Le gain, le lucre, voilà le but unique vers lequel sont tendues toutes les forces, et au delà duquel les gens n'espèrent rien. Le matérialisme étouffe si bien non seulement la poésie mais la conscience même d'immortalité semée dans chaque âme, que les populations rurales évoluent vers la barbarie la plus ignoble. Sauf intervention providentielle, « nos paysans tomberont de plus en plus à l'état de brutes savantes, car, s'ils ne croient plus, en revanche ils savent tous lire et chiffrer » ¹. Qui charger de la responsabilité de ce désastre ? Montalembert le demande aux curés de village. Ils accusent le journal *démocrate*, les notables *démocrates*, médecins, avocats, notaires, qui affichent le plus grand mépris pour la religion, et plus encore les patrons *démocrates* de ces usines où la main-d'œuvre du voisinage est exploitée, pervertie dès l'enfance. Car « tous ces myrmidons de l'intelligence se posent fièrement comme les représentants du progrès, comme les dépositaires de la raison humaine et les bienfaiteurs de l'humanité » ², ils dirigent les masses alors qu'ils ignorent grossièrement l'essentiel, les vraies valeurs. C'est proprement « *infernal* ».

Bref, écrit Montalembert à Lacordaire, tu résumes admirablement l'horreur que m'inspire la société actuelle ; elle a détruit la *corporation*, l'*Église* et la *famille* ; elle n'a laissé subsister que l'*individu* et l'*État*. (A titre d'exemple, Montalembert aurait pu donner l'adoption par la Chambre des députés, en 1831, d'un projet favorisant le divorce).

Si l'on remonte à l'origine de ce fait, on voit que les progrès de la démocratie l'ont seuls engendré au point que celle-ci et l'état de choses sont aujourd'hui identifiés en France comme partout ³. Cette accusation sans restriction déborde la réserve que précédemment Montalembert formulait. Le synchronisme des développements de la démocratie d'un côté, de l'impiété et de la démoralisation de l'autre, Montalembert se gardait, assurait-il alors, de le transformer en relation unique de cause à effet. Il admettait d'autres causes, tout en

1. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 523.

2. *Ibidem*.

3. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 536.

concluant que la part terrible de responsabilité imputable à l'esprit démocratique imposait à l'homme de bon sens la défiance de ce principe ¹.

La Révolution de 1789 châtia providentiellement des abus criants, suscita des actes glorieux, mais, viciée dans son inspiration même, n'a pu « renouveler d'une manière salubre et permanente les instincts et les besoins de la société humaine » ². La révolution de Juillet pas davantage.

Par elle-même la démocratie est impuissante à construire une cité sur les bases religieuses, familiales et professionnelles. A preuve cette « clameur de haro » poussée dans les journaux démocrates contre les sages qui, épouvantés des désordres sociaux engendrés par l'industrie moderne, « ont demandé le rétablissement des jurandes et des corporations industrielles » ³. Ces journaux suivaient la logique démocratique. A preuve l'hostilité de l'opinion libérale radicale contre la Chambre des pairs ⁴.

Que cette logique contredise l'histoire ? L'histoire a tort et le journal la *Tribune* imprimait en 1833 « que les encouragements donnés par M. Guizot à l'étude de l'histoire étaient une déclaration de guerre aux principes démocratiques » ⁵ !

Montalembert déchire à peine, *in fine*, le voile de son pessimisme, pour laisser filtrer un rayon d'espoir :

Le plus grand honneur que je puisse faire à la démocratie moderne, dit-il, c'est de la comparer à l'invasion des barbares qui ont renversé l'Empire Romain ⁶ ; eux aussi ont détruit une société profondément corrompue ; ils ont même fondé indirectement le magnifique édifice de la chrétienté du Moyen Age : mais comme leur victoire (ainsi que celle de la démocratie moderne) était accom-

1. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 524.

2. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 539.

3. *Ibidem*, p. 536.

4. Cf. notamment *De la Pairie en France* par Cormenin et *Trois Lettres de M. de Cormenin sur la Charte et sur la Pairie*. — Remarquons que l'*Avenir* avait d'ailleurs, lui aussi, plus ou moins nettement conclu que, faute d'aristocratie, une Chambre haute ne se justifiait pas.

5. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 536.

6. Cette expression est à rapprocher de la lettre de Lamennais à M^{me} de Senfft citée plus haut, p. 145, note 1.

pagnée de maux innombrables et de crimes affreux, je ne vois nulle part que les évêques ou les chrétiens de ces temps-là (dont ils allaient cependant briser les fers et fonder l'empire) les aient applaudis ou appelés ¹.

★ ★

3.

La sévérité passionnée de ces accusations facilite certaines réfutations. Un autre que Lacordaire serait fondé à démolir en syllogisme l'argumentation de Montalembert. De plus, son tempérament aristocratique commande pour partie son réflexe contre la démocratie, et l'on est tenté de lui reprocher un préjugé décisif.

Tout en s'en défendant, Montalembert confond *cum hoc* et *propter hoc*. Il ne définit pas exactement la démocratie, ne l'examine pas méthodiquement, ne détermine pas sa nature, ne distingue pas l'essence de l'accident. Il part du « génie infernal » pour admettre ensuite que la démocratie, en dépit de ses funestes résultats passés et présents, « n'est pas en soi contraire à la loi divine » ². Cette évolution ne marque guère une progression de la pensée à la lumière de la discussion, car la comparaison avec les invasions barbares se trouve dans une lettre postérieure.

Injustement, il néglige l'existence chez quelques républicains contemporains d'un programme de décentralisation ³. Vétille. Voici plus grave. Injustement, il oppose démocratie et liberté, lui qui entend par liberté non seulement celle des consciences mais liberté politique, lui qui soutient les droits de l'opinion. Lui si indépendant et « antiroyaliste », il nie tacitement la dépendance qui nécessairement résulte de l'inégalité. Avec quelle injustice il classe sous le même nom de démocrates les bourgeois matérialistes, les industriels sans pitié et les républicains révolutionnaires, parfois idéalistes romantiques, ici et là se posant déjà en défenseurs de la classe ouvrière ! Le

1. Deuxième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 532.

2. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 525.

3. Le *National* exprimait de telles idées. Voir aussi le manifeste du 23 octobre 1833 des *Droits de l'homme*.

conservatisme et l'athéisme des premiers provoque les seconds à s'insurger sans plus rien respecter, comme le capitalisme libéral prépare le marxisme : peut-on les identifier ? Double erreur selon Montalembert. Soit. Pas unique.

Juste autant qu'injuste, Montalembert a clairement discerné la nuisance de la démocratie dans l'ordre naturel, cette passion de l'égalité qui, depuis l'ostracisme d'Aristide jusqu'à l'échafaud, tend à démolir toute hiérarchie naturelle. Il a éprouvé qu'en fait, sinon en soi, la démocratie est hostile à Dieu. Il constate que Veuillot et autres convertis ont abjuré en même temps que leur incrédulité, la foi en la démocratie¹. Lucide, il voit le rôle des Homais dans la propagande républicaine et anticléricale. L'efficacité de celle-ci ne lui échappe pas. Le parti républicain n'est écrasé, Montalembert le devine, ni par les lois de septembre — qu'il a combattues au nom du libéralisme — ni par la répression des émeutes du printemps 1839. Épouvanté des attentats régicides et des desseins révélés aux pairs par les accusés traduits devant eux, il craint d'amorcer toute réforme de structure du régime de Juillet, d'entamer « d'une manière quelconque l'édifice électoral de 1831 si mal construit et si mal disposé », redoutant qu'ils ne s'écroulent sur sa tête. Et alors, dit-il, « adieu Royauté, Pairie et tout ce qui nous sépare encore un peu de l'anarchie »².

Raisonne-t-il faux ? Nul n'oserait l'affirmer, même si l'on est convaincu qu'ayant stabilisé le gouvernement et foudroyé les républicains, la monarchie parlementaire était consolidée en 1840.

Ou plutôt, on ne le répétera jamais trop, Montalembert ne raisonne pas. Il sent que la démocratie précipite la société vers des bouleversements sans nom, qu'elle contrarie la nature saine, qu'elle est dépourvue de vie constructive et, d'instinct, il crie au péril. Il le clame, aristocrate révolté d'être dépossédé du commandement pour lequel il est né, d'assister au règne de la bourgeoisie demain détrônée par le peuple....

1. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 539.

2. Lettre à d'Alton-Shée : 11 novembre 1839. *Revue de Paris* : 1^{er} décembre 1906, p. 565.

Il sent aussi « que la France veut être gouvernée démocratiquement » ¹.....

§ II. L'IDÉAL POLITIQUE (1839-1840).

I.

Montalembert admire le Moyen âge, il vitupère la monarchie et la démocratie, en catholique mais presque autant en aristocrate. Le titre des lettres à Lacordaire sur ces problèmes l'indique assez : *lettres sur l'aristocratie* et non pas « sur l'ordre politique chrétien » ou « contre la démocratie ». L'aristocratie forme pour Montalembert la colonne vertébrale du corps social bien constitué. Il le prouve par des arguments historiques — en insistant sur sa compétence en la matière. Il indique au passage les caractères de l'aristocratie, son rôle et, fort de l'exemple anglais, évoque les chances de sa résurrection.

L'ancienne organisation de l'Europe (Montalembert parle moins volontiers de la France), avant la Renaissance païenne, la Réforme et la monarchie absolue, a favorisé non seulement l'Église mais l'épanouissement des facultés les plus nobles de l'homme. Certes on inscrit à son passif des torts « immenses » et des crimes. Toutes les puissances humaines sont tarées. Noircies par les philosophes incrédules, les annales de la société médiévale ne contiennent cependant « rien qui approche des horreurs commises par la monarchie et la démocratie » ². Or « le principe politique qui dominait dans cette société était l'aristocratie » ³, son esprit la chevalerie. Cette aristocratie se recrutait elle-même puisque le droit d'anoblir appartenait en fait à tout chevalier. Vers le XIII^e siècle la noblesse devint distincte de la chevalerie et les grands seigneurs du royaume qui s'étaient arrogé ce droit durent au XIV^e le réserver au roi ⁴. Le jeune pair fait allusion à cette

1. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 525.

2. *Ibidem*, p. 520.

3. Deuxième *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 531.

4. M. de la Bigne de Villeneuve : *Une curieuse théorie : la dérogeance*

origine indépendante de la noblesse en se prévalant auprès de son oncle de ce que les Montalembert n'avaient point reçu leurs titres comme une aumône royale ¹. L'esprit chevaleresque réalisait une notion essentielle à la noblesse, celle de service public, de défense des collectivités auxquelles le château garantissait protection. Le service d'ost, les nobles l'assuraient généreusement et la tradition dura : « tous ceux de ma race ont combattu par l'épée », écrira Montalembert.

La monarchie invite les grands du royaume à verser leur sang pour elle, pour lui. Mais, dès le XIII^e siècle, beaucoup des hautes charges actives de la cour : garde des sceaux et autres sont données à des bourgeois. Combien de ministres sont issus de la noblesse ? Bref celle-ci est réduite à être une classe de serviteurs et non de gouvernants². Bien plus : « l'unité nationale et la société politique se sont constituées en France par la coalition de la monarchie et du Tiers contre l'aristocratie féodale trop puissante »³. Montalembert tient la formation française pour viciée par ce système même : pour lui les désastres postérieurs viennent de là. Sous les coups qui lui sont portés expire la « société catholique » — que Montalembert identifie audacieusement avec l'organisation médiévale. Avant de mourir elle proteste dans un sursaut « admirable » : la Ligue, dont les manifestes commencent par ces mots : « les Princes, Pairs et Seigneurs de France ». La Fronde, encore, dont Montalembert ne pipe pas mot, et puis la noblesse est

condamnée à la triste alternative de venir se dégrader à la cour ou de végéter en province avec le grade de capitaine en retraite pour *nec plus ultra* ⁴.

L'anoblissement prodigué, la distribution de faveurs aux courtisans transforment les nobles en parasites. Désœuvrés,

de la Noblesse envisagée dans ses rapports avec la constitution sociale de l'ancienne France, p. 19. (Rennes, Plihon et Hommay, 1918). Thèse de droit, 167 pages.

1. Lettre à l'abbé de Montalembert, *infra* en appendice, p. 514.

2. De la Bigne de Villeneuve : *la dérogeance*..., p. 33.

3. J. Bardoux : *La politique anglaise*. R. D. M. : 1^{er} août 1932.

4. Lettre à l'abbé de Montalembert, *infra* en appendice, p. 513.

ils perdent grâce à la « philosophie » la foi en eux-mêmes. Tout est emporté par les jalousies égalitaires déchaînées. Voilà de quel prix la France a payé la destruction de son aristocratie.

Vainement espère-t-on une renaissance quand la Charte à l'anglaise établit, en la Chambre des pairs, l'équivalent de la *House of Lords*. La noblesse française n'est pas entraînée, les pairs ne sont pas préparés à diriger le gouvernement. La jeune sève parlementaire anime seulement la Chambre des députés. L'on assiste à l'effacement progressif de la Haute assemblée, réduite à peu sans avoir jamais été grand-chose. La suppression de l'hérédité l'atteint grièvement. Pour porter ce coup, le roi et les bourgeois s'allièrent une dernière fois, ceux-ci par phobie de l'inégalité, de la féodalité, celui-là pour avoir en mains un Sénat docile. Montalembert voyageait vers Rome quand le 29 décembre 1831 fut votée l'abolition de ce privilège survivant, grâce à une « fournée » de pairs et malgré l'opposition préalable de gens comme Guizot, Thiers, Royer-Collard. Les nominations successives n'amènèrent pas à la Chambre des pairs une sélection d'hommes de valeur, politiques éprouvés, notabilités régionales, capitaines d'industrie. Sans initiative, elle se contenta d'enregistrer. Flatté de figurer parmi les pairs et constatant le travail certain fourni par ses collègues, décidé à ne pas désertir son poste de combat, Montalembert qui, à l'*Avenir*, sous l'influence de Lamennais, avait saisi l'inanité du rôle des pairs, voit après 1835 moins lucidement cette déchéance. Il réagit surtout contre les « fournées » indignes. Néanmoins, révolté par la suppression de l'hérédité, il suppute la portée de la faute et s'il croit à l'activité de ses collègues il ne s'illusionne point sur la disparition de l'aristocratie française désormais artificielle et impuissante, caste historique à laquelle fortune ni mérite ne permettent plus d'accéder. Depuis la Révolution, et avant, la noblesse ne fournit même plus les cadres de l'armée. Alfred de Vigny, amer, la dit une « race aujourd'hui rayée du livre de vie »¹ et Montalembert, mélancolique : « le château ne se relèvera pas »².

1. *Stello*, p. 248.

2. *Première lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 521.



Que l'hérédité caractérise essentiellement l'aristocratie, Montalembert s'attache ardemment à le démontrer à Lacordaire :

vouloir comme toi une aristocratie sans hérédité c'est contredire l'expérience et l'instinct du genre humain... l'hérédité tient aux entrailles de la société parce qu'elle est la base de la famille. C'est sur elle que sont fondés depuis le commencement du monde les trois faits fondamentaux de la société: la *famille*, la *propriété* et la *royauté*¹.

La nature invite un père à transmettre à ses enfants son nom et ses biens, son influence et son rôle social. Elle désigne par là l'hérédité comme une base du pouvoir politique. Celui-ci est élevé *ipso facto* « à la dignité d'une chose de famille » au lieu d'être « la proie éphémère de l'intrigue et de la médiocrité », et la famille progresse de l'état privé à l'état public. L'individu tend par là à l'illustration de sa race. Son effort se prolongeant en ses descendants au service du pays, la société y gagne doublement : le père met plus de cœur à l'ouvrage et le sentiment de solidarité traditionnelle, que renforce l'éducation, valorise les fils².

Est-ce donc un si beau progrès que de parquer l'ambition, le talent, la gloire, dans l'égoïsme individuel, de les faire mourir avec l'individu au lieu d'en faire une substitution et un dépôt pour l'avenir³.

« Tout concentrer dans la vie d'un individu » réduit son action ; et la société perd à cette brièveté, à cette mobilité.

Comme la fortune, la propriété, et mieux qu'elles l'hérédité donne à l'aristocratie l'indépendance. Plante précieuse que Montalembert cultive avec une dilection passionnée. Quelle force il puise dans sa faculté de ne rien devoir au Roi des Français, de ne pas être livré à la merci des électeurs !

Au cours des âges il apprécie cette indépendance des nobles

1. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 537.

2. Cf. de la Bigne de Villeneuve : ... *la dérogeance*..., p. 31.

3. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 538. A rapprocher de Bonald : *Quelques considérations sur la noblesse*.

qui en remontrent aux souverains et dominant le peuple. A l'absolutisme ou à la démocratie il reproche de briser ce second caractère de l'aristocratie.

Héréditaire, indépendante, la noblesse n'est vivante que si elle se renouvelle. Loin d'exclure « les hommes de talent nés hors de son rang », de « parquer le genre humain dans des castes éternellement séparées » ¹, l'aristocratie doit offrir aux citoyens d'élite la possibilité stimulante d'une ascension honorifique. Les races mourant ou dégénéralant, il importe de les remplacer. C'est à quoi pourvoyait l'anoblissement des Colbert, des Louvois, des Chatham, des Canning ², dont on récompensait la famille, montée à sa qualité maxima, en lui offrant de servir désormais toujours aux plus hauts rangs, pour l'honneur.

Les fils de M. Périer et de Thiers ne seront rien. Quel profit y a-t-il à cela pour la France ou pour l'humanité ?

questionne Montalembert ³.

Le désintéressement de la noblesse à l'égard de l'argent rehausse singulièrement la valeur des services qu'elle rend. On l'a vu, Montalembert oppose le principe du salaire des fonctionnaires au système médiéval, dans lequel chacun s'honorait du service librement rendu à son supérieur, charge connexe aux avantages sociaux ⁴.

L'amour de la gloire et de l'honneur est une passion que

1. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 538.

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*, p. 539.

4. A. L. R. — Dossier 190 : *Études catholiques*. Ceci d'autant plus que l'échelon occupé est plus élevé. Service d'ost et service de cour, hauts postes diplomatiques, étaient onéreux et la noblesse les assumait à ses dépens, sacrifiant son intérêt propre à celui du pays, sang et fortune. Montesquieu magnifie dans une page éloquente « cette partie de la nation qui sert toujours avec le capital de son bien ; qui quand elle est ruinée donne sa place à une autre qui servira avec son capital encore, qui va à la guerre pour que personne n'ose dire qu'elle n'y a pas été, qui, quand elle ne peut espérer les richesses espère les honneurs et lorsqu'elle ne les obtient pas se console parce qu'elle a acquis de l'honneur ». (*Esprit des lois*, livre XX, ch. xxii) ; cf. *Stello*, p. 248. On ne saurait mieux exprimer le sentiment profond de Montalembert.

le jeune pair revendique hautement pour la noblesse. Prix des services qu'elle rend, l'honneur prend ainsi le premier rang des valeurs humaines, refoulant la richesse au second. Il importe de souligner cette préséance, d'en convaincre l'esprit public, en entourant la noblesse qui l'incarne de respects et de privilèges. D'où l'obligation pour le noble de « vivre noblement », éloigné du commerce et de l'industrie, cultivant les vertus chevaleresques ¹. Montalembert souffre vivement de la primauté de l'argent, et le moindre des reproches dont il accable la démocratie contemporaine n'est pas la domination de ce pouvoir.



2.

Forte de son indépendance héréditaire et de son désintéressement, la noblesse exerce un multiple rôle². Elle barre la route aux abus du pouvoir absolu et aux excès des révolutionnaires, préservant la société de l'oppression et de l'anarchie. Montalembert oublie là que le roi et le Tiers s'allièrent contre le second ordre peut-être par jalousie mais à l'occasion de réels abus féodaux... et qu'en fait d'anarchie la noblesse ne donna l'exemple de soumission au pouvoir ni sous la régence d'Anne de Beaujeu ni sous celle d'Anne d'Autriche, par exemple.... Indiscutables, eux, les exploits des gentilshommes aux frontières ; la défense armée de la société, les vertus guerrières, nul ne les dispute à la noblesse dans le passé. Mais pourquoi borner là, réduire à ce devoir militaire, le rôle de la noblesse ? Montalembert rêve, sa théorie s'entend, d'une aristocratie dirigeante, participant au gouvernement. C'est, penserait Montalembert avec Tocqueville, dans le cas d'une semblable accession au pouvoir que « la puissance de quelques sujets (élève) des barrières insurmontables à la tyrannie du prince » ³. Le régime parlementaire devrait être la forme moderne de cette participation aux responsabilités

1. De la Bigne de Villeneuve : ... *la dévotion*..., passim.

2. Cf. Bonald : *Théorie du pouvoir*, t. I, p. 283.

3. *De la démocratie en Amérique*, Introduction, p. II.

gouvernementales. Qu'au moins les pairs légifèrent et contrôlent l'exécutif, que leurs représentants siègent au conseil des ministres.

Montalembert assigne un dernier rôle à la noblesse : le soutien de l'Église. Il exalte la façon dont elle a rempli cette mission dans le passé, des donations monastiques jusqu'aux combats de la Ligue, en passant par les luttes du gallicanisme : aux États généraux de 1614 par exemple, la noblesse s'est ralliée « aux propositions du clergé sur la suprématie de Rome et l'amissibilité du pouvoir temporel », cependant que « le Tiers état par la bouche de Miron, prévôt des marchands, supplie Sa Majesté de vouloir bien déclarer qu'elle n'avait pas d'autre supérieur sur terre que Dieu »¹. De même aujourd'hui une aristocratie devrait, selon Montalembert, se distinguer au service des intérêts catholiques.

Chimère, ce rôle ? Non ; et la devise peinte en or sur les solives de la Roche « pour l'âme et l'honneur », devise par laquelle Montalembert le définit, il la traduit en actes. Si ingrate que soit la tâche d'un aristocrate sous la Monarchie de Juillet, il se plaît à l'accomplir, conformément à ses convictions. Il a songé à la magistrature et à la diplomatie. Il étudie l'histoire. Mais d'abord il est comte de Montalembert, pair de France. Il garde son nom et sa pairie comme un trésor d'autant plus précieux qu'on n'en crée plus, « comme on garderait un tableau de Raphaël ». Il s'opposera à la déchéance d'une mésalliance². Loin d'enfouir ce trésor il le prodiguera au service du pays et de ses amis. En un temps où les mandats parlementaires ne sont pas rémunérés, il tiendra pour son devoir de participer à la Chambre haute à la conduite des affaires, et acceptera une mission diplomatique³ en refusant toute indemnité comme il a refusé la croix d'honneur⁴. Il agira dans la presse et manœuvrera dans les bureaux ministériels. Il consentira comme à une obligation de noblesse « à solliciter pour un tas d'ennuyeux » des recommandations, des

1. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 541.

2. Lettre inédite à Félix de Mérode : 18 février 1840.

3. Cf. *infra*, p. 362.

4. Cf. *infra*, p. 316.

distinctions ou des places. Quant aux relations avec ce que l'on appelle, à tort selon lui, l'aristocratie de France, il en échange fort peu et se refuse à quelque assiduité au faubourg Saint-Germain. Lui ne prodigue pas les armoiries, tout en maintenant fièrement ses privilèges, soit qu'il revendique en 1831 d'être jugé par ses pairs, soit qu'il illumine le bras gauche du transept, en l'église de la Roche, d'un vitrail armorié d'argent à la croix ancrée de sable ¹. Il ne relève même pas la devise de ses aïeux : *Ferrum fero, ferro feror*, lui préférant *ni espoir ni peur, plus d'honneur que d'honneurs*. Par l'esprit qui l'anime, Montalembert dépasse donc de haut la mentalité d'un sénateur quelconque ou d'un zéléteur de Henri V. Son exemple même prouve comment il conçoit pour la noblesse un rôle qu'il vit plus qu'il ne le décompose. Exemple presque unique d'ailleurs : un vestige.

Aussi Montalembert propose-t-il à notre louange une aristocratie qui incarne vigoureusement son idéal. On l'a deviné, il s'agit de l'aristocratie britannique.

Je suis aristocrate d'inclination, écrit-il à Rio, et même de conviction ; je crois qu'il n'y a pas de bon gouvernement sans patriat politique (chose bien distincte d'une gentilhommerie d'anti-chambre comme ce que la royauté légitime avait fait de la noblesse française), par conséquent j'admire par-dessus tout la vieille institution anglaise, comme fondée sur l'indépendance de l'aristocratie, l'expulsion du prétendu droit divin des rois et l'intervention réelle et hiérarchique du pays dans ses affaires ².

Avec une audace imperturbable Montalembert assure à Lacordaire que les principes d'un ordre politique chrétien, savoir l'égalité devant la loi, le libre accès à toutes les charges, le paiement de l'impôt par tous, la non-distraction du juge naturel,

1. L'écusson aux armes des Montalembert figure au bas d'un vitrail représentant sainte Élisabeth à qui le donateur offre son *Histoire*. La partie droite du vitrail représente saint Benoît. Les armes des Mérode sont jumelées à celles des Montalembert. On sait que le droit aux vitraux armoriés dans l'église était un des privilèges honorifiques de la noblesse.

2. Lettre du 27 novembre 1839, citée par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 152.

viennent de l'aristocratie Angleterre, et que, seule en Europe, l'aristocratie anglaise les a maintenus ¹. On chercherait en vain des précisions étayant l'affirmation précédente, en vain des considérations exactes sur les institutions politiques d'outre-Manche, le rôle nettement circonscrit de l'aristocratie. Ceci pour une double raison. Montalembert ne traite point en technicien ou en logicien du problème de l'État, mais en homme de sentiment il manifeste ses goûts. D'autre part, si un régime défie le juriste scrutateur de textes, c'est bien le régime anglais. La coutume régit l'organisation des grands pouvoirs publics, leurs attributions et leurs rapports mutuels. Les mœurs politiques des Anglais, leurs usages, importent donc bien plus que leurs lois à qui les prend pour exemple. — On touche ici, soit dit en passant, à l'un des nœuds de l'harmonie qui règne entre les Britanniques et Montalembert : cet éloignement de la rigueur cartésienne ou légiste.

Or ces mœurs, Montalembert les a particulièrement observées et goûtées, peu de mois avant d'écrire à Rio et à Lacordaire les jugements cités plus haut. La mort de sa mère l'ayant appelé à Londres au printemps 1839, il y séjourna plusieurs semaines et fréquenta les milieux parlementaires.

Le 18 juin 1839, après avoir le 15 ² pris la parole à Freemasons-Hall en faveur des Polonais, il raconte à la comtesse de Montalembert ses impressions profondes sur ce meeting ³. Citer longuement cette lettre éclairera l'idéal politique de Montalembert. Il décrit une salle immense, où se pressaient deux ou trois mille personnes, une estrade au fond, sur laquelle

sont venus prendre place le Duc de Sussex, oncle de la Reine, le Marquis de Breadalbane, le Comte de Roseberry, etc., etc., enfin plusieurs autres pairs des plus grandes maisons d'Angleterre, et un plus grand nombre de députés. Tous ces personnages ont parlé l'un après l'autre, pour proposer à l'Assemblée des résolutions en faveur de la Pologne, de ses droits, de son avenir, etc., lesquelles résolutions, mises aux voix, étaient toujours adoptées à l'unani-

1. Deuxième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 532.

2. *Journal* : 15 juin 1839. — Un extrait de ce discours est publié, en français, O. C., t. I, p. 193.

3. Lettre inédite : A. L. R., citée d'après une copie.

mité et par mains levées. Rien de plus beau, rien qui donne une meilleure idée de la nation et de la Société Anglaise, qu'une réunion de ce genre. D'abord un prince du sang, second héritier de la couronne, venant ainsi poser, mais sans l'ombre d'affectation ou de vanité puérile, devant un public nombreux, composé des premiers venus, accueilli avec un enthousiasme presque frénétique, prenant la parole et parlant pendant près d'une heure sur les malheurs d'une nation opprimée, ne se croyant pas obligé de prendre toujours parti pour tous les rois ses pareils, s'exprimant avec autant de mesure que d'énergie, parlant avec convenance du plaisir qu'il avait éprouvé à bien accueillir le Grand-Duc de Russie, mais ajoutant qu'il fallait bien qu'on sût en Europe, que la royauté, l'aristocratie et la nation anglaises, en recevant ainsi le fils, n'avaient nullement entendu approuver la conduite du père : « I wish it to be well understood », a-t-il dit, « and I don't care who hears me, or who is now in this assembly, whether it be a Russian ambassador or a Russian spy ! ! »¹. Tu devines combien un langage pareil est fait pour être compris par une nation comme l'Angleterre. Il a été applaudi à tout rompre et voilà ce qui explique cet admirable mélange d'amour de la liberté et d'humble respect pour le pouvoir dont nous sommes si loin en France.

Après le prince, tous les lords ont parlé, selon leur rang et leurs titres ; de vieux pairs avec le sans-gêne d'hommes qui n'ont pas peur du public, et de jeunes lords qui profitaient de cette occasion pour faire leur premier discours.

A mesure que chacun d'eux paraissait à la tribune, les secrétaires criaient à tue-tête leurs noms et leurs titres à la foule ; plus ces noms étaient anciens et ces titres élevés dans la hiérarchie de la pairie, plus on les applaudissait. — Quelle différence me disais-je entre cette manière d'éduquer une aristocratie, et la vie d'antichambre et de boudoir qu'on leur fait mener en France et sur le continent en général —. Tous parlaient, non pas certes avec la même éloquence, mais avec la même assurance et la même simplicité, comme des hommes habitués à traiter publiquement de questions élevées et à ne pas rougir de leurs sympathies généreuses. Lord Dudley Stuart surtout a parlé avec toute l'énergie d'un homme de cœur et la simplicité d'un homme bien né. Jamais de phrases déclamatoires, ni de gestes avocassiers. Combien j'ai regretté que Werner² ne vît pas de semblables modèles et n'ait pas surtout de semblables occasions de se former. Après les lords, sont venus les *Commoners* y compris les deux plus grands démagogues du pays, O'Connell et Attwood ; tous deux ont fort bien

1. « Je désire que ce soit bien compris, et il m'importe peu d'être entendu par qui que ce soit dans cette assemblée, que ce soit un ambassadeur ou un espion russe ! ! »

2. Werner de Mérode, beau-frère de Montalembert.

parlé, mais ce qui t'aurait surtout étonnée et, je l'espère, charmée, c'eût été de voir le profond respect avec lequel ces députés d'extrême gauche s'inclinaient devant le Prince, en commençant leurs discours, comme ils disaient humblement : « *May it please, your ROYAL HIGHNESS, MY LORDS, LADIES AND GENTLEMEN* ». Et quels beaux complimens ils faisaient à ce prince (eux et tous les autres orateurs), complimens toujours marqués au coin de cette réunion de noblesse et de courtoisie que l'on ignore en France, car tout en vantant ses vertus, ses opinions généreuses, sa complaisance en venant les présider, ils avaient toujours soin de rappeler l'origine de sa maison et de parler de « cette glorieuse dynastie choisie par le peuple anglais, et placée sur le Trône pour garantir ses libertés et son indépendance ! »

Ils parlèrent aussi de l'aristocratie de la manière la plus heureuse, en la félicitant de ce que tant de ses membres soient venus assister à cette réunion (il y avait autant de Tories que de Whigs). Attwood a dit : « Je suis le député des ouvriers, des artisans de Birmingham, mais je déclare que mon cœur tressaille de joie quand je vois les noms anciens et historiques du pays venir se placer à la tête des causes généreuses : je leur cède la préséance qui leur appartient naturellement, et je me réjouis pour moi et mes commettans de pouvoir suivre leur impulsion ». C'est là le Garnier-Pagès de la Chambre Anglaise. Je t'enverrai ou t'apporterai le récit fidèle dans les journaux anglais de cette mémorable assemblée, dont je suis sorti accablé de tristesse, en songeant combien la France était loin, avec son libéralisme acariâtre et chicanier, de cet esprit-là, mais pénétré aussi de sympathie pour un pays, où il y a aussi Dieu merci d'autres choses et d'autres hommes qu'un Duc de Montmorency que *le Roi ne s'étonne jamais de voir dans ses antichambres*, ou un Marquis et une Marquise de Grammont qui s'étonnent seulement de ce que l'abattis démocratique ait encore respecté quelques broussailles dans le champ de la hiérarchie féodale.

★ ★

3.

Ainsi affligé par la comparaison qui s'impose à lui entre les mœurs politiques de l'Angleterre¹ et celles de la France, Montalembert conclura cependant par une vue moins pessimiste, un espoir, fondé sur le nécessaire retour aux lois naturelles. Avant de redescendre vers ces considérations nuageuses, arrê-

1. En 1855, Montalembert exprimera complètement sa pensée administrative dans l'ouvrage intitulé *De l'avenir politique de l'Angleterre*, O. C., t. V, pp. 243-422.

tons-nous au sommet, un instant dégagé, de l'idéal politique de Montalembert.

« Une grande nation » a besoin pour vivre d' « une liberté modérée et d'une politique élevée » ¹, l'une et l'autre *durables* « parce qu'après tout c'est la durée qui est le critérium de tout, même de la vertu » ². « Ces deux biens suprêmes, dit-il d'abord, sont proportionnés à la prédominance d'un élément hiérarchique et aristocratique » ³. Encore celui-ci est-il lié à d'autres : la famille, dont l'hérédité aristocratique n'est qu'une conséquence ; la propriété, pierre d'angle de la cité temporelle ; la corporation, en faveur de laquelle Montalembert ne propose nulle reconstitution, mais qu'il désigne comme un des nécessaires intermédiaires entre l'individu et l'État. Le premier moteur d'une société, la religion, ce « croisé » l'oublie si peu que nous étudierons ci-dessous *le catholique devant la France moderne*.

Ces bases posées, revenons au but politique (qui n'est d'ailleurs pas pour un chrétien une fin en soi) : « liberté modérée et politique élevée ». Qu'entend par là Montalembert ?

Par élévation Montalembert vise un esprit de grandeur, de tension vers le Bien, le Beau et le Vrai. Il veut que la Justice soit exactement rendue aux citoyens, et aux nations étrangères, que la noblesse d'âme, le désintéressement, guident les actes du pouvoir. Il veut que les élites soient cultivées, consacrées au culte de l'honneur et de la beauté. Il veut que la Vérité ait au moins le moyen d'éblouir par sa seule vertu. Bref son idéal est de perfection ⁴. Ce qui l'écœure dans la civilisation moderne — identifiée par lui à la démocratie — c'est le primat de l'utilité, du profit, au bénéfice matériel de la masse et surtout de quelques ploutomanes, l'habitude de tout chiffrer, de compter les quantités. C'est le mépris des vraies valeurs, impondérables ⁵, l'abaissement qualitatif des esprits, des âmes.

1. Première lettre sur l'aristocratie (Montalembert cite là un mot de Thiers), *infra* p. 525.

2. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 537.

3. *Ibidem*.

4. Histoire de sainte Élisabeth (O. C., t. VII, p. 131).

5. Cf. Rougier : *La mystique démocratique*, p. 252.

La grandeur, l'honneur, Montalembert l'exige d'une nation au prix de son sang. Comme un écho déformé de la thèse maistrienne de la guerre divine, l'on trouvera en plusieurs occasions l'expression d'un certain désir de la guerre. Le jeune pair, en s'indignant contre la politique pacifique de Louis-Philippe et de ses ministres, qu'il taxera de lâcheté, présentera l'intervention armée de la France comme un moyen d'arracher les Français de l'ornière matérialiste.

Un tel idéal de perfection requiert pour s'épanouir une atmosphère de liberté... Liberté ! la plus imprécise des notions du XIX^e siècle... A des nuances près, les libéraux voisins de Montalembert tombent d'accord avec lui pour donner, à défaut d'une définition du terme, l'exemple anglais. Ils veulent cette liberté-là, prototype de la liberté moderne. Ils la veulent comme une suite à la liberté du Moyen âge, éclipsée par la centralisation monarchique, puis républicaine qui, imitée de l'administration romaine, énerve et stérilise la nation. Montalembert vante, sans les connaître assez pour s'en inspirer dans une adaptation pratique, les multiples libertés médiévales, concrètes, relativement définies et limitées, attachées au groupe social, non à l'individu. La liberté selon Rousseau, métaphysique et sentimentale, impossible à définir et singulièrement difficile à limiter, est individualiste par essence. Montalembert y semble voir la forme moderne de l'aspiration humaine que satisfaisait le Moyen âge. Y a-t-il de fait racine commune dans l'homme éternel ou l'identité du vocabulaire masque-t-elle seulement des notions différentes ? Aux philosophes de trancher. Mais que ces logiciens n'exigent pas de Montalembert la définition du terme « liberté ». Il place sous ce vocable le concept de libre arbitre, dignité de l'homme suivant le dogme catholique. Puis, il étend, par individualisme, cette liberté de conscience de l'homme personnel, à la liberté d'expression de l'homme social, sans prendre garde que la société, suivant la morale catholique, a le droit et le devoir d'empêcher le scandale, le rayonnement du mal.

Insensible, cette extension du terme *liberté* ne ressortit pas, chez Montalembert, à la théologie. Dans la mesure où elle

se dégage du sentiment elle constitue, sans réserves en faveur de la vérité qui, dit-il, triomphera par la liberté, l'admission d'un état de fait : la conviction de ses contemporains que la liberté d'expression constitue un droit imprescriptible dont la loi doit assurer la protection. Montalembert désire seulement que cette liberté soit modérée, c'est-à-dire en politique s'exerce « par une action lente et régulière sur la majorité de la nation ou des Chambres », non « par un brusque appel aux passions et à la force, par des incitations factieuses ». Presque tous les grands contemporains, romantiques, doctrinaires ou autres également épris de la Liberté, un Royer-Collard par exemple, distinguent sévèrement l'esprit libéral de l'esprit révolutionnaire, veulent la destruction de l'ancien régime, l'égalité politique, la liberté, et détestent « cet esprit d'aventure, de violence, de tyrannie, de démagogie qui est resté le type de l'esprit révolutionnaire » ¹. Le pouvoir issu de la souveraineté populaire est obligé de sévir contre des actes qui violent brutalement la paix publique, mais non moins obligé de la laisser saper sourdement ². Montalembert votera donc contre les lois de septembre. « Dans un pays libre, dira-t-il à la Chambre des pairs, le 14 avril 1845, pour s'opposer aux poursuites réclamées contre Michelet après la publication du *Prêtre*, dans un pays libre il faut savoir supporter ce qui fait horreur ³ ». « Inconséquence », écrira Sainte-Beuve à propos d'une déclaration analogue de Montalembert ⁴. Inconséquence romantique.....

★ ★

4.

Comment atteindre cet idéal de grandeur et de liberté, inaccessible d'autant plus qu'il n'apparaît pas clairement ? Montalembert tentera l'ascension pour son propre compte dans l'effort quotidien de son action politique. Mais comme il

1. Tocqueville : *Œuvres et correspondance inédites*, t. II, p. 444, lettres de 1858.

2. *Correspondant* : 30 novembre 1830. *Poursuites dirigées contre l'AVENIR*.

3. O. C., t. II, p. 99.

4. *Lundis*, 5 novembre 1849, t. I, p. 87 (4^e édition).

néglige de préciser la nature de la société parfaite, de même il ne pose aucune règle de la science ou de l'art politique. Du moins croit-il fermement à la renaissance d'une aristocratie et à la nécessité d'un régime constitutionnel.

Nous avons lu les regrets de Montalembert, au retour d'Angleterre, qui semblent purement platoniques. Il sent peut-être que les mœurs politiques anglaises résultent et du tempérament national et d'une évolution millénaire. Il ne croit cependant pas que le règne de l'aristocratie soit en France à jamais révolu. Bien plus : déduisant « de l'expérience du passé ses prévisions pour l'avenir »¹, Montalembert augure que la société future sera basée sur une aristocratie héréditaire parce que c'est la tendance de la nature. Impossible de violer indéfiniment les lois naturelles. Après avoir détruit les privilèges aristocratiques, les extrémistes, logiques, s'attaquent à la royauté, à la propriété, à la famille. Cela ne saurait durer. Sans vouloir trop procéder du connu à l'inconnu, ce qui serait téméraire en politique, Montalembert compte sur « l'immense capacité pour le bien » qui demeure en France pour dégager du sein même de la démocratie un élément patricien². La démocratie ne se maintiendra que par une hiérarchie et « nulle part une hiérarchie n'a pu s'établir sans créer en même temps une aristocratie »³. Le 7 décembre 1839, Montalembert, d'ailleurs, « ne voit aucun symptôme de cette amélioration dans l'esprit actuel » de son pays⁴. Plus optimiste le 28 février suivant, il croit que la France est destinée à subir encore longtemps la « maladie » démocratique mais, dit-il, « il est permis d'entrevoir déjà plusieurs symptômes d'une guérison lointaine ». Et de citer Veuillot, Roux-Lavergne qui ont rejeté l'idole⁵, Thiers, Périer, champions de l'hérédité de la pairie, qui « sont tous sortis des classes intermédiaires ou inférieures de la société et n'en ont pas moins été des aristocrates ».

La société moderne engendrera une aristocratie, laquelle n'aura rien de commun, quant aux personnes du moins, avec l'ancienne

1. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 537.

2. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 526.

3. Deuxième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 531.

4. *Ibidem*.

5. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 539.

et qui surtout ne reposera pas uniquement sur la naissance. Comme l'aristocratie anglaise, elle devra être accessible à tous ceux que les services, les talents ou la fortune acquise élèvera (*sic*) au-dessus de la masse et elle ne diffèrera de l'état actuel qu'en ce que les enfants de ces hommes-là, au lieu de retomber comme aujourd'hui dans la masse, resteront à l'élévation où seront montés leurs pères...¹

Odilon Barrot ne disait-il pas hier : « je commence à douter qu'on puisse constituer un gouvernement représentatif sans aristocratie »². Un autre député avait en 1836 affirmé : « Aucune société ne peut se passer d'aristocratie ». Et il désignait celle des gros industriels comme fondement de la Monarchie de Juillet. Lamartine jugeait possible de pénétrer cette aristocratie d'argent du souci des intérêts publics. D'autre part la bourgeoisie acquérait des biens-fonds. Aux antipodes naissait le socialisme qui oppose les droits de la société aux principes individualistes³. Bref Montalembert est fondé à entrevoir dans le corps social les germes de la reconstitution d'une aristocratie, à proposer, aux dépens de l'individualisme égalitaire et pour faire pièce au socialisme, un ordre hiérarchisé.

Il ne s'agit pas du rétablissement de l'ancienne aristocratie française.

Entre mille obstacles insurmontables, écrit-il à Lacordaire, j'en vois un qui l'est peut-être plus que tous les autres, c'est la nature même des débris de cette aristocratie, race profondément abâtardie, ayant encore une foi passive et des mœurs plus (chrétiennes) qu'aucune autre classe de Français, mais sans générosité, sans intelligence, sans aucun des instincts de la vie publique, et ayant prouvé par l'épreuve de la restauration qu'elle était incapable de produire autre chose que de bons gardes du corps et d'adroits chambellans⁴.

1. Deuxième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 531.

2. Troisième lettre sur l'aristocratie. De Custine de son côté expose la nécessité d'une aristocratie dans son ouvrage : *La Russie en 1839*, t. II, p. 146, dont M. Flottes dit (*La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*, p. 266) qu'il eut « une influence considérable ».

3. Les saint-simoniens cherchaient un mode de gouvernement qui rappellerait celui du Moyen âge, à base théologique différente (Weill : *L'École Saint-Simonienne* (1896), p. 14).

4. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 525.

Montalembert critique très durement ces aristocrates traîtres à leur mission¹. Il appelle de ses vœux une aristocratie neuve, dans un ordre social nouveau, ou plutôt renouvelé par les forces éternelles de la nature saine et de la religion.

Dans quelle machine constitutionnelle s'insérera le rouage aristocratique ? On croit deviner que Montalembert voudrait pour l'aristocratie une influence régionale, mais sans institution correspondante, par prestige personnel.

Adversaire de la république démocratique et de la monarchie absolue, admirateur du *Parliament*, il admet comme seule solution moderne satisfaisant à son idéal, une monarchie parlementaire — la Chambre des pairs y devant avoir puissance décisive.

Mais Montalembert, pour garantir liberté et grandeur, n'édifie encore une fois nul système et le légiste, le législateur, lui répugnent comme enfermant la vie dans du formalisme — encore que son attachement à la Charte soit empreint d'une certaine foi en la vertu de la loi écrite —. Le jeune pair souscrirait volontiers à ces jugements des Carné, des Tocqueville qui attachent

plus d'importance à l'ouverture d'une école... qu'à la promulgation de lois ou de principes politiques que les mœurs rendront à peu près indifférents dans l'application²,

qui n'attribuent « qu'une influence secondaire aux institutions sur la destinée des hommes ».

Il reconnaît formellement la *souveraineté nationale*³, en demeurant assez indifférent aux formes gouvernementales, car il n'identifie pas souveraineté nationale et démocratie, en parle plutôt comme d'un *consensus* des citoyens.

Confusément, il éprouve le malaise d'un homme public vivant sous le régime très mal défini par la Charte de 1830, et très desservi par de mauvaises mœurs politiques. Montalem-

1. *Journal* : 12 septembre 1839.

2. De Carné : *Du gouvernement représentatif en France et en Angleterre*, pp. 347 et 348 ; cité par Flottes : *La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*, p. 210 ; Tocqueville : *Œuvres et correspondance inédites*, t. II, p. 227.

3. Relevé par Lacordaire : 9 octobre 1839. A. L. R. — Dossier 419.

bert ne diagnostique pas pour autant le défaut, et est moins apte que tout autre à délimiter la responsabilité du roi, du parlement, à corriger les vices par la discipline. Au vrai, une longue pratique eût peut-être, comme en Angleterre, établi un droit constitutionnel coutumier, des traditions assez souples, et assis solidement, en l'adaptant aux conditions nationales, le gouvernement représentatif. Hypothèse optimiste.

En fait, ce nouvel essai fut voué à la mort par ceux-là mêmes qui croyaient adaptable à la France le système anglais : roi trop adroit, députés trop maladroits, électeurs et dirigeants trop matérialistes ou trop romantiques. Le pays légal, dépourvu d'esprit civique, s'intéressait au régime dans la mesure où il servait son intérêt matériel immédiat ¹. Le parlement était livré aux disputes entre hommes, non aux luttes de partis ; « l'opposition » était un mot qui masquait des déceptions personnels. Les classes moyennes qui gouvernaient, étrangères et aux traditions de l'ancien régime et aux passions des masses populaires, se consacraient entièrement au soin de leurs intérêts ². L'État de Juillet, estimaient les grands bourgeois à la Guizot et les économistes, c'est l'État libéral confiné au rôle de gendarme et laissant aux individus le plus de liberté possible pour s'enrichir. En réaction contre cette dégénérescence, des projets s'ébauchèrent. Simples esquisses. Pas d'efforts sérieux pour assainir et régler les institutions, chez les plus nobles défenseurs du parlementarisme, Montalembert en tête. Carné du moins, et Tocqueville, en conclusion de son étude sur la démocratie en Amérique, proposent des remèdes ; ce dernier examine quelles doivent être les tendances de la législation pour lutter contre l'influence exercée par les idées et les sentiments démocratiques.

Rien de tel chez Montalembert ; ou plutôt, en une occasion,

1. Tiré d'une leçon d'agrégation de M. Pouthas. Cf., entre autres témoignages sur ce matérialisme et cette indifférence politique, une lettre de Tocqueville du 10 novembre 1836 : « ... ils ont pour leur bien-être une passion si imbécile... » (*Œuvres et correspondance inédites*, t. I, p. 336).

2. De Carné : *Du gouvernement représentatif*..., Introduction et p. 302.

il se préoccupa de la réforme électorale et parlementaire qui était fort stérilement débattue, particulièrement en 1839. Le comte d'Alton-Shée, pair de France, publia « pour arracher à la royauté une prérogative dont elle abusait » ¹, une brochure intitulée *De la Chambre des Pairs dans le gouvernement représentatif*, et écrivit à ce propos à Montalembert. Celui-ci lui répondit par de vives félicitations, et termina un échange épistolaire intéressant par les suggestions suivantes : pour le recrutement de la Chambre des pairs, rien ne vaut l'hérédité comme garantie d'indépendance et de compétence ; à défaut, la cooptation proposée par Carné serait une combinaison heureuse. La Chambre des députés pourrait être élue au suffrage indirect, par les conseils généraux par exemple, selon le plan du même Carné ².

Montalembert amorçait ainsi un trait d'union entre son idéal hiérarchisé, héréditaire, décentralisé, et la situation existante. Villèle déjà, corsant un projet de la Chambre introuvable, avait étendu simultanément et décentralisé le droit de suffrage ; et Tocqueville, lumineux, jugeait possible en 1836 un acheminement graduel vers un gouvernement central, puissant dans sa sphère, mais laissant des libertés provinciales très développées ³. Les lois de 1831 et 1833 rendant électifs les conseils municipaux et généraux, celles de 1837 et 1838 développant leurs attributions, ne pouvaient-elles constituer l'amorce d'une telle réforme ? La campagne d'Alton-Shée avorta, sans que Montalembert l'eût appuyée vraiment, paralysé par la crainte de détruire le régime en voulant l'améliorer ⁴. Pour briser le cercle vicieux de la centralisation étouffant les cellules sociales et d'autant plus puissante que celles-ci, loin de résister, s'abâtardissent, il fallait que la

1. L'expression est de Montalembert. On sait que les pairs étaient nommés par le roi sous certaines conditions.

2. *Revue de Paris* : 1^{er} décembre 1906, p. 564 ; lettre du 11 novembre 1839 publiée par L. Séché. — Voir *infra*, pp. 353-354, les détails de ces lettres de Montalembert. — L'article de Carné venait de paraître dans la *Revue des Deux Mondes*. En 1841, Carné recueillera dans un ouvrage intitulé *Du gouvernement représentatif en France et en Angleterre* ses études sur la question.

3. *Œuvres et correspondance inédites*, t. I, pp. 436-438.

4. Cf. *supra*, p. 259, citation de la même lettre.

loi donnât à celles-ci la possibilité de revivre. Montalembert ne tenta même pas de réaliser son rêve raisonnable de corps intermédiaires entre l'individu et l'État. Pourquoi ? Pour des raisons plus profondes que cette crainte aveuglément conservatrice, et ce désarroi des libéraux devant l'incapacité des peuples à « hériter, comme dit Tocqueville ¹, de tous les anciens pouvoirs qui achèvent de mourir ».



Un impérieux besoin de clarté nous a poussés à classer, pour les inventorier, les richesses incluses dans les papiers de Montalembert, à corroborer par d'autres textes la valeur de son plaidoyer pour l'aristocratie et les possibilités entrevues par lui d'un ordre social nouveau. L'on n'oublie pas l'artifice de cet exposé. Les idées de Montalembert sont perdues dans les nuées romantiques qui les séparent des réalités.

Le plus opaque de ces nuages enveloppe la notion de liberté, ainsi qu'on s'en rend compte chaque fois que Montalembert aborde le sujet.

Quant au progrès matériel et à ses incalculables conséquences qui entraînent à la centralisation, quant au tempérament national et aux autres facteurs de la vie française, la menace étrangère, par exemple, imposant des préparatifs militaires auxquels nuirait une décentralisation à l'anglaise ², Montalembert ne les considère jamais attentivement. Il revient souvent sur la question des *provinces* françaises, « vitale, dit-il lui-même, pour notre développement social et intellectuel ». Il tombe d'accord avec le lorrain de Dumast sur la distinction

1. *Nouvelle correspondance inédite* de Tocqueville, p. 311.

2. Cet exemple est pris au hasard pour ne pas développer un thème qui mériterait un volume. Du moins peut-on citer aussi ces lignes de M. R. Dautry, qui jettent une vive lumière sur le problème. Il loue : « ... cet admirable esprit civique anglais qui se charge de veiller aux intérêts communs... Avec un public aussi averti de ses propres intérêts, la loi n'a sans doute pas besoin de revêtir la précision extrême que nous, Français, recherchons généralement, poussés par le sentiment obscur qu'elle est indispensable pour ordonner et limiter nos initiatives... »

entre provincialisme et fédéralisme ¹. Rien de précis, rien d'immédiatement pratique n'est tiré de ces considérations. Il ne cherche pas, positif, quel gouvernement est le plus proche de la perfection — voire selon la norme libérale et aristocratique — *hic et nunc*. Moins qu'un autre il saisit que, chez les Français vifs et bavards, légers et légistes, égalitaires et grisés par deux révolutions, abusant de la liberté politique et la perdant avec la même absence d'esprit civique, les institutions britanniques périront ou dégèneront ; qu'il faut un autre cadre pour valoriser les qualités de la race.

Montalembert est aveuglé aussi par le fatalisme. Si la patine du temps dore à ses yeux les siècles des cathédrales, il tient le passé pour mort et pour majeure, politiquement, l'humanité. Il sent impossible à retenir la poussée démocratique. Le malaise décrit plus haut, provoqué par l'imprécision de la Charte, les mœurs politiques malsaines, le matérialisme bourgeois, étouffe Montalembert. Certes, vibrant, il réagit en faveur d'une politique de grandeur et de liberté, mais il se refuse à toute construction d'ensemble. A quoi bon ! répondrait-il, sans cacher son amertume et son dégoût ².

Ou plutôt Montalembert répéterait l'ordonnance du D^r Noir selon qui, par le raisonnement appliqué au choix du pouvoir, l'on n'arrive à rien. « Suivez votre cœur ou votre instinct, commandait-il à Stello. Soyez (passez-moi l'expression) bête comme un drapeau » ³.

1. Cf. notamment lettre inédite à Guerrier de Dumast : 10 août 1835. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

2. Lettres à ses amis, *passim*.

3. *Stello*, p. 246.

CONCLUSION

Le catholique devant la France moderne (1837-1840).

1. Les Césars passent, l'Église reste ou la neutralité nécessaire ;
 2. Principes et devoirs politiques du chrétien ; 3. Montalembert y sera fidèle.
-

I.

La mode portait à l'indifférence politique. Les routiers du parlement avaient traversé trop de révolutions, les romantiques s'étaient heurtés trop douloureusement à la réalité, les bourgeois rivalisaient trop de zèle à suivre — ou précéder — la consigne fameuse : « enrichissez-vous », avec l'activité presque fébrile, bien française, naguère dépensée au forum ¹.

Le vieux chancelier Pasquier, aimé de Montalembert, Pasquier qui, depuis 1789, avait successivement et dignement servi tous les pouvoirs, élevait « cette facilité de conduite à la hauteur d'une théorie » disant au jeune Albert de Broglie : « Voyez, depuis la chute de l'ancienne monarchie, il n'y a plus eu de gouvernement en France : tout ce qui a porté ce nom n'a été qu'une suite d'expédients, propres, dans chaque circonstance donnée, à sauver le pays des derniers malheurs. Il m'a toujours semblé raisonnable et patriotique d'aider

1. Entre mille témoignages de cet état des esprits préoccupés du bien-être matériel, recueillons celui de Tocqueville écrivant à un Anglais en 1836. (*Nouvelle correspondance inédite*, p. 148.)

ces combinaisons éphémères dans cette œuvre de salut mais sans jamais s'inféoder à leur cause, ni surtout s'associer à leurs fautes » ¹. Stello considère que le monde social se balance « mollement entre deux péchés mortels : l'*Orgueil*, père de toutes les *Aristocraties*, et l'*Envie*, mère de toutes les *Démocraties* ». Le Dr Noir conte les malheurs du poète sous tous les régimes, et s'en console en ces termes : « Il est évident que Dieu n'a pas voulu que cela fût autrement. Il ne tenait qu'à lui de nous indiquer en quelques mots une forme de gouvernement parfaite dans le temps où il a daigné habiter parmi nous » ².

Quand un politicien tient ces propos au nom de la sagesse, et quand Vigny se réfère doctement à l'Évangile, un catholique comme Montalembert peut justifier son indifférence politique par des arguments plus impérieux.

Lamennais, dans le premier numéro de l'*Avenir*, proclamait : « en moins de cinquante ans toutes les formes de gouvernement ont succombé en France. Qu'est-ce qui durait ? Dieu et la liberté ». Deux années après, Montalembert prophétisant amèrement et sombrement, jetait sur un feuillet ces lignes :

Les masses prolétaires se rueront sur l'empire infâme comme naguère les barbares. Ils (*sic*) détruiront, pour réédifier le catholicisme sans s'en douter, pas plus que les barbares... le catholicisme doit rester neutre comme naguère ³.

Les yeux dessillés, un peu plus méfiant de la liberté qu'au temps de l'*Avenir*, Montalembert bâtira d'autant moins sur les sables de Juillet qu'ils sont plus mouvants et, de toute son âme, il fondera son action sur le roc catholique.

J'aime d'amour, écrit-il à Michelet, ce vieux monde catholique dont vous racontez si éloquemment la chute en 1300. Vous savez que là où vous ne voyez qu'une forme belle et séduisante de la jeunesse des peuples, je vois la forme éternelle de la vérité ⁴.

1. *Mémoires* du duc A. de Broglie, pp. 75, 76.

2. *Stello*, pp. 10 et 245.

3. Inédit. A. L. R. — Dossier 115. *Pensées catholiques et politiques* (1832-1833).

4. Montalembert à Michelet : 4 novembre 1837. R. D. M. : 1^{er} novembre 1924, p. 185.

Il importe selon Montalembert de ne pas la compromettre avec les régimes qui passent.

C'est pour cette raison qu'il applaudit à la révolution de Juillet qui a cassé le lien solidarissant l'autel avec le trône. Pourquoi avoir « l'air de croire que le Grand Dieu éternel et son Église, à qui il a promis l'immortalité, ont besoin de la protection d'une famille mortelle » ? Le sacre de « l'Usurpateur » n'avait donc pas suffi à montrer que les Bourbons n'étaient pas considérés par le Vicaire du Christ comme les seuls dignes de régner en harmonie avec le Saint-Siège ? Et est-ce à eux « conjointement avec l'Église que Notre-Seigneur avait promis que les portes de l'enfer ne prévauront jamais contre eux » ¹ ?

Pour le même motif, Montalembert garde vis-à-vis de la Monarchie de Juillet une réserve étudiée. Jamais son attitude ne fut plus calculée. Il s'est félicité du changement de dynastie du point de vue politique. Il ne sera nullement gêné de s'afficher l'ami de la nouvelle monarchie. Il s'affirmerait tel, dit-il, le Pape en serait-il « l'ennemi déclaré pour des raisons politiques », car il ne voit nullement — admirons sa ferme indépendance — « qu'en matière purement politique les opinions ou les préférences du Chef de l'Église doivent déterminer celles des simples fidèles » ². Comme Grégoire XVI lui a témoigné au contraire, en termes mémorables, sa satisfaction du respect du Roi des Français pour la conscience pontificale ³, nul conflit intime n'empêchera Montalembert d'exprimer cette amitié pour le régime de fait, auquel l'Église invite généralement à se rallier. Cependant si le pair de France pouvait sans difficulté l'adopter hautement, quelle figure prendre *en tant que catholique* face à la Monarchie de Juillet ? La soutenir chaudement convenait au tempérament de Montalembert, assez enflammé par les directives reçues de la

1. Montalembert à son oncle, lettre publiée en appendice, p. 515.

2. Même lettre à son oncle, p. 515.

3. Répétons ici pour mémoire ces paroles qui se trouvent dans la même lettre : « Je suis on ne peut plus content de la France et de son Roi. Je voudrais que tous les rois de l'Europe ressemblaient à Louis-Philippe. Bien peu de princes ont montré autant de respect que lui pour ma conscience ».

bouche du Pape. Il rédigea donc, nous l'avons dit, pour la *France contemporaine* un article où il assommait les légitimistes et proclamait son attachement à Louis-Philippe. Puis, pris de scrupules, Montalembert communiqua son projet d'article à Lacordaire et à M. de Mérode dont les réponses le guidèrent à ce carrefour. Leurs lettres éclairent assez ce problème, délicat entre tous, des rapports d'un catholique avec les gouvernements temporels.

Homme politique, pair de France, écrit le dominicain, ta place serait dans la mêlée, tu pourrais et devrais te « rendre solidaire » des actes du gouvernement, « parce qu'on ne fait en somme de la politique qu'avec le présent.... Ton rôle n'est pas là, au moins ton rôle principal. Tu veux être avant tout un homme religieux ayant de l'action sur les affaires et les destinées de l'Église ». Or, cet homme religieux, « homme d'avenir », doit dominer la situation, demeurer « réservé », dire purement la vérité. Il ne doit donc pas servir ouvertement une dynastie qui affranchit l'Église « sans le savoir ni le vouloir » et demain la persécutera peut-être.

Ainsi juge le religieux du fond de sa cellule, au risque de fausser la perspective de Montalembert dont la vocation n'est pas de « se tenir comme Moïse sur la montagne »¹.

M. de Mérode n'estime pas non plus que le roi soit animé « d'un zèle vraiment chrétien, bien entendu, réglé comme il doit l'être par la prudence et l'appréciation intelligente de l'époque », faute de quoi on ne peut guère « *comme catholique* » s'attacher à la dynastie. Celle-ci, dit-il, convient à la France politiquement : « religieusement c'est plutôt comme au pis aller que l'on s'y attache et parce qu'elle n'opprime pas » ; elle se contente d'établir un certain ordre matériel et même met au service de celui-ci l'ordre moral. Montalembert, en tant que catholique, ajoute justement M. de Mérode, incrimine les Bourbons ; il faudrait au même titre dénoncer ce naturalisme des Orléans, ce qui serait inconvenant. Il conseille donc à son gendre de s'abstenir.

Édulcoré, l'article parut le 15 mai 1838 dans la *France*

¹. Lacordaire à Montalembert : 14 mars 1838. A. L. R. — Dossier 418.

contemporaine. Le parti de la neutralité gagne si complètement dans l'esprit et le cœur de Montalembert que sa correspondance avec Lacordaire sur l'aristocratie est, entre ces deux romantiques, un assaut passionné, bien savoureux, dans lequel chacun se pose contre l'autre en champion de cette neutralité.

« Lier comme tu le fais la cause du catholicisme à celle de la démocratie... c'est toujours, écrit Montalembert, enchaîner l'Église au pied de quelque idole humaine et passagère ¹. » Le dominicain réplique en séparant dans le Moyen âge l'élément catholique, permanent, et la forme sociale, morte, dont son ami rêve chimériquement la résurrection. Il l'invite à aimer son siècle. A quoi Montalembert répond qu'il s'efforcera de rendre justice au présent comme au passé, une justice rigoureuse, et il réclame de Lacordaire à l'égard des temps modernes, trop exaltés par lui, « une neutralité affectueuse (si le cœur t'en dit) mais impartiale » ². A son tour le dominicain prêche en ces termes Montalembert, trop fougueux défenseur de la féodalité et contempteur de « l'esprit infernal de la démocratie moderne » : « nous sacrifions tous deux notre vie à une cause difficile, ingrate même : ce n'est qu'à force de vertus et de mesure que nous pourrions vaincre » ³.

Le dimanche 14 février 1841, Lacordaire, revêtu de la robe dominicaine, prêcha, du haut de la chaire de Notre-Dame, son fameux sermon *sur les destinées de la France*. « Électrisé » au premier moment, suivant sa propre expression, Montalembert confie le soir à sa *Chronique catholique* les lignes suivantes :

J'y reconnais avec douleur cette sorte d'idolâtrie du peuple que ce grand cœur a si malheureusement substituée à l'idolâtrie monarchique du vieux clergé. Mgr Affre, que je consulte aussitôt après, ne paraît pas du tout content et dit avec raison que ce n'est pas un sermon. Il a mille fois raison : mais comment s'étonner, après que la chaire française a retenti depuis deux cents ans des panégyriques les plus incroyables de la royauté et de la maison de Bourbon (voir surtout le mandement de M. de Quélen après l'as-

1. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 527.

2. Deuxième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 532.

3. Lettre de Lacordaire à Montalembert : 9 octobre 1839. A. L. R. — Dossier 419.

sassinat de M. le duc de Berri), s'il prend un jour fantaisie à l'orateur d'une nouvelle génération d'y entonner le panégyrique de la nation française. Pour moi je crois que, sauf de très rares exceptions, il n'y a pas de nation ni de royauté qui mérite au monde ces apothéoses ¹.

Ainsi Montalembert maintient absolument sa neutralité, non seulement à l'égard du régime mais de la société temporelle, tant il craint de compromettre l'Église.



2.

L'indifférence du catholique Montalembert sur la forme du gouvernement est loin d'être poussée à l'absurde, puisqu'il condamne les institutions politiques essentiellement incompatibles selon lui avec la loi chrétienne : l'absolutisme monarchique et le despotisme démocratique. Nous avons dit que le grief le plus grave qu'il leur impute est précisément l'atteinte, souvent sanglante, portée par eux au catholicisme.

La neutralité de Montalembert obéit en effet aux règles solides par lesquelles l'Église précise les qualités requises des sociétés temporelles. Ces règles, Lacordaire et son ami les retrouvent : la discussion fait jaillir leur lumière. Lacordaire obtient l'accord de Montalembert sur six axiomes, formulés par le premier dans sa lettre du 9 octobre 1839 :

1^o Toute forme de gouvernement s'il est réglé par la loi divine suffit pour le bien-être d'une nation.

2^o Toute forme de gouvernement ennemi des lois divines ne peut donner à une nation le bien-être auquel elle a droit.

3^o Monarchies et aristocraties ont péri en Europe par abandon des lois divines.

4^o La démocratie, c'est-à-dire la situation présente de la France, subsistera seulement si elle laisse au moins la liberté d'obéir aux lois divines.

5^o Les principes modernes : égalité devant la loi, libre accession à toutes les charges, paiement de l'impôt par tous

1. *Injra* en appendice, p. 581.

ceux qui possèdent, non-distraction du juge naturel, sont chrétiens. La liberté de la presse, de l'enseignement et des cultes ne pourra être jugée, en valeur absolue, que plus tard.

6^o Le gouvernement de l'Église et celui des ordres religieux anciens sont les gouvernements les plus parfaits. Il faut tendre à les imiter. (Noter qu'ici l'aristocrate a cédé quelque peu sur le principe de l'hérédité).

Neutralité n'implique nullement inaction, pour Montalembert. D'abord les vertus civiques sont pratiquées par le vrai chrétien aussi bien que les vertus privées. Ensuite les intérêts religieux doivent être défendus sur le terrain politique.

Le devoir de travailler constamment à la prospérité de la patrie, Montalembert ne le perd jamais de vue. La liberté, la dignité des citoyens, l'honneur de la France, il veillera sur eux sans répit et il ne négligera pas l'organisation matérielle du pays. « J'ai lu avec plaisir, lui mande un jour M. de Mérode, vos discours sur le roulage, les diligences, etc. ; je partage entièrement votre opinion sur l'utilité qu'il y a de s'occuper enfin d'intérêts positifs » ¹. D'instinct, Montalembert résout pour sa part ce qu'il appellera plus tard « le problème suprême », à savoir les rapports du chrétien et de la société. Dès le début de sa carrière, il acquiert le droit de déplorer vingt-cinq ans plus tard avec Tocqueville que le christianisme, perfectionnant l'individu, exerce si peu d'influence sur la patrie terrestre, sur la morale publique ², par suite d'une interprétation erronée des fidèles et surtout du clergé contemporain.

Dans l'arène nationale Montalembert se battra surtout pour l'Église, considérant que c'est le plus éminent service qu'il puisse rendre à la France, unissant sans partage en son cœur l'amour actif de l'une et de l'autre. Cornudet remarquait dès 1832 que, pour avoir un bon gouvernement, un bon

1. F. de Mérode à Montalembert : 22 mars 1838. A. L. R. — Dossier 452.

2. Tocqueville : *Œuvres et correspondance inédites*, t. II, pp. 277-279, 323, 339-341, 347-349, lettres de 1856 au prince A. de Broglie et à M^{me} Swetchine, annotées par Montalembert vers 1861 sur son exemplaire de l'ouvrage. (Bibliothèque d'Écotay).

peuple est nécessaire, pour avoir la liberté sans anarchie, un lien social ; que les Français « ne comprenant pas la liberté, ne sachant pas en user, (sont) tourmentés de désirs sans objets, voulant quelque chose et ne sachant quoi ». Il concluait : « Travaillez au rétablissement de la religion dans les âmes : on verra après pour le gouvernement ». Il faut « planter là » l'indigne politique, poursuivait-il, et l'utiliser seulement au service de la Religion en dotant celle-ci des libertés nécessaires à son rayonnement ¹. Sans suivre exclusivement cette règle de conduite, Montalembert, tantôt *sponte sua*, tantôt sous la pression de Lacordaire, ne la perdra que rarement de vue. Il se refusera toujours cependant, loyal autant que libéral, à exploiter, comme des moyens plus ou moins inéprisables, la politique ou le libéralisme au profit de l'Église.



3.

La position pratique de Montalembert sera donc d'une part une neutralité manifestée non par l'abstention mais par la franchise, d'autre part une double campagne pour détacher les légitimistes — troupe nombreuse de l'armée catholique — de leur politique sclérosée, et pour conquérir à l'Église, au nom du droit commun, sa place dans la société contemporaine.

Il écrit à Lacordaire dans ce sens, au sujet de la démocratie régnant « depuis le Roi jusqu'au *National* » :

Je lui dirai ses vérités toutes les fois que je le pourrai, parce que je crois qu'il est du devoir de tout chrétien de parler haut et ferme à toute puissance qui abuse de sa force ou menace d'en abuser..... Comme chrétien et comme homme d'ailleurs je ne crois pas plus à l'infailibilité des peuples qu'à celle des rois.

Et plus loin :

Ce qui me semble aujourd'hui légitime et possible, c'est de chercher à réconcilier les catholiques avec les faits accomplis, avec les deux révolutions de 1789 et de 1830, comme avec des châtiments

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cormudet*, pp. 37 et 55.

justement infligés par Dieu à une royauté enivrée d'orgueil, à une aristocratie corrompue et à un clergé esclave de la puissance temporelle ; en outre, de leur rappeler que les hommes ont des droits que ni les rois, ni les seigneurs, ni même les tribuns, ne peuvent violer impunément ; que, pour réclamer ces droits avec modération et justice, il faut agir catholiquement, et qu'en France à l'heure qu'il est, on n'est pas libre d'agir catholiquement quand on en a envie ¹.

Oui, persuadé que le premier besoin de son pays « est la liberté de l'Église, et que cet affranchissement ne sera certes pas obtenu de si tôt et réclame le dévouement de tous les catholiques », Montalembert se gardera bien « de consumer (ses) forces et (son) énergie à une œuvre moins pressée, plus incertaine et bien moins sacrée » ².

La certitude d'agir en catholique, le jeune pair la puisera dans l'approbation de Rome, la collaboration avec la hiérarchie et les ordres religieux. Du programme de l'*Avenir* il ne conservera guère que la revendication, jugée opportune en haut lieu, des libertés d'enseignement et d'association, loin d'agiter encore le spectre de la séparation. Le Saint-Père a éprouvé sa docilité. Dès lors, Montalembert n'attirera point les foudres qui frappèrent Lamennais ³. Les années écoulées depuis la révolution de Juillet ont aussi laissé à l'Église le temps d'évoluer dans le sens indiqué par le *Mémoire des rédacteurs de l'AVENIR à Grégoire XVI*. Plus d'un prêtre, plus d'un évêque français, après s'être effrayés de ne plus trouver d'appui officiel, réalisaient le danger, la précarité, l'impopularité, de cet appui. Si, au Moyen âge, la chrétienté s'était constituée par l'union des têtes couronnées, les Français du XIX^e siècle se montraient satisfaits que la pression gouvernementale en faveur de la religion eût cessé, les uns heureux que le pouvoir civil s'affranchît de l'alliance de l'Église ⁴, les autres jaloux d'obéir seulement à leur conscience.

1. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 527.

2. Deuxième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 531.

3. Cf. Debidour : *Revue des Cours et Conférences*, 31 mars 1910 : *Lamennais et le parti néo-catholique*, pp. 106 et 107.

4. Nous revenons dans notre chapitre final sur l'opinion de Montalembert touchant les rapports de l'Église et de l'État, en y publiant un passage d'un *Mémoire* postérieur de Montalembert.

Voie libre, donc, de ce côté.

Voie libre aussi du côté de Rome, car le gallicanisme, épouvantail de l'*Avenir*, achève de mourir. Le clergé se tourne vers Rome ; en y cherchant l'appui qui lui manque, les Bourbons cessant de l'étayer, il retrouve le sens de l'unité catholique, plus intensément. Montalembert, ultramontain de la première heure, ne s'en plaint pas et plus volontiers qu'un autre recourt à Rome pour l'opposer, au besoin, au gouvernement qui n'est plus chrétien ¹.

Devant la France moderne, Montalembert, malgré les obstacles dressés sous ses pas, malgré ses indignations contre les légitimistes ou les voltairiens, les prêtres ou le roi, dans le remous de ses sentiments passionnés, se prend à espérer. Un jour, il raconte à Lacordaire comment il fut répondu à Louis-Philippe qui manifestait quelque goût pour le gallicanisme :

« En vertu des quatre articles votre prédécesseur ne pouvait pas mal faire et vous ne devriez pas être à sa place ». — Voilà, conclut Montalembert, voilà, mon très cher, ce qu'un archevêque de Rheims dit au successeur de Louis XIV aux Tuileries, dix ans seulement après Juillet. Bénissons Dieu et admirons ses œuvres ².

Une autre fois, il s'enthousiasme pour les conversions de plusieurs saint-simoniens, de Veuillot. A un vicaire de Pontoise qui boudait le régime de Juillet, il réplique avec vivacité :

Qu'est-il arrivé... depuis que nous n'avons plus le bonheur d'avoir pour roi le petit-fils de Louis XIV qui fit les libertés de l'Église gallicane, et de Louis XV qui chassa les jésuites ? Il est arrivé qu'un immense retour s'est manifesté en faveur de la religion... (que) les églises de Paris sont pleines en 1837 au lieu de vides en 1827. La duchesse d'Orléans, loin d'être propagandiste de Luther, disait il y a peu de jours : « je sens que je serai étrangère en France tant que je ne serai pas catholique » ³.

Il y a, dit-il encore, une immense capacité pour le bien en France et... si les congrégations religieuses pouvaient s'emparer

1. Cf. Weill : *Histoire du catholicisme libéral*..., p. 61. Cf. aussi Taine : *Les Origines*..., t. VI, p. 58.

2. Montalembert à Lacordaire : 1840. A. L. R. — Dossier 418.

3. Lettre à l'abbé Tron : juillet 1837. A. L. R. — Dossier 521.

de l'industrie et de l'éducation, ces deux grands foyers de contagion où la démocratie dans sa forme actuelle distille chaque jour le poison de l'impiété, notre pays serait sûr de son avenir ¹.

A Rio enfin, il lance ce trait qui, sous sa plume, amuserait s'il ne touchait profondément :

je crains toujours que tu ne deviennes trop Anglais et trop étranger à cette France qui est après tout le cœur du catholicisme ².



Nulle rigidité intellectuelle, nulle séparation étanche entre les diverses vies qu'il vécut, ne facilite la mesure des coordonnées politiques de Montalembert. Entraîné là, ramené ici, poussé vers un but, déporté vers un autre, il n'est joué cependant ni par les vents ni par lui-même. Les apparentes contradictions se résolvent dans l'unité. Malgré la richesse indisciplinée de cette unité, l'on en a déterminé à peu près les axes directeurs.

Ils permettront de suivre la marche de Montalembert dans la carrière complexe qu'il embrasse, celle d'homme politique et de chef catholique.

1. Première lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 526.

2. Cité par l'abbé Besson dans *Montalembert en Franche-Comté*, p. 16.

QUATRIÈME PARTIE

CARRIÈRE OUVERTE

(1835-1842)

CHAPITRE VII

Montalembert entre dans la lice parlementaire.

- § I. — CARRIÈRE POLITIQUE ? — 1. Cadre de l'existence de Montalembert ; 2. La vocation de Montalembert ; 3. Les relations politiques de Montalembert.
- § II. — PREMIÈRES INTERVENTIONS POLITIQUES (1835-1838). — 1. Contre les lois de septembre, Pour la Pologne, Pour l'abolition de l'esclavage ; 2. Polémique avec les légitimistes. Sur la propriété ecclésiastique. L'adresse de décembre 1837 ; 3. Sur les asiles d'aliénés. Loi sur le roulage. Opposition à la politique étrangère du gouvernement, etc....
- § III. — L'AFFAIRE BELGE (1838-1839). — 1. Discours du 6 juillet 1838. Voyages en Belgique ; 2. Plan d'évasion de Skrzynecki. Montalembert plénipotentiaire officieux du parti catholique belge à Paris ; 3. Discours du 26 décembre 1838. Arrivée de Skrzynecki ; 4. Échec final.
-

§ I. — CARRIÈRE POLITIQUE ?

I.

La vocation choisit. Elle sacrifie des talents et des goûts à une aspiration dominante. Si divers et si riches, si passionnés, sont ceux de Montalembert, qu'il se refuse à tailler même les gourmands de son activité. Lacordaire lui reproche d'être possédé du « démon de l'éparpillement » ¹. Cependant, de même que les directions principales de sa politique, les limites mouvantes de celle-ci ne sont pas impossibles à dégager.

La vie politique, au sens large du mot, s'intègre, chez Montalembert plus que chez tout autre, dans l'ensemble de

1. Lettre du 7 mars 1838 (ou 1839). — A. L. R. Dossier 418.

son existence, et ses défauts comme ses succès trouvent une bonne part de leurs causes dans des situations et des événements étrangers. Pour placer sommairement dans son cadre cette vie politique, il convient donc de remarquer d'abord la transformation apportée par le mariage de Montalembert. L'amour conjugal le baigne dans un ineffable bonheur qui l'équilibre. Les jours s'écoulent. Quatre filles naissent, dont deux presque aussitôt « passent anges », selon l'expression de M^{me} Swetchine ¹. La fibre paternelle soit-elle médiocrement émue par un nouveau-né, ces accidents domestiques troublent assez Montalembert. D'ailleurs, en lui le sentiment s'enracine si profondément que, quatre années après avoir épousé la petite-fille de sainte-Élisabeth, et sans cesser de se vouer éperdûment à elle, il retrouve sous sa plume mélancolique le nom de Clara..... A combien de pages intimes, pendant ces quatre ans, lit-on ce prénom de la duchesse de Rauzan, sa passion platonique d'antan, qui succéda à Hedwige ! Encore celle-ci, devenue princesse de Ligne, l'importune-t-elle par son seul souvenir. Que de cœur perdu !

Le mariage du jeune pair l'a doté d'une famille non seulement dans l'illustre maison de Mérode, dont l'alliance importe à la politique de Montalembert, mais encore en France par les Grammont et autres, qui lui ouvrent bien des hôtels à Paris. Les affaires de famille qu'il prend violemment à cœur, comme toutes choses, le distraient autant qu'elles le rapprochent de la politique. Sa mère, si lointaine, meurt en Angleterre, dans une vague religion protestante. Le fils revit les souffrances passées que couronne cette dernière douleur. Le marquis de Grammont, grand-père vénéré de la jeune comtesse de Montalembert, laisse en mourant une succession difficile. Autant d'objets de préoccupations.

Montalembert qui, dans sa solitude de l'hiver 1833-1834, ouvrait déjà son salon à des réunions recherchées par une jeune élite, jouit extrêmement de ce que ses relations amicales et politiques soient accueillies à son foyer hospitalier. Il

1. Cité par Montalembert à Cornudet à ce propos. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 228.

élève cette qualité de grand seigneur à la hauteur d'un devoir social :

Il me paraît important, écrit-il à Guerrier de Dumast, d'avoir à Paris *une* maison catholique, où les hommes éminens de notre parti puissent se voir et en outre rencontrer d'autres hommes non catholiques mais qu'il est bon de connaître et de voir ¹.

Montalembert sacrifie à cette position une partie importante de ses revenus, relativement modestes, puisque, dit-il au même,

sur mes trois cents collègues à la Chambre il n'y en a pas quinze qui ne soient plus riches que moi ! Et je suis accablé de charges que personne d'entre eux ne songe à subir. Mes seuls frais de ports de lettres se montent à mille francs par an ² !

Falloux raconte que Montalembert occupait alors (vers 1840) un appartement très modeste à l'angle des rues Saint-Dominique et Saint-Thomas-d'Aquin, qu'il « n'avait aucun goût pour le luxe », qu'il n'admettait pas, sinon pour une toilette impeccable ou pour sa bibliothèque, de dépenses qui n'eussent « point pour objet immédiat la propagande catholique et la charité » ³.

Aux places d'honneur de sa table s'assoient ceux qui entourent Montalembert depuis longtemps de leur affection : Cornudet, l'ami de collègue entré dans la magistrature ; Lacordaire, le frère d'armes, le sauveur ; Rio, toute finesse, très cher aussi ; Ozanam, habitué en l'hiver 1833 des soirées de jeunes gens organisées par Montalembert ; Guerrier de Dumast, Lorrain, fidèle de l'*Avenir*. Il visite souvent M^{me} Swetchine, tendrement maternelle ⁴. Tous, personnalités marquantes, élargissent l'horizon intellectuel de Montalembert et multiplient à l'infini sa connaissance des hommes. Vers 1838 Foisset, relation de Lacordaire et rédacteur au *Corres-*

1. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 21 septembre 1839. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

2. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 20 janvier 1840. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

3. Falloux : *Mémoires d'un royaliste*, t. I, pp. 173, 174.

4. Cf. les ouvrages de M^{lle} de Lallemand et du P. Lecanuet.

pendant de 1828, prendra à son tour un rang de choix dans l'amical couronne, sans qu'en souffrent Plater, Skrzynecki, les autres compagnons ou guides des heures dures. Séparé le plus souvent des uns, Montalembert leur écrit longuement des lettres qui reflètent exactement sa personne et son existence. Par centaines elles vont de Villersexel à Paris, à Londres, à Rome, à Prague, de Munich à Paris, de Paris à Bruxelles, tissant un réseau unique d'amitié et d'information. Celui-ci est complété par l'innombrable, « l'écrasante », dit Montalembert ¹, correspondance occasionnelle ou régulière entretenue par lui en France et à l'étranger avec les hommes les plus divers. Cette diversité est assez marquée à un dîner qu'offre M^{me} de Tascher. M. et M^{me} de Montalembert y rencontrent Lerminier et le général Bugeaud, Sainte-Beuve et un marquis florentin ².

Montalembert se crée ainsi des relations originales, indépendantes de ces mondanités qui plient à leur esclavage la plupart des personnes de la « société ». L'absence de famille française très proche, et le désarroi qui divise cette « société » depuis 1830, facilitent d'ailleurs l'indépendance à Montalembert. La haute bourgeoisie, les anoblis de l'Empire, quelques familles comme celle de La Fayette forment la Cour de Louis-Philippe. La majorité de l'ancienne noblesse, « le faubourg Saint-Germain », affiche son légitimisme. Montalembert ne fraye volontiers ni avec l'une ni avec l'autre fraction. Il abhorre les légitimistes, malgré Rio et La Ferronnays. Il cultive même la férocité aux dépens de cette race. Ainsi il baptise Nettement l'aîné « l'esprit le plus faux, le plus arrogant », « le Lerminier du légitimisme pseudo-catholique » ³. Il répugne à ce règne de la bourgeoisie qui s'établit sous la Monarchie de Juillet.

Montalembert ne boude pas systématiquement ces milieux. Il voit Berryer, Chateaubriand et M^{me} Récamier, Lamartine, et n'est pas fâché de rencontrer « les plus beaux noms de

1. Lettre à Cornudet : 7 octobre 1837. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 210.

2. Lettre de Sainte-Beuve à Olivier : 18 juin 1838, édition Bonnerot, t. II, p. 387.

3. Lettre à Cornudet : 26 janvier 1840, *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 229.

France ¹ », d'accompagner M^{me} de Montalembert au concert ou au bal.

Montalembert n'abandonne pas pour autant la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul à laquelle il s'était inscrit, dès qu'Ozanam l'eut fondée et qu'il définissait alors à Skrzynecki comme

une réunion de cent cinquante étudiants en droit et en médecine qui se sont réunis pour visiter les pauvres, disposer les malades des hôpitaux à se confesser, aider les Frères ignorantins à faire la classe aux ouvriers ².

Ajoutez à cela la politique, qui dévore le plus clair de son temps, ou les à-côtés de la politique, comme le Comité supérieur des Arts et Monuments historiques présidé par le ministre de l'Instruction publique, dont Montalembert est nommé membre en février 1838 ³. La récente création de ce comité est tenue pour un succès par les romantiques, dans la bataille qu'ils livrent pour le passé médiéval. L'importance du rôle de Montalembert dans ce mouvement ⁴ mériterait une étude spéciale. On notera seulement ici que la « croisade contre les Vandales », la restauration de Notre-Dame de Paris, etc... accroissent la charge de Montalembert, et on le réputera un des Parisiens les plus surmenés.

Cette activité fébrile qu'il déploie à Paris le déçoit :

J'ai besoin de souffler un peu avant de rentrer dans le torrent, écrit-il du Nord; et encore: l'hyver de Paris me fatigue et m'ennuie de plus en plus, parce que de plus en plus je suis frappé de la stérilité de tout ce que j'y fais. Si Dieu m'avait donné plus de talent je ne dis pas que mon rôle eût été à dédaigner mais tel que je suis ma voix est trop faible pour ne pas se perdre dans l'abîme ⁵.

Le fardeau des sollicitations dont il est l'objet, le défilé des

1. *Journal*, 3 juin 1836 ; 14 février 1838 ; 14 juillet 1838 ; 1^{er} février 1839, etc.....

2. Montalembert au généralissime Skrzynecki, *op. cit.*, p. 22.

3. Montalembert à Rio : 25 février 1838, cité par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 182.

4. Cf. notamment O. C., t. I, p. 220.

5. Lettres inédites à Guerrier de Dumast : 6 avril 1839 et 15 décembre 1841. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

fâcheux devient « insoutenable » par moments. Tel prêtre, qu'il n'a jamais vu, lui demande un prêt de quarante-cinq mille francs sans intérêts, tel autre un canonicat et ainsi de suite, « sans compter les poètes laïcs et *ecclesiastiques* » qui lui adressent leurs vers ! En son portier il voit « le seul homme du monde » à qui il doive « un peu de repos et de ne pas devenir fou tous les soirs » ¹.

Aussi Montalembert se montre-t-il impatient de quitter la ville et non pas, dit-il lui-même, pour se

créer une influence ou une existence considérable en province.... Il est évident que pour moi, tant qu'il y aura une Chambre des pairs, le champ de bataille est à Paris. C'est là et par là seulement que je puis espérer de rendre quelques services à la vérité. S'il me fallait après avoir bataillé six mois à la tribune, dans la presse, dans les salons à Paris, recommencer la même vie à la campagne, avec peut-être encore plus de peines et moins de résultats, je n'y tiendrais pas..... je retournerais à Paris l'esprit aussi fatigué et le porte-feuille aussi vide que lorsque je le quitte ².

Il entend défendre l'Église par ses livres et par ses discours. Qu'on lui permette d'y travailler. Las d'être regardé « comme une sorte de commissionnaire », il proteste qu'il n'a pas « succédé à M. de Talleyrand comme *agent général du clergé* » et, le 23 mai 1838, déclare tout net que son caractère et ses devoirs s'opposent également à ce qu'il consume ses journées dans les antichambres de tous les ministres. Il ajoute pertinemment qu'il est très bon de laisser les catholiques souffrir de l'absence d'appui à Paris. « Cela leur apprendra à s'isoler de la vie publique et nationale » au lieu de voter pour les députés ministériels en les obligeant à s'occuper d'eux ³. Montalembert n'a pas, soit dit en passant, une considération extrême pour les députés dont Royer-Collard peignait au même temps la vie comme « vulgaire » et « abrutissante » ⁴. Membre de la Cham-

1. Lettres à Guerrier de Dumast : 6 avril et 2 novembre 1839 ; partiellement utilisées par le P. Lecanuet.

2. Lettre inédite à Guerrier de Dumast : 21 septembre 1839. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

3. Lettre inédite à Guerrier de Dumast : 23 mai 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

4. Royer-Collard à Tocqueville : 21 novembre 1837. *Nouvelle correspondance inédite de Tocqueville*, p. 160.

bre haute il leur réserverait volontiers les basses besognes.

Après avoir sacrifié ses études, d'assez mauvais gré parfois, pour user en faveur de la politique catholique son temps, son intelligence, et jusqu'à ses bottes car il n'est « point assez riche, assure-t-il, pour se faire voiturier en cabriolet » ¹, il se retire donc avec joie à Trélon dans le Nord chez son beau-père, ou à Villersexel, en Franche-Comté, chez les Grammont, deux régions extrêmement religieuses, pour y travailler. Ce dernier mot prend tout son relief quand on lit dans l'introduction aux *Moines d'Occident* avec quelle conscience scrupuleuse l'historien conduisait ses recherches, au prix d'innombrables journées ², des journées qui commençaient à six heures du matin.

Montalembert entrecoupe de voyages ses laborieux séjours en province. La « course au château » le préoccupe. Pouvant et devant s'attacher désormais à un domaine, soit en vertu de l'adage *res mobilis res vilis*, soit pour s'enraciner, il parcourt la France des Ardennes à Vézelay, de Quimper au Jura. Il a voyagé infatigable, à travers l'Angleterre, la Suisse et la Belgique pour ses affaires de famille. De 1839 à 1841 les provinces françaises le conquièrent tour à tour. Franche-Comté et Bretagne se disputent — elles aussi ! — ce cœur « innombrable ». Se fixer lui coûte infiniment : c'est un choix, et une obligation. Il se décide à acquérir la Roche-en-Breny (depuis : Brenil), aux confins de l'Auxois et du Morvan, château cerné de douves, flanqué de tours, comme il se doit.

Ses pérégrinations, d'autres buts les motivent. L'historien de sainte Élisabeth prépare un *Saint Bernard* ³ et cherche partout des documents cisterciens : archives et abbayes. L'artiste épris du Moyen âge s'est croisé « contre le vandalisme ». Donjons et cathédrales ont en lui plus qu'un admirateur, un défenseur, puissant à Paris nous l'avons dit.

Le poète, au vrai, trouve en tout ceci son compte mieux que le politique. Il goûte le pays de France plus qu'il ne l'é-

1. Lettre inédite à Guerrier de Dumast : 25 mars 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

2. *Les Moines d'Occident*, t. I, p. CCLXXXI.

3. *Journal* passim, notamment 20 juillet 1837 et fin octobre 1838.

tudie. L'âme française, cependant, et l'histoire de la race, vivantes au val de Loire, au portail de Reims, au goulet de Brest, aux marches de Flandre, nourrissent vraiment la pensée de Montalembert... et ses inimitiés. De même l'Europe parcourue. On ne s'étonnera pas de retrouver, dans les jugements formulés en ces occasions, les thèses précédemment développées. Ni la démocratie, ni Louis XIV, ni l'industrie ne gagnent la sympathie de Montalembert. Leeds lui soulève le cœur ; cette ville d'usines le dresse contre la civilisation moderne ¹. Avec complaisance il écoute un Ardennais se plaindre de la « démoralisation graduelle du pays grâce à la propagation de l'industrie dans les campagnes » ². Reims est aussi « gangrenée par l'industrie » ³. A Saint-Cloud « l'infâme chemin de fer » déshonore le site ⁴. Bref

les vieilles races catholiques n'ont rien de mieux à faire que de s'éteindre en présence de *ces mécaniques qui ont presque des âmes et de ces âmes qui ne sont plus que des mécaniques...* selon l'admirable définition du Marquis de Beaufort ⁵.

Revenant à Ripon — en Angleterre — il traverse « un de ces parcs fabuleux par la grandeur et la beauté de leurs arbres, comme on n'en voit pas un seul dans notre France morcelée et rasée par la démocratie » ⁶. En Bretagne, il trouve des gens « sans l'ombre de jalousie, d'envie, ni de ce bas orgueil qu'inspire la démocratie » ⁷ ; il honore le Mémorial de Quiberon élevé aux quinze cents victimes « lâchement massacrées par la démocratie victorieuse » ⁸, et la statue de La Tour d'Auvergne mutilée par « le vandalisme démagogique qui a fait arracher ses armoiries » ⁹. Aux obsèques du duc de Bassano il déplore la « disparition graduelle de toutes les

1. *Journal* : 20 juin 1839.

2. *Journal* : 14 août 1839.

3. *Journal* : 19 août 1839.

4. *Journal* : 18 mai 1840.

5. Il est juste de voir dans cette boutade le dépit provoqué par la naissance d'une troisième fille au lieu du dauphin espéré.

6. *Journal* : 21 juin 1839.

7. *Journal* : 29 juillet 1841.

8. *Journal* : 30 juillet 1841.

9. *Journal* : 15 août 1841.

grandes existences de notre pauvre France, condamnée à ne plus voir s'élever de son sein que les champignons d'une démocratie sans foi, sans cœur et sans génie » ¹. Voilà l'aboutissement du nivellement de « l'infâme Louis XIV », destructeur des vestiges féodaux, Rohan, Coucy, et autres lieux de gloire ².



2.

Dans cette vie mouvementée, des formes d'activité se dessinent. Elles interfèrent d'ailleurs, et certain jour Montalembert se plaint d'être « écrasé » par la « complication de (sa) quadruple existence *ecclésiastique, politique, littéraire et domestique* qui devient chaque jour plus embarrassante » ³.

Montalembert a évidemment renoncé à la magistrature ⁴ quand la mort de son père lui donna siège à la Chambre haute, et ses amis, Cornudet, Lacordaire, le voient bien prédestiné à la carrière d'homme public. « Ta naissance, écrit le prêtre, et la mort de ton père t'ont fait sans toi, malgré toi, pair de France, homme politique ; ton père n'est mort que pour te rendre pair de France malgré l'abolition de l'hérédité. Cette vocation est sacrée pour toi par une circonstance unique dans la vie d'un homme » ⁵.

Aussi le jeune pair de France a-t-il pris séance le 14 mai 1835. Il avait vingt-cinq ans et n'aurait qu'à trente voix délibérative. Il n'occupa pas d'emblée au parlement un rôle primordial. Sur le conseil de Skrzynecki il cherchait « à prendre doucement une position nouvelle » éloignée de toute exagération dans les actes, « surtout dans les opinions et les pensées ». Cela conduisait à une certaine indifférence en politique ; mais il y avait gagné, dès le printemps 1835, la faveur de

1. *Journal* : 15 mai 1839.

2. *Journal* : 11 février 1837.

3. Montalembert à Rio : 25 janvier 1838 ; cité par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 170.

4. Le 27 juin 1830 Montalembert songeait à cette carrière, si l'on en croit son *Journal* à cette date.

5. Lacordaire à Montalembert : 11 décembre 1832 ; cette lettre magnifique est citée *in extenso* par M^{lle} de Lallemant : *Montalembert et ses amis*....., pp. 204-207.

plusieurs pairs ou députés dont Pasquier et le duc Decazes. Molé l'avait même étonné par son empressement ¹. Pagès de l'Ariège, Lamartine, de Sade, Janvier, s'étaient intéressés à lui. Le duc de Broglie, seul, lui avait battu froid, peut-être en souvenir du procès de l'école libre ². Guizot, qu'il n'avait pas revu depuis cinq ans, l'avait traité avec bienveillance et cherchait à le « mettre bien avec les hommes de tous les partis sans faire aucune concession de conviction ». Dans une lettre de Skrzynecki, datée du 15 décembre 1835, Montalembert avait souligné ces deux commandements de son « convertisseur » ³ :

- Se vouer à la patrie uniquement pour Dieu et par Dieu.
- Se préparer à la tribune politique, ce sacerdoce.

En effet, préoccupé vivement par le sentiment religieux, le cœur du jeune pair n'est pas absorbé par lui dans la contemplation du divin ou le culte ascétique des vertus privées. Montalembert n'est pas détaché des affaires, des intérêts, des plaisirs même de la terre. Il se mêle par goût, par destinée, à la vie publique. Il tiendra pour « admirablement juste » la critique de Tocqueville à l'adresse de ceux que la passion religieuse rend citoyens inutiles et dangereux ⁴. Cependant restera-t-il dans l'arène parlementaire ? Il s'y trouve seul de son espèce entre les légitimistes et les soutiens de Louis-Philippe, parmi de nombreux déistes ou sceptiques à la mode du XVIII^e siècle ⁵. Il aspire vainement à obtenir la bienveillance de « ce grand seigneur des *Débats* » ⁶.

1. Montalembert au généralissime Skrzynecki ; J. N. S., *op. cit.*, pp. 17 et 19.

2. Montalembert avait dans sa défense attaqué le duc qui, premier ministre de l'Instruction publique de la Monarchie de Juillet, avait supprimé la subvention accordée aux petits séminaires par la Restauration après les Ordonnances de 1828. (O. C., t. I, p. 14). A toute occasion Montalembert rappellera ce grief à la Chambre haute.

3. Montalembert au généralissime Skrzynecki, *op. cit.*, p. 28.

4. L'exemplaire de la *Nouvelle correspondance inédite de Tocqueville* (p. 130) qui se trouve à la bibliothèque d'Écotay est annoté dans ce sens par Montalembert.

5. Foisset : *Le Comte de Montalembert*, p. 185.

6. Montalembert à Rio : 27 novembre 1838 ; cité par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 166.

Aussi, à l'heure où Skrzynecki s'apprêtera à mener au feu la néophyte armée des Belges ¹, Montalembert s'exaltera au rêve d'aller sous lui

.....briser l'orange
sur l'arbre de la liberté ².

L'exemple de son père, les conseils de Lacordaire ³, son goût pour l'étranger, le poussent vers la carrière diplomatique. La rumeur des journaux et des salons l'orienteraient dans le même sens : on publiera bientôt sa nomination à Bruxelles ⁴. Montalembert regrettera la vanité de ces bruits ⁵.

Un peu plus tard, Thiers l'entreprendra sérieusement sur ce point.

Je l'en remercie, racontera Montalembert, et lui dis que je serais heureux de servir sous ses ordres, à condition toutefois que le poste qu'il m'assignerait serait de nature à me laisser développer mes principes politiques et religieux. Je lui exprime le désir d'être envoyé quelque part où je pourrais agir comme catholique au profit du Saint-Siège, comme en Portugal, ou au profit de la bonne renommée de la France, comme en Bavière.

M. de Mérode invitera son gendre à ne pas dédaigner l'occasion, Montalembert ne la saisira point.

Il restera en France, se créant une carrière exceptionnelle au service du catholicisme par la politique. Avant de séparer, non sans artifice, l'étude du chef catholique et celle de l'homme politique, complétons le tableau du milieu dans lequel évolue Montalembert par l'esquisse de ses relations politiques.

Son sang et son alliance, son rang de pair et sa valeur personnelle, son rayonnement, les multiplient. De plus en plus, en ces années incertaines et dispersées, la Providence tisse autour de lui un réseau dont les fils aboutissent au Vati-

1. Voir *infra* : même chapitre, § III.

2. *La Brabançonne*, copiée de la main de Montalembert en tête du volume VIII de son *Journal*.

3. *Journal* : 22 octobre 1837.

4. *Journal* : 21 janvier 1838.

5. Non seulement alors mais encore le 11 septembre 1839 (*Journal*).

can, à la Cour, aux ambassades, aux ministères, aux évêchés, aux préfetures, aux bureaux de rédaction. A son insu, le chef catholique se désigne ainsi par un nouveau titre.



3.

A Rome en 1837, Montalembert fréquente toutes les autorités religieuses. Le Pape le reçoit trois fois. Avec les cardinaux Pacca et Weld, Brignoli, Micara qui lui témoigne « une très grande amitié » ¹, avec le R. P. Roothaan, général des jésuites, « qui lui plaît extrêmement » ², Montalembert s'entretient longuement. Par l'intermédiaire de Lacordaire, de Guéranger, qui séjournent à Rome, Montalembert maintient le contact. Des correspondants lui sont assurés. Il connaît les mœurs romaines, et certain jour où Guerrier de Dumast l'invite à se rendre à Rome pour mettre au point un soi-disant projet d'offensive catholique, il peut lui répondre :

Je connais Rome, mon très cher Ami, et cette connaissance n'a rien d'encourageant ! D'abord j'ai toutes les peines du monde à croire qu'un projet comme celui dont vous me parlez ait été *sérieusement* voulu par les hommes *sérieux* de Rome. Ce serait une immense dérogation à leurs habitudes et à leurs inclinations. Tout est possible du reste, mais quand même ce serait, une course *ad hoc* à Rome paraîtrait à ce que je crains un coup de tête de la part de quelqu'un qui est déjà suspect sous le rapport de l'exaltation et de la *crânerie* ³.

Ainsi Montalembert n'ignore pas non plus dans quelles mesures ses possibilités sont obliérées.

Aux Tuileries, la reine charme Montalembert en lui adressant un compliment sur *Sainte Élisabeth* ⁴, lors de la réception de la Chambre pour la fête du roi. Le duc d'Orléans, un

1. *Journal* : 11 février 1837.

2. *Journal* : 10 janvier 1837.

3. Lettre inédite à Guerrier de Dumast : 25 juillet 1839. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

4. *Journal* : 1^{er} mai 1836.

an plus tard, flatte aussi son amour-propre d'auteur. Au retour de Rome, Montalembert sollicite audience de la reine, « pour lui rendre compte de (sa) conversation avec le Pape sur le Roi ». Conquis par la simplicité et la bonté de Marie-Amélie, il traite « sans détour de tout ce qui (l') afflige dans la conduite du gouvernement... » Et Sa Majesté lui parle du mariage de son fils avec la princesse de Mecklembourg-Schwerin « dont la responsabilité retombe, dit-elle, sur les familles catholiques qui nous ont obstinément refusé une princesse... » ¹. La duchesse de Crillon présentant M^{me} de Montalembert à la Cour, le prince héritier félicite le pair de France de son discours de la veille ². L'orateur y répond « par des complimens sur sa déclaration de catholicisme faite à la même séance » ³. Le duc d'Orléans et le roi envoient de généreuses offrandes pour les œuvres catholiques des Montalembert — voire « le noviciat des Écoles chrétiennes » ⁴. Après des dîners chez le roi, le duc cause librement avec Montalembert de la Belgique, de l'armée, du clergé ⁵. Montalembert ne va pas chez le duc d'Orléans mais, prévenant, celui-ci lui adresse souvent la parole dans les couloirs de la Chambre :

surtout, dit Montalembert, depuis mon amendement sur les généraux, il a un peu peur de moi et croit que je peux être quelque chose, mais mon catholicisme le repousse comme tous les autres ⁶.

Louis-Philippe donne audience à Montalembert (le 26 décembre 1837) pour l'affaire de Dijon ⁷. Le roi lui « paraît disposé à merveille pour Rome et la religion en général », le traitant personnellement « avec beaucoup de confiance et

1. *Journal* : 5 mai 1837.

2. Il s'agit de la discussion de l'adresse : voir ci-dessous, pp. 325, 326.

3. *Journal* : 5 janvier 1838.

4. *Journal* : 15 mai 1838 et 7 avril 1840.

5. *Journal* : 24 mai 1839 et 10 février 1841.

6. Lettre inédite à Guerrier de Dumast : 26 septembre 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy. — Pour l'intervention de Montalembert en faveur des généraux voir ci-dessous, p. 330.

7. Déplacement de Mgr Rey, évêque impossible ; voir plus loin, pp. 421 sq.

d'affabilité » ¹. Au printemps suivant, en dépit de ceci, Montalembert apprend que Salvandy, le « ministre romantique » ², l'a proposé pour la croix d'honneur, au titre littéraire, mais que son nom fut biffé « sans doute de la main du Roi ». Vexé, Montalembert ajoute :

ce n'est pas surprenant après la froideur constante que S. M. m'a témoignée en toutes circonstances. Il (*sic*) sent bien que je suis trop catholique et trop indépendant en politique extérieure... ³.

L'irrégion du roi motive les plus sévères réflexions de Montalembert qui juge « odieux » le baptême protestant, consenti par Louis-Philippe, de son petit-fils Wurtemberg ⁴. Cependant, Cornudet ayant passé au château d'Eu huit jours avec le ministre dont il est chef de cabinet, assure Montalembert que le roi reçoit souvent des ecclésiastiques à sa table et, aux Tuileries, assiste tous les dimanches à la messe ⁵. Montalembert ne démord pas. Il mande à Guerrier de Dumast que s'il a eu à se louer du roi pour l'affaire de Dijon, depuis il l'a

toujours trouvé d'une froideur marquée ou plutôt de cette politesse affectée et fausse qui indique l'embarras et la répugnance. Je lui fais l'effet, ajoute Montalembert, d'un capucin avec lequel il rougirait d'être surpris. Si j'étais légitimiste il me ferait peut-être la cour et dans tous les cas, je ne l'embarrasserais pas. Mais un catholique ami de la révolution de Juillet et de la dignité du pays à l'extérieur et qui dit tout ce qui lui passe par la tête, quelquefois avec un peu de succès, il n'y comprend rien et me donne à tous les diables ⁶.

Cette opinion n'empêche pas Montalembert de présenter ses devoirs au roi le soir du 15 mai 1839,

1. *Journal* : 26 décembre 1837.

2. « Il est tout naturel qu'un ministre romantique décore ses amis », écrivait amèrement un ennemi de Victor Hugo quand celui-ci fut nommé officier de la Légion d'Honneur, le 4 juillet 1837. Cité par Biré : *Victor Hugo après 1830*, t. I, p. 212.

3. *Journal* : 17 mai 1838.

4. *Chronique catholique* : 14 octobre 1838, *infra* p. 547.

5. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 214. Lettre de Cornudet, 13 octobre 1838.

6. Même lettre inédite à Guerrier de Dumast : 26 septembre 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

à l'occasion de l'émeute ¹. Il me reçoit plus gracieusement qu'il ne l'a jamais fait, paraît d'abord surpris de ma présence, me dit « Je vous remercie d'être venu », puis se tournant vers mon voisin le duc de Montmorency, il dit : « Quant au duc, cela ne m'étonne pas, etc. », ce qui me paraît un assez triste compliment pour le premier baron chrétien. S. M. me parle assez longuement des moyens de répression contre l'émeute, paraît désapprouver l'état de siège et les conseils de guerre, se moque agréablement de Thiers qui, selon elle, les demandait à outrance en 1832. J'ai lieu d'être assez content de ma visite ².

Montalembert décrit sans tendresse — sous l'empire peut-être de tristesses diverses — le jeu du roi, en février 1841, au sujet des fortifications de Paris :

Il m'entreprend à son tour et me débite son sermon, déjà connu et répété par tout le monde, en y ajoutant quelques particularités assez curieuses telles que celles-ci : « l'enceinte continue vous effraie ; soyez tranquille, je suis là : elle ne s'achèvera pas. Vous croyez que cette loi est l'œuvre de M. Thiers, qu'elle grandira sa position.... au contraire c'est en la rejetant que la Chambre des Pairs lui ferait une grande position, et grouperait autour de lui la majorité de la Chambre des Députés » : puis mettant des larmes dans sa grosse voix de Charlatan : « j'ai toujours désiré cette fortification par-dessus toutes choses : et j'ai pensé dès 1833 que si Dieu m'appelait à lui je mourrais avec le regret et le remords de n'avoir pas donné cette sécurité à ma capitale ». Ce pauvre homme s'en va débitant à chacun sa harangue banale..... Il faut avouer que la conscience qui m'a rallié à la royauté nécessaire de Louis-Philippe et à la politique extérieure de Thiers, me coûte de rudes sacrifices... il est difficile de rien concevoir pour moi de moins agréable et de plus stérile ³.



Le monde diplomatique attire Montalembert, on le sait. Léopold I^{er} reçoit, pour l'affaire des vingt-quatre articles, son jeune avocat auprès du parlement français. A la même

1. Le 12 mai 1839 pour la première fois depuis cinq ans la fusillade éclata dans Paris à la surprise générale du public (et de la police) pourtant lassé d'une interminable crise ministérielle. L'émeute, œuvre de Blanqui et Barbès, avorta et le roi en profita pour constituer un cabinet dirigé par le maréchal Soult.

2. *Journal* : 15 mai 1839.

3. *Journal* : 10 février 1841.

occasion Montalembert prend avis de ministres belges, Nothomb en particulier.

Belge par les Mérode, Montalembert est anglais par les Forbes. Il est reçu à l'ambassade d'Angleterre ¹. A Londres il se lie avec Gladstone ² grâce à Rio, qui donne à son ami des nouvelles des salons politiques de Londres. Car Rio fréquente chez lady Blessington, où l'on rencontre lord Durham, Disraeli, Vigny, et chez lady Holland, salon whig, dont Palmerston, Macaulay, sont les habitués. Montalembert voit à Paris Reeve, rédacteur au *Times*, fort répandu dans les milieux français ³ ; il correspond avec les Malcolm, et bien d'autres. L'Angleterre exerce même trop d'empire sur Montalembert pour qu'on ne le lui impute pas à tort. Certain chanoine lui écrira tout net : « vos prédilections britanniques n'ont rien qui étonnent parce que vous visez à l'ambassade d'Angleterre, que vous n'êtes pas de pur sang français et que vous avez toujours été plus ou moins sous l'influence anglaise » ⁴.

Montalembert n'ignore pas l'Italie qu'il a longuement visitée. Il est reçu à l'ambassade de Sardaigne ⁵, et, en 1835, a fait chez sa tante la duchesse de Clermont-Tonnerre la connaissance de Cavour ⁶.

L'Allemagne, qu'il aime fort, l'Autriche, autant de terrains où son action éventuelle sera éclairée. Il parle couramment l'allemand, comme l'anglais. Un jour il note : « visite de Hubner attaché à l'ambassade d'Autriche, amusant et utile » ⁷. Le lendemain, il dîne chez le ministre de Bavière ⁸. Son beau-frère Werner de Mérode est attaché à l'ambassade de Vienne, et Montalembert s'est employé à la nomination ⁹. Cependant

¹ 1. *Journal* : 28 mai 1836.

² 2. Lecanuët, t. II, pp. 84-88.

³ 3. Sr. C. Bowe : *F. Rio*, pp. 140, 148, 150 ; cf. *Œuvres et correspondance inédites de Tocqueville*, t. I, p. 104.

⁴ 4. Chanoine Barthélemy à Montalembert : 4 janvier 1841 ; A. L. R. Dossier 574.

⁵ 5. *Journal* : 29 mars 1840.

⁶ 6. A. L. R. — Dossier 239 : Cavour.

⁷ 7. *Journal* : 14 janvier 1838.

⁸ 8. *Journal* : 20 janvier 1838.

⁹ 9. *Journal* : 2 août 1839.

que le comte Appony, ambassadeur d'Autriche à Paris se montre poli et hostile à son endroit, Montalembert apprend par M. de Sainte-Aulaire

que le Prince de Metternich a accédé avec beaucoup d'empressement et de coquetterie à la demande que j'ai faite de pouvoir pénétrer en Autriche ¹.



Chez les ministres en exercice, président du Conseil, garde des sceaux, ministre des Cultes, etc... Montalembert entre de plain-pied, et aussi chez les *leaders* politiques. Ce n'est point là éclectisme politique, quant aux théories du moins, car les partis dynastiques ne sont pas colorés très distinctement ; aucun principe ne sépare les différents chefs qui, sans doctrine, tous décidés à conserver le pouvoir à la bourgeoisie, rivalisent par convoitise de la première place. Le 7 février 1836, Montalembert est chez Guizot « qui l'enchanté et l'étonne par sa sollicitude pour Solesme », en attribuant à ce monastère, par un arrêté, une allocation annuelle de quatre mille francs. Montalembert déplore son départ du ministère. Le lendemain il va chez le duc de Broglie, premier ministre démissionnaire, et s'avoue devenu « tout à fait ministériel » à mesure que ce dernier s'éloigne du pouvoir ². Aristocrate désintéressé, libéral anglophile, le duc ne plaisait cependant pas à Montalembert qui le trouvait sans doute trop doctrinaire et froid, trop modéré.

Thiers, au contraire, d'origine modeste et de fréquentations discutées, dont la vie privée, mariage compris, ne rehaussait pas la réputation et dont la vie publique semblait souvent dirigée par l'ambition, Thiers, le plébéen arriviste, séduit le pair de France. Thiers, l'auteur des lois de septembre que Montalembert a combattues, Thiers qui se rapprochera en cette année 1836 de l'Autriche et ne protestera pas contre le sort de Cracovie, Thiers qui compromettra « l'entente cordiale », conquiert Montalembert, usant évidemment pour cela de cet esprit lucide et brillant, de cette conviction persuasive, de

1. *Journal* : 21-27 août 1839.

2. *Journal* : 7, 8 février 1836.

cette décision dans l'action, de ce charme enfin que chacun lui reconnaît ¹. Montalembert est donc reçu par Thiers, le jeune successeur des doctrinaires au gouvernement ; par Thiers et par son garde des sceaux, Sauzet ², l'un et l'autre « très bien pour moi », confie Montalembert à son *Journal*, retour de Neuilly où il a dîné avec eux. Thiers tombé, Montalembert ne l'estime pas moins. Le 24 janvier 1838, il note

Dîner chez Thiers avec Carné. Conversation de deux heures avec lui, très intéressante, sur l'intervention Espagnole³ à laquelle il me rallie complètement, sur l'attitude politique qu'il y rattache, sur ses relations avec le Roi : quoique bavard, léger et inconséquent, c'est encore le seul homme gouvernemental qui ait un peu le sentiment national au dehors. Il me dit de fort belles et bonnes choses sur la papauté et sur le respectueux intérêt avec lequel il a vu le Pape actuel : *il n'y a que Napoléon*, dit-il, *qui eût fait plus d'impression sur lui !* Quel chemin nous faisons ⁴.

Le nouveau président du Conseil, Molé, — qui a succédé à lui-même en avril 1837 ⁵ — accueille à sa table Montalembert : M^{me} de Montalembert s'y trouve voisine de M. de Sainte-Aulaire. Hier, Montalembert dîne chez Martin du Nord, aujourd'hui il défend chez Guizot la cause de M. de Mérode qu'il introduit le lendemain chez le garde des sceaux : on y traite de l'*Univers*. Montalembert sollicite le ministre des Finances pour un ami. Cependant il ne néglige ni Dupin ni le duc de Broglie ⁶. Il ne s'entend point, par contre, avec M. de Montalivet, ministre de l'Intérieur avec qui il a « une prise d'une

1. Cf. Mémoires du duc A. de Broglie, pp. 48, 84, 85 ; *Souvenirs de Sainte-Aulaire*, p. 295 ; Flottes : *La pensée politique et sociale d'A. de Vigny*, p. 245 ; etc....

2. *Journal*, 28 et 31 mai, 6 et 26 juin 1836.

3. Carlistes et « Christinos » étaient aux prises et la reine même était prisonnière des éléments révolutionnaires. Thiers avait quitté le pouvoir en septembre 1836 parce que Louis-Philippe s'opposait à une intervention militaire française contre Don Carlos.

4. *Journal* : 24 janvier 1838.

5. Dans le premier ministère Molé, successeur de Thiers, Guizot avait eu le portefeuille de l'Instruction publique, Martin celui du Commerce, Persil celui de la Justice et Duchâtel celui des Finances. Dans le deuxième ministère Molé, de Salvandy succédait à Guizot, Barthe à Persil, Lacave-Laplagne à Duchâtel. Martin restait au Commerce.

6. *Journal* : fin janvier 1838 et début février : *passim*.

demi-heure » dans les couloirs de la Chambre au sujet de la Société *Foi et Lumière*. Pour en obliger le fondateur, son ami Guerrier de Dumast qui compte sur lui, Montalembert se rend à plusieurs reprises au ministère auprès d'un haut fonctionnaire, « plus traitable » ¹.

Pendant cette période Montalembert agit activement pour la reprise de l'*Univers*, et en faveur des Belges. Le 7 juillet, le garde des sceaux (Barthe) le « reçoit fort bien, lui fait de grands compliments » et Molé « le traite avec une grande considération ». Il lui raconte en détail

toute la négociation récente relative aux vingt-quatre articles, les tergiversations de Lord Palmerston... Je le prêche sur son manque de dignité à l'étranger : il avoue que *ce n'est pas le goût du Roi* : il dit que le Duc d'Orléans sera *plus raide*. Dieu le veuille ².

Du 11 au 23 décembre il court encore de Molé à Thiers, en passant par Barthe, plaider pour les Belges. Il mande à M. de Mérode les nouvelles qu'on lira plus loin avec l'ensemble de la question belge.

Cependant que, Molé vaincu en mars 1839 par la coalition Thiers-Guizot-Barrot, le Maréchal Soult essaye en vain de constituer un gouvernement, Montalembert revient d'Angleterre. Le 21 avril il est chez Thiers « toujours animé et insolent pour le roi », et encore le 15 mai après l'émeute qui termina la crise. Ce jour-là Thiers étonne et enchante Montalembert par ses « franches déclarations en faveur du christianisme ». En coquetterie avec le jeune ministre, Montalembert lui recommande une gravure reproduisant la *Dispute du Saint-Sacrement*, ce dont Thiers le remercie aimablement ³.

A Villemain est attribué le ministère de l'Instruction publique dans le cabinet Soult. Montalembert qui ne cache point à son ancien ami la violence de son mécontentement des

1. Lettres inédites à Guerrier de Dumast : 14 avril 1838, etc.... Archives de la famille de Dumast, à Nancy. — Il s'agissait d'autoriser cette société lorraine, suspecte au pouvoir central en partie pour cause de régionalisme.

2. *Journal*, 7 juillet 1838.

3. A. L. R. — Dossier 483.

textes qu'il promulgue, le pense fâché de cette franchise. Nullement. Le 18 février 1840 Montalembert visite le garde des sceaux (Teste) puis le maréchal Soult. Chez celui-ci, écrit-il, « je trouve Villemain, qui me désarme par son affectueux empressement et veut absolument me ramener chez moi... »¹.

Deux jours plus tard, Soult succombait dans la confusion, et Thiers, derechef, était appelé au pouvoir. Peu après il offrait une ambassade à Montalembert. Celui-ci laisse tomber la proposition, nullement par méfiance de Thiers dont le duc de Broglie lui vante les mérites². Sympathique au président du Conseil, chef du centre gauche, Montalembert applaudit Berryer qui évoque devant la Chambre les destinées maritimes de la France³. Il est invité chez Pelet de la Lozère, ministre des Finances, « nul »⁴, note-t-il ; chez Vivien, garde des sceaux, Guin, ministre du Commerce, Jaubert, ministre des Travaux publics, occasion pour Montalembert d'une nouvelle « pique » avec « l'insolent comte Appony ambassadeur d'Autriche »⁵. Il accompagne Cousin, ministre de l'Instruction publique, chez Mgr Affre, Cousin qui a précédemment promis à son jeune collègue la liberté d'enseignement⁶. Chargé par Thiers d'une mission en Orient, Montalembert prend contact avec l'amiral Roussin⁷, ministre de la Marine, fraîchement débarqué de Constantinople.

Montalembert parcourt le Proche-Orient, point névralgique à cette heure où Thiers songe à la guerre, où Beyrouth est sous le feu de l'escadre anglaise. L'aventure coûte à Thiers la présidence.

A son retour, Montalembert trouve Soult-Guizot au gouvernement. Il conduit chez le garde des sceaux, Martin du Nord, Lacordaire en grand costume de dominicain et le pré-

1. *Journal* : 18 février 1840.

2. *Journal* : 24 mars 1840.

3. *Journal* : 25 mars 1840.

4. *Journal* : 21 avril 1840.

5. *Journal* : 18 juin 1840.

6. *Journal* : 28 avril et 12 juin 1840.

7. *Journal* : 23 juin 1840. — Sur cette mission d'Orient, voir ci-dessous ch. VIII, § II.

sente à Bugeaud ¹ qui lui « plaît toujours beaucoup par sa franchise et son énergie » ².

Entre un moine et un soldat, Montalembert figure plus à sa place que parmi les politiciens. L'énumération de ses relations politiques prouve qu'il avait ses entrées chez les ministres, non point qu'il s'y trouvait à l'aise, ni qu'il obtenait d'eux mille faveurs et adoptait leurs mœurs. Une critique de Rio, deux lettres assez fières et amères en témoignent. La première est formulée par Rio après l'entrevue qu'il avait ménagée entre Montalembert et Gladstone. Rio a été choqué de la fougue avec laquelle le Français menait la discussion, de l'accent de triomphe que prenait son ton quand il embarrassait son interlocuteur. Montalembert épargnait trop peu l'amour-propre de ses adversaires, et le sien était trop vulnérable.

On le devine dans une réponse adressée à Falloux le 6 décembre 1838 :

Mon cher vicomte..... D'abord je n'ai connaissance d'aucune espèce de fonds ministériel consacré à des secours pour les Églises étrangères : ensuite, y en eût-il, ce n'est pas moi qui aurais le plus de chances d'y puiser. Il y a trois mois que je sollicite une place d'aspirant au surnumérariat dans un ministère pour un jeune homme à qui j'avais des obligations et elle vient de m'être refusée. Il y en a neuf que j'attends une place de balayeur au château de Versailles, et elle ne vient pas. Ceci vous donnera la mesure de mon crédit auprès du gouvernement dont je suis le champion et qui, selon quelques-uns, me destine l'ambassade de Bruxelles... ³.

La plainte est excessive, car plusieurs interventions de Montalembert, notamment en faveur de la naturalisation française de son beau-frère Werner de Mérode ⁴, et de cer-

1. Bugeaud, impopulaire à Paris pour y avoir réprimé l'émeute et avoir accepté d'être geôlier de la duchesse de Berry, venait d'être nommé gouverneur de l'Algérie et en trois ans allait gagner la guerre contre Abd-el-Kader.

2. *Journal* : 5 janvier 1841.

3. Lettre inédite au comte de Falloux : 6 février 1838. — A. L. R. Dossier 446.

4. En vertu de l'article 9 du code civil, Werner de Mérode pouvait acquérir la qualité de Français comme né en France et ayant opté à l'âge fixé. Montalembert rappelle ces considérants dans une lettre

taines candidatures épiscopales, furent couronnées de succès. Mais Montalembert n'obtenait certes pas tout ce qu'il désirait, et Lacordaire lui demanda un jour si ses recommandations n'étaient pas plus nuisibles qu'utiles.

Tel est le revers de l'indépendance ! Celle-ci, Montalembert la sauvegarde farouchement, on en jugera par ce deuxième document, hautain refus de la croix d'honneur proposée, puis imposée, par Thiers ¹. Il fut adressé le 1^{er} mai 1840 au maréchal Gérard (par erreur, au lieu de l'avoir été au maréchal Oudinot) en ces termes :

... le président du Conseil... après avoir écouté les motifs de mon refus m'a promis de déchirer l'ordonnance déjà dressée... Vous prendrez les mesures nécessaires pour m'éviter la désagréable nécessité de protester publiquement contre une distinction que divers motifs impérieux m'interdisent d'accepter ².

Motifs impérieux ? Le principal est cette indépendance qu'il préfère à tout. La dévaluation de l'honneur attribué au ruban rouge en constitue un autre. *Plus d'honneur que d'honneurs* sera la devise peinte cinquante fois sur les solives de la salle des gardes à la Roche-en-Brenil.

§ II. PREMIÈRES INTERVENTIONS POLITIQUES (1835-1838).

I.

L'assiduité ne caractérisera pas le jeune pair de France. Tout à son bonheur conjugal il flânera en Italie (1837), tandis que les Chambres discuteront des lois d'enseignement, et il en concevra quelque remords ³. La naissance de sa troisième fille le retiendra à Villersexel, à l'orée de 1840 ; il regrettera de ne pas participer au débat sur l'adresse, il

inédite au garde des sceaux, datée du 22 novembre 1837 et conservée aux Archives Nationales BB 17^A 101. Mérode (Charles-Werner-Marie-Ghislain, comte de) fut député du Doubs en 1846-1848, représentant du Nord en 1849, député du Nord en 1852, représentant du Nord en 1871, sénateur du Doubs de 1876 à 1885. Né en 1816, mort en 1905.

1. *Journal* : 28 avril et 1^{er} mai 1840.

2. A. L. R. — Dossier 521, copie de cette lettre.

3. *Journal* : 28 mars 1837.

s'agitera, inquiet des embarras et des maladresses de l'*Univers*, mais il ne bougera pas... Il déplorera le temps perdu, à Paris, en

innombrables et interminables sollicitations, la plupart ecclésiastiques, chez les divers ministres : c'est, dit-il, la partie la plus exténuante et la plus ennuyeuse de mon existence. Du reste pas un instant pour l'étude tranquille et suivie ; mon pauvre *Saint-Bernard* est tout à fait *stick-still*. Je ne sais pas si en conscience il me sera permis de mener une vie semblable l'hyver prochain. Il me faudra absolument retrancher quelque chose : mais quoi ? voilà l'embarras.

En attendant je prends une part de plus en plus active aux Discussions de la Chambre : il me semble que j'acquiers plus d'aisance pour l'improvisation et j'espère que je ne suis pas plus mal vu par la Chambre. Dieu veuille que la position que j'aspire à occuper soit utile à son Église et au pays ¹.

Malgré ses multiples absences, Montalembert, dont l'activité est très féconde, jouera de fait un rôle honorable à la Chambre des pairs où sa réputation d'orateur éclate comme un bourgeon. Nisard, qui ne fut pas de ses partisans, racontait à Ollé-Laprune avoir entendu Montalembert la première fois qu'il prit la parole devant les pairs. « Il lisait ce jour-là, mais quel orateur déjà ! Thiers, Guizot sont éloquents, mais combien plus Montalembert ! Thiers est toujours un peu journaliste, Guizot toujours un peu professeur, Montalembert, mon cher enfant..... » ².

Montalembert avait pris séance au mois de mai 1835. Il avait trop perdu contact antérieurement avec la politique française. Il s'était jugé « compromis aux yeux de tous les partis existants », et, pour avoir « goûté d'une nourriture plus enivrante » que tous les ragoûts de leur cuisine, il s'en était détourné ³. Volontairement il était resté longtemps hors de France, il s'était évadé autant que possible du présent, réfu-

1. *Journal* : quatrième page de mars 1838.

2. Ollé-Laprune : *La vie intellectuelle du catholicisme en France*. (Chapitre de *La France chrétienne dans l'Histoire* du P. Baudrillart, p. 523).

3. Lettre de Montalembert : 15 février 1834. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 122.

gié dans la solitude, plongé dans l'étude attrayante du passé ¹ ! Il avait appris en Allemagne les émeutes d'avril 1834 que Cornudet lui commentait ainsi : « indignes assassinats d'un côté, horribles représailles de l'autre », tout en ajoutant que le *National* avait exagéré en décrivant le massacre de la rue Transnonain. Montalembert, par une erreur d'optique due à son éloignement et à l'esprit de l'*Avenir*, n'avait pas été bien inquiété par ces insurrections et Cornudet, magistrat, avait combattu cette impression en indiquant à son ami toutes les pièces significatives qu'il avait vues dans les dossiers ².

L'année suivante, une allusion dans une lettre du 8 mars 1835 à Lamennais prouve que Montalembert, de retour à Paris, ne boudait plus la politique. « Impossibilité d'accoucher d'un ministère. Je vois souvent Lamartine, Janvier, Pagès, etc..., tous ne sachant que faire et que devenir. Vos amis les républicains font plus de sottises que jamais ³ ». La crise une fois dénouée, par la constitution du cabinet du 12 mars avec de Broglie, Guizot, Thiers à l'Intérieur, eut lieu le procès des insurgés d'avril, devant les pairs. La première partie de celui-ci ayant duré du 5 mai au 13 août, Montalembert passa juin-juillet en Belgique et en Angleterre. Il était revenu juste pour l'attentat Fieschi. Il l'avait déploré « ... surtout par ses conséquences » ! et avait qualifié de « criminelles folies » les mesures prises par le gouvernement pour juguler les révolutionnaires ⁴.

Aussi quand il avait pris la parole pour la première fois, le 8 septembre 1835, avait-il combattu les « lois de septembre » ⁵. Il avait posé en postulat que la liberté, par-dessus tout chère aux Français, était le fondement de la Monarchie de Juillet. La France n'admettra jamais, disait-il, « la confiscation de la pensée au profit d'un parti ou d'une opinion exclusive ». D'où l'inopportunité des mesures répressives, provocation à l'opinion. Elles contredisent de plus le principe de la liberté de

1. Lettre inédite à Guerrier de Dumast : Munich, 18 mars 1834. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

2. Lettres de Cornudet : 16 avril et 18 juin 1834. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, pp. 141, 142, 154.

3. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 278.

4. *Ibidem*, pp. 281, 282.

5. O. C., t. I, p. 30.

conscience dont on doit accepter loyalement, logiquement, les conséquences, loin de transformer « les ressentiments d'un moment en lois ineffaçables ». Montalembert avait ajouté d'ailleurs : « ce principe n'est pas le mien... j'en professe de plus anciens, de plus élevés, de plus saints ». Il avait ensuite souligné l'absurdité d'une loi en vertu de laquelle s' « il est permis de nier Dieu, il est défendu de nier le Roi ». Il avait prédit la destruction d'un pouvoir qui, tel la République, l'Empire, la Restauration, soulèverait l'opinion, et opposé à cette destinée « le progrès vers des idées plus pures et plus sages » qui, selon la commission, caractérise actuellement les esprits indépendants : « Quelle belle mission de préparer les voies à cette ère nouvelle, à cette paisible et bienfaisante réaction vers la vérité, au lieu de la troubler et de l'arrêter par d'inopportunes violences » ! La conciliation, la générosité, « la charité politique », sont seules fécondes. Montalembert n'avait pas manqué d'évoquer l'Angleterre, « l'alliance des cœurs et des volontés de deux peuples entiers, les plus puissants et les plus illustres de l'univers, oubliant au sein d'une auguste amitié dix siècles de guerre et trouvant dans la liberté une immortelle médiatrice ».

Les pairs n'adoptèrent pas les conclusions de leur très jeune collègue, mais lui témoignèrent une indulgence sympathique, très supérieure à celle qu'il attendait. Hors de la Chambre, son discours ne fut pas moins bien accueilli ¹.

Vers le même temps, Montalembert rencontre Guizot qui lui parle de son projet de loi sur l'instruction secondaire. Le ministre présentera le texte à la prochaine session, mais prévoit que les députés le rejeteront. Montalembert, à toutes fins utiles, avertit le frère de Lamennais des conditions requises des établissements libres par le projet Guizot ².

Montalembert mûrit dans cette serre parlementaire. Une distinction très politique oriente son discours du 9 janvier 1836 en faveur de la Pologne, quoique l'expression en soit un peu naïve.

1. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, pp. 285, 286 ; Montalembert à Lamennais : 25 septembre 1835.

2. *Ibidem*.

Loin de moi la pensée d'apporter le moindre embarras au gouvernement du Roi, ou de faire intervenir une violence irréfléchie dans la direction de sa politique ! Mais à chacun son rôle. A la puissance exécutive la prudence et la réserve diplomatique, si elle veut : mais à la législature le franc et sincère aveu des émotions nationales, l'expression ferme et décidée de l'opinion publique ¹.

Et de rappeler l'exemple du Parlement britannique (encore !). Ces précautions prises, Montalembert plaide pour l'introduction dans l'adresse d'une motion, exprimant le vœu que la Russie respecte les clauses polonaises des traités de Vienne. Habilement il rappelle que la défense des opprimés est souvent le fait d'une politique avisée : il cite Navarin. Il rend hommage à la clairvoyance de Napoléon se dirigeant contre la Russie, si menaçante du Sund aux Dardanelles. Il suggère que l'alliance anglaise, aujourd'hui acquise, a seule manqué à « l'impérial génie » pour vaincre le Moscovite ².

Second discours, second échec, prévu. Montalembert ne taira jamais son opinion. Témérité ? Non, générosité juvénile. Maladresse ? Oui, selon les myopes ; non, si, voyant loin, Montalembert sauve les principes de la prescription et captive l'estime des pairs.

Le ministère étant tombé sur la question de la conversion des rentes, Thiers prit le pouvoir le 22 février. Montalembert dédaigne autant le nouveau cabinet que les doctrinaires « qui enragent de s'être laissés si bêtement supplanter » ³. Pendant l'inter règne ministériel, Fieschi était passé en Haute Cour. Montalembert avait suivi les débats et encore entraîné sur la pente de l'*Avenir*, admiré « la résignation, la piété » de l'assassin. N'ayant pas trente ans Montalembert avait été exclu de la délibération secrète des pairs et en avait été très mortifié ⁴.

Ses insuccès ne sont sans doute pas étrangers au découragement qu'exprime alors Montalembert au baron d'Anckarsvård. Il trouve lamentable la conduite des affaires extérieures

1. Même note deux ans plus tard à l'occasion encore de l'adresse.

2. O. C., t. I, p. 63.

3. *Lettres... à La Mennais*, édition Goyau et P. de Lallemand, p. 298 ; Montalembert à Lamennais : 10 avril 1836.

4. *Journal* : 10-15 février 1836.

de la France. La politique intérieure, écrit-il, manquait déjà de toute intelligence et générosité, les doctrinaires eux-mêmes reniant leurs principes libéraux ; vis-à-vis de l'étranger, c'est bien pis. Thiers n'édifie aucun système européen, il suit l'impulsion, l'intérêt du moment, et s'allierait aussi bien avec la Russie. Les républicains et les légitimistes poussent à l'alliance russe. Certains doctrinaires hésitent. Montalembert, lui, prône toujours l'alliance anglaise « bannière de sa politique » ¹.

Plus heureux le 7 mai 1836 que lors des débats précédents, Montalembert soutient les conclusions de la commission en faveur de l'émancipation des esclaves dans les colonies françaises². L'exemple anglais appuie une fois de plus l'argumentation. Nous insistons à dessein sur ce *leit motiv*. D'autres raisons solides, sages, étayaient l'intervention : pas de sentimentalisme facile.

Au mois de juin 1836, nouvel attentat contre Louis-Philippe. Montalembert apprécie cette fois le courage du roi et les paroles chrétiennes de la reine. Malgré ses fiançailles, il suit, avec curiosité, le procès d'Alibaud le régicide. Voici pour l'éclairer sur les menées révolutionnaires.



2.

L'année suivante, Montalembert, revenant d'Italie après son mariage, rentre dans l'arène politique. Une riposte légitimiste l'y accueille. La *Presse* du 12 avril 1837 avait publié une lettre, datée de Gênes, adressée au journal par « une jeune et haute illustration politique et littéraire » qu'on regrettait de ne pouvoir nommer... Montalembert s'y montrait en coquetterie avec l'organe moderne et mercantile de Girardin, le félicitait d'un article sur les conférences de Notre-Dame³, et attaquait en ces termes :

... quels services vous pouvez rendre au pays et à la vraie

1. Montalembert à Anckarsvärd : 5 mai 1836 ; revue citée, p. 63.

2. O. C., t. I, p. 65.

3. Dans la *Presse* du 19 mars 1836.

liberté, en employant quelquefois vos colonnes à apprécier et à défendre les intérêts de la religion, et à empêcher qu'ils ne soient exclusivement exploités par la *Gazette de France* et par la *Quotidienne*, au profit des rancunes et des préjugés du légitimisme.

Cette alliance du catholicisme avec les doctrines du parti de l'ancienne dynastie est un des grands maux de notre époque ; mais il faut avouer qu'il y a beaucoup de la faute des amis de la liberté, qui ont fait trop longtemps tout ce qu'il fallait pour éloigner les personnes qui tiennent avant tout à la religion. Si des journaux sincèrement et sagement libéraux comme le vôtre, voulaient s'occuper un peu de dégager la cause nationale du voltairianisme et les intérêts religieux du vieux royalisme, ils ne tarderaient pas à rallier beaucoup de bons catholiques au trône de Juillet, ce qui le consoliderait certes plus que le nouveau royalisme du *Journal de Paris* et de la *Paix*.

Je reviens en ce moment de Rome, où j'ai trouvé le pape dans les meilleures dispositions possibles pour la dynastie et la France de 1830..... Les sages et bonnes dispositions du chef de l'Église ne manqueront pas de se faire jour peu à peu dans notre clergé ; mais elles ont besoin d'être secondées par les organes de l'opinion vraiment libérale.

Les légitimistes catholiques blessés au vif de ce coup porté indirectement, par un autre catholique, dans un journal non catholique, répliquèrent vertement. La *Quotidienne*¹ s'associe ironiquement aux regrets de la *Presse* touchant l'anonymat de la lettre et qualifie son auteur de naïf inexpérimenté, d'« émigré du libéralisme qui depuis longtemps ne sait plus où en sont les partis en France ». Elle lui interdit de mêler le Pape à ses jugements légers et conclut par cette pointe cruelle : « le correspondant pourrait savoir que l'erreur des opinions politiques se détermine surtout par leur opposition au christianisme. C'est à ce signe seul que nous espérons toujours marquer la différence de nos idées avec celles des révolutionnaires, quels qu'ils soient ».

Montalembert ne ménage en aucune rencontre les légitimistes, ces benêts « qui ne peuvent encore se résigner à croire à la grossesse de Notre-Dame de Blaye »². Mais, cette fois, il enregistre ce duel avec amertume. Il maudit l'initiative de la

1. *La Quotidienne* : 13 avril 1837, p. 1, colonnes 2 et 3.

2. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 23 mai 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

Presse qui a publié sa lettre. Il souffre qu'on raille à ses dépens et semble surpris qu'un adversaire malmené réagisse durement. L'indifférence lui pèserait bien plus d'ailleurs et, plein d'entrain, il s'intéresse de nouveau aux vicissitudes ministérielles.

Thiers, tombé en septembre 1836, avait été remplacé par Molé-Guizot, puis celui-ci était parti et, le 15 avril 1837, Molé présentait un second ministère. Montalembert l'approuve d'avoir, à l'occasion du mariage du duc d'Orléans, suggéré au roi une amnistie des condamnés politiques. Cette « grande et glorieuse mesure » déplaît à nombre de pairs ¹. L'avenir prouvera que les bénéficiaires de la loi y verront un signe de faiblesse. Montalembert, quant à lui, la juge, avec le gouvernement, opportune pour apaiser.

Il s'apprête cependant à attaquer Molé sur la « confiscation » de l'archevêché. Duchâtel, le ministre des Finances, présentait en effet un projet de loi l'autorisant à céder, au nom de l'État, à la ville de Paris les terrains occupés autrefois par l'ancien palais archiépiscopal ; il avait été détruit lors de l'émeute de février 1831 née, on s'en souvient, à l'occasion d'un service pour le duc de Berry en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois. Montalembert s'oblige « à une étude très ardue des textes de lois, décrets, etc... relatifs à la matière » ². Coup de foudre le 13 mai : « Réouverture de Saint-Germain-l'Auxerrois, fait immense pour la religion et le pays... » Cet acte réparateur enlève habilement tout à propos à l'assaut prévu au sujet de l'archevêché et Montalembert ne cache pas son désappointement. Tascher et lui envisagent d'abandonner le combat, puis se ravisent et décident de « résister coûte que coûte » à l'abus ³. Le 16 il félicite Molé et Barthe de l'ouverture de Saint-Germain, mais le 19 il monte à la tribune pour les combattre.

Cette intervention marque dans la carrière politique de Montalembert. Il se montre magnifiquement lui-même en professant son amitié pour le gouvernement, son respect

1. *Journal* : 9 mai 1837.

2. *Journal* : 21 avril 1837.

3. *Journal* : 15 mai 1837.

filial pour le Saint-Père, sa résolution de défendre une cause juste avec la compétence d'un avocat, la conscience d'un législateur, l'émotion d'un homme d'honneur et d'un orateur romantique :

J'ai assez montré ce me semble qu'il n'y avait pas dans cette enceinte un partisan plus sincère de notre révolution de Juillet, un ami plus loyal de la dynastie qui représente cette révolution et dont l'auguste chef a montré au monde plus qu'aucun roi de nos jours, l'union vraiment royale du courage et de la clémence ¹.

Ceci dit pour apaiser toute défiance, et après avoir confessé loyalement que le cas particulier de l'archevêché est douteux, Montalembert atteint directement le fond du débat : la propriété ecclésiastique. Il réfute d'abord l'« étonnante inexactitude » de la commission chargée d'examiner le projet de loi. Le rapporteur, baron Fréteau de Pény, niant que la loi du 2 novembre 1789 (en vertu de laquelle l'Église ne peut plus être propriétaire) soit abrogée par le Concordat, traité conclu avec un *souverain étranger*, Montalembert relève le propos : « qu'on le sache... une fois pour toutes, le pape n'est pas, dans la question dont il s'agit, un souverain étranger mais un souverain spirituel ; et à ce titre, il n'est étranger nulle part où il y a des catholiques » ². Montalembert ne se dérobe nullement à la discussion juridique. Tombant d'accord sur ce principe qu'une loi ne saurait être abrogée par un traité, il montre par quels textes les lois révolutionnaires l'ont été, quels titres nouveaux de propriété possèdent l'Église et les fabriques. Il énumère huit lois ou décrets dont il cite différents articles, oppose un récent arrêt de la Cour de cassation à un arrêt antérieur du Conseil d'État, et l'on pourrait croire qu'il lit une consultation de quelque juriste si l'on ne savait avec quel acharnement laborieux Montalembert approfondit lui-même une question. Il mesure l'argumentation à la qualité de ses adversaires, le comte Portalis, premier président à la Cour de cassation, Barthe et autres. En conclusion, Montalembert entraîne les pairs sur un plan supérieur, celui de la politique générale, des rapports de la religion et de la société

1. O. C., t. I, pp. 70 et 71. Cité *supra* p. 238.

2. *Ibidem*, p. 73.

humaine. Il dénonce cet équilibre maintenu par le gouvernement qui ne donne pas satisfaction aux catholiques, en rouvrant Saint-Germain-l'Auxerrois, sans accorder à leurs adversaires la confiscation de l'archevêché. Il réclame pour l'Église, dont « assurément... (l') influence n'est pas encore excessive »¹, qu'on reconnaisse, non par « des actes isolés » mais par « un système courageux et sérieux », sa valeur et son indépendance essentielles. Cela est nécessaire pour sauver la société dont l'« impuissance » au jour de l'émeute le révoltait, la société que menacent ces anarchiques « échappés des galères qui, en février 1831, ont outragé les lois et souillé la capitale », ou ces criminels hier encore jugés par la Haute assemblée. Entre eux et les catholiques on ne saurait tenir la balance égale. Et Montalembert de terminer par une antithèse bien romantique : « vous avez à choisir entre l'Église et le bagne ». Il s'excuse d'ailleurs, — sans les regretter ! — de son langage, voire de son intervention, en ces termes nobles par lesquels il s'exprime tout entier :

J'aime mille fois mieux qu'il me faille vous demander pardon ici publiquement de vous avoir fatigués ou blessés par mes paroles, que demander pardon dans le secret de ma conscience à la vérité et à la justice de les avoir trahies par mon silence².

Ce quatrième discours est un troisième échec au scrutin (soixante-treize voix contre vingt-huit). Succès personnel par contre : Pasquier, les maréchaux Soult, Maison, les ducs de Bassano et de Brissac complimentent l'orateur à l'envi³.

A la fin de l'année, Montalembert, nommé secrétaire de son bureau, se débat tant qu'il peut « pour la nomination des commissaires de l'adresse sur la question d'Afrique et d'Espagne », avec l'appui de Cousin⁴. Au cours des débats consécutifs, il improvise trois répliques brillantes, après avoir puisé aux pieds de la Vierge de Saint-Sulpice « la faculté de parler bien pour la cause du bien »⁵. Contredisant son ami de Brézé,

1. O. C., t. I, p. 82.

2. *Ibidem* p. 84.

3. *Journal* : 19 mai 1837.

4. *Journal* : 19 décembre 1837.

5. *Journal* : 3 janvier 1838.

il s'affirme partisan de la *Quadruple alliance* de 1834 (Espagne-Portugal-Angleterre-France), contre Don Carlos, en faveur d'Isabelle, reine constitutionnelle. « Il est évident, dit-il, que pour la France de Juillet il y a un intérêt immense à ce que son arrière-garde soit assurée, dans la guerre qu'elle aura un jour à soutenir sur le Rhin. » L'expérience a montré l'influence malheureuse des Bourbons d'Espagne chez eux, et leur nullité comme alliés de la France. Isabelle, souveraine légitime, s'est libérée de ses partisans anarchistes. Elle pacifie

les provinces insurgées, dont, s'écrie l'orateur, j'admire plus que personne la valeur et l'héroïsme, en leur promettant le maintien de leurs anciens privilèges, de leurs *fueros*, et en renonçant à les courber sous le joug funeste de la centralisation et de l'uniformité.

La Chambre doit donc manifester son amitié envers le gouvernement espagnol ¹.

Montalembert prie ensuite l'aristocratique assemblée de ne point paraphraser servilement le discours de la Couronne, dans lequel les relations avec les puissances étrangères sont tenues pour satisfaisantes. Il insiste sur l'empressement que met la Prusse « au service des mauvaises chicanes de la Hollande » ², et sur la nécessité de l'énergie à lui opposer. Il proteste contre la nouvelle violation des traités de Vienne, à Cracovie, et la « complaisance peu honorable » du gouvernement français qui n'a pas osé inviter un Polonais à l'inauguration du musée de Versailles. Il ne veut certes pas la guerre, mais la manifestation « du droit sacré d'intervention politique et diplomatique » ³.

La Chambre haute ne suit pas Montalembert, non plus que le lendemain quand il appuie un paragraphe additionnel du comte d'Harcourt, manifestation de sympathie aux Polonais. Une fois encore, Montalembert est resté fidèle à son principe de ne pas laisser un droit tomber victime de la prescription. La Chambre des députés, elle, réclama dans son adresse « l'exécution loyale des traités ».

1. O. C., t I, p 85.

2. *Ibidem*, p. 91.

3. *Ibidem*, p. 96.



3.

« J'ai peur de trop parler, confie Montalembert à son *Journal*, le 7 février 1838 — et c'est bien ce que lui reproche Skrzynecki — mais je sens la nécessité de fortifier ma naissante faculté d'improvisation... » L'orateur primerait-il le politique ? Ce jour-là, Montalembert a soutenu contre le ministre de l'Intérieur un amendement de la commission chargée des établissements d'aliénés. Deux raisons militent en faveur de la limitation de l'autorité ministérielle, en faveur de la décentralisation. La vertu propre de celle-ci, d'abord, par laquelle un préfet est plus qualifié que son ministre pour négocier sans délai avec les établissements locaux, au mieux des intérêts de ses administrés. Le préfet étant agent du ministre, « on ne peut nous dire, comme aux adversaires habituels de la centralisation, que nous voulons affaiblir le pouvoir ». En second lieu, Montalembert considère l'uniformité, le code administratif monotype, comme mortels pour les établissements privés. « Vous ne pouvez ni réglementer ni administrer la charité, pas plus que vous ne pouviez l'inventer : vous ne pouvez que la tuer, la bouleverser comme on l'a fait dernièrement pour les hospices et les enfants trouvés »¹.

Ainsi Montalembert, loin d'arrondir, accentue plutôt les angles de sa position, sauf à avouer dans l'*Univers* son isolement à la Chambre. Pourquoi ? « Je suis assez jeune encore pour dire et même pour croire que la franchise est la meilleure des politiques », a-t-il annoncé. Du moins son tempérament la lui impose-t-il, au risque d'une défaite.

Celle-ci ne décourage nullement le joueur qui, peu après, s'indigne contre « *l'esprit d'avarice législative* » des députés. Ils ont réduit de dix mille à six mille francs la pension proposée par le gouvernement pour la veuve du général de Damrémont, tué en vainqueur à Constantine. Cette mesquinerie écoeure Montalembert, pour qui l'armée « la plus mal payée du monde » est le « boulevard de notre indépendance et de

1. O. C., t. I, pp. 101 sq.

nos libertés » ¹... On conçoit que l'intervention ait « fait un certain plaisir aux militaires » composant « une si grande partie de l'auditoire » ².

Montalembert, remontant à la tribune les 7 et 13 mars, discute la loi sur la police du roulage. Il soutient, avec la commission, les intérêts des paysans de l'Est. Il obtient, par une opportune condamnation de la centralisation, une diminution de la largeur de jante que voulaient imposer les Ponts et chaussées : « l'administration est bien forte, mais il y a quelque chose de plus fort encore, c'est la nature ; cette nature qui ne se laisse pas traiter aussi uniformément que le voudrait l'administration, a dicté aux différentes populations différentes manières de transport ». Le second jour, Montalembert propose un article additionnel de protection des voyageurs contre les augmentations fantaisistes des tarifs des « Messageries ». Et voici le procès du libéralisme économique, à propos du monopole du roulage. « Laisser faire, laisser passer.... je suis assez vieux pour me souvenir fort bien du règne de cette théorie et même pour l'avoir adoptée... » Si aujourd'hui il propose une restriction à la liberté de l'industrie, c'est pour la sauvegarde de la « véritable liberté ». Il ne verrait, quant à lui, pas d'inconvénient à ce que l'État prenne le monopole des diligences. (Imprévu). Mais il n'en est pas question. Montalembert demande au gouvernement de protéger le public contre le monopole de fait obtenu par la coalition de deux puissantes entreprises. Par la pratique du *dumping* avant la lettre, elles tuent ou absorbent les autres compagnies et les voyageurs se trouvent à leur merci. L'article additionnel ne fut pas adopté, comme étranger à l'objet de la loi... Montalembert avait en vain tenté la parade suivante : l'arrivée au terme d'un projet de loi « à travers les discussions des deux Chambres » est si compliquée qu'on ne retrouvera pas l'« occasion de doter le pays d'une amélioration ». L'assouplissement de tous les rouages administratifs et législatifs préoccupera toujours Montalembert qui dédaigne les routines et la régularité bureaucratiques ³.

1. O. C., t. I, pp. 106 sq.

2. *Journal* : 16 février 1838.

3. O. C., t. I, pp. 113 sq.

Vaincu, Montalembert a la consolation d'enregistrer un succès personnel. Des personnalités comme Girod de l'Ain, d'Argout, Pelet de la Lozère l'ont combattu et Tascher le félicite ¹.

Verveux décidément, Montalembert réclame le 30 mars pour les colonies des avantages pécuniaires, en compensation des pertes qui résultent de l'affranchissement des noirs ². Il attaque le gouvernement, les 21 avril et 5 mai, sur sa politique à l'égard de la Grèce et des émigrés polonais. Sans manifester, dit-il, une opposition systématique, « j'avoue que sur les questions de politique étrangère je me trouve habituellement en opposition non pas avec tel ou tel ministère, mais avec la tendance générale du pouvoir ». La Grèce tombe parce que l'influence française déchoit.

Sous la Restauration le pays était humilié par le souvenir des désastres qui avaient ramené la dynastie d'alors ; mais le Gouvernement ne l'était pas ; il était au contraire dans une bonne position à l'étranger par ses alliances et ses sympathies ; et il faut avouer qu'il en a souvent profité et notamment dans la question d'Orient où la bataille de Navarin et l'expédition de Morée lui ont fait le plus grand honneur. A la révolution de Juillet le pays lui-même s'est redressé ; mais par une fâcheuse contradiction le gouvernement nouveau a paru s'abaisser... La France... n'entendait pas, je pense, que son gouvernement la conduisît de complaisance en complaisance à cet état d'apathie et d'humilité par trop chrétienne où nous l'avons vue depuis ³.

Laudator temporis acti, chatouilleux quand l'honneur national est en jeu : deux traits fondamentaux du caractère politique de Montalembert.

On retrouve le dernier dans la discussion de la loi sur les réfugiés étrangers. « Fils et petit-fils d'émigré, né (lui)-même au sein d'un exil politique », il fustige la mesquinerie tracassière des bureaux de l'Intérieur à l'endroit des Polonais, l'esprit d'avarice et de méfiance de la loi. Quel contraste avec l'accueil réservé par l'Angleterre aux émigrés français, quelle

1. *Journal* : 13 mars 1838.

2. *Journal* : 30 mars 1838.

3. O. C., t. I, pp. 119 sq. ; la citation est p. 125.

atteinte aux traditions nationales d'hospitalité !¹ L'amendement d'Harcourt, qu'il soutient, est rejeté. Défaite ? On le croirait. Le *Journal* de Montalembert juge différemment : « Premier succès bien complet. J'improviserai avec assurance et facilité : la Chambre m'écoute avec attention et avec une faveur bien marquée, Montalivet me répond d'une manière très flatteuse..... » Sans jouer le corbeau de la fable, Montalembert révèle ici un défaut de son armure, cette vanité que Lacordaire lui reproche.

Au nom « de tous ceux qui ont à cœur la gloire militaire de la France », Montalembert propose, le 15 juin, un article additionnel à la loi sur l'état-major de l'armée. Il gagne la cause des généraux de division qui ayant commandé en chef méritent de conserver à vie leur traitement². Son amendement, « en répondant parfaitement à ses convictions, voile un peu la défaite du gouvernement » (sur l'âge de la retraite des généraux), conquiert le cœur des pairs ayant commandé en chef ; bref, l'adoption de son texte, il le sent, lui donne du poids³. Vrai succès d'un pair de vingt-huit ans.

§ III. L'AFFAIRE BELGE (1838-1839).

I.

Les précédentes interventions figurent de simples escarmouches, avant l'offensive sur un terrain extrêmement encombré et mouvant, l'affaire belge. L'on n'ignore pas que l'acte définitif de naissance de la Belgique, ou traité des vingt-quatre articles (15 octobre 1831), n'avait point été signé par Guillaume I^{er}, roi de Hollande. L'état de fait consacra son désavantage, les Belges occupant non seulement les territoires accordés à Londres mais une partie du Limbourg et du Luxembourg, provinces catholiques. Le roi se décida, en mars 1838, à ratifier le traité et, en conséquence, exigea l'évacuation des deux provinces. Celles-ci, les Belges les considéraient comme chair de la patrie. D'où leur indignation.

1. O. C., t. I, pp. 127-132.

2. *Ibidem*, p. 133.

3. *Journal* : 15 et 16 juin 1838.

Le comte F. de Mérode milite en première ligne, son gendre à ses côtés.

Dès le 31 mars, Montalembert transmet à M. de Mérode une requête du général Skrzynecki demandant à entrer au service belge, au souvenir des offres qu'autrefois la Belgique lui avait faites ¹.

Aucune suite immédiate n'est donnée à cette lettre et, au début de l'été, Montalembert gagne Trélon, à la frontière belge, où les Mérode possédaient une propriété.

Tandis que la conférence de Londres reprend ses séances, en juin, Montalembert se documente à Bruxelles, car il entend « élever à ce sujet une discussion à l'occasion du budget ». Le 28 juin il note ses visites :

D'abord chez van Praet, secrétaire du Roi, qui ne nous dit rien de très bon, puis chez Nothomb, ministre des Travaux Publics, qui me communique d'excellentes notions sur le Luxembourg.... enfin chez le Roi Léopold qui nous reçoit assez bien quoique toujours avec trop peu d'égard pour *cet excellent Comte Félix*, comme il l'appelle, aimant à s'en servir sans jamais le placer à la hauteur qui lui convient. Du reste, le roi m'encourage à parler pour son royaume ; il s'exprime très vertement sur la lâcheté et la faiblesse du gouvernement Français dans cette affaire : il dit même que son beau-père joue le rôle *d'huissier de la Sainte-Alliance* ! ! c'est fort et bon surtout dans la bouche du roi ².

Prévenu par son ami Tascher que la discussion est avancée, Montalembert saute en diligence et, au débotté, monte à la tribune aidé de quelques notes seulement ³.

Avocat des Belges il prend fait et cause pour eux, *au nom des intérêts français*. Habileté ; sincérité aussi : l'honneur français, intérêt suprême est en jeu. La thèse : les vingt-quatre articles sont inapplicables, contrairement au droit strict, écrit. Inapplicables d'abord parce que huit ans d'état de fait ont modifié la situation au point de rendre évidemment caduques certaines clauses (financières entre autres). Après un historique complet de la Belgique de 1815 à 1838,

1. Correspondance de Montalembert et du comte F. de Mérode. A. L. R.

2. *Journal* : 28 juin 1838.

3. *Journal* : 6 juillet 1838.

Montalembert compare le roi de Hollande et ses alliés à des spéculateurs qui ont mal spéculé. Qu'ils payent la peine de leur erreur par l'application des dix-huit articles ¹. Inapplicables en second lieu, comme injustes et dangereux. Admettant que le « traité n'a pas conservé une force obligatoire actuelle », certains en réclameraient l'exécution comme une solution équitable et favorable à la France. Montalembert réfute cette théorie. Les stipulations financières, la conférence de Londres elle-même les reconnut injustes et ne les admit que pour fléchir la Hollande. Quant aux stipulations territoriales, la restitution du Limbourg, du Luxembourg surtout, est une atteinte au droit des gens (il y a là trois cent mille catholiques intégrés depuis cinq siècles à la Belgique), et un acte d'hostilité de la Prusse — cachée derrière la diète germanique — contre la France. Les baïonnettes prussiennes aux frontières de Lorraine, c'est la menace au cœur de la Champagne. Qu'on se rappelle 1792. Montalembert, s'il rend hommage à la Monarchie de Juillet, proteste que sa politique étrangère doit changer de face. Soutenons résolument nos voisins. Il ne soupire pas après la guerre. Il désire

qu'on sache partout sur nos frontières... que la France est un voisin puissant, ami de la parole donnée, de la justice, de la vraie liberté, du véritable ordre, qui est prête (*sic*) à le maintenir pour tous... ; ce n'est pas là... une ambition écervelée ni un vœu irréfléchi.

La Prusse, la Russie, l'Autriche, poursuivent dans la Belgique le libéralisme des révolutions de Juillet. La Belgique a montré que la royauté, l'ordre, la religion, la prospérité matérielle pouvaient coexister avec la constitution la plus libérale. Voilà ce qu'a fait la Belgique, et voilà aussi ce qu'a fait la France. Voilà ce qui excite contre la Belgique les haines des absolutistes de tous les pays, de toutes les nuances. Mais voilà aussi ce qui doit établir entre elle et nous une indestructible alliance... ².

A ma descente de la tribune, raconte Montalembert dans son *Journal*,

1. Les dix-huit articles constituaient le premier traité, sur la foi duquel Léopold avait accepté la couronne. Par la suite les Puissances avaient imposé à la Belgique les vingt-quatre articles, plus onéreux.

2. O. C., t. I, pp. 135 sq., citations, pp. 149 et 152.

je suis accueilli par des félicitations unanimes. La Chambre entière paraît charmée, les ministres eux-mêmes que j'ai vigoureusement attaqués font mille éloges de moi...

De Theux, ministre des Affaires étrangères de Belgique, adresse à l'orateur une lettre de félicitations ¹.

Encouragé, Montalembert, après s'être entretenu de la question le lendemain 7 juillet avec le président Molé, repart vers le Nord. Les Belges ouvrent une souscription pour lui présenter une médaille d'or avec cette inscription : « *A M. de Montalembert, la Belgique reconnaissante. Chambre des Pairs, 6 juillet* » ². Les ovations se multiplient. Cependant qu'à Londres les Puissances inclinent à l'application rigoureuse des vingt-quatre articles, Montalembert participe à la fièvre belliqueuse des Belges. Du 17 au 22 août, à Bruxelles, il agit auprès de diverses personnalités, notamment M. d'Huart, ministre des Finances, les directeurs de l'*Indépendant* et de l'*Émancipation*, Mgr Fornari, internonce apostolique, Serrurier, ministre de France. Nous l'avons vu au camp de Beverloo acclamé par les officiers ³. Après les manœuvres des troupes, Montalembert s'entretient avec le roi Léopold ⁴, et lui suggère d'appeler Skrzynecki à la tête de l'armée ⁵. Le jeune pair mûrit ce projet depuis cinq mois.

Nothomb, ministre belge des Travaux publics, écrit à Montalembert, à l'issue d'une excursion dans les provinces rhénanes, que la révolte contre la Prusse chemine sourdement. C'était peu après l'emprisonnement de l'archevêque de Cologne ⁶. Montalembert tire aussitôt une conclusion pratique, car cela paralyse l'action éventuelle du roi de Prusse au service des Hollandais.

1. A. L. R. — Dossier 632.

2. *Journal* : 16 juillet 1838. — Cf. *ibidem*, 3 septembre.

3. Les notes rédigées par Montalembert dans son *Journal* du 17 août au 27 août 1838 sur son séjour au camp de Beverloo ont été publiées par la *Revue Générale* (Bruxelles), n° de mars 1912 (t. XCV, pp. 321 et suivantes). Elles sont surtout descriptives et enthousiastes.

4. *Journal* : 25 août 1838.

5. Le deuxième Chasseurs à cheval qui figurait aux manœuvres était commandé par Kruszewski, ancien aide de camp de Skrzynecki.

6. Voir chapitre IX, § 1, *infra* p. 402.

Quelle admirable occasion pour la Belgique, écrit-il, de tenir ferme dans l'affaire des vingt-quatre articles, pour la France de la soutenir ! Il n'en est rien. Nothomb annonce en même tems à mon beau-père que la conférence a pris sa décision, que la dette payable à la Hollande sera diminuée d'une manière insignifiante et que les territoires seront intégralement cédés ! ! On criera en Belgique, mais je crains qu'on ne s'y batte pas. Quant à la France, elle est si matérialisée, si *betteraviennne*, si dominée par la plate servilité de son roi et de son gouvernement (du reste excellent à l'intérieur) qu'il n'y a rien à en espérer ¹.

Rien ? Montalembert se voue néanmoins tout entier à la cause belge. Le Pape a prononcé des paroles bien propres à l'encourager, en félicitant Werner de Mérode du discours de son beau-frère, à qui il donne raison, car les catholiques sont toujours livrés aux protestants : *semprè catholici a protestanti* ².

Montalembert conjure A. Dechamps de convaincre les catholiques belges qu'il faut s'opposer au démembrement imposé de Londres,

forcer la main au Roi et au gouvernement, tout en les appuyant cordialement et en les entourant de ce respect noble et fort que le catholicisme seul peut inspirer ³.

Le roi Léopold discourt en effet d'une façon prudente qui attriste Montalembert. L'adresse des députés belges, rédigée en bonne partie par M. de Mérode, vivifie au contraire les courages. Montalembert s'enorgueillit de ce que le parti catholique belge témoigne ainsi sa vaillance.

Mais pour Dieu ! que les actes répondent aux paroles, écrit-il à F. de Mérode, le 21 novembre..... La *Presse*, le journal spécial de M. Molé, est réellement dégoûtant : elle dit en parlant de votre adresse que *tout cela est de la Rhétorique*... Il faudrait appeler main-

1. *Chronique catholique* : 29 octobre 1838, publiée ci-dessous en appendice p. 550.

2. *Chronique catholique* : 29 octobre 1838 (cité en note par Lecanuet, t. II, p. 20). Cf. *Journal* : 25 septembre 1838.

3. Lettre du 7 novembre 1838 publiée par *La Nef* : 25 février 1911 et le *Correspondant* : 10 février 1912. — Ce Dechamps, frère du cardinal archevêque de Malines, était né en 1807 et, député en 1834, devint conseiller et ami de Léopold I^{er}. Mort en 1875.

tenant Skrzynecki, ce serait là un acte vraiment significatif et peu coûteux ¹.

★ ★

2.

Cette lettre à peine mise à la poste, Montalembert reçoit de M. de Mérode la nouvelle qui le transporte : le roi Léopold, prenant en considération l'avis que Montalembert lui a soumis au camp de Beverloo, se décide à appeler Skrzynecki et charge Montalembert de lui transmettre cette décision.

C'est un événement immense qui répond aux vœux les plus ardents que je pouvais former, qui dépasse toutes mes espérances, et qui amènera s'il se réalise des résultats incalculables. La présence de Skrzynecki à la tête de l'armée Belge, après l'attitude que viennent de prendre les chambres Belges, sera un coup de foudre dont le retentissement sur le Rhin et sur la Vistule ne se fera pas attendre..... Je m'exalte par la résolution bien arrêtée de rejoindre l'armée Belge dès que Skrzynecki la conduira à l'ennemi ².

Aussitôt Montalembert mande à Trélon, où il se trouve, un ami commun, « l'énergique comte Louis Bystrzanowski ». Il l'attend même à Avesnes pour gagner du temps, le 27 novembre au soir. Le Polonais arrive, volontaire et froid, ayant déjà prévenu Skrzynecki par une occasion sûre ³. Montalembert passe la moitié de la nuit à « examiner avec lui » les moyens d'exécution. Les difficultés sont grandes ⁴. Bystrzanowski et Skrzynecki courent tous deux le risque de passer leur vie dans les cachots du Spielberg.

Le plan de Bystrzanowski est bien combiné, ajoute Montalembert dans son *Journal*, mais ne me satisfait pas entièrement pour le moment critique. Enfin, Dieu veillera sur son œuvre, car certes c'est la sienne; il s'agit de porter secours à la justice, si cruellement opprimée en Pologne et menacée en Belgique ⁵.

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 21 novembre 1838. A. L. R.

2. *Journal* : 22 novembre 1838.

3. Montalembert au comte F. de Mérode : 27 novembre 1838. A. L. R.

4. Le général était à Prague, commis à la garde de l'Autriche, en liberté surveillée.

5. *Journal* : 27 novembre 1838.

Cette conspiration nocturne, cette évasion d'un héros révolutionnaire, est-ce assez drame romantique ? — Montalembert indique à son beau-père quelle somme sera nécessaire pour défrayer Skrzynecki qui est dépourvu de ressources, et Bystrzanowski. Il suggère le moyen d'obtenir un faux passeport¹. Sur l'ordre de Montalembert, Bystrzanowski se rend à Bruxelles, remet au roi une lettre dans laquelle le pair de France

stipule expressément que Skrzynecki vient pour entrer au service du Roi et non pas seulement en expectative. Le Roi paraît toujours très décidé².

Montalembert prête quatre mille francs et presse M. de Mérode de trouver le double d'argent

non pas, précise-t-il, pour les frais de voyage qui ne sont rien, mais pour se tirer d'un mauvais pas, d'un danger pressant, par des raisons *sonnantes*, ce qui est souvent possible en Autriche³.

Mérode répond en invitant Montalembert à partir pour Paris afin d'y défendre la Belgique et, plus qu'elle, « une cause de la plus haute importance sociale ». Le bouillant ministre s'indigne contre les vendeurs de « scolastique constitutionnelle, doctrinaire, démocruche », qui transforment le gouvernement parlementaire « en pure arène d'absurde chicane intérieure, tellement assourdissante que les spectateurs n'entendent plus au dehors le bruit de l'orage ». « Allez, dit-il à Montalembert, détrompez Molé, ramenez l'opinion, passionnez-la par des discours, alertez des hommes influents... ».

Montalembert revient donc, sans savoir « ce que le ministre dira dans le discours de la couronne » ni s'il aura « à l'attaquer, à le soutenir ou à le supposer moins mauvais qu'il n'est ». Du reste, Lamartine, Guizot et consorts préoccupés de

cette immense et infâme sottise de la coalition (et de) cette autre sottise plus sotte encore s'il est possible de la réforme électorale

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 22 novembre 1838. A. L. R.

2. *Journal* : 4 décembre 1838.

3. Montalembert au comte F. de Mérode : 27 novembre 1838. A. L. R.

se désintéressent de la Belgique, à ce que dit Montalembert, et Guizot impose le silence à son *Journal général* sur ce sujet¹.

A peine arrivé, Montalembert apprend de son oncle Henri de Mérode que le duc d'Orléans l'avertit du projet de confier au huitième corps de la Confédération Germanique l'exécution territoriale du traité des vingt-quatre articles.

Le mardi 11 décembre, Montalembert se rend chez Barthe, le garde des sceaux qui s'incline devant Palmerston : « nous ne pouvons rien sans l'Angleterre ». Plusieurs hommes politiques se trouvent là, tous convaincus que la Belgique se laissera exécuter. « Cependant si elle résiste, si on en vient aux coups de canon ? » leur demande le jeune pair. Ils conviennent que tout sera changé, mais estiment que Montalembert parle belge, non français. Molé, qu'il voit ensuite au milieu d'une « foule immense », se disculpe et le prie de revenir le samedi. Ni à la Justice ni aux Affaires étrangères l'affaire belge ne passionne.

Montalembert bondit alors chez Thiers qui, entouré de financiers, plaide la sagesse du roi de Hollande. Ceux-ci répètent les bruits les plus pessimistes sur la faiblesse de la Belgique, tout en avouant que si l'armée belge tient tête au huitième corps cela changera tout..... Puis, Thiers prend Montalembert en *a parte* jusqu'à minuit, lui explique son intention de renverser le ministère Molé, après quoi il imposera une politique plus glorieuse que celle du roi. Thiers se montre bien disposé pour les Belges mais désireux de « ne pas trop écorcher les oreilles de la Chambre » en les soutenant ouvertement.....

Quant à Guizot, Montalembert apprend par Saint-Chéron qu'il est partisan de l'exécution du traité, et le rédacteur du *Journal général* confirme deux points à Montalembert : personne ne croit à la résistance des Belges ; si elle se manifestait tout changerait.

Les Belges sont-ils décidés à une levée d'armes ou se ravalent-ils au rang de peuple lâche ? Telle est la question finalement posée par Montalembert à M. de Mérode après le récit

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 7 décembre 1830. A. L. R.

de ces démarches, car il a senti un fléchissement même chez son énergique beau-père ¹.

Le vendredi 14, Montalembert continue sa « croisade », avec « assez peu de succès » auprès de Lamartine qui prend nettement position contre la guerre et pour le droit des traités. Odilon Barrot, au contraire, se déclare prêt à protester « de toutes les puissances de son âme contre la vente des hommes aux portes de la France » et insouciant de heurter la majorité de la Chambre, car il n'aspire pas comme Thiers à succéder à Molé ².

Le samedi 15, Montalembert ne manque pas le rendez-vous fixé par Molé qui, une heure et demie durant, expose son point de vue : la Belgique n'est pas viable, le roi Léopold a trompé la diplomatie française en ne parlant jamais que de la dette, en laissant croire que les territoires étaient sacrifiés ; enfin, de nombreux Belges, tels que Lehon, les banquiers, sont opposés à la guerre. Montalembert obtient deux certitudes heureuses et importantes : si la Belgique résiste en armes, ni la France ni l'Angleterre ne marcheront contre elle, d'autant moins que Molé reconnaît l'effervescence croissante en Rhénanie, et si vraiment, comme Montalembert le révèle à Molé, la Belgique peut payer l'intégralité de la dette afin de garder les provinces, Molé insisterait à nouveau dans ce sens à La Haye, où un fort mouvement se dessine en faveur d'une transaction.

Rendant compte à M. de Mérode de cette conversation, Montalembert conseille donc d'éclatantes manifestations militaires, des bons rapports affichés avec les Rhénans, et d'autre part des propositions officielles aux Hollandais, qui préféreront sans doute des florins à des populations insoumises ³.

Le 18 décembre, son affectueux correspondant mande à M. de Mérode de meilleures nouvelles : la résolution des Belges, l'activité de Montalembert à Paris y ont enfin mué l'indifférence en une certaine sympathie militante, marquée dans le

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 12 décembre 1838. A. L. R.

2. Montalembert au comte F. de Mérode : 14 décembre 1838. A. L. R.

3. Montalembert au comte F. de Mérode : 16 décembre 1838. A. L. R.

Siècle, le *Temps* et à la Chambre des pairs. Montalembert redit plus que jamais : « que la Belgique tienne ferme et elle sera sauvée... » malgré les doctrinaires. Ceux-ci, selon lui,

sont toujours dégoûtants. Le duc de Broglie a dit que le seul tort des ministres dans cette affaire était de n'avoir pas tout terminé il y a un mois. Guizot dit : les Belges, on appelle ça un peuple ! c'est-à-dire qu'ils jouent au peuple. Voilà, conclut Montalembert, à quoi conduit la métaphysique ¹ !

Montalembert se considère comme « le plénipotentiaire du parti catholique » belge, dont son beau-père est un des chefs et qui, constituant la majorité de la Chambre, tient pour la résistance. M. Lehon l'agent officiel, est

celui du parti banquier et financier qui pèse les âmes des Luxembourgeois et des Limbourgeois contre leurs piles d'écus et veut absolument céder.

Aussi court-il de ministre à ministre, de député à député pour tâcher d'obtenir quelque chose : soit délai soit appui. Il ne s'occupe de rien d'autre car toutes les sympathies de son âme sont là. « Il y va, dit-il, des plus grands intérêts de la religion et de l'humanité ² ».

Aussi introduit-il dans les sphères politiques deux émissaires des Belges de la « résistance », que Lehon s'emploie à contrecarrer, les traitant de « factieux ». Molé qui les reçoit ne leur laisse pas d'espoir. Montalembert prévoyant sa chute, présagée par l'élection de Dupin à la présidence de la Chambre, les adresse à Thiers, successeur probable ³.

A ce titre, l'opinion de Thiers importe considérablement. Montalembert lui confie le 22 décembre le secret de l'évasion de Skrzynecki. Le 23, « presque sous la dictée » de Thiers, il transmet au roi Léopold l'avis de celui-ci ⁴. Montalembert prend pour cela, en priant le roi de ne point ébruiter cette intervention de Thiers, raison d'une lettre de Léopold I^{er} qui

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 18 décembre 1838. A. L. R.

2. Montalembert à Guerrier de Dumast : 17 décembre 1838 ; la dernière phrase citée par Lecanuët, t. II, p. 23, avec erreur de date.

3. Montalembert au comte F. de Mérode : 20 décembre 1838. A. L. R.

4. *Journal* : 22 et 23 décembre 1838.

a remercié le jeune pair en un style « très aimable mais assez insignifiant quant au fond »¹.

Votre Majesté, écrit Montalembert au souverain des Belges, est en ce moment maîtresse de toutes les questions européennes. En général on ne croit pas à une résistance sérieuse de la part de la Belgique. Si on y croyait, les résistances des ennemis et les manifestations des amis changeraient complètement de face..... M. Thiers m'a prié d'exprimer à Votre Majesté les sentimens de reconnaissance et de respectueuse affection dont il est toujours animé envers elle. Il ne veut pas prendre sur lui la responsabilité d'un conseil ni d'un encouragement à résister, de peur d'être gêné dans sa liberté future par un engagement. Mais, dans le cas où la Belgique serait décidée à résister, il est persuadé que la France ne peut autoriser ni les puissances exécutrices des vingt-quatre articles, ni les Hollandais eux-mêmes, à franchir les frontières fixées par les articles mêmes...

Montalembert trace ensuite un plan de campagne ébauché par l'historien du Premier Consul, et d'après lequel toute l'armée serait concentrée en Luxembourg. Ou les Hollandais n'oseront pas franchir la frontière belge dégarnie, ou « le Roi des Français sera obligé de faire partir jusqu'à la garnison de Paris pour sauver sa fille et ses petits-fils ». Montalembert renseigne enfin le roi Léopold sur le sort d'un « ami » (il s'agit de Skrzynecki) qui compte arriver à Hambourg le 30, et conclut :

La discussion de l'adresse va s'ouvrir dans le courant de cette semaine à la Chambre des pairs. Ce sera un combat d'avant-poste où je m'efforcerai de lever la bannière de la Belgique et de la tenir haut et ferme².

Les comparaisons guerrières fleurissent dans l'imagination de Montalembert, soldat bien plus que politique. Mais, soldat réfléchi, il prépare l'attaque. Il questionne M. de Mérode sur deux points précis, pour compléter l'étude approfondie du problème Limbourg-Luxembourg : jusqu'à quelle somme veut-on aller dans la transaction pécuniaire pour

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 22 décembre 1838. A. L. R. La lettre du roi Léopold se trouve aux A. L. R.

2. Montalembert au roi Léopold, copie aux A. L. R.

racheter les territoires contestés ? Quelles sont les dates du consentement donné par les États généraux du Luxembourg aux cessions faites par Élisabeth de Gœrlitz à Philippe le Bon, par Philippe II à Albert et Isabelle, puis une troisième fois sous Charles V ? ¹. Il révèle à M. de Mérode quelle tactique il suivra. Parler de guerre sème la panique dans les centres. Il montrera qu'on aura la guerre si la France ne se déclare pas « dès à présent en faveur de la Belgique et des demi-provinces ». Montalembert forcera le ministère à spécifier si, en cas de conflit, on obligera les Hollandais à respecter la frontière des vingt-quatre articles. Il souhaite s'appuyer sur une proclamation où Léopold I^{er} se montrerait irréductible².

Le jour de Noël, il insiste dans le même sens : nécessité de manifester l'ardeur des Belges — sauf à la calmer ensuite — pour impressionner les Chambres françaises. Celles-ci sont de mieux en mieux disposées, les pacifistes reniés par leurs amis. Molé lui-même céderait sous une poussée énergique. Montalembert lui a transmis à cette fin une lettre de M. de Mérode, qui conteste vigoureusement les allégations du ministre sur la « tromperie » dont la diplomatie aurait été victime de la part des Belges ³. Montalembert neutralisera le plus possible, avec les deux émissaires belges, l'action néfaste de Lehon, dont Thiers demande acidement si c'est contre la Belgique qu'il est chargé de mission ⁴.



3.

Le lendemain 26, Montalembert monte à la tribune et développe le thème prévu : « Nous n'aurons pas la guerre » ! Il se persuade que l'intervention de la France, la résistance de la Belgique, loin d'incendier l'Europe en imposeront aux trois Cours du Nord :

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 20 décembre 1838. A. L. R.

2. Montalembert au comte F. de Mérode : 22 et 23 décembre 1838. A. L. R.

3. Cette longue lettre est citée par Thonissen : *Vie de F. de Mérode*, pp. 240 sq.

4. Montalembert au comte F. de Mérode : 25 décembre 1838. A. L. R.

Nous n'aurons pas la guerre, parce que si l'Europe ne l'a pas faite pour sauver le royaume des Pays-Bas, sa création favorite de 1815, si elle a laissé tomber ce beau royaume en 1830, je ne puis pas croire qu'elle fera la guerre pour deux pauvres provinces en 1839. Si elle la faisait c'est que la France actuelle, au milieu de cette prospérité que signale le discours de la couronne, serait plus faible, moins redoutable, que la France de 1831 à peine sortie d'une révolution.....

Tel est le maître argument ajouté, en son grand discours du 26 décembre ¹, à ceux qu'il avait exposés le 6 juillet et qu'il reprend : non-obligation pour la France du traité des vingt-quatre articles, vices de celui-ci qui attente à l'unité de la Belgique et au droit des gens, notre politique étrangère conduite de reculade en reculade jusqu'à l'évacuation d'Ancone. Montalembert réfute l'objection capitale, tirée de l'abandon de l'Angleterre dans ce conflit avec les puissances absolutistes :

Ce qui m'étonne c'est que l'Angleterre nous ait soutenus dans cette cause jusqu'à ce jour. Comment en effet pourrait-on comparer l'intérêt de l'Angleterre dans la question belge avec le nôtre ? L'intérêt de l'Angleterre c'était de maintenir le royaume des Pays-Bas ; car c'était sa création à elle, c'était son œuvre favorite.....

Y a-t-il entre Angleterre et Belgique identité de révolution, de langue, de religion ? L'alliance anglaise ? Oui ; « mais jamais jusqu'au point de nous abandonner nous-mêmes ». Pour la première fois, conclut Montalembert, pour la première fois dans l'histoire, la Belgique, jadis d'obédience anglaise, puis espagnole, puis autrichienne, puis hollandaise, est à nos amis, voilà pourquoi l'on montre cette âpreté.

C'est donc à vous qu'on en veut et non pas à elle ; elle est victime de son alliance avec vous. C'est vous qu'on veut amoindrir en l'amoindrissant, c'est vous qu'on veut mutiler en la mutilant. Voulez-vous empêcher cela ? défendez-la, sauvez-la pendant qu'il est temps encore : sauvez votre alliée, vous sauverez en même temps votre honneur, et vous n'aurez pas la guerre ².

1. O. C., t. I, pp. 153 sq.

2. *Ibidem*, p. 170.

L'habile péroration ne préserve pas Montalembert d'une déconvenue. Ce discours, dont il escomptait le « succès éclatant », est « accueilli très froidement »¹. Un malaise de l'orateur, et l'accusation portée contre lui de parler en Mérode, n'expliquent pas seuls l'attitude des pairs. La situation diplomatique était plus tendue qu'en juillet. Les quatre puissances agissaient d'étroit concert. Berlin semblait impatient de jouer le gendarme. Six mois retardée par les soins de Molé, la décision de la conférence de Londres venait d'être rendue, le 11 décembre : statut territorial des vingt-quatre articles, indemnité à la Belgique. L'ambassadeur français avait signé. Réalistes, hostiles à une politique aventureuse, les pairs se refusent sans doute à une croisade contre l'absolutisme. Or cette idéologie bien française inspire Montalembert qui prédit une levée en masse des Français, car « la dernière goutte de sang de 89 (n'est pas) épuisée dans (leurs) veines ».

Néanmoins, le discours de Montalembert porte au but, si l'on en croit Cornudet, devenu chef de cabinet de Martin du Nord, garde des sceaux, et persuadé qu'abandonner les Belges serait une lourde faute. L'on entend, d'après lui, l'éloge de Montalembert dans la bouche même de ceux qui lâchent la Belgique². Montalembert estime que la cause belge a progressé après l'ensemble de la discussion devant les pairs.

M. de Mérode, qui s'est trop découvert en proposant certaine motion sur les forteresses, est, sur ces entrefaites, désavoué par Nothomb, qui le qualifie publiquement de « ministre sans portefeuille et sans responsabilité »³. Montalembert n'abandonne pas la partie. Il retourne chez Molé, le premier janvier 1839. Le président lui « confesse son ignorance honteuse des dix-huit articles »⁴ et l'assure que, « même pour une cause juste, la France ne pourrait souffrir qu'on franchît la frontière des vingt-quatre articles ». Contrairement à son dessein primitif, Montalembert n'a pas contraint Molé à don-

1. *Journal* : 26 décembre 1838.

2. Lettre de Cornudet : 28 décembre 1838. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 216.

3. Montalembert au comte F. de Mérode : 1^{er} janvier 1839. A. L. R.

4. *Journal* : 1^{er} janvier 1839.

ner cette précieuse assurance devant les pairs. Ceci par une sage modestie. Mais il a convenu avec Thiers que ce serait à lui d'exiger du ministre une réponse sur ce point devant les députés ¹.

Chez Thiers, Montalembert rencontre Bois-le-Comte, notre ambassadeur en Hollande, qui affirme la conviction des cercles diplomatiques et ministériels : la Belgique ne résistera pas, conviction si forte que l'on n'a rien prévu en cas contraire. En tête-à-tête Thiers répète « que les Belges s'ils veulent résister tiennent entre leurs mains les destinées de l'Europe » et promet de s'engager à fond à la Chambre des députés ².

Le 3, Montalembert reçoit un député du Luxembourg. Le même jour il prend connaissance de l'adresse des députés. Il la juge concluante contre le ministère. Celui-ci tombera « et ce sera un bonheur pour la cause belge » ³.

Le 6, le comte de Mérode arrive « en mission spéciale auprès du gouvernement ». Conformément à des instructions secrètes il offrait d'augmenter fortement l'indemnité à la Hollande et de lui céder quelques territoires. Cependant que Montalembert se « tourmente beaucoup » d'être sans nouvelles de Skrzynecki ⁴, le 9 il conduit son beau-père chez Thiers et il assiste aux débats incertains de la Chambre des députés. Il y retourne le 11.

Thiers y fait un discours parfait qui dépasse toutes nos espérances. Le résultat est des plus satisfaisants. Grâce à un maladroit amendement du ministère, 212 voix se déclarent pour la Belgique et 216 pour le ministère, *une* voix de plus que la majorité absolue : c'est plus qu'il n'en faut pour bouleverser toutes les combinaisons diplomatiques. Je regarde maintenant la Belgique comme sauvée ! Mon beau-père y a beaucoup contribué et j'aime à croire que je n'y ai pas été pour rien... ⁵.

Les députés de l'opposition offrent, le 16, aux envoyés belges un grand dîner. Montalembert y trouve Cormenin, Laffitte,

1. Montalembert au comte F. de Mérode : 2 janvier 1839. A. L. R.

2. *Ibidem*.

3. *Journal* : 3 janvier 1839.

4. *Journal* : 6 janvier 1839.

5. *Journal* : 11 janvier 1839.

Dupont de l'Eure, Arago, l'organisateur du banquet, pour qui il éprouve depuis longtemps de la sympathie, le maréchal Clausel, « dont la présence est importante », Odilon Barrot, Mauguin, Garnier-Pagès et autres notabilités de la gauche. On se félicite de la défaite du ministère battu le matin « sur l'ensemble de la politique étrangère à neuf voix de majorité¹ » grâce à l'appui, d'ailleurs compromettant, de Berryer, chef des légitimistes.

Le 19, Molé ne ressaisit qu'une majorité précaire. Le 22, il apporta sa démission au roi, qui provisoirement la refusa et signa le 2 février la dissolution de la Chambre des députés. L'affaire belge n'avait été pour les « coalisés » qu'un des nombreux prétextes à attaquer Molé. Dans la confusion du moment elle passa dès lors au second plan. Molé ayant ratifié la signature de son plénipotentiaire à la conférence de Londres, celle-ci avait notifié le 23 janvier son verdict à la Hollande et à la Belgique.

Sans broncher, Montalembert maintient sa ligne. Ce même 23 janvier, une lettre chiffrée de Bystrzanowski lui annonce l'évasion de Skrzynecki. Montalembert exulte :

Ainsi donc tout est consommé. Dieu a daigné bénir cette entreprise, la plus importante que j'aie eu à conduire de ma vie!! je puis à peine en croire la réalité démontrée : je n'ose pas mesurer l'immensité des conséquences de cet événement auquel j'ai eu le bonheur de participer d'une manière si intime. Voilà donc ce preux Chrétien, ce grand guerrier, ce héros par excellence de mon admiration et de mes sympathies, rendu par mon intervention à la liberté, à l'activité, à la bonne cause, à l'Europe libérale et Catholique ; voilà donc la justice et le Catholicisme pourvus de leur plus beau type, de leur plus brillant défenseur... Je ne demande plus qu'une grâce au père des miséricordes, c'est de pouvoir combattre avec lui, et mourir comme Frédéric de Mérode...².

Aussi, décidé à rejoindre l'armée belge, Montalembert prie-t-il Skrzynecki de le prévenir, secrètement, du moment qu'il

1. *Journal* : 16 janvier 1839.

2. *Journal* : 25 janvier 1839. Ce même jour, Montalembert reçoit une lettre de Skrzynecki datée de Londres : 23 janvier. Il en recevra une autre datée de Bruxelles le 10 février et annotée de « sublime », « miraculeuse », etc. L'une et l'autre sont conservées aux A. L. R.

jugera opportun ¹. Montalembert a soin d'annoncer par le *Journal des Débats*, le 28 janvier, l'arrivée de Skrzynecki et le soir, au cours d'un repas chez le Chancelier, il constate l'intérêt suscité par cette nouvelle. Il ne résiste pas au plaisir de la publier dans l'*Univers*, en s'y nommant comme intermédiaire. On le lui reproche :

Pourquoi, réplique-t-il, les Catholiques devraient-ils ignorer ce qui peut me grandir à leurs yeux et m'aidera à les servir ² ?

Montalembert s'occupe de la constitution d'un comité belge, composé de hautes personnalités françaises. Il conseille vivement à M. de Mérode de subventionner quelques journaux français pour qu'ils soutiennent la Belgique, comme le roi Guillaume paye la *Presse* et le *Journal de Paris* ³.

Au moment où Montalembert se réjouit de l'embarras causé à Molé par l'arrivée de Skrzynecki ⁴, et escompte plus que jamais la chute du ministère, ce dernier s'accorde un sursis en apportant à la Chambre l'ordonnance de prorogation. Puis la Chambre sera dissoute. Bref, « halte de trois mois », écrit aussitôt Montalembert à M. de Mérode, pendant laquelle le gouvernement français, libéré du parlement, étranglera discrètement la Belgique ⁵.

Montalembert ne se repent donc nullement du bruit provoqué par ses soins autour de l'arrivée de Skrzynecki, qui est nommé général de division dans l'armée belge.

1. Montalembert au généralissime Skrzynecki : 26 janvier 1839. J. N. S., *op. cit.*, p. 35.

2. *Journal* : 29 janvier 1839.

3. Montalembert au comte F. de Mérode : 29 janvier 1839. A. L. R.

4. Molé assure dans ses *Mémoires* que Montalembert aurait commis « l'imprudence d'envoyer par la poste en Autriche des lettres injurieuses pour l'Empereur de Russie et le Prince de Metternich dans lesquelles il expliquait toute l'affaire. Comme il était à prévoir ces lettres tombèrent entre les mains du Chancelier ». Il n'est pas besoin de telles lettres (voir ci-après celle qui fut adressée à M^{me} Skrzynecka) pour comprendre que la Russie et l'Autriche aient considéré la nomination de Skrzynecki à la tête de l'armée belge comme une provocation. Molé cite ensuite un mot de Louis-Philippe : « Quelle campagne le roi Léopold a été faire avec ce Polonais, c'est absurde ». (Noailles : *Le comte Molé*, t. VI, p. 162).

5. Montalembert au comte F. de Mérode : 31 janvier 1839. A. L. R.

Tout a manqué échouer, écrit Montalembert ; on l'a d'abord très mal reçu. Si je n'avais donné cette grande publicité qu'on me reproche, rien ne se faisait. Le roi et de Theux ont heureusement montré beaucoup d'énergie, malheureusement simultanée avec la mollesse qui les empêche de répondre par un refus franc et net aux iniques décisions de la Conférence ¹.

Montalembert joue ainsi la partie avec un entrain, voire un humour juvéniles, doublés d'un sens politique accusé. Il rit en effet de l'évasion de Skrzynecki comme d'un bon tour joué à Metternich. Il rend au prince « la monnaie de sa pièce » et se dédommage « de la manière brutale » dont il a été traité en Lombardie en 1834. « Maintenant nous sommes quittes, et j'espère sans rancune », mande-t-il à M^{me} Skrzynecka, comptant bien que cette lettre sera lue par l'indiscrète police de l'intéressé ². Se justifiant d'autre part auprès de M. de Mérode d'avoir publié avec détails les nouvelles de Skrzynecki, il explique que, par ce moyen, il a « un peu forcé la main » aux gouvernants belges, et s'est mis en avant dans la mesure où il devait « garantir l'authenticité » d'une évasion si opportune.

J'ai visé en tout ceci, selon ma théorie habituelle, écrit Montalembert, à l'*effet*, non pas pour moi mais pour la chose en elle-même et, je le répète, j'ai parfaitement réussi en ce qui touche à Paris..... L'impression unanime a été des plus favorables et grandit au lieu de diminuer. Nous avons mis à la disposition du roi Léopold une force morale IMMENSE en lui donnant ce seul homme. En saura-t-il user ? je commence à en désespérer ³.



4.

Le 2 février, le roi de Hollande avait adhéré aux décisions de la conférence de Londres, ratifiées le 23 janvier par Molé. Bruxelles était sur le point de céder. Montalembert s'alarme, reproche aux catholiques belges de n'être pas disciplinés, à M. de Mérode d'être trop entier dans ses opinions, au clergé

1. *Journal* : 1^{er} février 1839.

2. *Montalembert et sa correspondance inédite avec le généralissime Skrzynecki*, p. 36.

3. Montalembert au comte F. de Mérode : 5 février 1839. A. L. R.

et aux Flandres de rester trop hors de la lutte ¹. Ces réactions trahissent la nervosité du combattant qui sent la défaite. Montalembert, le 9 février, se rend avec son beau-frère Werner chez Molé, le complimente ironiquement « sur son glorieux succès du Mexique ², compensation brillante de l'abandon de la Belgique ». On reparle de Skrzynecki ; Molé convient que les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche à Bruxelles ont commis une maladresse en protestant, jusqu'à quitter la Belgique, contre la présence du général polonais. Montalembert se félicite du sang-froid avec lequel le gouvernement belge leur a remis leurs passeports ³.

Montalembert n'attend plus rien de la France dans cette affaire, et son seul espoir est que, malgré la crise économique consécutive à la tension politique, la Belgique résistera dans un dernier sursaut.

Cruelle diversion à l'affaire belge, Montalembert perd presque subitement sa seconde fillette. Pendant qu'il est absorbé par l'inquiétude et la douleur, la résistance belge fléchit de plus en plus. Tout espoir perdu de durcir celle-ci, Montalembert bataille jusqu'au bout. Le 19 février, il voit longuement le maréchal Maison, selon qui on était disposé « à céder aux Belges si ceux-ci avaient voulu persévérer dans leur résistance » ⁴. Fort de l'avis de ce soldat, plusieurs fois ministre et ambassadeur, qui échappe à toute accusation de romantisme, Montalembert prend sa plume, sans la retenir, à destination de son beau-père et de Dumortier, un chef modéré belge. Au premier il livre toute vive sa conversation avec le maréchal, sa fureur et sa honte de la capitulation, honteuse après tant de bravades ⁵. Au second il écrit une « lettre fulminante contre la lâcheté de la Belgique » ⁶, lettre impru-

1. Montalembert à Dechamps : 3 février 1839 ; lettre publiée par *La Neuf* : 25 février 1911.

2. *Journal* : 9 février 1839. — L'escadre de l'amiral Baudin avait, après bombardement et débarquement à Veracruz, obligé l'anarchie mexicaine à respecter les intérêts de nos nationaux.

3. *Journal* : 9 février 1839 et Montalembert au comte F. de Mérode, même date. A. L. R.

4. *Journal* : 19 février 1839.

5. Montalembert au comte F. de Mérode : 19 février 1839. A. L. R.

6. *Journal* : 19 février 1839.

dente qui, publiée malignement, entamera la popularité de Montalembert chez les Belges. Le même jour, il confiait à son *Journal* :

La calme fierté avec laquelle on a laissé partir les ambassadeurs de Prusse et d'Autriche a fait place à une terreur panique. Le roi, les ministres veulent céder, la majorité de la Chambre aussi. Dieu veuille que M. de Mérode se retire à temps pour n'être pas complice de cette insipide lâcheté.

Le lendemain 20, il apprend, soulagé, la démission de son beau-père qui, après le dramatique conseil des ministres du 31 janvier à la suite duquel d'Huart, ministre des Finances, avait démissionné, avait assuré l'intérim et contribué à la nomination de Skrzynecki. Se retirant après sept années de présence ininterrompue au Conseil, il émet avec quarante-deux autres représentants un vote d'opposition à la signature du traité ¹.

D'Angleterre, où l'a appelé la mort de sa mère, Montalembert suit l'écroulement de son rêve. Le 18 mars, la Chambre belge accepte le traité. Le 31, le jeune pair converse avec le comte de Senfft ambassadeur d'Autriche à Londres sur cette « misérable Belgique dont le déshonneur, écrit-il, maintenant consommé me navre et m'humilie au delà de toute expression » ².

Inconsciemment la sensibilité de Montalembert, une fois de plus, l'empêche d'examiner, lucide, la situation et les raisons qu'a eues Molé de liquider l'affaire belge pour qu'aucun différend ne subsiste entre la France et les Puissances, à l'Est surtout. (Cela tient à la politique de la « paix à tout prix », d'autant plus explicable que « l'entente cordiale » se refroidit, à cause de l'Algérie en particulier). L'année précédente il avait ainsi défini le programme politique de son choix : « *maintien du système de résistance à l'intérieur, cessa-*

1. Cf. B. N. Fonds Thiers N. a. f. 20608 lettre de Mérode à Thiers du 16 février 1839 pour demander à la France d'intervenir en Rhénanie et pour annoncer son intention de démissionner plutôt que de signer l'abandon des deux provinces.

2. *Journal* : 31 mars 1839.

tion du système de complaisance à l'extérieur » ¹. Deux mois après il banquetait aux côtés de Garnier-Pagès, et la Belgique ne gagnait rien à la chute de Molé. Il ne voulait pas la guerre, mais il était prêt à y jeter ses deux patries, par idéalisme :

Il y aura toujours des guerres dans le monde grâce au ciel. La guerre est la première nécessité du monde actuel, comme l'a si bien démontré le comte de Maistre, pour empêcher l'humanité de pourrir sur le fumier de l'industrie et du matérialisme... ².

Du moins croyait-il d'abord que tirer l'épée eût probablement suffi à donner le Luxembourg aux Belges, ensuite qu'on atteignait là un de ces cas limites dans lesquels, si dégainer ne suffit pas, il faut frapper sous peine d'esclavage. Vue douteuse.

1. Inédit. A. L. R.

2. Montalembert au comte F. de Mérode : 28 février 1839. A. L. R.

CHAPITRE VIII

Un pair indépendant.

- § I. — NOUVELLES INTERVENTIONS POLITIQUES (1839-1842). — 1. Pour la pairie, 1839 ; 2. Montalembert soutient le ministère Thiers de 1840 ; 3. Montalembert défenseur des droits de la Chambre haute, 1840-1842.
- § II. — LA QUESTION D'ORIENT (1840-1842). — 1. Thiers charge Montalembert de mission ; 2. De Vienne à Constantinople ; 3. Montalembert dénonce Méhémet-Ali et s'oppose à la guerre ; 4. Montalembert contre Guizot.
- § III. — POSITION POLITIQUE GÉNÉRALE DE MONTALEMBERT (1838-1842). — 1. Partisan de la « résistance » à l'intérieur mais libéral impénitent ; 2. Pourquoi Montalembert soutient le « mouvement » à l'extérieur ; 3. Montalembert appui précaire du régime et parangon d'indépendance.
-

§ I. NOUVELLES INTERVENTIONS POLITIQUES (1839-1842).

I.

Les élections du 2 mars 1839 ayant donné la majorité aux « coalisés », Molé avait démissionné. Unis pour détruire ils se révélèrent incapables de construire, même un ministère. Ce fut un nouveau ministère provisoire, presque extra-parlementaire, qui à l'ouverture de la session se présenta. En avril, la majorité escomptée ne se dégageait toujours pas. Montalembert débarquant à Boulogne y apprend ces événements. Le 6 avril, « quoique découragé par Tascher et tout le monde » il fait « son coup de tête en s'élevant avec véhémence contre la nomination à la pairie des ministériels rejetés par les électeurs ». Il parle avec assurance, et la Chambre, quoique « ahurie » par son audace, l'écoute bien... Pelet et Villemain le sou-

tiennent « noblement » ¹. La violence des termes, la susceptibilité d'un pair que sa jeunesse ne désignait pas pour défendre son Corps prétendument outragé, semblent maladroites. Mais cette maladresse est au service d'un idéal : une politique élevée qui respecte les règles du jeu parlementaire, l'honneur de la Chambre haute, l'honneur de la France, qui réagisse contre la dévalorisation croissante des honneurs.

Je sais bien, s'écrit Montalembert dans ce discours, que depuis la révolution de Juillet il y a eu une scandaleuse profusion de faveurs, de décorations et de récompenses ; je sais bien qu'un des derniers ministres a pu dire avec une déplorable vérité qu'aujourd'hui tout était descendu.

Ce mot « terrible » avait été prononcé par Barthe devant Hochet, en 1838, à propos de nominations abusives de conseillers d'État, et Montalembert, qui l'avait noté ², se couvre assez heureusement de cette autorité.

La crise s'éternisait. Impatienté par cette impuissance du parlement, il réunit au début de mai une vingtaine de pairs, résolus « à faire enfin acte de vie et de présence dans la crise actuelle ». L'assemblée se tint le 3 chez M. de Schonen ; le duc de Bassano fut nommé président et Montalembert secrétaire. Le *Messager* éveilla l'attention sur cette organisation du *parti parlementaire* de la Chambre des pairs. On discuta l'opportunité d'une adresse au roi. Le 5, réunion plus nombreuse encore. Villemain, le général Pelet, Pelet de la Lozère, Dejean au nom des doctrinaires, poussèrent avec Montalembert à l'action, soit sous forme d'adresse, soit sous forme d'interpellation aux ministres provisoires. Cousin et Flahaut, « émissaires de Thiers », torpillèrent ces projets, et Montalembert conclut avec humeur : « Toutes ces grandes puissances parlementaires ont peur du grand jour ³ ».

Remarquable, la tentative de Montalembert. Il revient d'Angleterre, plus convaincu que jamais pour avoir parcouru les comtés et entretenu Gladstone, de la supériorité des institutions britanniques. « Seul pays, écrit-il avec la complai-

1. *Journal* : 6 avril 1839 ; cf. O. C., t. I, p. 180.

2. *Pensées catholiques et politiques*, A. L. R. — Dossier 115.

3. *Journal* : 3, 4, 5 mai 1839.

sance assez aveugle d'un amant, où la liberté ait résisté... où il n'y ait rien eu qui ressemble à la pourriture de Louis XV ni à la boucherie de 93... seul pays digne, social ¹ ». Il a déjà opposé aux reculades de Molé en politique étrangère, l'éclat des succès diplomatiques de l'Angleterre ². Il trouve aujourd'hui la France dans une humiliante confusion, un émiettement de partis aux frontières sinueuses ; l'alliance négative de l'extrême droite à la gauche, les rivalités, les intrigues des Thiers et des Guizot, voilà le point auquel ses compatriotes ont réduit le régime représentatif. Où sont les *whigs* et les *tories* ? Où l'aristocratie contrepoids des *Lords* ? Montalembert ne conclut pas que le Parlement, lentement poussé sur le sol anglais, dégénère nécessairement sur le continent. Convaincu de l'excellence intrinsèque du système, faussé selon lui dans le cas présent, un instant il s'emploie à donner à Paris une réplique exacte du mécanisme politique de Londres.

La tentative n'eut d'autre lendemain qu'une remarquable correspondance avec le comte d'Alton-Shée, pair de France, qui avait adressé à Montalembert une brochure intitulée *De la Chambre des Pairs dans le gouvernement représentatif*. Après avoir dans sa première réponse félicité d'Alton-Shée, Montalembert y formulait une réserve : « je ne sais si vous faites bien de rattacher cette question à la réforme électorale ». Montalembert niait l'efficacité de celle-ci, tant « l'étroitesse » et « la bêtise » des électeurs le dégoûtaient. Quant à la pairie, Montalembert convient que « l'élection A VIE (condition *sine qua non*) vaut mieux que le système actuel, mais que cette amélioration n'approche pas de l'hérédité, comme garantie d'indépendance et de lumières chez l'individu, de stabilité et d'esprit vraiment politique pour le public ». Il ajoute que le point « essentiel » est la non-constitution de la pairie actuelle par l'article 23 de la Charte, article qu'on peut et doit toucher « autrement que pour modifier les conditions d'admissibilité » ³. Outré par la nomination à la pairie de

1. *Pensées catholiques et politiques*, A. L. R. — Dossier 115.

2. O. C., t. I, p. 167.

3. Lettre du 20 septembre 1839 ; publiée par L. Séché : *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1906, p. 563.

huit députés rejetés par leurs électeurs, Montalembert se déclare deux mois après, au même correspondant, plus converti que jamais à la nécessité d'une réforme. Il admet alors, après avoir réfléchi aux motifs invoqués par d'Alton-Shée, la connexion des deux réformes « comme leurre pour le public, et afin de passer la plus essentielle sous le couvert de la moins utile » ¹. La réforme électorale ainsi admise, Montalembert découvre une « extrême difficulté » à en établir les conditions. Il propose les cinq suivantes : refus de tout salaire aux députés ², abolition du cens d'éligibilité, adjonction des capacités, refus (en faveur du scrutin d'arrondissement moins hostile à la grande propriété) de transférer aux chefs-lieux les élections, élévation du minimum des collèges d'arrondissement ³.

Reprenons le cours des événements. La crise ministérielle se prolongeait. Alexandrine de la Ferronnays, le dimanche 12 mai 1839 après-midi, entra en courant chez les Montalembert et leur apprit qu'on se battait dans Paris. L'émeute provoqua ce résultat que le maréchal Soult put enfin constituer un ministère. « Villemain en est, constate Montalembert, jusqu'à quel point sera-t-il fidèle à ses antécédents ? j'en doute un peu (*sic*), malgré sa grande amitié pour moi et mon penchant pour lui ». Le même jour, le duc de Bassano meurt : « c'est un coup de massue, écrit son jeune ami, à toutes nos prétentions réorganisatrices de la Chambre, et pour moi en particulier c'est une perte ⁴... ».

Nous reviendrons sur la passe d'armes oratoire qui, dès le 23 mai, mit aux prises Montalembert et Villemain au sujet de la liberté d'enseignement. Le 28, seul, il soutient le comte de Portalis dans sa défense de la propriété littéraire. Repoussant la « sottise » comparaison de Gay-Lussac entre les productions littéraires et les brevets d'invention (« Homère et Papin ! »), Montalembert présente un argument intéressant :

1. Lettre du 11 novembre 1839 ; *ibidem*, p. 565.

2. Odilon Barrot réclamait vingt francs par jour.

3. Cf. *supra*, p. 278, à *L'Idéal politique* de Montalembert, une autre analyse de la lettre de Montalembert à d'Alton-Shée.

4. *Journal* : 12 et 13 mai 1839.

Il me semble d'ailleurs que dans une société gouvernée comme l'est la nôtre par les journaux et les livres, c'est-à-dire par les écrivains, il importe à la stabilité sociale de donner à ces écrivains les habitudes et les idées de la propriété. En présence d'une législation comme la nôtre, qui pulvérise de plus en plus la famille et la société, il est bon d'introduire quelques éléments de conservation ¹...



2.

Abattu, le 22 février 1840, par une nouvelle coalition qui refusa la dotation du duc de Nemours, le ministère Soult céda la place à Thiers. Montalembert qui, établissant tristement le 31 décembre précédent le bilan de l'année, se plaignait de « son obscurité politique, des ennuis et des luttes stériles où s'usait sa vie » ², Montalembert reparut à la tribune ³. Il était depuis longtemps en coquetterie avec le nouveau président qui venait de lui offrir une ambassade et, en politique étrangère, Montalembert était « gauche ». Aussi, quoique le premier vote de confiance (sur les fonds secrets) à la Chambre des députés eût nettement compromis Thiers avec la gauche en matière de politique intérieure, Montalembert prit ouvertement parti pour lui, le 2 avril, lors d'une discussion des fonds secrets, dans les « bureaux » de la Chambre des pairs ⁴. Celle-ci commença le 14 avril la délibération publique sur le projet. Le duc de Broglie, parrain du ministère Thiers, tenta en rapportant favorablement d'orienter à droite son filleul. Le lendemain, un collègue, Viennet, protesta contre l'agression dont le cabinet Soult avait été victime et critiqua « les prétentions excessives du Parlement ».

Montalembert — qui a trente ans ce jour-là — prononce alors un bref discours, important pour préciser sa position. Une définition vaut d'être citée *in extenso* malgré son évidence :

Quant à moi, ce gouvernement *parlementaire* qui effraye tant

1. *Journal* : 28 mai 1839 et O. C., t. I, p. 191.

2. *Journal* : 31 décembre 1839.

3. Le 4 mars d'abord au sujet du travail des enfants, puis le 6 avril sur les hôpitaux. Voir plus loin ch. x, pp. 460 sq.

4. *Journal* : 2 avril 1840.

d'honorables orateurs ne m'inquiète pas. Si c'est l'idée, je trouve que c'est au fond l'idée modérée, raisonnable, l'idée honnête de la révolution de Juillet, c'est-à-dire la prépondérance des vœux légitimes du pays, exprimés d'une manière légale dans ses propres affaires... Si c'est le mot qui effraye... en supposant même que ce mot renferme tant de dangers inconnus, j'oserai dire à la Chambre des pairs qu'en l'adoptant elle lui ôtera beaucoup de sa force et peut-être tout son danger ¹.

Second épouvantail, « l'avènement de la gauche ». Montalembert s'en félicite, quoique ne partageant point ses idées, car elle constitue une force puissante qu'il serait dommageable de reléguer systématiquement dans l'opposition. L'approche du pouvoir émoussera la pointe trop destructrice de ses critiques, — Montalembert blâme en passant le refus de la dotation et autres mesquineries, — dégagera les vrais politiques du parti des extrémistes dangereux. Il rappelle ensuite que Thiers est l'auteur des lois de septembre, et reconnaît sa propre erreur de les avoir combattues. Il s'élève enfin au motif principal de son adhésion au nouveau ministère, le premier, dit-il, qu'il se trouve complètement disposé à appuyer quoiqu'il ne se soit jamais opposé irréductiblement à aucun :

Ici je crois être d'accord avec ce qu'a dit le spirituel préopinant sur les misères et les petitesse de nos discussions actuelles... Mais savez-vous ce qui souffre, ce qui déchoit au milieu de ces discussions ? c'est la grandeur, l'influence légitime de la France. Oui, dans ces grandes questions de politique générale qui se présentent et se résolvent au milieu de l'indifférence et des tâtonnements d'une société qu'on pourrait croire infidèle à sa mission, il y a une idée qui prend cours dans le monde : c'est que la France s'amoindrit... je me dis que, lorsque la postérité viendra à connaître nos interminables discussions et leurs imperceptibles résultats, je crains fort qu'elle ne caractérise notre époque de halte dans le vide ².

Or, Montalembert espère que Thiers libérera l'enseignement, réorganisera l'armée, sauvera le prestige national, éclatant sous la monarchie absolue et au lendemain de la révolution de Juillet ³.

1. O. C., t. I, p. 213.

2. *Ibidem*, pp. 216 et 217.

3. *Ibidem*, pp. 216 et 218.



3.

Champion du régime parlementaire, Montalembert entend défendre les prérogatives des Chambres qui le garantissent. Dans la discussion d'une loi de travaux publics, il intervient le 24 juin 1840 contre le ministre, soulignant ainsi son indépendance :

lorsqu'il y aura contradiction entre ce que je regarde comme l'honneur de cette assemblée et les volontés d'un ministère quelconque, même de celui auquel je serais le plus dévoué, je n'hésiterai jamais.

Intransigeant, Montalembert ignorera toujours les « combinazioni », les souplesses de la camaraderie parlementaire, voire les intérêts de la tactique. Il n'admettra pas qu'un ministre prie les pairs de ne pas amender la loi « ni surtout vienne dire à cette tribune, vienne dire que la Chambre des pairs, en amendement une loi, la rejette ». Cela lui paraît tout à fait inconstitutionnel. Lui objecte-t-on que la plupart des députés ont déjà quitté Paris, d'où impossibilité pour eux d'examiner un amendement qu'introduiraient les pairs, Montalembert réplique : à chacun ses responsabilités ; discutons à fond, amendons, et les députés seront bien obligés par leurs électeurs d'attendre à Paris « l'expiration légale de (leur) mandat »¹. Les pairs applaudirent. Thiers, fort mécontent, répondit. Montalembert lui répliqua. Ses collègues lui surent beaucoup de gré de son attitude si libre vis-à-vis du ministre qui lui confiait à ce moment même une mission en Orient, et, croyait-on, l'ambassade de Munich ².

Le 11 février 1841, la pairie ayant été injuriée dans le *National*, le baron Séguier demandera aux pairs de délibérer séance tenante et en comité secret. Montalembert réclamera contre cette précipitation et contre le secret, nuisibles, selon lui, à la dignité de la Chambre. Le 31 mars 1841, il s'élèvera contre la prétention du gouvernement Soult-Guizot de faire

1. O. C., t. I, p. 227.

2. *Journal* : 24 et 25 juin 1840.

voter sans amendement par les pairs la loi sur les fortifications de Paris. Non ! la Chambre haute n'a pas pour fonction d'enregistrer et de parafer les décisions d'autrui. Le public chuchote : « la Chambre des pairs ne veut pas des fortifications... mais elle les votera ». Eh bien !

rendez au pays la conviction qu'il avait sous la Restauration, la conviction que ses libertés et sa sécurité trouveraient toujours au Luxembourg une force indépendante, qui élèverait contre les erreurs possibles de la couronne et de la Chambre élective une barrière infranchissable.

Et si l'on dit

Votez pour, parce que autrement vous affaiblissez le pouvoir ; votez pour, afin de sauver le ministère. Voilà ce que j'appelle une capitulation de conscience. Pour ma part je n'en signerai jamais ¹...

Un an plus tard, dans des circonstances semblables, le même ministère invitera les pairs à voter sans amendement un projet sur les lignes de chemins de fer, et ses partisans invoqueront le zèle des gouvernements absolus pour ce progrès. Montalembert répondra, évidemment, par l'exemple de l'Angleterre :

Qui a jamais songé à lui dénier la faculté de concilier toutes ces grandes œuvres politiques avec ses institutions libres ? Et pourquoi, Messieurs, la lui reconnaît-on ? Parce qu'elle possède réellement les trois pouvoirs, parce que la Chambre haute y est une véritable aristocratie politique, investie en fait de toute l'indépendance et de toute la puissance à laquelle nous aussi nous avons droit.

Et il terminera en citant le mot fameux : « La cour rend des arrêts et non pas des services » ².

Ce jour-là encore Montalembert sera battu ; par cent vingt-deux voix contre six ! Mais il aura, sans jouer de la bande, manifesté ses principes.....

Avant de quitter la France en juillet 1840, pour la mission qui sera étudiée ci-dessous, Montalembert participa active-

1. O. C., t. I, pp. 285 et 286 ; *Journal* : 15 février 1841.

2. *Ibidem*, p. 345.

ment aux travaux du *Comité des Arts* où l'avait introduit un article de l'*Univers* sur l'art religieux, article remarqué par M. de Salvandy. Il plaida devant la Chambre pour la conservation des monuments historiques ¹. L'on ne retracera pas ici toutes les interventions de Montalembert dans ce sens. Du moins convient-il de les rattacher à son effort constant en faveur d'« une politique élevée ». Il sauvegarde, par devoir autant que par goût, le patrimoine artistique et historique, humain et chrétien de la France.

§ II. LA QUESTION D'ORIENT (1840-1842).

I.

Montalembert fréquentait assez Thiers, le nouveau président du Conseil. Ainsi le 8 avril lui recommandait-il en ces termes son beau-frère Werner de Mérode, qui brigait une place d'attaché d'ambassade : « N'ayant pu réussir à causer quelques instants avec vous ces jours derniers je prends la liberté de vous adresser quelques lignes pour vous rappeler une affaire que j'ai fort à cœur » ². Le ton témoigne d'une certaine liaison avec le premier ministre. Celui-ci en profitait parfois désagréablement, par exemple dans l'incident suivant.

Participant à l'enthousiasme suscité par cette mesure, Montalembert avait approuvé le projet de retour des cendres de Napoléon. Cependant il avait applaudi ³ au discours par lequel Lamartine témoignait ses craintes que, mal éteintes, ces cendres n'allumassent un incendie, et invitait à recevoir le glorieux tombeau « avec recueillement mais sans fanatisme ». L'effet de ces sages conseils ayant été le rejet de la majoration de crédits proposée par la commission et approuvée par Thiers, les journaux de gauche ouvrirent bruyamment une souscription. Au cours d'une visite chez Thiers, Montalembert se laissa « sottement » engager dans le comité

1. *Journal* passim. — O. C., t. I, p. 220.

2. B. N. fonds Thiers N. a. f. 20 612.

3. *Journal* : 27 mai 1840. Cf. l'*Univers* du 13 mai 1840, analysé ci-dessous ch. X, pp. 449-450.

de souscription et, fort mécontent de lui-même, nota : « Tracas et courses nombreuses pour cette maudite souscription... Heureusement qu'une lettre de Barrot vient nous tirer de l'abîme de ridicule où nous nous enfonçons »¹.

En dépit de la mésaventure, Thiers obtint de Montalembert, le 12 juin, sa collaboration dans l'épineuse affaire d'Orient, qui mettait en jeu tout l'équilibre européen². Le pacha d'Égypte Méhémet-Ali, soldat heureux, dressé contre son suzerain le sultan et installé en Syrie stablement depuis 1833, avait en juin 1839 infligé un double désastre au sultan dont l'agressive armée avait été écrasée à Nézib et dont la flotte était passée à l'ennemi. L'*Univers* identifiait alors les intérêts de la Turquie et ceux du catholicisme³, persécuté par le pacha en Syrie. Il réclamait pour la France le maintien du protectorat des populations chrétiennes d'Orient par la défense de la Turquie contre la Russie, et la limitation à l'Égypte de l'indépendance de Méhémet-Ali⁴. Un arrangement direct entre vainqueur et vaincu avait été empêché par la note collective du 27 juillet 1839, qui remettait aux cinq puissances — Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie — la solution de la question d'Orient. Signée pour lier la Russie, dont on redoutait la tutelle sur la Porte, cette note enchaînait la France qui, prise d'engouement pour Méhémet et le patronnant, à la face de l'Europe, se trouvait maintenant obligée de le défendre contre les puissances malveillantes.

La sympathie irraisonnée des électeurs et parlementaires français pour l'Égyptien se doublait d'une affaire d'honneur national, que les passions exaspéraient. Ayant paralysé la négociation directe de Méhémet vainqueur, ayant affiché que le pacha était son client, la France devait se montrer exigeante en faveur de celui-ci dans les pourparlers internatio-

1. *Journal* : 30 et 31 mai 1840. Les sommes souscrites se révélèrent dérisoires cependant que l'incident tournait à l'aigre. Thiers obtint d'Odilon Barrot une lettre pour conseiller l'abandon de la souscription.

2. Sur cette affaire d'Orient, cf. en particulier l'article de M. Pouthas : *La politique de Thiers pendant la crise orientale de 1840*, paru dans la *Revue Historique*, janvier-mars 1938. L'auteur est sévère pour Thiers.

3. *Univers* : 3, 4, 5 juillet 1839, articles de Saint-Chéron.

4. *Univers* : 17 juillet 1839.

naux. Or les puissances, singulièrement la Russie habile à opposer la France à l'Angleterre, et celle-ci dirigée par lord Palmerston qui détestait la France, entendaient au contraire réduire au minimum les avantages de Méhémet, et contraindre la France à céder. Raison de plus pour résister.

Engagée dans cette impasse sous le ministère précédent, comment notre diplomatie en sortirait-elle avec Thiers ? Prenant le pouvoir le 1^{er} mars 1840, celui-ci avait d'autant moins de motif d'encourir une impopularité certaine ¹ en rompant avec la politique égyptophile de son prédécesseur, qu'il avait incarné contre celui-ci, à propos de l'affaire belge notamment, la fierté ombrageuse du nationalisme. Non par nationalisme mais par un sentiment aigu de l'honneur, de la grandeur, de la vertu guerrière, Montalembert partageait ce point de vue de Thiers et, comme lui partisan de l'alliance anglaise, plaçait au-dessus d'elle le souci de la dignité française.

Tandis que les puissances négociaient à Londres, Thiers ordonnait à Guizot, notre ambassadeur, de se tenir à l'écart, de dédaigner les propositions qu'on lui offrait, de ne traiter qu'avec les Anglais et se flattait que les Quatre ne se passeraient pas du concours de la France contre Méhémet. Thiers s'aliénait au contraire les puissances, en poussant secrètement à un accord direct entre le sultan et le pacha au risque de sembler violer la convention du 27 juillet 1839 (que Thiers désapprouvait). Sans répudier celle-ci, il envoyait Eugène Périer à Alexandrie avec mission de modérer le pacha ², comme il enverra un peu plus tard Walewski. Louis-Philippe espérait aussi et croyait possible l'arrangement direct, comme en témoigne une lettre à son ministre (le 5 juin 1840) ³.

Le 12 juin, Thiers, instruit du projet formé par Montalembert depuis dix-huit mois de visiter le proche-Orient et les Lieux-Saints, appela le jeune pair et lui proposa à l'occasion de ce voyage une mission très officieuse auprès de M. de Metternich, d'Ibrahim pacha et de son père Méhémet-Ali. Thiers

1. *Souvenirs* de Sainte-Aulaire, p. 288. (Thureau-Dangin les a utilisés inédits).

2. Ch.-H. Pouthas, article cité, p. 89.

3. B. N. — N. a. f. correspondance Thiers, année 1840.

lui offrit naturellement de porter les frais de route à la charge du gouvernement ¹. Le 20 juin, Montalembert se décidait à accepter sans traitement ² cette mission dont le ministre ne dessinait la nature qu'à grands traits. Elle serait analogue à celle de M. de Bois-le-Comte ³, qui en 1833 avait contribué à l'apaisement. Montalembert promit au ministre de soutenir sa politique à Vienne, à Constantinople et à Alexandrie par un « langage ferme et modéré », de manifester la nécessité d'une entente directe avec le pacha ⁴. Montalembert considérait d'ailleurs ce voyage plutôt comme un repos ⁵.

M. de Metternich autoriserait-il cette fois plus qu'en 1834 ⁶ le passage de Montalembert dans les États autrichiens ? M. de Mérode l'en avait prié en 1839. Par l'intermédiaire de son fils Werner, attaché à l'ambassade de France, il demanda pourquoi la permission accordée en 1839 n'avait pas été envoyée. Le prince s'excusa de l'oubli, et assura qu'il serait charmé de voir Montalembert. « Personne plus que moi, dit-il, n'apprécie la portée de son talent ; c'est parce que ce talent rend les premières doctrines qu'il professait plus dangereuses que j'ai fait bonne garde ⁷ ».

Montalembert part donc accompagné de M^{me} de Montalembert, et le 1^{er} juillet 1840 adresse à Thiers, de Verdun, le billet suivant :

Monsieur le Président du Conseil

Dans la dernière entrevue que vous m'avez accordée, j'ai oublié de vous demander quelques renseignements sur le langage que je

1. Lettre de Montalembert à son beau-père le 13 juin 1840. — A. L. R. — Dossier 443.

2. *Journal* : 20 juin 1840.

3. Comte de Bois-le-Comte (1796-1863), diplomate de carrière, démissionnaire en 1830, réintégré en 1833 pour des missions en Turquie, Espagne, Hollande. Il deviendra collègue de Montalembert à la Chambre des pairs en 1845.

4. Thiers à Montalembert : 30 juillet 1840. — A. L. R. — Dossier 632. Des fragments cités par Lecanuet d'abord dans le *Correspondant*, 10 juin 1897, puis dans *Montalembert*, t. II, p. 116.

5. Lettre à l'abbé Delor : 2 juillet 1840. *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1902.

6. Cf. plus haut, chapitre IV, p. 207.

7. Werner à son père, lettre du 8 juin 1840. A. L. R. — Dossier 633 ; cf. dossier 633, lettres de La Rochefoucauld à Montalembert, Vienne, 1834.

pourrais tenir aux agens anglais et russes que je rencontrerai sur mon chemin. Je ne suis pas embarrassé quant aux Anglais : mais je voudrais savoir si avec les Russes, je pourrais sans inconvénient leur dire ce que je pense de leurs prétentions et de l'urgente nécessité que je trouve à les arrêter. Peut-être aurez-vous la bonté d'ajouter quelques mots sur ce sujet, aux instructions que je vais attendre à Munich. Agréez ¹.....

Tout jeune, Montalembert avait en Suède été frappé du danger russe. Dans son article de 1830 de la *Revue des Deux Mondes*, il parlait déjà « du colosse qui menace l'Occident ». On sait la tendresse de l'*Avenir* pour le czar, incarnation de l'absolutisme. Cette double raison de politique étrangère et de mystique libérale poussait ainsi Montalembert dans la même voie depuis des années.

Montalembert s'arrête à Munich, où il ne manque pas de rencontrer Gœrres et Dœllinger. A Vienne, que les voyageurs atteignent le 28 juillet, Montalembert prend contact avec les milieux diplomatiques autant que le permettent les absences estivales. Il voit le baron de Langsdorff chargé d'affaires de France, le comte de Sambuy, ministre de Sardaigne, le prince Altieri, nonce apostolique. Le comte de Sainte-Aulaire, notre ambassadeur, n'avait pas encore regagné son poste viennois, et M. de Metternich était déjà installé en Bohême.



2.

Une nouvelle grave et inattendue touche Montalembert à Vienne : le traité des quatre puissances, signé à l'insu de la France contre le pacha d'Égypte, et l'envoi présumé d'une flotte anglo-autrichienne sur les côtes de Syrie. Montalembert écrivant aussitôt à Thiers, le 1^{er} août, lui rappelle leur conversation, leur prévision de l'incident et les réponses énergiques du ministre. On espère à Vienne que les événements de Barcelone ² neutraliseront les forces de la France

1. B. N. — N. a. f. 20.612, correspondance 1840 du fonds Thiers.

2. Le 13 juillet 1840, Espartero entra en triomphateur à Barcelone après avoir chassé en France les derniers partisans armés de Cabrera. La

dans cette occurrence. Montalembert répète le contraire partout, et presse Thiers d'arborer bien haut, à son accoutumée, le drapeau national ¹.

L'accord de Londres contraint Thiers, de son côté, à annuler l'instruction préparée pour Montalembert. Dans sa dépêche du 30 juillet, il maudit l'« inconcevable témérité » avec laquelle lord Palmerston s'est jeté en avant pour éviter, à la faveur de l'insurrection du Liban, un « arrangement direct » par la reddition de la flotte turque. Alarmée et outragée d'avoir été exclue de la réunion de Londres, la France « armée à force » et l'avenir dépend des manœuvres des Quatre. Si le pacha réduit les insurgés, « ce qui est très probable » selon Thiers, les Russes entreront à Constantinople et les Anglais dans les Dardanelles, d'où conflagration qui serait fatale à l'empire ottoman. Rien à dire au pacha à qui il n'y a « aucun reproche » à adresser. C'est à Constantinople de comprendre qu'en s'obstinant puérilement « on servira à payer les frais de la guerre ». Quant à Vienne, Thiers ne comprend pas comment le grand politique qui y règne risque dans l'aventure le sort de l'Italie. La France, au contraire, aurait d'« immenses chances pour elle » et « si elle ne souhaite pas la guerre... c'est qu'elle a fait des progrès en raison et en moralité... » ².

Montalembert voit ainsi la ligne à tenir vis-à-vis des Vinois et du sultan. Il répond le 7, fort touché de voir que le ministre ne le néglige pas, parmi de si graves préoccupations. Il formule, tout en se défendant d'un pronostic, l'espoir que le peuple et le parlement anglais maintiendront la paix malgré le médiocre, le vaniteux, Palmerston. Montalembert ne

régente Christine, au lieu de suivre son avis, sanctionna la loi sur les municipalités (qui tendait à transformer l'alcade indépendant en simple agent du pouvoir central). Aussitôt Espartero démissionnait de toutes ses charges ; le peuple de Barcelone s'agitait et le ministère dut se retirer, etc.... Ce furent les prodromes de la révolution de septembre qu'incarna Espartero, régent après l'abdication de Christine.

1. Montalembert à Thiers : Vienne, 1^{er} août 1840. Lettre inédite à la B. N. — N. a. f. 20.612. Il y a une copie autographe A. L. R. — Dossier 632.

2. Thiers à Montalembert : 30 juillet 1840. — A. L. R. — Dossier 632, lettre inédite ; B. N. — N. a. f. 20.613, copie de cette lettre. — De Meaux : *Montalembert*, pp. 145, 146, l'a utilisée.

compte pas, lui, sur Metternich qui en politique étrangère a toujours misé sur les valeurs destinées à être les plus ébranlées par les bouleversements postérieurs... Sans doute, son pouvoir « a duré vingt-cinq ans au milieu de l'instabilité universelle... mais c'est un bonheur encore plus qu'un mérite ». Metternich, comme les Anglais, garde la terreur de la France révolutionnaire. Voilà ce qui le jette dans les bras du Russe.

L'histoire lui reprochera toujours de n'avoir pas voulu fonder la paix et la sécurité de l'Europe par une alliance sérieuse avec la France, en tempérant réciproquement l'esprit trop moderne et l'esprit trop ancien par leur union et en élevant une barrière infranchissable contre la Russie et au besoin contre l'Angleterre.

Un atout français rassure Montalembert : le fait que Thiers préside au destin de son pays.

Je vous ai assez de fois combattu pour ne pas être suspect de flatterie en vous disant que votre présence à la tête du cabinet français est le meilleur gage de force et de résistance que nous puissions donner à l'Europe. On sent à l'étranger, peut-être plus encore qu'en France, que vous représentez ce qu'il y a de plus formidable en France...

Personne n'est mieux placé que Thiers non seulement pour gagner une guerre, mais pour sauver, si possible, la paix dans l'honneur. Aux Autrichiens, convaincus que la France cédera, Montalembert réplique inlassablement que M. Thiers est là « précisément pour empêcher que la France ne prenne cette habitude »¹.

Le voyageur prend à Vienne son beau-frère Werner et tous trois descendent le Danube en bateau. Montalembert est frappé en cours de route par l'influence russe « en Serbie et dans la Moldo-Valachie ». Il remarque que les Russes occupent « complètement et irrévocablement » l'embouchure du fleuve, ayant construit leurs établissements non pas sur la rive gau-

1. Montalembert à Thiers : 7 août 1840 ; partiellement inédite, le reste publié par Lecanuet, t. II, p. 118, et par de Meaux : *Montalembert*, pp. 146, 147. A. L. R. — Dossier 632, copie autographe ; l'original à la B. N. — N. a. f. 20.621 (La copie et l'original ne sont pas identiques mais les variantes ne modifient pas le sens. En fin de lettre Montalembert recommande encore son beau-frère).

che mais sur la rive droite, « qui devait rester inhabitée aux termes du traité d'Andrinople » ¹.

Dans sa dépêche du 2 septembre 1840 au président du Conseil, l'ambassadeur de France en Turquie, M. de Pontois, se montre inquiet : Méhémet-Ali s'obstine, l'ambassadeur d'Angleterre s'en réjouit, dans l'espoir de détruire cet irréconciliable ennemi de la Porte ². M. de Pontois annonce ensuite à Thiers que Montalembert est près de lui, au palais de Thérapia, depuis l'avant-veille.

On devine les poignantes conversations échangées par les deux hommes politiques. L'ambassadeur connaît l'intention de la Porte, de l'Autriche et de l'Angleterre de frapper un coup rapide afin d'enlever la décision en éludant l'opposition de la France et en évitant l'intervention de la Russie. Cette dernière puissance cherche à provoquer l'occasion d'une exécution du traité de Londres, exécution à laquelle elle prendrait part prépondérante. Dans les deux cas, la France sera exclue et gravement atteint son prestige en Orient ³. M. de Pontois s'indigne de cette politique française par laquelle on renonce à une alliance traditionnelle, en faveur du sauvage et despotique Méhémet-Ali. La flotte française est absente. L'ambassadeur n'ose pas même présenter Montalembert à Reschid pacha, ministre des Affaires étrangères ... Pénible situation pour le diplomate ! M. de Pontois, loin de perdre de vue les intérêts catholiques, juge que la France, protectrice des chrétiens syriaques et maronites, manque à cette mission en rompant avec le sultan.

Montalembert réussit cependant à voir le ministre, Reschid pacha ayant accueilli avec empressement une demande directe d'audience. Le 7 septembre, Montalembert raconte à Thiers cette entrevue à laquelle se mêla quelque temps M. de Stürmer, l'internonce d'Autriche.

Montalembert s'efforça, dit-il, de les persuader de la gravité de la situation dans laquelle l'Europe plaçait la France, où

1. Montalembert à Thiers : 7 septembre 1840. — B. N. — N. a. f. 20.612.

2. Archives des Affaires étrangères, Turquie, 1840, volume 281.

3. Dépêche du 7 septembre 1840 Archives des Affaires étrangères, Turquie, 1840, volume 281.

l'opinion publique ne laissait pas le champ libre aux diplomates. Il représenta que Thiers avait suivi la politique de ses prédécesseurs et influencerait par sa puissance sur celle de ses successeurs, en sorte qu'il ne fallait pas escompter un changement d'orientation par un changement de ministère. Montalembert exprima son regret de la séparation de la France et de la Porte, sa crainte de l'envahissement de Constantinople par les Russes : Reschid pacha ne le redoutait pas moins, mais répondit qu'il « ne pouvait sacrifier l'existence de l'empire ottoman qui se trouverait anéanti *en premier lieu* par la création d'un empire soi-disant arabe en Syrie ». Reschid pacha déplora amèrement le discours de Thiers aux pairs, puis soutint que celui-ci exigeait l'hérédité de la Syrie (Montalembert le détrompa) et que, d'ailleurs, « le refus positif de la France de s'adjoindre aux autres puissances pour obliger le pacha à reconnaître *un arrangement quelconque*, avait dû détruire l'espoir d'arriver à un résultat où la France pût intervenir amicalement ». Reschid pacha conclut en assurant qu'il se serait entendu volontiers avec Méhémet-Ali si celui-ci avait été vraiment un homme d'État civilisé.

Après une allusion curieuse au projet effectif d'entente entre Reschid pacha et Méhémet-Ali, et à la présence, en fin d'audience, d'un légitimiste français M. Onfroy, agitateur en Syrie, Montalembert se permet de donner à Thiers son avis sur la situation :

En dégageant, autant qu'il est possible dans la crise actuelle, l'élément purement oriental des complications qui ont pu engager l'honneur national, il m'est impossible de ne pas me sentir profondément fortifié, par tout ce que j'ai vu de Vienne jusqu'ici dans l'impression que j'avais emportée de Paris, savoir que la question était bien plus à Constantinople qu'à Alexandrie : que le danger de voir les Russes maîtres de cette position unique et souveraine était le plus grand de tous, et qu'il aurait fallu tout sacrifier pour l'éloigner. En supposant à Méhémet-Ali tout le succès imaginable, à moins que la France n'eût été assez forte pour l'introniser à Constantinople même, il est difficile de concevoir comment il aurait pu assurer sa conquête autrement qu'en s'arrangeant à la fin avec la Russie, au profit de celle-ci, en lui livrant l'Anatolie et le Bosphore et en anéantissant ainsi l'influence que la France est appelée à exercer sur un vaste empire, comme la plus ancienne et la plus

désintéressée de ses alliées, comme la protectrice reconnue de toutes les populations catholiques répandues sur le territoire turc depuis Janina jusqu'à Erzeroum.

Montalembert avertit enfin Thiers qu'il rentrera directement en France, débarquer en Syrie ou en Égypte ne lui paraissant plus possible :

Quoique je ne puisse pas admettre comme vous *que la civilisation que l'on veut attaquer sur les bords du Nil soit celle que l'on cherche aussi à atteindre sur les bords de la Seine*, je serai toujours prêt à apporter mon faible concours à votre courage et à vos efforts pour grandir la politique du pays : je n'admettrai jamais, comme M. Molé et M. Villemain chercheront sans doute à soutenir (*sic*), que les embarras actuels viennent de vous, car j'ai la conviction qu'ils sont le résultat naturel du peu de considération que la politique des dernières années a su inspirer à l'étranger pour nous ¹.

A Constantinople Montalembert rencontre M. de Titow, chargé d'affaires de Russie, et le comte de Kœnigsmark, ministre de Prusse. Il est probable qu'au palais de Thérapia il recueille au moins l'écho de l'arrivée du comte Walewski, chargé de mission par Thiers, connu de Montalembert ², débarqué le 9 septembre 1840 d'Alexandrie, porteur d'une proposition d'arrangement territorial acceptée par Méhémet-Ali. Le pacha ne demandait plus « que l'investiture héréditaire de l'Égypte et la possession viagère de la Syrie », abandonnant Adana, Candie et les Villes Saintes ³. Malheureusement, ces propositions venaient beaucoup trop tard.

Reschid pacha reçut Montalembert une seconde fois, pour l'introduire auprès du jeune sultan. La visite, cette fois, n'eut qu'un intérêt de pittoresque. Le même jour, la flotte anglaise bombardait Beyrouth sans réaction d'Ibrahim, et la

1. Cette longue lettre se trouve B. N. — N. a. f. 20.612 n° 441. Lecaunet a publié t. II, pp. 126, 127, le récit de la visite chez Reschid pacha, sans doute d'après une copie à peu près exacte.

2. Lettre à d'Alton-Shée: 11 novembre 1839. *Revue de Paris*, 1^{er} décembre 1906, p. 566.

3. Le fonds Thiers de la B. N. contient de nombreux documents sur la question : N. a. f. 20.615 les lettres de Walewski à Thiers et 20.613-14 des lettres de Thiers, notamment celles du 17 septembre 1840 aux ambassadeurs pour leur annoncer les concessions du pacha.

Porte répondait « à la déférence du vice-Roi par un acte de déchéance » ¹.

★ ★

3.

Avant de quitter Constantinople, Montalembert adressa à l'*Univers* le 28 septembre 1840 une lettre, insérée le 24 octobre, pour déplorer la partialité du journal en faveur de Méhémet-Ali ². Saint-Chéron et Bailly qui, un an plus tôt, nous l'avons vu, ne séparaient point les intérêts de l'empire ottoman et ceux du catholicisme, excusaient alors Méhémet persécuteur des chrétiens de Syrie, en accusant l'Angleterre d'avoir poussé le pacha à cette attitude et en assurant que « Rome croit avoir à se louer des bonnes dispositions de Méhémet-Ali » ³. En manière de préface et de réplique à cette lettre de Montalembert, ils écrivent ce 24 octobre avoir eu « souvent » l'occasion de prouver que la domination de Méhémet-Ali sur l'Égypte et la Syrie favorisait les établissements catholiques, ce conquérant étant seul assez fort pour les préserver du fanatisme musulman. Une vive hostilité contre l'Angleterre anime au surplus l'*Univers* que Montalembert est censé diriger, en ayant acquis quelques mois avant la copropriété, comme nous l'expliquerons plus loin.

Montalembert, au contraire, a vu sur place quelle amitié « tous » les hommes politiques turcs portent à la France, avec quelle joie ils se fussent jetés dans ses bras, brisant les chaînes russes :

La France à Constantinople ne peut être que sauve-garde désintéressée de l'Europe. L'alliance anglaise eût alors été assise sur une base inébranlable, à l'abri de toutes les boutades d'un ministre insensé.

Après avoir démontré, à l'appui de ceci, comment la route des

1. Thiers à Guizot : B. N. — N. a. f. 20.613-14, probablement 8 octobre 1840.

2. L'article est signé d'une croix ancrée, la croix qui figure aux armes des Montalembert.

3. *Univers* : 10 octobre 1840, « Rome et Méhémet-Ali ».

Indes aurait été ainsi préservée, Montalembert insiste sur un point, capital à ses yeux : l'intérêt du catholicisme. Avec l'agrément du gouvernement turc, la France pouvait protéger tous les catholiques de l'empire ottoman, de l'Adriatique à la Caspienne, du Danube au Liban, barrer en même temps la route au schisme grec et au despotisme russe. Au lieu d'agir ainsi, la France s'est engouée pour un aventurier, génial mais sanguinaire, qui a seulement barre sur quelques catholiques de l'empire ottoman : les Syriens... et les écrase, aventurier qui livrera ses conquêtes à l'influence russe.

Prenant ainsi position sur la question d'Orient, Montalembert reconnaît que le traité de Londres vise plus haut, et que l'honneur national exigera peut-être qu'on y réponde par la guerre. Montalembert n'en peut, dit-il, juger à distance, mais, s'il approuve l'*Univers* d'exalter les vertus purificatrices de la guerre, il conclut : « si elle éclate ce sera assurément pour le motif le plus triste et le moins digne de tous ceux qui se sont offerts à la France depuis 1830 »¹.

Depuis la date à laquelle Montalembert avait rédigé ces lignes, le 28 septembre, l'*Univers* avait mené la campagne la plus violente contre les quatre puissances coupables d'attenter à la religion et à la liberté. Le 4 octobre notamment, le journal catholique, que Montalembert était supposé inspirer, publiait un appel enflammé à la lutte contre le despotisme et l'hérésie, représentant que l'enjeu en était « les droits, la religion, les mœurs, la nationalité de tous les peuples » : Irlande et Pologne, Rhénanie et Vénétie, les colonies anglaises et les provinces slaves du Danube. « Les ennemis du genre humain et de la civilisation chrétienne, ce ne sont pas les Huns, les Vandales, les Visigoths, les Ottomans ; ce sont les gouvernements anglais et russe. La guerre doit donc être une croisade..... » A la France de prendre la tête de cette croisade « aussi sainte que celles des douzième et treizième siècles »².

A Malte, Montalembert lut ces propos incendiaires et, afin de se désolidariser, répliqua le 14 octobre par une longue

1. *Univers* : 24 octobre 1840.

2. *Univers* : 4 octobre 1840.

épître signée, insérée le 31. Montalembert répète que l'honneur national peut exiger la guerre :

Quand on a baissé pavillon devant l'Europe absolutiste sur tous les points, il doit nécessairement venir un moment où on peut être forcé de le relever, même sur le terrain le moins avantageux et le moins légitime,

nouvelle preuve qu'une politique généreuse à l'égard de la Pologne ou de la Belgique n'eût pas été imprudente. Mais Montalembert proteste de toute son âme contre l'assimilation aux saintes croisades d'une guerre pour Méhémet-Ali. Une lutte militaire en Orient minera, au profit du schisme grec, certains établissements catholiques, tandis que d'autres passeront du protectorat français au protectorat autrichien.

Toute l'admiration de Montalembert pour l'Angleterre est ensuite dévoilée, dans une éloquente révolte contre les injures adressées par l'*Univers* à « ce noble pays », contre la prétention de transformer en guerre de religion sus à l'hérétique un conflit maladroitement provoqué. Quelles qu'aient été les persécutions passées contre le catholicisme et les fautes présentes de Palmerston,

n'oublions jamais que c'est elle (l'Angleterre) qui depuis 160 ans retournant aux principes immortels des siècles catholiques qui avaient dicté la *grande charte*... a ouvert la seule route où doivent marcher les peuples qui veulent échapper au double fléau du despotisme et de la démagogie.

L'Angleterre hérétique a émancipé les catholiques, laisse à ses millions de sujets catholiques la liberté absolue d'enseignement et d'établissement. Pas la France. L'Angleterre hérétique a aboli l'esclavage condamné par Rome. Pas la France. Elle favorise le clergé catholique dans ses colonies, à Malte notamment d'où les Français ont été chassés en 1800 par les indigènes dont ils pillaient les églises. Prenant ainsi le parti de l'Angleterre au moment où l'opinion est surexcitée contre elle, Montalembert s'expose, il le sait, « à d'universelles colères », mais il a à cœur

de protester de toutes ses forces au nom de la religion, de la justice et de la vérité contre une proscription qui confond la reine Victoria

idolâtrée par O'Connell, avec l'Empereur Nicolas, et une nation presque à moitié catholique qui a rendu à la liberté et à la dignité du genre humain les plus éclatants services, avec cette autre puissance qui, grâce à d'inexcusables fautes et à de lâches connivences pour tous les attentats, semble destinée à écraser par ses ruses et par ses armes l'indépendance du monde civilisé ¹.

Comme la première, cette seconde lettre de Montalembert à l'*Univers* n'est insérée que précédée d'une réponse (en quatre colonnes !) par laquelle la rédaction justifie son opposition à la politique préconisée par Montalembert. Ces Messieurs s'offusquent du parallèle injuste que « les sympathies bien connues de M. de Montalembert pour l'Angleterre lui inspirent... entre ce pays et le nôtre » ; ils se défendent de se soucier de Méhémet-Ali. Il s'agit de savoir, selon eux, « si directement ou indirectement la Russie et l'Angleterre préparent au partage de l'Orient à l'exclusion du catholicisme ou de la France. C'est plus qu'il n'en faut pour légitimer la nécessité d'une guerre ».

Tandis que Montalembert vogue vers la Sicile *via* Naples, il se demande si cet orage n'a pas éclaté, si, à la prochaine escale, il n'apprendra pas la déclaration de guerre. La nouvelle qui l'atteint à Naples est la convocation des Chambres pour le 28 octobre. Sacrifiant avec d'amers regrets son séjour en Sicile, « seul pays catholique de l'Europe où la révolution n'ait pas encore pénétré » et où l'archéologue puisse encore étudier d'anciens monastères préservés du vandalisme ², Montalembert — après avoir échangé ses vues avec le duc de Montebello, ambassadeur de France à Naples — rejoint précipitamment son poste. L'obligation importe, puisqu'il est seul parlementaire à connaître *de visu* la situation au Levant et que les Chambres vont décider de la paix ou de la guerre. Car, malgré la note du 8 octobre délimitant le *casus belli*, malgré la réponse anglaise plutôt apaisante aussi, une grande partie de l'opinion est déchaînée terriblement : Darmès tire sur Louis-Philippe ; Thiers arme à outrance.

1. *Univers* : 31 octobre 1840. Lecanuët, t. II, pp. 130-131 cite les passages touchant la Grande Charte et l'Angleterre hérétique.

2. Lettre à F. de Mérode : 18 septembre 1840. (A. L. R. — Dossier 633).

Montalembert débarque à Marseille le 24 octobre, résolu à tenir son serment de « bon et loyal Pair de France » en servant ce qu'il croit être la vérité. Il revient d'Orient « ennemi déclaré de l'alliance égyptienne, adversaire par conséquent de la guerre ». Nulle illusion ne l'aveugle quant à l'impopularité qu'il encourt, en particulier auprès des compagnons de ses luttes pour la Pologne, pour la Belgique, aujourd'hui follement partisans du despotisme de Méhémet.

Montalembert arrive à Paris le 28, tout juste comme une crise ministérielle a dénoué le drame. Le roi a imposé à Thiers un pacifique discours du trône ¹ et le ministre belliqueux s'est retiré, assez satisfait. Guizot lui succède aux Affaires étrangères. L'ouverture de la session est reportée au 5 novembre et, député, Montalembert regrette de n'avoir pas suivi le précepte de Talleyrand, « *surtout pas de zèle* ». Cependant il prend langue, s'efforce en vain de modifier l'attitude « bousingote » de l'*Univers* ².

Ici ou là, d'ailleurs, l'on approuve chaudement la position de Montalembert. Le comte de Beaurepaire, par exemple, ancien ambassadeur à Constantinople, est assuré que la France ne pouvait ouvrir les hostilités : les ministres de la Guerre, de la Marine et des Finances du ministère Thiers ne déclinaient-ils pas la responsabilité d'une déclaration de guerre ? Dès lors, écrit M. de Beaurepaire à Montalembert, quelle maladresse d'avoir proclamé que nous avons été mystifiés à Londres le 15 juillet ! Folie, d'exaspérer contre les Anglais des haines populaires qui bouillonnent et éclatent à Paris, non à Londres : Darmès, rapporte l'*Univers* du 18 octobre, a justifié son crime par ce seul mot « Beyrouth »... Sottise, de jeter la Turquie dans les bras de l'Angleterre, et d'amener les chrétiens de Syrie eux-mêmes à chercher protection ailleurs qu'en la France, devenue l'alliée des hordes de Méhémet-Ali. Contre-sens, de rompre avec l'Angleterre quand nous avons besoin d'un système d'alliance européenne, quand l'alliance anglaise nous assurerait une fructueuse émulation économique et une

1. Cf. B. N. fonds Thiers, N. a. f. 20.615, le projet de discours du trône proposé par Thiers au roi et refusé par celui-ci.

2. Lettre à F. de Mérode : 24 octobre 1840, terminée le 28. (A. L. R. — Dossier 633).

facilité dans la progression du commun régime parlementaire ¹...

Rome agit, depuis le début de la crise, dans le même sens. A Vienne en particulier, dès le mois d'août, le Saint-Siège plaide la cause de la paix. Le cardinal Lambruschini se plaint au chargé d'affaires du Roi des Français des persécutions dont les Maronites sont victimes de la part des Égyptiens, et réclame la protection de la France. Le diplomate, M. de Rayneval, au courant des doléances du patriarche des Maronites, a prévenu Thiers qu'à défaut de celle-ci ils solliciteront celle de l'Angleterre ².

M. de Mérode, de son côté, luttait contre la guerre. Le 16 octobre l'*Univers* avait publié une lettre de lui qui commentait les articles de Lamartine sur la question d'Orient, qui félicitait le poète de lutter contre une politique routinière « sans âme et sans élévation » (et lui reprochait d'avoir, contrairement à ce principe, abandonné la Belgique en 1839), mais invitait les États chrétiens à chercher cette élévation dans des exploitations coloniales et civilisatrices et non pas « dans les préparatifs de guerres d'ambition ou de faux amour-propre » ³. En plein accord avec son gendre, M. de Mérode suspend ses versements à l'*Univers*, qui jette follement de l'huile sur le feu. Lacordaire, au contraire, est partisan de la guerre, non point en faveur de Méhémet-Ali, « mais pour empêcher les Anglais de s'emparer de la mer Rouge ». Aussi approuve-t-il l'*Univers* d'être un peu batailleur et cingle-t-il romantiquement son ami en ces termes : « Il est triste quand on est un homme public d'avoir manqué au grand pressentiment de l'humanité » ⁴.

★ ★

4.

Guizot, le nouveau ministre des Affaires étrangères, qui

1. A. L. R. — Dossier 633.

2. Archives des Affaires étrangères. Rome 1840, volume 982.

3. Lettre datée de Trélon : 10 octobre 1840, insérée dans l'*Univers* du 16 octobre 1840.

4. A. L. R. — Dossier 418. Lettre de Lacordaire : 25 octobre 1840.

menait en fait le gouvernement sous le nom de Soult, interdit vigoureusement les manifestations, et l'agitation intérieure s'apaisa. A l'extérieur il prescrivit à ses ambassadeurs l'expectative et sollicita discrètement des puissances un geste d'amitié comme témoignage de collaboration avec son ministère pacifique. L'Autriche et la Prusse eussent accepté de concéder à Méhémet-Ali les pachaliks d'Acre, de Candie et l'Égypte héréditaire. La Russie non, évidemment. Lord Palmerston fut d'autant plus insolent qu'il savait les Égyptiens battus en Syrie par la flotte britannique. Le mécompte de Guizot restait ignoré et il aborda la Chambre des pairs confiant dans le retentissement des débats parlementaires. Cette grande discussion de l'adresse s'ouvrit le 17 novembre. Guizot plaida pour la paix, ni l'intérêt de la France en Syrie, ni le « manque d'égards » des Quatre, ni l'influence de la France dans le monde ne justifiant la guerre.

Montalembert monte ensuite à la tribune. Il brûle publiquement ses idoles et blâme la politique guerrière du défunt ministère. Il continue de haïr le pacifisme à tout prix qui aurait acculé la France à la situation présente. Mais l'honneur national s'est fourvoyé en affrontant l'Europe pour une cause injuste.

Il faut que vous le sachiez, Messieurs, nous avons été complètement trompés sur le compte du pacha d'Égypte ; nous avons été trompés sur sa valeur morale et sur la valeur matérielle de sa puissance.

Ce tyran a massacré les populations syriennes, nos protégées, et réduit d'un tiers le nombre des Égyptiens : voilà l'objet de l'admiration des libéraux français. Sa flotte nombreuse bloquée par quatre vaisseaux anglais, la victorieuse armée d'Ibrahim passive devant une brigade anglo-autrichienne : voici la force de notre allié. Le sultan, au contraire, notre ami depuis François I^{er}, civilise son empire et sa stabilité est assurée par l'identification de sa dynastie à la Turquie même : voilà notre adversaire. Après avoir exprimé sa douleur du traité du 15 juillet et s'être associé « au noble langage de la note du 8 octobre », Montalembert démontre qu'à cet offensant protocole aboutit fatalement la succession de fautes par

nous commises en Orient. La Restauration, puis la Monarchie de Juillet, au lieu de barrer la route à la Russie, ont misé sur l'anéantissement de la Turquie. On n'a pas secouru le sultan menacé par le pacha, il s'est retourné vers l'écrasante Russie. Les hostilités reprirent, par les soins du pacha : la Sublime Porte se disposait à traiter directement avec lui. La France alors signa la funeste déclaration du 27 juillet 1839 empêchant les négociations directes, et remettant « la décision de la cause aux cinq puissances¹, au lieu de la réserver à l'alliance franco-anglaise ». Seconde faute capitale : s'être séparé de l'Angleterre au lieu de marcher de concert contre les Russes. Et, comme évoquant la future campagne de Crimée, Montalembert s'exclame :

Il aurait pu en résulter la guerre. Oui, sans doute ; mais quelle belle guerre ! quelle guerre facile, généreuse, légitime, libérale et conservatrice à la fois et qui eût porté le drapeau de la France dans les mers et sur les bords où il n'avait jamais flotté auparavant !

Thiers avait « assez de talent et de popularité » pour entreprendre ce renversement de notre politique orientale, malgré les difficultés d'une manœuvre impopulaire. Loin d'agir dans ce sens, il nous a isolés et s'est bercé du vain espoir que les quatre puissances hésiteraient à abaisser la France en appliquant le traité du 15 juillet 1840. En résumé, crainte de la Russie, amour de la temporisation et de l'inaction, sacrifice de la Turquie à l'Égypte, ont amené ce double désastre : les Russes sur le Bosphore « et la rupture de l'alliance des deux grands pays constitutionnels ». Pratiquement, il faut donc : d'abord désabuser les Français sur le compte du pacha, ensuite régler indépendamment de lui, sous protection de la France, le sort de la Syrie, lui obtenir l'Égypte (pour sauver la face), attendre enfin, fortement armés, que l'Angleterre nous revienne. C'est abandonner aux Anglais la route des Indes ? Soit, mais point sans contrepartie. La menace n'est pas là, « tandis que nous sommes sous le coup d'un danger présent

1. Angleterre, Autriche, France, Prusse, Russie, soit, en cas de dissentiment, dit Montalembert, trois voix toujours intéressées à diminuer l'influence française.

et toujours croissant : ... la prépondérance de la Russie en Europe ». Cette méthode éloignerait la guerre, pour l'instant, nous donnant le temps de sortir de l'isolement qu'ont provoqué d'une part l'égoïsme et la mesquinerie de notre politique étrangère (abandon de la Pologne, de la Belgique, des constitutionnels espagnols, évacuation d'Ancône), d'autre part le désordre de nos crises intérieures. « La France recouvrera un jour son ascendant moral en Europe » quand une guerre juste et glorieuse, à l'Orient probablement, la sortira du pacifisme bourgeois, en faveur d'une cause qui « fera vibrer le cœur du monde... » Comment espérer, hélas ! que les successeurs de Thiers défendront mieux que lui la dignité nationale, puisque, ayant été ses prédécesseurs, « ils ont fait encore plus de fautes que lui ».

Visé, Guizot réplique : le maintien de la paix partout, toujours, est la politique la plus haute. Montalembert bondit, « blessé au cœur » de voir « placer au premier rang des bienfaits d'un pays la paix, la paix toute seule, sans lui donner pour compagnes la justice et l'honneur ». Sur quoi Guizot précise que ses paroles excluent l'idée de la paix à tout prix ¹.

Reschid pacha, ministre des Affaires étrangères de la Sublime Porte, entendit l'éclat de la voix de Montalembert. Il le félicita d'avoir protesté contre les erreurs à cause desquelles étaient momentanément relâchés les liens d'amitié qui unissaient à la Turquie, depuis si longtemps, la nation civilisatrice ².

La grosse majorité des pairs ayant condamné la politique belliqueuse, Guizot triompha aussi à la Chambre des députés où Thiers fut battu. La France se maintenait en régime de paix armée, cependant, car Anglais et Égyptiens étaient toujours aux prises en Méditerranée. S'accordaient-ils à Alexandrie, la Porte refusait de ratifier la convention. Le 31 janvier 1841, les Quatre, réunis à Londres, imposaient au sultan cette ratification qui accordait à Méhémet et ses descendants le pachalik d'Égypte. Pour clore définitivement la crise, il fallait

1. O. C., t. I, pp. 229-258.

2. Reschid pacha à Montalembert : 27 décembre 1840. A. L. R. — Album des autographes.

que la France rentrât dans le « concert européen ». Ce fut le but de la convention des Détroits, parafée le 14 mars. Les négociations de Londres s'avérèrent laborieuses. Les signatures définitives ne devaient être apposées que le 13 juillet, par suite de nouveaux incidents en Orient et de la malveillance de lord Palmerston à l'endroit de la France. Guizot était donc tenu à la plus grande discrétion sur les négociations. L'opposition jugea, au contraire, opportun de l'attaquer. A la Chambre des députés, Thiers, ce 13 avril, reprocha de n'être rentré dans le concert européen que pour y céder sur toute la ligne, cependant qu'on désarmait la France.

Montalembert lui fit écho à la tribune des pairs. Il nia les bienfaits passés du « concert européen » pour la France : pour prix des sacrifices importants qu'elle lui avait consentis « à la première occasion... tout le monde s'est trouvé d'accord contre elle ». Sur la question d'Orient la France ne doit cependant pas demeurer toujours dans l'isolement, mais qu'elle attende pour se lier une occasion avantageuse... Il attira l'attention du gouvernement sur « le droit déjà ancien pour la France d'être la protectrice officielle de toutes les populations catholiques de l'empire ottoman et spécialement du million de catholiques qui se trouvait en Syrie ». Ce n'était pas inutile comme le prouvent les dépêches à Guizot de Latour-Maubourg, notre ambassadeur à Rome. Montalembert termina par une défense de Thiers, d'autant plus libre de témoigner sa « fidélité à (ses) amitiés politiques » qu'il a combattu « deux points essentiels » du programme du précédent ministère. Les difficultés extérieures et financières, les remous intérieurs existaient avant lui et subsistent après. Les lui attribuer est injuste. Sous Thiers, l'Europe redoutait « l'énergie et, si on veut..., la folie de la France, pour parler commes ses ennemis » et, ajouta Montalembert, « ce sentiment flattait mon patriotisme » ¹.

Tandis que Guizot répliquait à Thiers, au Luxembourg Villemain, malmené dans l'exorde de Montalembert, riposta sans aménité. La France, en se dispensant de « saillies de jeunesse », garderait son rang en Europe. Montalembert fut très

1. O. C., t. I, pp. 287 sq.

mortifié d'avoir été accablé pendant une demi-heure « des sarcasmes les plus amers aux grands applaudissemens et au milieu des éclats de rire de la Chambre » ¹.

L'adresse de la Chambre au roi, à l'orée de 1842, donna à Montalembert l'occasion de critiquer de nouveau l'attitude de Guizot dans la convention des Détroits, en vigueur depuis le 13 juillet précédent. Fort d'une définition de Metternich, Montalembert flétrit cette convention comme « un complément » du traité du 15 juillet 1840, dirigé contre la France. Notre rentrée dans le concert européen, marquée par cette signature et le désarmement consécutif, constitue une humiliation. Une clause maintenant la position française en Syrie, reconnaissant à notre pays la protection des chrétiens d'Orient, aurait sauvé l'honneur. Elle ne figure nullement. La convention ? Un triomphe russe : l'Angleterre n'y gagne rien, l'Allemagne y perd le Danube, et pour la France c'est

le sceau mis à cette déplorable politique qui préside depuis dix années à notre système extérieur ; qui a fait du déclin de notre grandeur et de l'annulation de notre influence un lieu commun de la politique européenne ².



Trois mouvements sont dessinés par Montalembert dans cette affaire d'Orient. D'abord, il appuie Thiers, puis il s'oppose à sa politique guerrière, enfin il reprend le thème de la mesquinerie gouvernementale.

D'avoir soutenu Thiers ne serait pas sans injustice reproché à Montalembert comme un aveuglement romantique. Si Guizot jugeait que Thiers manœuvrait mal à Londres, Sainte-Aulaire écrit d'Autriche au président qu'après le traité de Londres l'honneur de la France commande de soutenir Méhémet-Ali. L'ambassadeur à Vienne condamne ceux qui créent des embarras à Thiers. Il n'hésite pas à se dire, le 19 octobre, convaincu que le danger est né, avant l'accession de Thiers au pouvoir, le jour où l'on adopta la clientèle de Méhémet-

1. *Journal* : 13 avril 1841.

2. O. C., t. I, p. 301.

Ali et que, depuis le 15 juillet, les instructions diplomatiques à lui adressées par le président « ont été habiles, fermes et mesurées »¹. Sans parti pris, Montalembert oppose alors l'intérêt français à l'intérêt anglais.

Lucidement, ensuite, il discerne quelle erreur c'est de patronner Méhémet-Ali. Il le clame de toute la force de son caractère. Il rompt avec l'*Univers*. Il brave l'opinion en affichant son désir de l'alliance anglaise. Il approuve qu'on ait évité la guerre. Appliquée sur un point précis, renseignée par le voyage, son intelligence l'a éclairé.

Le péril russe le fascine, depuis aussi longtemps qu'il a voué un culte à la Pologne². L'Angleterre l'attire, plus en idéologue qu'en politique soucieux de l'équilibre européen compromis par la rupture de la première « entente cordiale ». Le pacifisme des dirigeants français l'irrite. La vague romantique le reprend.

§ III. — POSITION POLITIQUE GÉNÉRALE DE MONTALEMBERT (1838-1842).

I.

Point d'équivoque dans la position de Montalembert telle qu'elle se dégage de toutes ces interventions politiques, telle qu'il la définit lui-même, particulièrement en cette discussion de l'adresse de 1842³, après avoir dès 1839 déploré « ces bouleversements périodiques de l'autorité amenés on ne sait trop par qui ni pourquoi »⁴. « Croyez-le bien, Messieurs, si je suis partisan d'une sorte de mouvement à l'extérieur, je suis aussi partisan et partisan très ardent de la résistance à l'intérieur », et le reproche adressé à la politique pacifiste du gou-

1. B. N. — N. a. f. 20.612 : Lettres de Sainte-Aulaire à Thiers en 1840 notamment 10 et 22 août, 6 septembre et 19 octobre.

2. Cf. Montalembert à Lamennais : 26 janvier 1836 ; édition Goyau et P. de Lallemant, p. 292.

3. O. C., t. I, pp. 297 et suivantes, notamment 301, 302, 304, 309, 310.

4. Discours sur le travail des enfants (Cf. *infra*, p. 460) ; O. C., t. I, p. 197.

vernement est de donner prétexte à l'agitation intérieure. « La citadelle sociale est attaquée... avec autant de perfidie que d'acharnement », et l'émeute connaît trop l'indulgence du jury. Se laissent compromettre avec les fauteurs de désordre des partisans dont les qualités sont, par ailleurs, appréciées de Montalembert : ceux de gauche patriotes, libéraux, ceux de droite traditionalistes, religieux ; et l'orateur flétrit ici l'immoralité de la tactique des écrivains légitimistes qui enveniment tout, alimentent l'anarchie. Il descend aux causes de cette crise d'une nation régie par « la constitution la plus libérale du monde ». Les hommes publics se battent comme des gladiateurs ; la lie, prête à tout, ne respecte rien, parce que la France a cessé de révéler Dieu. Après deux coups passionnés, à ce propos, contre l'Université et contre les légitimistes, Montalembert professe son adhésion, à lui « qui fait de la religion l'objet de sa sollicitude suprême », au régime de Juillet. L'insurrection de 1830 a prouvé « qu'on ne pouvait pas rayer d'un trait de plume des institutions so-lennellement garanties à un peuple », et qu'une folle logique ne conduisait pas « forcément une nation insurgée pour la défense de ses droits aux abîmes de l'anarchie ». Aussi les reproches adressés par Montalembert au ministre ont pour seul but « la durée, l'honneur et le progrès du gouvernement ».

A Dieu ne plaise que je sois jamais confondu avec les ennemis systématiques de la paix publique, avec ces fauteurs de bouleversements ministériels dont la France est si profondément fatiguée ¹.

Au principe sacré de l'autorité sociale, « si cruellement affaibli », Montalembert apporte le témoignage de son dévouement,

dans l'intérêt du gouvernement représentatif tout entier, de cette forme excellente si ardemment désirée par nos pères, si chèrement achetée par eux, si bonne à garder pour nous et qui court risque, grâce à la détestable ingratitude des uns, à l'incroyable aveuglement des autres, d'être atteinte et convaincue à la fois de désordre et d'impuissance.

Déjà, dans la discussion sur les fortifications proposées par

1. De février 1836 à juillet 1841 sept ministères s'étaient succédé sans compter les provisoires.

Thiers, Montalembert avait exprimé ses craintes pour les destinées de la liberté en France, cité le mot « la France n'est pas capable de ses institutions » et relevé cet autre « il faut savoir en cas de besoin sacrifier la liberté à l'indépendance ». Il avait même ajouté, « examinant les forces vives du pays » : « la dictature en France n'est pas aussi impossible qu'on le pense » ¹.

Le libéral paraissait derrière ces évocations et, s'il soutenait la politique *résistante* d'un gouvernement représentatif, il ne perdait point l'horreur de l'absolutisme et le manifesta dans la discussion de la loi sur les réfugiés espagnols. Partisan décidé d'Isabelle et de son régime constitutionnel, il affirma :

c'est l'absolutisme que l'esprit moderne de la France a combattu, repoussé dans la personne de Don Carlos..... Personne ne blâme plus que moi les atteintes à l'ordre social et à la religion dont l'Espagne a donné dans ces derniers temps l'exemple au monde. Et certes elle avait mieux à faire que de pâles copies des plus mauvaises doctrines et des plus mauvais jours de notre histoire ; mais je n'en reconnais pas moins qu'elle a eu droit et raison de secouer le joug de son passé. C'est même à ce passé qu'on peut faire remonter la responsabilité de ses torts :..... l'éducation de l'Espagne moderne a été celle de la monarchie absolue sous la race de Louis XIV.

On reconnaît encore dans la suite de l'intervention une théorie chère à Montalembert. Il pria le gouvernement d'adresser un avertissement à la Régence qui, malgré la convention de Bergara, détruisait les *fueros* des provinces basques. Le joug de l'uniformité administrative ne garantît même pas en Espagne l'ordre et la sécurité publics : qu'on laisse donc aux Basques le patrimoine de leurs libertés historiques ².

En France aussi, Montalembert souhaiterait une résurrection du régionalisme politique. Il ne s'y emploie cependant guère. L'on ne trouve même pas sous sa plume, au moment des émeutes antifiscales de 1841, une remarque sur le caractère de cette levée de boucliers dans laquelle un récent his-

1. O. C., t. I, pp. 283, 284.

2. *Ibidem*, t. I, pp. 259-263.

torien discerne la trace du « fédéralisme latent au cœur de la province » et une réaction contre le grand mouvement centralisateur ¹. En dehors de l'appui prêté à Guerrier de Dumast pour l'autorisation officielle de la société lorraine *Foi et lumière*, Montalembert ne cherche nullement à réaliser son rêve.

Il se contente à peu près de la politique intérieure telle qu'elle est. Sentant plus ou moins nettement les menaces suspendues, et ne reconnaissant pas à l'origine de cette crise profonde la secousse de 1830, il se plaît à énumérer les bienfaits matériels du régime. Sous le titre *Dix années de révolution*, il note :

Au milieu des immenses difficultés de tous genres, des guerres à éviter, des attentats quotidiens à la personne du roi : monumens achevés à Paris..., achèvement des canaux et des routes, chemins de fer... Marseille obtient en 1838 le canal de la Durance, ... Bordeaux, autre ville carliste, le canal latéral de la Garonne ;

l'esclavage est aboli, l'instruction publique développée, le nombre des établissements de la « doctrine chrétienne » est passé de deux cent quarante-cinq à trois cent dix... ².



2.

« La citadelle sociale attaquée » avec une virulence que Montalembert dénonce, comment, lui, attaque-t-il sans ménagement la politique étrangère du régime, ébranlant ainsi les assises de Louis-Philippe ? Par romantisme ? Par générosité aveugle ? Par l'idée d'on ne sait quelle croisade libérale (bien plus que par nationalisme, au contraire d'un Carrel par exemple) ? Sans doute. Par tactique aussi, tactique instinctive, qui ne répugne pas pour autant à la raison.

Montalembert soutient, nous l'avons vu, le belliqueux Thiers, au début de son ministère, dans la question d'Orient.

1. F. Ponteil : *Le ministre des finances G. Humann et les émeutes anti-fiscales de 1841*, p. 311 de la *Revue Historique* d'avril-juin 1937.

2. *Pensées catholiques et politiques*. A. L. R. — Dossier 115.

Il couvre de son nom en 1841, aux côtés de Chateaubriand et du duc de Gramont, de Saint-Marc Girardin, d'Arago et d'Odilon Barrot, un appel aux amis de la Pologne pour la fondation d'une bibliothèque. Lors de la discussion de l'adresse de 1842, il appuie un amendement du duc d'Harcourt formant le vœu que Sa Majesté « porte des regards amis » sur la Pologne dont la Russie viole les droits garantis par les traités. Sans efficacité immédiate, convient Montalembert, cette protestation empêchera de confondre « le droit et le fait, c'est-à-dire la Justice éternelle avec la politique souvent mesquine et insignifiante des événements contemporains »¹. Rappelant, intempestif selon certains, des principes élevés, Montalembert atteint deux objectifs moins lointains.

« La France était dans le genre sentimental bien plus que dans le genre rationnel », a-t-on écrit de cette époque dans une phrase fameuse. Et Lamartine résumait un peu plus tard l'opinion nationale, opposée au tranquille monarque, par ces mots : « La France s'ennuie »². A ce moment, la bourgeoisie dirigeante n'avait même plus à poursuivre le but négatif, jusque-là raison d'être de vigoureux efforts : la « résistance ». Ayant, elle le croyait du moins, écrasé la révolution, elle ne trouva pas d'idéal nouveau. Alors les politiciens se disputent des portefeuilles... Tocqueville écrit de son côté à un ami : « vous savez combien je suis las de notre petit pot-au-feu démocratique et bourgeois »³, et l'élu normand conclut une autre fois que partager les bonnes passions du peuple offre l'unique chance de maîtriser les mauvaises. Pour empêcher que le radicalisme seul ne puise de la force à s'appuyer sur la fierté nationale, il ne balance pas à voter contre Guizot⁴. Cette position d'un député modéré, qui prévoyait l'erreur commise par le ministre et le roi en se séparant de l'opinion, fortifie singulièrement celle de Montalembert.

Prendre la tête d'un mouvement afin de le maintenir dans

1. O. C., t. I, pp. 313, 314.

2. Discours du 10 janvier 1839.

3. Tocqueville à de Beaumont : 9 août 1840, *Œuvres et correspondance inédite de Tocqueville*.

4. Tocqueville à Reeve : 7 novembre 1840, *Nouvelle correspondance inédite*..., p. 182.

l'ordre, voici le but de Tocqueville. Montrer que le champion des catholiques combat les pouvoirs rétrogrades, les gouvernements timides, prend ombrage avant quiconque des atteintes portées à l'honneur national et à la vraie liberté, voilà le but de Montalembert ¹.

Par sa franche audace il pèse aussi sur les ministres, à la manière des extrémistes.

Ce n'est qu'en leur faisant peur, écrit-il à Guerrier de Dumast ², que je puis espérer leur arracher quelque chose, et, ajoute-t-il d'ailleurs, vous jugez bien que je n'en suis pas encore là.

Ceci ne l'empêche pas de remarquer que Barthe est bien disposé pour lui « surtout, dit-il, quand j'ai eu du succès à la Chambre ».

A cette méthode de pression Montalembert gagne malheureusement la réputation d'un *fougueux révolutionnaire*, selon l'expression du même garde des sceaux répétée à l'intéressé ³ ; plus fougueux que révolutionnaire, prêt aux incartades les plus imprévues de tous. S'il convient de mettre en évidence les raisons raisonnées de l'attitude de Montalembert, ce serait excessif de les laisser au premier plan.

Il voit les grandes lignes de la politique à travers le prisme romantique. Comme beaucoup de Français dont l'opinion comptait, il rompait avec la fameuse politique paysanne du « pré carré ». Subissant malgré lui le mirage de l'épopée révolutionnaire et impériale, témoin des bouleversements européens de 1830, il songe à une France soldat de Dieu et de la liberté. Les manœuvres délicates de la diplomatie sont condamnées par lui, chevalier bouillant. Il clame — oubliant la conquête de l'Algérie — son mépris pour la bourgeoisie politique, « avare de gloire », des Molé, des Guizot, des Louis-Philippe. Comme il préfère Thiers, malgré ses erreurs, parce que ce petit homme et son toupet font trembler l'Europe ! Il le félicite en « ami sincère », le 22 août 1842, du patriotisme

1. Cf. M. J., t. III, p. 413 et Weill, p. 69.

2. Montalembert à Guerrier de Dumast : 26 septembre 1838, lettre inédite. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

3. *Ibidem*.

et de la dignité de son opposition ¹. Comme il est convaincu de l'heureux effet d'une guerre pour une noble cause, telle que l'indépendance polonaise ou la défense des Belges ! L'honneur de sa patrie exige cette preuve de virilité. Il rêve d'une justice entre les nations. L'oppression l'exaspère. « Le droit n'est qu'un mot mais c'est un mot immortel ». Pour lui, l'Europe connaîtra la paix si elle respecte ce principe, et non pas si des intérêts plus ou moins légitimes sont savamment équilibrés.

La réalité heurte cet idéaliste. « Le déclin de notre grandeur » provoque son amertume. N'entend-on pas périodiquement se plaindre de la sorte ceux qui sont écœurés de la médiocrité humaine ? Certes, le règne de Louis-Philippe n'est pas auréolé de la gloire de Louis XIV ou de Napoléon, — ces monarques absolus honnis par Montalembert, — certes le Roi des Français ne se tirait pas brillamment du fourré belge ou de l'impasse orientale. Mais sa prudence préservait la nation d'aventures douteuses. Celle-ci n'en est pas moins défavorablement impressionnée et le trône est ébranlé.



3.

Personne ne s'en rend bien compte. Montalembert non plus, quand il frappe si dur et se déclare partisan du gouvernement, à l'intérieur, simplement « parce que le pays ne vaut pas mieux que lui et que l'opposition vaut encore beaucoup moins » ².

Défenseur du régime, il se trouve donc affaibli par les complicités de son for interne. Mieux eût valu, à cet égard, un effort de la part de la Cour et des ministères pour conquérir la sympathie du jeune pair, ainsi que Thiers le tenta avec succès. Montalembert gagna à cet éloignement la

1. Montalembert à Thiers, lettre inédite datée de Solesmes, écrite à la suite du discours du 19 août 1842. — B. N. — N. a. f. 20.616, lettre n° 29.

2. Lettre de Montalembert : 23 octobre 1838. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 216.

fierté « de dire qu'il n'a jamais obtenu de la monarchie qu'il défend ni un sourire ni une faveur »¹. L'on n'insistera jamais assez sur cette indépendance de Montalembert notée précédemment. Il en écrit l'éloge dans un cahier intime.

Indépendance c'est ce qui manque le plus aujourd'hui. Nous dépendons du pouvoir ou du peuple et ni le pouvoir ni le peuple ne veulent qu'on soit autrement, témoin l'abolition de l'hérédité de la pairie. On ne ploie pas la tête devant un prince comme ailleurs, mais on ploie son intelligence, son cœur, sa conscience, on les courbe, on les brise devant un préjugé, devant une passion, devant son parti surtout... Quel est celui qui ose blâmer tout haut son parti² ?

Caractère important de Montalembert, cette indépendance a son revers : il fera souvent cavalier seul refusant la discipline de parti. Son individualisme, son verbe tranchant, son air hautain empêcheront des collaborations, des alliances.

L'intransigeance du gentilhomme, commandée par son tempérament, se justifie, à ses yeux, par deux raisons, l'une de tactique et l'autre, beaucoup plus grave, de conscience. La tactique de Montalembert, conforme à celle de nombreux extrémistes, est de faire peur afin d'obtenir par la crainte des concessions du gouvernement ou des adversaires. Devenez « un embarras sérieux » et l'on comptera avec vous, écrira-t-il un peu plus tard aux catholiques français³. D'autre part, Montalembert n'admet pas qu'il puisse appliquer ses principes avec une élasticité prudente sans attenter à leur fermeté. Cette distinction essentiellement diplomatique répugne à sa passion. Il est un soldat plus qu'un politique, répétons-le. Il ne cache pas, en mainte occasion, son « dégoût » de la politique⁴.

Mais son champ de bataille est le parlement, ses armes sont oratoires. Toute son action de noble lord repose sur un acte de foi dans l'importance du premier, l'efficacité des secondes.

1. *Pensées catholiques et politiques*. — A. L. R. — Dossier 115.

2. *Ibidem*.

3. *Du devoir des catholiques dans la question de la liberté d'enseignement* (1843), O. C., t. IV, p. 352. — Cf. la lettre à Guerrier de Dumast citée *supra*, p. 385.

4. Montalembert à Rio : 6 juin 1841 ; cité par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 174.

CINQUIÈME PARTIE

**MONTALEMBERT
CHEF CATHOLIQUE**

(1837-1842)

CHAPITRE IX

Montalembert appuie le clergé.

- § I. — AU SERVICE DU CATHOLICISME. — 1. La vraie vocation de Montalembert. — Sa place, face à l'irréligion, dans le renouveau catholique ; 2. Défense de la catholicité et d'abord du Saint-Siège. L'affaire de Cologne.
- § II. — DÉFENSE DES ORDRES RELIGIEUX (1837-1842). — 1. Montalembert et la fondation de Solesmes ; 2. Il appuie efficacement Lacordaire décidé à rétablir en France l'ordre des Prêcheurs ; 3. Il protège toutes les congrégations.
- § III. — LE CHEF CATHOLIQUE ET LE CLERGÉ SÉCULIER (1837-1842). — 1. Ce qu'est l'épiscopat aux yeux de Montalembert. — L'affaire de Dijon ; 2. Nomination de Mgr Affre et de quelques autres évêques ; 3. La situation de Montalembert vis-à-vis du clergé.
-

§ I. AU SERVICE DU CATHOLICISME.

I.

J'ai touché deux fois, dans l'affaire Belge et sous le ministère Thiers, au moment où ma vie allait être transportée sur un grand théâtre : mais au bout d'un instant ces chances de haute et puissante activité se sont évanouies, se sont changées en amère dérision. Il me faut bien le reconnaître, avec une trop incontestable évidence, ma vie publique, politique, littéraire, n'est définitivement qu'une *série d'avortemens* ¹.

Sans contresigner ce bilan désespérément dressé par un

¹ *Journal* : 1^{er} janvier 1841. Ce pessimisme était accentué par le chagrin de n'avoir que des filles « denrée difficile à débiter » au lieu d'héritiers dont il aurait formé « de jeunes soldats pour la cause » qu'il défendait. (Lettre à Rio, citée par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 171).

homme de trente ans, on reconnaît qu'à son retour d'Orient, Montalembert pouvait être à bon droit mécontent de soi. Ses apparitions « sur un grand théâtre » n'avaient point été triomphales. Mais, évincé juste alors de l'*Univers*, il ne pouvait prévoir les conséquences, heureuses pour lui-même et pour le catholicisme, de l'éminence que petit à petit il s'était conquise dans le milieu catholique.

Ces circonstances douloureuses ramènent Montalembert à sa vocation essentielle, qui est de mobiliser les catholiques. Il était né pour porter leur drapeau, enlever leurs troupes à l'assaut dans une ferveur de croisade. Louis Veuillot gardera jusqu'en 1867, inoubliables, les sentiments d'admiration, de premier amour, qu'il éprouva pour le jeune général commandant le « beau combat » auquel il s'offrait six lustres avant ¹.

Dès 1831, Montalembert avait envisagé un tel rôle. A l'état-major de l'*Avenir* il avait défendu, contre le maître, l'utilité « d'une couleur exclusivement catholique », à propos d'un projet d'union dressé dans ce sens par Gerbet ². Après avoir, pendant l'énervante attente, à Rome, en 1832, accueilli « avec empressement » l'idée proposée par M. Féli de « combattre non plus comme catholique mais comme Français », il y renonça et s'efforça de détourner Lamennais d'une entreprise rien moins qu'opportune ³. Lacordaire, inlassablement, répétait à son ami : « Quant à la politique c'est un but dont tu ne te contenteras pas, tu es trop élevé pour t'absorber dans ce cratère à demi éteint, le tems est passé. Une âme comme la tienne ne peut avoir qu'un but sur la terre, le but que Dieu lui-même a eu, un but religieux ⁴ ».

Suivant ce conseil, Montalembert, premièrement, servira l'Église, de toutes façons, — et cela explique que ses études d'histoire ecclésiastique lui paraissent aussi importantes que la lutte —. Il se vouera à cette tâche publique avec une ardeur,

1. *Correspondant*, t. 101 de la collection (nouvelle série, t. 65), 1875, p. 1047.

2. *Journal* : 30 juin 1831.

3. Lettre de Montalembert à Lamennais : 6 février 1833. Édition Goyau et P. de Lallemand, p. 42.

4. Lettre de Lacordaire à Montalembert : 2 juillet 1833, citée par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 212.

que son ami Falloux peindra en un saisissant raccourci : « Le génie de l'éloquence ne lui eût pas suffi, il fallait la témérité de l'inexpérience, la fierté native d'une vieille race, l'élan indomptable d'une foi profonde, la gravité d'une vie chrétienne pour servir à toute heure de pierre de touche à la sincérité et d'excuse à la véhémence ¹ ».

Montalembert se pose en chef catholique, sans hésitation, estimant tel son devoir. Avec quelle vigueur il critique Gerbet de pratiquer les vertus de curé de campagne dans le pays des La Ferronnays :

C'est le *monde catholique*, c'est l'Église tout entière qui réclame ses services et non pas la petite paroisse de Boury... Lorsque l'abbé de la Mennais a souffleté l'Église par son livre coupable, tous les yeux se sont tournés vers l'abbé Gerbet... Je n'aime pas l'obscurité du bien qu'(il) fait... Notre-Seigneur n'a-t-il pas dit : « *Il ne faut pas mettre la lumière sous le boisseau ?* »

Tout en mettant une distance infinie « entre la dignité du ministre le plus puissant et celle d'un prêtre », comme il le dit dans la même lettre à Alexandrine, Montalembert entend bien, quant à lui, servir à sa place, au premier rang ².

De fait, à partir de 1837, grâce à sa position politique de libéral, de patriote, d'orateur prestigieux, de parlementaire actif et grâce à sa situation sociale, investi surtout de la confiance qu'inspiraient à l'Église la solidité de sa religion personnelle et le courage de ses manifestations, il travailla brillamment au renouveau catholique.



Renouveau ? Incontestable. Certes, le tableau est couvert d'ombres. La génération qui règne ignore le catholicisme, et l'anticléricalisme virulent de quelques-uns apporte à ces gens du juste milieu autant de joie que de crainte, car son existence

1. Falloux : *Le parti catholique*. — *Correspondant*, avril 1856, t. 38 de la collection (2^e de la nouvelle série), pp. 9, 10.

2. Lettre de Montalembert à Alexandrine de la Ferronnays : 5 juin 1837, citée par M^{me} Craven : *Récit d'une sœur*, t. II, pp. 95-98.

les préserve de trop accorder aux catholiques. Le langage que tient Montalembert à la Chambre haute résonne, étranger, aux oreilles de ses pairs. Dans la mesure où, vers 1840, l'ordre est stabilisé dans le pays c'est un ordre tout matériel et laïque.

L'*Univers* du 10 octobre 1838 dénonce le renouvellement du vœu annuel du conseil général de l'Allier, relatif à la suppression de l'évêché de Moulins créé en 1822. Dans le même numéro Montalembert trouve une lettre d'un curé des Côtes-du-Nord, prouvant la défaveur dont jouissent, auprès des autorités départementales, les écoles des Frères. Six jours après, le *Siècle* et autres journaux « libérâtres » — selon le qualificatif forgé par M. de Mérode à la grande joie de son gendre — se fâchent « contre une circulaire du ministre de l'Instruction publique (Salvandy) aux évêques pour les inviter à visiter les collèges et à lui rendre compte de leurs observations »¹. La mesure n'avait rien, cependant, que de légal. Un peu plus tard, à propos de Lacordaire, le garde des sceaux assure à Montalembert que les congrégations sont impopulaires et celui-ci ne se croit pas autorisé à le contredire quand il ajoute que « les passions du peuple comme l'opinion des légistes sont contraires à la liberté religieuse »². L'affaire Montlosier déchaîne les fureurs anticléricales, et Montalembert signale des pillages à Reims. Le discours de la Couronne, à la fin de cette même année 1838, aborde-t-il le sujet de l'évêché d'Alger ou du baptême du comte de Paris, l'on redoute dans les Chambres des incidents³. Lamennais jette aussi son venin et profère : « le catholicisme actuel n'est plus qu'une entreprise comme les messageries Laffitte et Caillard »⁴.

La résurrection de l'ordre des prêcheurs, et la levée de boucliers des évêques contre le projet de loi sur l'enseignement, provoquent une violente réaction antireligieuse en 1841. Montalembert cite à ce propos le cas du couvent dont lui a parlé le directeur des Cultes au ministère. Il s'agit du maintien des bénédictines dans les bâtiments du Temple, à

1. *Chronique catholique* (*infra* p. 548) : 16 octobre 1838.

2. *Ibidem* : 14 décembre 1838.

3. *Ibidem* : 15 et 18 décembre 1838.

4. *Ibidem* : mai 1840.

Paris. Le commissaire du quartier procède à une enquête *de commodo et incommodo*.

Ce pauvre commissaire, écrit Montalembert, quoique prédisposé favorablement par le ministère, n'a jamais pu trouver un bourgeois du quartier qui voulût se prononcer pour le maintien du couvent. Tous au contraire se plaignent de ce que cet emplacement soit retiré de la circulation et ne soit pas couvert de constructions nouvelles, de ce que les murs servent de réceptacle à des immondices, de ce qu'au milieu d'un quartier aussi civilisé il se trouve encore un établissement d'un autre siècle.... Enfin, c'est un vrai type du matérialisme athée qui nous ronge. On peut bien dire de ces bourgeois de la *première ville du monde* ce que Saint-Simon dit de l'ancêtre des Dreux-Brézé: « leur brutalité et leur ignorance étoient égales et au comble » ¹.

Dans certaines grandes villes de province on connaît les noms des trois ou quatre bourgeois notables qui vont à la messe ².

Sans doute 1832 est loin où « les prêtres ne pouvaient se montrer en soutane dans les rues » ³. Mais l'optimisme systématique de Lamennais niant l'existence de l'anticléricisme ⁴ demeure injustifié. Montalembert avoue à Rio que, tôt ou tard, la religion sera persécutée en France car

il n'y a rien de généreux à attendre du chef du gouvernement... dans certaines classes la religion en France a beaucoup perdu depuis 1830... le mouvement intellectuel... n'est pas d'un aussi bon augure qu'on le croit généralement pour la religion catholique ⁵.

De fait, l'almanach du clergé chiffre, à l'époque, de façon impressionnante la déchristianisation de la France. En neuf ans, d'après ce livre, le nombre des élèves des grands séminaires est tombé de douze mille (en 1828) à huit mille quatre

1. *Chronique catholique* : 10 juillet 1841. Cf. Saint-Simon, éd. Boislisle, t. XXIX, p. 195.

2. Nous devons cette indication à M. G. Le Bras dont on n'ignore pas les recherches méthodiques sur l'état de l'Église de France, au XIX^e siècle notamment.

3. O. C., t. IX, p. 442, notice sur Lacordaire.

4. Œuvres complètes de Lamennais. *Affaires de Rome*, pp. 50, 51.

5. *Journal de Rio* : 28 février 1839, cité par Sr. C. Bowe : *F, Rio*, p. 172.

cents (en 1837) et celui des élèves des écoles ecclésiastiques de quarante-sept mille à seize mille sept cents. Il manque près de onze mille prêtres pour le service des diocèses. Ceci dû en bonne partie aux Ordonnances de 1828 qui ont été exécutées ¹ « à la lettre... après qu'on a commencé par en retrancher ce qui était au moins le salaire de la servitude » selon l'expression de Montalembert ².

Vigny ne pense pas « qu'il y ait dans toute la France quatre croyants comme Montalembert », étouffés que sont les gens de tête et de cœur par le scepticisme ambiant ³. Montalembert lui-même s'illusionne peu, trop sensible pour ne pas percevoir ces courants violents ou froids, ou tièdes de cette tiédeur mortelle des catholiques de simple tradition.

Là comme chez nous, écrit-il à Lacordaire à son retour d'Angleterre en 1839, ce sont les néophytes, les convertis, qui seuls ont du zèle, de l'élan : heureusement ils sont de jour en jour plus nombreux ⁴.



Oui, leur légion s'accroissait. L'exemple de Montalembert lui-même montre que tel chrétien de vieille souche bougeait aussi. Les catholiques secouaient leur inertie et beaucoup grâce à l'*Avenir*. Depuis la Ligue ils étaient restés assez « passifs et inertes », sauf en Vendée sous la Révolution ⁵. Regrouper, galvaniser leurs forces, l'*Avenir* l'avait commencé. Il avait institué cette nouvelle collaboration des laïques et des clercs dans la même bataille. Il avait réclamé le commandement unique du Pape. Lamennais avait rendu à l'Église, ensuite, un paradoxal et dernier service, c'est Montalembert qui le souligne ⁶ : l'épiscopat gallican n'a

1. Cité par Brugerette : *Le prêtre français et la société contemporaine*, t. I, p. 98.

2. *Univers* : 7 octobre 1838 ; *Des derniers actes du Saint-Siège*, O. C., t. IV, p. 525.

3. *Journal de Rio* : 18 février 1839, cité par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 147.

4. Montalembert à Lacordaire : 4 août 1839, lettre partiellement publiée par M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, p. 222, et *Montalembert et... l'étranger*, p. 102.

5. Cf. Foisset : *Lacordaire*, t. I, pp. 179, 180.

6. Lettre à l'abbé Delor : 16 novembre 1837 ; *Revue de Paris* : 1^{er} juin 1902.

pu venir à bout de lui qu'en renonçant à son propre pouvoir pour recourir à l'autorité suprême. Celle-ci, qu'on discutait, s'étant prononcée, Lamennais, hier recteur de l'Église de France, s'écroule sans entraîner un seul disciple. Sa défection a provoqué du mal : les romantiques dont il était l'aumônier s'éloignent du catholicisme, et le clergé se méfie plus encore, depuis, des forces neuves. Tout pesé cependant, le catholicisme sort fortifié de l'épreuve. Le gallicanisme, dont Montalembert exagère l'influence et la nocivité, disparaît, ce qui profite à l'unité de l'Église ¹. Les derniers remous de l'affaire sont recouverts par les flots grossissants du mouvement religieux.

Montalembert réunissant chez lui, en 1833, le dimanche soir, une cinquantaine d'hommes de tous les bords, constatait et entretenait leurs aspirations spirituelles, qui éclataient jusqu'en Sorbonne ². A cette mobilisation, à cette croisade, l'ambiance devenait nettement plus favorable dans les années suivantes. Lacordaire en quittant, travaillé par la vocation monastique, la chaire de Notre-Dame où il était monté en 1835, laissait au Père de Ravignan partie gagnée. En sa *Chronique catholique* Montalembert énumère aussi fidèlement les signes de ce renouveau qu'il note les manifestations contraires. Ici des soldats réclament les sacrements et des officiers ne cachent pas leur religion, là des enfants remplissent par milliers les écoles chrétiennes ³. Pour la première fois depuis un demi-siècle des évêques s'assemblent, à Aix-en-Provence, en synode provincial, et le chapitre général des chartreux se tient à la Grande Chartreuse, événements dont l'importance — celle du synode principalement — n'échappe pas à Montalembert ⁴. Le jeune pair est très frappé de la sympathie manifestée pour le catholicisme par Thiers, qu'il fréquente, nous l'avons vu. Certain soir, en présence de Montalembert, Thiers discutait religion avec Salvador « juif haineux », le

1. Sur l'ultramontanisme, cf. Taine : *Les Origines...*, t. VI, pp. 53, 58 sq.

2. Montalembert à Lamennais, édition Goyau et P. de Lallemant, p. 44, cité par M^{lle} de Lallemant : *Montalembert et ses amis...*, p. 160.

3. *Chronique catholique* : 10 octobre 1838, *infra* p. 546.

4. *Ibidem* : fin octobre 1838, *infra* p. 548.

« pédant » Cousin et Léon Faucher, le publiciste libéral. Il professa son désir de croire « sans réserve » à la doctrine des conciles, car, dit-il, « je défie l'esprit humain de produire une vérité ou une beauté qui ne soit pas déjà dans le christianisme. » Pour clouer un contradicteur par une précision, il ajouta : « Par christianisme j'entends le catéchisme des petits enfants, voilà ce que j'admire et ce que je mets au-dessus de tout ». Puis il rendit hommage à la Papauté et, avec émotion, évoqua une audience pontificale, donnant son criterium en ces termes : « il n'y a qu'un homme au monde que j'aurais mieux aimé voir : c'est Napoléon ¹ ! » Sérieux appoint pour les catholiques, cette amitié du plus brillant des députés et celle de Cousin ² ne sont pas négligeables.

Montalembert se réjouit encore du « discours parfait, plein de tact, d'énergie, de mesure » par lequel Martin du Nord, ministre des Cultes, a répondu à Isambert qui lui reprochait sa présence aux conférences de Lacordaire. Montalembert juge « mémorable... dans l'histoire catholique de la France moderne » cette séance du 3 mai 1841 ³.

Sa faculté d'enthousiasme est assez connue pour obliger à cribler ces témoignages. Les faits subsistent. Sont-ils isolés ? Le courage d'un seul ministre permet-il de conclure à une amélioration d'ensemble de la situation religieuse en face de laquelle Montalembert se trouve ? Il ne généralise pas aveuglément : les historiens ont enregistré une montée de sève dans l'Église et, correspondant à cette vivacité du catholicisme, une amélioration du terrain, du climat dans lesquels il se développait. Les classes moyennes, du moins, et le gouvernement lui devenaient plus propices ⁴. Au moment où

1. *Chronique catholique* : 15 mai 1839 ; citée plus longuement par Lecanuet, t. II, pp. 65, 66.

2. *Chronique catholique* : 15 avril 1840, *infra* pp. 570 sq.

3. Lettre du 7 mai 1841 de Montalembert à Cornudet qui avait été chef de cabinet de Martin. — *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 233.

4. Cf. Lavissee, pp. 107-111. — Weill : ... *catholicisme libéral*..., ch. III, « le réveil catholique ». — Thureau-Dangin : *M. J.*, t. III, ch. IX, « les progrès de la paix religieuse ». — Debidour : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État en France de 1789 à 1870*, pp. 436 sq. — Viatte : *Les interprétations du catholicisme chez les Romantiques*, ch. X, « la réaction de 1840 ».

Montalembert mesurait ce reflux de l'irréligion dans la bourgeoisie et dans certains milieux parisiens, il ne perdait pas de vue d'ailleurs la permanence dans plusieurs régions de la foi antique. Passant en Franche-Comté quelques mois chaque année depuis son mariage, il y goûtait la vie catholique des villes et villages. Dans le Nord, à Trélon, où M. de Mérode recevait son gendre, la population se montrait chrétienne. Visitant la Bretagne Montalembert fut ému aux larmes de la ferveur du peuple et il le conta ainsi à M^{me} Rio :

Although I have seen most of the best things to be seen in the Catholic world, I can say that I have never seen anything more touching, and more gratifying to a Catholic heart than the affluence of the noble Breton peasantry ¹.....

Quand Montalembert parlait de l'état religieux de la France il n'oublierait pas ces émotions-là. Mais, comme les paysans bretons ou les montagnards du Jura attirent moins l'attention, n'exercent pas une influence notable sur l'orientation générale, Montalembert note surtout les réactions du pays légal, des journaux, des sphères officielles.

Les historiens s'accordent avec lui pour rapporter que, depuis 1832, le voltairianisme reculait dans « l'opinion », en même temps que le légitimisme chez les catholiques ; le gouvernement se détachait de la politique anticléricale, se rapprochait de l'Église en réaction contre le « péril » dont les républicains menaçaient la société. En janvier 1836, Guizot, ministre de l'Instruction publique, ayant proposé une loi fondée sur le principe de la liberté d'enseignement, le clergé « exprima une juste reconnaissance » et l'abbé Dupanloup datait de cette époque le rapprochement de l'Église de France et de la Monarchie de Juillet ². Saint-Marc Girardin rapportant ce projet à la Chambre ne dissimulait pas la nécessité de la religion pour la société. La réouverture de Saint-

1. « Quoique j'aie vu la plupart des meilleures choses dignes d'être vues dans le monde catholique, je puis dire que je n'ai jamais rien vu de plus touchant et de plus réconfortant pour un cœur catholique que la foule des nobles paysans bretons. » — Lettre du 25 juillet 1841, citée par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 175.

2. *M. J.*, t. III, p. 419, et Brugerette : *Le prêtre français et la société contemporaine*, t. I, p. 117.

Germain-l'Auxerrois, la remise du crucifix à sa place sur le mur des tribunaux, l'indifférence du public aux clameurs du *Siècle* ou du *Constitutionnel* contre ces mesures ¹, autant de symptômes qui justifient l'impression de Montalembert.

A ce rapprochement Rome n'était pas insensible, et le jeune orateur connaissait de première source l'amitié que le Saint-Siège marquait à Louis-Philippe. Un peu plus tard, en septembre 1841, Lacordaire burinera même cette boutade : « Rome adore Louis-Philippe aujourd'hui » ². Bien des politiciens peu cléricaux agréaient au moins cette attitude comme un atout dans les mains du gouvernement français. Au titre de représentant autorisé ³ de cette politique romaine, Montalembert trouverait mieux l'oreille de ses pairs et ministres.



Montalembert bénéficia donc d'un état d'esprit, et, dans une sphère où « l'opinion » était vénérée, il n'aurait pu mener son combat sans une tolérance de cette déesse. L'élite politique et intellectuelle vivait cependant, héritière du siècle voltairien. Si l'on a pu douter que dans la Chambre introuvable siégeassent trois députés qui fissent leurs Pâques, combien siégeaient de vrais catholiques au parlement quand il y prit séance ? Ses collègues le considéraient pour la plupart comme un rêveur, le catholicisme relevant à leurs yeux du domaine de la poésie. L'*Aufklärung* persistait, écrit M. Le Bras, les lumières brillaient hors de l'Église ⁴. Montalembert, lui, détestait le XVIII^e siècle, « *le dernier des siècles* », pendant lequel « rien, rien au monde n'échappe à la dégradation générale » ⁵. Il sympathisait peu avec ces gens cultivés du XIX^e siècle, ces officiels imprégnés de la mentalité du précédent. Il les heurtait en professant sa foi. Aussi un historien familier de ces milieux admire-t-il justement « le courage » et « même

1. *M. J.*, t. III, pp. 426-433.

2. Lettre de Lacordaire à Montalembert, 28 septembre 1841. A. L. R. Dossier 418.

3. *Chronique catholique*, octobre 1838, *infra* pp. 544-545.

4. Lettre à l'auteur.

5. *Pensées catholiques et politiques*. A. L. R. Dossier 115.

l'audace » avec lesquels Montalembert, cet affectif, brave une « impopularité » aussi « formidable »¹, un scepticisme aussi démoralisant.

Éclairé sur les plaies de l'Église il ne craint pas non plus de les cautériser brutalement ; indépendant, de contrecarrer sans ménagement les intrigues qu'il tient pour nuisibles. Contre l'abbé Dupanloup il mène tenacement campagne. Le 28 février 1836 il lui répond sur un ton batailleur :

je ne *calomnie* nullement vos *intentions*, comme il vous plaît de le dire ; surtout je ne cherche pas à vous frapper sans honneur et sans courage... je me borne à croire que la manière de voir qu'on vous attribue généralement sur les hommes et les choses en matière religieuse est funeste et propre à ralentir tout mouvement de retour vers l'amour et la pratique de la religion².

La « coterie Jamme-Dupanloup » qui, selon Montalembert, « fait régner la coterie carliste-gallicane »³, il la poursuivra sans relâche. Il dénoncera passionnément l'hypocrisie, le mercantilisme de Genoude et de sa *Gazette de France*⁴, et plus tard la fourberie de Bailly, son associé de l'*Univers*. Impatient, il maudit Saint-Sulpice « sanctuaire du gallicanisme et de l'immobilité routinière ». Il est révolté par l'abus de l'évêque de Clermont⁵ dans l'affaire Montlosier, et use du bistouri dans le scandale de Dijon⁶. Cette sévérité, par ses excès mêmes, manifeste et la vigueur de Montalembert et sa volonté d'épurer la cause défendue.

Sans faiblir, provoquant plutôt, il consacra, pendant les années qui précédèrent l'offensive en faveur de la liberté d'enseignement, le meilleur de son action au service de la catholicité, des ordres religieux ressuscitants, de l'épiscopat, du parti et de la presse catholiques, et du haut de la tribune proclama les principes directeurs d'une politique chrétienne.

1. *M. J.*, t. III, pp. 409-410. Les derniers mots sont de Montalembert lui-même.

2. Lettre inédite A. L. R. Dossier 453.

3. *Journal* : 21 avril 1838.

4. *Chronique catholique* : octobre et novembre 1938, *infra* p. 552.

5. *Chronique catholique*, décembre 1838, *infra* pp. 558-559.

6. Cf. ci-dessous pp. 421 sq.



2

Catholique signifie universel et l'*Avenir* s'était uni avec une ardente sollicitude, Montalembert particulièrement, aux frères de l'Europe entière. Ultramontain, Lamennais lui avait appris la primauté de Rome. Des correspondants, des journaux de diverses langues, alimentaient l'intérêt persistant que Montalembert portait à l'étranger.

Nulle surprise par conséquent, en ouvrant sa *Chronique catholique*, d'y voir qu'en dressant cette sorte de journal, de répertoire des événements religieux dont il fut témoin, il réserve à l'étranger les pages de gauche.

Les premières lignes, datées de septembre 1838, en sont réservées aux suites de l'affaire de Cologne. Le conflit était né un an plus tôt entre le gouvernement de Frédéric-Guillaume III et Mgr de Droste-Vischering, archevêque de la capitale rhénane, du refus opposé par celui-ci de bénir les mariages mixtes (catholico-protestants) suivant les prescriptions, canoniquement illégales, de la loi prussienne. Montalembert exposa deux fois aux lecteurs de l'*Univers*¹ le point de vue catholique, en comparant aux vexations prussiennes la fermeté patiente, magnifique, de l'Église. Tolérant les mariages mixtes, accordant la bénédiction sacerdotale si l'époux protestant promet que sa postérité sera catholique, concédant même « l'assistance *passive* du prêtre catholique à la célébration de l'acte qui doit consommer, aux yeux de l'Église, la défection et la désobéissance d'un de ses enfants », notre Mère, écrit Montalembert, défend seulement que son ministre bénisse « une alliance qui lui enlève tous les enfants qui en naîtront ». Ces

trois ou quatre paroles qu'un prêtre veut garder au fond de sa

1. *Univers* : 29 décembre 1837 et 1^{er} mars 1838 ; O. C., t. IV, pp. 251 sq. En note, à cette page 251, Montalembert rappelle deux écrits contemporains sur la persécution dont fut victime l'archevêque : la *Lettre écrite de Rome à M. le Comte de Montalembert pair de France sur la conduite du gouvernement prussien envers l'archevêque de Cologne*. Paris, Debécourt, 1838, et l'*Athanasius* de Gœrres.

conscience... on veut qu'il les murmure bon gré mal gré ; et cela de par le roi de Prusse, c'est-à-dire de par le pontife suprême d'une religion... dont le prétendu principe fondamental est la liberté de conscience ¹ !

Pour avoir résisté, l'archevêque fut arrêté de nuit et emprisonné à Minden, puis à Colberg, en Poméranie. Grégoire XVI assembla aussitôt le Sacré-Collège et lui adressa, le 10 décembre 1837, l'allocution consistoriale qui fit l'objet du premier article de Montalembert, écrit en la fête de saint Thomas de Cantorbéry. Il admire l'éminente majesté du vieillard rendant justice contre un roi puissant, la dignité de son verbe romain, soit que le Pape félicite le glorieux captif d'avoir vaincu, soit qu'il évite toute dureté envers le coupable. Montalembert salue humblement « ce jour où s'est déchiré le voile, bien transparent du reste, qui enveloppait la longanimité de notre père », où est inondé de clarté le caractère de ce pontificat taxé « de servilité, de lâcheté, de connivence avec les oppresseurs de la religion », d'injustice aussi quand il condamnait les usurpations des monarchies constitutionnelles d'Espagne ou de Portugal. L'âme chrétienne est transportée de joie, dit-il, devant l'édifice de cette Église

mise par la main de Dieu hors de l'atteinte de ces passions, de ces intérêts qui voudraient toujours la prendre pour victime ou pour complice².

Pressentant que la crise ne sera pas dénouée avant une épreuve de force, Montalembert exprime sa confiance en l'invincibilité du successeur de Pierre, le prince du royaume rationaliste par excellence bénéficiât-il de la lâcheté du clergé rhénan.

Lacordaire de son côté répandait à la gloire de la Papauté sa *Lettre sur le Saint-Siège*, dont l'opposition de Mgr de Quélen avait empêché un an la publication. Parlant à son ami de l'article consacré à l'allocution et analysé plus haut, Monta-

1. O. C., t. IV, pp. 267, 268.

2. *Ibidem*, p. 237.

lembert se réjouit tendrement de retrouver ce frère d'armes plus proche encore de lui :

cette allocution merveilleuse est un pont sur lequel nos deux âmes ne peuvent manquer de se rapprocher sans cesse. Pour moi je ne saurais assez admirer la tendre et prodigieuse bonté avec laquelle le bon Dieu a voulu que la publication de ta *Lettre* fût retardée jusqu'à ce que l'allocution pût lui servir de préface ! Ah ! mon ami, quel grand et beau tems que le nôtre : et comme Dieu arrange bien les affaires de ce monde pour ceux qui savent l'attendre et avoir confiance en lui. Quel prodigieux effet (a produit) dans l'Europe décatholisée toute cette affaire de Cologne ; et quel contraste comme tu dis avec le XVIII^e siècle où cependant tous les rois légitimes étaient encore sur leur trône ! ! que de leçons, que de germes de salut et surtout quel admirable Pape que le nôtre ¹...

Montalembert s'emploie à diffuser la *Lettre sur le Saint-Siège* dont il cite des extraits dans l'*Univers*, qu'il signale au *Courrier de la Meuse*, aux *Débats*. Il annonce fièrement à Lacordaire que cinq cents exemplaires de la brochure ont été vendus en quinze jours, il en envoie partout « comme si c'était (sa) propre œuvre » et M. de Mérode « qui admire (la) *Lettre* comme un véritable Évangile » la distribue à force. Quant à l'opinion générale elle est « flottante », écrit Montalembert.

Les jésuites seuls, en dehors des anciens amis de l'*Avenir*, se sont prononcés hautement et décidément en ta faveur. Toute la clique Dupanloup, etc.... est plus montée, plus furieuse que jamais ².

La splendeur du corps de l'Église, la « sève d'immortalité » qui monte en elle des racines divines jusqu'à son chef romain et à ses membres des plus lointains rivages, les victoires miraculeuses des Pontifes sur les Césars et les empereurs germaniques, leur courage et leur sagesse dans les événements si complexes de l'Europe contemporaine, Lacordaire en les exaltant n'écrit rien que n'eût signé Montalembert.

Dans l'*Univers* celui-ci reprend le thème. Ayant reçu de Rome, grâce aux jésuites, « avant qui que ce soit à Paris, avant

1. Montalembert à Lacordaire : 17 janvier 1838 ; A. L. R. Dossier 418.

2. Même lettre.

même M. Garibaldi », l'internonce, les documents publiés par Rome sur l'affaire de Cologne, Montalembert traduit les plus importants et les fait insérer dans l'*Univers*. Peu après, l'importance attachée par l'Europe à cette affaire l'autorise, en mars, à célébrer de nouveau la grandeur de l'Église — à laquelle il opposait dans son premier article les blasphèmes de Lamennais — et la façon providentielle dont sont déjoués les calculs prussiens. « Vous comptiez, raille le polémiste, vous comptiez... sur le silence » et c'est l'explosion ; sur la faiblesse de Rome et Rome se dresse ; sur la débandade des catholiques allemands et le coup de force ressuscite leur énergie, les groupe autour des pasteurs hier complaisants, aujourd'hui intraitables... Après avoir au passage attaqué les légitimistes une fois de plus, il exulte du triomphe de la dignité spirituelle de l'homme ¹.

L'archevêque de Posen, Mgr Martin de Dunin, « dont l'inébranlable fermeté et l'intrépide candeur ont si noblement, écrit Montalembert, vengé la captivité de son frère de Cologne » ², est à son tour incarcéré. Grégoire XVI, le 13 septembre 1838, lui rend hommage et continue dans cette allocution l'histoire des persécutions de l'Église de Prusse. D'Italie, Lacordaire rend compte à Montalembert de l'événement. Il lui mande que le Pape a présenté Louis-Philippe et la France comme ses « consolateurs », tandis qu'il a parlé « longuement et énergiquement contre la Prusse ». Le Saint-Père, ayant le même jour proclamé cardinal l'archevêque de Malines, a prononcé l'éloge de la Belgique. Ces manifestations portent Lacordaire à terminer sa lettre en ces termes : « Je te conjure de préparer là-dessus un article comme tu sais les faire » ³.

Montalembert publie alors, dans l'*Univers* du 7 octobre

1. C'est l'article du 1^{er} mars 1838 (O. C., t. IV, p. 262) : *Encore l'affaire de Cologne*, auquel nous avons emprunté ci-dessus l'exposé de l'objet du conflit.

2. O. C., t. IV, p. 526.

3. Lacordaire à Montalembert : 13 septembre 1838. — A. L. R. Dossier 418. Montalembert annotant cette lettre au soir de sa vie, écrit en marge de la dernière phrase : « cet article se trouve dans les *Œuvres polémiques* tout à la fin » où nous le lisons en effet.

1838, *Des derniers actes du Saint-Siège*¹. La Pologne ! A cette évocation, Montalembert tressaille ; il célèbre le nouveau fleuron ajouté à la couronne de douleur et d'honneur de sa patrie par l'archevêque de Posen. La gratitude, la fierté, se fondent dans son cœur en une louange qui monte derechef vers la Papauté. La protestation qu'elle lance *à la face du ciel et de la terre* contre l'injure prussienne, la bienveillance qu'elle manifeste envers la France et la Belgique dont elle goûte le zèle, soulèvent Montalembert d'allégresse. Ces encouragements du Chef suprême, il les jette comme décisifs aux ennemis de la France nouvelle et des nations libérales, de l'Église surtout, car par la plume ou la parole Montalembert combat.

De ce que les deux peuples qui ont fait une révolution en 1830 soient les seuls aujourd'hui qui donnent au Pape de la joie et de la consolation nous ne prétendons pas, à Dieu ne plaise, déduire une théorie du droit insurrectionnel formellement réprouvé par les Encycliques ; ... (mais)... pleine d'indulgence pour la faiblesse des moyens, pour l'incertitude des vues de ceux qui essayent de lutter contre le mal, Rome apporte à tous les pouvoirs le secours de sa bonne foi, de sa patience et de sa durée.

L'absence de Henri V ou des Nassau ne la désespère donc pas. Impavide, elle reconnaît le bien et proteste contre le mal. Sans s'appesantir sur l'objet particulier des félicitations du Pape, l'érection de l'évêché d'Alger, Montalembert, en bon stratège, ne laisse pas le gouvernement français maître de la position dominante. Il souligne en fin d'article, pour les opposer à la faveur pontificale, deux actes fâcheux : le ministre de l'Intérieur gênant l'observance du dimanche et le conseil royal de l'Instruction publique critiquant les petits séminaires. Il termine par un hymne à l'Église, dont les catho-

1. O. C., t. IV, p. 525. L'article de l'*Univers* est précédé d'une introduction prudente de Bailly. Après deux mots de haute louange, celui-ci formule les réserves suivantes : « Il y a peut-être, en dépit de M. de Montalembert lui-même, tendance à des théories dangereuses. Il nous semble que, derrière ce publiciste chrétien, se laisse trop apercevoir l'homme politique.... On pourrait croire que M. de Montalembert a propension, à son insu, à graver sur sa bannière « religion et régime nouveau »... c'est mêler mal à propos ce qui est éternel et passer.... »

liques doivent prouver par leur exemple la modération à l'Église vraie, juste et immortelle.

Glorifiant le Saint-Siège et la catholicité publiquement, Montalembert ne se tient pas quitte. Par ses relations verbales ou épistolaires il communique sa flamme autour de lui et l'alimente des multiples renseignements reçus. Il note ceux-ci dans ses papiers intimes. Très librement aussi, il y consigne des jugements sévères sur des prélats ou des journalistes catholiques, sur des faiblesses ou des erreurs, cependant que la piété filiale, la foi dans la divinité de l'Église, les nécessités du combat, lui ordonnent de la louer sans réserve devant les étrangers et les adversaires.

L'affaire de Cologne occupe une grande place au début de la *Chronique catholique*. Montalembert apprend qu'à Cologne l'émeute naît, en octobre, la foule enfonçant la porte d'un doyen partisan du gouvernement hérétique ; que l'évêque de Breslau, seul de l'épiscopat, désobéit à Rome ; qu'à Aix-la-Chapelle « il y a eu presse pour retirer les fonds de la Caisse d'épargne » et qu'une vieille femme

interrogée par l'employé prussien si elle croyait que le gouvernement voulait les voler dit : Pourquoi pas ? vous nous avez pris notre archevêque, vous pouvez bien nous prendre aussi notre argent.

En Wurtemberg, trois députés se prononcent seuls contre un code pénal blessant pour l'Église. L'évêque de Rothembourg, qui a voté pour le code, est durement tancé par l'un des trois. En Bade, l'archevêque de Fribourg se range aux côtés des évêques du Nord, fidèle au Pape.

Mon excellent ami Mgr Pfaff, évêque de Fulda, écrit Montalembert, dont le diocèse comprend tout l'électorat de Hesse-Cassel et qui de tout temps a été le plus indépendant des évêques d'Allemagne, ne pouvait manquer à ses antécédents dans l'affaire des mariages mixtes. Aussi a-t-il si bien résisté aux exigences de l'autorité civile que le prince corégent s'est vu forcé de faire une ordonnance ¹...

Novembre : Montalembert rapporte d'après l'*Univers* que

1. *Chronique catholique* : octobre 1838, *infra* p. 552.

l'affaire de Cologne aurait fortement contribué à la conversion de Talleyrand. Puis il signale le courage d'un évêque du Hanovre, la servilité d'un autre ¹.

D'Espagne, de Malte, de Pologne, de Vienne où les jésuites montrent une « affection invétérée pour la Russie » ², de Rome où Plater plaide victorieusement, où le métropolitain scandaleux proposé par l'empereur Nicolas est institué ³, Montalembert reçoit des nouvelles qu'il transcrit précieusement.

Les énumérer tout au long fatiguerait, même en agrémentant des commentaires incisifs du chroniqueur ⁴. Relevons au moins comment le catholique domine chez lui, même dans les questions purement politiques. Ainsi la vigueur qu'il déploie dans la crise belge est puisée dans la conviction qu'il s'agit de soustraire ou de « livrer des catholiques à des protestants » ; elle n'est pas récompensée à ses yeux mieux que par l'approbation du Pape ⁵. Une guerre menée par Skrzyniecki, « véritable soldat du Christ », sera, si elle éclate, l'« événement (le) plus fécond et (le) plus heureux pour le catholicisme » ⁶. La résignation de la Belgique à la perte de ses deux provinces est qualifiée de « cruel et honteux mécompte du parti catholique » ⁷.

Nul bastion de la catholicité ne retentit de bruits guerriers sans qu'il y vole par la pensée ou ne s'y présente les armes hautes, au risque d'être accusé de « courtiser » ⁸ Rome ou de charger des chimères. Mais en France il atteint des points stratégiques.

1. *Chronique catholique* : novembre 1838. L'article de l'*Univers* est du 24 novembre 1838. Il n'est pas signé, mais Montalembert (lettre à Mérode du 26 novembre 1838) l'attribue à Dupanloup qui était bien placé pour connaître les réactions de Talleyrand en la circonstance.

2. *Ibidem* : novembre 1839, *infra* p. 566.

3. *Ibidem* : mars 1841, *infra* p. 582.

4. C'est pourquoi la *Chronique catholique* est publiée ci-dessous en appendice.

5. *Chronique catholique* : octobre 1838, *infra* p. 544.

6. *Ibidem* : novembre 1838, *infra* p. 554.

7. *Ibidem* : mai 1839, *infra* p. 560.

8. *Journal* : 11 novembre 1839.

§ II. DÉFENSE DES ORDRES RELIGIEUX (1837-1842).

I.

Je croyais bien savoir à peu près ce qu'était un saint, ce qu'était l'Église ; mais je n'avais pas la moindre notion de ce que pouvait être un moine ou un ordre monastique. J'étais bien de mon temps. Dans tout le cours de mon éducation domestique ou publique, personne, pas même parmi ceux qui étaient spécialement chargés de m'enseigner la religion et l'histoire, personne ne s'était jamais avisé de me donner la moindre notion des Ordres religieux ¹.

Ce témoignage, que Montalembert rendra vingt ans après, éclaire la mentalité de cette société issue de la Révolution, qui avait ruiné les institutions monastiques en France selon le vœu de Diderot. Il montre quel effort personnel fit le jeune pair pour les restaurer dans son esprit d'abord, dans son pays ensuite. Cette double résurrection date en quelque sorte de 1831.

L'*Avenir* avait défendu les ordres religieux, notamment les trappistes de la Meilleraye que Montalembert saluera avec joie le 18 juillet 1841, lors de son voyage en Bretagne. Pendant son périple de propagande dans le Sud-Est en octobre 1831, Montalembert avait visité la Grande Chartreuse et dans son admirative émotion avait noté la résolution d'« ouvrir un refuge aux chartreux » s'ils étaient chassés. Quelques jours après, visitant les capucins de Marseille, il prenait cette autre résolution juvénile d'introduire une maison de capucins partout où serait son domicile ². En 1833-1834, au plus fort de son désarroi, Montalembert s'était employé avec succès à l'essaimage vers Prague des sœurs de Saint-Charles de Nancy.

Quand il plaidait à Rome la cause de l'*Avenir*, Montalembert avait, à la prière de l'abbé Guéranger, tenté d'avancer les affaires de celui-ci. L'abbé était lié avec les hommes de l'*Avenir* ; il avait assisté à la fondation de la première école libre ³. Dès 1831, Montalembert avait intéressé à l'achat du

1. Introduction aux *Moines d'Occident*, p. x.

2. Note marginale dans l'Itinéraire de 1831. — Archives d'Écotay.

3. *Dom Guéranger* par un moine..., t. I, p. 72.

prieuré de Solesmes le marquis de Dreux-Brézé, ne pouvant lui-même y participer comme il le souhaitait.

En 1833 l'abbé Guéranger avait commencé, en groupant quelques prêtres, une restauration de l'ordre bénédictin, ruiné en France depuis 1792. Dans le calme de leur monastère, Montalembert avait composé l'introduction de *Sainte Élisabeth*. Puis il avait prêté au fondateur les six mille francs qui lui manquaient pour acquérir le prieuré loué trois ans avant. De plus, l'amitié de Montalembert et de Guizot suggéra à ce dernier, ministre de l'Instruction publique sous Molé, de pressentir la communauté de Solesmes. Il s'agissait de continuer la *Gallia Christiana*, nomenclature chronologique des archevêques, évêques et monastères de France. Montalembert négocia heureusement et Guizot, démissionnaire, rédigea un arrêté allouant pour ce travail quatre mille francs par an pendant cinq ans à Solesmes ¹.

Le mariage de Montalembert ne rompit nullement l'intimité des deux amis. Tandis que le religieux poussait Montalembert à étudier saint Bernard, le jeune époux préparait à Rome, en 1837, les voies du supérieur de Solesmes « avec une singulière habileté » ², tant auprès des cardinaux qu'à l'ambassade de France.

Le Père Guéranger partit pour Rome solliciter l'approbation pontificale. Il croisa Montalembert à Florence, mais retrouva Lacordaire dans la Ville. Huit longs mois d'investissement ecclésiastique obtinrent le succès et scellèrent l'amitié des deux prêtres. Ensemble ils revinrent et s'arrêtèrent à Villersexel où séjournait Montalembert chez ses grands-parents de Grammont. Celui-ci exulte :

18 OCTOBRE. Arrivée inopinée et on ne peut plus heureuse de mes deux excellents et indispensables amis, Lacordaire et le P. Guéranger, tous deux échappés au choléra de Rome, et ce dernier après avoir obtenu le plus magnifique triomphe, l'érection de Solesmes en abbaye, la fondation d'une Congrégation de Bénédictins en

1. *Dom Guéranger par un moine...*, t. I, pp. 151, 155-156. Molé et ses ministres démissionnèrent en avril 1837 : le 15, Molé reconstitua un ministère dans lequel Salvandy remplaçait Guizot à l'Instruction publique jusqu'en mars 1839.

2. *Ibidem*, t. I, pp. 185 et 187.

France, avec toutes les immunités des anciennes de Cluny, Saint-Vanne et Saint-Maur, etc... Il apporte fièrement une mitre et une crosse *qui ne tiennent rien de César*. — C'est immense, incalculable par les résultats...

Le 22 on accompagna l'abbé de Solesmes à la diligence et, dans un dernier conciliabule, les trois convinrent de leurs faits et gestes jusqu'au printemps prochain ¹. Montalembert ne décida pas l'Abbé à rendre visite au Roi ².

En janvier 1838, payant d'audace, le jeune pair fit nommer Dom Guéranger membre correspondant du Comité des Arts et Monuments historiques, où lui-même venait d'entrer. Le mois suivant il prévenait le Père abbé, alors en difficulté avec l'évêque du Mans, qu'un orage politique montait sur Solesmes. Un journal ayant en effet annoncé que le monastère était créé par Rome indépendamment du gouvernement :

Plus de cent députés, m'a dit M. de Salvandy, sont venus se plaindre et demander ce que cela signifiait. Le ministre a pris peur et tremble de la lutte qu'il lui faudra subir devant la Chambre des députés... Vous feriez bien de lui adresser une lettre bien tournée, prudente et énergique à la fois, où vous exposeriez votre position française et légale, la liberté du domicile et de l'individu, etc... ³.

Le conflit entre l'évêque et l'abbé s'envenima, les Romains s'en mêlèrent. Par le truchement de W. de Mérode alors à Rome, Montalembert intervint de nouveau, avec succès. Mais l'évêque Mgr Bouvier avait les faveurs du gouvernement. Double raison pour celui-ci de retirer à Solesmes la subvention *Gallia Christiana*.

Vous recevrez sous peu, écrivit Montalembert le 29 mai 1838, l'avis officiel de retrait. Que cela ne vous trouble pas. Répondez solidement, longuement et froidement ; j'irai de mon côté *travailler* solidement le ministre...

En fait la subvention était supprimée depuis mars ⁴, mais

1. *Journal* : 18-22 octobre 1837.

2. *Dom Guéranger* par un moine..., t. I, p. 211.

3. *Ibidem*, p. 230.

4. A la date du 4 mai 1840 Montalembert notera dans son *Journal* l'incident suivant : « cruelle préoccupation causée par la dénonciation

Dom Guéranger, résolu à garder vis-à-vis du pouvoir, comme de l'évêché, une fierté extrême, n'en avisa Montalembert qu'en novembre. « Comment ne m'en avez-vous pas informé dès le premier moment ? répondit son ami, je serais intervenu avec fureur... » ¹.

De nouveau à Rome la cause de Dom Guéranger se perdait par les intrigues de Mgr Bouvier. Lacordaire qui s'y trouvait sauva la situation, en bonne partie sur les instances de Montalembert ², car Lacordaire commençait à trouver mauvais le caractère du bénédictin et sa direction étroite ³.

La mort de sa mère ayant tiré Montalembert de sa modeste situation de fortune, il écrivit peu après à Solesmes :

Le premier usage que je compte faire de cette augmentation sera de payer les six mille francs que j'ai empruntés ici pour vous les prêter en 1835. Ainsi, mon cher ami, vous pouvez regarder ce prêt comme transformé en donation pure et simple... ⁴

Nombreuses furent encore par la suite les occasions dans lesquelles Montalembert aida Solesmes. Il fut mêlé, en particulier, à la fondation d'une abbaye fille à Paris et, lors de sa pénible liquidation, fut du comité qui permit l'honneur sauf ⁵.



2.

Les prêcheurs comme les bénédictins avaient disparu dans la Révolution. La résurrection de l'ordre par Lacordaire est célèbre, à laquelle Dom Guéranger et Montalembert colla-

de la *France* sur les six mille francs qui m'ont été donnés par Salvandy en 1837. Je m'en tire en rendant publique la reconnaissance de l'abbé de Solesmes ». Il semblerait d'après cela que le ministre ait rendu de sa main gauche ce que la droite retirait, mais l'affaire reste obscure et l'archiviste actuel de Solesmes ne croit pas que Salvandy répara son geste.

1. *Dom Guéranger* par un moine..., t. I, pp. 236 et 245.

2. Lecanuet, t. II, p. 39.

3. Lettre de Lacordaire : 10 août 1840. — A. L. R. Dossier 418.

4. *Dom Guéranger* par un moine..., t. I, pp. 251 sq.

5. *Ibidem*, t. I, pp. 387, 388.

borèrent fraternellement, malgré la diversité des positions et des tempéraments.

Dès juin 1838, Lacordaire confia à Montalembert

son grand projet d'entrer dans l'ordre de saint Dominique et de le rétablir en France. Après en avoir été d'abord un peu ébahi, ajoute Montalembert dans son *Journal*, je reconnais la justesse de ses motifs et ne puis que l'approuver et l'encourager à persévérer ¹.

Montalembert lui conseilla seulement d'attendre. Mais l'orateur de Notre-Dame, dont la *Lettre sur le Saint-Siège* avait suscité tant d'applaudissements, n'entendait pas tarder. Le 11 septembre 1838, une note parut dans l'*Univers* annonçant sa décision et appelant des collaborateurs. Lacordaire n'admettait pas une restauration clandestine. « J'espère ton appui auprès du gouvernement », écrivait-il à Montalembert le 13 septembre 1838 ². Le 4 octobre, ce dernier recevait de Dijon « une lettre pleine de paix et de bonheur » sur le résultat du voyage à Rome de son ami. Lacordaire racontait que son projet avait été accueilli d'enthousiasme par le Pape, le cardinal Lambruschini, le général de l'ordre ; qu'il avait obtenu pour noviciat le couvent de Sainte-Sabine ; qu'il venait en France chercher des novices et passerait l'hiver à Paris. L'évêque de Meaux le protégea et

il n'a plus rien à craindre de l'archevêque de Paris. Il faut maintenant, ajoute Montalembert dans sa *Chronique*, bien ménager le gouvernement, c'est le seul point vulnérable en ce moment ³.

Le 18 octobre 1838, nouvelle lettre de Lacordaire qui se propose de « faire une souscription basée sur un travail qui sera prêt le 15 décembre » ⁴ et se félicite de n'avoir soulevé nulle réclamation dans la presse contre son œuvre. Les progrès de celle-ci, Montalembert les suit pas à pas et consigne, avec la fierté légitime d'être plus que témoin d'une pareille

1. *Journal* : 10 juin 1838. Ceci contredit l'assertion d'un ami de Lacordaire suivant qui Montalembert aurait d'abord combattu le projet. (*Dom Guéranger* par un moine..., t. I, p. 206.)

2. A. L. R. — Dossier 418.

3. *Chronique catholique* : 4 octobre 1838, *infra* p. 545.

4. *Ibidem* : 18 octobre 1838, *infra* p. 548.

résurrection, plus qu'un ami de son auteur, tous les détails donnés par lui : aujourd'hui l'entrevue de Lacordaire et du garde des sceaux, l'attachement de Buchez à l'œuvre naissante ¹, demain la lecture des deux premiers chapitres du *Mémoire* que Lacordaire compose ².

Le 14 décembre, Montalembert se rend chez le garde des sceaux, à propos pour le confesser : ce ministre craint l'impopularité des ordres religieux et préférerait faire de Lacordaire un évêque ³... Le 18 Montalembert, prévenu par un maître des requêtes qui avait été chargé de rédiger une lettre contre le projet de restauration dominicaine, retourne voir Barthe et lui demande franchement ce qui en est.

Il s'est borné, note Montalembert, à écrire à l'ambassadeur de France à Rome pour protester contre l'établissement officiel de l'ordre en France tel qu'il avait été sottement annoncé par l'*Univers* ⁴.

Lacordaire part pour Rome, puis, tandis qu'il se forme au noviciat dominicain de la Quercia près de Viterbe, il publie, daté du printemps 1839, son *Mémoire pour le rétablissement en France de l'ordre des frères prêcheurs*. L'archevêque de Paris traverse les plans de Lacordaire, dit Montalembert dans sa *Chronique* ; néanmoins, le *Mémoire*

a obtenu le plus grand succès et n'a pas éveillé une seule critique *patente*. Mais on s'en dédommage bien dans l'ombre ⁵.

Les deux amis continuent leur fraternelle correspondance, Montalembert partageant les espoirs de Lacordaire, l'exhortant à ne pas se presser.

Lacordaire gagnait la partie. Le *Mémoire* portait. Il s'y adressait au pays, se réclamait de la Charte de 1830 et de ses promesses de liberté. « La liberté, dit Dom Delatte, pour La-

1. *Chronique catholique* : 28 novembre 1838, *infra* p. 555.

2. *Ibidem* : 12 décembre 1838, *infra* p. 556.

3. *Ibidem* : 14 décembre 1838, *infra* p. 557.

4. *Ibidem* : 18 décembre 1838, *infra* p. 558.

5. *Ibidem* : 15 mai 1839, *infra* p. 561.

cordaire était un idéal abstrait et universel dont il cherchait partout la réalisation » ¹. Par conviction il présentait son plaidoyer de façon agréable à l'opinion du siècle. Nulle contradiction grave ne s'élevait encore pour troubler le noviciat de la Quercia. Montalembert propageait le *Mémoire*, et son ami le remerciait de ce « zèle admirable ». Il tenait le religieux au courant des réactions admiratives... et défaitistes du public, il intéressait la presse à la tentative, cherchait des fonds, des lieux d'établissement ². D'Italie Lacordaire écrivait de longues lettres. Le 22 août 1839, par exemple, le dominicain rapporte les félicitations qu'il a reçues de l'archevêque d'Aix : vous avez agi « en bon Français et en bon catholique » et les reproches de l'abbé de Solesmes, « très mécontent, dit Lacordaire, de ce que je n'ai pas représenté saint Dominique et les dominicains comme des brûleurs d'hommes, et je crois vraiment qu'il espérait que nous débouterions par un petit autodafé sur la place du Carrousel » ³. Le 9 octobre 1839, Lacordaire parle à Montalembert des inquiétudes du Pape, au sujet de la restauration dominicaine en France, par suite des dispositions contradictoires de l'épiscopat français. Il lui envoie aussi copie de la réponse de Louis-Philippe au général des dominicains qui lui avait offert ses vœux à Noël ⁴.

L'échange épistolaire se poursuit jusqu'au retour de Lacordaire en France. Le dimanche 14 février 1841, le moine, malgré les frayeurs de l'archevêque, des ministres, du roi,

1. *Dom Guéranger* par un moine..., t. I, p. 248.

2. Lecanuet, t. II, pp. 42 sq.

3. Lettre de Lacordaire : 22 août 1839. — A. L. R. Dossier 419.

4. Lettre de Lacordaire : 9 octobre 1839. — A. L. R. Dossier 419, Voici le texte de la lettre du Roi des Français : « Très Révérend Père, La lettre que vous nous avez adressée à l'occasion des bonnes fêtes de la Nativité de notre Sauveur nous a été fort agréable. Nous y avons retrouvé avec plaisir l'exposition des sentiments sincères d'attachement à la couronne de France qui a distingué de tout temps l'ordre de Saint-Dominique. Assurez les bons religieux vos Pères de l'intérêt que nous portons de notre côté à tout ce qui les touche et qu'ils sachent ainsi que vous avec quelle satisfaction toujours nouvelle nous aimons à vous réitérer l'expression de notre estime et de notre bienveillance particulière. Sur ce, etc..... » La lettre est contresignée du maréchal Soult et datée de juillet 1839.

parut à Notre-Dame ¹ vêtu de la tunique dominicaine, la tête rasée. Il entendait bien, dit Montalembert,

en montant avec son habit dans la chaire de l'église métropolitaine de Paris, inaugurer en France ce froc religieux qu'elle n'avait pas vu depuis cinquante ans ².

L'immense nef était comble. Le garde des sceaux, l'inter-nonce, des pairs, des députés, Guizot et Chateaubriand, Ravignan et Dupanloup, tous furent transportés ³. « Jamais, écrivit Montalembert, son éloquence n'a été plus admirable » ; mais se ressaisissant il douta de la valeur du sujet (vocation de la nation française) et de la portée générale des idées :

il ne faut pas aduler les peuples, pas plus que les rois. Le bon Abbé de Solesmes, à côté de qui je suis dans la tribune, partage bien toutes mes impressions... ⁴.

Dix jours après, Lacordaire repartait en direction de Rome où il crut toucher au port ⁵. Une tempête dispersa ses espoirs.

Le 26 mai 1841, Montalembert apprenait le désastre, de la main de Lacordaire lui-même. Plus de noviciat français à Rome « sous prétexte que, comme il n'y a pas encore de province française dans l'ordre des dominicains, il ne saurait y avoir un noviciat ». L'ambassadeur d'Autriche aurait enlevé cette décision en insinuant que Lacordaire succédait à Lamennais... ⁶ Immédiatement, Montalembert prend la plume pour consoler son ami :

Tu dis que jamais tu n'as supporté avec plus de tranquillité aucune blessure : et moi j'ajouterai que jamais je n'ai été convaincu de ton succès ultérieur comme je le suis maintenant, à la suite de cet échec et de la manière dont tu l'as subi... Il n'en sera pas moins curieux et bizarre dans l'histoire future de notre époque qu'au moment où la Chambre des députés accueille par des huées et des

1. Sermon de charité pour les pauvres de Saint-Vincent-de-Paul, organisé probablement par Ozanam.

2. O. C., t. IX, p. 459 : *Le Père Lacordaire*.

3. *Dom Guéranger* par un moine..., t. I, pp. 281, 282.

4. *Journal* ; cf. *Chronique catholique* : 14 février 1841, *infra* p. 581.

5. Lettre de Lacordaire : 20 avril 1841. — A. L. R. Dossier 418.

6. *Chronique catholique* : 26 mai 1841, *infra* p. 583.

mépris les dénonciations des voltairiens contre les dominicains, la congrégation de discipline régulière à Rome comble les vœux de ces mêmes voltairiens... ¹.

Isambert, en effet, agitait devant la Chambre le spectre de l'Inquisition. Montalembert se rendit chez le directeur des Cultes qui, pièces en main, lui montra la montée d'une campagne anticléricale. Dessauet, raconte Montalembert à Lacordaire ²,

désespéré de ces attaques chaque jour naissantes et qui ont fini par triompher de la bonne volonté du garde des Sceaux, attribue cette recrudescence : 1^o à la levée de boucliers des évêques sur l'enseignement secondaire ; 2^o à l'imprudence de langage de l'*Univers* et de la presse catholique si pressée de chanter victoire quand rien n'est encore gagné ; 3^o à ton projet et à ton apparition à Paris... En outre, le conseil des ministres a délibéré spécialement sur la question des congrégations religieuses d'hommes, et arrêté qu'on s'en tiendrait à la loi de 1791 qui les proscriit absolument et qui n'est, selon eux, nullement abrogée par la Charte...

Dessauet lit enfin à Montalembert la réponse de l'archevêque de Bordeaux à qui la direction des Cultes s'était plainte, en écho des députés de la Gironde, d'un projet de recevoir les dominicains dans son diocèse. Assez platement, selon Montalembert, l'archevêque « désavoue le projet d'établissement pour les dominicains dès *qu'ils ne sont pas autorisés par le gouvernement* » ³. Le Saint-Siège ne voulait pas contrarier le gouvernement français.

Lacordaire chargea Montalembert de remettre au garde des sceaux une lettre de renonciation à la robe religieuse ⁴. Montalembert se garda de « laisser entre les mains du ministre un engagement écrit de cette sorte » et se contenta de lui lire quelques passages de la lettre. Martin (du Nord) admit le

1. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 27 mai 1841. — A. L. R. Dossier 418, en partie publiée par Lecanuët, t. II, pp. 45 sq.

2. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 11 juillet 1841. — A. L. R. Dossier 418.

3. *Chronique catholique* : 10 juillet 1841, *infra* p. 584.

4. Lettre de Lacordaire à Montalembert : 11 août 1841. — A. L. R. Dossier 418.

port du costume à l'intérieur des monastères et promet avec bienveillance de réfléchir quant à sa présentation au dehors ¹. Succès acquis, l'avenir prochain en témoigna, et grâce à Montalembert qui multiplie les conseils de prudence, terminant ainsi le récit de son entrevue ministérielle :

La position est toujours on ne peut plus grave et délicate. Tu en es un des pivots. Cela exige de ta part les plus grandes précautions mais point de concessions inutiles. Il est clair que tu peux sans inconvénient continuer à porter ton costume même en chaire jusqu'à nouvel ordre ².

★ ★

3.

Que les religieux vêtus de la bure blanche et de la chape noire aient repris — « la liberté ne se donne pas, elle se prend », disait *l'Avenir* — droit de cité sous sa protection, Montalembert en éprouve une joie proportionnée à son exceptionnelle amitié pour « frère Henri ». Mais il ne préfère pas la spiritualité dominicaine, et tous les moines, tous les réguliers, trouvent appui chez Montalembert. Cela entre au surplus dans son plan de séparation du légitimisme. A ce propos, il raconte à Guerrier de Dumast deux anecdotes typiques :

Votre évêque a prêché pour ses pauvres Chartreux et... à la porte de toutes les églises de ce faubourg on voyait les dévotes élégantes quêter sous l'escorte d'élégans mâles qui criaient d'une voix rauque : *Pour les Chartreux !* Cela m'a fait de la peine, tant je voudrais préserver au moins la restauration encore si précaire des ordres religieux du contact de cette petite et piteuse dévotion de salon qui voudrait transformer la religion en protestation permanente contre Juillet !

Mais figurez-vous que le P. de Magallon, chef de l'Ordre des Frères de Saint-Jean-de-Dieu pour les aliénés, dont j'ai plaidé la cause à la Chambre, est venu m'apporter son livret de souscriptions et qu'en le parcourant j'ai découvert une image de la Sainte Vierge disposée de manière à se rabattre ingénieusement sur la

1. Lecanuët, t. II, pp. 47, 48.

2. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 21 septembre 1841 ; la dernière phrase citée par Lecanuët, t. II, p. 48.

souscription du Roi, de la Reine, et de M. le Duc d'Orléans, lorsque ces pieux Frères se présentent chez les gens qui pensent bien ¹ !!!

Il secourt les bernardins de Mende et leur obtient quelque argent de la reine. L'évêque de Saint-Flour avertissant Montalembert que ce sont des intrigants, il ne se repent pas de sa charité, prêt beaucoup plutôt à soupçonner l'évêque, un « carliste », de ne pas les soutenir ² parce que celui-ci serait jaloux du clergé régulier. Mgr Bouvier, du Mans, ne persécute-t-il pas Dom Guéranger, lui disputant droits et privilèges ? ³

Montalembert apprécie, entre toutes, les congrégations enseignantes parce qu'elles sont appelées à régénérer la France en remettant le christianisme dans les idées et dans les mœurs. Il souhaite autant qu'un ordre se consacre à l'apostolat des manufactures ⁴.

Les jésuites, Montalembert n'est pas totalement rassuré à leur sujet et il accorde un certain crédit à un rapport de Bailly, le directeur de l'*Univers*, sur leur « toute-puissance » ⁵. Il les fréquente cependant. A Rome, il a visité leur général qui lui a plu « extrêmement » ⁶. A Paris, il suit une retraite chez eux. Les jésuites sont attaqués avant tous les autres. Raison de plus pour se compromettre avec eux. Un chevalier n'hésite pas. En 1845, quand ils seront victimes de la tractation fameuse, Montalembert bondira d'indignation.



Est-ce là de la politique ? Oui, pour un catholique. La politique chrétienne prétend organiser la cité conformément aux principes religieux. Or, le premier de ceux-ci est « la primauté du spirituel », la nécessité fondamentale de la prière, d'une

1. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 15 avril 1838. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

2. *Chronique catholique* : 17 novembre 1838, *infra* p. 553.

3. *Ibidem* : 22 novembre 1838, *infra* p. 554.

4. Première lettre sur l'aristocratie. Voir au chapitre x, § III : « liberté d'enseignement ».

5. *Chronique catholique* : 13 décembre 1838, *infra* p. 557.

6. *Journal* : 10 janvier 1837, 18 janvier 1841, etc.

part, de la conquête, d'autre part. Point de cité ordonnées sans des foyers d'oraison et d'apostolat. Historien du Moyen âge Montalembert travaille à renouveler au XIX^e siècle l'œuvre des moines d'Occident. Au lendemain du drame de l'*Avenir*, il avait comparé

la société actuelle et celle de l'empire romain au tems de l'invasion des barbares... Ils détruiront, pour réédifier le catholicisme sans s'en douter ¹.

De même qu'au Bas-Empire la ruée s'apaisa aux pieds des îlots chrétiens, et plus tard des monastères, de même, aux temps modernes, les ordres sauveront la civilisation, par la vertu de leurs prières et le rayonnement de leurs travaux.

§ III. LE CHEF CATHOLIQUE ET LE CLERGÉ SÉCULIER (1837-1842).

I.

Successeurs des Douze, les évêques charpentent l'Église. Montalembert secondera donc la hiérarchie tout en la jugeant fort librement. Il se préoccupera d'autre part de pousser à l'épiscopat des hommes en qui il a confiance.

Les nominations d'évêques tiennent la place qu'on sait dans les rapports de l'Église et des États. Dans le régime concordataire qui était en vigueur alors à Paris, elles étaient prononcées par le roi. Le gouvernement assurait le traitement des évêques. D'où la tendance des « officiels » à les considérer comme des fonctionnaires. Montalembert ne cessera de réfuter cette erreur.

Il rapporte un jour à Cornudet le récit d'une visite au garde des sceaux, à la fin de 1840. Le ministre, Martin, a déclaré

que les évêques devaient être dévoués au gouvernement, qu'ils devaient prêcher le dévouement *comme ils faisaient sous la Restauration*, qu'après tout ils étaient *fonctionnaires publics salariés par l'État !!!* et tenant leur autorité à la fois du Roi et du Pape. C'est textuel, écrit Montalembert ; enfin toutes les bêtises et toutes les

1. *Pensées catholiques et politiques*. — A. L. R. Dossier 115.

hérésies qui peuvent sortir du cerveau combiné d'un garde des Sceaux de la Restauration avec celui d'un Isambert devenu garde des Sceaux sous le régime actuel.

Encore Martin est-il un honnête homme ¹ !

Devant les pairs Montalembert hausse à leur vraie place les évêques ; il donne pour « fausse » et « erronée l'opinion de ceux qui ne voient » en eux qu'une espèce de « préfets en soutane », de « commissaires de haute police morale... Le Roi les désigne... mais... ils tiennent leur autorité de Dieu » ².

Montalembert exige d'eux une dignité correspondant à cette investiture : tenue morale, intelligence, indépendance vis-à-vis du pouvoir et de la « coterie » légitimiste.

Les journaux ayant annoncé la nomination d'un prêtre de Franche-Comté, M. Cart, au siège de Nîmes, Montalembert s'en plaint au garde des sceaux. Quoique l'élu, écrit-il,

ne porte pas une couleur aussi profondément décourageante pour les Catholiques amis de la dynastie de Juillet que celle de MM. de Mazenod et de Marguerye, cependant qu'il me soit permis de dire qu'il y avait à la fois dans le diocèse de Besançon comme dans celui de Nîmes, des ecclésiastiques sur lesquels le choix du Roi aurait pu se fixer d'une manière plus avantageuse et sous le rapport politique et sous celui de la science si nécessaire de nos jours à un évêque ³...

Parmi ces qualités exigibles, Montalembert compte d'abord la moralité. Les circonstances le mêlèrent à la triste affaire de Dijon. L'évêque du lieu, Mgr Rey, impossible, avait interdit ses vicaires généraux et remis le diocèse aux mains de son secrétaire M. Gay, ignoble individu. Foisset avait inauguré sa correspondance avec Montalembert en lui exposant très complètement l'état de choses ⁴ et, interprète de tout le clergé, de tous les catholiques du diocèse, l'avait supplié d'intervenir en haut lieu. L'*Univers*, dès 1837, publia un ar-

1. Lettre à Cornudet : 24 octobre 1841. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, pp. 234, 235.

2. Discours aux pairs, cité par Bruguerette : *Le prêtre français et la société contemporaine*, t. I, p. 118.

3. A. N. — BB 17^A 101. — Lettre datée de Villersexel : 22 novembre 1837.

4. A. L. R. Dossier 564.

ticle très dur, en première page. On y lisait cette présentation : «... sacré, sur le refus de tous les évêques de son pays, par un prélat étranger, M. Rey vient à Dijon précédé d'une réputation qu'il semble prendre à tâche de justifier. On le disait mal entouré et, en effet, les hommes par lesquels il se fit annoncer et au milieu desquels il parut étaient *tous* des hommes notoirement tarés ¹ ... » Prié de la part du roi de venir le trouver à Paris, Mgr Rey avait refusé pour raison de santé ².

Montalembert s'entend d'abord avec le préfet de la Côte-d'Or qui « approuve et encourage » les démarches projetées ³. Quinze jours après, le 26 décembre, le jeune pair est reçu aux Tuileries.

J'ai trouvé le Roi parfait : il m'a dit en propres termes que le Pape *sévirait comme il voudrait et que lui, Roi, ne s'opposerait à rien de ce qui se ferait à Rome* contre M. Rey, au contraire. Je lui ai parlé pendant une demi-heure au moins sur le choix des évêques, l'attitude du Pape, l'évêché d'Alger....

raconte Montalembert à Lacordaire ⁴. Une telle conversation ne saurait suffire et, courageusement — il a 27 ans —, Montalembert donne par écrit au garde des sceaux toutes précisions utiles. La citation intégrale du document montrera sa manière, nette, directe. Ce romantique, très travailleur, découvre le fond du mal et fournit les arguments juridiques solidement étudiés.

J'ai l'honneur de transmettre à M. le Garde des Sceaux quelques textes du Droit canon qui ont été imprimés par les curés du diocèse de Dijon pour justifier leur manière d'agir envers Mgr Rey.

Je lui recommande d'examiner dans le Droit canon lui-même le texte que j'ai souligné à la troisième page. Il y verra que le droit de déposer un évêque y est admis et reconnu comme tout simple.

1. *L'Univers* : 10 décembre 1837.

2. A. N. — F¹⁹ 2520 : Lettres du ministre des Cultes et de l'évêque.

3. *Journal* : 10 décembre 1837.

4. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 17 janvier 1838. — A. L. R. Dossier 418.

Voici un autre texte :

Decreti secunda parte. Causa II.

Questio VIII.

Cap. LIX. Pravos in sua societate Episcopus habere non debet. Gregorius I Virgilio Episcopo Arenlatensi.

Lib. 9. Epist. 49.

(ann. 607. Romi in Galliam.)

« Pervenit ad nos Fratrem et Coepiscopum nostrum serenum Massiliensem, pravos homines omnino in sua societate recipere, ita denique, ut presbyterum quemdam, qui post lapsum in suis adhuc dicitur iniquitatibus volutari, familiarem habeat. Quod a vobis subtiliter requirendum est : et si ita constiterit, curae vobis sit nostra hoc sic vice corrigere, ut qui talem recipit, non familiaritate fovere, sed discat potius ultione comprimere ».

Ce texte semble être fait exprès pour M. Gay, secrétaire de l'évêché, et *de fait* directeur du diocèse ; lequel a séduit une novice des Visitandines de Dijon, qu'il a rendue mère, et qui est sortie du monastère pour demeurer chez la sœur de M. Gay. Le fait de ses visites nocturnes a été constaté par la surveillance de M. le Préfet. *Ab uno disce omnes.*

En 1828, M. Portalis, garde des Sceaux, interpellé par M. Dupin sur l'administration de Lyon, répondit que cette administration était un hommage indirect mais positif rendu à l'inamovibilité des évêques puisqu'elle n'avait pu être établie que par le Saint-Siège source de l'Épiscopat.

On s'étonne toujours à Dijon que l'on n'insiste pas davantage pour obliger Mgr Rey à venir à Paris : on croit qu'il céderait à un ordre formel du Roi.

J'espère que M. le Garde des Sceaux, s'il a jeté les yeux sur l'*Univers* de ce matin n'aura pas été mécontent de la manière dont j'ai relevé la différence qui existe entre la liberté de l'Église de France sous la dynastie actuelle et celle qu'on lui accorde dans les pays de droit divin ¹.

★ ★

2.

Le 10 avril, Montalembert dîne chez le garde des sceaux, aux côtés de Saunac, député de Dijon, et ils se congratulent de l'heureuse issue de l'affaire de Mgr Rey.

1. A. N. — F¹⁹ 2520 — Lettre non datée qui est sans doute du 29 décembre 1837, date de publication dans l'*Univers* des « *Réflexions sur l'allocution pontificale* ».

Il sera éloigné, lisons-nous dans le *Journal*. Il s'agit de son successeur. J'insiste pour M. Doney et mets M. Saunac de mon côté : mais la clique gallicane est encore trop puissante : je réussis du moins à faire éloigner M. Dufêtre, vraie émanation du système Dupanloup. Ce sera probablement M. Rivet, curé de Versailles, qui ira occuper ce beau siège de Dijon ¹.

Un peu plus tard Montalembert parle avec le garde des sceaux de l'évêché d'Alger, qui est créé, et obtient promesse qu'il sera dévolu à l'abbé Doney si M. Dupuch n'accepte pas ². Deux ans après, Montalembert reviendra à la charge auprès du nouveau garde des sceaux, Vivien, en faveur de M. Doney qu'il tient à porter à l'épiscopat ³.

Le 4 octobre 1838, Montalembert recommande fortement au garde des sceaux, M. Jordany supérieur du séminaire de Digne, pour le siège de cette ville, les abbés Sibour d'Aix, Chartier de Clermont, Thévenard de Laon, et son ami personnel Gerbet ⁴.

Il maudit les mauvais choix, tel celui de l'abbé Menjaud pour Nancy ⁵ et assure que le gouvernement préfère ses ennemis à ses amis. Aussi Mgr Dupuch, « ce saint prêtre de Bordeaux », va « partout à Paris s'excusant d'avoir accepté un évêché de pareilles gens » ⁶, et le ministre Barthe se plaint amèrement au jeune pair « de l'intolérance de l'évêque de Clermont », M. Féron récemment nommé, qui a refusé sans motif suffisant les sacrements à Montlosier ⁷.

L'année suivante Montalembert endoctrine le nouveau garde des sceaux, Teste, qui nomme à Digne l'abbé Sibour.

Malheureusement, ajoute-t-il dans sa *Chronique* après avoir signalé l'événement, il faut plutôt l'attribuer aux relations personnelles qui ont existé entre (Sibour) et M. Teste qu'à un sentiment profond des besoins de l'Église chez celui-ci ⁸.

1. *Journal* : 10 avril 1838.

2. *Journal* : 7 juillet 1838.

3. *Journal* : 18 mars 1840.

4. *Chronique catholique* : 4 octobre 1838, *infra* p. 545.

5. *Ibidem*.

6. *Ibidem* : 13 octobre 1838, *infra* p. 547.

7. *Ibidem* : 14 décembre 1838, *infra* p. 557.

8. *Ibidem* : septembre 1839, *infra* p. 563.

La mort du cardinal Fesch libère en 1839 le siège de Lyon, puisque Mgr de Pins administrait en son nom. Le pair propose aussitôt à Teste Mgr Gousset, évêque de Périgueux ¹. Ce dernier avait été, au séminaire de Besançon, disciple modéré de Lamennais et lecteur sans passion de l'*Avenir*. Mais le prélat pria Montalembert de le laisser à Périgueux, comme un an plus tard, pressenti pour le siège de Paris, il déclina l'offre ². Avec Lacordaire, Montalembert se réjouit de l'éloignement de Mgr de Pins. Les deux amis hésitent par contre à juger le vieux cardinal d'Isoard, qui est finalement nommé, bien propre à « détruire les réseaux de cette déplorable administration ». Lacordaire, à ce propos, demande à son ami s'il est bien sûr qu'une recommandation de l'orateur au ministre ne soit pas une raison pour celui-ci d'écarter le candidat ainsi proposé à l'épiscopat ³. Un an plus tard Mgr de Bonald, évêque du Puy, était nommé à Lyon et Montalembert saluait en lui « de tous les évêques de France celui qui comprend le mieux les besoins nouveaux » ⁴.

L'archevêché de Paris joue un tel rôle dans l'Église de France que le chef catholique était exaspéré de l'attitude de Mgr de Quélen. Tout en lui l'agaçait, jusqu'à ses façons, « sa voix glapissante et ses phrases creuses » ⁵. Apprenant que le prélat a frappé d'interdit l'abbé Axenger

cet excellent et savant prêtre coupable du seul crime d'avoir obtenu un secours de la duchesse d'Orléans pour son œuvre des Catholiques allemands qui est maintenant détruite,

Montalembert se lamente de l'arbitraire d'une semblable sanction ⁶. Pire que son archevêque, sévit à Paris l'abbé Dupanloup, impitoyable lui, tandis que Mgr de Quélen se montre faible parfois en faveur de Lacordaire. Gerbet rapporte à

1. *Chronique catholique* : septembre 1839, *infra* p. 563.

2. A. L. R. — Dossier 564. Cf. *Le Cardinal Gousset*, par le chanoine Gousset, pp. 60 et 118-122.

3. A. L. R. — Dossier 419. Lettre de Lacordaire : 22 août 1839.

4. *Chronique catholique* : décembre 1839. — Cité par Lecanuet, t. II, p. 64.

5. *Journal* : 22 avril 1838.

6. *Chronique catholique* : 4 octobre 1838, *infra* p. 545.

Montalembert ce mot de l'ennemi-né de l'*Avenir*, touchant Gerbet lui-même et Lacordaire : « Ces hommes sont des hommes empoisonnés ; je les poursuivrai à outrance et de toutes mes forces »¹. Dupanloup trouvera Montalembert sur sa route, en adversaire résolu, et ils eussent été bien surpris si le voile de l'avenir avait été soulevé...

Mgr de Quélen ayant remis à Dieu son âme légitimiste, Montalembert ne le pleura pas. Le 31 décembre 1839, célébrant sa mort et celle de Mgr Gallard, archevêque de Reims, il trace cette épitaphe : « Leur mort me semble un signal de délivrance pour l'Église de France »². Montalembert s'empresse de leur chercher un successeur.

Mgr Affre, coadjuteur nommé de Strasbourg, « le seul, écrit-il, qui dans le conseil de M. de Quélen lui tint souvent tête », fut élu par le chapitre de Paris vicaire capitulaire aussitôt que l'archevêque eut rendu le dernier soupir, et les hommes de confiance de celui-ci furent « impitoyablement écartés »³. La désignation du titulaire traînant en longueur, les intrigues se développèrent et le nouveau garde des sceaux, Vivien, résuma la situation en deux propositions : « chaque parti est assez fort pour faire écarter le candidat du parti opposé, mais pas assez pour faire triompher le sien ».

Répandu dans les milieux ecclésiastiques, notre chroniqueur évalue jour par jour les chances des candidats. Mgr de Bonald, le cardinal de La Tour d'Auvergne, Mgr Gousset, Mgr Blanquart et Mgr Bouvier sont successivement écartés ou ont refusé. Mgr Mathieu, archevêque de Besançon, est très poussé, que Montalembert juge « détestable » et fauteur de la ruine de son diocèse. NN. SS. de la Croix d'Azolette et Giraud figurent sur les listes proposées. Mgr Affre enfin⁴, chaudement soutenu par Dom Guéranger, est préféré par Monta-

1. *Chronique catholique* : 15 décembre 1838, *infra* p. 558.

2. *Ibidem* : 31 décembre 1839, *infra* p. 567.

3. *Ibidem*.

4. Mgr Affre avait donné des gages au gouvernement. Pressenti pour un siège épiscopal, alors qu'il était vicaire général d'Amiens, il avait écrit au ministre des Cultes pour préciser sa position, une lettre où il se disait « disposé à prêter au gouvernement ses faibles services ». A. N. — F¹⁹ 2555.

lembert « faute de mieux » ¹. « Mieux », sans nul doute, signifie Mgr Gousset qu'il recommande instamment au garde des sceaux, Vivien, sans se faire illusion. A défaut de cet ami, Montalembert est donc disposé à appuyer de toutes ses forces Mgr Affre « qui a été si généreux envers Lacordaire quoique gallican » ² et chez qui Dom Guéranger le conduit. Le jeune pair reçoit à sa table le prélat avec « MM. Bautain et de Bonnechose, l'excellent Ozanam, le bon père Bailly, Rio ³... » Bien qu'on ait annoncé officieusement à Mgr Affre sa nomination, Montalembert n'y croit pas. Mgr Mathieu est battu, mais surgit la candidature de Mgr Donnet, archevêque de Bordeaux, appuyé par l'abbé Bautain qui manœuvre Cousin, ministre de l'Instruction publique et des Cultes. Mis au courant par Bautain lui-même, Montalembert travaille pour Mgr Affre. Celui-ci projette de se présenter aux Tuileries pour la Saint-Philippe 1840, ce à quoi Mgr de Quélen n'avait jamais consenti. Montalembert l'y encourage et reçoit communication du discours prévu ⁴. Altérée par les collègues ⁵ de Mgr Affre, l'adresse de vœux est cependant, le premier mai, agréée du roi qui y répond délicatement. Les adversaires de Mgr Affre en prennent occasion pour une offensive devant laquelle le gouvernement faiblit, d'autant plus qu'il n'attache pas, selon la *Chronique*, une importance suffisante à l'enjeu de la lutte. L'internonce assure Thiers que la nomination de Mgr Affre « alarmerait l'Église ». Mgr Donnet triomphe ?

Fort de ses relations avec Thiers, président du Conseil, Montalembert intervient alors de façon décisive, démolit la thèse de l'internonce et enlève, le 21 mai, la promesse que

1. *Chronique catholique* : mars 1840. — (Lecanuët, t. II, pp. 66-69 a utilisé largement ce document). On le lira en appendice avec tous ses détails, *infra* p. 568.

2. *Journal* : 6 avril 1840.

3. *Journal* : 27 avril 1840.

4. *Chronique catholique* : avril 1840. — Ce projet de discours, écrit de la main de Mgr Affre, est aux archives de la Roche. Dossier 564.

5. Dans sa *Chronique catholique*, ci-dessous, p. 571, Montalembert nomme MM. Morel et Boudot. L'historien de Mgr Affre, l'abbé Alazard, dit que l'abbé Affre « fut élu vicaire capitulaire avec MM. les abbés Auger et Morel », p. 184 de *Denis Auguste Affre*, Paris, Amat, 1905, VII-690 p.

Mgr Affre sera nommé. Le conseil des ministres du 24 ne décide cependant pas et la « coterie Dupanloup » « va jusqu'à faire craindre à M. Thiers un *schisme local* », écrit Montalembert. On convient d'une présentation, et, le 25, ce dernier accompagne Mgr Affre chez Thiers. Dans l'antichambre ils rencontrent l'abbé Dupanloup !

Entrevue victorieuse du président et de Mgr Affre qui, le soir même, est nommé, comme l'apprend aussitôt à Montalembert un pli du garde des sceaux ¹.

Actions de grâces à Saint-Thomas, note-t-il alors sur son *Journal*, y a-t-il de quoi ? ? Enfin j'ai tout fait pour le mieux et c'est, provisoirement du moins, une grande victoire.

La promotion comprend d'autres noms agréables à Montalembert : Mgr Gousset à Reims, MM. Graveran et Chatrouse — qu'il avait visités en ami pendant son voyage de propagande en 1831 — respectivement à Quimper et Valence, M. d'Arcimolle, candidat de Mgr de Bonald, au Puy. Le chroniqueur de conclure qu'« une nouvelle ère commence pour notre Église et notre pays ».

Mgr Affre l'emportant subit un assaut de félicitations. L'abbé Dupanloup lui « soutient qu'*au fond* il a toujours désiré » sa désignation ! Les jésuites protestent de leur dévouement et sont mal reçus. Le Sacré-Cœur s'incline à son tour, l'abbé Jammes servilement ; la supérieure M^{me} de Grammont, plus roide, « offre le tribut des vœux *que la Providence* (lui) *impose* ». A quoi le nouvel archevêque répond que « jamais la Providence n'en (a) imposé à personne » ².

Montalembert a traversé les plans de l'internonce ; que pense-t-on à Rome de la nomination de Mgr Affre ? Aussi est-il bien soulagé d'apprendre de Lacordaire que le Pape approuve ce choix ³, après un mois, de temporisation. « On eût,

1. *Chronique catholique* : mai 1840. — Récit publié par Lecanuet, t. II, pp. 69, 70 ; le billet signé Vuitry, chef de cabinet, est aux archives de la Roche. Dossier 564.

2. *Chronique catholique* : fin mai-juin 1840. Tout le morceau, poignant, est à lire. Voir *infra* en appendice p.p. 576-577.

3. A. L. R. — Dossier 418. Lettres de Lacordaire à Montalembert : 26 juin 1840 et de Montalembert à Lacordaire : 22 juillet 1840.

je crois, préféré un autre choix », mandait à Thiers notre chargé d'affaires auprès du Saint-Siège, le 6 juin, et il laissait entendre que le nouvel archevêque était tenu pour une médiocrité à la Secrétairerie d'État. Le 7 juillet, le même de Rayneval transmettait *de la part du Pape* l'assurance que Sa Sainteté, renseignements pris, jugeait le prélat digne de sa haute mission ¹.

Montalembert n'abandonne pas l'élu, qui doit son siège à Dom Guéranger, dira-t-il plus tard ². Il le présente à Tocqueville et Carné ³, le reçoit à sa table avec Mgr Gousset, archevêque nommé de « Rheims », « type du prêtre et du prélat tels qu'il les faut aujourd'hui », avec Tascher, Bailly, etc... Mais Mgr Affre est « froid et réservé — on dirait que la reconnaissance lui pèse » ⁴. Les 16 et 17 juin, à la suite de dîners officiels offerts par le gouvernement aux nouveaux évêques, Montalembert ajoute : « Tristes détails de l'abbé Combalot sur les dispositions de M. Affre » ⁵. Cela confirme l'impression pénible ressentie quatre jours avant : le jeune pair ayant amené Cousin à Mgr Affre, la discussion de deux heures sur la reconstitution de la Sorbonne s'était terminée par une sortie du prélat repoussant ses visiteurs « avec perte » ⁶.

L'importance de l'archevêché de Paris ne cache pas aux yeux de Montalembert les autres sièges à pourvoir. L'abbé de Solesmes l'avait averti, en septembre 1839, de la vacance d'Angers et de l'appui fourni à une candidature Gerbet par des personnalités angevines.

« Sa nomination qui serait, écrivait Dom Guéranger, un bien immense pour ce pays-là, et en particulier pour l'ordre de saint Benoît, ne saurait être trop poussée par tous les amis de

1. Archives des Affaires étrangères : dépêches de l'ambassade de Rome.

2. Lettre de Montalembert : 13 septembre 1843. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 257.

3. *Journal* : 5 juin 1840.

4. *Journal* : 3 et 10 juin 1840.

5. *Journal* : 17 juin 1840.

6. *Journal* : 12 juin 1840 ; voir *infra* p. 470.

l'Église. Je vous supplie donc... d'employer tous vos moyens et tout votre crédit ¹. »

Montalembert ne réussit pas là, mais est bien résolu à obtenir une mitre à l'abbé Gerbet, ainsi qu'à M. Doney, dont il est question pour Gap, puis pour la coadjutorerie de Montauban. Pour Strasbourg, Montalembert recommande « un des piliers de l'*Avenir* en Alsace », M. Roëss ². Ces deux dernières nominations sont acquises et Mgr Doney écrit à l'orateur : « Vous en porterez pour une large part la responsabilité devant Dieu ³ ». A Montalembert aussi Mgr Olivier, évêque d'Évreux, doit de n'être pas appelé à Cambrai ; le coupable conte brillamment l'escarmouche à Lacordaire ⁴. Il ajoute :

Il est fort question de l'abbé Gerbet ou de l'abbé de Salinis pour Angers. M. Guizot (chef effectif du nouveau ministère) et Janvier y poussent beaucoup. De mon côté j'y travaille avec la mesure que me commande une position suspecte comme la mienne ; je n'ai d'ailleurs pas beaucoup d'espoir. Le Roi et les bureaux des cultes craignent comme la peste tout ce qui a touché de près ou de loin à la fournaise de l'*Avenir*. Il leur faut de *petites gens*, et il faut avouer que jusqu'à présent ils se sont servis à souhait.

En cette fin d'année 1841, Montalembert est irrité par la politique orientale, par sa rupture avec l'*Univers*, mais aussi par ses insuccès dans les promotions épiscopales. Il oublie que des amis de l'*Avenir* sont installés dans plusieurs évêchés, et constate qu'en 1841 il influe moins qu'en 1839 et 1840 sur ces nominations. Il n'ignore pas que les derniers choix ont déplu au Saint-Siège, car, retour de Rome, les abbés Combalot, de Salinis et d'Escorbiac, en qui le cardinal Lambruschini a salué « tres futuri episcopi », le lui ont assuré. Montalembert en profite pour se plaindre au nonce, et celui-ci d'accorder qu'il déplore les nominations de MM. Lemée,

1. Lettre de Dom Guéranger à Montalembert : 23 septembre 1839. A. L. R. — Dossier 564.

2. *Chronique catholique* : 19-20 juin 1840, *infra* p. 578.

3. Lecanuet, t. II, p. 74.

4. Lecanuet, t. II, p. 73, citant la lettre de Montalembert à Lacordaire : 21 septembre 1841. — A. L. R. — Dossier 418.

etc... mais qu'il a dû se défendre d'abord « des *polissons* qu'on voulait imposer au Saint-Siège » ¹.

★ ★

3.

Conscient de ses devoirs sociaux, Montalembert garde contact avec les évêques qu'il a soutenus, — et les autres. Il les reçoit à sa table et, en voyage, ne manque pas de rendre visite au pasteur du diocèse parcouru, de la Provence à la Bretagne ². Cordial et curieux de tout ce qui intéresse l'Église, il recueille de la bouche de l'évêque d'Alger des détails sur son apostolat colonial, la nécessité d'un séminaire ³, et de même pour beaucoup de diocèses, cependant qu'une liaison assidue avec la direction des Cultes lui livre d'utiles renseignements ⁴.

Malgré le malaise naissant, Montalembert est nommé, en janvier 1841, par Mgr Affre membre de la fabrique métropolitaine de Notre-Dame, et il forme vingt projets d'amélioration de la musique, du chant, etc... ⁵. Il rencontre encore l'archevêque de Paris en cette même année, ici ou là, à dîner par exemple chez le comte Hervé de Kergorlay ⁶. Son irritation cependant allait croissant. Mgr Affre aidait trop timidement Dom Guéranger, lâchait l'abbé Combalot, s'opposait à l'élévation de l'abbé de Salinis au siège d'Angers, à la nomination de l'abbé Gerbet à la Sorbonne. Aussi quand l'archevêque se rendit chez Montalembert pour l'apaiser, il provoqua seulement la rupture par ces répliques hautaines :

« Il est fâcheux pour vous, Monseigneur, que dans toutes les occasions que vous avez eues de tenir votre parole, vous ayez eu de si bonnes raisons pour n'en rien faire ». — « Non, Monseigneur, vous ne me devez rien : ce n'est pas vous dont j'ai voulu faire un arche-

1. *Chronique catholique* : 1^{er} septembre 1841 ; cité par Lecanuet, t. II, p. 62.

2. Aix-en-Provence : 5 avril 1837, etc... *passim* dans le *Journal*.

3. *Chronique catholique* : 15-20 avril 1840, *infra* p. 569.

4. A. L. R. — Dossier 564 : nombreuses lettres de Dessaret.

5. Lettre de Montalembert au comte F. de Mérode : 9 janvier 1841.

6. *Journal* : 25 janvier 1841.

vêque de Paris, c'est celui qui me donna autrefois les assurances que vous reniez aujourd'hui. Ce dernier je n'aurais rien fait pour lui et je le tiens quitte envers moi de toute reconnaissance ¹. »

Le ton de l'archevêque n'est pas plus chaud : « Vous me demandez sur qui je m'appuierai pendant la longue et épineuse carrière qui s'ouvre devant moi ? Je compte sur tous les hommes droits qui n'ont d'autre désir que la gloire de Dieu, qui travaillent sans bruit, sans amour-propre, sans esprit de parti, à réunir ce qui est divisé, à instruire, à édifier, à faire la charité et le bien sous toutes ses formes » ².

Si la collaboration entre le jeune pair et son métropolitain commence sous d'aussi déplorables auspices, Montalembert s'avère plus heureux ailleurs. Ainsi, une entrevue avec Mgr Donnet, archevêque de Bordeaux, est racontée dans ces notes :

Ce prélat est excellent, plein de tact, de zèle et d'énergie : il entend à fond la question de la liberté d'enseignement : il a extorqué de très bonnes promesses à Villemain, notamment en ce qui touche la liberté des ordres religieux : lecture de son mandement de Carême, excellent ³.



Un problème grave retient l'attention de Montalembert : les rapports des évêques et de leur clergé. Il n'ignore pas l'état d'esprit ecclésiastique, il fréquente les prêtres franc-comtois, les parisiens, et dans toute la France compte des amis parmi les curés, anciens abonnés de l'*Avenir*, archéologues... ou solliciteurs. Par exemple il relate, non sans dramatiser, dans sa *Chronique catholique* d'août-septembre 1839, les difficultés de l'abbé Waille, un ancien mennaisien, curé d'Arinthod, dans le diocèse de Saint-Claude depuis 1823. Cet honorable doyen avait été visé comme les autres par une ordonnance relative au camail décanal, on disait alors « rotonde » (laquelle rotonde fut chansonnée) ⁴... Montalembert suit,

1. *Dom Guéranger*, par un moine..., t. I, p. 299.

2. Lettre de Mgr Affre à Montalembert : 14 janvier 1842. A. L. R. Dossier 564.

3. *Journal* : 7 janvier 1841.

4. Voir l'article de M. Perrod dans le *Bulletin de l'Académie de Besançon*, 1934, pp. 162 et suiv.

sans dissimuler son admiration pour eux, l'activité des trois frères Bayard « sur la belle montagne de Sion-Vaudémont » ¹. Libéral, Montalembert souffre de tout despotisme et proteste en particulier contre « l'emploi arbitraire et absurde de l'interdit » preuve

de l'abus perpétuel que plusieurs évêques font de leur pouvoir aujourd'hui sans bornes depuis la suppression des officialités, des exemptions monastiques, etc...

Aussi Montalembert attache-t-il la plus grande importance au célèbre ouvrage des frères Allignol. Ils réclament l'immovibilité pour les desservants. Mgr de Bonald et d'autres évêques répliquent que l'immovibilité rendrait impossible l'administration de n'importe quel diocèse de France. Montalembert conclut qu'il faut « sans délai... rétablir les officialités » ². Gageons qu'il ne garde pas pour lui sa conclusion, car il parle franc.

Il dit ce qu'il pense. Il pense trop vite, parfois. Aujourd'hui, il s'indigne du « barrage » opposé à la promotion de l'abbé Olivier par la « coterie » Dupanloup et demain, il déplorera sa nomination à Évreux ³. En Mgr de Mazenod il déteste, *a priori*, le légitimiste sans apprécier l'apôtre. Il exécute Mgr Affre sans prévoir la nécessité d'une collaboration future. De plus, il n'est pas doué pour les négociations, l'intrigue l'écoeure. Dans les antichambres il ne combat pas à son aise, ce qui ne l'empêche pas d'aborder ce terrain mouvant, courageusement.

Malgré ces défauts, il devient l'homme public, indépendant du gouvernement, qui connaît le mieux tout le clergé et en est le mieux connu. Il se crée, sans calcul, une position unique, se qualifie pour commander l'armée catholique d'accord avec la hiérarchie qu'il rendra plus virile.

1. Lettre de Montalembert : 7 octobre 1837. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 211.

2. *Chronique catholique* : août-septembre 1839, *infra* p. 565. Les frères Allignol, auteurs de la brochure *De l'état actuel du clergé en France* (1839) étaient du diocèse de Viviers, et non pas « desservans dans les Vosges » comme l'écrit Montalembert dans cette *Chronique*.

3. *Chronique catholique* : 8-12 avril 1840 et 25 août 1841, *infra* pp. 569 et 584.

CHAPITRE X

Politique catholique.

- § I. — LE PARTI ET LA PRESSE CATHOLIQUES (1838-1842). — 1. L'idée d'un parti ; 2. Rapports de Montalembert avec l'*Univers* ; 3. Montalembert devient copropriétaire et codirecteur de l'*Univers* ; 4. Difficultés de Montalembert à la tête de l'*Univers* ; 5. Rupture de Montalembert et de l'*Univers* ; 6. Bilan d'un effort.
- § II. — LE LEADER CATHOLIQUE AU PARLEMENT (1838-1842). — 1. La liberté religieuse ; 2. Le travail des enfants dans les manufactures ; 3. L'administration économique des sœurs hospitalières ; Les principes d'une politique chrétienne.
- § III. — POUR UN ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (1836-1842). — 1. Infructueux essais dans l'enseignement supérieur ; 2. La liberté de l'enseignement secondaire : lettres de Montalembert à Villemain ; 3. La liberté de l'enseignement secondaire : négociations ; 4. La liberté de l'enseignement secondaire : lutte ouverte.
-

§ I. LE PARTI ET LA PRESSE CATHOLIQUES (1838-1842).

I.

L'onction, la timidité, l'imprévoyance de certaines autorités ecclésiastiques irritaient Montalembert ; la prudence et les préoccupations purement sacerdotales de la hiérarchie l'obligeaient à agir, lui laïque, dans un domaine assez réservé. A l'avant-garde des hommes politiques qui tailleront au catholicisme sa place dans « l'opinion », Montalembert bataille plus à son aise. Le régime parlementaire adopté par eux, et par Montalembert en particulier, implique la constitution de partis. Admire-t-on assez *whigs* et *tories* ? N'envie-t-on pas les catholiques belges ? Pourquoi ne pas former en France un « parti catholique » ? Grande idée qui dominera longtemps, qui, embryonnaire, est nourrie depuis l'*Avenir* dans l'âme

de Montalembert. « Mes relations avec Skrzynecki, écrivait-il à Cornudet, le 19 octobre 1833 de Prague, seront d'une grande importance pour l'avenir de notre parti ¹ ».

Le 24 janvier 1838, il note dans son *Journal* :

Rendez-vous avec M. Séguier auteur de la *France contemporaine* que la magnifique lettre de Lacordaire sur le Saint-Siège (qui vient de paraître *enfin*) a achevé de rendre catholique, et qui veut se dévouer à la formation d'un parti Catholique.

Nouvelle réunion le surlendemain.

Soirée vraiment intéressante et peut-être féconde : Séguier vient dîner et, après, viennent Thomassy et Combalot et Falloux qui nous lit un bel extrait du sermon de Lacordaire : mais Thomassy m'apporte une délicieuse lettre de Du Couëdic que je communique à Séguier, ainsi que plusieurs autres dans le même sens, notamment celle de Guerrier de Dumast sur la nécessité de s'emparer de l'*Univers* (tout à fait d'accord avec ce que mon beau-père vient de tenter auprès du roi). Séguier est enchanté de tout cela et voit le germe d'un parti Catholique, que tout appelle, selon lui et dont je serais le général : Thomassy me satisfait beaucoup : Werner et mon beau-père me donnent un immense appui. — Enfin que la volonté de Dieu soit faite : quand tout le monde part, je me jette à genoux pour remercier Dieu de la position où il m'a placé et lui confier exclusivement ma destinée ².

Qu'à vingt-huit ans Montalembert entrevoie un tel horizon, cela situe l'homme. Avant de grouper derrière lui l'armée catholique, il subira bien des déboires. Du moins importe-t-il de marquer ici le point d'origine de ce qu'on nomma le parti catholique, inspiré de Lamennais. Pendant des années, le parti virtuel ce fut Montalembert qui l'incarna, comme il matérialisait dans ce projet d'un parti son idéal de défense religieuse.

Que penser aujourd'hui de cette idée d'un parti catholique ? Matériellement sa réalisation n'était pas chimérique. Le parti légitimiste était désorganisé et l'on peut dire qu'aucun parti, sauf à l'extrême gauche, ne méritait ce nom. Il y avait des coteries derrière des chefs plus ou moins qualifiés,

1. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, p. 93.

2. *Journal* : 26 janvier 1838.

hautains comme de Broglie, ou arrivistes comme Thiers, Dupin. Les intrigues, les marchandages de la « coalition », l'instabilité du gouvernement le prouvaient. Le parti républicain n'existait guère qu'à Paris, ne trouvant que difficilement des points d'appui à la campagne et la liaison entre Paris et la province n'étant pas très aisée. Un parti catholique, au contraire, serait encadré immédiatement, pourvu que le clergé s'y prêtât. Il étendrait ses ramifications jusqu'à tous les clochers de France. D'un bout à l'autre du territoire les communications n'étaient pas, après tout, si difficiles : on l'avait bien montré au temps de l'*Avenir*. Montalembert, grand voyageur, fort connu dans les milieux ecclésiastiques, pouvait sans présomption assumer le commandement d'un tel parti. Ce parti, était-il opportun de le créer ? C'est discutable. Est-il souhaitable, en principe ? C'est plus discutable encore. Montalembert qui craignait tant, à si juste raison, de compromettre le catholicisme en le solidarisant avec un régime, ne semble pas avoir même entrevu le danger de le solidariser avec un parti et ses petites gens, de le placer sur l'étroit terrain parlementaire face à la nécessité de voter sur des questions indifférentes à la religion.

Un fait caractéristique témoigne à Montalembert que certains hommes, à la conquête de qui il tenait comme Rio, répugnent à la politique active au sein du parti légitimiste, tandis que, sous la bannière catholique, ils se fussent engagés sans doute. Rio refuse en effet, en 1838, de se porter candidat dans son département breton malgré l'insistance de La Ferronnays, Brézé, Clermont-Tonnerre ; et les raisons invoquées ne trompent pas ¹.

En butte cependant à des difficultés terribles, Montalembert mesure la distance qui le sépare de la réalisation « ... ce parti catholique que je m'épuise en vain à former... » écrit-il en septembre 1838 ².

1. Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 168.

2. *Chronique catholique*, préambule, *infra* p. 542.



2.

Point de parti sans organe imprimé. Montalembert retrouve ici son goût primitif pour le journalisme, son ancienne conviction de la puissance de la presse. Comme il écrivait aux heures de l'*Avenir*, « le journalisme est aujourd'hui la plus imposante magistrature » ¹, ainsi il s'efforce d'acquérir un journal.

Bien que le 2 février le comte de Mérode et son gendre aient, nous l'avons vu, conversé de l'*Univers* avec le garde des sceaux, il est question, le 7, de prendre « la *France contemporaine* de Séguier comme journal du parti catholique » ².

Cependant, Montalembert a toujours ses entrées à l'*Univers*, où il publie articles et documents sur l'affaire de Cologne ³. De plus, ajoute-t-il dans son *Journal* :

J'organise un service régulier d'extraits de la *Gazette d'Augsbourg* et de celle de *Wurtzbourg* pour l'*Univers* afin de chauffer un peu le zèle de nos Catholiques Français : enfin je fais tout ce qui dépend de moi pour faire fructifier sur notre sol si ingrat cette précieuse semence de lumière et d'affranchissement, tombée de l'arbre ultramontain. J'ai la consolation d'apprendre que le Pape est très satisfait de mes articles et qu'en général ils ont fait très bon effet à Rome ⁴.

Le temps est passé où l'*Univers*, répétant la *Gazette du midi*, remarquait en septembre 1834 que, seul des amis de Lamennais, Montalembert n'avait pas adhéré publiquement aux Encycliques ⁵.

Qu'était l'*Univers* ? « Voici une grande nouvelle, avait écrit Lacordaire à Montalembert le 29 octobre 1833. Tu sauras donc qu'il se fonde, sous le nom d'*Univers religieux*, un

1. Lettre de Montalembert à Anckarsvård : 12 mars 1832. *Revue d'Histoire diplomatique*, p. 55.

2. *Journal* : 7-8 février 1838.

3. Cf. *supra* pp. 402 sq.

4. *Journal* : 10, 11, 12 mars 1838.

5. Lettre de Lacordaire à Montalembert : 1^{er} octobre 1834. — A. L. R. Dossier 418.

journal ecclésiastique quotidien,... qui paraît être protégé par les évêques ¹ ».

C'était l'abbé Migne le fondateur et l'abbé Gerbet « l'âme pensante » ². Apparemment Migne songea vite à s'en débarrasser (la direction de l'*Univers* fut offerte à Lacordaire) ³ et M. Bailly de Surcy reprit le journal en 1835.

Bailly de Surcy, qui avait été du directoire de l'*Agence*, aux temps héroïques de l'*Avenir*, prenait une belle place dans la presse catholique. L'*Ami de la Religion*, depuis quarante ans organe du clergé, était affreusement « vieux jeu » ; le *Journal des villes et des campagnes* renseignait sur des menus détails sans aborder jamais les graves questions ; la *Gazette* et la *Quotidienne* ne satisfaisaient — celle-ci violente, celle-là doctrinaire — que les catholiques légitimistes. Malheureusement la situation de l'*Univers* brillait peu. Eugène Veuillot, racontant sa première visite au journal avec son frère Louis, décrit la méchante maison de la rue des Fossés-Saint-Jacques et l'unique salle de rédaction : « salle petite, mal éclairée, sans autres meubles que des chaises à fond de paille et une table chargée de journaux » sur laquelle traînaient la tabatière et les mouchoirs des deux faméliques écrivains ⁴...

Malgré tout, Bailly avait rassemblé dès 1836 ⁵ des rédacteurs qualifiés : l'abbé S. Foisset (frère de l'ami de Montalembert), Léon Boré, Douhaire, de Cazalès et Saint-Chéron, jeune saint-simonien que le spiritualisme socialiste avait mené à l'Église.

L'*Univers* ne manquait pas de vigueur polémique ; il bafouait Fourier et invitait insolemment la duchesse d'Orléans à se convertir ⁶. Il poursuivait attentivement son principal objet : la défense du catholicisme et la diffusion des nouvelles religieuses de Rome ou d'ailleurs⁷. Les efforts de Lacordaire

1. A. L. R. Dossier 418.

2. Dudon : *A. de Blanche*, Paris, Beauchesne, 1924, p. 74.

3. O. C., t. IX, p. 446 ; cf. A. L. R. Dossier 418 : lettres de Lacordaire à Montalembert : 4 janvier 1834 et 19 décembre 1835.

4. E. Veuillot : *Louis Veuillot*, t. I, p. 172 (12^e édition, Paris, 1903).

5. *Univers* du 14 octobre 1836 : liste des rédacteurs quotidiens et épisodiques.

6. *Univers* : 15 juillet 1837.

7. *Univers* : 9 juillet et 3 août 1837.

et ceux de Guéranger trouvaient là une efficace publicité¹.

Mais la gestion de Bailly n'était pas des meilleures. Il manquait d'abonnés et administrait mal les ressources qu'il obtenait, voire les siennes propres. Bref, l'*Univers* menaçait de sombrer².

Montalembert, alerté depuis le mois de janvier 1838 par Guerrier de Dumast, avait travaillé à « soigner », à « améliorer » l'*Univers religieux*³. De Nancy cet ami le pressait vivement d'envoyer là des hommes, de l'argent, sous son commandement, de réaliser « une feuille intermédiaire entre la *Presse* et l'*Univers* ; plus religieuse que la première, plus laïque, plus amusante et moins légitimiste que le second », une feuille dont le prix ne devrait pas être supérieur à quarante francs⁴.

Un examen approfondi révèle à Montalembert que l'*Univers* possède encore « des ressources pour plusieurs mois ». D'accord avec Bailly et Lacordaire, il ajourne donc tout plan d'opérations, qui mettrait inutilement en avant son nom en éveillant des soupçons.

Le directeur de l'*Univers* n'ayant inséré, le 7 octobre 1838, son vigoureux article *Des derniers actes du Saint-Siège* qu'avec des réserves, Montalembert estime celles-ci « très sages et très utiles pour son journal »⁵. Elles satisfaisaient en effet non seulement le public mais la tendance intime du jeune pair vers un parti catholique. Bailly regrettait que l'auteur liât religion et régime nouveau, mêlant « mal à propos ce qui est terrestre et divin, ce qui est éternel et passager ».

Malgré cette note et malgré un article signé M. G. Br.⁶ paru le 1^{er} décembre 1838 et reprochant à Montalembert sa vio-

1. *Univers* : 28 janvier 1838 et 11 septembre 1838.

2. Lettre de Lacordaire à Montalembert : 14 octobre 1838. — A. L. R. Dossier 418.

3. Lettre de Lacordaire à Montalembert : 7 mars (1838 probablement). — A. L. R. Dossier 418.

4. A. L. R. Dossier 574. Lettres de Guerrier de Dumast à Montalembert : 22 janvier 1838 (cf. Lecanuet, t. II, p. 54) ; et de Montalembert à Guerrier de Dumast : 9 février 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

5. *Chronique catholique* : 13 septembre 1838, *infra* p. 543.

6. Voir *infra* p. 555, note.

lence contre les « Vandales » ¹, les rapports restent cordiaux. Bailly avertit alors Montalembert, avec habileté, que la duchesse d'Angoulême aurait acquis volontiers l'*Univers* ou du moins qu'un certain Delandine s'était réclamé d'elle en offrant d'acheter le journal ².

★ ★

3.

Trois mois plus tard, le 13 janvier 1839, Montalembert jette sur son *Journal* cette note :

conversation avec Lacordaire et M. de Mérode sur la fondation d'un *Globe* catholique auquel nous pensons depuis longtemps.

Puis les deux amis quittent Paris et, le 12 avril, Montalembert, de retour, écrit à Lacordaire :

je pense que tu as communiqué notre projet de journal à quelques personnes car en revenant ici on m'en a beaucoup parlé. J'ai traité à fond cette question avec Saint-Chéron et Guerrier de Dumast. Tous deux sont d'avis de la manière la plus prononcée qu'on ne PEUT ni ne doit rien substituer à l'*Univers* ; qu'il faut, quand le moment sera venu, s'emparer de lui, profiter de sa clientèle toute faite, du fait immense d'une existence de huit années et le maintenir soit à l'état quotidien si c'est possible, soit en le mettant deux fois par semaine si on ne peut faire autrement. Dumast soutient toujours qu'avec des voyageurs on acquerrait et actionnaires et abonnés. Malheureusement il y a un déficit de 30.000 francs et 14.000 francs d'intérêts à servir aux actionnaires actuels. Voilà l'obstacle suprême. Genoude est toujours là guettant le moment de s'en saisir. En outre, les hommes du *Correspondant*, Wilson, Cazalès, Jouenne, Champagny, etc.... sont résolus à recommencer un journal : ils n'ont fait aucune démarche auprès de moi et je ne pense pas qu'ils réussissent mieux cette fois que les précédentes ³.

Le même jour, de sa plume infatigable, Montalembert galvanise Rio. L'*Univers*, lui dit-il,

... parfois lourd et ennuyeux, mal écrit et mal imprimé à cause de

1. Il s'agit de la campagne de Montalembert en faveur des monuments historiques, menacés ou détruits par les marchands de biens.

2. *Chronique catholique* : 13 décembre 1838, *infra* p. 557.

3. A. L. R. Dossier 418.

sa pauvreté, n'en est pas moins le *seul* journal quotidien en Europe qui défend l'Église et cela avec un courage et une intelligence chaque jour croissante.

Aussi est-il décidé à faire tout ce qu'il pourra

pour maintenir ce défenseur *unique* de la religion sans mélange de l'ambition ou d'intérêt profane ¹.

Les événements se précipitent. Montalembert les raconte ainsi à Lacordaire le 30 avril 1839 :

... Bailly ne voulait plus aller. Tout allait tomber à l'eau. Je me suis donc exécuté, et j'ai cru que la Providence exigeait de moi le sacrifice d'une partie de la fortune que la mort de ma mère met à ma disposition. Le déficit actuel de l'*Univers* est de 25.000, toutes les actions étant consumées. Le annuel (*sic*), en supposant que le nombre des abonnés n'augmente pas, sera de 28.000. Je donne de ma poche 25.000 francs pour combler le déficit et remettre le journal à flot, et je cherche en ce moment à trouver les moyens de faire marcher le journal, ainsi débarrassé, avec les perfectionnements nécessaires. La direction de la rédaction me sera abandonnée exclusivement. Le bon Dulac sera directeur ordinaire : il a fait merveille depuis un mois, comme tu l'aurais vu si tu avais lu le journal. Saint-Chéron fera la partie politique. Roux dont les lettres ont fait le plus grand effet contribuera à y écrire, ainsi que les deux Bonald. Ainsi tous les hommes purs, quoique divisés par la Politique, se réunissent sur notre terrain. Je veux changer le nom du journal afin de le dégager de ses antécédents de sacristie aux yeux du public, sans lui faire perdre ses abonnés ecclésiastiques. Je pense lui donner celui d'*Indépendant*. On augmentera la justification sans augmenter le prix. Il y aura une partie scientifique très soignée par MM. Lebaudy, Gouraud et les hommes de l'*Européen* ; plus de petits faits religieux sans portée, plus d'articles de remplissage ; enfin c'est un effort désespéré qui sera la dernière chance que je tenterai dans la voie du journalisme... ².

Le 10 mai 1839, Montalembert confie à son *Journal* que son beau-père et tous ses amis l'ont détourné vivement de ce pro-

1. Lettre de Montalembert à Rio : 12 avril 1839 ; citée par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, p. 172.

2. A. L. R. Dossier 418. — Lacordaire répondit de La Quercia, le 10 mai, en félicitant Montalembert, et en lui donnant une lettre pour M. de Failly qui, écrivait Lacordaire le 2 mai, lui avait précédemment offert trente mille francs pour une feuille catholique.

jet. Le 23 mai il réunit chez lui Lebaudy avec Saint-Chéron et Dulac et ils se mettent d'accord. Le 29 mai 1839 l'arrangement est ainsi conclu entre Montalembert, Bailly et Lebaudy : Montalembert s'engage à prendre pour quarante mille francs d'actions, dont quinze mille déjà payés sous son nom mais par des amis ; les vingt-cinq mille francs restant payables à partir du 1^{er} juillet suivant, en semestres de cinq mille francs. Montalembert est investi (article 3 du contrat) « de la direction supérieure de la rédaction ». Il choisit les rédacteurs. Bailly cependant se réserve la possibilité de refuser des insertions et d'exclure des rédacteurs (article 7) ¹.

Le 4 août, Montalembert raconte à Lacordaire :

Nous n'avons pas pu changer de nom (*l'Univers*) parce que plusieurs actionnaires s'y opposaient et qu'après tout ce n'était pas essentiel : ce qui est beaucoup plus malheureux c'est que mes 25.000 francs n'en ont pas amené d'autres : ... les gens à qui Bailly s'adresse lui disent ouvertement qu'ils ne feront rien pour un journal qui n'est pas une œuvre de parti... Ton ami M. de Failly n'a rien voulu donner parce qu'il aurait voulu que le journal entrât dans un *large système démocratique* !! Je te demande un peu comme cela aurait plu à Rome, aux Évêques et aux Catholiques français. C'est toujours le même esprit d'idolâtrie, seulement il change d'objet : tantôt on se prosterne devant un trône, tantôt devant le peuple ².

Montalembert goûtait trop peu la démocratie pour céder sur ce point. Parmi les collaborateurs occasionnels de *l'Univers* il citait à ce propos, nous l'avons vu, les noms de ceux qui avaient abjuré simultanément l'incrédulité et la foi en la démocratie :

Carné qui a écrit quatre gros volumes en l'honneur des classes moyennes, Louis Veuillot et Roux-Lavergne l'ex-ami de Buchez ³.

★ ★

4.

Quoique Bailly paraisse « plein de feu et de courage ⁴ », Mon-

1. A. L. R. Dossier 574. Exposé du conflit ultérieur, par Montalembert.

2. A. L. R. Dossier 418. Montalembert à Lacordaire : 4 août 1839.

3. A. L. R. Dossier 419. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 539.

4. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 12 août 1839. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

Montalembert se heurte à mille difficultés, les uns refusant leur aide pécuniaire, les autres l'accordant à des conditions très onéreuses comme ce marquis d'Isoard qui voulait faire de l'*Univers* le « journal de la grande propriété et du catholicisme » sous sa dictature ¹.

Je me croyais le plus aristocrate des hommes modernes, écrit à ce propos Montalembert, mais j'avoue que j'ai été tout ébouriffé de la naïve hardiesse avec laquelle ce digne marquis exposait ses idées de grand propriétaire ².

Les amis eux-mêmes n'encouragent pas. Lacordaire, le 22 août 1839, remarque judicieusement que l'amélioration de l'*Univers* n'est pas assez éclatante « pour attirer beaucoup d'actionnaires et d'abonnés » ; il croit « qu'un jour il faudra venir à un remède plus héroïque » ³. Reconnaisant peut-être *in petto* qu'il a raison, Montalembert n'enrage pas moins de tracer si péniblement un sillon droit, entre les oisifs dédaigneux, les actionnaires qui refusent de souscrire parce que le journal n'est plus assez partisan, les abonnés enfin « qui écrivent qu'on est vendu lorsqu'à une défense constante et infatigable des droits de l'Église » on allie quelque impartialité et modération conformes à la charité chrétienne. Il l'écrit à Rio le 2 août 1839 ⁴ et le même jour tance vertement Cornudet, soutenant que l'*Univers* est bien informé, sain, que de parti pris on répète en souvenir du passé « l'*Univers* est ennuyeux », qu'il est honteux d'accréditer cette légende ⁵.

Heureusement, M. de Mérode rapportait de Rome des nouvelles plutôt encourageantes. En audience le Saint-Père avait devant lui prononcé l'éloge de Montalembert :

Bon orateur, bon écrivain, plein de zèle pour l'Église. Il n'a pas été, ajoute Montalembert dans son *Journal*, aussi aimable pour l'*Univers* :

1. *Journal* : 21-27 août 1839.

2. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 21 septembre 1839. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

3. A. L. R. Dossier 419.

4. Cité par Lecanuët, t. II, p. 58 et par Sr. C. Bowe : *F. Rio*, pp. 173, 174.

5. *Correspondance de Montalembert et de L. Cornudet*, pp. 221-223.

il a paru blâmer ou du moins ne pas comprendre sa lutte avec la *Gazette* qui cependant a fait tant de bien et tant d'effet. Cependant Mgr Capaccini a dit à M. de Mérode que le Pape faisait la plus grande attention à l'*Univers* et qu'on était souvent obligé de l'empêcher de faire ce que l'*Univers* conseillait ¹.

La polémique entre la *Gazette* et l'*Univers* rapproche encore Montalembert de celui-ci. Cette lutte, mal engagée, « a produit cependant un effet immense » en touchant « le point le plus vulnérable de la cause légitimiste » ². Il s'agissait d'une brochure du baron de Roman, légitimiste modéré, sur l'état des partis en France ; l'*Univers* avait approuvé sa critique catholique des Carlistes intransigeants, ouvert ses colonnes à l'auteur pour répondre aux injures des ultras, qui le traitaient d'hypocrite, renégat, apostat, etc..., puis, tout le mois de septembre, avec vigueur, soutenu le combat en rappelant le principe d'obéissance des catholiques au gouvernement établi. Montalembert tout en se félicitant, nous l'avons vu, de l'objet et du succès de ce duel convia Bailly à ne le pas éterniser. Le 13 octobre même, un démenti paraissait dans l'*Univers* attestant que Montalembert n'avait mis dans la querelle ni son « influence », ni sa « direction », ni sa « main ». Il note cependant dans sa *Chronique catholique*, avec une vive satisfaction, la résultat de cette campagne : l'*Univers* gagne trois cents abonnés, les légitimistes sont divisés. Le marquis de Vogüé ne le cache pas à Montalembert : « Vous nous avez, dit-il, porté un coup que nous ne vous pardonnerons jamais : vous avez brisé l'unité de notre parti. Vous avez déchiré et enlevé la moitié de notre drapeau » ³.

Entre temps, l'*Univers* publia une lettre anonyme qui émanait évidemment de Montalembert. Elle avait pour titre « Don Carlos à Bourges » et développait, à propos de l'exil du prétendant espagnol, des thèmes chers au champion de la décentralisation, de l'indépendance des catholiques vis-à-vis des gouvernements, du libéralisme enfin pur de jacobinisme.

1. *Journal* : 3 novembre 1839.

2. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 7 décembre 1839. A. L. R. Dossier 419.

3. *Chronique catholique* : septembre-octobre 1839, *infra* pp. 565-566.

Le véritable vainqueur, écrivait Montalembert, après cette guerre acharnée et sanguinaire de plusieurs années... ce n'est pas certes le dogme de la monarchie absolue représentée par Don Carlos, mais ce n'est pas non plus le libéralisme moderne représenté par les Christinos ; c'est il faut le reconnaître, l'esprit provincial... (Les *fueros*) restent debout comme un magnifique vestige de cette organisation catholique du monde européen, de cette loi admirable de la *variété dans l'unité* que les monarchies modernes avaient partout bouleversée ou ébranlée avant d'être entraînées elles-mêmes par le torrent des révolutions.

Après avoir ensuite évoqué les passions irrégieuses déchaînées en Espagne et l'impuissance de cet anticléricalisme, Montalembert prétend remonter à la cause de tant de misères : Charles X et Don Carlos auraient expié l'orgueil et l'ingratitude de Louis XIV dressé contre l'Église... La plume de Montalembert excédait ainsi trop manifestement les bornes de la vérité pour que l'*Univers* n'insérât pas, au bas de l'article, une note prudente expliquant que « Louis XIV n'a pas seul » détourné la France du catholicisme intégral.

L'*Univers* était pris entre deux feux et si les légitimistes ne lui pardonnaient pas de séparer la cause de Henri V de celle de Dieu, Isambert à l'extrême gauche protestait àprement contre les critiques du journal catholique. Ce député exigea, le 20 décembre 1839, l'insertion d'une lettre raillant le « patron » de l'*Univers* et son « langage des temps de la Ligue, pour ne pas remonter plus haut..... » ¹.

Montalembert lui répondit une *Lettre à l'Univers* ² publiée le 27 décembre 1839.

Je dois désavouer une fois pour toutes, y est-il dit, le titre que M. Isambert, sans doute d'après les renseignements inexacts des journaux légitimistes, me fait l'honneur de me donner, celui de patron de l'*Univers*. Je ne suis... ni le patron ni le propriétaire de l'*Univers*, je ne suis que son ami dévoué, l'un de ses actionnaires et son très rare collaborateur.

Montalembert se solidarise avec le journal en règle générale, mais n'approuve pas tous ses articles et moins encore certains silences. Après quoi il réfute Isambert.

1. Il répliquait à un article sur le protestantisme.

2. O. C., t. IV, p. 284.

L'orage grondait néanmoins sourdement. Montalembert se plaint, le 11 novembre,

de la négligence avec laquelle M. Bailly s'acquitte envers (lui) des devoirs contractés par l'*Univers* ; ... il ne répond à aucune de mes lettres, n'insère aucun de mes articles, ne tient compte d'aucune de mes observations : je suis furieux et violemment contrarié ¹.

La fureur éclate dans ces lignes du même jour :

si vous avez le courage de lire l'*Univers* vous avez dû être étonné du silence qu'il garde sur cette immense question (la réforme de la Chambre des pairs). Croyez bien que ce n'est pas ma faute. A peine ai-je le dos tourné qu'on n'y fait plus rien de ce que je veux. J'ai beau écrire, crier de loin, ils ne me répondent seulement pas. Pour le quart d'heure je joue tout à fait le rôle de M. Gogo. Cela ne peut pas durer comme cela et il est possible que j'aie recours à vous pour m'aider à dévoiler quelques Macaires catholiques ².

Montalembert est assez découragé, en cette fin d'année 1839, et, s'il insiste pour un déménagement des bureaux de l'*Univers*, « car, dit-il, rester sur la montagne Sainte-Geneviève c'est en quelque sorte quitter Paris » ³, c'est avec l'espoir secret d'essayer un refus.

Je vous assure, écrit-il à Guerrier de Dumast, que ce prétexte ou tout autre me serait également agréable pour me retirer d'une entreprise aussi stérile en bons résultats et qui me donne chaque jour tant de maux et tant d'ennuis.

Il n'a jamais cru que quarante mille francs et son dévouement suffiraient à stabiliser l'*Univers*, à le transformer en organe puissant, mais il espérait que son exemple entraînerait d'autres générosités. Or, personne n'a bougé.

. Que faire en présence d'une masse aussi avare, aussi torpide, aussi ensevelie dans l'idolâtrie des passions et des intérêts humains que celle des catholiques français ? Certes, conclut-il, je n'ai pas

1. *Journal* : 11 novembre 1839.

2. Lettre de Montalembert à d'Alton-Shée, datée de Villersexel : 11 novembre 1839. *Revue de Paris* : 1^{er} décembre 1906, p. 566. Une phrase citée par Weill.

3. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 13 décembre 1839. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

reçu d'en-haut la mission de la secouer et de la régénérer, et ma solitude est une démonstration éclatante de mon impuissance et de mes illusions ¹.

Par ailleurs Montalembert, quand il est loin de Paris, ne ménage pas les critiques à ses collaborateurs : mauvaise correction des épreuves, insuffisance des nouvelles anglaises. Il s'indigne si l'on n'insère pas la copie qu'il envoie. Les rédacteurs se justifient, se plaignent de ce que, travaillant dans des conditions atrocement difficiles, ils reçoivent de cinglants reproches de Montalembert. Ils représentent à ce dernier que, faute de vivre avec eux, il ignore les réactions des correspondants, des visiteurs. L'article de Montalembert sur Don Carlos a fait perdre des abonnés, c'est pourquoi on n'en publie pas un autre sur Villèle — que Saint-Chéron insère au *Journal général* ². Guerrier de Dumast intervient pour apaiser Montalembert et l'assurer qu'« il n'est pas bien de battre ses amis surtout quand ils sont malheureux » ³, qu'il faut « déposer le fouet et pousser à la roue » ⁴. On presse Montalembert de rentrer à Paris, en cet automne 1839, pendant lequel la situation du journal est de plus en plus critique matériellement, ce qui enlève à Bailly toute liberté d'esprit pour diriger. « *L'Univers*, écrit Saint-Chéron à Montalembert, est condamné à subir toutes les avanies de la pauvreté ⁵. » De fait, Bailly ayant à régler des factures arriérées, ne paye ni Du Lac ni Saint-Chéron ⁶.

1. Lettre de Montalembert à Guerrier de Dumast : 20 décembre 1839 ; lettre inédite sauf une phrase citée par Lecanuet, t. II, p. 59.

2. Lettre de Saint-Chéron à Montalembert : 25 novembre 1839. A. L. R. Dossier 574.

3. Lettre de Guerrier de Dumast à Montalembert : 27 novembre 1839. A. L. R. Dossier 574.

4. Lettre de Guerrier de Dumast à Montalembert : 4 décembre 1839. A. L. R. Dossier 574.

5. Lettre de Saint-Chéron à Montalembert : 27 décembre 1839. A. L. R. Dossier 574.

6. Lettres de Saint-Chéron à Montalembert : 14 janvier 1840 ; de Bailly à Montalembert : 4 février 1840 et de Saint-Chéron à Montalembert : 22 juillet 1840. — A. L. R. Dossier 574. Saint-Chéron combine alors le rachat du *Journal général* par l'*Univers*. L'opération ne réussit pas merveilleusement puisque la majorité des abonnés du *Journal* ne passe point à l'*Univers*.

Avec le nouvel an l'*Univers*, imprimé en nouveaux caractères, à ce qu'on assure au lecteur, retrouve des forces et Montalembert devient optimiste. A M. de Mérode, le 10 janvier 1840, il annonce en effet que le réabonnement de janvier a été excellent, le meilleur depuis huit ans. La *Quotidienne* est réduite à déplorer la « défection catholique », et à conseiller au clergé de ne former des vœux pour Henri V que « tout bas ».

Dix jours après, comme Bailly, Du Lac, Saint-Chéron, Guerrier de Dumast, supplient Montalembert de rentrer à Paris pour s'occuper du journal, il répond une lettre fort découragée qui peint à merveille les alternatives passionnées par lesquelles il passe. De Dumast, pour le stimuler, a magnifié son rôle possible.

Pour faire, réplique Montalembert, ce 18 brumaire dont vous me parlez, pour agir à *la César* avec cette armée catholique qui refuse de vivre, il faut bien autre chose qu'un homme, il faut de l'*argent*. C'est toujours la même histoire. Eh bien cet argent je ne l'ai pas et, cela étant, tous mes efforts seront infructueux. Voilà ma conviction, mon pressentiment intime.

Montalembert précise qu'une des raisons de sa retraite à Villersexel sont des embarras pécuniaires.

L'argent que j'ai donné à l'*Univers* n'était pas à moi. Il a fallu que je l'empruntasse, il faut que j'en paye aujourd'hui les intérêts à 5 et 6 %¹.

En attendant de se libérer quand la succession maternelle sera liquidée, Montalembert est « obéré ». Il reste prêt à tous les efforts, mais seulement au signal du Pape, des évêques français, « chefs naturels de la guerre sainte », lui prouvant que s'exposer ainsi est un « devoir » et non pas « une idée personnelle, une chimère ». Et de citer à l'adresse des sots qui se refusent à un sacrifice au nom de leurs enfants, oubliant que leur avenir devrait au contraire l'inspirer, le mot de Talleyrand : « Ne me parlez pas de ces pères de famille, ils sont capables de tout »².

1. Cette phrase est citée par Lecanuet, t. II, p. 55, note.

2. Lettre de Montalembert à Guerrier de Dumast : 20 janvier 1840, partiellement citée par Lecanuet, t. II, p. 59.

L'*Univers* poursuit « chancelant et abandonné son petit chemin au milieu d'embarras et de difficultés sans nombre »¹. On comble l'*Univers* d'éloges, écrit Montalembert à F. de Mérode le 12 mars, mais d'actionnaires point, d'abonnés peu. Il se trouve dans la situation du roi de Danemark à l'issue du Congrès de Vienne. L'empereur Alexandre lui disait : « Sire, vous emportez tous les cœurs. — Oui, répondit-il, mais pas une âme ».

Montalembert n'abandonne pas la lutte pour autant. Il ira au bout de ses vingt-cinq mille francs. Il organise avec lord Clifford, Gørres et l'abbé de Luca une collaboration de la presse catholique internationale.

Dussions-nous même, conclut-il, succomber comme il est probable sous l'indifférence et l'égoïsme des catholiques français, il restera toujours quelque chose de nos tentatives.

L'augmentation du nombre d'abonnés encourage, quoique faible. De mille environ à l'automne 1837², tombé à huit cent dix-huit en octobre 1838, il s'élève et atteindra mille six cent cinquante-deux en octobre 1840³.

Le 20 avril, Montalembert adresse à son beau-père une lettre pressante pour l'engager à venir au secours de l'*Univers*. M. de Mérode accepte de fournir les onze mille francs nécessaires, convenant « qu'il y a là une œuvre très belle et très importante à continuer »⁴. Taconnet apporte six mille francs et le déficit est ainsi comblé, « provisoirement », écrit Montalembert⁵.

Celui-ci entend bien recueillir le fruit de tant de peines, en gardant la haute main sur la direction du journal. Aussi l'*Univers* interprète-t-il sans doute sa pensée, quand il s'associe, le 13 mai, à la joie et à l'émotion nationales provoquées par le retour annoncé des cendres de l'Empereur, quand il en prend

1. *Journal* : 3, II, 20 février 1840.

2. A. N.—BB17^A 100, Dossier 15. A titre de comparaison le *National* a près de deux mille abonnés et la *Presse* dix mille rien qu'en province.

3. A. L. R. Dossier 574 : *Exposé aux arbitres*.

4. A. L. R. Dossier 44 2. Lettre de Montalembert au comte F. de Mérode : 27 avril 1840. Cf. la lettre à Roëss citée *infra* p. 469.

5. *Chronique catholique* : 29-30 avril 1840, *infra* p. 571.

occasion pour souligner « les paroles de notre magnanime alliée » l'Angleterre, quand il félicite M. Thiers et le gouvernement, qui ont préféré l'église des Invalides à la colonne Vendôme pour abriter la dépouille du restaurateur des autels ¹...

Il offre chez lui des « dîners de l'*Univers* », où figurent Du Lac, Douhaire, Ozanam parfois et Rio, Veuillot aussi, « jeune homme charmant » ², et de Saint-Chéron. Ce dernier c'est Montalembert qui l'a fait

entrer dans la rédaction habituelle et principale du journal ; jusqu'alors il n'y écrivait qu'accidentellement et appartenait plus spécialement au *Journal général* ³.

Sous l'avalanche des critiques de Montalembert, dix fois Bailly menace de s'en aller, offre de laisser le champ libre, non sans lancer des vérités à son impatient codirecteur :

Vous avez quelquefois, lui dit-il, des dehors froids, compassés, aristocratiques qui empêchent la confiance de ceux qui ne vous connaissent pas assez ; de plus, il me semble que pour la lutte catholique dont votre cœur, votre position et votre talent vous font le chef, ... vous éprouvez un besoin trop grand, un peu humain, d'humilier l'ancien ordre de choses, d'exalter le nouveau... bien peu chrétien ⁴.

Le « juilletisme », selon l'expression de Dumast, que Montalembert verse sur l'*Univers*, pour effacer sa tare originelle, indispose évidemment la clientèle du journal et, pour ne la point perdre, un dosage prudent est de rigueur.

L'autorité de Montalembert est donc discutée à l'*Univers*, et d'autant plus qu'il reste trop longtemps éloigné de Paris. Montalembert, par crainte peut-être de Lebaudy, et celui-ci par crainte de Montalembert, ont, dans le contrat même, conféré à Bailly un droit de veto, une responsabilité prééminente. De plus il a été convenu — et la lettre à Isambert

1. *Univers* : mercredi 13 mai 1840, p. 1.

2. *Journal* : 8 mars, 3 mai 1840. — Veuillot, né le 11 octobre 1813, tâta du journalisme en 1831 dans une feuille de Rouen. Il se convertit en 1838. Saint-Chéron le remarqua assez vite.

3. A. L. R. Dossier 574 : *Exposé aux arbitres*, feuillet 2 de la copie, addition autographe de Montalembert.

4. Lettre de Bailly à Montalembert : 13 mai 1840, A. L. R. Dossier 574.

l'atteste — que l'action de Montalembert au journal resterait ignorée du public ¹.

★ ★

5.

Malgré ces petits conflits, Montalembert se flatte que l'*Univers* « a rendu quelque service à l'Église » et il ambitionne, écrit-il au futur évêque de Strasbourg,

d'en faire l'organe central du catholicisme européen en même temps qu'un réactif indispensable contre l'exploitation légitimiste des intérêts religieux.

Il ne se dissimule pas, d'ailleurs, que le sentier est des plus « épineux », et il n'attend point de « récompense humaine »². A Paris, de février à juillet 1840, Montalembert s'occupe activement de l'*Univers*, heureux que Taconnet prenne en main l'administration du journal ³.

Le voyage d'Orient distend la liaison, puis une brusque tension la rompt. Au retour, Montalembert s'aperçoit qu'il n'est plus du tout le maître. Bailly et Saint-Chéron suivent une ligne politique différente de la sienne qu'approuvent de hautes personnalités catholiques, notamment Mgr Gousset, archevêque de Reims, et le Père Roothaan, général des jésuites, écho du Pape ⁴. A la fin de septembre et le 4 octobre paraissent des articles d'un bellicisme exalté. On insère de mauvais gré les lettres d'Orient de Montalembert et la rédaction se fait un devoir de les démolir point par point ⁵. On refuse de changer. Il se fâche et renvoie Saint-Chéron, que Bailly retient. Il accuse les deux hommes, et Du Lac, de déloyauté.

1. Lettre de Bailly à Montalembert : 1^{er} décembre 1840. A. L. R. Dossier 574.

2. Lettre de Montalembert à l'abbé Roëss : 12 février 1840. Archives d'Écotay. Tir. 3.

3. Lettres de Montalembert au comte F. de Mérode : 2 et 9 mai 1840.

4. Lettre de Mgr Gousset à Montalembert : 2 décembre 1840. A. L. R. Dossier 564. Lettre du R. P. Roothaan à Montalembert : 28 décembre 1840. A. L. R. Dossier 563.

5. Cf. *supra* pp. 369-372.

Il adresse à Bailly une déclaration de rupture, avec prière d'insérer. Il prévient Michelet, Dom Guéranger et autres que : « *L'Univers* n'est pas ou n'est plus du tout sien » ¹.

Montalembert est exaspéré. Bailly manœuvre, demande à ne pas publier la déclaration de rupture ², et gémit sur la misère où est réduit Saint-Chéron. Bailly se sent soutenu par celui-ci, lequel a mis Du Lac et Douhaire dans le jeu en les assurant que Montalembert veut chasser Bailly ³...

Le 25 décembre 1840, on semble près de s'accorder. Montalembert n'exige, pour reprendre ses relations, que l'insertion d'une note, assez modérée, accusant les divergences de vues sur la question d'Orient et formulant la résolution de se consacrer « avec un dévouement plus exclusif que jamais à la défense de la cause sacrée de l'Église... » Cette insertion fut refusée ⁴.

Montalembert dresse alors, pour lui-même, au dernier jour de l'année, l'affligeant tableau de celle-ci.

Ruine d'abord de ma position à *l'Univers* qui m'a coûté tant de peines, tant de soucis et surtout tant d'argent : me voilà après 21.000 francs ⁵ de déboursé et les sacrifices les plus graves en fait de temps, d'énergie, surtout de responsabilités, tranquillement évincé, *floué* comme on dit aujourd'hui, par l'austère *intrigant* Saint-Chéron et le Tartuffe accompli M. Bailly. Personne ne me plaint, tout le monde me jette la pierre, comme cela arrive habituellement aux dupes les plus généreuses ⁶. — Ma rupture avec *l'Univers* m'a privé de la part d'action que je pouvais exercer d'une manière directe et quotidienne sur la formation d'un parti catholique en France ⁷.

Les amis de Montalembert n'approuvent pas cette division éclatante dans le camp catholique, et à l'envi s'emploient à

1. Dom Guéranger, par un moine..., t. I, pp. 279 sq., lettre de décembre 1840. — Lettre de Montalembert à Michelet : 2 décembre 1840. R. D. M. 1^{er} novembre 1924, p. 186.

2. Lettre de Bailly à Montalembert : 21 décembre 1840. A. L. R. Dossier 574.

3. Lettre de Foisset à Montalembert : 15 juin 1841. A. L. R. Dossier 574.

4. A. L. R. Dossier 574.

5. Le contrat prévoyait un versement de vingt-cinq mille francs, dont quatre mille restaient à donner.

6. *Journal* : 1^{er} janvier 1841.

7. *Chronique catholique* : 9 février 1841, *infra* p. 578.

sermonner Montalembert, à préparer une réconciliation. « On appuie les œuvres de Dieu pour elles et non pas pour soi », lui écrit de Dumast. Un chanoine exprime en style noble et classique l'impression commune : « Ce sera, si vous voulez, une colère d'Achille exhalant dans sa tente un stérile courroux, tandis que les Grecs dont il avoit à se plaindre étoient battus par les Troyens. Or vous savez ce qui advint : mieux conseillé par Minerve, ce fier payen consentit enfin à faire taire son ressentiment devant les grands intérêts de la patrie. Faut-il qu'un chrétien ait été moins sage quand il s'agit des grands intérêts de l'Église ¹ ? »

Vainement cependant Lacordaire essaie de négocier ². Montalembert d'ailleurs n'abandonne pas tout à fait la partie, et profiterait sans déplaisir de la détresse de l'*Univers* pour s'imposer de nouveau. Mais les pourparlers n'aboutissent pas qu'appuyé par de Carné il a engagés avec un M. Charles Delavau que Bailly aurait aussi trompé et dont les antécédents légitimistes inquiètent ³.

L'amertume suinte du cœur de Montalembert

.. au conservatoire... je fais l'agréable rencontre de Saint-Chéron et de son ami Taconnet, deux *austères intrigans*, dont les efforts et les ruses ont principalement contribué à m'exclure de l'*Univers* et à me priver de mes justes droits ⁴.

A son tour Dom Guéranger écrit à Montalembert que le Saint-Père adoptait pour siennes les vues sur les événements européens de l'auteur des « lettres à l'*Univers* ». Puis le moine tente de ramener Montalembert vers ce journal..... Vainement ; son ami est trop ulcéré ⁵.

Un procès termina l'incident. Montalembert poursuivit

1. Lettre du chanoine Barthélemy à Montalembert : 4 janvier 1841. A. L. R. Dossier 574.

2. Lettre de Bailly à Montalembert : 13 janvier 1841. A. L. R. Dossier 574.

3. *Journal* : 13 janvier 1841. *Chronique catholique* : 9 février 1841, *infra* pp. 579-580.

4. *Journal* : 24 janvier 1841.

5. Réponse de Montalembert à Dom Guéranger : 20 septembre 1841, partiellement citée dans *Dom Guéranger*, par un moine..., t. I, p. 288.

Bailly comme gérant de l'*Univers* en restitution des avances faites par lui (vingt et un mille francs), poursuite appuyée sur l'article 14 du contrat du 29 mai 1839, qui stipulait « en cas de non-exécution des dispositions de l'acte, les avances seront remboursées ». Opposition fut mise sur la caisse du journal. Bailly répliqua par une demande en dommages-intérêts pour atteinte portée à l'exploitation du journal par cette opposition. « Vous m'avouerez, écrit Montalembert à Guerrier de Dumast, que cela ressemble un peu trop à l'avant-dernière scène de Tartufe ¹. » Devant les arbitres choisis, la position juridique du plaignant était peu solide, malgré des fautes de Bailly, parce que Montalembert avait exécuté le contrat par des versements successifs, témoignant qu'il n'en niait pas l'exécution par l'autre partie.

Nous ne connaissons l'issue du procès que par une lettre de Lacordaire, datée du 21 septembre 1842. « Je suis bien aise, écrit le dominicain, que tu aies gagné une partie de ton procès contre M. Bailly. Cela n'empêche que tu faisais une mauvaise action en cherchant à détruire l'*Univers*. Il est de la dernière importance que les catholiques purs, c'est-à-dire supérieurs à l'esprit de parti, aient un organe de publicité. Le *Cercle catholique* est en ce sens une très heureuse création et je te félicite de la part que tu y prends... ² ».

Tu as tort, répond Montalembert, de croire que j'ai voulu *détruire l'Univers* : au contraire j'ai toujours dit que l'*Univers* pouvait rendre et rendait de grands services. Mais j'ai déploré bien profondément de voir ce que tu appelles avec raison le parti des *catholiques purs* représenté et servi par des moyens aussi *impurs* que l'ingratitude, la déloyauté et l'indélicatesse en matière pécuniaire déployées par MM. Bailly, Saint-Chéron et Taconnet dans leur contestation avec moi. D'ailleurs la position qu'ils ont donnée au journal, par complaisance pour M. Guizot, dans la question des fortifications, dans celle de la rentrée dans le concert européen, a été très *impure* et leur a fait un bien grand tort ³.

1. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 3 février 1841. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

2. Lettre de Lacordaire à Montalembert : 21 septembre 1842. A. L. R. Dossier 418.

3. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 28 septembre 1842. A. L. R. Dossier 418.



6.

Homme supérieur, Montalembert négligea trop la besogne quotidienne, la présence aux bureaux du journal, seul moyen de fondre autour de lui une équipe homogène comme celle de l'*Avenir*. Diriger de loin est impossible, et plus encore si par contrat la direction est partagée avec un ancien propriétaire, la composition assurée par tel écrivain, qui, eux, travaillent constamment sur place. La codirection exigeait, par ailleurs, diplomatie et patience, au lieu des impératifs cassants, des susceptibilités. Même une grave divergence politique n'aurait pas été suivie d'une rupture si Montalembert avait assoupli ses « exigences absolues », que Lacordaire lui rappellera six ans plus tard, en l'inculpant amicalement d'avoir ainsi perdu autorité sur l'*Univers* et favorisé la désharmonie entre catholiques.

Pour que Montalembert ait sacrifié d'un coup l'influence acquise assez cher à l'*Univers*, il a fallu qu'il fût touché au vif. Bailly précisément et Saint-Chéron l'avaient blessé grièvement, en n'admettant jamais, au fond, sa direction. Ayant encaissé son argent, ils ne contestaient pas en échange un certain droit de regard et reconnaissaient les sérieux sacrifices de l'orateur. Mais ils ne le considéraient pas comme copropriétaire et moins encore comme chef ¹.

Montalembert avait perdu : privé de journal l'homme politique, le « parti catholique » est comme désarmé. L'*Univers* avait-il gagné ? Pendant les deux années de collaboration du jeune pair la feuille a progressé médiocrement. Quelle différence du géant au nain entre l'organe de Lamennais et le papier de Bailly !

A l'actif du bilan, il convient de placer un capital d'efforts en faveur de la presse catholique dont la puissance potentielle n'a jamais échappé à Montalembert. Généreusement, il s'est jeté dans la lutte.

1. Cf. *Louis Veuillot*, par E. Veuillot ; douzième édition, 1903 ; t. I, p. 364.

Le journalisme c'est la guerre, écrivait-il à son beau-père ; on n'a pas encore découvert le moyen de gagner des batailles sans tuer des hommes ; pas plus que de faire aller des journaux sans tuer des écus ¹.

Animé de ce « courage catholique », ainsi aimait-il à dire, dont il enrageait de trouver les catholiques si dépourvus, il payait d'exemple. La valeur de tels gestes fût-elle sous-estimée, deux résultats concrets demeurent : la séparation décisive des intérêts exclusivement catholiques et de la cause légitimiste, le sauvetage de l'*Univers*.

La guerre à outrance contre le légitimisme, que Montalembert avait plutôt adoucie, malgré Lamennais, à l'*Avenir*, lui était apparue par la suite comme indispensable.

Il faut absolument, selon moi, écrivait-il le 26 juillet 1837 à Guerrier de Dumast, pour faire avancer d'un seul pas la question religieuse, briser absolument avec le légitimisme : sans cela l'on ne fera rien ².

L'objectif est en bonne partie atteint. Quant à l'*Univers*, sauvé par Montalembert, c'est par Veuillot que l'action catholique en bénéficiera. Veuillot entre définitivement au journal quand Montalembert en sort. Par son seul talent, Veuillot arrachera l'*Univers* à la médiocrité, conquerra par « la vigueur, l'éclat, la richesse de sa rédaction... les masses du clergé de second ordre » ³. Courageux, Veuillot guerroyera parmi quelques autres « pressés d'une pauvreté redoutable... jamais sûrs de tenir encore un mois, mais fiers de leur cause, heureux de leur dévouement » loin « des patrons officiels et des gens d'affaires » ⁴.

Montalembert, livrant l'assaut pour la liberté d'enseignement en tête des troupes catholiques, se rapprochera de l'*Univers*. La fraternité du combat étouffera quelque temps la répugnance de Montalembert pour le naturel plébéien et la

1. Lettre de Montalembert au comte F. de Mérode : 20 janvier 1840 ; citée par Lecanuet, t. II, p. 55.

2. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

3. Brugerette : *Le prêtre français et la société contemporaine*, t. I, p. 112.

4. Veuillot : *Mélanges*, première série, t. I, p. 448.

polémique injurieuse de Veuillot. Ensemble ils réaliseront le programme déjà cité : que les catholiques deviennent, pour obtenir quelque chose, « un embarras sérieux »¹.

La croisade qu'ils entraîneront tous deux ne réalisera pas d'ailleurs le « parti catholique » cher à Montalembert. Apprécié des romains et estimé des voltairiens, libéral peu épris de modernisme, traditionnel méfiant de l'autorité, le chef chrétien possédait — malgré son tempérament plus batailleur que politique — des qualités nécessaires à la création de ce parti si elle avait été possible. Mais Rome n'en voudra pas ; les Français non plus.

§ II. LE LEADER CATHOLIQUE AU PARLEMENT (1838-1842).

I.

L'émancipation des esclaves et la spoliation de l'archevêché de Paris², avaient provoqué l'intervention de Montalembert à la tribune des pairs. En homme « à qui (sa) conscience ordonne de défendre les bases méconnues de l'ordre social »³, le jeune pair n'avait pas redouté, à peine entré au parlement, d'y parler un langage trop rude ou trop étranger aux idées qui y sont ordinairement énoncées⁴.

Au vrai, plus d'un père conscrit partageait peut-être cette affection dont le vieux chancelier Pasquier, assez fier, si l'on en croit Falloux, de ce talent naissant, protégeait Montalembert et couvrait avec indulgence ses fougueuses incartades⁵.

Le 27 décembre 1838, Cousin ayant signalé, à propos de l'affaire Montlosier⁶, le « dangereux esprit d'envahissement » manifesté par le clergé, Montalembert se dressa, révolté par cette attaque⁷. Fort de n'avoir jamais dissimulé qu'il déplo-

1. La formule n'est pas de Montalembert, mais il la reprend à son compte dans la brochure *Du devoir des catholiques dans les élections* (1846), O. C., t. IV, p. 366.

2. O. C., t. I, pp. 65 et 68. — Voir *supra* chapitre VII, § II, pp. 321 et 323.

3. O. C., t. I, p. 70.

4. *Ibidem*, p. 84.

5. Falloux : *Mémoires d'un royaliste*, t. I, p. 210.

6. Cf. Brugette : *Le Comte de Montlosier et son temps*.

7. *Chronique catholique* : 26 (*sic*) décembre 1838, *infra* p. 559.

rait la conduite de l'évêque de Clermont, l'orateur refuse d'admettre une « répression temporelle » contre cet auteur d'un « acte purement spirituel ».

Après tout, lance-t-il dans une apostrophe fameuse, l'Église n'est pas l'administration des pompes funèbres ¹.

Balayant, par le souffle rapide de son intervention, les velléités des Cousin, des Villemain prêts à ressusciter décrets et pénalités au nom des libertés gallicanes, Montalembert établit l'utilité majeure de la liberté de l'Église en France. Et de saluer dans cette liberté religieuse une des « plus grandes vertus » et une des « plus belles gloires » de la révolution de Juillet ². En ce 27 décembre 1838, Montalembert formule ainsi l'idée directrice de toute son action publique.

La liberté d'enseignement, on sait trop quelle place Montalembert lui assignait parmi les libertés religieuses, depuis dix ans, pour ne pas consacrer la troisième partie de ce chapitre à ses efforts sur ce point.



2.

Plus accidentelle dans la carrière du *leader* catholique, son intervention sur le travail des enfants dans les manufactures date dans l'histoire du catholicisme social.

Le problème posé par le machinisme et le capitalisme n'avait pas échappé à l'*Avenir*. « Au lieu d'adoucir la tâche des classes pauvres... les mécaniques ont augmenté partout le poids de leur labeur. Dans les fabriques (la journée de travail) est de 15 et quelquefois 17 heures », lit-on dans le numéro du 22 juin 1831. Lamennais et ses disciples n'approfondirent cependant guère la question. Tout en flétrissant ploutocratie et matérialisme ils ne comprirent pas quel bénéfice réalisaient les banquiers, les capitalistes, par la révolution de Juillet ³. Avec de Coux, spécialiste d'économie politique, aux confé-

1. *Chronique catholique* : 26 (sic) décembre 1838 et O.C., t. I, p. 178.

2. O. C., t. I, p. 179.

3. Victor de Clercq : *Les doctrines sociales catholiques en France*, t. I, pp. 24 et 28.

rences de qui Ozanam se nourrit assidûment, Montalembert ne semble pas avoir gardé un contact suivi, non plus qu'avec Villeneuve-Bargemont établi une liaison intense. L'*Économie politique chrétienne* publiée en 1834 par ce dernier n'est pas cependant inconnue à Montalembert qui collabore en 1838 à l'*Université catholique* ¹ avec son auteur.

Quoi qu'il en soit, le jeune pair, en décembre 1837, collectionne des notes sur le travail des enfants. Nous y trouvons cet extrait des rapports établis par le bureau des manufactures, sur les réponses à une certaine circulaire du 31 juillet :

Age depuis 4 ou 5 ans ; à Rouen 6, 7, — 8, âge général.

Salaire 0,25 à 0,75.

Économie pour fabricants.

Durée du travail 12 à 16 heures sans prendre l'air.

Travaux de nuit exceptionnels mais occasionnels.

Confusion des sexes.

Instruction et moralité nulles ².

Montalembert étaye ces premières indications, en 1840, après lecture du *Tableau* de Villermé ³. Dans le second volume de cet ouvrage, synthèse de l'enquête constituée par le premier, Montalembert souligne de nombreuses pages qui ont trait à l'enfance. Sur le mélange des sexes dans les ateliers, son danger pour les enfants, sur la tentation à laquelle un salaire misérable conduit l'ouvrière, sur le déchaînement des passions les soirs de paye et la nécessité d'un frein religieux, sur l'insouciance des fabricants au sujet de la moralité de leurs ouvriers, sur les mauvais traitements dont sont victimes les enfants dans les ateliers, le docteur Villermé donne une documentation irréfutable que Montalembert copie pour son propre usage. « J'ai étudié à fond cette matière », écrira-t-il à M. de Mérode ⁴.

1. Voir ci-dessous pp. 467 sq.

2. A. L. R. — Dossier 341.

3. Dr Villermé : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*. Ouvrage entrepris par ordre et sous les auspices de l'Académie des Sciences morales et politiques, présenté en 1838 et publié en 1840. T. II, pp. 49-53, 68, 76-77, 117, 122, copiées A. L. R. — Dossier 341.

4. Lettre de Montalembert au comte F. de Mérode : 12 mars 1840.

Aussi, quand le projet de loi sur le travail des enfants dans les manufactures fut présenté aux pairs, au mois de février 1840, par le gouvernement, Montalembert était préparé à la discussion ¹. Il intervint le 4 mars, après que la commission eut, par l'organe de son rapporteur le baron Charles Dupin, proposé le rejet et rédigé un texte plus sévère établissant les conditions précises de l'emploi des enfants. Le nouveau ministre, Gouin (ministère Thiers, du 1^{er} mars), soutenait mollement le projet primitif, mais Rossi plaida pour lui l'incompétence du pouvoir législatif et la nécessité de laisser à l'exécutif le soin des modalités d'application, des décisions après expérience.

Montalembert monta ensuite à la tribune.

Tout le monde est d'accord pour dire qu'il faut un remède aux abus révoltants qu'on a signalés.

Il est urgent d'apporter ce remède. Or, l'instabilité ministérielle rend impossible à des ministres passagers et successeurs d'examiner sérieusement le problème. Donc,

je demande, que la législature intervienne le plus tôt possible, comme la commission l'a proposé, et astreigne le pouvoir à un essai de remède ².

Après cet exorde net et vigoureux, Montalembert reprend les arguments échangés au cours du débat. Rossi s'oppose à une loi générale, impérative, et lui préfère une réglementation adaptée, après expérience, à chaque département industriel. Montalembert, qui ne passe pas pour partisan des législations générales, n'admet pas ici l'objection, propre à « maintenir indéfiniment cette cruelle exploitation de l'innocence ». Il est, au contraire, « grand temps d'arrêter ce système homicide par une répression directe ». Montalembert rappelle d'un mot les faits criminels cités par le rapporteur, par Villermé, et la constatation dûment établie par le même Dupin de « la décrépitude des jeunes gens appelés au service militaire dans les districts manufacturiers », dégénérescence telle que, s'il s'a-

1. Sur le projet : cf. Lavissee, p. 243.

2. O. C., t. I, pp. 196, 197.

gissait de la race bovine, on s'empresserait de remédier ¹ ! Montalembert insiste habilement sur le péril que cet état constitue pour la défense nationale.

Puis il accède aux considérations morales et trouve, sur le thème de la dignité humaine, des périodes enflammées :

Si un tyran s'était emparé de la France... et s'il nous eût tenu ce langage : ... vos enfants vous seront enlevés... abrutis... hébétés... énervés... vos jeunes filles perdront leur innocence..., il n'y aurait pas assez de haine et d'injures à déverser sur sa tête. Eh bien ! le joug de l'industrie est celui-là, Messieurs. Ce n'est pas sa volonté, je le sais bien, mais voilà ses résultats ².

Montalembert se couvre de l'autorité du cardinal de Croÿ qui, en 1838, avait, comme archevêque de Rouen, publié un mandement social et nommé fléau l'essor industriel qui ne donne même pas de bonheur matériel.

S'élevant alors, après des précautions oratoires, aux vérités supérieures, Montalembert s'en prend aux remèdes qu'on prétend apporter à la misère et qui en sont la cause.

L'instruction, telle qu'on la donne presque partout en France, sans sanction religieuse, sans éducation morale, sans hiérarchie sociale, est le plus funeste présent qu'on puisse faire à un peuple.

Encouragé par l'approbation de la Haute assemblée, Montalembert étend à l'industrie cette critique. Malgré les protestations, il attaque non pas certes l'artisanat mais cette

industrie casernée... qui arrache le pauvre, sa femme, ses enfants aux habitudes de la famille, aux bienfaits de la vie des champs,

et les condamne « à une dégradation systématique et progressive ».

Montalembert conclut en suppliant les pairs d'adopter le projet de la commission, qui sauve au moins l'enfance d'une partie de ces dangers, afin que la Chambre remplisse « sa haute

1. O. C., t. I, p. 199.

2. *Ibidem*, p. 201.

mission sociale, sa mission conservatrice »¹. Quatre-vingt-dix pairs contre trente-cinq votèrent dans ce sens et Montalembert rendit compte en ces termes à M. de Mérode de la séance :

Vous aurez été édifié de l'admirable manière dont la Chambre des Pairs a conduit la discussion sur le travail des enfants. Elle y a déployé une sollicitude pour la moralité publique, pour la religion, pour le repos du dimanche, et une étude approfondie et sérieuse de la matière, qui contrastent d'une manière si frappante avec la Chambre des députés que la plupart des journaux, même le *National*, l'ont proclamé... Je puis dire que mon discours a eu tous les honneurs de la discussion. Jamais je n'ai été si bien accueilli par la Chambre — et jamais cependant je ne lui ai dit des choses si hardies. Mais il y a dans cette assemblée un sens moral qu'on peut faire vibrer en y mettant quelque adresse²...

Montalembert ne semble pas, d'ailleurs, se soucier de l'exécution de cette *loi relative au travail des enfants employés dans les manufactures, usines ou ateliers* qui portera la date du 22 mars 1841. Or, les règlements d'administration publique n'interviendront pas, contrairement au vœu des législateurs, et les insuffisantes prescriptions de la loi ne seront pas observées, faute d'une inspection organisée sérieusement³.



3.

Trop fin pour ne pas sentir quel parti les industriels, gênés par le projet de Dupin, auraient tiré de son échec, Montalembert n'a pas hésité à réclamer l'intervention immédiate de l'État pour réprimer d'intolérables abus, « le secours de l'autorité contre les excès de l'individualisme ».

Un mois plus tard, défendant les malades pauvres après les enfants des pauvres, Montalembert revendiqua, cette fois, « l'indépendance de la charité contre les abus du pouvoir ». La commission administrative de l'hospice civil de Lisieux

1. O. C., t. I, p. 204.

2. Lettre de Montalembert au comte F. de Mérode : 12 mars 1840.
— Cf. *Journal* : 4 et 5 mars 1840.

3. *Essai sur la législation française du travail des enfants*, par Louis Duval-Arnould, pp. 78, 79.

avait adressé à la Chambre des pairs une pétition contre la substitution d'un économe institué par l'État à la sœur économe. Une mesure ministérielle prescrivait en effet un système unique d'économat pour tous les hospices du royaume.

Montalembert reproche deux tendances aux auteurs de ce décret : leur défiance à l'égard des sœurs que nous envie l'étranger, leur esprit d'uniformité absolue si funeste à toutes les institutions locales et charitables.

Pourquoi dépouiller les sœurs de « la gestion économique des maisons qu'elles maintiennent par leur charité » ? De la Rhénanie à l'armée d'Alger elles font merveille, et Montalembert rappelle qu'on est venu de Prague les chercher, par son intermédiaire, pour y diriger un hospice d'aveugles...

Pourquoi uniformiser, malgré les revendications de toutes les provinces, de la Lorraine au Languedoc, de la Bourgogne à la Normandie ? Respectez, dit Montalembert, l'économat laïque là où il a toujours existé et satisfait, mais maintenez aussi les religieuses dans leur gestion partout où elles n'ont pas démerité. Après un violent coup de boutoir contre la centralisation qui annihile les forces vives, l'orateur démontre les qualités pratiques de cette gestion par les congrégations. « L'économie est une vertu et l'économat n'est qu'une fonction » lance-t-il, et de déridier l'assemblée en énumérant le personnel de l'hôpital de Villersexel :

trois sœurs qui soignent les malades et une fille qui garde la volaille. Cela suffit à tout depuis cent ans. Où voulez-vous donc trouver de la place pour les économes, les secrétaires et les percepteurs dans des établissements pareils ? Et heureusement la France en a beaucoup.

Des mesures générales, soit ; elles existent. Des réglementations minutieuses et ignorantes, non ! Elles constituent une sottise onéreuse. Il invite en conséquence le ministre à ne pas persévérer dans cette voie ¹.

Le ministre répliqua qu'il convenait d'attendre les résultats du régime de l'économat... et la pétition de Lisieux fut renvoyée au bureau des renseignements.

1. O. C., t. I, pp. 205-211.

Le 30 mai 1842, discutant de la loi sur les grandes lignes de chemins de fer, Montalembert avant de combattre en elle une atteinte portée à l'autorité constitutionnelle de la Chambre des pairs ¹, la repoussa comme trop coûteuse à exécuter, sans cacher son opinion sur l'importance du débat. Certes l'orateur ne nie pas la gravité du fait économique, il doute seulement que l'emploi de la vapeur sur les chemins de fer soit heureux pour l'humanité. Surtout il adjure de refouler à son rang ce moyen de richesse.

Reléguons, dit-il, les intérêts matériels à la place subordonnée et inférieure qui leur convient, au-dessous de tout ce qui fait la grandeur, la vie morale d'une nation ².



4.

Leader catholique, Montalembert répète donc *à temps et à contretemps* les principes chrétiens. L'instabilité parlementaire et la fréquence des émeutes inquiètent-elles la Haute assemblée, il descend aux sources du mal, regrettant d'une part chez les dirigeants « l'absence visible de ces principes supérieurs, sacrés, immortels, sans lesquels il n'est point de grandeur réelle », et désignant d'autre part la masse révolutionnaire qui « ne respecte rien : ... Comment peut-on respecter quelque chose, s'écrie-t-il, dans un pays où l'on respecte si peu Dieu ? » Et il s'étonne de voir « les dépositaires passagers du pouvoir si indifférents et quelquefois si hostiles à l'égard du seul remède efficace au désordre qui nous ronge ³ ».

Ennemi-né du mercantilisme et de la politique « betteravienne » ⁴, il rêve d'un gouvernement idéal et le définit en ces termes à la face de Guizot ⁵ :

1. Voir *supra* p. 358.

2. *Moniteur* : 1^{er} juin 1842.

3. O. C., t. I, pp. 305, 306, discours du 11 janvier 1842.

4. *Chronique catholique*, *infra* p. 550.

5. Discours du 2 avril 1842, O. C., t. I, p. 342.

Un groupe d'hommes éminents, d'abord religieux et disposés à chercher dans une loi éternelle et suprême, la sanction et la récompense de leurs efforts terrestres... (d')hommes plus préoccupés des destinées morales du pays que de la manipulation des élections futures, des hommes se fiant pour le succès et la durée de leur existence ministérielle à la grandeur et à la franchise de leur politique, ayant assez de courage pour dire la vérité tout entière à cette société et à ce peuple, et assez de talent pour les grandir en les contenant...

Montalembert a-t-il jamais vu des ministres de cette taille ? Sans illusion, il ne hausse le discours à ce ton que pour cingler plus durement les inculpés :

... Ah ! certes, je ferais bien vite des vœux pour que le ministère actuel qui ne réunit, à mon sens, aucune de ces qualités-là, tombe et disparaisse pour faire place à de tels hommes...

Pas d'hostilité néanmoins dans ce coup de fouet ; Montalembert ne se plaît pas non plus à humilier stérilement l'homme devant l'ange. Il veut stimuler, corriger, « en ami loyal, sincère, désagréable, très désagréable même », conclut-il en souriant, d'un sourire qui atténue l'âpreté de la critique. Le chrétien nuance de bonté, le chevalier revêt d'élégance la lutte livrée pour le bien, mais sans répit ni pardon il entraîne vers cet idéal. Avec lui, selon l'expression d'Ollé-Laprune, l'esprit catholique entre au parlement ¹.

Privé du vote massif d'un « parti catholique » qui aurait contraint le gouvernement à pencher de ce côté, le chef sans troupe pèse de tout son prestige et de tout son talent sur la balance politique.

§ III. POUR UN ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE (1836-1842).

Montalembert n'admirait point Napoléon voulant, dans un grand dessein, enseigner la France. Car, instituant l'Université, il unifia, uniformisa l'éducation. Il créa une « corporation »,

1. « Avec Montalembert l'idée catholique entra au parlement ». Ollé-Laprune : *La vie intellectuelle du catholicisme en France au XIX^e siècle* (la défense de la foi, pp. 524-525), dans *La France chrétienne dans l'histoire*, ouvrage publié sous la direction du P. Baudrillart.

au caractère, à la hiérarchie, à la tradition de laquelle Montalembert rendra hommage ¹, mais l'empereur lui imposa la mission de « disputer la jeune génération aux débris des vieilles corporations enseignantes et surtout à leur esprit » ². Il la dressa en rivale toute-puissante de l'Église en la dotant du monopole. Les Bourbons restaurés et la Monarchie de Juillet conservèrent précieusement l'Université, parmi les autres instruments de centralisation, sans la rendre religieuse. Elle fut dès 1814 ³ le point de mire des attaques de Lamennais. Montalembert a souffert de toute sa sensibilité, en ses années de collège et de faculté. De toute son âme il s'est révolté contre l'impiété régnant dans ces milieux ; il s'est juré de préserver ses fils d'un tel danger, de le dénoncer inlassablement, d'entraîner les catholiques à l'assaut du monopole ⁴. L'étatisme répugne au libéral sous toutes ses formes ; sous celle-là il le soulève d'horreur, car elle n'attente plus seulement à un principe politique, elle corrompt les esprits et les âmes.

L'École de droit, nous l'avons vu, formait des praticiens du droit, non des juristes supérieurs. Parallèlement, et sans pousser à l'absurde, tout enseignement d'État, fût-ce au stade primaire, limite l'essor intellectuel et moral des enfants, faute de se placer normalement sur un plan assez haut. L'État forme des citoyens, la famille des hommes, l'Église des catholiques, — et catholique signifie universel. La famille inhabile à instruire confiera plus volontiers ses fils à l'Église qui collaborera avec elle, qui la complétera. Puisant aux sources classiques et spirituelles, l'Église épanouira pleinement intelligences, cœurs et âmes, mieux que l'État dont l'intérêt est matériel.

Invinciblement convaincu de cette vérité, Montalembert participa de mille façons à la lutte pour un enseignement religieux. Lacordaire, inaugurant en 1831 la première école libre, n'avait pas levé de lieutenant plus enthousiaste. Gerbet

1. O. C., t. I, p. 318. Discours du 1^{er} mars 1842.

2. A. Duruy : *L'instruction publique et la Révolution*, p. 357.

3. Cf. *supra* pp. 69 et 71-72

4. Lettre de Montalembert à un professeur de Sainte-Barbe : 16 octobre 1844, citée par Lecanuet, t. II, pp. 143-144.

l'avait engagé sans peine, à son retour d'Allemagne en 1835, dans une entreprise de large envergure, la fondation d'une université catholique ¹.

Le souci d'une haute culture avait hanté Lamennais. Ma-lestroît en gardait témoignage. Bautain, à Molsheim, avait tenté un groupement moins éphémère. Gerbet sentait-il, comme les historiens le voient nettement aujourd'hui, que « le mouvement catholique de 1830 fut plus apte à susciter les énergies qu'à orienter les intelligences » ², que Lamennais avait secoué la pensée catholique, non pas éclairé, que les romantiques lui apportaient seulement une sympathie sentimentale, qu'en un mot la doctrine manquait ³ ? Il savait, du moins, que le renouveau catholique en France durerait dans la mesure où l'élite croyante accomplirait son devoir, dans l'ordre intellectuel en particulier. Faute d'une renaissance de la littérature et de la pensée catholiques, pendant un demi-siècle la France religieuse ne tiendra pas son rang ⁴.

Si peu fécond qu'ait été l'effort de Gerbet il mérite donc, par l'enjeu, d'être remarqué. Gerbet entendait relever le niveau des études, que ni le régime des séminaires ni le contrôle officiel des facultés de théologie ne permettaient de soutenir. Il « prendrait » par là même, la liberté d'enseignement. Et puisqu'en France il n'y avait pas de Louvain, l'enseignement serait diffusé dans une revue au lieu de l'être du haut de chaires. Le numéro programme fut distribué en juillet 1835. Mille abonnés avaient souscrit ⁵.

Le premier numéro parut ⁶ en janvier 1836 sous le titre *l'Université catholique*.

1. Cf. Ladoue : *Mgr Gerbet*, t. II, pp. 119 sq. et A. L. R. — Dossier 431 : plusieurs lettres de Gerbet à Montalembert, datant de 1836.

2. Goyau : *Un tournant d'Histoire religieuse*. — *Vie intellectuelle*, janvier-mars 1930, p. 51.

3. Chenu : *Les hautes études religieuses*..... — *Vie intellectuelle*, même numéro, p. 53.

4. Cf. Goyau : *Un tournant d'Histoire religieuse*. — *Vie intellectuelle*, janvier-mars 1930, et Viatte : *Les interprétations du Catholicisme chez les Romantiques*, p. 354.

5. *Lettres de Montalembert à La Mennais* : 4 décembre 1835. Édition Goyau et P. de Lallemant, p. 290.

6. « *L'Université catholique*, recueil religieux, philosophique, scien-

Cinq facultés avaient été créées : *Faculté des Sciences religieuses et philosophiques* : des cours de MM. de Genoude (écriture sainte), Gerbet (introduction à l'étude des vérités chrétiennes), de Salinis (la religion considérée dans ses bases et dans ses rapports avec les objets divers des connaissances humaines) et Just (sur l'éloquence sacrée). *Faculté des Sciences sociales* : économie politique par de Coux et histoire de l'économie politique par de Villeneuve-Bargemont. *Faculté des Lettres et Arts* : histoire générale de la littérature par Cazalès, art chrétien par Rio. *Faculté des Sciences physiologiques, physiques et mathématiques*, inaugurée par un cours de géologie de Margerin. *Faculté des Sciences historiques* : cours d'histoire de France de Dumont, cours d'histoire littéraire et sociale des siècles catholiques par Montalembert.

L'historien de *Sainte Élisabeth* (le livre ne paraîtrait que cinq mois plus tard) avait ouvert son cours par la définition des « siècles catholiques » :

Ce sont ceux écoulés depuis Charlemagne créateur de l'indépendance temporelle du Saint-Siège et fondateur du Saint-Empire romain, jusqu'à la Réforme.

Il dénonce ensuite le

crime commis contre le catholicisme en traitant de barbares et d'obscurs les siècles où il régnait seul sur toutes les nations européennes, où l'Église était le pivot de la société.

Montalembert avait exposé, après cela, un programme très vaste et un peu confus qui lui valut les félicitations de Gerbet ¹.

La collaboration de Montalembert s'était réduite à réserver à l'*Université catholique* la primeur de trois fragments de

tifique et littéraire paraît vers le 20 de chaque mois. » Chaque livraison est divisée en deux parties, l'une universitaire réservée aux cours, l'autre proprement de revue. Imprimée chez Bailly, publiée chez Debécourt, libraire, 69, rue des Saints-Pères, *L'Université catholique* parut à raison de deux volumes par an de 1836 à 1854 inclusivement.

1. A. L. R. — Dossier 431 : lettre sans date de Gerbet à Montalembert. — M^{lle} de Lallemant a publié des extraits de ce programme : *Montalembert et ses amis*..., p. 339.

Sainte Élisabeth, une étude sur sainte Hedwige ¹ et quelques articles poussés sur la peinture italienne ². Il s'était préoccupé deux années encore de cette publication. En septembre 1836 Gerbet l'avait chargé d'obtenir le concours d'Eckstein ³. En juillet 1837 il avait proposé au chanoine Roëss, futur évêque de Strasbourg, qu'il croyait rédacteur au *Katholik* de Spire d'annoncer dans l'*Université catholique* le sommaire du *Katholik*, à charge de revanche. C'est, disait-il,

le système que j'ai organisé pendant mon séjour récent à Rome avec les rédacteurs en chef de la *Revue de Dublin* et des *Annali della Scienze religiose* ⁴.

A la fin du tome premier, l'*Université catholique* avait publié un tableau indiquant mille six cent quarante et un abonnés. Et Montalembert avait écrit à Guerrier de Dumast que, dès le deuxième mois de son existence, l'*Université catholique* s'était déjà assuré « une surabondance de collaboration ⁵ ». Lacordaire n'avait pas été pour autant pénétré d'illusions... Aussi avait-il engagé Montalembert à quitter la revue. « Ne t'ai-je pas prédit son destin et blâmé d'y écrire ? Tu la vois aujourd'hui, écrit-il le 7 mars 1838, sans action véritable et dominée par un homme qui a le légitimisme et le despotisme incarnés dans son âme ». M. de Salinis, ainsi désigné, « a voulu, avait ajouté Lacordaire huit jours après, rassembler les débris du *Mémorial catholique*, du *Correspondant* et de l'*Avenir*, les fondre ensemble, les protéger réciproquement l'un par l'autre et faire surnager à la fois par-dessus tout son collègue de Juilly et son légitimisme absolutiste... Une œuvre de mar-

1. L'introduction de *Sainte Élisabeth* parut dans la 2^e livraison, p. 161 ; le chapitre VIII dans la 3^e livraison, p. 320. Dans la 4^e, p. 398, nouveau fragment. Dans la 6^e, *Sainte Hedwige* qui se trouve en appendice de *Sainte Élisabeth*, O. C., t. VIII.

2. Cf. M^{lle} de Lallemand : *Montalembert et ses amis...*, pp. 340-341.

3. A. L. R. — Dossier 431 : lettre de Gerbet à Montalembert : 25 septembre 1836.

4. Archives d'Écotay (tiroir 3), lettre de Montalembert à Roëss : 19 juillet 1837.

5. Lettre inédite de Montalembert à Guerrier de Dumast : 29 février 1836. — Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

queterie doit se dissoudre tôt ou tard et la finesse est une misérable soudure en toutes choses » ¹.

Montalembert suivit le conseil.



L'insuccès de l'*Université catholique* sema-t-il des doutes dans l'esprit du jeune pair sur la possibilité d'un enseignement supérieur libre ? La fréquentation des milieux officiels amena-t-elle un fléchissement de ses principes ? Ou plutôt saisit-il une occasion de réaliser quelque chose ?

Toujours est-il que Montalembert accueillit avec intérêt les ouvertures de Cousin, ministre de l'Instruction publique dans le cabinet du premier mars 1840, touchant la rénovation de la faculté de théologie à la Sorbonne. Le grand maître projetait de nommer

l'abbé Gerbet à la chaire de morale, l'abbé Bautain à celle d'écriture sainte, l'abbé Bertaut de Limoges à celle de dogme. Il voudrait réserver Mgr Affre pour en faire le chef de la maison des hautes études ecclésiastiques ².

En notant cette conversation Montalembert écrit que ce plan ne lui semble, malgré sa confusion, dissimuler « aucun danger ». Aussi se prête-t-il à accompagner Cousin le 12 juin chez Mgr Affre devenu archevêque de Paris. Quelle déception leur réserve le prélat ! Les noms proposés « alarmeraient l'épiscopat »... on accepterait à la rigueur Cœur et Maret... on préférerait l'abbé Receveur, « le type de la bêtise sacerdotale » selon Montalembert. Pour embarrasser Cousin, Mgr Affre

met en avant M. de Ravignan. Cousin le repousse d'abord avec chaleur. Je propose, raconte Montalembert, de le prendre comme compensation de M. Bautain. Cousin se range à cette idée, mais le prélat s'obstine et ne veut pas entendre parler de Bautain sous aucune condition.

Causant le lendemain avec Cousin de ce « triste résultat », Montalembert tombe d'accord sur la nécessité d'éviter des

1. Lettres de Lacordaire à Montalembert : 7 et 14 mars 1838. — A. L. R. — Dossier 418.

2. *Chronique catholique* : 29-30 avril 1840, *infra* p. 571. — Cf. Lecaunet, t. II, p. 71.

choix médiocres. « Il vaut mille fois mieux n'avoir pas de Sorbonne ¹. »

Finalement, Mgr Affre nomma qui il lui plut, et Montalembert ne lui cacha pas la « tristesse » qu'il ressentait de cette préférence pour des « nullités » ².

Lacordaire cette fois encore blâmait son ami. L'État docteur en théologie ³ asservira l'Église, tirera « les évêques du sein des gradués universitaires », et formera « ainsi un épiscopat national comme ils disent » ⁴, écrivait-il à Montalembert le 22 août 1839, après des discours de Teste et Villemain. « J'aimerais mieux être brûlé vif que de faire partie d'une faculté de théologie et de contribuer en quoi que ce soit à leur rétablissement » ⁵, répondit-il le 10 août 1840 à Montalembert, en approuvant l'attitude de Mgr Affre.



2.

De plus en plus, et bientôt exclusivement, Montalembert, après ces essais infructueux, se consacre à la lutte contre le monopole de l'enseignement secondaire. (L'importance des écoles primaires retiendra plus tard son attention).

Malgré une certaine tolérance de fait, ce monopole pesait lourd sur l'Église, encore aggravé par les ordonnances de 1828. L'Église est particulièrement intraitable dans la revendication de ses droits d'éducatrice, et sa vigilance ne cessait pas en cette période pendant laquelle, malgré la prépondérance des intérêts matériels, l'enseignement prenait un essor remarquable. Les catholiques avaient applaudi l'éclatante ouverture de l'école libre. Ils furent déçus de l'échec de la loi Guizot. Prévoyant et libéral, ce ministre avait promulgué le 28 juin 1833 une loi sur l'enseignement primaire qui avait tenu les promesses de la Charte. Il en présenta une autre en 1836 sur l'enseignement secondaire, dans le même

1. *Chronique catholique* : fin de mai-juin 1840, *infra* p. 578.

2. *Ibidem* : 23 février 1841, *infra* p. 581.

3. Expression de Ladoue : *Monseigneur Gerbet*, t. I, p. 53.

4. A. L. R. — Dossier 419.

5. A. L. R. — Dossier 418.

esprit auquel Montalembert rendra hommage. Altéré par un amendement hostile aux congrégations, le projet ne fut pas porté devant la Chambre des pairs, car Guizot quitta le ministère de l'Instruction publique. Salvandy, son successeur, alarma les catholiques par une circulaire du 12 octobre 1838 rappelant un décret impérial et interdisant l'ouverture de cours préparatoires au baccalauréat ¹. Quand Villemain devint grand maître, Montalembert qui entretenait depuis longtemps des relations avec lui escompta plus de bienveillance. A la tribune, par des paroles dépourvues d'aménité, voire de justice, à l'égard du clergé, au ministère par des mesures sévères, Villemain détrompa « douloureusement » son collègue.

Montalembert, quant à lui, entrerait en lice à la première provocation. Il ne s'illusionnait pas pour autant sur l'efficacité de son action solitaire. Il voyait très clairement les conditions de la victoire des catholiques et leurs erreurs présentes. Se tenir à l'écart, étranger au « mouvement social » et aux « habitudes politiques du pays », attendre on ne sait quel miracle en « adressant aux autorités compétentes des milliers de pétitions oiseuses », désastreuse disposition, dit-il à un prêtre ami. « Le gouvernement maintiendra un monopole qui lui est précieux », la peur ou la haine du catholicisme empêcheront les faux libéraux d'en exiger l'abolition,

et la voix isolée de quelques pairs ou députés catholiques se perdra dans l'orage des passions égoïstes et bruyantes qui dominent les Chambres.

Aux chefs religieux de conquérir la liberté d'enseignement. « La question, conclut-il, est tout entière entre les mains des évêques ². »

Un incident cependant naquit au diocèse de Cahors, le supérieur du petit séminaire de Montfaucon ayant réclamé contre la remise en vigueur d'un article ³ des ordonnances de juin, qui empêchait les élèves d'un tel établissement de se

1. Lavis, p. 328.

2. Montalembert à l'abbé Delor : 8 avril 1839. Lettre publiée dans la *Revue de Paris* du 1^{er} juin 1902 et citée par Lavis, p. 336.

3. Article 5 de l'ordonnance du 16 juin 1828.

présenter à l'examen du baccalauréat ès lettres. La réclamation avait pris forme d'une pétition présentée à la Chambre des pairs. Le rapporteur opina, à la séance du 23 mai 1839, pour l'envoi de la pétition au ministre. Montalembert approuvait. Cousin demanda l'ordre du jour pur et simple. Le chef catholique se leva pour le prendre à partie.

Brève, vigoureuse, l'intervention s'ouvre par une invitation à Villemain. Le fond du débat sera traité quand

on discutera la loi qui établira la liberté de l'instruction secondaire, parce que je ne puis pas croire que M. le ministre de l'Instruction publique actuel soit aussi peu pressé que ses prédécesseurs de remplir une promesse formelle de la Charte.

Se tournant alors vers Cousin, Montalembert lui demande à quel titre il a affirmé la satisfaction des catholiques à l'égard des ordonnances de 1828.

Je ne sais si M. Cousin a plus de mission que moi pour parler ici au nom du clergé et des catholiques français. Pour moi je reconnais que je n'en ai aucune ; mais je crois avoir le droit d'émettre à cet égard une opinion diamétralement opposée à la sienne.

L'orateur souligne ensuite l'iniquité de l'interdiction qui frappe les séminaristes, et l'unanimité des réclamations élevées contre elle par le clergé. Avant de s'asseoir, l'orateur « prend acte devant la Chambre » d'une situation que nul des préopinants n'a remarquée. Les ordonnances de 1828 avaient accordé un million deux cent mille francs aux petits séminaires, subvention que le gouvernement de Juillet a supprimée par la main du duc de Broglie premier grand maître du régime. L'on ne saurait donc plus opposer un privilège aux réclamations de liberté.

Villemain se plut à rappeler que la mesure attaquée par le pétitionnaire avait été décidée en un temps où le clergé était protégé du pouvoir. Montalembert répliqua en dénonçant les dispositions hostiles des auteurs des ordonnances. Il eut la partie belle en attestant qu'il ne regrettait pas la Restauration.

Nous ne demandons que le gouvernement de la Charte ; nous demandons pour l'Église et pour la religion les conséquences de la Charte, rien de plus, rien de moins ¹.

1. O. C., t. I, pp. 185-189.

Cet appel au droit commun délimitait nettement le terrain sur lequel pendant dix ans Montalembert entraînerait les catholiques, le terrain sur lequel il se battait depuis dix ans déjà.

« Avant d'en être réduit à des hostilités publiques », comme il l'écrivit lui-même à Villemain, le jeune pair se permit, après cette escarmouche à la Chambre haute, d'adresser à son excellentissime collègue de « respectueux avertissements ». Il lui exprima l'indignation de tous les catholiques à l'énoncé des injures et des menaces proférées, en diverses circonstances, par le ministre « contre les institutions les plus précieuses » de leur foi et de leur pays, les séminaires. Montalembert signala ensuite à son correspondant des faits précis :

Parmi le nombre infini des plaintes publiques et confidentielles, lesquelles annoncent la recrudescence, sous vos auspices, de ce funeste système d'oppression mesquine et jalouse, qui depuis si longtemps, entrave l'influence légitime de la religion, dérobe à son bienfaisant empire l'intelligence du peuple, viole la conscience du riche et corrompt l'âme du pauvre — parmi ce nombre infini, dis-je, il en est deux ou trois qui m'ont été directement adressées par des hommes dont je connais depuis de longues années toute la valeur, qui ont cru que mes anciennes sympathies politiques avec vous, Monsieur le Ministre, me donneraient quelque facilité pour vous faire entendre le langage de la justice.

Deux prêtres respectables, recommandés et appuyés officiellement par tout ce que Chalon-sur-Saône renferme de plus considéré, conçoivent le plan d'ouvrir dans cette ville un pensionnat qui puisse offrir quelques ressources aux familles chrétiennes. J'ai eu l'honneur de vous parler de leur demande d'autorisation et vous m'avez fait une réponse favorable. Ils ont recueilli de votre bouche, à ce qu'ils affirment, l'assurance qu'on ne pouvait pas, sans méconnaître tous les principes, leur refuser cette autorisation ; deux délibérations du Conseil royal leur avaient été favorables ; mais à peine installé au ministère, vous repoussez leur demande.

A Sion-Vaudémont, dans le département de la Meurthe et dans ce diocèse de Nancy, si longtemps et si cruellement agité, prospérait une congrégation de Frères, destinée à rendre dans les campagnes, dans les villages, hors d'état de soutenir plus d'un frère, les mêmes services que rendent les frères, dits ignorantins, dans les villes et les bourgs populeux. Cette Congrégation, autorisée par une ordonnance du 27 juillet 1822, est dirigée par un ecclésiastique aussi zélé que sage, M. l'abbé Baillard, dont la ligne politique est excellente, et qui a contribué plus que personne dans l'Est, à dégager

l'esprit du clergé du préjugé légitimiste, dont il est trop souvent (animé).

Sous les ministères précédents, cette Congrégation se propageait et rendait chaque jour de nouveaux services. A peine le vôtre est-il commencé que tout est détruit, s'appuyant sur une de ces mauvaises chicanes de légiste que les oppressions de tous les genres ont toujours sous la main. Or l'ordonnance périmée déclare les frères de Vaudémont, incapables de posséder, soumis au service militaire. En un mot, une œuvre bienfaisante avait été commencée par des hommes de dévouement et de foi. Vos prédécesseurs l'avaient au moins tolérée ; il vous était réservé, Monsieur le Ministre, de l'arracher par ses racines...

Montalembert raconte encore un épisode du conflit, survenu aux Mées dans le diocèse de Digne, puis il assure Villemain que ces actes ne lui porteront pas bonheur.

L'opposition acceptera, dit-il, les victimes que vous immolez à son voltairianisme, sans même vous en remercier. Elle sait bien qu'elle a d'autres comptes à vous demander.

Passant alors de ces contingences au sommet du débat, le *leader* catholique rappelle au ministre quelle est la base du pouvoir :

L'autorité dont vous êtes devenu le dépositaire à la suite d'une perturbation violente de l'ordre public, ne sera guère raffermie lorsque vous aurez étouffé, autant qu'il vous aura été possible de le faire, tous les germes d'un enseignement religieux dont l'état de la France accuse le profond besoin, lorsque vous aurez violemment empêché les populations de recueillir les leçons de la seule doctrine qui donne à l'ordre et à la stabilité des états, des fondements solides.

Et Montalembert de conclure, rappelant les espérances que les catholiques fondaient sur Villemain, admirateur dans le privé du Moyen âge chrétien, et réputé libéral :

Lorsque vous paraîtrez un jour devant le redoutable tribunal de Dieu, ce n'est pas d'après les émotions solitaires de votre cabinet qu'il vous jugera, mais d'après vos actes, d'après les ruines faites par vos ordres et les âmes perdues par votre faute ¹.

1. Lettre de Montalembert à Villemain : Trélon, 3 août 1839. — A. L. R. — Dossier 521, pièce 53. — Copie gardée par Montalembert et partiellement publiée par Lecanuet, t. II, pp. 147-149. Les extraits que nous citons sont inédits sauf la dernière phrase.

Le lendemain 4 août 1839, encore sous l'empire de cette sainte colère, Montalembert écrivait à Lacordaire :

Et Villemain ? que dis-tu de son acharnement contre la liberté d'enseignement et tout ce qui touche à l'Église, lui qui ne m'abordait jamais sans s'extasier sur la grandeur du Moyen Age catholique, sur la beauté des écrits ascétiques de cette époque ! Quel siècle de charlatanisme et de macairisme que le nôtre ¹ !

Villemain répondit le 7 octobre, avouant que ce retard était volontaire, car il n'avait pas voulu prendre une plume irritée. « J'avais ouvert avec empressement, disait-il, la lettre d'un ami dont j'honore le caractère, dont j'admire le talent, dont je sais l'influence ; et j'avais trouvé des reproches fondés sur des faits les plus inexactement rapportés, ou même sur des faits imaginaires... » Suivait un démenti de ceux-ci et une digne protestation contre la facilité avec laquelle Montalembert interprétait « par de petits calculs d'ambition » ce que le ministre, « ni persécuteur ni intéressé », croirait « devoir faire en conscience pour la défense des intérêts qui (lui) sont confiés » ².

Le ton amical et modéré de Villemain obligea Montalembert à un assaut de courtoisie dans la forme de sa réplique. Il regrette de n'avoir pas grossi le nombre des accusations portées puisque des démentis leur sont opposés, qu'il lui est « très doux de recevoir ».

Mais, poursuit Montalembert, vos discours restent... Quel démenti pourrez-vous donner à ce langage méprisant qu'au début de votre ministère vous avez lancé à deux reprises contre le clergé de France, où vous réduisiez à des spéculations industrielles ses nobles efforts pour sauver les âmes de la jeunesse ?

Habilement, Montalembert suggère alors quel « souverain et glorieux démenti » Villemain pourrait donner : le dépôt d'une loi consacrant la liberté d'enseignement... et illustrant son auteur. Montalembert précise ce qu'il reproche et ce qu'il souhaite.

1. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 4 août 1839. A. L. R. — Dossier 418.

2. A. L. R. — Dossier 521, pièce 73. Un autre passage cité par Lecanuet, t. II, p. 149.

Vous me faites l'honneur de me dire que « je ne dois pas vous faire un tort de désirer que l'instruction laïque ne soit pas détruite et que les petits séminaires, destinés *par la religion et par la loi*, à préparer le renouvellement du sacerdoce, ne deviennent pas de simples pensions ». Malheureusement la religion et la loi parlent, en cette occurrence, un langage fort distinct : la religion n'a qu'un intérêt et qu'une règle en matière d'enseignement, c'est d'augmenter autant que possible le nombre des âmes qu'elle peut instruire et bénir ; la loi (si tant est qu'on puisse donner ce nom auguste à l'ensemble des mesures arbitraires qui ont constitué l'Université) s'efforce de limiter ce nombre par les précautions les plus humiliantes, et poursuit sans cesse de sa jalousie oppressive la religion, chassée de toutes les autres positions de l'enseignement, jusque dans ces asiles où elle s'est réfugiée avec la conscience et les dernières espérances des pères Catholiques. Je parle de ces pères qui veulent que leurs enfants soient, non pas prêtres, mais catholiques, et qui savent, *par expérience*, que c'est à peu près impossible dans l'Université. La loi qui viole ce droit sacré des pères, nulle en soi, parce qu'elle est contraire au fondement de toute société chrétienne, doit être abrogée ou profondément modifiée, en vertu d'une promesse de la Charte de 1830. Cette promesse on refuse de la tenir, et nous en réclamons l'exécution. Voici la vraie position de la question.

Il ne s'agit nullement de détruire l'Université ; et même, à ce que l'État se serve de notre argent à nous catholiques pour payer des professeurs comme MM. Lermnier, Letronne et autres dont tous les efforts tendent à avilir ou à dépopulariser la religion, nous nous résignons sans peine... Mais qu'il nous refuse le droit de dérober nos enfants à un enseignement... plus que suspect, voilà ce qui est une oppression révoltante... Que l'enseignement laïc soit maintenu, défendu, entretenu, encore une fois aucun catholique ne s'y oppose, mais que l'enseignement *catholique* (peu importe qu'il soit donné par des prêtres ou des laïcs), c'est-à-dire l'enseignement dirigé ou approuvé par l'Église, ne soit pas confisqué, voilà ce que réclament la liberté et l'intérêt social, dans un pays où la loi fondamentale déclare que la majorité des habitants est catholique.....

Étayant son plaidoyer par un exemple récent, Montalembert cite le cas du recteur récemment nommé à Cahors, un certain M. Larroque

qui dans un ouvrage revu et corrigé dans une seconde édition déclare (pages 296 et 297) que la doctrine de l'éternité des peines est *le dogme désespérant d'une religion mal comprise et que rien n'est plus véritablement impie*.

Comment, demande Montalembert à Villemain,

comment les parents catholiques du ressort académique de Cahors, habitués à entendre leurs curés insister tous les dimanches sur ce dogme comme sanction de leur foi et de leur mission et l'enseigner comme article de foi dans leur catéchisme, comment peuvent-ils avoir quelque confiance dans cet autre enseignement dont le chef déclare ce même dogme *désespérant et véritablement impie* ? S'ensuit-il que M. Larroque n'eût pas dû être investi de ces fonctions ? Nullement, s'il avait pour cela les titres nécessaires à vos yeux, parce qu'il est probable que la très grande majorité de ses subordonnés et beaucoup de chefs de famille de son ressort pensent comme lui : mais il s'ensuit, ce me semble, que les catholiques dudit ressort, et tous ceux de France, obligés de livrer leurs enfants aux mains d'un homme qui pense et écrit de cette façon, sont dans un état contre nature et contre raison. En un mot, ils sont opprimés et ils le seront jusqu'à ce qu'il plaise à l'Église de changer sa doctrine pour se mettre d'accord avec M. Larroque et même avec le Conseil royal ; ou jusqu'à ce qu'il leur soit permis d'avoir des établissements assez nombreux pour recevoir tous leurs enfants et assez libres pour qu'on y enseigne *en théorie et en pratique* toutes les lois de leur Église. Je ne pense pas qu'il se trouve personne en France qui ose affirmer que ces conditions sont remplies dans les collèges de l'Université.

Montalembert fatigue le ministre de si laborieuses « expostulations ». Il s'en excuse, mais il craint que celui-ci ne soit mal informé :

Combien vous comprendriez mieux et mes convictions et mes plaintes, si vous passiez la moitié de vos années en province, si vous pouviez voir comme toutes nos populations rurales tendent à s'assimiler aux faubourgs de Paris, grâce à cette demi-instruction combinée avec le mépris systématique de toute loi religieuse, qu'on puise dans les établissements supérieurs de l'Université ; grâce aussi à ces instituteurs laïques, issus des écoles normales primaires, qui apportent dans nos campagnes une science assez équivoque et un orgueil immense. Vous-même alors, j'en suis sûr, vous sentiriez la nécessité, non pas certes de confier exclusivement l'instruction publique au clergé, mais de ne pas mettre mille entraves à son activité, de laisser au bien la liberté dont jouit le mal ; et vous repousseriez avec frayeur la douloureuse responsabilité qui s'attache aux dépositaires d'un monopole dont la suppression serait, pour les âmes pieuses et inquiètes, un bienfait ineffable, et pour l'Université elle-même, la source d'une nouvelle et plus généreuse existence¹.

1. A. L. R. — Dossier 521, pièce 77. Copie de la lettre de Montalembert à Villemain : 21 octobre 1839. Cette lettre a été publiée en



3.

Montalembert joue franc jeu. Il avertit Villemain des desiderata des catholiques et souhaite qu'on y satisfasse. Il ne désire pas la lutte. Il ne la redoute pas non plus. Sa longue épître, lourde d'avenir, fut-elle méditée par le ministre ? Villemain fut entraîné dans la chute de Molé ; et Thiers, prenant le pouvoir le premier mars 1840, confia à Cousin l'Instruction publique.

Le nouveau grand maître, Montalembert l'ayant rencontré chez Thiers et ailleurs lui parlait assez librement. Les parlementaires ne se tiennent pas rigueur des passes d'armes oratoires. Montalembert note avec joie, le 28 avril, que Cousin lui a promis la liberté d'enseignement ¹ et le consigne dans sa *Chronique catholique* :

... Cousin a des projets vraiment salutaires et réparateurs à l'égard de la liberté d'enseignement. Il communique à M. Bautain et à moi le projet qu'il va présenter et qui abolira : 1^o l'obligation de faire fréquenter les classes des collèges par les élèves des autres institutions ; 2^o les certificats exigés pour l'examen du baccalauréat et qui rendaient inutiles les études faites aux petits séminaires ; 3^o la nécessité de l'autorisation universitaire pour les maisons à établir.

En contre-partie tous les établissements libres seront soumis à un régime commun : sévères examens pour qui voudra ouvrir une maison d'éducation et paiement de la taxe universitaire, dont les petits séminaires étaient exemptés. Cousin n'ignore pas que ces deux dispositions mécontentent les évêques ².

Ici et là, à Saint-Brieuc notamment, ceux-ci répugnaient à revendiquer la liberté d'enseignement ³. L'idée progressait cependant, et des pétitions étaient adressées dans ce sens à la

partie par Lecanuet (t. II, pp. 149-151) ; et pour le reste dans la *Revue Hebdomadaire*, 1910 (t. VII, pp. 424-429).

1. *Journal*.

2. *Chronique catholique* : 15 avril - 1^{er} mai 1840, *infra* p. 570, en bonne partie reproduite par Lecanuet, t. II, p. 151.

3. *Ibidem*.

Chambre des pairs. Trois furent discutées le 24 mai 1840. Cousin promit ce jour-là de déposer l'année suivante un projet de loi sur la liberté de l'enseignement secondaire. Montalembert s'empessa de souligner l'importance d'une semblable déclaration, et prit acte des paroles ministérielles

comme étant les plus positives et je crois pouvoir dire les plus généreuses qui aient été prononcées par le pouvoir sur cette question.

Il ajouta, prudent :

Dieu veuille qu'elles ne soient pas stériles comme tant d'autres que nous avons entendues sur la même matière... ¹.

Le ministre ne changerait-il pas d'idée ? Dirigerait-il l'Instruction publique assez longtemps pour l'appliquer ? Montalembert confiait ses doutes à l'abbé Delor, et revenait sur la nécessité d'interventions épiscopales, s'affligeant de l'« indifférence », de la « tiédeur » de nombreux évêques pour « cette question vitale » ².

Tandis que Montalembert voguait vers Constantinople, deux ecclésiastiques publièrent enfin des livres retentissants, l'abbé Rohrbacher, ancien rédacteur de l'*Avenir*, et l'évêque de Liège Mgr Van Bommel. Ce dernier, sous le voile transparent de l'anonymat, intitulait son ouvrage *Exposé des vrais principes sur l'instruction publique primaire et secondaire considérée dans ses rapports avec la religion*, et le premier *Le monopole universitaire dévoilé à la France libérale et à la France catholique ; les doctrines, les institutions de l'Église et le sacerdoce enfin justifiés devant l'opinion du pays* ³.

A son retour d'Orient Montalembert trouva en place le « ministère Guizot », et Villemain revenu à l'Instruction publique. Tiendrait-il la promesse de Cousin ? Nul doute, du moins sur un point : l'hiver 1841 ne passerait pas sans qu'une loi ne soit présentée sur l'enseignement secondaire. Des pairs et députés d'opinions diverses forment une réunion pour pré-

1. O. C., t. I, p. 223.

2. Lettre de Montalembert à l'abbé Delor : 2 juillet 1840. — *Revue de Paris*, 1^{er} juin 1902, p. 463.

3. Lavis, pp. 328 et 337. Sur l'influence de Mgr van Bommel, cf. Goyau : *Catholicisme et politique*, pp. 120 sq.

parer la discussion de la loi annoncée ¹. Ses antécédents politiques, sa liaison avec Villemain mettent Montalembert en vedette. Il se donne passionnément à

cette grande affaire où l'avenir de l'Église et de la société en France se trouve si gravement compromis ².

Le jeune pair entre en rapport avec Mgr Donnet, archevêque de Bordeaux, qu'il voit le 7 janvier. Loin de lui tenir rigueur de l'opposition mise par lui à sa promotion au siège de Paris ³, Mgr Donnet se montre disposé à collaborer avec les anciens mennaisiens. Montalembert correspond avec l'archevêque de Reims, Mgr Gousset, avec NN. SS. Doney, de Bonnechose, de Marguerie. Le 22 janvier ⁴, Montalembert réunit chez lui l'archevêque de Bordeaux, les évêques de Digne, Strasbourg, Agen, le provincial des jésuites et plusieurs députés amis. Ensemble ils posent les termes d'une « transaction » ⁵. Reste à obtenir l'assentiment de Mgr Affre. Malgré la froideur que lui a témoignée ce prélat, Montalembert se décide à le mettre au courant, car son concours serait décisif en faveur de la liberté d'enseignement. L'archevêque de Paris

se prononce sur cette question essentielle de la manière la plus formelle et la plus satisfaisante,

écrivant même à Montalembert le 20 janvier que, dans l'état actuel de la société sinon de façon absolue, il regarde la liberté d'enseignement « comme très avantageuse » ⁶ et rédige d'accord avec Montalembert une lettre à lui adressée ⁷, destinée à la publication. Théologiquement réservé, diplomatiquement élogieux pour l'Université, concédant la suppression

1. Grimaud : *Histoire de la liberté d'enseignement...*, p. 266. L'auteur cite page 260 le nom du marquis Barthélemy comme ayant le premier en 1839 rappelé publiquement la promesse de la Charte.

2. *Chronique catholique* : février 1841, *infra* p. 580.

3. Cf. *supra*, p. 427.

4. *Journal*.

5. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 11 mai 1841. A. L. R. — Dossier 418.

6. A. L. R. — Dossier 563. Cité par Lecanuët, t. II, p. 152.

7. A. L. R. — Dossier 563. Lettre du 19 février 1841.

des privilèges des petits séminaires, très net par ailleurs, le brouillon de cette lettre fut placé par Montalembert sous les yeux du ministre. Villemain critique ; son collègue accorde de légères retouches. La lettre paraît dans la presse, datée du 25 février 1841. Mgr Donnet en publie une du même ton, après avis de Mgr Affre et d'autres évêques.

La lettre de Mgr Affre figure dans les *Œuvres complètes* de Montalembert¹, qui signe ainsi l'aveu d'une sorte de paternité. Elle délimite d'abord la liberté d'enseignement, les seules restrictions admises étant celles que dicte « l'intérêt de la religion, des mœurs et de l'instruction », l'instinct paternel garantissant contre des abus. Elle prévient l'objection qui présente le monopole comme nécessaire à l'unité nationale : un enseignement basé sur la religion forme, mieux que les doctrines multiples professées dans les collèges, des amis de l'ordre public ébranlé. Elle réfute l'argument tiré de la qualité du corps universitaire : celui-ci ne saurait craindre l'épreuve de la liberté et exclut, de plus, des « instituteurs très capables de former la jeunesse à la vertu ». Elle insiste sur l'intérêt politique d'une législation libérale qui, par reconnaissance, attachera les catholiques, les pères de famille, sans exciter la jalousie comme un privilège. Elle indique les modalités des restrictions admises au début : la moralité des instituteurs sera certifiée par leur supérieur hiérarchique, leur juge naturel, par l'évêque dans l'espèce, car « il n'y a pas privilège, il y a équité. Il y a surtout garantie réelle au lieu d'une formalité humiliante ». Quant à la capacité professionnelle elle sera reconnue par un jury « composé de magistrats, de membres du conseil général, de membres de l'Université et de délégués de l'évêque ». Ce jury, pour réparer l'injustice commise envers les élèves des petits séminaires en les frappant d'incapacité, pourrait en même temps leur conférer les grades.

En conclusion, l'archevêque laisse entrevoir la cohésion de l'épiscopat : « Vous n'oublierez pas que je n'exprime qu'une opinion privée. Je pense que celle des évêques s'ils étaient consultés différerait peu de la mienne. J'ai pu m'en convaincre dans les rapports que j'ai eus avec plusieurs d'entre eux ».

1. O. C., t. I, pp. 268-271.



4.

Le grand maître cédera-t-il sous cette pression ? Villemain rompt au contraire les négociations en présentant un projet de loi dont il n'avait soufflé mot à Montalembert. L'offensive brise l'harmonie de l'armée catholique, mais déclenche la plus vigoureuse des contre-attaques. Le projet exigeait que les citoyens désireux d'ouvrir une école remplissent des conditions assez difficiles de grade, qu'ils se fissent délivrer d'humiliants certificats de capacité et moralité. Les petits séminaires étaient assujettis à ces règles. Unanime, l'épiscopat condamne le projet, mais tandis que de rares évêques, NN. SS. de Mazenod et de Marguerie en particulier, se placent sur le terrain du droit commun et de la liberté d'enseignement, la plupart suivent Clausel de Montals et fondent leurs protestations sur le droit de l'Église à former librement ses clercs. Défendre les privilèges des petits séminaires semble à Montalembert une maladresse désastreuse. En effet, le public ne saisira pas l'intérêt de cet enjeu trop particulier. Aux évêques ainsi abandonnés par l'opinion, l'Université concédera ces privilèges. Pris au « piège », ils laisseront tous les autres enfants à l'État... Montalembert, en remuant ces pensées, s'attriste profondément des conséquences incalculables de cette intempestive « levée de boucliers »... Laïciser intégralement l'enseignement, n'est-ce point tarir le recrutement des petits séminaires ¹ ?

Villemain, inquiet du tollé des évêques et non soutenu par Guizot, retire son projet. Montalembert, quelques semaines plus tard, rasséréné, livre au dominicain son jugement sur l'affaire.

Je suis charmé de voir les évêques commencer enfin à parler, à s'entendre et à se faire entendre au pays, à sortir de cette torpeur et de cet isolement où ils semblaient s'endormir. Mais d'un autre côté je crois qu'ils ont choisi un terrain mauvais et étroit pour leurs évolutions.

1. *Chronique catholique* : 23 février 1841, *infra* p. 582.

L'éducation de la jeunesse française est « plus précieuse encore » que les petits séminaires, et c'est tomber dans le « piège » que de sacrifier la première, c'est avaliser l'effet universitaire décrétant le clergé « bon pour former le sacerdoce et non pour former le peuple français ». Immanquablement le gouvernement maintiendra le *statu quo* pour les petits séminaires, c'est-à-dire le régime des ordonnances de 1828,

un peu lâché par les tempéramens de l'habitude et du présent, mais qu'il sera facile de serrer roide au premier changement d'influence dans le parti qui sera aux affaires.

Moyennant cette trompeuse faveur on exclura le plus possible le clergé de l'éducation laïque. Cette fausse manœuvre de l'épiscopat, Montalembert l'attribue en partie aux rivalités.

Évidemment, dit-il,... l'évêque de Chartres (lequel précisément n'a *point* de petit séminaire et fait élever ses jeunes prêtres par l'Université), l'archevêque de Tours et autres prélats de la Restauration ont eu à cœur de donner un soufflet bien conditionné à leurs confrères de Paris, de Bordeaux et autres, qui, plus bienveillans envers le gouvernement de Juillet et nommés par lui, avaient donné la main à la transaction que tu connais ¹.

Prévoyant que la question de la liberté d'enseignement sera discutée à la session suivante (hiver 1841-1842), Montalembert se prépare à la lutte. Il estime deux obstacles « presque insurmontables » : « le manque d'union et de direction chez l'épiscopat » descendu en lice péniblement, tardivement ;

la répulsion violente de la majorité des députés et en général du *pays légal* pour toute liberté qui doit profiter au catholicisme.

Il faudra se

contenter de peu au moins pour commencer, ce qui n'empêche pas du tout de *réclamer* beaucoup ² ...

1. Lettre de Montalembert à Lacordaire : 20 avril 1841. — A. L. R. — Dossier 418.

2. Lettre de Montalembert à l'abbé Delor : 24 novembre 1841. — *Revue de Paris* : 1^{er} juin 1902, p. 465.

1842. L'année s'ouvre par une attaque de Montalembert, dès la discussion de l'adresse. A propos de politique générale, le 11 janvier, il s'étonne

de voir un ministre de l'Instruction publique défendre avec acharnement le monopole de l'Université contre l'intervention féconde et bienfaisante de la religion dans l'éducation, alors peut-être qu'il n'y a pas de question plus vitale et plus importante à examiner que celle de savoir si l'Université qui est, depuis près de quarante ans, exclusivement investie du soin de former l'intelligence des jeunes Français, si cette Université n'a point été (sinon)... la cause unique mais l'une des causes qui ont contribué à former dans le pays les dispositions au désordre et à l'absence de ce respect que nous déplorons ¹.

En vain des protestations ont interrompu l'orateur. Le 1^{er} mars, Villemain ayant simplement rappelé les décrets impériaux de 1808 et 1811, en réponse à une pétition d'un prêtre de Toulouse qui n'avait pas reçu l'autorisation d'ouvrir une école secondaire, Montalembert prend la parole. Puisque le ministre n'a pas annoncé la prochaine discussion de la loi si attendue, le jeune pair appelle « de nouveau l'attention de la Chambre et celle du public sur de si graves intérêts ». Lui aussi se réfère au décret du 17 mars 1808, qui porte en son article 38 : « Toutes les écoles de l'Université impériale prendront pour base de leur enseignement : 1^o les principes de la religion catholique... » Montalembert pose

à l'Université cette alternative : obéissez à l'article 38 de votre décret constitutif... ou bien... donnez-nous la liberté promise par la Charte qui nous permettra, à nous catholiques,

d'obéir à l'empereur... Or jamais l'Université, même sous la conduite de Mgr Frayssinous, n'a pu être animée d'un esprit religieux. Récemment encore l'épiscopat a dû protester contre l'irréligion de cette Université. Donc accordez la liberté. Elle stimulera par la concurrence l'Université, sans ruiner celle-ci comme le prouvent les résultats de la loi sur l'enseignement primaire. Montalembert remarque encore, toujours en parallèle avec la lettre de Mgr Affre, l'intérêt majeur pour

1. O. C., t. I, pp. 306-307. — Cf. Grimaud, *op. cit.*, pp. 281-282. — Lecanuet, t. II, p. 154.

le pays de ne pas priver la jeunesse d'une formation éprouvée, de ne pas livrer exclusivement cette mission sacrée aux variations politiques, aux gouvernements éphémères... Limiter le monopole, exécuter les promesses de la Charte, tel est mon vœu, conclut l'orateur ;

je persévérerai dans cette tâche jusqu'au bout au risque de fatiguer l'indulgence dont cette Chambre m'a donné tant de preuves¹...

Plus habile que limpide, Villemain réplique en obscurcissant à plaisir les arguments de son adversaire, particulièrement sur l'enseignement primaire, afin d'en démontrer la faiblesse et de justifier sa loi manquée. Puis il assure que le progrès des croyances, de la moralité, dans la société contemporaine, est réel et imputable en partie à l'Instruction publique. Il n'en veut pour preuve que les opinions de Montalembert lui-même, formé par l'Université. Enfin, au monopole d'État il oppose le monopole souhaité par l'Église. L'influence désirable du clergé, dit-il en terminant, « doit se produire par le droit commun ».

« C'est précisément le droit commun que nous réclamons », s'écrie Montalembert. Nous avons blâmé le dernier projet de loi parce que, loin d'être équitable comme le texte appliqué à l'enseignement primaire, il constituait l'Université, concurrente du clergé pour l'enseignement secondaire, juge des capacités de ce clergé ! Puis Montalembert relève l'assertion du ministre que la société s'améliore, et grâce à l'Université.

Villemain garde le dernier mot, en répétant que l'honorable préopinant dément par son propre exemple le blâme jeté sur l'éducation qui l'a formé.....

Les avantages remportés dans un tel duel oratoire ne décident nullement du sort de la guerre. Du ministre, usant systématiquement de moyens dilatoires, ou de ses adversaires, qui se laisserait le plus vite ?

Les catholiques, cette fois, avaient du mordant. L'enseignement, subversif à leurs yeux, professé par des membres éminents du corps universitaire, les mécontentait de plus en plus et l'obligation, par le fait du monopole, de confier leurs

1. O. C., t. I, pp. 317-322.

enfants à des maîtres si dangereux. Le 31 mars 1842, l'*Univers* déclenchait la campagne contre l'Université, par une très longue « Lettre à M. Villemain, ministre de l'Instruction publique sur l'enseignement contenu dans les ouvrages d'un ex-Grand Maître, d'un recteur et de quinze professeurs de l'Université », datée du 29 et signée : *les rédacteurs de l'UNIVERS*. Après avoir rendu hommage aux intentions du ministre et à son respect de la religion, les signataires lui dénoncent le « complot », trahi par l'accord d'adversaires tels que le *Journal des Débats* et le *National*, et formé pour lui faire croire que les catholiques sont de mauvaise foi quand ils critiquent « l'irréprochable » enseignement universitaire. A titre de chrétiens, pères de famille et défenseurs des intérêts catholiques, les rédacteurs de l'*Univers* démasquent ces hypocrites, ces menteurs, et se déclarent publiquement attaqués dans leurs croyances par dix-huit éminents professeurs de l'Université, parmi lesquels Cousin, Jouffroy, Nisard, J. Simon, Michelet, Lerminier, Edgar Quinet, J.-J. Ampère. Suit l'analyse détaillée des erreurs formulées par ces auteurs (« Comment les dogmes finissent », etc., etc...). Les rédacteurs concluent à la nécessité d'une réforme de l'enseignement, faute de laquelle les « systèmes insensés » conduisent la société à l'anarchie, réforme « que le monopole, même entre les mains les plus intelligentes et les mieux intentionnées, est impuissant à exécuter » et qu'eux, citoyens soumis au pouvoir et respectueux des lois, veulent « réaliser par la liberté ». Sous diverses formes les évêques protestaient et, le premier mai, à l'occasion de la fête du roi, Mgr Affre interpréta leurs sentiments en formant le vœu que fût exécutée la promesse de la Charte.

A la Chambre des députés, interpellé pendant la discussion du budget de son département, en faveur de la liberté d'enseignement, Villemain évoqua derechef l'ombre du monopole clérical ¹. Le 6 juin 1842, sur le même chapitre du budget, on ouvrit le débat devant les pairs. Le marquis Barthélemy interrogea le ministre, qui se déroba, ne prit aucun engagement de déposer une loi, et défendit une fois de plus ses subordonnés. Montalembert remonta à la tribune.

1. Grimaud : *Histoire de la liberté d'enseignement...*, p. 285.

De nombreux Français se défient, dit-il, de l'enseignement universitaire. C'est un fait. Cette défiance est motivée par une réalité, l'indifférence religieuse, à laquelle les meilleures intentions des ministres successifs ne peuvent rien. Une heure de cours d'un aumônier ne forme pas religieusement un enfant dès lors que le christianisme, dit Montalembert citant le protestant de Gasparin, ne « pénètre pas toutes les branches de l'enseignement, n'y exerce pas cette domination absolue à laquelle il a droit, et en dehors de laquelle il n'est pas d'éducation vraiment bonne ». Bien des Français n'admettraient d'ailleurs pas qu'on impose une telle éducation dans un collège d'État, c'est pourquoi les autres réclament la liberté d'enseignement. En critiquant l'état de choses, les catholiques ne prétendent nullement interdire tout contrôle à l'État, ni exiger que l'Église se substitue totalement à lui. Ils veulent l'éducation religieuse. La liberté d'enseignement n'est donc qu'un masque ? Non, elle est le droit à cette éducation religieuse, droit trois fois reconnu par la Charte dont l'article 6 qualifie le catholicisme de « religion de la majorité », l'article 5 garantit la liberté religieuse et l'article 69 promet solennellement la liberté d'enseignement elle-même.

Si le gouvernement l'avait voulu... cette existence collatérale des deux enseignements (universitaire et religieux) se serait réalisée et régularisée.

Loin de là, à l'exemple des anticléricaux, des républicains, les chefs de l'Instruction publique et particulièrement le ministre actuel ont aggravé la situation par des manifestations hostiles émises officiellement.

Montalembert reprend alors trois réponses de Villemain données tout récemment aux députés.

Nous sommes libres d'avoir des précepteurs ! ... N'y aurait-il donc dans la pensée du ministre de liberté possible que pour les gens riches ?

Et où former ces précepteurs ?

L'instruction primaire étant libre, cela suffit ?

Les catholiques ont le droit de faire enseigner à leurs enfants autre chose que l'alphabet.

La liberté favorise la spéculation ? A qui s'adresse cette accusation ? Aux parlementaires, aux journalistes qui défendent la liberté d'enseignement ? Non sans doute. Au clergé ? Quelle injustice envers le corps le plus désintéressé ! La spéculation se trouve au contraire au sein de l'Université, dans ces pensions que favorise le monopole.

Après avoir touché à d'autres points, Montalembert termine, ironique,

en remerciant M. le ministre de l'instruction publique des progrès qu'il a fait faire à cette question... Avant son avènement au pouvoir on avait pu croire à une transaction... j'y ai travaillé pour ma part : je n'y ai (*sic*) jamais eu une très grande confiance ; mais enfin elle pouvait être utile et désirable. Elle n'a pas eu lieu et je m'en félicite ; car le ministre actuel, par l'âpreté de ses procédés... a rendu plus manifeste... l'importance vitale, la nécessité urgente de la liberté d'enseignement pour la paix et l'avenir des familles.

C'est grâce à lui que les discussions parlementaires sur cet objet ont cessé d'être individuelles, grâce à lui que cinquante-six évêques sont descendus dans l'arène... Montalembert en appelle aux électeurs qui iront incessamment aux urnes, et jugeront les candidats « prétendus conservateurs » qui par égoïsme et orgueil se refusent à appliquer à la société le « principal remède, si remède il y a », à ses maux : « l'éducation religieuse de l'avenir » ¹.

Voilà donc Montalembert engagé à fond dans la lutte. La confusion des coups portés ou rendus ne l'empêche nullement de se tenir sur le plan politique du droit commun, comme O'Connell et les catholiques belges. Le 29 juillet 1842, il se rend à Liège et rencontre Mgr Van Bommel ² qui décidera

1. O. C., t. I, pp. 346-360, péroraison citée par Lavissee, p. 335 ; un passage du début par Lecanuët, t. II, p. 155.

2. Les relations de Montalembert et de l'évêque belge remontaient à quelque temps. Le 8 avril 1840, M. de Mérode écrivait à Montalembert : « Je viens de passer deux jours à Liège chez l'évêque qui est un homme très instruit, très capable, actif et zélé. Je vous engage à lire attentivement sa brochure sur l'enseignement moral et religieux. Elle

Mgr Parisis à suivre la même ligne. Une puissante offensive est préparée. Elle sera développée selon la méthode de l'*Avenir*. Anathématiser l'Université durcit en elle l'esprit de corps, réveille l'anticléricalisme, — on en pâtira bientôt. Avertir confidentiellement Louis-Philippe, comme le fait Mgr Affre, s'avère radicalement inefficace. Montalembert portera l'attaque sur le terrain des libertés publiques et réussira à entraîner à sa suite toute l'armée catholique en une nouvelle Ligue.

renferme la logique la plus pressante groupant avec un excellent ensemble certaines choses déjà dites et donnant aux légitimistes français de bonnes et neuves réflexions dans la bouche d'un évêque sur la manière dont la Restauration a traité l'enseignement public. La troisième partie sera incessamment publiée et certes le travail mériterait qu'on en parlât beaucoup dans l'*Univers*. Je ne connais pas d'écrit plus propre à être mis dans les mains de tout le monde car les libéraux raisonnables ne peuvent qu'en être utilement frappés... On ne saurait trop le répandre... pour arriver enfin à la liberté d'enseignement ».

CONCLUSION GÉNÉRALE

Romantisme politique et christianisme militant de Montalembert

1. Première source de sa pensée politique : le catholicisme ; 2. Secondes sources : libéralisme et romantisme ; 3. Caractère de chevalier et destinée de croisade.
-

Le siècle de Louis-Philippe est pauvre en théoriciens comme en praticiens du système politique. L'inexpérience des hommes de la Restauration et de la Monarchie de Juillet à l'égard du régime représentatif, la confusion de leurs vues sont frappantes. Les conséquences, impitoyablement mises en lumière, nous inclineraient à la sévérité, même si chacun d'eux participe aux erreurs de tous.

Pour rendre justice à Montalembert, comme Cuvillier-Fleury qui reconnut en lui « un esprit souvent flottant sur un caractère toujours solide »¹, il convient d'examiner les sources de sa pensée, puis de définir ce « caractère » et de considérer son destin.

★ ★

I.

Son imagination violente parfois la complexité du réel pour l'inclure dans la rigidité d'une théorie. Son intelligence est cependant si éloignée de philosopher, qu'à un commentateur de la *thèse* et de l'*hypothèse* il objectera candidement, au temps du *Syllabus* : « Ne croyez-vous pas que les théologiens se trompent dans leurs distinctions subtiles² ? » En politique

1. Discours à l'Académie française, p. 64.

2. Cité par de Haulleville, *Correspondant*, t. 101, p. 1047 (Année 1875).

comme en métaphysique Montalembert se défend de penser aucun système. Il n'en éprouve nul besoin et s'est jeté tout jeune dans la mêlée. Comment dès lors bâtir des conclusions sur ses idées ? « Dieu et liberté » constituent néanmoins les deux fondements de sa conception de la cité.

Du catholicisme romain, en effet, Montalembert professe hautement les dogmes et respecte les obligations ; sa soumission après l'*Avenir* en témoigne. S'attachant ainsi à l'éternel, s'amarrant à l'unité, il brave les contingences et les dualités où son romantisme l'égare, il assure une assise inébranlable à ses idées politiques. La terre est ordonnée en vue du ciel. La cité est aménagée dans l'unique but du bien commun. La famille et la patrie, la propriété, protègent la personne humaine et ses droits, requièrent en échange des devoirs. Tout cela Montalembert l'admet sans le formuler toujours, ne l'oublions pas. Il compte aussi sur l'équilibre catholique entre autorité et liberté, l'une étant bornée par les droits de l'autre. Il met pourtant l'accent très appuyé sur liberté dans la mesure assez large où l'Église laisse flotter ces droits. La liberté greffée par la religion régénérera le monde.

Puisque, posés les principes, l'Église laisse le choix de la forme de gouvernement, Montalembert opte pour la monarchie constitutionnelle, sans attachement particulier aux Bourbons ou aux Orléans, et ne voit point de salut hors d'une aristocratie héréditaire.

Assez indifférente à cette forme, l'Église ne l'est nullement aux devoirs du gouvernement à l'égard de la société dont il assurera le bien-être matériel et moral. Parce qu'il a publiquement traduit les préoccupations de l'Église en la matière, Montalembert a mérité le nom de « précurseur du catholicisme social » que lui a décerné G. Goyau ¹. Parlant pour la libération des esclaves, contre le travail des enfants, il prélu de à son mémorable rapport de 1850 sur le dimanche, en un temps où l'épiscopat ne se préoccupe guère de l'exploitation dont sont victimes les ouvriers. Il répète d'autre part, en

1. G. Goyau : *Montalembert précurseur du catholicisme social*, dans la *Revue Montalembert*, 25 décembre 1910, reproduit dans *Autour du catholicisme social*, 5^e série.

mainte occasion, que la corporation serait pour ceux-ci la protectrice nécessaire ¹. Admirant la révolte lyonnaise de 1831, il avait déjà constaté « l'alliance indissoluble de la religion avec les intérêts du peuple » ² qui préoccupaient les jeunes gens réunis chez lui en 1833, en ces soirées où il recevait Ozanam, voire Considérant, l'oracle du fouriérisme ³. Au déclin de sa vie il correspondra avec Le Play.

La misère des classes pauvres l'émeut, et son affiliation à la Société de Saint-Vincent-de-Paul multiplie pour lui les occasions de remédier à cette souffrance ⁴. Il aime le peuple, le peuple d'Irlande et de Bretagne, du Moyen âge et de Franche-Comté. Il reproche à « tous les écrivains prétendus philosophiques » de le mépriser, tel Voltaire qui, pour flatter Catherine, le peint « toujours imbécille et frivole » ⁵.

Conclure de là que Montalembert, soit en fréquentant les pauvres avec l'assiduité d'un Ozanam, soit en réfléchissant au problème du paupérisme comme un Villeneuve-Bargemont, aurait devancé l'enseignement de Léon XIII en l'Encyclique *Rerum novarum*, serait exagéré, même si l'on ne fait état que des documents antérieurs à la révolution de 1848. Très tendres, les romantiques s'apitoient sur « les Misérables » ⁶ ; très chrétiens, les apôtres de l'*Avenir*, après Ballanche, après le *Mémorial catholique*, revendiquent, pour l'ouvrier ravalé au rôle de bête, la dignité humaine ; et Montalembert parmi eux. Ils'en tient là, parce que la politique libérale le préoccupe bien plus que la question sociale, le « pays légal » bien plus que les masses, et cela caractérise sa génération ⁷.

La nôtre se plaît à considérer l'aspect social du catholi-

1. Troisième lettre sur l'aristocratie, *infra* p. 535.

2. O. C., t. IV, p. 233 ; cf. *supra* p. 197.

3. Cf. Dourlens, p. 63, citant une lettre d'Ozanam sur ces réunions de 1833 ; voir aussi *supra* p. 192.

4. *Journal* passim, notamment : 12 avril 1830 (visite à la maison de refuge et de travail pour l'extinction de la mendicité) ; 13 juin 1836 ; 26 novembre 1837 ; 1^{er} février 1838 ; 3 octobre 1838, etc....

5. A. L. R. — Dossier 117.

6. Cf. Skerlitch : *L'opinion publique en France d'après la poésie politique et sociale de 1830 à 1848*, pp. 228-229.

7. Cf. Lecanuet, t. I, p. 182 ; Weill : *Histoire du catholicisme libéral...*, p. 70, et Goyau « la doctrine menaisienne et le catholicisme social » dans *Autour du catholicisme social* (2^e série), pp. 13 sq.

cisme. Mais d'un point de vue plus haut il suffit à Montalembert de regarder la religion comme le fondement de la cité.

Cela oriente sa conception des rapports entre l'Église et l'État. Avec Bonald ¹ et bien d'autres il estime qu'en théorie le pouvoir politique et le pouvoir religieux doivent se prêter un mutuel concours, tout en restant indépendants l'un de l'autre. Il ne précise, là non plus, aucune notion et même l'idée de cette collaboration est sous-entendue. Il insiste au contraire ² sur la nécessité pratique de désolidariser l'Église de l'État. *L'Avenir* prônait la séparation. En fait, écrit Montalembert, 1830 l'a consacrée, au moins partiellement, en renversant le trône tandis que l'autel s'affermissait. L'Église ne renouera pas ces liens. En effet, l'opinion gouverne, c'est donc avec elle que l'Église comptera et sur elle, non pas sur l'État français. Celui-ci, représenté par des rationalistes gallicans, est en tout cas impuissant devant l'opinion qui, au contraire, évolue favorablement. Depuis 1830 on constate un renouveau religieux qui, chez les jeunes libéraux, est précisément dû à ce fait que le prêtre n'est plus un fonctionnaire public (la dotation si insuffisante du clergé compensant, selon le vote de 1790, la confiscation des biens d'Église). L'État propose les candidats à l'épiscopat ; c'est un pis aller. Rome prendra une attitude qui empêche le gouvernement d'oser certaines présentations. Bref, l'État laissera seulement la liberté à l'Église. La défense de l'Église, tel est l'angle sous lequel Montalembert examine le problème. L'affaiblissement de la religion au cours du XVIII^e siècle, et l'omnipotence croissante de l'État, monarchique ou démocratique, cachent sans doute aux yeux de l'auteur tout l'intérêt qu'il y aurait à préciser les droits de l'État.

★ ★

2.

« Dieu et liberté », ces deux concepts sont liés si indissolu-

1. Bonald : *Œuvres complètes*, édition Clère et C^{ie}, t. XVI, p. 21, au sujet des... *progrès...* de Lamennais.

2. D'après un manuscrit intitulé *Bases d'un mémoire à consulter sur la position du gouvernement vis-à-vis de l'Église et du Saint-Siège*. A. L. R. — Dossier 127. — Utilisé par Lecanuet, t. II, p. 312.

blement dans la pensée de Montalembert qu'il faut la sonder assez pour rencontrer leur point de connexion. On le devine dans la notion chrétienne de liberté. Cette liberté, préexistante à l'individu de Rousseau et imposant le « contrat social », n'est-elle pas, selon le dogme catholique, un attribut naturel de l'homme, dans certaines limites ? Le respect de l'individu est loi chrétienne, ou plutôt le respect de la personne, en tant que créature qu'on doit habiliter à rendre ses devoirs au créateur. Cette distinction entre personne et individu importe assez peu, au demeurant, à Montalembert. Mais, comme Chateaubriand encore, considérant l'incidence du « Génie du Christianisme » sur nos destinées temporelles, il exalte la conscience individuelle protégée par l'Église.

Entre parenthèses, on remarquera qu'en s'autorisant implicitement de cet air de parenté qui existe entre l'Évangile et le code des libertés modernes, Montalembert n'établit pas la filiation, qui n'est guère plus discutable, entre l'égalité sociale dont il a horreur et l'égalité des âmes toutes rachetées par le sang du Christ. La passion libérale le détourne de telles méditations.

Montalembert appartient à une génération d'intellectuels qui avaient « le culte de la liberté pour elle-même et l'écrivaient avec une majuscule »¹. Doctrinaires à la de Broglie, philosophes à la Tocqueville, ou romantiques, tous sacrifient à la liberté, jugent de l'excellence d'un gouvernement d'après la liberté dont jouissent les gouvernés. « Il n'y a qu'une constitution réelle pour tout État : liberté, n'importe le mode » écrit Chateaubriand au début de l'introduction aux *Études historiques*.

Selon Lamennais, le bonheur de tous dans l'union et la paix s'obtient en accordant à chacun le plus de liberté possible². Avec eux, Montalembert pose en postulat que, dans un climat libéral, les initiatives privées, individuelles ou collectives, s'épanouissent au mieux. Le pouvoir favorisera seulement cette poussée de sève, en intervenant peu. Ils réduisent

1. D'Haussonville : *Souvenirs*, R. D. M., 1^{er} octobre 1923.

2. Poisson : *Le romantisme social de Lamennais*, p. 404 ; cf. Tocqueville : *Nouvelle correspondance inédite*, p. 487, tout un passage sur la liberté que Montalembert souligne dans son exemplaire de l'ouvrage.

le pouvoir à un rôle de frein, de préservatif, rôle négatif en un mot. Le positif, le vivant est affaire des citoyens. Jamais ces libéraux n'écrivent le mot autorité. Cousin, par exemple, le voile sous le mot ordre. Le pouvoir, c'est le gendarme. Un gendarme conduit-il un pays ? Où est alors la souveraineté ? Montalembert ne se pose pas la question.

La liberté, il faut bien, hélas ! l'organiser. On substituera avec Rousseau la notion de société à celle de pouvoir. On suivra vaguement Montesquieu, et la Charte réalisera son équilibre constitutionnel. Les libéraux ne voient pas qu'en privant le pouvoir d'initiative, qu'en neutralisant des forces l'une par l'autre, en freinant les effets des causes qu'ils ont mises en mouvement, ils risquent au moins d'aboutir à la médiocrité.

Montalembert constate — et constatera de plus en plus — qu'en France les mœurs et les idées de la plupart ne favorisent pas les institutions à l'anglaise, que ce régime politique ne s'enracine pas dans le terrain social français. Il s'en afflige mais ne désespère pas encore de transformer les Français. Il déplore leur passion du nivellement, leur vicieuse équation entre les termes *inégalité* et *injustice*. Il ne pressent pas à quel degré cela faussera l'application des principes libéraux. Plus forte que tout, sa foi en la liberté l'entraîne, et il réserve sa méfiance pour l'autorité qu'il identifie avec l'absolutisme. Quelle définition apporte-t-il de la liberté ? Il réclame des libertés précises, il vante les libertés du Moyen âge, il idolâtre la Liberté et les promesses qu'elle offre au monde. Loin de lui d'autres précisions. Il ne distingue point entre le droit souverain à la liberté proclamé en 1789 et ces libertés qui impliquent en contre-partie des devoirs et des disciplines. Il a le sentiment de la liberté et non sa théorie, comme Benjamin Constant le disait de Rousseau.

Impossibilité de définir une doctrine, difficulté de suivre un phénomène mouvant, de décrire l'instabilité, le malaise du sujet, nous voilà donc en plein romantisme. « La France est pour le moment dans le genre sentimental bien plus que dans le genre rationnel »¹, mot fameux, trop superficiel : une géné-

1. Cité par Guizot : *Mémoires*, t. II, p. 285.

ration est atteinte du « mal du siècle ». Née en pleine révolution, elle est entraînée à la dérive. Cette révolution est double : révolution politique, déchaînée en 1789, poursuivant son cours avec une logique plus forte que les barrages, et révolution économique : le prodigieux essor industriel. Ces bouleversements engendrent chez le jeune romantique de 1830 une excitation et une dépression d'autant plus grandes qu'il se heurte au scepticisme lassé des survivants de la Convention et de l'Empire, au matérialisme conquérant de la société bourgeoise. Il n'a ni assez de vigueur intellectuelle, ni surtout assez de réalisme pour les vaincre et satisfaire les aspirations qui le tourmentent ¹.

Se sentant emporté, Montalembert croit comme Chateaubriand, comme Lamennais, comme Saint-Simon, à l'évolution fatale de l'humanité. Il parlait déjà, en 1830, dans la *Revue des Deux Mondes*, des « révolutions inévitables des événements », formule où l'on discernera mieux qu'un truisme et comme un rappel de l'« historicisme » de Herder. L'image chère à René, il l'a sans cesse sous les yeux : un fleuve ne remonte pas vers sa source. Cette évolution, Montalembert ne la nomme pas, ou ne la nomme plus, progrès. Car, au temps de l'*Avenir*, il participait de l'enthousiasme de M. Féli et de ses amis.

L'humanité sortait de l'enfance et entraît dans l'âge d'amour. Plus de ces contraintes sociales qui avaient été utiles. Civilisés, les peuples libres allaient s'aimer. Invincible, l'optimisme de Lamennais refusera de croire insurmontables les obstacles dressés sous les pas de la liberté. Montalembert, quant à lui, ne brûle plus des effervescences du combat ; meurtri par la défaite, il est repris par sa mélancolie naturelle. Pessimiste, il se prend à douter de la liberté, de son avenir au moins, quand il pressent que la médiocrité bourgeoise fraye la voie au despotisme démocratique. Il tient l'évolution pour irrésistible, le courant libéral pour impossible à remonter, mais après avoir espéré — pour parler romantique — qu'il déposerait l'humanité aux plages du bonheur, il entrevoit

1. Cf. les historiens du romantisme : Moreau, Calvet, de Reynold en son chap. IV de *L'Europe tragique* (Paris, Spes, 1935), etc...

avec angoisse qu'il la lance sur les brisants de l'anarchie et de la tyrannie.

Les rêves d'avenir sont alors chassés par les songes du passé. L'historien de sainte Élisabeth et de saint Bernard se réfugie, émigre, dans l'Europe de chrétienté. Puis, revenant au présent, il l'anime de l'esprit médiéval, le noue matériellement au passé par l'acquisition de la Roche-en-Brenil, pour enraciner sa souche, lui le déraciné. S'attache-t-il dans son désarroi à la terre de ses pères, *patria*, la patrie ? Oui. Mais la France des romantiques est-elle pleinement française ? De plus, si évolué soit-il, Montalembert est de sang anglais, de sang émigré, et l'hérédité aggrave cette autre forme du malaise contemporain. Le sentiment national, naissant dans le monde moderne, pousse étioilé dans ce fils du siècle.

Certes, comme son frère, il se fût glorieusement battu en Afrique sous le dolman des chasseurs ; certes, à la Chambre haute, il a fait tout son devoir civique. Nul ne fut plus incapable de trahir que ce preux, nul ne défendit plus âprement l'honneur de la France. Nous entendons qu'il ne « sentait » pas français à la manière moderne, selon le mode intellectuel et sentimental développé en Europe par l'unification de la France, de l'Allemagne, de l'Italie. On ne sait quelle internationale aristocratique lui agréerait assez, si ce néologisme n'était un contresens appliqué à une forme sociale vétuste : la féodalité. Mérode, par exemple, est terre allemande et la branche belge de cette maison serait aussi bien devenue française (comme il adviendra de Werner, beau-frère de Montalembert).

Montalembert s'indignait qu'on l'accusât de plaider en Belge pour la Belgique, ou de proposer en Anglais l'exemple de l'Angleterre. Ces critiques, partiellement justes, étaient fondées sur la conception simpliste du nationalisme qui s'éveillait et ne tenaient pas assez compte du romantisme de tels plaidoyers.

Ajoutons que le catholicisme de Montalembert ne l'orientait pas dans un autre sens. Ultramontain, féroce-ment anti-gallican, Montalembert insistait sur l'universalité du catholicisme. La fraternité évangélique le poussait plus à soutenir les catholiques d'Irlande, de Pologne ou de Prusse qu'à res-

serrer l'unité française ; plus à regretter la chrétienté médiévale qu'à servir l'œuvre nationale des fils de saint Louis. Dans sa religion même sont marquées les traces du mal romantique.

Toute la politique de Montalembert est ainsi gâtée, si l'on entend par politique la science appliquée de la cité temporelle. Pour lui c'est un art moral, et sa génération d'artistes, dressés contre les règles, ne subordonne pas les goûts d'indépendance au sens de l'ordre ¹. Il ne cherche pas à se masquer de syllogismes rigoureux comme Lamennais. Homère ne répond-il pas divinement à Platon : « vous me demandez quelles institutions, quelles lois, quelles doctrines j'ai données aux villes. Aucune aux nations, mais une éternelle au monde » ². Art moral. De toute son âme, qui pâtit injustement d'être décomposée par le prisme rationnel, Montalembert sert le culte du Beau et du Bien. Il unit ainsi dans son cœur le passé traditionnel et la jeune liberté, l'honneur, l'héroïsme, et la sainteté, fleur du catholicisme.



3.

On découvre ici la qualité de ce cœur de grand passionné, inspiré par le sentiment de la grandeur essentielle de l'âme ³. Sans doute, indignation et admiration jaillissent en lui, sans qu'il les apaise jamais ou les domine de cette sérénité si « utile pour voir clair au milieu de l'orage » ⁴. On le lui rend d'ailleurs, et M^{me} Swetchine l'assurait, dès 1833, que l'« indifférence ne trouverait pas la plus petite place » entre la foule des « ennemis irréconciliables » et celle des « affections véritables » qu'il avait suscités ⁵. Sous l'impulsion de ces deux passions il n'os-

1. André Vincent : *Les idées politiques de Chateaubriand*, pp. 11 sq. et 152.

2. *Stello*, p. 241.

3. Mrs. Oliver Ward Campbell définit par ces mots l'essence du Romantisme (*Shelley and the Unromantics*) et l'abbé Bremond, la citant dans *Prière et poésie* (p. 136 de la 5^e édition), adopte la définition avec autant d'arbitraire que d'enthousiasme.

4. De Meaux : *Montalembert*, pp. 185 et 253.

5. *Lettres de M^{me} Swetchine*, t. III, p. 16.

cille cependant pas follement, malgré des écarts de fantaisie ou de susceptibilité. La sensibilité n'altère pas la virilité, et il ne se précipite pas du légitimisme à la démagogie. Dans ses élans sentimentaux il garde une continuité remarquable au temps des Lamartine, des Lamennais surtout et des Hugo, au siècle troublé de l'évêque d'Autun, prince de Bénévent. QUALIS AB INCEPTO : Montalembert grave cette épigraphe au fronton de son œuvre. Or l'*Avenir* proférait « Dieu et liberté », et quinze ans plus tard Montalembert se campe « debout, une main sur l'Évangile et l'autre sur la Charte »¹.

Si l'on frappait une médaille symbolique, la fidélité, trop rare, y figurerait. Le courage lui ferait pendant. A la veille de la révolution de Février, Montalembert proclamera de la tribune du Luxembourg que « le plus grand des maux dans une société politique, c'est la peur² ». Lui l'ignore ou la dompte. Il adopte pour devise *ni espoir ni peur*³, car ce n'est point un optimisme de vainqueur qui le jette en avant : ses prévisions sont pessimistes. Avec la fougue héritée de ses aïeux guerriers il fonce hardiment, sans craindre les blessures dont il souffrira de toute sa finesse, ni l'inefficacité apparente de ses assauts. Apprécions en ceci plus qu'une vertu militaire, car l'héroïsme est plus difficile encore dans la vie civique que sous le feu, et la volonté plus faible dans la monotonie des jours que dans les graves circonstances. L'opiniâtreté de son travail quotidien, la tenue morale de Montalembert et jusqu'à ce scrupule d'humilité par lequel il prévient l'enivrement de la gloire en sollicitant une critique amie⁴, tout cela témoigne d'une constante force d'âme, et Berryer le complimentait justement, disant « vous n'êtes pas un esprit absolu mais un esprit résolu »⁵.

Il n'a pas caché où il puisait cette force. Un tempérament robuste la lui donne ; ses nerfs, si conducteurs, sont admira-

1. Discours : 15 juillet 1845, O. C., t. II, p. 198.

2. Discours : 14 janvier 1848, O. C., t. II, p. 706.

3. Devise peinte au château de la Roche ; cf. *Première lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 529.

4. Lettre inédite à Guerrier de Dumast : 26 septembre 1838. Archives de la famille de Dumast, à Nancy.

5. *Journal* : 19 octobre 1849, date du discours sur l'expédition de Rome.

blement trempés et il confie à un intime n'avoir jamais subi d'insomnies à travers les pires soucis, ni de maux de tête malgré son labeur de bénédictin ¹. La santé n'explique pas tout ! Un éternel conflit déchire l'homme, conflit d'autant plus violent que l'homme est plus passionné. Quel moyen de l'apaiser sinon une ascèse et une mystique fondues ? A la discipline le romantique se dérobe ; le chrétien s'y prête. Montalembert atteint un équilibre, non pas instable comme on le craindrait, mais durable et sauveur, durable parce qu'il repose sur une inflexible droiture de conscience. A sa foi Montalembert a donné son « cœur et (sa) vie » ². Il pratique intensément sa religion, s'alimente aux sources sacramentelles, se plie aux *Exercices spirituels* ³. Sans être voué sur terre à la contemplation de la Trinité Sainte ou de la Communion des Saints, il prie souvent, et constamment vit avec les réalités divines : l'enfant dans le sein de sa mère est pour lui un « catéchumène » ⁴.

Une mission très particulière est confiée à ce chevalier chrétien. « Devenir, dit-il lui-même, ce qu'on appelle un homme pratique, un homme possible... telle n'est ni mon ambition ni ma destinée » ⁵. Montalembert n'est nullement politicien et n'atteint pas au caractère de l'homme d'État. Il est inadapté à la politique, inadaptable. La politique est l'organisation du pays. Elle a une mission temporelle, haute sans doute mais temporelle, matérielle même en grande partie. Or la matérialité de l'État, comme dit M. André Vincent, échappe à Montalembert. Son esprit vif et puissant se fixera par un travail consciencieux sur tel ou tel dossier et il tirera des conclusions pratiques. Effort isolé. La politique ordonne des intérêts. L'intérêt ? Fi ! — Il mène le monde. — Eh bien, le monde périra. Tel est Montalembert. Les manœuvres du politique le rebutent ; les intrigues, faux-fuyants, palinodies,

1. Rapporté par de Meaux : *Montalembert*, p. 296.

2. Plaidoyer au procès de l'école libre, O. C., t. I, p. 6.

3. *Journal* : 18 janvier 1841.

4. Lettre de Montalembert au comte F. de Mérode : 23 novembre 1836.

5. *Journal* : 13 juin 1847.

lâchetés et mensonges du politicien l'écœurent jusqu'au dégoût :

et vous voulez, écrit-il au comte d'Alton-Shée, pair de France, que je quitte ma femme, mon Saint Bernard, mes travaux et mon repos ici pour aller trouver tous ces poltrons, tous ces plats ¹ !

La politique ecclésiastique ne le séduit pas plus. Mines et contre-mines de l'internonce ou de Dupanloup, roueries du Père Bailly ou froideurs de Mgr Affre, autant de déceptions pour Montalembert. Il s'amusera à souligner, plus tard, cette boutade du duc de Broglie : « restons entre laïcs ; les clercs se précipitent puis s'enfuient ; ils n'ont ni prudence ni honneur ». Dès 1840 il se la fût malicieusement appropriée.

Maniement des hommes, compromis entre leurs intérêts, administration et diplomatie, à l'intérieur et à l'extérieur, la politique est, sous un autre aspect, un combat. Alors Montalembert guerroye au premier rang. De par la liberté, la vie publique se transforme en champ de bataille où les chevaliers ne redoutent pas de frapper d'estoc et de taille. Montalembert l'a rappelé dans une phrase célèbre, le premier de sa race il ne combat pas par l'épée ². Ses armes sont la plume et la parole. Il ne les ménage pas. L'historien prête au polémiste la noblesse du style, et le lieutenant de l'*Avenir* verse à la presse catholique de généreuses munitions.

A la tribune Montalembert grandit encore. La magie du verbe l'a séduit et les accents des *Philippiques* résonnent merveilleusement en lui. Sa voix « d'ordinaire incisive et mordante et qui tout à coup, à de rares intervalles, devenait profonde et chaude quand l'émotion le gagnait » ³, sa véhémence réglée ⁴, ses périodes cadencées, le charme de sa présentation et la vigueur de son talent, la puissance des discours mûris et la verve des improvisations, conquièrent la Chambre haute. Indulgente, jadis, au plaidoyer pour la première école libre,

1. *Revue de Paris* : 1^{er} décembre 1906, p. 568. Lettre du 29 décembre 1839.

2. Introduction aux *Moines d'Occident*, p. CCXCVI.

3. De Meaux : Avant-propos à un *Choix de discours* de Montalembert.

4. Expression d'Émile Ollivier, citée par de Meaux : *Montalembert*, p. 109.

l'assemblée des pairs accueille maintenant avec faveur le jeune orateur qui rehausse sa gloire et dont elle peut sans danger applaudir l'indépendance, puisqu'il n'est pas un compétiteur du pouvoir. Grisé, Montalembert prend souvent la parole — trop souvent, lui écrit-on paternellement¹ — et accorde peut-être à son art une portée, à son arme une efficacité qui ne sont pas manifestes. Il n'arrache pas de vote, ne renverse point de ministère.

D'autres s'en chargent, et trop souvent. Il entend, lui, dire « la vérité sur le passé et le présent »², quoi qu'il en coûte. Il marquera donc son action politique de deux caractères : indépendance et catholicisme.

La première l'isole, inconvénient certain. Elle compromet la victoire. Un capitaine gagne-t-il seul les batailles ? Par exemple, il s'insurge contre une des règles du jeu parlementaire. La stabilité du gouvernement exige, en effet, que le ministère soit soutenu sans réserve par la majorité. Le député, le pair, ne doit pas voter à son gré pour ou contre tel acte du ministère mais pour ou contre le ministère. *Tories* et *whigs* alternent au pouvoir, lentement, grâce à ce système. Montalembert ne cherche pas à discipliner ainsi les parlementaires français. Il prône par son exemple une absolue liberté de vote. Les écarts de ce pur sang rompent brusquement les rangs de l'escadron. Mais pourquoi des rangs quand un galop, bride abattue, le portera librement sur l'ennemi ? — Cette indépendance qui l'isole le hisse aussi sur un pavois. Elle force l'admiration, venge de lâches combinaisons.

« Dire la vérité » c'est se montrer catholique, à temps et à contretemps. Dans la sphère nécessairement étroite, dans les limites — si incertaines soient-elles — de la science et du métier politique, cela met Montalembert mal à son aise, sans d'ailleurs qu'il s'en rende compte. Partisan du « mouvement » à l'extérieur, il déchaînerait la guerre en faveur de la Belgique; il soutient « la résistance » à l'intérieur. Ces positions, les prend-il comme catholique ? On le croit, puisqu'il s'affiche tel, et l'on

1. Lettre du comte F. de Mérode à Montalembert, à laquelle il répondit le 3 mai 1838.

2. Première *lettre sur l'aristocratie*, *infra* p. 529.

reproche à un catholique de mettre le feu à l'Europe ou de barrer la route au progrès. Là gît la difficulté insoluble du *parti catholique* (les termes mêmes incluent une dangereuse confusion), projet cher à son cœur, que Rome déconseillera par la suite.

Si, au contraire, estimant que l'Église a une mission trop élevée pour étayer un trône, il n'ose pas s'affirmer champion du Roi des Français, collaborateur constructif des hommes de confiance de Louis-Philippe, il ne limite pas la portée de ses critiques. Planant trop haut, il ne réalise guère la fragilité de ce trône élevé sur des barricades. D'où ses coups de boutoir vigoureux, à la fois contre la politique pacifique de la Monarchie de Juillet et contre sa timidité bourgeoise à s'engager dans la voie de la liberté d'enseignement. Tablant sur l'hypothèse d'un cadre politique solide, Montalembert lutte rudement pour aménager, dans ce cadre, la chose publique à son goût et selon l'ordre social chrétien. Il ne mesure pas la profondeur de ses défoncements.

Ces erreurs, qu'on portera au compte du romantisme, car le catholicisme ne les commande pas nécessairement, sont rachetées par l'éclat avec lequel Montalembert manifeste la puissance de sa religion. Il s'évade de l'impasse où l'acculerait la contradiction mutuelle des principes de la « résistance » et du « mouvement ». Il n'est ni « droite » ni « gauche », il est catholique. Au milieu des contingences, contre des idéologies anémiques ou de mesquins calculs, il lance sa certitude et son idéal flamboyant. Petit à petit il s'impose, et l'Église commence à bénéficier de ce que Ollé-Laprune a nommé un peu solennellement « la politique chrétienne » de Montalembert. Il maintient l'idéal : *Christus regnat, Christus imperat* même sur la société temporelle ; il prouve que le catholique a, en tant que tel, « place dans les conseils de la nation »¹. Sa voix est écoutée de plus en plus, jusqu'au delà des frontières. L'on n'ignore plus au parlement, dans les salles de rédaction et les comités électoraux, à Berlin et bientôt à Turin, que

1. Ollé-Laprune : *La vie intellectuelle du catholicisme en France au XIX^e siècle* (la défense de la foi, pp. 524-525), dans *La France chrétienne dans l'histoire*, ouvrage publié sous la direction du P. Baudrillart.

la cause catholique sera toujours superbement défendue. Les catholiques trouvent un chef à suivre ; les railleries voltairiennes s'étouffent dans l'émotion soulevée ; le gouvernement devra compter avec cette nouvelle puissance ¹. L'intrépide sincérité de ce dernier-né de l'hérédité parlementaire, comme l'appelle Sainte-Beuve, commande le respect de tous, la sympathie d'une élite, l'estime du duc de Bordeaux ² et l'amitié de Thiers. Homme d'honneur sans défaillance, il représente, dit Guizot, « la générosité en un siècle aplati ». Ses collègues doutent encore de sa persévérance dans une voie si élevée. Saillies de jeunesse, pense-t-on, ou tactique pour obtenir une ambassade ³ ; s'il continue il se cassera les reins, mais il est trop intelligent pour ne pas évoluer... Il sait bien, lui, qu'il ambitionne de se compromettre noblement, *sui prodigus*, loin de ces neutres que Dante, son poète, jette à l'Enfer ; il sait qu'il goûtera « l'ineffable bonheur de faire justice de scélérats » ⁴.

L'âme haute, il entreprend sa croisade.

1. Cf. le témoignage de Debidour, qui n'est pas suspect d'amitié : *Histoire des rapports de l'Église et de l'État*, p. 434.

2. A. L. R. — Dossier 632 ; lettre de M. de Bécourt à Montalembert : 15 décembre 1839.

3. Cf. Foisset : *Le comte de Montalembert*, p. 215.

4. *Journal* : 14 janvier 1848, souvent cité.

PIÈCES JUSTIFICATIVES

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° 1

*Lettre de Lamennais à Gerbet sur la
fondation de l'AVENIR*

extraite des archives de M. Weiss, à Tavaux,
voir ci-dessus bibliographie, p. 11.

Le 16 août (1830).

Je reçois, mon cher ami, votre lettre du 12. J'ai hésité pendant quelques heures sur le parti que je prendrais. Enfin je me décide à rester ici encore quelque temps : je ne vois pas comment je pourrais quitter, et d'ailleurs si ma présence devenait à quelques égards indispensable, vous me le diriez, et je partirais sur-le-champ. Je vous ai mandé que l'évêque de New-York était à Chambéry, et qu'il n'attendait, pour se rendre en Bretagne, qu'une réponse qu'il doit maintenant avoir reçue.

Vous savez déjà que j'entre tout à fait dans le projet d'un nouveau journal. Je goûte aussi l'idée d'y joindre le *Mémorial*. D'ici à quelque temps les esprits seront bien froids sur toute autre question que celles du jour. Je crois donc comme vous que ce sont celles-ci qu'il faut maintenant traiter, et traiter sans retard. Or, c'est ce qu'il n'est guère possible de faire convenablement et à propos que dans un journal quotidien. Ayez seulement soin de bien régler les intérêts du *Mémorial*.

Il est, ce me semble, aussi aisé qu'important d'établir qu'aujourd'hui en France toutes les questions politiques sont hors du droit, de quelque manière qu'on le conçoive. Ceux qui veulent appuyer ce qui se fait sur la Souveraineté du peuple, soutiendront-ils que 200 hommes, sans titre ni mandat, sont le peuple français ? Il est impossible d'imaginer une absurdité égale. Il n'y a donc que la force. Tous ceux qui ont des intérêts communs à défendre, doivent donc réunir leurs forces, tout en se soumettant à une force plus grande, pour faire respecter leurs droits, c'est-à-dire leurs libertés. Hors de là tout est folie, sottise et déception. En tous temps, en tous lieux, on a reconnu l'empire de la force, lorsqu'on n'était pas en état de lui résister : et si cette force protège vos libertés, vos droits, non seulement vous pouvez vous y soumettre, mais le devoir imposé à tous de se conserver, vous oblige à la soutenir comme unique moyen d'ordre, ou à concourir, autant

que vous le pouvez, au maintien de cet ordre. Il serait extrêmement à désirer que le clergé eût une décision de R(ome) qui prévînt les dissidences sur le serment de fidélité qu'on voudra peut-être exiger de lui. En attendant, il est très clair que cette exigence, si elle a lieu, serait un acte de tyrannie, puisque le prêtre n'a aucun caractère civil, n'est point fonctionnaire de l'État, et que, dès lors, on ne peut, sans porter atteinte aux droits les plus sacrés, lui imposer aucune obligation qui ne soit pas commune à tous les Français sans distinction. Les plus grands embarras, tant que le jacobinisme sera contenu, viendront des liens qui attachent encore le clergé à l'État. On doit souhaiter et demander une émancipation complète ; plus d'intervention civile dans la nomination des évêques et des curés, dans l'éducation ecclésiastique, en un mot dans rien de ce qui intéresse directement la religion. L'Église ne paiera jamais trop cher ces libertés indispensables à la conservation de la foi. En politique, il est évident que, sous une forme ou sous une autre, la république seule est aujourd'hui possible. Le nom n'y fait rien. On doit donc pencher pour tout ce qui tend à l'établir avec le moins de secousses possible, et pour tout ce qui est conforme à son esprit, afin de ne pas provoquer inutilement des luttes terribles et des passions violentes. Surtout qu'on oublie les Bourbons ; leurs plus chauds amis n'ont rien à faire de mieux que de les abandonner à la Providence. Il ne faudra présenter aux abonnés du *Mémorial* sa fusion avec le journal nouveau, que comme une *suspension* momentanée. Mon avis est qu'il faut commencer dès qu'on aura un nombre suffisant d'actionnaires.

(Lettre non signée.)

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° 2

*Lettre de Montalembert à un parent
sur la Monarchie de Juillet*

extraite des archives de la Roche-en-Brenil,

dossier 441.

Voir ci-dessus bibliographie, p. 9.

à Monsieur l'Abbé de Montalembert
Chanoine à la Rochelle — Charente-Inférieure

Villersexel, ce 25 juin 1837.

Mon cher Oncle,

Croyez bien, je vous prie, que ce ne sont pas vos deux lettres du 14 juin et du 24 avril que je viens de recevoir *à la fois*, qui me portent à vous écrire en ce moment : je l'aurais fait et devais le faire aujourd'hui même, si je n'avais rien reçu de vous, pour vous annoncer les couches de ma femme, qui ne pouvaient avoir lieu aussitôt que vous me paraissiez le supposer, mais qui ont eu lieu la semaine dernière de la manière la plus heureuse. Dieu nous a comblés de miséricordes jusqu'au bout : malgré les fatigues d'un voyage d'Italie, rendu extrêmement pénible par l'intempérie extraordinaire de la saison, la grossesse de ma femme n'a pas offert le moindre incident fâcheux : et elle est accouchée après une heure seulement de travail (ce qui est merveilleux pour les premières couches) d'une petite fille que nous avons baptisée sous le nom d'Élisabeth, et qui se porte à merveille ainsi que sa mère. Nous aimons à penser que vos bonnes prières ont contribué à cet heureux résultat d'une crise qui, je l'avoue, m'inspirait de grandes inquiétudes.

A mon arrivée à Villersexel, où je me suis rendu aussitôt après la fin de la discussion sur l'archevêché, j'ai trouvé votre aimable lettre du 15 février en réponse à celle que je vous avais écrite de Rome. J'y ai trouvé avec une grande satisfaction le témoignage de votre approbation de l'histoire de Sainte Élisabeth. Ce livre a eu un succès au delà des mérites et de l'attente de son auteur : la première édition en est presque entièrement épuisée : il a été réimprimé en Belgique à 3.000 exemplaires, traduit en allemand et

en italien. Quant au conseil que vous me donnez d'entreprendre une Histoire de France, sous le point de vue catholique, je vous avoue qu'elle (*sic*) m'est souvent venue, mais j'ai toujours reculé devant l'immensité d'une pareille entreprise, si elle était faite avec la conscience et la profondeur que je voudrais y mettre, car je n'aime pas faire les choses à demi ; je ne dis pas que je ne m'en occuperai jamais ; mais pour le moment j'ai d'autres projets en tête : je commence actuellement une histoire de la vie et du siècle de saint Bernard qui me coûtera beaucoup de temps et de travail. Votre lettre du 24 avril, confiée à M. le Curé de Saintes, a sans doute été oubliée par lui : elle n'a été remise chez moi, à Paris, que le 22 de ce mois, et m'a été aussitôt renvoyée avec celle du 14 reçue quelques jours auparavant par la poste. Cette dernière roule principalement sur la différence de nos opinions politiques. Je regrette que vous vous soyez cru obligé de prendre tant de précautions oratoires en commençant et en finissant vos observations. Tout vous donne le droit de me les faire : votre âge, votre caractère sacré, votre expérience, nos relations de famille : et je vous assure que je n'y ai vu qu'une preuve du vif intérêt que vous me portez. Je suis très franc moi-même, et je ne saurai jamais blâmer la franchise chez autrui, surtout chez ceux qui, comme vous, ont tous les droits de l'être. C'est à moi qu'il appartiendrait plutôt de m'excuser d'avance auprès de vous dans le cas où vous trouveriez dans la réponse que je vais faire à vos observations, des choses de nature à froisser vos sentiments. Je n'entreprendrai pas de justifier mes opinions : ce serait fort inutile : je veux seulement vous les exposer brièvement de peur d'être mal entendu. Dans le paragraphe de mon discours qui vous a blessé, j'ai profité d'une occasion, où j'allais attaquer le gouvernement et la majorité du parti libéral, de proclamer mon attachement aux deux bases de ce gouvernement et de ce parti : savoir la révolution de Juillet et la royauté de Louis-Philippe. En effet, j'ai applaudi de tout mon cœur à la révolution de Juillet : 1^o politiquement, parce qu'elle m'a semblé une juste punition de l'orgueil d'un prince et d'un parti qui voulaient gouverner un pays comme la France avec des hommes et des mesures contraires aux vœux et aux besoins de l'immense majorité des Français. — 2^o religieusement, parce qu'elle a brisé l'alliance, ou plutôt la confusion si fatale qui s'est établie, en France, entre la religion et la dynastie des Bourbons : confusion qui fait qu'on met sans cesse l'autel et le trône sur la même ligne, qu'on a l'air de croire que le grand Dieu éternel et son Église, à qui il a promis l'immortalité, ont besoin de la protection d'une famille mortelle, qu'on confond les sentiments religieux avec une certaine nature de sentiments politiques, et, qu'on s'étonne, comme vous, mon cher oncle, de ce qu'on peut écrire la vie d'une sainte, sans croire en même temps à la légitimité de Henri V — confusion, selon moi détestable et déplorable, qui n'a jamais eu lieu dans aucun temps,

ni dans aucun pays, si ce n'est en France, et depuis l'avènement des Bourbons au trône —. Eh ! bien, Dieu a porté un coup mortel à cette confusion, par la révolution de Juillet comme il l'avait fait par le concordat et la consécration du trône de celui qu'on appelait l'Usurpateur par son vicaire : cette confusion existera encore, je n'en doute pas, pendant longtemps dans une foule d'esprits et de consciences infiniment respectables ; mais au moins le temps et les faits ne la sanctionnent plus : il se sera fait un retour assez marqué (quoique bien incomplet) aux idées religieuses, justement depuis que les Bourbons ont été de nouveau exilés de France — et quant à moi, toute ma vie sera consacrée à empêcher, selon la mesure de mes forces, la propagation de l'idée funeste qui a déjà tant dépopularisé la religion : savoir qu'on ne peut être catholique zélé et fervent sans être légitimiste. Je suis en outre partisan décidé de la royauté Louis-Philippe, non pas parce que ce prince lui-même m'inspire beaucoup d'enthousiasme ni que ce soit un roi selon mon cœur ; mais parce qu'il a encore plus de capacité et de vertus politiques que les autres rois d'Europe, et surtout parce qu'il nous préserve de la malheureuse alternative d'un despotisme de cour, comme celui dont les ordonnances de Juillet nous offraient le type, ou des excès de la république dont nous avons vu, à la Chambre des Pairs surtout, de très près, les prétentions et les menaces. Je n'ai, comme vous le dites fort bien, rien reçu de lui ; je ne lui ai rien demandé, et n'en désire rien, quoique je fusse toujours heureux de servir mon pays, quels que soient son drapeau et son chef du moment, tant que ce chef ne m'ordonnerait rien contre ma conscience de chrétien, ou contre le bien du pays même. C'est justement cette indépendance complète qui me met à l'aise pour parler de lui comme je pense.

Voilà en deux mots ma profession de foi : de plus grands développements seraient inutiles car, comme vous voyez, nous sommes à mille lieues l'un de l'autre et il est probable que nous ne nous convertirons pas mutuellement. Mais il y a deux points de votre lettre que je ne saurais passer sous silence.

1^o Vous semblez voir une contradiction entre mes opinions politiques et mon estime pour la noblesse de notre famille, et en outre une ingratitude à l'égard des Bourbons qui ont comblé notre famille de bienfaits. Il est très vrai que j'attache un très grand prix à la noblesse d'origine, que je me félicite d'appartenir à une famille distinguée, et d'être entré par mon mariage dans une famille plus illustre encore que la mienne : mais je fais remonter cette estime et cet attachement à une époque antérieure à celle des Bourbons. Les Montalembert ont, Dieu merci, dû leur illustration à une époque où la noblesse n'était pas condamnée à la triste alternative de venir se dégrader à la cour, ou de végéter en province avec le grade de capitaine en retraite pour nec plus ultra, comme cela a été le cas depuis Louis XIV : pour vous dire toute

ma pensée, je regarde les rois de la branche des Bourbons comme les pires ennemis de la noblesse française (excepté Henri IV et Louis XVI). Cette pauvre (*sic*) a été massacrée par Louis XIII et son Richelieu, étouffée et humiliée par Louis XIV, enfin dégradée et souillée par le règne de Louis XV qui l'a livrée sans force morale et physique à la hache révolutionnaire, que toutes les vertus et la glorieuse innocence de Louis XVI n'a pu arrêter.

C'est donc comme gentilhomme d'une antique race qui n'a jamais rien eu de commun avec les cours, que j'ai plutôt de l'éloignement que de l'affection pour la race, qui a, selon moi, perdu la noblesse — de même que si j'avais l'honneur d'être prêtre, il n'y a pas d'erreur pour laquelle j'aurais plus de répugnance et d'horreur que pour celle qui a introduit parmi nous une sorte d'idolâtrie sacrilège pour certains rois, dont je n'ai jamais trouvé la moindre trace dans les études approfondies que j'ai faites sur l'époque des plus grands rois chrétiens, tels que saint Louis, saint Ferdinand, saint Étienne, Rodolphe de Habsbourg, etc.

Quant au reproche d'ingratitude, je ne vois pas en vérité sur quoi elle peut porter. Le marquis de Montalembert a langui trente ans dans la plus complète disgrâce, malgré sa réputation européenne et l'éclat de ses services dans la guerre de (Sept) Ans, parce qu'il avait eu le malheur d'offenser la duchesse de Grammont. — Le Baron, mon grand-père, a dû au gouvernement les moyens de faire valoir ses brillantes qualités et ses talents militaires : les princes y ont applaudi, car c'était pour eux qu'il travaillait. Peut-être l'auraient-ils récompensé, s'il avait vécu jusqu'à la restauration ; mais on n'en sait rien —. Mon père était colonel dans l'armée anglaise, grâce à ses propres mérites ; lors de cette restauration, rentré dans la patrie, il a reçu en échange de ce beau grade, celui de 3^e secrétaire d'ambassade ! Ce n'était pas grand-chose : il a avancé lentement et, en 1819, il est entré à la Chambre des Pairs, nullement comme vous paraissez le croire, par suite de la bienveillance des princes, mais dans la grande *journée libérale*, comme disaient les royalistes de ce temps-là, et parce que M. Decazes avait besoin d'opposer à la majorité ultra-royaliste de la Chambre des Pairs quelques hommes pris dans l'ancienne noblesse, mais fermement attachés à la Charte nouvelle, tels que MM. de Bérenger, de Saint-Simon, de Dampierre, de Sainte-Aulaire, de Latour-Maubourg (celui qui vient de mourir à Rome) et mon père. C'est donc à son attachement au gouvernement représentatif que mon père a dû cette distinction : mais le ministère ayant changé, la première fois qu'il voulut user de sa nouvelle dignité pour dire franchement son avis, il fut impitoyablement destitué de sa place de ministre en Danemark, et resta huit ans, les plus belles de sa vie (*sic*), dans l'inaction, jusqu'à ce qu'il fût remplacé en Suède, en 1828, grâce aux instances de M. de Martignac et au retour momentané de Charles X vers des idées plus

conformes au vœu national. Mon père était du reste très attaché aux Bourbons, je n'en doute pas ; mais il l'était encore plus au bonheur et à la liberté de son pays : c'est ce qui fait qu'il a compris et adopté la révolution de Juillet, bien qu'elle lui eût coûté une seconde fois sa place. C'est dans ces idées qu'il m'a élevé. Si la branche aînée avait continué à gouverner sagement et tranquillement, je l'aurais certes servie, non pas avec cet enthousiasme idolâtre que je n'ai jamais compris, mais avec le zèle et le dévouement qu'on doit à ses supérieurs. Elle est tombée et, selon moi, parce qu'elle l'a bien voulu : je m'en console facilement parce que je ne saurais croire que la France en général, ou moi en particulier, nous soyons le patrimoine d'une seule famille.

2^o Vous me parlez, mon cher Oncle, de la douleur que j'aurais causée au Souverain Pontife. Ici j'avoue que mon étonnement a été grand en lisant ces passages de votre lettre. D'abord, quoique je sois très ultramontain et que j'aie en horreur les prétendues libertés de l'Église gallicane (dont les Bourbons nous ont dotés) je ne crois nullement qu'en matière purement politique, les opinions ou les préférences du chef de l'Église doivent déterminer celles des simples fidèles. Ainsi le Pape serait l'ennemi déclaré, pour des raisons politiques, de la nouvelle dynastie, que je ne me croirais pas du tout obligé de partager ses idées à ce sujet. Mais dans le fait il en est tout autrement : j'ai eu plusieurs fois l'occasion de m'entretenir longuement avec Sa Sainteté sur l'état actuel de la France et sur les qualités du Roi des Français : et voici quelles sont les dernières paroles qu'il m'a dites à ce sujet dans mon audience de congé du 17 février de cette année : « *Je suis on ne peut plus content de la France et de son roi. JE VOUDRAIS QUE TOUS LES ROIS DE L'EUROPE RESSEMBLASSENT A LOUIS-PHILIPPE... Bien peu de princes ont montré autant de respect que lui pour ma conscience...* »

Ce sont ses propres paroles prononcées devant ma femme et moi. Vous voyez donc que je n'ai pas besoin de me transporter en esprit auprès de lui, et que je sais assez bien à quoi m'en tenir sur ses dispositions.

En voilà assez et même trop, je (pense) sur un sujet pénible—. Je vous renouvelle la prière que je vous ai faite en commençant de me pardonner tout ce qui pourra vous blesser dans cette manifestation de mes pensées. Croyez bien qu'en réclamant la liberté de mes propres opinions, je sais respecter et estimer la valeur de celles des autres, et des vôtres en particulier. Il n'y a qu'une chose qui soulèvera toujours ma conscience, c'est de voir une opinion politique transformée en une sorte de dogme religieux. C'est de voir une partie notable du clergé français associer une race mortelle à sa foi et à ses espérances, comme si vraiment c'était aux Bourbons conjointement avec l'Église que N. S. avait promis que les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre eux.

C'est ainsi qu'on est parvenu à rendre la religion si impopulaire

en France, parce que la France ne veut pas des Bourbons et parce qu'on lui a toujours présenté les Bourbons et la foi selon le refrain des cantiques au temps de la Restauration. Je suis persuadé que Dieu punit dans cette race illustre et malheureuse, l'aveuglement et l'idolâtrie de ses partisans. Je trouve tout à fait juste et naturel qu'on préfère Henri V à Louis-Philippe, qu'on fasse des vœux et des efforts pour son retour ; mais je ne trouve ni juste ni naturel qu'on prétende imposer ce qu'on appelle la *légitimité* comme un article de foi, auquel il faut croire pour être en état d'écrire la vie des saints ou défendre la cause de l'Église.

Ma femme continue à très bien aller, et vous présente ses respects.

Dans une lettre que M. votre fils m'écrivait l'année dernière et que je n'ai trouvée qu'à mon retour à Paris, il me parlait du désir qu'éprouvait son troisième fils d'entrer dans l'administration des douanes : je ne sais s'il a donné quelque suite à cette idée ; mais je serais trop heureux de pouvoir lui rendre service auprès de M. le Directeur de cette administration, à qui j'aurais l'occasion d'écrire sous peu. Quant à notre grande négociation auprès du ministre des Finances pour la place de contrôleur, je ne suis jamais malheureusement en bon train avec les ministres de ce département, et avec M. Lacave-Laplagne, moins qu'avec tout autre, surtout depuis l'affaire de l'archevêché.

Adieu, mon cher Oncle, j'espère que la longueur et la franchise de cette épître vous prouvera mieux que tout, le prix que j'ai attaché à la vôtre...

Signé : le Comte de Montalembert.

Est-ce qu'un de MM. vos petits-fils, ne songerait pas à entrer dans la marine, carrière où l'avancement est rapide, et où les Montalembert ont laissé de beaux souvenirs ? Je lui promettrais dans ce cas tout mon faible appui.

PIÈCE JUSTIFICATIVE N° 3

Trois lettres de Montalembert à Lacordaire sur l'aristocratie

extraites des archives de la Roche-en-Brenil. Dossiers 418 et 419.

Voir ci-dessus ch. VI, p. 248, note 4.

PREMIÈRE LETTRE SUR L'ARISTOCRATIE.

Villersexel, ce 20 septembre 1839.

.....¹ Lorsque j'ai lu ta diatribe contre l'aristocratie telle que ta lettre me l'a apportée, j'ai cru vraiment lire une page de *l'essai sur les mœurs*. Il est difficile, ce me semble, d'assembler plus de mauvais jugemens sur les faits, et plus de mauvaises haines dans les idées. Je te répondrai avec la même franchise que tu as mise à me parler de ce sujet et dont je te remercie cordialement parce qu'elle doit être la première condition de notre amitié. Je te dirai d'abord que cette lettre me fournit une nouvelle occasion de déplorer la grande facilité avec laquelle tu te laisses entraîner aux opinions et aux partis extrêmes. De ce que j'ai dit qu'il y avait dans la *démocratie moderne un esprit infernal*, te voilà tout prêt à renoncer à toute communauté d'actions et même d'idées avec moi. Je doute fort cependant que tu puisses trouver dans les rangs de la démocratie beaucoup d'hommes dévoués avec autant de zèle que moi à la cause de l'Église, avec autant de désintéressement à la liberté, avec une aussi tendre sollicitude à ta propre gloire. Tu attaques à la fois l'aristocratie dans le passé, dans le présent et en ce qui me touche personnellement. Je vais tâcher de te répondre sur ces trois points.

Ta longue série d'injures contre l'aristocratie dans l'histoire repose, à ce qu'il me semble, sur des faits absolument controuvés et sur des vues on ne peut plus étroites et superficielles.

Elle repose surtout sur une confusion perpétuelle entre l'aristocratie ancienne, puissante et dominante comme elle l'a été depuis Charlemagne jusqu'à Louis XI et ses descendants asservis, décimés sur l'échafaud, et enfin réduits à l'état de domesticité royale par

1. La copie de la lettre, copie revue par Montalembert et conservée par lui, commence à ces points de suspension.

la monarchie, comme ils l'ont été depuis 1500. Ainsi, quand même tout ce que tu dis de ces derniers serait vrai, cela ne prouverait absolument rien contre le principe gouvernemental de l'aristocratie, ni contre ceux qui en ont été les dépositaires et les représentants pendant les huit siècles que je te cite et dont tu ne dis pas un mot. Mais d'ailleurs, tes imputations même tombent à faux comme je vais tâcher de te le démontrer. Tu cites ce mot de Chateaubriand, *le protestantisme fut une religion de gentilshommes* ! Voilà bien un de ces jugemens faux et outrés comme en portent tant ces hommes qui, comme Chateaubriand, Lamennais, Lamartine, Victor Hugo, s'ils ne sont pas d'une nature servile, ont cependant un singulier besoin d'adorer quelque chose d'humain ; et qui, après avoir chanté avec l'enthousiasme le plus exagéré la gloire de la monarchie restaurée, se sont mis après 1830 à lécher les griffes du lion populaire, et ont daigné mettre le catholicisme de moitié dans leur changement de face. A l'époque de la Réforme, l'aristocratie, déjà exclue du pouvoir suprême et débordée de toutes parts, et surtout en France, par la monarchie et les légistes démocrates qui appuyaient celle-ci, l'aristocratie se partagea, comme le monde européen tout entier, entre le principe catholique et le principe nouveau ; mais tous les monumens du temps montrent bien que ce partage fut égal sinon prépondérant du côté du catholicisme. Est-ce que par hasard les Guise, le duc d'Albe, le connétable de Montmorency, toutes ces générations de Northumberland, d'Arundell que la reine Élisabeth fit périr, saint Ignace de Loyola et saint François Xavier, en un mot tous les héros et les martyrs du catholicisme au xvi^e siècle n'étaient pas aussi bons gentilshommes que les Coligny et autres qui embrassèrent la Réforme ? Est-ce que tous les manifestes de la Ligue, cette admirable protestation de la société catholique expirante contre l'esprit moderne, ne commencent pas par ces mots : « les princes, pairs et seigneurs de France, etc. » ? La noblesse ne devint protestante que partiellement et pour un temps : elle revint promptement à l'Église et avec d'autant plus de raison que ce protestantisme dont, par la plus étrange altération des faits, M. de Chateaubriand et toi vous voulez la rendre responsable, lui était profondément antipathique dans son esprit comme dans ses institutions. Mais ce qui devint protestant sans réserves et pour toujours, ce fut l'*élément démocratique* de ce temps-là, c'est-à-dire les villes libres d'Allemagne *sans exception*, la Hollande révoltée contre l'Espagne, les puritains d'Angleterre et enfin les calvinistes français du xvii^e siècle à qui personne n'a jamais contesté la qualité de républicains zélés. Il n'y avait pas trace d'aristocratie dans tout cela, ce qui ne s'arrange guère avec ta théorie.

Mais ce n'est pas assez pour la pauvre noblesse de France d'avoir inventé le protestantisme : c'est encore elle qui a créé le gallicanisme !! Ce sont les évêques *grands seigneurs* de Louis XIV qui

ont troublé la grande âme de Bossuet au point de lui faire enfanter la déclaration de 1682 ! D'abord rien n'était moins grand seigneur, dans le véritable sens du mot, qu'un évêque, fût-il même de la plus haute naissance, au temps de Louis XIV, alors qu'un mot du maître ou de la maîtresse de ce maître pouvait l'*exiler dans son diocèse*, comme on disait dans ce temps-là. Encore une fois, l'aristocratie ne consiste pas dans un certain nombre de privilèges de blason ou de cour, mais dans une participation directe et permanente au pouvoir suprême : or la noblesse, laïque ou ecclésiastique, en était totalement exclue sous Louis XIV qui n'eut jamais pour conseillers et pour ministres que des hommes sortis de la bourgeoisie comme Colbert, Louvois et le P. Letellier. Il n'y avait de son temps au monde qu'un seul épiscopat de grands seigneurs indépendants de la royauté et puissants comme au moyen âge, c'était l'épiscopat de Hongrie : ce fut aussi le seul qui en Europe protesta contre les actes du clergé de France ! Il est bon, quand on écrit l'histoire comme tu veux le faire, de ne pas fermer les yeux sur tout ce qui contredit nos passions et nos idées. La noblesse en France, en tant que puissance politique et sociale, n'a absolument rien de commun avec le gallicanisme : cette belle doctrine a été créée et mise au monde par les légistes que tout le monde s'accorde à regarder comme les pères et les premiers représentans de la démocratie moderne : Pithou, du Moulin, Guy Coquille, les Talon, en un mot tous les grands hommes de la robe ont forgé le gallicanisme pour l'usage de la monarchie, en même temps qu'ils renversaient le droit féodal : cette simultanéité tout à fait logique de leur double activité a été parfaitement démontrée par leurs dignes successeurs d'aujourd'hui, MM. Dupin, Isambert et (Hallo ??) aux travaux de qui je te renvoie. Attribuer, en présence de faits pareils, le gallicanisme à l'aristocratie, en vérité cela touche au délire. Il en est de même de tes imputations contre l'aristocratie romaine, espagnole, polonaise, etc. Quoi ! c'est maintenant le prince Orsini et le prince Colonna, ces pauvres et seuls débris de la Rome du moyen âge, réduits au rôle d'*assistenti al soglio* sans être jamais consultés sur rien et sans pouvoir être jamais revêtus de la moindre charge politique, qui sont, selon ton expression, *les plus grands ennemis du Pape* et empêchent tout le bien qui pourrait se faire ! Quoi encore, la grandesse espagnole asservie et garrottée par la royauté depuis Philippe II au point de ne pouvoir se marier ou même aller à la campagne sans la permission du Roi, aurait à elle seule *introduit en Espagne l'incrédulité* ! C'est absolument comme si, après avoir attaché un pauvre vieillard par les pieds et les mains, on mettait le feu à la maison et qu'on vînt ensuite lui reprocher d'être incendiaire. Pourquoi, dans les dix siècles de l'histoire de Venise, ne choisir que les cinquante années pendant lesquelles sa noblesse fut en guerre avec Rome et oublier que c'est grâce à cette même noblesse qu'Alexandre III put mettre le pied

sur le col de l'empereur devant l'église Saint-Marc ? Pourquoi se taire sur tant de héros qui, avant et après Fra Paolo, donnèrent au monde le plus parfait exemple de l'union de la gloire avec l'humilité chrétienne ? — L'aristocratie polonaise, dont tu ne vois que les vices, fut, malgré ses vices, la seule qui se présenta sur la brèche et qui sauva l'Europe en 1686, alors que Louis XIV, ce grand précurseur de la démocratie moderne, fomentait les efforts des Turcs contre le Saint-Empire, comme Richelieu, cet autre précurseur si admiré, avait fomenté ceux des protestans. — L'aristocratie belge n'est nullement *orangiste*, *sauf les exceptions* ; elle est nationale et catholique sauf les exceptions : il suffit pour s'en convaincre de lire la liste des membres du congrès qui ont voté la déchéance des Nassau. — Quant à l'Angleterre, la noblesse y a toujours joué un rôle si distinct de celui des autres noblesses de l'Europe qu'il serait trop long d'entrer dans des détails à ce sujet : je t'engage seulement à suspendre ton jugement jusqu'à ce que tu aies lu le livre dont M. Rio rassemble les matériaux depuis 3 ans sur l'*histoire du catholicisme en Angleterre* : tu y verras par quels héroïques efforts l'aristocratie anglaise a protesté contre Henri VIII et Élisabeth, quels torrens de sang elle a versés pour l'Église, et combien *encore aujourd'hui* la cause catholique est antipathique aux progrès du radicalisme. Parles-en en attendant au D^r Wiseman et à Lord Clifford quand tu les verras. Ce sont des juges plus compétens que Chéruel dont tu me sembles répéter les idées que je lui ai entendu énoncer à Londres.

L'aristocratie pendant qu'elle dirigeait les destinées du monde a eu des torts immenses et a commis des crimes odieux. C'est ce qu'ont toujours fait et ce que feront toujours les puissances humaines, quelle que soit leur nature ou leur forme. Mais, grâce au ciel, il n'est rien dans les annales de l'aristocratie, quelque noircies qu'elles aient été par les philosophes incrédules, qui approche des horreurs commises par la monarchie et la démocratie : il n'y a rien qui approche, même de loin, de la conduite des Empereurs Romains, produits et idoles de la démocratie victorieuse de Rome, ou du système de la Convention, cet âge d'or de la démocratie moderne. L'aristocratie a enfanté un grand nombre de scélérats et de fous, mais elle a la gloire de n'avoir donné le jour à aucun hérésiarque ni à aucun philosophe incrédule. Luther, Calvin, Cranmer, Voltaire, Diderot, d'Alembert, n'étaient pas sortis de ses rangs, mais elle a donné au monde et à l'Église saint Bernard et saint Thomas d'Aquin, Innocent III et Innocent XI, Godefroi de Bouillon et Simon de Montfort, saint François de Sales et Fénelon entre mille autres. Il y a là de quoi se faire pardonner quelque chose et surtout de quoi mériter un peu d'indulgence de la part d'un catholique et d'un prêtre.

Du reste, je ne puis te le cacher, il me semble qu'il y a quelque chose d'indigne et de profondément ingrat de la part d'un moine,

à venir, même au fond de son cœur, donner le coup de pied de l'âne à l'aristocratie déchuë. Mais qu'est-ce qui a donc contribué à l'établissement des ordres religieux si ce n'est la noblesse ? Qu'est-ce qui les a dotés de sa bourse et protégés de son épée avec une générosité infatigable ? Trouve-moi donc une abbaye au monde qui n'ait dû sinon son origine, du moins sa durée ou sa richesse aux libéralités de quelque seigneur ? Nous verrons ce que la démocratie toute-puissante de nos jours, enrichie à la fois des dépouilles de l'Église et de la noblesse, fera pour les moines du XIX^e siècle. Jusqu'à présent la comparaison n'est pas trop à son avantage. Tu as pu voir aux portes de ton village cette sainte solitude du Val des choux, fondée et dotée par l'*oppression féodale*, où la discipline s'était maintenue avec une admirable ferveur jusqu'en 1789, où, deux ou trois ans auparavant, les moines allèrent au péril de leur vie porter du pain et du bois aux villages environnans et où, en 1794, les habitans de ces mêmes villages, à ce qu'on m'a raconté l'autre jour sur les lieux, ont été chercher ces mêmes moines et les ont menés à Chatillon, en les *piquant avec des aiguillons de bouviers le long de la route*, pour les livrer aux bourreaux de la république. Voilà le genre de service que la démocratie moderne a rendu aux moines. L'avenir sera différent, il faut l'espérer ; mais en attendant, le passé est acquis à l'histoire et à la vérité. Pour moi, depuis que je m'occupe de l'histoire de saint Bernard, j'ai eu entre les mains des documens relatifs à plus de *trois cents abbayes* de l'ordre de Citeaux ; j'en ai visité près de cinquante de ma personne et j'ai trouvé que, sans une seule exception, elles avaient toutes été fondées, dotées (et quelquefois peuplées) par l'aristocratie, corrompues par la monarchie et enfin profanées et détruites par la démocratie. Cite-moi un exemple du contraire si tu peux. Le château et le monastère ont partout fleuri et péri ensemble. Le château ne se relèvera pas, je le sais ; le monastère se relèvera, je l'espère, mais ce ne sera certes pas pour durer, s'il adopte les haines de ses profanateurs et s'il prend pour fondation l'ingratitude envers le passé.

Tu le dis avec grande raison, *la servitude de l'Église a commencé il y a trois siècles*, mais qu'est-ce qui dominait politiquement le monde avant ces trois siècles, si ce n'est de l'aveu unanime des historiens, l'aristocratie ou la féodalité ? Alors aussi l'Église était libre, plus libre et plus glorieuse qu'elle ne l'a jamais été : elle trouvait dans l'aristocratie des armées toujours nombreuses et toujours fidèles pour exécuter ses volontés, témoin les croisades, la guerre des institutions, celle des Albigeois. Le monde se couvrait non seulement de couvens, mais d'hôpitaux, de léproseries, d'innombrables asiles pour toutes les douleurs humaines, de cathédrales sublimes, d'églises et de chapelles sans nombre. Toutes les splendeurs et toutes les bénédictions du catholicisme s'épanouissaient à l'envi : tout parlait de Dieu à l'homme et tous les hommes parlaient sans cesse à Dieu. Ah ! sans doute l'aristocratie

n'était pas la cause d'un état moral si merveilleux, d'une fécondité religieuse si inépuisable : mais il n'en est pas moins démontré que c'est sous son empire que cet état a subsisté et qu'il N'A SUBSISTÉ QU'ALORS. Or, à cette époque de 1500, que tu désignes avec tant de justesse, qu'est-ce qui a commencé en même temps que la « servitude de l'Église », si ce n'est le déclin de l'aristocratie minée et enchaînée chaque jour davantage par la double force de la monarchie et de la démocratie ? A dater de cette époque n'a-t-elle pas perdu successivement toute son ancienne prépondérance et, après avoir été décimée sur l'échafaud par Louis XI, Henri VIII, Richelieu, etc., n'a-t-elle pas été s'éteindre dans les antichambres des Rois ? J'unis à dessein la monarchie et la démocratie parce que leur but et leurs efforts sont identiques, parce que, malgré leur opposition purement apparente, elles sont sœurs, qu'elles ont toujours travaillé l'une pour l'autre, et se substituent l'une à l'autre avec la plus merveilleuse facilité, comme notre histoire moderne le démontre : on se coupe la gorge de tems à autre, mais au fond on sait bien qu'on veut la même chose, c'est-à-dire le despotisme, le renversement de tout ce qui résiste et de tout ce qui dure et la substitution de cette chose d'un moment qu'on appelle tantôt *État* ou *loi* ou *bon plaisir de S. M.* ou *volonté nationale*, aux traditions historiques comme aux droits les plus sacrés de la famille et de la conscience. Voilà ce à quoi l'on a parfaitement réussi et voilà l'édifice que l'on a élevé sur les ruines de l'aristocratie. Mais aussi, depuis qu'il a été élevé, le catholicisme a toujours été en décroissant, la foi et les mœurs ont partout perdu du terrain : la charité s'est resserrée et a été enchaînée comme la liberté de l'Église. En un mot, le progrès, graduel depuis trois siècles, des idées et des institutions monarchiques ou démocratiques (c'est la même chose, voy[ez] Michelet, Lerminier, Buchez, etc.) a signalé et amené partout la ruine et la décroissance des idées et des institutions catholiques. Nier cela c'est nier la clarté du soleil : ce sont des faits inscrits à chaque page de l'histoire et dans chaque recoin du sol de l'Europe. Je crois pouvoir te porter le défi de me citer un exemple d'un mouvement contraire. L'Assemblée Constituante était profondément logique lorsque, après avoir décrété l'abolition des provinces et celle de la noblesse, elle votait aussitôt la constitution civile du clergé (ce qui, soit dit en passant, ne prouve pas trop en faveur de ton origine aristocratique du gallicanisme).

Et maintenant que voyons-nous dans notre France renouvelée et reconstituée par la démocratie, quand nous examinons non pas seulement la surface agitée de la sphère politique mais les entrailles mêmes de la société, là où s'infiltré lentement le cours des idées régnantes et populaires ? Voyons ces campagnes, où, avant 1789, la noblesse déchue de tout pouvoir politique exerçait encore un ascendant immense et un pouvoir odieux : tout le monde reconnaît qu'alors, dans les campagnes du

moins, la foi était sincère et pratique et les mœurs en général pures. Aujourd'hui on peut, ce me semble, apprécier les fruits du système démocratique qui y règne depuis cinquante ans. Ces fruits, quels sont-ils ? L'absence presque totale de la foi chez les hommes, un nombre infiniment petit de communions et de confessions, un immense mépris pour le prêtre, et les filles-mères aussi nombreuses et effrontées que si le fameux décret de la Convention en leur faveur avait encore force de loi, toutes les âmes, toutes les imaginations, toutes les facultés tendues vers un seul but : le *gain*, un gain sordide et ignoble. Rien ne parle plus à ces populations malheureuses ni de Dieu, ni d'une autre vie, ni du germe d'immortalité déposé en eux (*sic*) : la poésie a péri dans leurs âmes avec la foi qui l'avait enfantée. Ils n'ont ni souvenirs ni pensées, ni espérance quelconque au delà du lucre qui est leur seul Dieu et leur seule croyance. Si le ciel n'envoie un secours inespéré rien ne pourra égaler dans quelques années la barbarie morale et intellectuelle de nos populations rurales. Et pendant que quelques nobles âmes du sein de la jeunesse corrompue des écoles reviendront à Dieu, nos paysans tomberont de plus en plus à l'état de brutes savantes, car s'ils ne croient plus, en revanche ils savent tous lire et chiffrer. Ceci est littéralement vrai de la plus grande partie de la France ; il n'y a d'exception que pour les pays de montagnes, que les économistes et les avocats démocrates tâchent de rendre chaque jour moins arriérés, et pour le midi encore en partie attaché à l'ancien régime. — Maintenant, demandez au curé de chaque village à quoi il attribue cette immense décadence morale de la race française, et chacun vous répondra : c'est au café où l'on reçoit et où l'on lit le journal démocrate, c'est au notaire, à l'avocat, au médecin démocrate qui use de son influence et de sa richesse pour pervertir l'esprit du pauvre en lui donnant l'exemple d'un mépris affiché pour la religion : c'est surtout au maître *démocrate* de quelque usine bâtie avec les pierres du château ou du monastère voisin, qui entasse dans ses fabriques une population exploitée avec une impitoyable persévérance, qui la prend dès sa plus tendre enfance pour mieux l'abîmer, qui la force de travailler le dimanche et la laisse s'enivrer le lundi, enfin qui la livre systématiquement à tous les genres de corruption. Et tous ces hommes-là, ayant encore plus horreur du prêtre que du gentilhomme, parce que l'un les gêne encore tandis que l'autre n'est plus rien, plongés dans l'ignorance la plus grossière sur tout ce qu'il importe le plus à l'homme de savoir, ne vivant que dans le matérialisme où leur exemple enfonce chaque jour davantage les masses qu'ils dirigent, tous ces myrmidons de l'intelligence se posent fièrement comme les représentants du progrès, comme les dépositaires de la raison humaine et les bienfaiteurs de l'humanité. Cet excès d'orgueil joint à cet excès d'impiété, voilà ce qui caractérise non seulement la tendance dominante en France mais encore dans tous les pays

où ce qu'on appelle les *idées françaises* ont pénétré, tels que la Belgique, l'Espagne, quelques parties de l'Allemagne et de l'Angleterre. Et voilà ce que j'appelle l'*esprit infernal de la démocratie moderne* et je ne sais où ceux qui croient à l'enfer (chose infiniment rare parmi les démocrates) pourraient en trouver une image et plus fidèle et plus terrible.

Il va sans dire que, quand je me sers dumot *démocratie*, je n'entends nullement ceux qui sont nés hors de la noblesse ancienne, mais bien ceux qui, quelle que soit leur origine, ont travaillé ou travaillent encore à l'abolition de toute hiérarchie sociale et de toute tradition historique. La naissance ne fait souvent rien à cela : le marquis de La Fayette et le comte de Mirabeau, gens de la plus haute naissance, ont été les plus fougueux démocrates : Chatham, Burke, Casimir Périer, M. Thiers (qui tous deux ont demandé l'hérédité de la pairie), sont tous sortis des classes intermédiaires ou inférieures de la société et n'en ont pas moins été des aristocrates. Maintenant, en traçant d'*après nature* ce tableau trop fidèle de l'état de notre pays et de notre société, à Dieu ne plaise que je tombe dans les excès que je te reproche et que j'aie dire de la démocratie ce que tu dis avec une si étrange hardiesse de l'aristocratie dont tu ne sais même pas l'histoire : *tous les maux, toutes les ruines, toutes les impiétés, toutes les servitudes sont sorties de cette source !!!* Je sais bien que le *cum hoc* n'est pas toujours *propter hoc* : je sais qu'il y a bien d'autres causes, inférieures il est vrai en énergie et en popularité à l'esprit démocratique, mais enfin réelles et indépendantes de lui, qui ont contribué à amener l'état déplorable du monde actuel. Je ne veux pas préciser la part terrible qui lui en revient exclusivement, mais voici ce que je soutiens : de ce que l'impiété et la démoralisation des masses sont entrées dans le monde moderne avec la démocratie et se propagent partout où celle-ci étend son empire, il y a les plus graves motifs pour un catholique et pour un homme de sens de se défier de ce principe au lieu de le proclamer aveuglément, de lui sacrifier tout le passé, de justifier toutes ses haines et d'adopter tous ses préjugés ; car de cela à absoudre tous ses crimes, il n'y a qu'un pas.

De cette justification obligée de l'aristocratie dans le passé, j'en viens au système aristocratique que tu m'imputes pour le présent. Ici encore je dois t'accuser d'injustice et d'inexactitude. Je n'ai aucun système arrêté à cet égard et ne me propose d'en formuler aucun comme tu parais le supposer. Mes opinions sur ce point n'ont pas changé d'un iota depuis le jour où nous avons commencé à nous connaître : j'ai toujours été libéral, dans le sens acceptable de ce mot, et jamais démocrate. Dans ma préface des *Pèlerins* où mon libéralisme a fait le plus explosion, il n'y a pas un mot qui implique la domination absolue de la démocratie substituée à celle de la monarchie dont je racontais les crimes. Je crois encore, comme je croyais alors, que la nationalité des peuples conquis,

la liberté des peuples opprimés, est une cause très distincte de celle du triomphe de la démocratie : je crois même que celle-ci fait tort à celle-là et que les Nicolas et autres monarques de cette trempe ne se sont rendus possibles en Europe que par la frayeur qu'inspire le spectacle des maux innombrables auxquels sont exposées les nations où la démocratie règne sans frein, comme l'Espagne actuelle, les républiques d'Amérique, et la France de 1790 à 1800. Mais il ne suit nullement de là que je rêve le rétablissement de l'ancienne aristocratie française : entre mille obstacles insurmontables, j'en vois un qui l'est peut-être plus que tous les autres, c'est la nature même des débris de cette aristocratie, race profondément abâtardie, ayant encore une foi passive et des mœurs plus (*sic*) qu'aucune autre classe de Français, mais sans générosité, sans intelligence, sans aucun des instincts de la vie publique, et ayant prouvé par l'épreuve de la restauration qu'elle était incapable de produire autre chose que de braves gardes du corps et d'adroits chambellans. — D'ailleurs, je reconnais la souveraineté de la volonté nationale, en tout ce qui n'est pas contraire à la foi divine ; or, comme il est évident que la France veut être gouvernée démocratiquement et que la démocratie (quelque funestes qu'aient été ses résultats jusqu'à présent) n'est pas en soi contraire à la loi divine, je m'incline devant elle comme devant la loi suprême de mon pays. Seulement, tout en obéissant à cette loi, je suis loin d'être convaincu de sa bonté, elle m'inspire de la défiance ; je l'attends à l'œuvre. Jusqu'à présent, elle n'a constitué que la liberté du mal ; qu'elle nous donne donc cette liberté du bien dont tu as si bien démontré l'absence dans le premier chapitre de ton *mémoire* et qui était si complète dans les âges aristocratiques. Nous verrons si elle pourra assurer à la France ces deux grands besoins d'une grande nation, que M. Thiers définissait si bien il y a quelques jours, une liberté modérée et une politique élevée. Jusqu'à présent ces besoins n'ont été satisfaits que par des gouvernemens aristocratiques, parce que jusqu'à présent il n'y a eu au monde que des aristocraties qui aient eu à la fois de l'éclat et de la solidité : Rome, Venise, le saint-empire d'Allemagne, le moyen âge tout entier et l'Angleterre dans les siècles modernes, sont là pour le prouver. La démocratie moderne a eu deux fois libre carrière, dans les États-Unis et sous la Convention. Or, qu'a-t-elle fondé aux États-Unis, au sortir d'une lutte glorieuse et saluée par l'enthousiasme du monde, après avoir eu pour père un des génies les plus purs qui aient paru sur la terre, Washington ? Elle a fondé un misérable peuple de marchands qui n'a encore produit ni un écrivain, ni un penseur, ni un poète, ni un artiste, ni un savant distingué, pas même un prêtre, car il faut leur envoyer jusqu'à leurs curés de France ou d'Angleterre, où il est défendu *sous peine de mort* (je viens de relire la loi dans le code de la Louisiane) d'apprendre à lire à un homme de couleur **MÊME LIBRE**, et où les journaux (dont j'ai les

extraits datés de cette année sous les yeux) contiennent chaque jour des annonces où l'on promet tant de dollars à celui qui ramènera ou TUERA tel esclave fugitif. Jamais cette aristocratie « source de toutes les impiétés, de toutes les servitudes, etc., etc. » n'avait imaginé des choses de cette force-là. Et il faut lire dans Tocqueville, dans Miss Martineau et autres écrivains avoués et prônés par la démocratie française, quelle servitude morale et intellectuelle existe dans ce pays, à quel point il est impossible d'émettre le moindre doute sur l'infailible sagesse et vertu du peuple souverain, enfin comme quoi Louis XIV, dans toute sa gloire et tout son égoïsme, exigeait encore moins de flatterie que cette race d'un orgueil à la fois si effréné et si stérile. Si c'est là l'idéal de la société future, ce n'est guère séduisant. Quant à la Convention, son fantôme sanglant épouvante encore le monde et sert à river les chaînes de tous les opprimés.

Mais tout cela est de l'histoire : je sais que dans le monde politique il ne faut pas toujours procéder du connu à l'inconnu. Je crois que la démocratie en France peut subir des modifications et des transformations heureuses : je le désire encore plus que je ne le crois. Je crois surtout qu'il y a encore une immense capacité pour le bien en France, et que, si les congrégations religieuses pouvaient s'emparer de l'industrie et de l'éducation, ces deux grands foyers de contagion où la démocratie dans sa forme actuelle distille chaque jour le poison de l'impiété, notre pays serait sûr de son avenir. Mais il m'est difficile de croire que les transformations futures de la démocratie ne dégageront pas, dans son sein même, un élément patricien ou aristocratique, comme cela a eu lieu dans toutes les républiques ; et ce dont je suis tout à fait sûr c'est qu'on ne verra jamais ici-bas ce que tu declares devoir être la société future, *une aristocratie chrétienne où le monde sera gouverné par ceux qui auront gagné une position honnête et libre à force de travail et de vertu personnelle* ; on ne verra jamais cela parce que si cela pouvait être, il n'y aurait plus de péché originel, le bien triompherait sans mélange dès cette vie et le ciel serait inutile.

Ceci me conduit à envisager tes répugnances et tes préférences, si violemment exprimées, sous un point de vue bien autrement important pour toi et pour moi que le point de vue politique : savoir le point de vue catholique. Je m'effraie sous ce rapport de la tendance que tu manifestes. L'Église, que tous les théologiens approuvés ont définie une *monarchie aristocratique*, n'a jamais montré aucun éloignement pour l'aristocratie mais bien une très grande frayeur de la démocratie. Le clergé de France en particulier, quoique sorti tout entier des rangs du peuple, a une horreur à peu près générale de ce mot et rien ne fait plus de tort en ce moment à M. de Genoude que l'idée qu'il tend à la démocratie pour rappeler par ce moyen Henri V : c'est ce que me disait encore l'autre jour le supérieur du grand séminaire de Saint-Claude, un de nos anciens

abonnés de l'*Avenir*. Tu seras perdu dans l'esprit du clergé le jour où on dira de toi *c'est un démocrate*. Au fond, il est vraiment absurde de dire que l'aristocratie seule est *antichrétienne* : ce qui est antichrétien c'est l'orgueil ; or, en vérité, qu'est-ce que la démocratie actuelle substituée à l'aristocratie ancienne, si ce n'est l'orgueil de tous substitué à l'orgueil de quelques-uns ? — Lier, comme tu le fais, la cause du catholicisme à celle de la démocratie, c'est non seulement marcher au bord de l'abîme où est tombé M. de Lamennais et en sens contraire des encycliques et de tous les instincts du clergé et des catholiques de France ; mais c'est encore recommencer identiquement l'œuvre du gallicanisme et toujours enchaîner l'Église au pied de quelque idole humaine et passagère. Ce qui me semble aujourd'hui légitime et possible, c'est de chercher à réconcilier les catholiques avec les faits accomplis, avec les deux révolutions de 1789 et de 1830, comme avec des châtimens justement infligés par Dieu à une royauté enivrée d'orgueil, à une aristocratie corrompue et à un clergé esclave de la puissance temporelle ; en outre, de leur rappeler que les hommes ont des droits, que ni les Rois, ni les seigneurs, ni même les tribuns ne peuvent violer impunément ; que, pour réclamer ces droits avec modération et justice, il faut agir catholiquement, et qu'en France, à l'heure qu'il est, on n'est pas libre d'agir catholiquement quand on en a envie. Quand ils sauront et comprendront cela, on verra ce qu'il y aura à faire par la suite. La direction que j'imprime à l'*Univers* tend uniquement à ce but : et avant d'y arriver nous aurons bien d'autres obstacles à vaincre que la *vanité aristocratique* à qui tu fais l'honneur de donner une place entre l'*absolutisme* et l'*incrédulité*, parmi les *trois SEULS obstacles qui s'opposent à notre route*. Ce classement, je ne puis m'empêcher de te le dire, me paraît tout à fait grotesque, surtout quand je vois que tu n'y as pas trouvé la plus petite place pour ces doctrines de souveraineté populaire qui, en Amérique, font brûler périodiquement les couvents catholiques et, en France, publient dans leurs proclamations des axiomes comme ceux-ci qu'on a trouvés dans les pièces soumises à la cour des Pairs et reproduits dans tous les journaux : *il est honorable d'être athée mais cela ne suffit pas !* et encore : *toute manifestation religieuse est hostile à la souveraineté du peuple*. La *vanité aristocratique*, il faut l'avouer, est fort pâle à côté de cela.

J'arrive enfin à ce qui m'est personnel dans ta lettre. Les sarcasmes que tu m'adresses sur *mon goût dépravé pour l'aristocratie* me paraissent peu justes, peut-être même peu délicats, mais ils ne me font pas de mal. Le pèlerinage à Goritz que tu me conseilles te conviendrait bien mieux qu'à moi, car tu pourrais aller y rendre de solennelles actions de grâces à celle de toutes les races royales qui a rendu à la démocratie les plus signalés services. Si j'avais les instincts serviles que tu me supposes, si j'avais su calculer mes convictions et raisonner leur expression, je n'avais pas

besoin de faire au faubourg Saint-Germain les avances que tu me suggères. Je n'avais qu'à me taire pour recevoir les siennes. Au lieu de donner hautement raison à la démocratie victorieuse en 1830, je n'avais qu'à garder sur ce point un silence prudent, à faire de l'opposition contre le gouvernement actuel uniquement sous le point de vue religieux comme je l'ai fait, et à proclamer mes sympathies aristocratiques dans la mesure qui me convenait. Alors, tous les journaux légitimistes du monde auraient chanté mes louanges, au lieu de m'appeler Trissotin, etc. : alors, j'aurais joui d'une existence presque triomphale, dans toutes les cours, tous les salons et toutes les sacristies de l'Europe : et comme ce « qui s'en va » met beaucoup de retard à effectuer son départ, pour un homme qui n'a pas besoin de places ni d'argent, et qui ne peut désirer que de la réputation et de l'influence, la part était assez belle. Cependant j'ai sacrifié tout cela sans hésitation et sans regret ; je l'ai sacrifié au devoir et au besoin consciencieux de dire que la démocratie avait eu en 1830 le bon droit de son côté, et que le catholicisme devait profiter de la chute d'une dynastie usée pour se réconcilier avec la liberté. Peu d'hommes, je crois pouvoir me rendre ce témoignage, ont apporté sur l'autel de cette liberté une offrande plus généreuse, proportion gardée avec leur fortune politique. Mais toutes les tyrannies se ressemblent : la démocratie comme la monarchie exige qu'on lui soit livré corps et âme : le moindre doute sur les perfections du maître, la moindre réserve contre ses prétentions, fait oublier en un instant tous les services rendus, tous les sacrifices passés.

Mon parti n'en est pas moins bien pris : je ne me poserai pas en aristocrate, je ne formulerai aucun système de ce genre, d'abord parce que je n'en ai pas et ensuite parce qu'un catholique a des choses bien autrement pressées à accomplir : je sais d'ailleurs que mon amour pour l'Église me distinguera toujours suffisamment de toutes les nuances de la démocratie, depuis le Roi jusqu'au *National*. Je ne me déclarerai donc pas son adversaire, mais je lui dirai ses vérités toutes les fois que je le pourrai, parce que je crois qu'il est du devoir de tout chrétien de parler haut et ferme à toute puissance qui abuse de sa force ou qui menace d'en abuser ; parce que le langage tenu si long tems du haut des chaires Catholiques aux Rois et aux grands, s'adresse aujourd'hui à la grandeur qui les a remplacés. — Comme chrétien et comme homme, d'ailleurs, je ne crois pas plus à l'infailibilité des peuples qu'à celle des Rois, et je ne serai jamais le courtisan des uns ou des autres. Pourquoi irais-je substituer à l'idole monarchique de mes pères, l'idole sanguinaire et souillée des plébéiques modernes ? Tu me prédis que je ne serai *plus* rien : mais que suis-je donc, et qu'ai-je à risquer ? Mon regret est de n'être pas quelque chose afin de pouvoir mieux risquer tout ce que je serais. Ma seule ambition est d'être un homme de cœur et un homme vrai, dans un siècle où je ne vois partout en

première ligne que des lâches ou des menteurs : et si Dieu prolonge ma vie de quelques années, je ne mourrai pas sans avoir laissé aux gens de bonne foi quelques livres et quelques discours, où j'aurai dit la vérité sur le passé et le présent, selon la mesure de mes forces, et selon une assez belle devise inventée naguère par la *vanité aristocratique* : SANS ESPOIR ET SANS PEUR.

En résumé, je ne te demande nullement d'adopter mes idées, mais je te conjure de modifier les tiennes, ou du moins d'y réfléchir sérieusement devant Dieu, avec le calme et la défiance de soi qui convient à un homme devant lequel Dieu ouvre une route toute nouvelle et sublime. Sonde le fond de ton cœur, et vois si les préjugés de ton éducation et le dangereux orgueil qui a déjà perdu l'abbé de Lamennais, n'arment pas ta pensée et ta parole contre des institutions qui sont descendues au tombeau entourées des bénédictions et des regrets de l'Église justement reconnaissante. Songe bien que si je me perds par l'aristocratie, je ne risque que mon individu ; tandis que si tu pérís par la démocratie, tu feras périr avec toi une des meilleures espérances de l'Église de France, et une gloire déjà acquise au sacerdoce chrétien.

Adieu, mon très cher Ami ; tu ne te plaindras pas, j'espère, de la longueur ni de la franchise de ma réponse. En supposant même que nous ne nous éclairions ni ne nous ramenions pas mutuellement sur les points en discussion, il en reste assez, ce me semble, sur lesquels nous sommes parfaitement d'accord pour occuper et unir nos deux existences. La liberté de l'Église ne sera pas la conquête d'un jour. Tu auras fait pour cette conquête plus que personne : par ton courage, ton éloquence, ton génie. A ces dons précieux de Dieu, dont tu as si bien usé jusqu'à présent, ne va pas mêler le mauvais levain d'une haine surannée et d'une passion toute humaine. Voilà tout ce que je te demande : c'est le vœu d'un cœur qui a mis en toi une grande part de ses plus chères espérances, et dont le tendre et fidèle dévouement n'est, j'en suis sûr, dépassé par personne.

DEUXIÈME LETTRE SUR L'ARISTOCRATIE.

Villersexel, ce 7 décembre 1839.

Il y a longtemps, très cher ami, que j'aurais dû répondre à ta bonne lettre du 9 octobre. Elle m'a fait le plus grand plaisir, d'abord par la manière dont tu as accueilli les longues observations que je t'avais précédemment adressées, ensuite en m'expliquant plusieurs points de ta pensée, sur lesquels ta précédente lettre m'avait induit en erreur. Plus on avance dans la vie et plus on éprouve, ce me semble, le besoin de conserver soigneusement l'intégrité de ses amitiés, et toutes les sympathies qui nous unissent

au petit nombre d'âmes que Dieu nous a permis de choisir pour compagnes. On s'arrange facilement des dissentimens de la foule, tandis que la moindre désharmonie que l'on rencontre dans l'âme ou l'intelligence d'un ami, est une épine dans le cœur. C'est ce sentiment qui me fait déplorer si profondément les différences qui nous séparent. J'ai en outre un motif tout spécial de m'en affliger : c'est le souvenir du bien que m'ont toujours fait tes conseils et tes avertissemens, de la justification que le temps a apportée à presque toutes tes prédictions ; le souvenir surtout des efforts si généreux et si constans que tu as tentés pour me dérober aux périls qui me menaçaient par suite de ma liaison avec M. de la Mennais. Crois-le bien, mon très cher ami, la mémoire du bien que tu m'as fait est profondément gravée dans mon cœur. Je me plais à reconnaître que c'est à toi, après Dieu, que je dois de n'être pas tombé dans l'abîme où a péri M. de la Mennais ; et cela grâce à la sollicitude tendre et courageuse avec laquelle tu as veillé sur les agitations de ma pensée, depuis notre premier séjour à Rome jusqu'à ce charmant voyage de Marbourg qui a scellé de nouveau l'union déjà ancienne de nos cœurs. Je demande souvent à Dieu de faire disparaître tout ce qui peut altérer le moins du monde cette union. Il sait combien je suis à mille lieues de vouloir la sacrifier à une opinion politique quelconque. Seulement, dans les avertissemens que tu m'as donnés sur un certain point de mes convictions, j'ai cru voir l'empreinte d'une tendance beaucoup plus dangereuse pour toi-même et pour la vérité que celle que tu me signalais : j'ai tâché de la combattre, et c'est dans ce sens que je vais encore relever quelques-uns des passages de ta dernière lettre.

D'abord je n'admets pas du tout que je t'aie *prêté des extravagances*, comme tu dis. J'ai eu soin de fonder tous mes argumens et toutes mes remontrances sur des passages formels de ta lettre que je t'ai cités tout au long. Je les trouvais assez *extravagans*, cela est vrai, mais enfin je ne te les ai pas prêtés mais bien transcrits sur ta propre écriture. J'aime mieux croire que tu repousses toi-même ces conséquences outrées du culte politique que tu professes. Maintenant, quant à moi, il doit être bien entendu entre nous que je repousse également l'ancienne monarchie et l'ancienne aristocratie telle que nos pères l'ont connue en 1789, c'est-à-dire dégénérée et asservie. En un mot, je repousse ce qu'on appelle l'*ancien régime*. Les partisans de ce régime, qui s'appellent eux-mêmes *royalistes*, le savent bien et la *Gazette de France* copiant la *Gazette du Midi* me rendait l'autre jour ce solennel hommage : « qu'il n'y avait pas en France un homme plus *antiroyaliste* que moi ». Mais en repoussant l'ancien régime (sans haine et sans injustice, mais comme il convient à un Chrétien) je le distingue soigneusement de l'ancienne Société Catholique de l'Europe, telle qu'elle était constituée avant la triple invasion de la monarchie, de la démocratie légiste, et du protestantisme au *xvi^e* siècle. Je professe que cette société,

malgré tous les crimes et toutes les imperfections qui l'accompagnaient, a été la plus favorable à l'Église catholique et à toutes les plus nobles facultés de l'âme : et comme le principe politique qui dominait dans cette société était l'aristocratie, il s'ensuit naturellement que je ne peux pas ressentir pour ce principe l'horreur instinctive qu'il t'inspire, que ses débris au contraire, répandus sur la surface de l'Europe, m'inspirent respect et sympathie. Voilà pour le passé. Quant à l'avenir, je professe (mais avec beaucoup moins de certitude et de confiance) que, s'il faut en juger d'après l'expérience du genre humain jusqu'ici, la démocratie triomphante dans l'esprit moderne ne pourra se maintenir que par la hiérarchie, et que nulle part la hiérarchie n'a pu s'établir sans créer en même temps une aristocratie. L'Église seule a pu échapper à cette nécessité, parce que seule aussi elle est fondée sur des institutions d'origine divine, et accompagnée éternellement par la protection d'en-haut. Je crois donc que la société moderne engendrera une aristocratie, laquelle n'aura rien de commun, quant aux personnes du moins, avec l'ancienne, et qui surtout ne reposera pas uniquement sur la naissance. Comme l'aristocratie anglaise, elle devra être accessible à tous ceux que les services, les talens ou la fortune acquise élèvera au-dessus de la masse : et elle ne diffèrera de l'état actuel qu'en ce que les enfans de ces hommes-là, au lieu de retomber comme aujourd'hui dans la masse, resteront à l'élévation sociale où seront montés leurs pères. Mais encore une fois, comme je ne vois aucun symptôme de cette amélioration dans l'esprit actuel de mon pays, comme surtout le premier besoin de ce pays est la liberté de l'Église, et que cet affranchissement ne sera certes pas obtenu de si tôt et réclame le dévouement de tous les Catholiques, je me garderai bien de consumer mes forces et mon énergie à une œuvre moins pressée, plus incertaine et bien moins sacrée. Quant à ceux qui me prêteront des *arrière-pensées*, je ne m'en inquiéterai pas plus que tu ne t'inquiètes de ceux qui disent que tu voudrais rétablir l'inquisition parce que tu as pris l'habit de saint Dominique. Je continuerai à regretter le passé dans ce qu'il a de regrettable, et à mépriser le présent dans ce qu'il a de méprisable en m'efforçant de rendre justice à tous deux. Je n'admets pas du tout ton principe que *pour agir sur son temps il faut l'estimer*. Je crois que l'exemple de tous les saints qui ont écrit et de tous les grands hommes dignes d'être imités, prouve justement le contraire. Depuis saint Augustin jusqu'à Fénelon tous les écrivains catholiques n'ont jamais cessé d'invectiver contre le *siècle* ; ce n'est qu'au XVIII^e siècle que les philosophes ont commencé à professer pour l'humanité en général et pour leur *époque* en particulier, cette admiration poussée aujourd'hui au comble de la niaiserie et dont Dieu me préserve d'être complice.

Quant à toi, les six axiomes sous lesquels tu résumes tes sentimens sur la question sociale liée à la question religieuse me pa-

raissent irréprochables sous tous les rapports : mais vont-ils au fond de la question qui nous sépare ? Je ne le crois pas. Tous ces principes que tu regardes avec raison comme Chrétiens en tous temps et en tous lieux (savoir l'égalité devant la loi ; le libre accès à toutes les charges, le paiement de l'impôt par tous, la non-distraction du juge naturel) d'où nous viennent-ils donc si ce n'est de l'aristocratique Angleterre ? et qui les a maintenus, seule en Europe, si ce n'est l'aristocratie anglaise ? — Ailleurs, tu parles avec plus de clarté de ce peuple français nouveau, seul élément fort et vivant aujourd'hui, enfant vigoureux d'une race vieillie, etc. Je crois aussi à cette vitalité et à cette vigueur, mais avec moins de confiance. Je suis persuadé que Dieu réserve encore bien des mécomptes et bien des échecs à l'orgueil qui est un des principes dominans de cette vitalité, et que son triomphe définitif sera accompagné d'une foule d'afflictions et de déboires pour les catholiques et les honnêtes gens. C'est pourquoi je souhaite ardemment que tu te maintiennes à l'égard de ce triomphe dans un état de neutralité, affectueuse (si le cœur t'en dit), mais impartiale. Le plus grand honneur que je puisse faire à la démocratie moderne, c'est de la comparer à l'invasion des barbares qui ont renversé l'empire romain : eux aussi ont détruit une société profondément corrompue ; ils ont même fondé indirectement le magnifique édifice de la Chrétienté du moyen âge : mais comme leurs victoires (ainsi que ceux (*sic*) de la démocratie moderne) étaient accompagnées de maux innombrables et de crimes affreux, je ne vois nulle part que les évêques ou les Chrétiens de ces temps-là (dont ils allaient cependant briser les fers et fonder l'empire) les aient applaudis ou appelés.

En résumé, je crois que ce qu'il peut arriver de plus funeste pour la race humaine, c'est le triomphe absolu d'un principe *humain* quelconque, parce que c'est le triomphe de l'*orgueil*, cet éternel ennemi de la justice et de la charité : le plus grand crime qu'un catholique puisse connaître, c'est d'associer les vérités éternelles et spirituelles de la foi au succès matériel de tel principe périssable que ce soit. C'est ce qu'on a fait pour la monarchie : et nous voyons où cela a conduit les Bourbons et leurs idolâtres. C'est ce que M. de la Mennais a voulu faire pour la démocratie, et il a été foudroyé à l'instant. On ne l'a jamais tenté pour l'aristocratie : mais s'il se trouvait jamais des hommes assez insensés pour professer cette troisième idolâtrie, je suis persuadé que tôt ou tard le *Dieu jaloux* en aurait raison comme des autres.

A propos de M. de la Mennais, il vient de publier un petit volume intitulé de *l'esclavage moderne* : il y démontre que tous les Français sont esclaves... ou du moins presque tous. Je ne l'ai pas encore lu, mais je parie d'avance qu'il n'y est pas question du seul esclavage véritable des Français, celui de leur foi. Je t'en rendrai compte dans ma prochaine. Du reste rien ne peut égaler l'obscurité

et l'abaissement de ce pauvre grand homme ! Son élève M^{me} George Sand a fait un nouveau dénouement pour le plus infâme de ses romans, *Lélia*, dans lequel l'héroïne ex-prostituée devient abbesse d'un couvent : c'est le pendant de *Spiridion* que je t'ai fait lire l'année dernière : il est impossible de ne pas y remarquer l'acharnement de M. de la Mennais contre le sacerdoce, et surtout contre toute pensée de régénération monastique. Je ne serais vraiment pas étonné qu'il y eût là quelque trait à ton adresse. — Il y a eu dernièrement un article du *National de l'Ouest* qui, en s'élevant avec la violence accoutumée de ce parti contre les envahissemens du clergé, signalait avec amertume ton projet, en supposant d'ailleurs que tu méditais un établissement en Bretagne. Cet article rempli de sottises en tout genre et où il était fait allusion en termes couverts à la conversion de Buchez, etc. a été répété par toutes les feuilles libérales de Paris et des départemens : c'est du reste la première et la seule attaque de ce genre que j'ai remarquée. — J'ai reçu dernièrement une lettre d'un ecclésiastique de Sedan qui m'offre pour toi une ancienne chartreuse appelée le *Mont-Dieu* entre Sedan et Vouziers, département des Ardennes, diocèse de Rheims, endroit solitaire et pittoresque où saint Bernard aimait souvent à se rendre : cela appartient à une vieille dame qui le céderait à bon compte à un établissement religieux. Je regrette beaucoup de n'avoir pas visité cet endroit lors de mon récent voyage dans les Ardennes. J'ai ouï dire que le peuple des environs était impie et corrompu, mais cela a l'avantage d'être près de la Belgique, de Rheims et de Paris. Je vais répondre pour qu'on me fasse savoir le *prix*. Cela te donnera le temps de me dire ce que tu en penses.

On m'écrit, je ne sais plus d'où, que tu avais manifesté l'intention de revenir prêcher à Paris au mois d'*Avril* prochain : la moitié de cette nouvelle est évidemment fausse ; je souhaite que l'autre moitié le soit également. Je suis de plus en plus convaincu que tu feras mieux de prolonger ton séjour en Italie d'une année encore après l'expiration de ton noviciat. Certes, ce n'est pas trop de deux ans pour se bien pénétrer de l'esprit, de l'histoire, de la tradition d'un ordre où l'on doit passer le reste de sa vie. Tu passerais cette seconde année à Rome, à la Minerve ou à Sainte-Sabine : tu t'y ferais de nouveaux amis parmi les chefs de l'ordre et ailleurs : enfin tu agirais avec cette lenteur qui plaît à Rome et à tous les hommes sages. Médite là-dessus, je t'en supplie.

J'ai appris ces jours-ci une nouvelle qui m'a troublé ; c'est que l'abbé Ratisbonne, élève de l'abbé Bautain, écrivait aussi une histoire de saint Bernard et qu'il comptait me gagner de vitesse en publiant incessamment son premier volume. Je te prie de me dire ce que tu sais de cet ecclésiastique. Il y a deux ans que mon projet est annoncé dans toutes les revues, gazettes, etc. : s'il m'avait prévenu alors de son dessein, j'aurais volontiers renoncé au mien

pour faire l'autre ouvrage dont je t'ai parlé, mais maintenant c'est dur.

Mon beau-père est revenu dernièrement de Rome, regrettant beaucoup de n'avoir pas eu le temps d'aller te voir à Viterbe. Il a parlé de toi au Pape qui lui a paru *un peu froid*. Du reste, le père Vaures était là et pourra te mettre mieux au fait que moi. Je reçois de nombreuses lettres d'Allemagne surtout de Vienne, où l'on est stupéfait et indigné du silence gardé par Rome dans l'affaire des Grecs-Unis : cela fait le plus mauvais effet : c'est un sujet de triomphe quotidien pour les journaux protestans qui font ressortir le contraste frappant entre la violence des plaintes élevées contre la Prusse et cette complicité du silence avec la Russie, dont le crime est certes bien autrement grand. Moi aussi, je n'y comprends rien. On dit que c'est le jeune grand-duc de Russie qui a séduit le Pape. D'autres (plusieurs Catholiques très fervens et zélés de Vienne) attribuent tout aux Jésuites : ils prétendent que la Compagnie est ennemie de la Prusse, parce que le Roi de Prusse représente une force intellectuelle et un certain degré d'indépendance, que par conséquent elle ne demande pas mieux que de le voir abaissé, mais que l'Empereur Nicolas, étant le représentant parfait de l'étouffement de toute vie morale et de l'obéissance passive et, de plus, l'ennemi irréconciliable de la Révolution Française, est très fort du goût des Révérends Pères ; ils lui pardonnent beaucoup « parce qu'il opprime bien ». Je cite textuellement. Il paraît qu'il y en a à Vienne qui tiennent tout haut ce langage. On nous en veut beaucoup à toi et à moi des éloges sans restriction que nous avons donnés à Rome, toi dans ta lettre sur le Saint-Siège, moi dans mes articles de l'*Univers*. J'avoue que, pour ma part, l'affaire des Grecs-Unis me replonge dans la plus vive anxiété, et que c'est une arme terrible pour les ennemis de l'Eglise.

Je suis étonné que dans ta lettre tu n'en dises rien de l'*Univers*, si toutefois tu continues à le recevoir. Il est impossible que tu n'aies pas été frappé de sa lutte avec la *Gazette*, engagée mal à propos, en l'absence de la plupart des rédacteurs, avec toutes sortes de désavantages et qui a cependant produit un effet *immense* : je ne saurais te dire le retentissement de cette lutte ni surtout te peindre la fureur des légitimistes : on a bien vu par là combien on avait touché le point le plus vulnérable de leur cause : le concert d'invectives et de grossièretés parties pendant un mois de toutes les gazettes de province a mis à nu leur faiblesse. Le succès a été au delà de l'attente : il a été constaté *aux yeux de l'Europe* qu'il y avait en France un parti catholique indépendant du parti légitimiste : je dis aux yeux de l'Europe, parce que les deux organes les plus accrédités de la publicité européenne se sont occupés de cette lutte, le *Journal des Débats* et la *Gazette d'Augsbourg*. Ce résultat est immense : Dieu veuille seulement qu'il ne soit pas stérile et que cette première victoire ne soit pas suivie d'une ruine

complète. Le déficit *mensuel* de l'*Univers* est loin d'être couvert : je donne mille francs par mois mais il en faudrait *deux fois* autant : M. de Mérode en donnera *cent* par mois : nous espérons quelque chose de M. de Bonald (dont la promotion est une vraie bénédiction). Vois donc si tu ne peux rien par tes amis. Il est clair que l'*Univers* n'est pas tout ce qu'il devrait être, mais il est tout ce qu'il *peut* être : une ligne de plus, et des réclamations virulentes s'élèveraient de la part même de ceux qui le soutiennent avec chaleur aujourd'hui. Guerrier de Dumast m'a écrit là-dessus de Paris, où il est en ce moment, les choses les plus justes : il résume la question ainsi qu'il suit : la vérité *complète*, telle que nous l'entendons, n'aurait pas plus de 250 abonnés : la vérité mitigée, telle que la donne l'*Univers*, en a de 14 à 1500. Car ils ont gagné *trois cents* depuis la lutte avec la *Gazette*.

Pendant que j'écrivais cette page m'est arrivée l'*allocution contre la Russie* : je ne puis m'empêcher de la trouver faible tout en bénissant mille fois Dieu de ce que le silence a été enfin rompu. Tout marche, mais tout marche lentement. Comme notre *espérance n'est pas de ce monde*, cela suffit bien pour remercier Dieu d'avoir placé notre vie à une époque où l'idolâtrie de ce veau d'or couronné qu'on a si longtemps placé à côté de la croix, est ébranlée par la base, dût-elle même ne pas être anéantie de notre vivant. Adieu, mon très cher ami. Je te remercie bien de cette curieuse lettre au général des Dominicains et te promets un inviolable secret. Je me recommande ardemment à tes prières, ainsi qu'à celles de tes deux compagnons : bien que je n'aie pas le bonheur de les connaître, j'espère qu'ils me regardent comme un frère et un ami sincère. Encore adieu et que Dieu te bénisse et te conduise.

(signé) : M.

TROISIÈME LETTRE SUR L'ARISTOCRATIE.

Paris, ce 28 février 1840.

..... Combien je voudrais avoir le loisir de continuer à mon aise avec toi notre discussion sur l'aristocratie. Je me félicite au reste extrêmement de ce que tu l'as entamée : elle m'a été fort utile : elle m'a porté à raisonner et à motiver par des réflexions prolongées les convictions qui étaient chez moi plutôt à l'état d'instinct que de démonstration. A l'inverse de la plupart des discussions, elle nous a plutôt rapprochés qu'éloignés l'un de l'autre. Nous sommes parfaitement d'accord sur le fond des choses, car tu résumes admirablement l'horreur que m'inspire la société actuelle, qu'elle a détruit la *corporation*, l'*Église* et la *famille*, et qu'elle n'a laissé subsister que l'individu et l'État. C'est parfait ; mais comment,

quand on juge si bien les choses, ne pas remonter un peu à leur origine, et ne pas voir que c'est justement et *uniquement* les progrès de la démocratie qui ont amené cet état de choses qui s'est aujourd'hui identifié avec elle en France et partout. Partout en effet où la démocratie fait des progrès, c'est-à-dire dans tous les pays de l'Europe, on voit s'affaiblir graduellement la religion, l'esprit et les lois fondamentales de la famille et enfin les corporations. Ces dernières surtout sont souverainement incompatibles avec la démocratie parce qu'elles impliquent toujours une hiérarchie, une *échelle sociale*, au lieu d'une table rase, et c'est ce que la démocratie ne peut pas souffrir. On en a un exemple bien frappant dans l'Amérique actuelle où, depuis 60 ans d'existence nationale, il n'a pu se former qu'une seule corporation, la *Banque des États-Unis*, qui est depuis dix ans l'objet des plus virulentes attaques de la part des ultras démocrates, y compris les présidents Jackson et Van Buren et qui, défendue uniquement par les whigs ou aristocrates, ne peut pas manquer de périr. Ici, quelques voix hardies, à la vue des épouvantables catastrophes de l'industrie moderne, ont demandé le rétablissement des jurandes et des corporations industrielles. Il faut voir quelle clameur de haro s'est élevée dans les journaux démocrates de toutes les nuances contre les malencontreux inventeurs de cette idée : et ces journaux avaient parfaitement raison, car toute corporation, quelque obscure qu'elle soit, est une protestation vivante en faveur de la stabilité, de la tradition, du PRIVILÈGE et, par conséquent, un moyen de résistance contre la toute-puissance mobile de la volonté populaire et contre l'égalité. Tu crois peut-être que les corporations religieuses pourroient coexister avec la démocratie *française*, parce que celle-ci tolère ou tolérerait quelques couvens isolés et inconnus. Mais je t'attends au jour où les ordres religieux auraient pris une consistance réelle et sérieuse ; c'est alors qu'on verrait se réveiller les jalouses fureurs de la démocratie, n'y eût-il d'ailleurs pour les exciter que les intérêts du fisc, si intéressé à maintenir la mobilisation perpétuelle du sol d'après les principes modernes. Apparemment, tes couvens auront besoin de champs comme tous les autres Français et, en durant, ils feraient durer les champs sans changer de main : ils tomberaient alors sous le coup des mêmes argumens qui ont fait proscrire les substitutions, même à deux degrés, s'il faut en croire les discussions officielles du code civil dans le conseil d'État de l'an VIII. Ce qui me désole en toi, mon cher ami, c'est ton insensibilité absolue aux leçons de l'histoire : je reconnais bien le génie de la démocratie, qui faisait dire au journal la *Tribune*, en 1833, que les encouragemens donnés par M. Guizot à l'étude de l'histoire étaient une déclaration de guerre aux principes démocratiques. Ta prétention de vouloir concilier le maintien de la démocratie actuelle avec le rétablissement des corporations est en contradiction avec la logique et l'histoire de la démocratie pendant

seize siècles. L'histoire démontre invinciblement que jamais les corporations municipales, industrielles ou même religieuses n'ont pu fleurir que dans les pays où elles s'appuyaient sur la première de toutes les corporations, c'est-à-dire, un patriciat, une noblesse héréditaire. Je te défie de me citer un seul exemple du contraire. Le moyen âge est l'époque où toutes les corporations ont commencé et c'est l'époque par excellence de l'aristocratie : l'Angleterre est aujourd'hui le seul pays où les corporations soient réellement vivantes et influentes, et c'est aussi le seul où il y ait encore une aristocratie. Certes, la Constituante savait parfaitement ce qu'elle faisait lorsqu'elle abolit coup sur coup, et par les mêmes motifs, la noblesse, les provinces, les jurandes, *toutes les corporations* et les monastères de toute espèce : elle savait bien que tout cela se tenait et se tiendra toujours. De même que la démocratie, la centralisation comme forme politique, l'industrialisme comme forme sociale, le panthéisme comme religion sont toutes les conséquences et corollaires d'un même principe. Comme tu le remarques fort justement, la divergence qui existe entre nous se réduit à « une espèce d'augure sur la forme future de la société », et j'ajouterai sur les remèdes à apporter à ses maux actuels. Mais en fait d'augure, lequel est le plus sage de celui qui déduit de l'expérience du passé ses prévisions pour l'avenir, ou de celui qui se réfugie dans une utopie *possible* mais qui n'a jamais existé, pour ne pas rompre avec les préjugés de sa jeunesse. Eh bien ! je me fonde sur l'expérience de six mille années que le monde a vécu jusqu'à présent, pour dire que dans toute société la liberté modérée et *durable*, la politique élevée et *durable* (parce qu'après tout c'est la durée qui est le critérium de tout, même de la vertu), que ces deux biens suprêmes sont proportionnés à la prédominance d'un élément hiérarchique et aristocratique ; et, en outre, que cet élément est inséparable de l'hérédité. Vouloir comme toi une aristocratie sans hérédité, c'est contredire l'expérience et l'instinct du genre humain ; l'analogie que tu crois pouvoir déduire de l'épiscopat et des élections monastiques me semble pécher par la base, par l'excellente raison que les évêques et les abbés ne peuvent avoir ni enfans ni propriété personnelle. Or tu ne veux pas, je pense, astreindre tes magistrats aux vœux de chasteté et de pauvreté. L'hérédité tient aux entrailles de la société parce qu'elle est la base de la famille : c'est sur elle que sont fondés, depuis le commencement du monde, les trois faits fondamentaux de la société : la famille, la propriété et la royauté. Pourquoi donc ne serait-elle pas une des bases, et la plus naturelle, du pouvoir politique ? Cela est si vrai que je te défie de me citer un seul argument contre l'hérédité de l'aristocratie, qui ne porte avec une égale force contre l'hérédité de la royauté et de la propriété. Cela est encore si vrai que de nos jours nous voyons tous les hommes de ce qu'on appelle une opinion *avancée*, s'attaquer, maintenant que tous les privilèges aristocratiques sont

détruits, à la royauté, à la propriété et à la famille. Témoins les saint-simoniens, M. de la Mennais, Madame Sand *e tutti quanti*. Ce n'est pas à un théologien tel que toi qu'il est besoin de rappeler l'excessive importance attachée dans l'Écriture sainte à la transmission du sang, puisque Dieu lui-même a commencé la promulgation de sa loi par la généalogie *humaine* de son fils. Ce qui s'est montré avec une telle force dans l'histoire sacrée, s'est manifesté également chez tous les peuples de l'antiquité comme du monde chrétien. Le triomphe du Christianisme n'a pas apporté la moindre modification dans cette tendance universelle de toute société bien organisée vers l'aristocratie héréditaire. Et pourquoi ? parce qu'il est dans la nature qu'un père désire et s'efforce de transmettre à sa descendance, avec son nom et ses propriétés, le plus précieux de ses biens : savoir son influence et son pouvoir social. C'est même là le plus noble but que puisse se proposer une ambition humaine : « je travaille pour mes enfans ». C'est là le cri de la nature partout. Est-ce donc un si beau progrès que de parquer l'ambition, le talent, la gloire, dans l'égoïsme individuel, de les faire mourir avec l'individu au lieu d'en faire une substitution et un dépôt pour l'avenir. Qu'y gagne-t-on, même sous le rapport de la *capacité* ? Ne vaut-il pas mieux que le plébéen illustré puisse dire comme le bon maréchal Lefebvre aux courtisans de la restauration : « *Moi aussi je suis un ancêtre* ? » Est-ce que, par hasard, la France actuelle et l'Amérique sont gouvernées par des hommes plus distingués, plus désintéressés, plus généreux que l'Angleterre, ou que ne l'était la France elle-même avec tous les abus de l'ancien régime ? Est-ce que Colbert, Louvois, Chatham, Canning ne valent pas M. Thiers et M. Passy ? Je nomme à dessein quatre bourgeois pour te montrer que l'aristocratie héréditaire n'exclut en rien les hommes de talent nés hors de son rang : au contraire, on peut remarquer que les aristocraties ont presque toujours été gouvernées par des *novi homines* comme les appelait Cicéron, lui-même enfant adoptif de l'aristocratie romaine. La Chambre des Pairs d'Angleterre ne compte pas 50 membres issus des anciennes familles normandes, contre quatre cents fils de parvenus illustrés par leurs talens ou leurs services. En 1789, sur les 36 Ducs et Pairs de l'ancienne monarchie, il y en avait au moins la *moitié* dont les ancêtres n'étaient anoblis que depuis un ou deux siècles. Il ne s'agit donc nullement de parquer le genre humain dans des castes éternellement séparées, mais il s'agit de savoir s'il ne vaut pas mieux grandir les enfans et leur donner une puissance indépendante en considération de leurs pères, que de tout rabaisser et de tout rapetisser comme on fait aujourd'hui. Il ne s'agit pas non plus de décréter l'immortalité des aristocraties pas plus que celle des dynasties, il est bon que les unes et les autres soient parfois renouvelées, mais il en faut toujours des nouvelles à la place des anciennes. Élever l'exercice du pouvoir à la dignité d'une chose de famille, au lieu d'en faire la

proie éphémère de l'intrigue et de la médiocrité, voilà le problème à résoudre. Donner l'illustration d'une race entière pour but aux efforts d'un individu, me paraît, je l'avoue, une plus heureuse combinaison que de tout concentrer dans la vie de cet individu. Les descendants de Colbert et de Louvois sont aujourd'hui, ou du moins étaient hier, des grands seigneurs : les fils de M. Périer et de M. Thiers ne seront rien. Quel profit y a-t-il à cela pour la France ou pour l'humanité ?

Avec ton système, ta suppression complète de l'hérédité politique, il faudrait supposer que le mouvement de 1789 a été plus puissant, plus légitime et plus universel que l'introduction même du Christianisme dans la société humaine. Pour moi j'admets la révolution française comme un acte de la justice divine, comme une insurrection motivée par d'énormes abus et glorifiée par des luttes sublimes : mais je ne saurai jamais croire qu'une révolution souillée par les crimes les plus effroyables dont la mémoire des hommes ait gardé le souvenir, et qui a eu comme caractère distinctif la haine de Dieu et de son Église, puisse renouveler d'une manière salubre et permanente les instincts et les besoins de la société humaine. Dieu te préserve, toi prêtre, toi religieux, d'une pareille aberration ! Dieu te garde de t'exalter, au sein de la solitude et de l'absence, dans le culte exalté de ce qui peut bien n'être qu'une violente maladie du genre humain ! Certes, la France est pour longtemps encore destinée à subir cette maladie, mais il est permis d'entrevoir déjà plusieurs symptômes d'une guérison lointaine. Pour moi je ne connais personne, à l'exception de quelques jeunes gens sans expérience, qui, en abjurant l'incrédulité, n'ait abjuré en même temps la foi en la démocratie. Je te citerai seulement, parmi les collaborateurs de *l'Univers*, Carné qui a écrit quatre gros volumes en l'honneur des classes moyennes, Louis Veuillot et Roux-Lavergne, l'ex-ami de Buchez, tous deux anciens républicains. Je te citerai encore M. Odilon Barrot qui disait hier à la salle des conférences de la chambre des députés : « Je commence à douter qu'on puisse constituer un gouvernement représentatif sans aristocratie ».

J'ai été extraordinairement confirmé dans mes impressions à ce sujet par la lecture récente du célèbre ouvrage de Tocqueville sur la *démocratie en Amérique*. Cet écrivain ne doit pas t'être suspect, car il passe pour l'apologiste le plus habile et le plus moral de la démocratie, il déclare même que le catholicisme doit s'accorder avec cette forme sociale mieux qu'avec toute autre, ce qui semblerait indiquer que pendant 1800 ans l'Église, toujours alliée avec la royauté et l'aristocratie, n'a jamais su quels étaient ses véritables intérêts ou bien que l'époque actuelle, la plus démocratique de l'histoire, serait aussi la plus catholique (grande illusion assurément ou bien grande ignorance). Mais quel tableau il trace de cette démocratie, dans le pays du monde où elle s'est présentée

avec les conditions les plus favorables, où, à la grande différence de notre France, elle n'a jamais commis de crimes et s'est toujours appuyée sur la religion. Il déclare formellement qu'elle a anéanti l'*esprit de famille*, qu'elle a produit l'abaissement et l'asservissement le plus complet de l'intelligence aux passions de la foule, en même tems qu'une cupidité effrénée. « Je ne connais pas, dit-il, t. II, p. 153, de pays où il y a moins de véritable indépendance d'esprit et de liberté de discussion qu'en Amérique », et plus loin : « je ne connais pas de pays où l'amour de l'argent tienne une plus large place dans le cœur humain ». Il déclare, t. II, p. 135, que « la démocratie en général est incompatible avec la générosité, la poésie, la gloire et les grandes entreprises ». Il démontre, avec une effrayante logique, que la démocratie moderne, en nivelant tout, prépare la société à un despotisme tel que le monde n'en a jamais connu jusqu'à présent : l'Amérique y échappera longtemps à cause des conditions spéciales où elle se trouve, et surtout à cause de l'absence de toute force militaire, mais la France ! ... Il échappe parfois à son âme généreuse et vraiment impartiale des cris douloureux comme ceux-ci : « j'aperçois que nous avons détruit les existences individuelles qui pouvaient lutter séparément contre la tyrannie... A la force quelquefois oppressive mais souvent conservatrice d'un petit nombre d'hommes a succédé la faiblesse de tous... la division des fortunes a diminué la distance qui séparait le pauvre et le riche : mais en se rapprochant ils semblent avoir trouvé des raisons nouvelles de se haïr. Je cherche en vain dans mes souvenirs ; je ne trouve rien qui mérite d'exciter plus de douleur et plus de pitié que ce qui se passe sous nos yeux. — Il existe dans le cœur humain un *goût dépravé pour l'égalité* qui porte les faibles à vouloir attirer les forts à leur niveau et qui réduit les hommes à préférer l'égalité dans la servitude à l'inégalité dans la liberté ».

De tout quoi je conclus que j'ai bien quelques droits de maintenir l'opinion qui a soulevé tes premières objections, savoir : que le génie de la démocratie moderne est un *génie infernal*, et je ne saurais assez t'exhorter à te mettre en garde contre un esprit qui a été combattu par tous les grands législateurs depuis Solon jusqu'à Napoléon, réprouvé par tous les vrais philosophes depuis Platon jusqu'à de Maistre, et flétri par tous les génies supérieurs depuis Homère jusqu'au Dante.

Je finis par un trait destiné à corroborer ma réfutation de l'incroyable assertion par laquelle, dans ta première lettre, tu prétendais attribuer à la noblesse française l'origine du gallicanisme. Tu te souviens sans doute des fameux discours du cardinal du Perron aux États généraux de 1614, si souvent cités dans le *Mémorial*, l'*Avenir*, etc. Eh bien ! j'ai trouvé dernièrement les deux discours faits à la même occasion par les orateurs de la noblesse et du tiers état. Tandis que la noblesse, par la bouche de son Président, le

Baron de Beaufremont déclare se rallier aux propositions du clergé sur la suprématie de Rome et l'amissibilité du pouvoir temporel, le tiers état par la bouche de Miron, prévôt des Marchands, supplie « S. M. de vouloir bien déclarer qu'elle n'avait pas d'autre supérieur sur terre que Dieu ».

PIÈCE JUSTIFICATIVE N^o 4

« CHRONIQUE CATHOLIQUE DE MON TEMPS

commencée en septembre 1838, interrompue en 1842 »¹

extraite des archives d'Écotay, voir ci-dessus bibliographie, p. 10.

1838

Septembre 1838.

FRANCE.

J'ai souvent regretté, dans ces derniers tems, de n'avoir pas profité de quelques instans de loisir pour mettre par écrit la quantité de choses inconnues et intéressantes que j'ai eu l'occasion d'apprendre sur les affaires catholiques, depuis huit ans que je suis mêlé à ces affaires d'une manière si intime et si constante. Je regrette surtout de ne l'avoir pas fait depuis mon dernier voyage de Rome, et pendant toute cette glorieuse histoire des archevêques de Cologne et de Posen. Enfin mieux vaut tard que jamais et, malgré les innombrables occupations et embarras qui m'assiègent, je veux commencer dès à présent par rappeler dans ce cahier tous les événemens que les journaux m'apprendront sur la position de l'Église, en même tems que j'y déposerai tous les faits inédits de cette nature que mes relations et ma trop vaste correspondance me feront connaître. Je n'ai nullement, Dieu le sait, l'intention de faire une œuvre historique, des *mémoires* proprement dits, mais uniquement une sorte de journal de ma vie, en séparant de celui que j'ai tenu depuis 1822 jusqu'ici tout ce qui touche la cause catholique. Ce pourra être un répertoire assez utile, sinon à l'usage de ce parti catholique que je m'épuise en vain à former, du moins pour mes enfans en leur apprenant quels ont été les efforts et le trop impuissant amour de leur père pour cette Sainte Église Catholique et Romaine dont je demande à Dieu qu'ils soient, comme moi les tendres et dociles enfans.

1. Cette *Chronique* est consignée dans cinq cahiers de format 20 × 24, cartonnés rouge, conservés aux archives d'Écotay. Le fragment que nous publions intégralement, sauf deux phrases (....), forme le début du premier cahier. Elle fut interrompue, en 1842, comme l'indique le sous-titre manuscrit, puis reprise en 1845 à la suite du même cahier et continuée dans les quatre suivans.

13 septembre.

Je ne pouvais mieux commencer qu'au moment où, par ses admirables allocutions du 13 septembre, notre grand et immortel Pontife Grégoire XVI a en quelque sorte couronné l'œuvre de courage et de rédemption qu'il a si glorieusement commencée. La première de ces allocutions vante le zèle du Roi Louis-Philippe pour l'érection de l'évêché d'Alger, déplore la conduite oppressive du Roi de Prusse, et rend un éclatant hommage à l'archevêque de Pologne, Martin (de) Dunin. Dans la seconde, il fait un magnifique éloge de la Nation Belge, en proclamant cardinal l'archevêque de Malines Engelbert Sterckx (homme du reste médiocre et étroit). Le texte de ces allocutions se trouve dans l'*Univers* et l'*Ami de la Religion* (auxquels je renverrai toutes les fois que je le pourrai, pour abréger). Dans l'*Univers* du 7 octobre se trouvent les réflexions qu'on a suggérées ces actes, réflexions importantes parce que, pour la première fois, j'ai pu dire aussi franchement et aussi publiquement ma façon de penser sur l'indigne exploitation de la religion par les légitimistes, auxquels le Pape vient de porter un coup si terrible par le contraste qu'il établit entre la conduite de la monarchie du droit divin en Prusse, et les consolations que lui donnent la France et la Belgique révolutionnaires. Le bon *Bailly* (directeur de l'*Univers*) n'insère mon article qu'avec des réserves, mais elles sont très sages et très utiles pour son journal.

EXTÉRIEUR ¹.

1838

Des lettres de Cassel de septembre, dans les journaux, annoncent que le gouvernement hessois, alarmé de la tournure de plus en plus menaçante que prend l'affaire de Cologne, s'oppose à l'établissement de paroisses catholiques à Gelnhausen et à Hanau. Nous verrons ce que fera l'admirable évêque de Fulda, Mgr Pfaff, sans contredire le meilleur évêque de la province du Haut-Rhin.

Septembre.

Le supplément de la Gazette d'Augsbourg du 5 au 10 septembre renferme des détails immensément précieux sur la persécution exercée par le gouvernement prussien contre les Luthériens de la Silésie qui n'ont pas voulu adopter sa liturgie de nouvelle fabrique. Le ré-

1. Dans le manuscrit, la page de gauche est réservée aux faits touchant le catholicisme à l'étranger, sous le titre « Extérieur ». Ces pages sont ici imprimées en italiques.

dacteur dit clairement que tel serait le sort réservé aux Catholiques s'ils n'étaient pas aussi nombreux.

Août-septembre.

Les journaux anglais du 5 septembre contiennent des extraits des nouveaux journaux maltais fondés depuis que la liberté de la presse a été accordée à cette île par l'Angleterre. Il paraîtrait que l'un d'eux, le Valletta journal, aurait une couleur assez catholique, s'il faut en juger d'après ces paroles du prospectus ¹.

27 septembre.

Lettre d'Ernest Zander (l'ancien rédacteur de la Gazette de Würtzbourg, destitué et poursuivi à cause de son courage dans l'affaire de Cologne) qui me confirme la déplorable nouvelle du mariage du prince royal de Bavière avec la grande Duchesse de Russie. Les dispositions catholiques du Roi de Bavière paraissent tout à fait vaincues par l'influence russo-prussienne. La censure s'exerce avec la plus grande sévérité sur tout ce qui porte le caractère d'indépendance catholique. Il n'est pas même permis de parler en détail de l'allocution !

Le Comte de Lerchenfeld, président du gouvernement à Würtzbourg, déclarait qu'il aimerait mieux avoir dans sa ville huit bordels qu'un couvent.

Octobre 1838.

FRANCE.

Déjà brouillé à mort avec le légitimisme, je ne puis rien redouter de plus que des insultes de la *France* et de la *Quotidienne*, déjà si abondantes à mon égard. Ils savent le mal que je leur fais et celui, bien plus grand encore, que je leur veux. S'il plaît à Dieu, je ne mourrai pas sans avoir miné et battu en brèche le détestable empire qu'ils exercent sur tant d'âmes honnêtes. Ce que je crains bien plus, c'est d'avoir déplu à Rome par la trop grande franchise de mon langage : ce serait d'autant plus malheureux que Werner de Mérode, mon beau-frère qui arrive d'Italie, m'apprend que je suis on ne peut pas mieux vu à Rome, que le Pape parle de moi avec effusion à tout le monde, qu'il a fait un grand éloge de mon discours sur le Luxembourg et le Limbourg en disant : *si sempre Catholici a Protestanti* désignant ainsi la livraison périodique et universelle des âmes catholiques à des maîtres protestants, comme le traité des 24 articles le veut encore pour ces deux malheureuses provinces. Les Cardinaux Lambruschini, Pacca, Polidori, etc., lui ont aussi parlé de moi avec une grande bienveillance et semblent suivre

1. A cet endroit du manuscrit est placé l'extrait du prospectus, cité par *Globe* september the fifth, rappelant que, selon la tradition, saint Paul a trouvé asile à Malte.

avec intérêt mes travaux à la Chambre des Pairs. Mon existence politique est là la plus ferme base de mon existence religieuse : c'est une vérité que je ne dois jamais oublier.

4 octobre.

L'abbé Lacordaire m'écrit de Dijon une lettre pleine de paix et de bonheur sur le résultat de son voyage à Rome : son projet de rétablir les Dominicains en France a été accueilli avec enthousiasme (par) le Pape, le Card. Lambruschini, le Général de l'Ordre, etc. : il aobt enu le couvent de Sainte-Sabine pour noviciat, il vient en France chercher des novices, et passera l'hyver à Paris. Monseigneur Gallard, évêque de Meaux, qui le protège et l'encourage beaucoup, croit lui avoir déjà procuré un couvent près de sa ville épiscopale. Il lui recommande toujours de ne pas se presser : il faut maintenant bien ménager le gouvernement ; c'est le *seul point vulnérable* en ce moment. Il n'a plus rien à craindre de l'archevêque de Paris : je voudrais pouvoir conter ici les détails que je sais sur la conduite de ce dernier prélat ; ces interdits lancés contre l'abbé Lacoste parce qu'il est exalté dans son hébraïsme, et contre l'abbé *Axenger*, cet excellent et savant prêtre coupable du seul crime d'avoir obtenu un secours de la Duchesse d'Orléans pour son œuvre des Catholiques Allemands qui est maintenant détruite. Et tout cela sans jugement, sans examen, sans formalité aucune ! c'est affreux.

4 octobre.

Le même jour j'écris à M. Barthe, garde des Sceaux, en réponse à la lettre vraiment fort bonne et sage qu'il m'a écrite sur les conditions qu'il désire pour un candidat à l'épiscopat. Je lui recommande toujours fortement M. Jordany, supérieur du grand séminaire de Digne, pour le siège de cette ville, vacant par la démission de ce vénérable Mgr Miollis que j'y ai vu en 1831. Je lui indique en outre l'abbé *Sibour* d'Aix, l'abbé Chartier de Clermont, l'abbé Thévenard de Laon et enfin l'abbé *Gerbet* (ce dernier m'afflige toujours par son inaction : le Pape le confond avec l'abbé *Boyer* !!!) Je trouve plus prudent de ne rien dire de ce déplorable choix de M. Menjaud pour Nancy, bien que Guerrier de Dumast m'ait écrit à plusieurs reprises pour me raconter l'indignation et la désolation qu'il a causées partout. Cette *société pour l'union de la foi et des lumières* qu'on a eu tant de peine à organiser va être totalement neutralisée et anéantie par cette créature de M. de Forbin.

10 octobre.

Un curé des environs, celui de Wallers près Trélon, qui a été trois ans vicaire à Maubeuge et aumônier des troupes, me donne d'assez

curieux détails sur la conduite religieuse des militaires qu'il y a connus. Tous, *sans exception*, réclamaient ses secours lorsqu'ils étaient sérieusement malades, et recevaient avec dévotion les sacrements : il ne lui est arrivé qu'une seule fois d'être repoussé. M. Lefébure, capitaine d'artillerie, donnait des exemples bien édifiants et communiait cinq ou six fois par an ; il en était de même de cinq ou six autres officiers. M. de Narps, sous-intendant militaire, (ancien abonné et ami de l'*Avenir*, frère du général de brigade en Belgique) se confessait tous les huit jours et approchait de la Sainte Table tous les 15 jours. Enfin à Cambray l'année dernière, 1837, cinq cents soldats ont fait leurs pâques !! ce dernier fait est vraiment prodigieux : mais il me l'a affirmé de la manière la plus solennelle.

Le conseil général de l'*Allier* a renouvelé cette année son vœu annuel relatif à la suppression de l'évêché de Moulins, l'un de ceux érigés par la bulle du 10 octobre 1822. Je crois que c'est du reste à peu près le seul, avec celui de l'Oise, qui persiste dans cette sottise et ignoble haine contre le clergé. Un excellent article du *Journal du Bourbonnais*, inséré dans l'*Univers* du 10 octobre, démontre la nullité des argumens d'*économie* (car ce sont les seuls) sur lesquels le Conseil se fonde. L'évêque avec tout son chapitre ne coûte que 27.000 francs, laquelle somme, répartie entre les 86 départemens, laisse 317 francs 07 centimes à la charge du département de l'*Allier*.

Dans ce même numéro on lit une lettre très curieuse d'un curé des Côtes-du-Nord, qui raconte tout l'acharnement du conseil général et des autres autorités municipales et électives contre les écoles chrétiennes. Le conseil général a voté en 7 années 130.000 fr. pour les écoles mutuelles, et pas un centime pour les Frères, quoique ceux-ci aient un nombre infiniment plus grand d'élèves. Cette année encore, malgré les efforts de M. Sauveur La Chapelle, député et maire de Guingamp, 16 voix contre 11 ont voté 18.000 francs pour les écoles mutuelles, à l'*exclusion des Frères*. Tout cela n'empêche pas les Frères d'avoir au moins les deux tiers des élèves : il en est de même à Toulouse : un travail très curieux de Michel Chevalier (*Journal des Débats* du 11 octobre 1838) déclare qu'il y a dans cette ville :

	garçons :	700	2 200
	filles :	300	1 200
		1 000	3 400

13 octobre.

Une lettre d'Alexandre de Saint-Chéron m'annonce que depuis deux mois il est chargé de la rédaction politique du *Journal Général de France* (l'ancien journal doctrinaire pur), et que son premier soin a été de lui donner le caractère religieux sans lequel il n'aurait jamais consenti à y écrire une ligne. En effet, il a parlé très conve-

nablement de l'*Allocution du Pape*, et a cité un long fragment de mon article sur ce sujet. Je regarde comme un grand et heureux événement la prise de possession d'une feuille politique par un esprit catholique, quelque restreintes et incomplètes que doivent être ses manifestations. On peut faire ainsi cent fois plus de bien qu'avec une feuille tout à fait ecclésiastique comme l'*Univers*. Saint-Chéron est tout à fait l'homme qu'il fallait pour cela. Après avoir été ardent saint-simonien et avoir épousé la fille du demi-pape Bazard, il s'est (converti) au Catholicisme avec cette sincérité et ce dévouement intelligent qui caractérise tous les saints-simoniens revenus à la foi tels que Margerin, Chéruef, etc. Il a traduit l'*Histoire de la Papauté* de Ranke en y ajoutant une introduction qui est un chef-d'œuvre ; il publie maintenant l'histoire d'Innocent III par Hürter : c'est un homme précieux sous tous les rapports et l'un des élémens les plus complets du parti catholique.

13 octobre.

Une lettre de Bailly, du même jour, m'annonce que le nouvel évêque d'Amiens, Miolland, est tout à fait livré à un petit nombre de familles légitimistes et aux prêtres de cette couleur. Il refuse de nommer l'abbé Bailly (frère du nôtre) au canonikat vacant auquel il a droit comme ancien vicaire général : il ne lui pardonne pas d'avoir officié en personne, pendant la vacance du siège, pour la fête du Roi et l'anniversaire du 28 juillet. J'écris au garde des Sceaux pour qu'il ait à tenir ferme jusqu'à ce que ce Bailly ait son canonikat. Mais ce gouvernement aime beaucoup mieux servir ses ennemis que ses amis. Aussi en est-il bien récompensé. « Hier encore, m'écrivait Bailly, un haut fonctionnaire ecclésiastique de l'Université, qui a été comblé de distinctions, se justifiait auprès de moi de les avoir acceptées. Mgr Dupuch, ce saint prêtre de Bordeaux que le gouvernement vient de faire évêque d'Alger, allait partout à Paris s'excusant d'avoir accepté un évêché de pareilles gens » !!!

14 octobre.

Cornudet m'écrit qu'il a passé huit jours avec son ministre chez le Roi à Eu : il me dit qu'il y avait tous les jours à la table du Roi des ecclésiastiques des environs, et que le Roi va à la Messe tous les dimanches aux Tuileries. Tout cela ne l'empêche pas d'avoir fait une chose odieuse en consentant au baptême protestant de son petit-fils Wurtemberg.

16 octobre.

Les journaux libérâtres, tels que le *Siècle*, jettent feu et flammes contre une circulaire du ministre de l'Instruction publique (Sal-

vandi) aux évêques pour les inviter à visiter les collègues et à lui rendre compte de leurs observations. Cette mesure, très convenable et parfaitement légale, est jugée par eux comme au delà de tout ce que la Restauration a fait de pire en ce genre. Il y a donc des haines non seulement immortelles mais surtout aveugles au point de ne jamais pouvoir endurer un seul rayon de lumière. Du reste, ces déclamations voltairiennes ne paraissent pas avoir d'écho. Le *Siècle* relève l'épithète de honteuses que j'ai donnée aux Ordonnances de 1828 dans mon article du 7, mais sans me nommer.

18 octobre.

L'abbé Lacordaire m'écrit une lettre intéressante sur la marche de son œuvre admirable et si hardie, le rétablissement de l'*Ordre des Dominicains en France* : il veut faire une souscription basée sur un travail qui sera prêt le 15 décembre. Il passera, dit-il, l'hiver à Paris et ira prêcher tous les dimanches à Meaux ; l'évêque de Meaux l'encourage toujours et croit lui avoir déjà trouvé une maison convenable dans les environs de Meaux. Moi je lui conseille de donner au moins une partie de son hyver à l'archevêque de Bordeaux à qui il l'avait promis avant son départ pour Rome. Il remarque avec raison qu'en général la presse, même la plus exagérée, n'a point élevé de réclamations contre son œuvre, malgré la publicité intempestive qu'elle a reçue.

Le bruit court partout que j'ai acheté l'*Univers* avec mon beau-père pour 90.000 francs. Il n'y a pas un mot de vrai, quoique je fasse ce que je peux pour procurer à ce journal indispensable des secours, mais d'un tout autre côté que celui de la Belgique où la ladroterie et l'inertie des catholiques est telle (*sic*) qu'ils ne peuvent pas même soutenir un seul journal catholique à Bruxelles, bien loin d'en payer au dehors.

Fin octobre.

Un événement immense vient de se passer dans le midi de la France. Les évêques de la province d'Aix viennent de s'assembler en Synode provincial dans la ville métropolitaine : une pareille réunion n'avait pas eu lieu depuis cinquante ans, et pas plus sous la restauration que sous la république. Il a fallu que la révolution de Juillet vînt, bon gré mal gré, briser les liens du clergé pour que ce fait fût possible. C'est ainsi que, l'année dernière, le prieur de la Chartreuse de la *Part-Dieu* en Suisse me racontait qu'ils avaient pu, pour la première fois, tenir le chapitre général de l'Ordre à la Grande Chartreuse, chose qu'ils n'avaient jamais osé sous la restauration où l'on attendait toujours l'impulsion du pouvoir et où cette impulsion était toujours nulle ou souverainement égoïste et maladroite. L'*Ami de la religion*, journal de l'archevêque de Paris

et du vieux clergé gallican, quoique bien modéré depuis quelque tems, se montre assez embarrassé de cette preuve immense de la liberté *actuelle* de l'Église. Il remet à en parler jusqu'à plus tard. Les journaux libérâtres ne disent rien. Il n'y a que l'*Univers* qui parle franchement et courageusement de cette nouvelle conquête. D'après la *Gazette du Midi*, l'ouverture du synode s'est faite processionnellement dans la cathédrale d'Aix avec beaucoup de pompe. Tous les suffragans y assistaient (excepté l'évêque de Digne qui n'est pas encore nommé), même l'évêque d'Ajaccio, Mgr Casanelli, qui a tout fait pour régénérer ce malheureux diocèse si cruellement compromis par l'administration de Mgr Sebastiani. Il paraît que les prélats se sont surtout occupés de l'éducation ecclésiastique : c'est bien en effet le point le plus digne de leur attention : puissent-ils avoir trouvé quelques moyens de remédier à sa fâcheuse infériorité, si peu en harmonie avec l'excellente discipline, le courage et la piété du clergé actuel en France.

EXTÉRIEUR.

Octobre.

*Cette grande et bienheureuse affaire de Cologne continue à porter ses fruits : les extraits suivans d'un mauvais journal de la dernière espèce des libéraux, le Commerce, dirigé ordinairement dans le sens le plus anti-catholique, montrent bien tous les progrès qu'elle fait faire aux idées et aux choses*¹.

Je n'ai pas besoin de dire qu'il n'y a pas un mot de vrai dans les suppositions du journal sur les dispositions hostiles de notre gouvernement contre la Prusse. Le roi Louis-Philippe est ami et serviteur de la Prusse : au lieu de voir tout ce qu'il y a de fécond et d'heureux pour la France, pour la justice et la liberté du monde, dans cette excitation des provinces rhénanes, il gémit sur ce que l'affaire ne soit pas arrangée au gré des désirs de son bon frère le roi de Prusse, qui lui a procuré cette magnifique alliance de Mecklembourg pour son fils. Voilà l'unique sentiment que j'ai vu régner dans l'âme du comte Molé lors de mes conversations avec lui à ce sujet cet hyver.

1. Suivent deux coupures du *Commerce* citant le *Correspondant de Hambourg* et la *Gazette d'Augsbourg*, cette dernière accusant Louis-Philippe d'aider les catholiques allemands contre la Prusse et dans les termes suivans : « Beaucoup de gens, qui s'imaginent de bonne foi n'agir que dans l'intérêt de l'Église et de ses libertés, ignorent qu'ils servent d'instrument à un parti qui voudrait remettre la France en possession des provinces rhénanes ». Réfutant l'accusation, le *Commerce* conclut : « Il est un fait que nous ne nous chargeons pas d'expliquer : c'est la sympathie des catholiques pour la cocarde tricolore, symbole au moins des libertés religieuses. »

29 octobre.

Aux idées succèdent les faits. Nous recevons la nouvelle d'une première émeute à Cologne : après les sifflets, les huées, les pommes de terre jetées au prince Guillaume lors de son récent séjour en cette ville, cette émeute est très significative : sur le faux bruit de l'arrestation du curé de Sainte-Ursule, une foule immense a été le chercher à l'église et l'a reconduit chez lui : puis on a enfoncé la porte et pillé la maison du servile doyen Filz, l'un des principaux partisans du gouvernement hérétique dans ce clergé en général si peu catholique.

Il a fallu un régiment de hussards et de l'infanterie pour dissiper le rassemblement. La Gazette de Cologne du lendemain, payée par la police, a eu l'effronterie de vouloir en faire une affaire de voleurs ! Mais les lettres particulières reçues en Belgique nous mettent à même de juger de la vérité de cette assertion.

Une lettre que je reçois sur ces entrefaites de M. Nothomb, ministre des travaux publics en Belgique et nullement catholique quoique aussi nullement hostile, renferme des données intéressantes, en ce moment surtout, venant d'un diplomate comme lui. Il a été à Cologne pour le chemin de fer et m'écrit en ces termes le 29 octobre : « Je suis extrêmement satisfait de mon excursion dans les provinces rhénanes : j'ai dû m'imposer une réserve absolue et ce n'est pas sans peine que j'ai écarté toute démonstration imprudente. L'affaire de l'archevêque est grave en elle-même mais, à part toute question religieuse, peut-être est-elle plus grave encore par ses résultats : une question politique, enveloppée de nuages depuis 1815, est venue se poser : pourquoi sommes-nous Prussiens ? Question qui finira pas dominer les esprits. On est déjà loin du point de départ ».

Ainsi ces grands politiques finissent par reconnaître que d'une question purement religieuse peut sortir une question politique de la plus haute importance.

Quelle admirable occasion pour la Belgique de tenir ferme dans l'affaire des 24 articles, pour la France de la soutenir ! Mais hélas ! il n'en est rien : Nothomb annonce en même tems à mon beau-père que la conférence a pris sa décision, que la dette payable à la Hollande est diminuée d'une manière insignifiante et que les territoires seront intégralement cédés. On criera en Belgique, mais je crains qu'on ne s'y batte pas. Quant à la France elle est si matérialisée, si betteravienne, si dominée par la plate servilité de son roi et de son gouvernement (du reste excellent à l'intérieur) qu'il n'y a rien à en espérer. Mais vraiment c'est dur de voir mépriser ainsi les plus belles occasions, et cela toujours pour finir par livrer des catholiques à des protestans, comme disait le Pape à Werner de Mérode mon beau-frère : sempre catholici a protestanti.

Une lettre du 30 septembre, insérée dans la Gazette de Munich, raconte de nouveaux traits qui démontrent que, seul de tous les évêques de la Prusse, M. de Sedlnitzky, évêque de Breslau, persiste à ne rien

changer dans la pratique des mariages mixtes interdite par le Saint-Siège : aussi pourquoi Rome l'a-t-elle confirmé ? Elle a été bien avertie d'avance. Du reste on a acquis la preuve complète de l'authenticité de la protestation adressée à cet évêque par trente ecclésiastiques du décanat de Frankenstein, pour l'engager à s'adjoindre à ses vénérables collègues dans leur résistance aux usurpations de la puissance civile. La Gazette de Munich s'exprime à ce sujet en fort bons termes.

M. Wanepoël, l'intendant chef de la maison de Mérode, nous racontait un mot charmant qu'il a recueilli pendant son dernier voyage à Mérode et à Aix-la-Chapelle. Il y a eu presse, à ce qu'il paraît, pour retirer des fonds de la caisse d'épargne de cette dernière ville. Une vieille femme qui se montrait parmi les plus ardentes, interrogée par l'employé prussien si elle croyait que le gouvernement voulait les voler, dit : « Pourquoi pas ? vous nous avez pris notre archevêque, vous pouvez bien nous prendre aussi notre argent ».

Octobre.

Cette glorieuse et si providentielle affaire de Cologne continue chaque jour à produire de nouveaux et heureux résultats. Dans la séance du 18 octobre à la Chambre des Députés du Wurtemberg, une noble démonstration catholique a été faite par le Baron de Hornstein, pieux et courageux gentilhomme sur lequel j'ai depuis longtemps les yeux fixés ; il s'agissait de voter sur l'ensemble d'un code pénal qui renfermait plusieurs dispositions hostiles à la liberté de l'Église, en attribuant au gouvernement le droit de destituer à son gré les ecclésiastiques catholiques. M. de Hornstein a déclaré que le clergé catholique ne pouvait être assimilé à une « polizeidienerin », qu'il tenait sa mission du Christ et non du gouvernement : « Beaucoup de laïcs et de prêtres sont morts de la mort des martyrs pour ces principes. Ma patrie bien-aimée me pardonnera si je compte pour rien les frais d'une session (rendue inutile par le refus de ce code) auprès de la liberté de la conscience et de l'Église ».

Le Baron de Rassner et le Comte Reuttner et un bourgeois, Wiest, sont les seuls, parmi un assez grand nombre de catholiques, qui aient eu le courage de s'associer à ce vote. Le vieil évêque de Rothenbourg, Keller, si décrié pour ses mauvaises mœurs et ses mauvaises doctrines, a voté pour le code, après quelques réserves insignifiantes, ce qui donna lieu au Baron de Hornstein de faire remarquer la distinction qu'il y avait entre les évêques du nord de l'Allemagne et ceux du midi. L'évêque répondit qu'il ne reconnaissait pas cette distinction et qu'il n'y avait que des évêques catholiques et que, quant à lui, il serait toujours fidèle aux véritables principes de l'Église Catholique !!! Son digne acolyte, le doyen de Faumann, a voté comme lui.

L'archevêque de Fribourg, Demeter, dont on m'a dit beaucoup de bien en 1834 avant son élection, vient du reste de se ranger dans la

catégorie des évêques du Nord, et de se distinguer glorieusement de son collègue de Rothenbourg. Il a déclaré au gouvernement badois qu'à l'avenir il agirait en tout conformément au bref du Pape adressé aux évêques de Prusse sur les mariages mixtes. Cette démarche a fait, disent les journaux anti-catholiques, un très grand effet.

Mon excellent ami Mgr Pfaff, évêque de Fulda, dont le diocèse comprend tout l'électorat de Hesse-Cassel et qui de tout temps a été le plus indépendant des évêques d'Allemagne, ne pouvait manquer à ses antécédens dans l'affaire des mariages mixtes. Aussi a-t-il si bien résisté aux exigences de l'autorité civile, que le prince corégent s'est vu forcé de faire une ordonnance où, tout en renouvelant la défense de demander des engagements relativement aux enfans à naître d'un mariage mixte, il ordonne qu'en cas de refus du prêtre catholique le prêtre évangélique le plus voisin célèbre le mariage. Au moins ici il n'y a pas de violence faite à la conscience du prêtre, bien qu'il y ait insulte à l'Église et à ses lois. Et tout cela se fait par une simple ordonnance, dans un pays qui a des états très libéraux, et pas un de ces beaux libéraux ne réclame. Toutefois une lettre de mon ami Müller, de Cassel, m'apprend que les catholiques sont satisfaits de cette décision qui les laisse libres, et qu'ils se félicitent bien d'avoir une constitution qui empêche l'arbitraire, bien que les philosophes de Munich appellent cela un morceau de papier.

FRANCE.

Octobre et novembre.

On entrevoit une lueur d'espérance relativement à la ruine si désirable de ce monstrueux édifice d'hypocrisie, de mensonge et d'exploitation sacrilège et pécuniaire de la religion, que M. de Genoude a élevé dans sa *Gazette de France*, ses traductions de la Bible, des Pères de l'Église, etc. Comme il arrive ordinairement en ce monde (...), ce n'est pas une indignation généreuse et trop légitime contre l'abus effroyable qu'il fait du catholicisme qui armera contre lui les catholiques : mais, quoi qu'il en soit, il sera puni par où il aura péché. C'est à propos de la *réforme électorale*, de ce tison de discord et surtout de désordre qu'il a jeté en avant et qui a été adopté avec une si touchante sympathie par toute la presse *libératrice*, que le parti royaliste semble vouloir se détacher de lui. Cette *réforme*, qui conduit logiquement au suffrage universel, leur paraît une application par trop stricte du principe de conduite qu'ils suivent tous plus ou moins, et qui consiste à amener le bien par l'excès du mal ou le triomphe de la légitimité, qu'ils regardent comme le seul ordre possible, par le désordre et le bouleversement du pays. Henri de Bonald, fils du célèbre philosophe, déclare ouvertement

dans la *France* que les prédications réformistes de M. de Genoude sont le *charlatanisme le plus complet*. D'un autre côté, la *Revue du XIX^e siècle*, journal des légitimistes ralliés, des *tories* modernes, renferme une série d'articles signés : « *un ancien député* », sur le passé de M. de Genoude et l'abominable déloyauté de toute son existence, qui ne peuvent manquer d'exciter toute l'attention de ses lecteurs. La *Presse* les reproduit en partie. Le *Journal des Débats* publie, de tems à autre, des articles foudroyants contre les démonstrations mystiques et prophétiques de la *Gazette* en faveur de cette fameuse Réforme. Enfin, l'orage gronde : éclatera-t-il ? je crains bien qu'enon. Ce prêtre indigne continuera longtems encore à abuser de la parole de Dieu, à exploiter les grandes vérités du catholicisme au profit de son avidité mercantile, de son ambition et des préjugés égoïstes de son parti. Certes le Catholicisme n'a pas aujourd'hui de plus grand ennemi que lui. Enfin, que la volonté de Dieu soit faite !

10 novembre.

Il paraît certain que nos troupes vont évacuer Ancône. Quoique l'occupation de cette place soit à peu près la seule démonstration de notre vigueur à l'étranger, cependant il faut se féliciter, religieusement parlant, de cette évacuation. On n'osera pas dire, comme la *Gazette* l'année dernière pour expliquer les bonnes relations du Saint-Siège avec la France actuelle, que *le Pape est sous le canon d'Ancône*.

17 novembre.

Je reçois une lettre très gracieuse de l'évêque de Saint-Flour, Mgr Marguerie, qui m'apprend que les Bernardins de Mende, que j'avais protégés et secourus l'hyver dernier, et pour qui j'avais obtenu cent francs de la Reine, sont des intrigans non reconnus à Rome, en brouille avec leur évêque, etc. (Je suis d'autant plus étonné de cette prévenance de Mgr de Saint-Flour qu'il est ou était fort carliste et que j'ai dit beaucoup de mal de lui au Roi et au garde des Sceaux). C'est très fâcheux : je réponds au prélat par l'expression sincère de mes regrets sur ces dissensions si fâcheuses entre l'épiscopat et les nouveaux ordres monastiques, dont le rétablissement graduel excite tous les huit jours une explosion de fureur dans la presse *libératrice*. Le *Siècle* surtout se distingue par ses invectives contre la coupable tolérance du ministère à l'égard des vœux perpétuels, etc...

22 novembre.

Une lettre de mon beau-père m'annonce que le Roi Léopold, prenant en considération la demande que je lui ai adressée au camp de Beverloo il y a 3 mois, s'est décidé à appeler le général Skrzynecki dans son armée. Immense et bienheureuse nouvelle dans les circonstances où se trouve la Belgique. Reste à savoir comment le tirer de sa captivité actuelle à Prague. Je vais y consacrer tous mes soins. S'il réussit à en sortir et si la guerre éclate pour cette question des 24 articles, il n'y aura pas eu, depuis la révolution de Juillet, un événement plus fécond et plus heureux pour le Catholicisme que cette présence d'un véritable soldat du Christ à la tête d'une armée combattant pour la liberté ! Et moi aussi j'en serai, s'il plaît à Dieu !... Mais il n'est que trop à craindre que nous ne réussions pas.

Le même jour, une lettre de l'abbé de Solesmes vient apporter l'affliction à côté de cette grande joie. Nos pauvres Bénédictins vont on ne peut plus mal. Salvandy leur a retiré la subvention de 4.000 francs que Guizot leur avait accordée pour la *Gallia Christiana*. C'était plus de la moitié de leur pauvre revenu. Le garde des Sceaux a déclaré dans une lettre à l'évêque, du 17 août dernier, qu'il était déterminé à les dissoudre comme ennemis de la dignité épiscopale. Mgr Bouvier a eu le bon esprit de refuser cette intervention du bras séculier. Mais il n'en continue pas moins sa guerre contre leurs droits et privilèges : Rome est mal disposée, quoiqu'elle ait prescrit une réconciliation provisoire et extérieure sans préjuger le fond de la cause. Il est déplorable que le rétablissement des ordres religieux entraîne dès à présent cette lutte ancienne et toujours renouvelée entre l'épiscopat et les réguliers.

24 novembre.

Admirable article de l'*Univers* sur l'effet qu'a produit sur M. de Talleyrand l'affaire de Cologne, qu'il a jugée d'après le sermon sublime de Fénelon pour le sacre de l'archevêque de Cologne. Il montrait ce volume à tous ceux à qui il pouvait parler de cette affaire et il n'est pas douteux, dit l'auteur de l'article (sans doute l'abbé Dupanloup), que cet événement n'ait fortement contribué à sa conversion. C'est plaisant au moins. Les passages qui l'ont le plus frappé sont ceux-ci : « L'Église continue à dire aux empereurs chrétiens ce qu'elle avait dit aux empereurs idolâtres : *nous ne sommes point à craindre pour vous et nous ne vous craignons pas...* nulle puissance humaine ne peut forcer le retranchement impénétrable de la liberté d'un cœur ».

L'évêque du Puy, Mgr de Bonald, vient de publier un mandement vraiment parfait pour recommander à son clergé l'étude de l'archéologie chrétienne, le respect et la consécration (*sic*) des monumens

religieux et l'unité de style dans la réparation des églises. Il entre à ce sujet dans les détails les plus justes et les plus importants. C'est ce qui a été fait de mieux en ce genre jusqu'à présent. Je puis sans vanité me féliciter d'avoir donné l'impulsion à ce mouvement encore bien peu étendu, par mon article de la *Revue des Deux Mondes* du mois de novembre dernier. Mais, comme de raison, personne ne l'admet : au contraire l'*Univers* dans son numéro du 1^{er} décembre [par l'] article de M. G. de Br. [?¹], me reproche l'injustice et la violence de mes invectives.

28 novembre.

Lettre de Lacordaire qui se joint à moi pour déplorer la mauvaise marche suivie par l'abbé de Solesmes. En revanche son œuvre à lui est comblée de bénédictions : son évêque de Meaux lui est tout dévoué et lui a trouvé une maison : il a eu une entrevue avec le garde des Sceaux qui l'a écouté et lui a parlé avec la plus grande bienveillance. Il a déjà huit coopérateurs dont le plus distingué, le plus charmant est *Buchez*, l'un des auteurs de l'*Histoire parlementaire de la révolution*, principal rédacteur de cet *Européen* qui a publié des articles si merveilleux en faveur du moyen âge Catholique. J'ai toujours espéré qu'il deviendrait tout à fait Catholique, mais je redoute le venin démagogique dont il est infesté. La société de Saint-Vincent-de-Paul à Metz a vendu 3.400 portraits de Lacordaire ! Comme de raison, M. l'archevêque de Paris, désolé des progrès d'une œuvre qui va sans lui et sans les Bourbons, écrit à Rome contre Lacordaire : mais il faut espérer qu'on ne l'écouterà pas.

EXTÉRIEUR.

20 novembre.

Il vient quelquefois à l'Église des consolations inattendues : il en est ainsi de l'Espagne, dont l'état hideux ne semble offrir, surtout au point de vue religieux, que les plus cruelles misères. Hé bien ! là aussi un homme de cœur s'est trouvé pour dire la vérité à l'orgueil immonde de l'esprit du mal. Le comte de Las Navas, espèce d'Isambert prussien, qui transporte les allures religieuses du roi de Prusse au milieu de ses doctrines d'une démagogie effrénée, ayant dans la séance des Cortès du 19 ou 20 novembre fait un discours violent contre Rome, où il avouait hautement le désir d'un schisme, le duc de Frias (ce petit bossu grand d'Espagne que j'ai vu si souvent à Paris), président du Conseil des ministres pour l'instant, a relevé ces audacieuses paroles avec autant d'énergie que de courage : il a dit tout haut que les Christinos étaient et devaient être tout aussi catholiques que les Carlistes, que ce n'était pas une guerre de religion ; que le catholicisme était par-

1. Le « ? » est de Montalembert qui n'a pu identifier l'auteur.

faitement conciliable avec une sage liberté ; que, quant à lui, il ne les séparerait jamais. Voyez son discours tout au long dans le Moniteur du 1^{er} décembre. Il a eu d'autant plus de courage à parler ainsi, que les tribunes ont poussé des clameurs furieuses contre lui. Puisse Dieu lui tenir compte au milieu des difficultés de sa position, de cet effort en faveur de l'Église.

Novembre.

On parle beaucoup d'une déclaration de Mgr Lupke, évêque suffragant d'Osnabrück, dans le Hanovre, du 2 juin dernier, où il déclare qu'on doit refuser la communion comme à des pécheurs publics à tous les catholiques engagés dans un mariage mixte, qui ne feraient pas élever tous leurs enfans dans le catholicisme. Cela se trouve bien sous le régime de ce roi Ernest, l'un des plus acharnés persécuteurs de l'Église et l'une des idoles de nos prétendus catholiques légitimistes. Cela contraste avec les dispositions assez serviles de Mgr Frics évêque de Hildesheim.

Le gouvernement Badois a répondu à l'archevêque de Fribourg (v. 18 oct.) qu'il ne ferait rien pour s'opposer à sa résolution, mais qu'il soutiendrait tous les prêtres évangéliques qui béniraient les mariages mixtes sans condition. Il n'y a pas de mal à cela.

FRANCE.

12 décembre.

Arrivé hier à Paris, j'ai une longue conférence avec Lacordaire qui me lit les deux premiers chapitres de l'admirable mémoire qu'il compose sur le rétablissement des *Frères Prêcheurs* : c'est parfait de tout point. Il me donne en outre de très précieux détails sur l'hostilité de l'archevêque contre lui, de M. Dupanloup qui a déclaré ne pas vouloir se charger de la direction spirituelle des jeunes gens qui consulteraient Lacordaire, puis du changement graduel, imperceptible mais réel, qui se fait dans la politique du clergé et dont les légitimistes se plaignent. Je lui cite le mot de M. de Vaulchier à Werner de Mérode : « Je serais bien fâché de voir M. de Montalembert se fixer en Franche-Comté, il y grandirait trop la position du clergé. Ce clergé est déjà trop fier, trop orgueilleux et très ingrat : il se détache de nous, cependant nous nous sommes perdus pour lui. Mais quand cela reviendra, cela sera bien différent et il s'en apercevra ». Nous nous applaudissons de la ruine commencée de l'édifice monstrueux du charlatanisme de Genoude et de la *Gazette*, commencée, dis-je, par la création de l'*Europe* monarchique qui réagira contre l'hypocrisie démocratique de cette vile *Gazette*, puis aussi par la publication de l'his-

toire biographique et authentique de la *Gazette* et de Genoude dans la *Revue du XIX^e siècle* par M. Capot de Feuillade.

13 décembre.

M. Bailly vient me voir, me révèle plusieurs faits curieux qui me démontrent la toute-puissance des Jésuites. A Amiens surtout, ils font tout ce qu'ils veulent : l'évêque nouveau, M. Miolland, est tout à fait dominé par eux. L'*Univers* est toujours dans la même position : je vais faire mon possible pour l'en tirer. On semble reconnaître en général la prudence de la voie qu'il suit, les nouveaux évêques surtout, non par conscience mais par tactique. Mais les Jésuites, après l'avoir longtemps choisi pour leurs communications, ne les envoient plus qu'à l'*Ami de la religion*. Un intrigant nommé Delandine a voulu acheter l'*Univers* avec 25.000 francs de la Duchesse d'Angoulême et d'autres sommes provenant des Rois de Naples, Sardaigne, etc. Heureusement Bailly, le vertueux Bailly était là pour imposer silence à ses propres inclinations et conserver libre le seul organe indépendant de la religion en France.

14 décembre.

Malgré mes préoccupations de la *Question Belge*, je trouve le tems d'aller chez le garde des Sceaux et j'ai avec lui une très curieuse conversation. Il commence par se plaindre amèrement de l'intolérance de l'évêque de Clermont qui a refusé les sacrements à M. de Montlosier, qui vient de mourir, quoiqu'il eût fait une déclaration des plus explicites de son attachement à l'Église et de son regret de l'avoir offensée dans ses écrits : le texte que donne le *Commerce* est très explicite et bon. Cette conduite de l'évêque de Clermont (nouveau choix : M. Féron) paraît vraiment ridicule et détestable : il faut voir les explications qu'il donnera. M. Barthe s'exprime en assez bons termes sur la difficulté qu'il y a pour lui à intervenir dans ces affaires quoique le vœu public le réclame, puis parle longuement de Lacordaire, qu'il songe à faire évêque, et des ordres religieux, sur ma réponse que Lacordaire est décidé à se faire dominicain... Ici je vois le fond de sa pensée : il croit les congrégations impopulaires, forcées à la clandestinité, ne pouvant remplir le vide que laisse l'ignorance de la masse du clergé : il craint les Jésuites et déclare qu'il est résolu à les empêcher d'avoir des établissements d'instruction. Il refuse de se poser sur le terrain de la liberté religieuse où je veux le conduire ; il dit, ce qui n'est que trop vrai, que les passions du peuple comme l'opinion des légistes sont contraires à la liberté religieuse, entendue ainsi, comme aussi contraires à la liberté d'enseignement.

Il me raconte de pitoyables détails sur les tergiversations de l'archevêque de Paris dans l'affaire de l'ondolement du Comte de

Paris : prétendue inspiration subite de l'abbé Quentin qu'il avait envoyé auprès du garde des Sceaux et qui suggère l'idée d'employer l'archevêque lui-même, pour cette affaire comme venant de lui Cantin (*sic*) !!! mensonges insérés dans l'*Univers*, l'*Ami de la religion*. Peu de résultat quant à l'*Univers*.

EXTÉRIEUR.

14 décembre.

On reçoit la nouvelle de la condamnation du curé de Sainte-Ursule de Cologne, M. Bekkers, à cinq ans de prison et dix ans de surveillance sous le prétexte d'avoir excité par ses sermons les troubles du mois d'octobre à Cologne. Tant mieux... plus il y aura de victimes et plus la résistance sera acharnée.

FRANCE.

15 décembre.

Déplorables détails sur le refus des sacrements au vieux Montlosier ; c'est un pharisaïsme révoltant comme presque tous les actes de notre pauvre épiscopat, mais qui fournit un prétexte à des passions bien plus révoltantes encore. Pillages à Reims à cause d'un prédicateur qui parle de Napoléon et de Pie VII. Nos libéraux se mettent définitivement à la queue du Roi de Prusse.

L'abbé Gerbet va partir pour Rome. Tant mieux. Il empêchera le Pape de le confondre avec l'abbé Boyer comme il l'a fait dans sa dernière entrevue avec Werner. Il nous raconte un mot dit par l'abbé Dupanloup il y a peu de temps chez M^{de} de Lambertye en Lorraine, parlant de lui et de Lacordaire : « Ces hommes sont des hommes empoisonnés ; je les poursuivrai à outrance, et de toutes mes forces ».

18 décembre 1838.

Alarmé par la révélation d'un maître des requêtes, qui a dit avoir été chargé de dresser la lettre du garde des Sceaux à Rome contre le projet de rétablissement des Dominicains par l'abbé Lacordaire, je vais demander à M. Barthe de me dire franchement ce qui en est. Il croyait déjà l'abbé Lacordaire Dominicain. Il s'est borné à écrire à l'ambassadeur de France à Rome pour protester contre l'établissement officiel de l'Ordre en France tel qu'il avait été sottement annoncé par l'*Univers*. Du reste, sans être hostile aux ordres religieux, il n'y comprend pas grand'chose ; il a toujours peur des Jésuites et m'annonce la suppression définitive de leur maison clandestine à Amiens. Il s'attend à une discussion violente à l'occasion du clergé. La déplorable affaire de l'évêque de Cler-

mont et de M. de Montlosier aura des suites désastreuses : il y aura à ce qu'il paraît un *appel comme d'abus* au Conseil d'État. Je m'élève contre cette vieillerie gallicane. Il la défend, uniquement comme expression du blâme gouvernemental, par des raisons assez satisfaisantes. Il me répète à plusieurs reprises : *je ne suis pas gallican*. Enfin je suis comme toujours assez content de lui : c'est encore ce que nous pouvons avoir de mieux.

Le discours de la Couronne prononcé hier à l'ouverture des chambres semble malheureusement provoquer une discussion religieuse, par deux phrases, du reste très convenables, sur l'érection de l'évêché d'Alger et le baptême du Comte de Paris.

20 décembre 1838.

J'apprends que le séminaire de Saint-Sulpice, sanctuaire du gallicanisme et de l'immobilité routinière, ne veut même pas admettre l'*Univers* gratuitement. Ce pauvre *Univers*, si inoffensif et si nul. Mais ces gens-là ont l'instinct du bien et de la vie pour la fuir et l'anéantir quand ils le peuvent. Ce sont les *amans de la mort*. Aussi à quel pitoyable état ont-ils réduit le clergé de France ! Science, talens, éloquence, vertu même et sainteté éclatante, ils ont tout énérvé et cela au moment où tout cela était le plus nécessaire et le plus facile.

Tous les renseignements de Clermont démontrent l'abus révoltant commis par l'évêque. Mais pourquoi au lieu de l'intervention anormale du Conseil d'État, n'en pas appeler au Métropolitain et de là au Pape qui certainement donnerait tort à l'évêque : ce serait un admirable moyen de populariser le Saint-Siège en France.

26 décembre 1838.

Séance réconfortante à la Chambre des Pairs — à propos de l'affaire de Clermont, attaques révoltantes de Villemain et de Cousin contre le clergé, et en faveur des prétendues libertés de l'Église Gallicane : je leur réponds de mon mieux et avec assez de succès, en appliquant le mot si heureux de mon beau-frère : « L'Église n'est pas une administration des Pompes funèbres » — Villemain réplique en se targuant de l'exemple de Louis XIV et de Bossuet ! Quelle honte pour les Gallicans qui ont toujours ces deux noms à la bouche, de les voir toujours invoqués *contre* l'Église.

Le garde des Sceaux a assez bien parlé — il me dit en particulier qu'il a les plus grandes craintes sur l'issue de la discussion à la Chambre des Députés.

Admirable brochure de Cormenin contre le Conseil d'État et son appel comme d'abus.

1839

Après un trop long intervalle, signalé par le cruel et honteux mécompte du parti Catholique en Belgique ¹, par la conversion si remarquable des républicains de la fraction Buchez et Roux et par le départ de l'abbé Lacordaire pour aller faire son noviciat de Dominicain à Rome, je reprends ce journal où j'aurais pu chaque jour inscrire les détails les plus intéressans, si j'en avais eu le temps et la bonne volonté.

15 mai.

Hier soir j'ai assisté chez M. Thiers (après le double échec qu'il vient d'essuyer par la formation du ministère sans lui et par la nomination de Sauzet à la présidence) à une discussion religieuse des plus curieuses. M. Salvador, juif haineux et auteur de plusieurs ouvrages contre le Christianisme, soutenait qu'il fallait un nouveau développement religieux, que les faits de l'histoire du Christianisme étant démontrés faux (par lui !!!), sa morale et son influence en étaient nécessairement altérées. M. Cousin, qui veut à toute force passer pour Catholique, professait avec assez de courage mais du ton le plus pédant son attachement au Christianisme, sa croyance à tout ce que les Conciles avaient déclaré, mais non pas les Papes, parce que ce grand penseur *n'est point partisan du gouvernement personnel* !!! M. Léon Faucher, fameux publiciste libéral, affirmait avec une arrogance amusante, que le Christianisme ne suffisait plus aux *lumières* de la société moderne ; que ledit Christianisme avait bien pu donner l'idée de *cause* mais qu'il manquait au monde celle de *substance*, que le Christianisme ne pouvait fournir, et sans quoi rien ne pouvait marcher. A ces grotesques parades, Thiers répondait avec un bon sens merveilleux et un esprit charmant. « Quant à moi, je suis pour la vieille religion, le Christianisme tout entier, rien de plus, rien de moins. Quand je vois tous ces beaux messieurs d'aujourd'hui qui m'apportent une nouvelle religion dans leur poche, avec leur mouchoir, et qui me l'offrent, je leur dis : Gardez, mes chers amis, votre nouvelle religion, et donnez-moi seulement un peu plus de foi à la vieille.... voilà ce qui me manque ! Je ne puis pas dire comme Cousin que je crois à tout ce que les Conciles ont décidé, mais je désire de toute mon âme y croire sans réserve. Je suis persuadé que le monde ne peut pas subir une nouvelle religion. Je me suis beaucoup occupé de ces matières : ce que je vais dire va paraître bien orgueilleux, mais c'est ma conviction intime : JE DÉFIE L'ESPRIT HUMAIN DE PRODUIRE UNE VÉRITÉ

1. Ce parti était au pouvoir quand la Belgique dut renoncer par le traité de Londres (19 avril 1839) au Limbourg et au Luxembourg. Voir *supra* ch. VII, § III, pp. 330.

OU UNE BEAUTÉ QUI NE SOIT PAS DÉJÀ DANS LE CHRISTIANISME. » On se récria généralement contre cette déclaration si franche et si juste. Salvador dit qu'il y avait plusieurs manières d'entendre le Christianisme. « Eh bien ! dit Thiers, par Christianisme j'entends le Catéchisme des petits enfans... voilà ce que j'admire et ce que je mets au-dessus de tout. J'admire profondément l'Église, N. S. Père le Pape et tout cela ». Voilà textuellement ses paroles qui furent pour moi une vraie jouissance.

Cela me rappelle que, l'année dernière, quand je dînai chez lui avec Carné, il nous dit que, dans la grande lutte du moyen âge, son instinct le portait à donner raison aux papes contre les empereurs. Il nous raconte ensuite, de la manière la plus intéressante, son entrevue avec le Pape. « Quand je vis ce vieillard tout blanc, je me suis senti plus ému que je ne l'aurais été à la vue de tous les potentats, rois, empereurs ou autres : je sentais qu'il était plus grand qu'eux : il n'y a qu'un homme au monde que j'aurais mieux aimé voir : c'est Napoléon ! »

Pendant que la lumière se fait ainsi d'elle-même dans les intelligences les moins préparées, ceux qui en sont les dépositaires naturels remplissent curieusement leur mission.

M. l'archevêque de Paris répondait il y a un mois à l'abbé Combalot qui lui proposait la création d'une maison de prédicateurs : « il faut attendre : nous sommes à la veille de grands événemens. Saint Liguori est apparu à un de ses anciens religieux et lui a prédit que Paris serait brûlé avant le jour de sa canonisation fixée au 26 mai » !!! Il vient d'expédier à Rome son homme de confiance l'abbé Tresvaux, afin d'agir de toutes ses forces contre le projet de l'abbé Lacordaire, actuellement novice Dominicain à la Quercia, près Viterbe, et aussi pour inspirer la défiance contre les nombreuses conversions de républicains qui ont eu lieu dernièrement. Cet abbé Tresvaux a fait tous ses efforts pour détourner le jeune Requéd(at) d'accompagner Lacordaire à Rome.

Le mémoire de Lacordaire sur le rétablissement des frères prêcheurs a obtenu le plus grand succès et n'a pas éveillé une seule critique *patente*. Mais on s'en dédommage bien dans l'ombre. On prétend¹ même que l'abbé Dupanloup, grand vicaire, n'a pas craint de dire en chaire à Saint-Thomas-d'Aquin que « Lacordaire était sur le bord de l'abîme et qu'il ne manquerait pas de s'y précipiter ».

Dieu veuille que Lacordaire donne un glorieux démenti à toutes ces prédictions en prolongeant son noviciat, et sa retraite, en ne se roidissant pas contre les obstacles, en apprenant à bien porter le

1. L'écriture primitive indique « et même l'abbé Dupanloup etc. », les mots « on prétend que » sont ajoutés d'une autre encre postérieure ainsi que deux points d'interrogation en marge.

joug qu'il doit un jour enseigner et prêcher aux autres ! Dieu nous donne à tous un redoublement d'humilité et de charité !

Je suis à peu près décidé à prendre la direction supérieure de l'*Univers*, seul journal quotidien en Europe qui défende exclusivement le catholicisme. Je donnerai 25.000 francs pour combler le déficit actuel. Il en faudrait autant pour assurer sa durée pendant une année, mais on ne trouve ni actionnaires ni abonnés. En fait de rédacteurs, Dulac et Saint-Chéron suffisent. Nous verrons si le bon Dieu permet que mon sacrifice ne soit pas stérile.

Juillet-septembre ¹.

Je reprends cette chronique après une trop longue interruption. Il y a longtemps que le Saint-Siège s'occupe sérieusement des affaires religieuses de Pologne et de l'oppression de plus en plus cruelle qui y pèse sur le catholicisme et plus encore sur les Grecs-Unis. Le Comte César Plater, mon ami et frère, s'est rendu à Rome, à la fin de l'année dernière, pour y donner à la cour de Rome tous les détails authentiques et positifs sur la série des mesures adoptées par l'empereur Nicolas pour décatholiciser la Pologne. Après bien des difficultés il a réussi merveilleusement à prendre pied à Rome, à se faire écouter par le Cardinal Lambruschini et les principaux personnages, enfin à pouvoir faire au gouvernement Pontifical toutes les communications nécessaires. Dès le 29 octobre dernier, une commission avait été instituée par le Saint-Père pour examiner à fond cette affaire : elle était composée des cardinaux Lambruschini, Franzoni, Sala, Justiniani, Pacca, Mattei, Mai, Mezzofanti, Polidori, Barberini, Fesch et Rivarola, Mgrs Cadolini, Acton, Tosti et Palma, le P. Roothan, général des jésuites, le P. Jansen et M. Theiner, oratorien et protestant converti, parfaitement au fait de l'affaire qui a été nommé rapporteur. La première séance a été tenue le 8 janvier de cette année. Le Comte Plater muni des instructions et des renseignemens les plus détaillés par le Prince Czartoryski a agi avec autant de prudence que de zèle : l'ambassadeur de Russie a demandé plusieurs fois son éloignement de Rome de la manière la plus solennelle, mais on n'a jamais pu l'obtenir : il a continué à présenter des notes et à transmettre des détails qui, sans lui, ne seraient jamais arrivés à la connaissance du Saint-Siège. Il a rendu compte de ses opérations et de leurs résultats au Prince Czartoryski, dans une série de rapports dont plusieurs m'ont été communiqués. Le dernier, numéro 7, en date du 8 juillet 1839 contient les faits suivans, que j'extraits d'une manière très abrégée.

1. A partir de cet endroit la page de gauche n'est plus réservée à la rubrique « extérieur ». Après un paragraphe sur la Pologne, on retrouvera des « affaires de l'intérieur » etc. Pour plus de clarté nous continuons à imprimer en italiques ces notes sur le catholicisme à l'étranger.

8 Juillet.

1^o Il avait été résolu que, dans le consistoire du 8 juillet où le Pape a prononcé sa dernière allocution sur l'affaire de l'archevêque de Posen, on parlerait aussi de la position religieuse de la Pologne : on y a renoncé après de nouvelles résolutions, parce qu'on n'a pas voulu mêler les deux affaires. Néanmoins, il paraît que le Saint-Père a pris la résolution définitive et irrévocable de faire une manifestation publique à cet égard, et qu'il y a été décidé surtout par l'ukase du 12 mars dernier.

2^o Le cabinet autrichien ne donne pas le moindre appui à Rome dans cette affaire. Les jésuites, au contraire, ont montré le zèle(le) plus louable et le plus inébranlable.

3^o L'empereur de Russie a soumis à l'approbation de Rome la nomination de Mgr Pawlowski au poste de métropolitain de Mohilew et celles de Mgr Klongiewicz à Vilna, Mgr Jomaszewski à Varsovie et Mr. Thadée Lubianski à (Vialisz) ¹. Rome n'a encore rien décidé : elle ne peut compter que sur un seul de ces quatre prélats.

4^o Enfin on paraît suffisamment éclairé et informé sur tous les points ; le dénouement définitif sera plus ou moins rapproché selon les circonstances.

Septembre.

Quant aux affaires de l'intérieur, je ne saurais revenir sur les divers événemens qui intéressent l'Eglise dans ces derniers temps. A la fin de Mai j'ai eu avec le nouveau garde des Sceaux, M. Teste, une conversation très intéressante sur le choix des évêques. Il a paru comprendre et goûter tous mes argumens : mais y a-t-il bonne foi de sa part ? y aura-t-il persévérance ? J'ai fortement appuyé le projet de remplacer Mgr de Pins, archevêque-administrateur de Lyon dont le siège devient vacant par la mort du cardinal Fesch : ce grand acte a été heureusement consommé et a été une véritable défaite pour le vieux parti rétrograde et carliste qui opprimait à Lyon l'intelligence et le dévouement du clergé. J'avais proposé à M. Teste de le remplacer par Mgr Gousset, évêque de Périgueux : et il m'avait donné à ce sujet les espérances les mieux fondées. Toutefois, pendant mon séjour en Angleterre, il a nommé le Cardinal d'Isoard. Il est toujours question de Mgr Gousset pour être coadjuteur de ce dernier. La nomination de M. Sibour au siège de Digne est aussi de très bon augure : malheureusement il faut plutôt l'attribuer aux relations personnelles qui ont existé entre lui et M. Teste qu'à un sentiment profond des besoins de l'Eglise chez celui-ci.

Depuis, M. Teste a fait un fort mauvais discours sur l'enseignement religieux, dans la discussion du budget : M. Villemain, mon

1. Il s'agirait plutôt de Kielce.

ancien ami, l'a surpassé de beaucoup en insolence et en aigreur contre la liberté d'enseignement. A cette occasion je lui ai écrit, le 3 août, une lettre de remontrance et de rupture dont on trouvera le brouillon dans mon portefeuille de correspondance : elle contient l'énumération de quelques faits particulièrement oppressifs de son administration depuis qu'il est ministre de l'instruction publique.

Il m'a répondu, le 3 octobre, d'une manière peu concluante mais assez gracieuse ; je lui ai répliqué par une autre lettre du 13, qu'on trouvera aussi dans mes papiers, et dans laquelle je réfute ses assertions mensongères, qu'on veut détruire l'enseignement laïc et que la *religion et la loi* défendent aux petits Séminaires autre chose que l'éducation des ecclésiastiques futurs.

Tout annonce que cette fameuse loi sur ou plutôt contre la liberté d'enseignement sera proposée à la session prochaine : grâce à l'apathie des évêques, à l'incurable aveuglement politique de la majorité des catholiques, cette loi ne servira qu'à river les chaînes de la religion en France.

Août-septembre.

Pendant le voyage que j'ai fait durant ces deux mois en Champagne, Bourgogne et Franche-Comté, j'ai recueilli de trop nombreuses preuves de l'abus perpétuel que plusieurs évêques font de leur pouvoir, aujourd'hui sans bornes depuis la suppression des officialités, des exemptions monastiques, etc. Quelle différence entre ce funeste système et les sages prescriptions des anciens jours, témoin ce décret d'un synode tenu en Allemagne en 1609 : « Suspensiones *judiciales* (et aujourd'hui elles ne sont pas même *judiciales*) in personas ecclesiasticas in quas solas cadunt, cum moderatione at non nisi *gravi et justa de causa tum demum pronuntietur*, quando, ut supra de excommunicatione constituimus, alia ibidem recensita remedia deficiunt. Nam si ita frequentes sint clericorum ab executione ordinum et officiorum suorum suspensiones, et cura populi commissi negligitur et conscientiae clericorum non sine maximo scandalo, et sacramentorum irreverentia variis censuris et irregularitatibus intrlicantur » (cité par le *Catholique de Spire*, numéro de septembre 1839 ex *const. synod.* 1609 III, n° 13).

L'évêque d'Autun (Mgr d'Héricourt) se conduit d'une manière indigne à l'égard du diocèse de Dijon : il avait recueilli ses sujets les plus distingués pendant l'odieux régime de M. Rey et maintenant que M. Rivet, le nouvel évêque, les réclame il a refusé de les rendre, et a traité l'abbé Foisset qui venait les réclamer, avec la plus grande hauteur. Puis toujours l'emploi arbitraire et absurde de l'interdit : il a déclaré interdits *ipso facto* tous ceux de ces jeunes gens qui sortiraient de son diocèse pour rentrer dans le leur. Ce

même évêque a pour système de *déplacer* immédiatement tous les curés qui *plaisent* à leurs paroissiens, système qu'il a mis en pratique de la manière la plus bizarre il y a quelques mois à Sully chez les Mac-Mahon. Comme la Comtesse lui faisait un grand éloge de son nouveau curé, malgré les signes que lui faisait le grand vicaire placé derrière l'évêque, celui-ci répartit aussitôt : « qu'il regrettait beaucoup d'être obligé de lui ôter ce curé » : pas d'autres explications : ce ne fut que par le grand vicaire que M^{me} de Mac-Mahon apprit ensuite que c'était *son système* ! !

Je passe sous silence l'épouvantable état du diocèse de Saint-Claude, déchiré par les disputes de l'abbé Pelier de la Croix avec l'évêque et gouverné par cet évêque (M. de Chamon) d'une manière vraiment brutale, témoin sa conduite envers l'abbé Droz, l'abbé Waille, curé d'Arinthod, etc., etc. C'est un légitimiste forcené qui ne parle jamais à ses prêtres quand ils dînent chez lui, qui prétend qu'il n'y a presque plus d'*honnêtes gens* « même parmi les évêques », ce qui veut dire presque plus de légitimistes. Hélas ! il n'y en a que bien trop.

Avec des systèmes pareils, il n'est pas étonnant qu'un sourd mécontentement ne s'élève de jour en jour davantage dans le clergé. C'est ce qui arrive. Un des symptômes les plus frappants est l'ouvrage des frères *Allignols* desservans dans les Vosges, sur la nécessité de donner aux desservans l'inamovibilité. Ce livre, assez bien accueilli et écrit avec un certain talent, a éveillé les justes inquiétudes des évêques. M. de Bonald, évêque du Puy et M. de Marguerie, évêque de Saint-Flour ont écrit à l'*Univers* pour dire que s'il en était ainsi, ils renonceraient à administrer un diocèse quelconque en France : il est possible que, dans les circonstances actuelles, l'inamovibilité absolue soit dangereuse ; mais ce qu'il faudrait faire sans délai, ce serait de rétablir les officialités afin d'éviter ces monstrueux abus de l'interdit, etc. lancé *ex abrupto* et souvent sans cause légitime.

Septembre-octobre.

Je ne fais que signaler ici la grande lutte entre l'*Univers* et la *Gazette* sur la soumission au pouvoir établi, lutte qui excite le plus grand intérêt jusque dans le *Journal des Débats* et la *Gazette d'Augsbourg*, lutte qui commence la scission du parti légitimiste et l'émancipation, définitive j'espère, de sa meilleure fraction. La fureur de la presse légitimiste de Paris et de province est à son comble, mais ses invectives ne servent qu'à mieux faire connaître l'*Univers*. On verra tous les détails de cette lutte dans la collection dudit *Univers* : pour résultat matériel, loin de perdre des abonnés, il en gagne *trois cents*. Le résultat moral est bien plus important. Comme me l'a dit le Marquis de Vogüé plus tard : « Vous nous avez porté un coup que nous ne vous pardonnerons jamais : vous avez

brisé l'unité de notre parti. Vous avez déchiré et enlevé la moitié de notre drapeau ».

Le départ de l'archevêque de Posen de Berlin, si bien combiné, sa captivité à Colberg, puis la réunion monstrueuse des Grecs-Unis au schisme russe par l'empereur Nicolas, sont des événemens publics sur lesquels je n'ai pas besoin de m'étendre. Ils sont utiles en ce qu'ils élargissent de plus en plus la brèche qui sépare désormais la politique de l'Église de celle des monarchies absolues. C'est le but où semblent tendre de plus en plus les événemens de ce siècle : grâces en soient rendues à Dieu. Il en était vraiment temps.

Mon beau-frère Werner de Mérode, qui est attaché à l'ambassade de Vienne, m'écrit des choses vraiment curieuses sur les dispositions des Catholiques de ce pays-là ; d'abord l'exaspération des Polonais restés fidèles, contre le Pape et ses complaisances pour le despotisme, et par contre-coup contre moi qui ai défendu et glorifié, selon eux, avec une exagération révoltante, la conduite récente de ce Pape. Puis il raconte des détails malheureux sur la tenue des jésuites à Vienne, leur affection invétérée pour la Russie, parce qu'elle représente l'oppression complète tandis qu'ils combattent la Prusse qui mêle à son despotisme certaines tendances intellectuelles qui les irritent. Je crains fort qu'il n'y ait quelque chose de vrai dans ce jugement sévère. Dieu veuille que la conduite de plus en plus violente de ce type accompli du despotisme éclaire enfin tant d'esprits aveuglés. — On trouvera dans mon portefeuille cette lettre si curieuse de Werner (du 11 novembre) ainsi qu'une autre du 27 octobre où il raconte la joie béate affichée par les absolutistes soi-disant catholiques, parce que l'empereur semble consentir à ce que les enfans à naître de sa fille et du duc de Leuchtenberg soient catholiques¹. Cela leur paraît une compensation plus que suffisante pour les trois ou quatre millions d'âmes qu'il vient de dérober à la vérité et à l'unité.

11 décembre.

Allocution du Pape sur la destruction violente de l'Union en Pologne. J'avoue qu'elle me semble pâle et bien au-dessous de ce qu'elle aurait pu être. Mais enfin c'est déjà un premier pas, une première démarche contre cette puissance colossale de la Russie qui éblouit et étourdit toutes les puissances de ce monde. Dieu conduit tout pour le mieux. Ayons confiance et patience.

Décembre.

La nomination de Mgr de Bonald, évêque du Puy, à l'archevêché de Lyon, est vraiment un événement heureux et important ; d'a-

1. Ici Montalembert a écrit en marge, postérieurement : « il n'en a rien été ».

bord parce qu'elle exclut à tout jamais M. de Pins et sa clique oppressive ; puis parce que M. de Bonald est de tous les évêques de France celui qui comprend le mieux les besoins nouveaux. Dans une conversation que mon beau-père revenant de Rome a eue avec lui, ce prélat a manifesté les dispositions les plus sages, les plus antipathiques au système adopté par le Légitimisme. Il approuve tout à fait la ligne suivie par l'*Univers*, sauf quelques écarts dans l'expression.

31 décembre.

Enfin, l'année se termine par la mort des deux hommes les plus influens de l'Eglise de France, Mgr Gallard, archevêque de Rheims, et surtout Mgr de Quélen, archevêque de Paris. Je m'abstiendrai de juger ces deux hommes si haut placés, même dans ces pages confidentielles. Je dirai seulement que leur mort me semble un signal de délivrance pour l'Eglise de France : ils ont tous deux, mais surtout le dernier, fait un mal infini. Avec eux ne disparaîtra pas malheureusement cet esprit étroit, idolâtre d'une race humaine, et ennemi de toute vie intellectuelle, dont ils étaient les représentans suprêmes, chacun dans leur camp séparé ; mais il recevra par leur mort une blessure grave.

A peine M. de Quélen a-t-il rendu le dernier soupir, que son chapitre si longtemps opprimé donne un premier signe de vie et d'émancipation, en confiant l'administration du diocèse à M. *Affre*, coadjuteur nommé de Strasbourg, le seul qui, dans le conseil de M. de Quélen, lui tint souvent tête. MM. *Jammes*, *Dupanloup*, *Surat*, en un mot toute cette clique adulatrice et oppressive qui a si longtemps étouffé tous les germes du bien, sont impitoyablement écartés : pas un des hommes de confiance de M. de Quélen n'a part à l'administration du diocèse. Picot lui-même, dans l'*Ami de la Religion*, n'a pas assez de tact pour cacher le dépit et la surprise que cause généralement cet heureux changement.

1840

Mars.

A mon retour à Paris, je trouve naturellement tous les esprits catholiques préoccupés principalement du choix de l'évêque de Paris. Mes relations fréquentes et déjà anciennes avec M. Thiers, président du Conseil, puis la grande cordialité et confiance que me témoigne le nouveau garde des Sceaux M. Vivien, me mettent à même de savoir beaucoup de choses sur la manière dont cette nomination se prépare. Mais d'abord je veux rendre ici un nouveau témoignage à M. Thiers : dans une conversation que M. de Carné et moi nous avons eue avec lui peu de jours après son avènement, nous lui avons reproché le choix de Vivien comme ministre des cultes,

et de Cousin comme ministre de l'Instruction publique. Après nous avoir rassurés sur leurs dispositions personnelles (d'une manière confirmée en ce qui touche à Cousin par tout ce qu'il a dit dans la discussion des enfans à la Chambre des Pairs), il parle de lui-même et dit : « Quant à moi je suis *papiste* ; je ne le dis pas tout haut parce qu'on m'en voudrait trop : mais je le suis : je déteste le gallicanisme que je regarde comme un acheminement au protestantisme ». Puis, il nous raconte sa curieuse entrevue avec le provincial des Jésuites (le P. Renaud) alors qu'il était ministre de l'intérieur et les assurances de protection et de tolérance qu'il leur donna : la vérité de tous ces détails m'a été confirmée par le provincial actuel, le P. Boulanger.

Pour en revenir à l'archevêché de Paris, on paraît être aussi loin de conclure que le lendemain de la mort de M. de Quélen. M. de Rambuteau, préfet de la Seine, me dit qu'il avait bien supplié le Roi de s'occuper d'avance de cette nomination dès que l'état désespéré de M. de Quélen a été un fait connu : mais le système de temporisation l'a emporté et maintenant on ne sait plus pour qui se décider. M. le garde des Sceaux me dit : « Chaque parti est assez influent pour faire écarter le candidat du parti opposé, mais pas assez pour faire triompher le sien. M. de Bonald, arch. nommé de Lyon, qui serait sous tous les rapports le meilleur choix, ne veut pas accepter. Le Cardinal de la Tour d'Auvergne, que le Roi désire et préfère, ne veut et surtout ne *peut* pas, attendu son âge et son incapacité totale. M. Gousset, évêque de Périgueux, qui eût été excellent, a été écarté sous prétexte de mauvaise tournure (comme si la tournure du Roi était si belle !) mais au fond parce qu'on le suspecte d'affection pour les anciens amis de M. de la Mennais et que c'est là un crime qui ne se pardonne jamais. Il a été aussi question de M. Blanquart, évêque de Versailles, de M. Bouvier, évêque du Mans, etc. Les candidats les plus probables sont : 1^o M. *Mathieu*, archevêque de Besançon, extrêmement poussé par le faubourg St-Germain et par l'internonce Garibaldi, qui me le recommande avec instance chaque fois que je le vois : ce serait à mon avis un choix détestable : il a ruiné le diocèse de Besançon et maintiendrait celui de Paris sous le joug de la coterie haineuse et arriérée qui l'a si longtemps opprimé : mais grâce au ciel le Roi n'en veut pas. 2^o M. de la Croix d'Azolette arch. d'Auch, grande médiocrité mais qui figure sur toutes les listes, à ce que m'a dit le garde des Sceaux qui semble pencher pour lui. 3^o M. Giraud, évêque de Rodez, dont plusieurs personnes disent beaucoup de bien, qui paraît avoir du nerf, de l'esprit et un zèle sincère ; il vient de publier un mandement sur le cabaret qui est bon. Enfin : 4^o M. Affre vicaire général administrateur actuel du diocèse et coadjuteur nommé de Strasbourg. Faute de mieux c'est celui que je préférerais : seul dans le conseil de M. de Quélen, il a défendu M. Lacordaire, bien qu'il ait écrit autrefois un livre gallican contre M. de la Mennais. Il se montre animé

des meilleures intentions envers MM. de Salinis, Combalot, etc. L'abbé de Solesmes, qui vient de passer trois semaines ici, le trouve excellent. Il aime la science, le travail : son mandement sur le Carême est certainement le plus remarquable qu'on ait encore publié depuis bien des années. Enfin, il a surtout le grand mérite de détester la coterie et de l'avoir provisoirement abattue. Il paraît que plusieurs curés le redoutent à cause de sa trop grande fermeté : mais c'est un titre de plus selon moi. Les carlistes de toutes les nuances le repoussent avec énergie : son plus grand crime est d'avoir dit dans son premier mandement, après la mort de M. de Quélen, que celui-ci « *n'avait pas toujours été heureux dans les moyens qu'il avait choisis pour faire le bien* » !! On voit jusqu'à quel point l'adulation est poussée dans le monde clérical, puisqu'on regarde comme un attentat de s'exprimer en ces termes sur une administration aussi absurde que celle de M. de Quélen.

8-12 avril.

Je vois souvent ces jours-ci M. Affre. Le 10 avril il me dit que la veille, M. Dessauget, député et directeur des Cultes, lui a dit que le choix du Roi était arrêté sur lui mais je ne puis trop le croire. Je redoute trop les attaques ténébreuses de la coterie, dont la toute-puissance occulte mais trop réelle m'a été révélée par mille détails curieux que M. Affre me donne. Quand ils ont proscrit un homme, comme l'abbé Olivier, curé de Saint-Roch, etc., rien ne peut le faire passer.

15-20 avril.

Mgr Du Puch, évêque d'Alger, et son grand vicaire, l'abbé Suchet, curé de Constantine viennent dîner chez moi. Ils ont tous deux beaucoup d'esprit et de zèle et possèdent le talent d'intéresser au suprême degré par les récits qu'ils font de leurs relations avec les indigènes et les Français en Algérie. Comme je me l'étais toujours figuré, rien ne serait plus facile à convertir que les indigènes si les Français ne donnaient par leur conduite, leurs infâmes débauches, leurs parades d'impiété, un démenti perpétuel à toutes les prescriptions de la Religion Chrétienne qu'ils sont censés professer. Les Arabes ne comprennent pas ces contradictions. L'armée, du reste, vaut mieux que les colons civils : on trouve, non seulement parmi les jeunes soldats mais même chez les officiers, beaucoup de respect pour le prêtre et quelquefois de la pratique : c'est surtout quand ils sont blessés ou malades que la vue du prêtre rallume chez eux les souvenirs de leur patrie et les sentimens de leur jeunesse. M. Du Puch et surtout M. Suchet nous racontent plusieurs traits délicieux à ce sujet. Un jeune sous-officier mourant, après avoir dicté une lettre d'adieu à sa famille, trace sur le bas du pa-

pier un cercle au milieu duquel il dépose son dernier baiser afin que les siens puissent en retrouver la trace, puis il meurt en confiant à l'abbé Suchet ce tendre et précieux dépôt. Mais tout est gâté par l'odieuse conduite des Français envers les indigènes (...) Histoire curieuse et touchante de la favorite Ayesha du harem d'Achmet-bey à Constantine ; poésie de son langage : elle jure d'être comme la bague de l'évêque toujours tournant autour de lui et docile à ses moindres mouvemens. Embarras nombreux qui résultent de la parcimonie du gouvernement : le curé de Constantine n'a que 1.800 francs là où tout est six fois plus cher qu'en France ; le pauvre évêque n'obtient pas le séminaire qu'il demande : et cependant déjà le *collège* universitaire fondé à Alger est détestable.

15 avril-1^{er} mai.

La nomination de l'archevêque de Paris traîne toujours : il paraît heureusement décidé que Mgr Mathieu, arch. de Besançon, est définitivement écarté : le pauvre internonce Garibaldi en est désolé et moi enchanté, car ç'eût été remettre ce diocèse indéfiniment sous le joug des coteries et de la médiocrité. Mgr Affre paraît gagner au contraire tous les jours et le garde des Sceaux me dit que tous ces retards ne peuvent que lui être très profitables. L'abbé Bautain, récemment arrivé de Strasbourg et avec qui je m'entends parfaitement, porte surtout Mgr Donnet, archevêque de Bordeaux, et croit être sûr de sa nomination : mais il n'en est rien. M. Bautain a une grande et heureuse influence sur M. Cousin, ministre de l'Instruction publique, mais celui-ci, quoique aimant beaucoup à se mêler d'affaires ecclésiastiques, n'est pas le maître. Du reste, Cousin a des projets vraiment salutaires et réparateurs à l'égard de la liberté d'enseignement : il communique à M. Bautain et à moi le projet qu'il va présenter, et qui abolira : 1^o l'obligation de faire fréquenter les classes de collèges par les élèves des autres institutions. 2^o Les certificats exigés pour l'examen du baccalauréat, et qui rendaient inutiles les études faites aux petits Séminaires. 3^o La nécessité de l'autorisation universitaire pour les maisons à établir. En revanche, il y aura des examens très sévères pour tous ceux qui voudront établir une maison d'éducation : le clergé y sera soumis comme tous les autres, ce qui excite les réclamations de tous les évêques que Cousin a consultés. Il faut bien cependant rendre hommage en quelque chose aux mœurs et aux idées de notre société. La rétribution universitaire sera rendue commune à tous, en même temps que la liberté, et par conséquent les petits séminaires perdront leur exemption financière, autre cause puissante d'opposition à ces projets de la part des évêques et du clergé, sans compter leur répugnance naturelle pour tout ce qui touche à la liberté, même à la liberté d'enseignement. L'évêque de Saint-Brieuc a positivement interdit à ses prêtres de pétitionner pour cet objet.

L'évêque de Saint-Flour me consultait il y a 4 mois pour savoir s'il fallait pétitionner le roi : je lui ai répondu que rien ne serait fait tant que les évêques ne s'adresseraient pas aux Chambres : voir la réponse, assez bonne, dans mon portefeuille.

29-30 avril.

Cousin me raconte aussi tous ses projets relatifs à la réorganisation de la Sorbonne, dès qu'ils auront un bon archevêque. Il veut mettre l'abbé Gerbet à la chaire de morale, l'abbé Bautain à celle d'écriture sainte, l'abbé Bertaut de Limoges à celle de dogme. Il voudrait réserver Mgr Affre pour en faire le chef de la maison des hautes études ecclésiastiques. Enfin ses projets, quoique un peu vagues et confus, me paraissent dictés par un sincère amour du bien et ne renfermer aucun danger patent ou caché.

Mgr Affre me témoigne la plus grande confiance. Il est vrai que je travaille pour lui de mon mieux, malgré son ancien livre en faveur du gallicanisme. Je l'encourage beaucoup dans son projet de se présenter au Château pour la fête du Roi : ce sera la première fois *depuis 10 ans*. Mgr de Quélen n'avait jamais voulu y consentir malgré les invitations réitérées du Pape. Ce sera un acte public de réconciliation entre l'État et l'Église, qui honorera encore le ministère du 1^{er} mars. Il me communique le discours qu'il se propose de faire : ce discours est un chef-d'œuvre politiquement et religieusement. Malheureusement ses deux collègues Morel et Boudot exigent quelques changemens qui en altèrent considérablement la beauté et l'importance : on retrouvera le projet primitif, écrit de la main de M. Affre, dans mes papiers. Le Roi a été content de celui qui a été prononcé (v. l'*Univers* du 1^{er} mai), mais mécontent de ce que le chapitre n'avait pas accompagné les vicaires généraux capitulaires. Les feuilles légitimistes se gardent bien de parler de cet événement qui les démonte. J'espère qu'il sera utile à M. Affre. Cousin me dit le soir qu'il n'y a plus à choisir qu'entre M. Donnet et M. Affre.

L'existence de l'*Univers* est, grâce au ciel, assurée au moins provisoirement : aux 25.000 francs que j'ai donnés à cet effet le bon jeune Taconnet a ajouté six mille et mon beau-père a donné les douze mille nécessaires pour compléter le déficit (*sic*). J'apprends ces jours derniers un propos détestable de M. de la Mennais qui montre, mieux que tout, l'abîme où cette grande et coupable intelligence est tombée : il a dit à M. Émile Chavin, professeur à Juilly, qui me l'a répété textuellement : « Le Catholicisme actuel n'est plus qu'une entreprise comme les messageries Laffitte et Caillard » !!!

J'apprends de la Comtesse Wladimir Potocka née princesse Sanguszko, qui se trouve en ce moment ici, des détails très précieux sur son neveu le prince Roman Sanguszko si indignement traité par l'empe-

reur Nicolas, envoyé aux mines, la tête rasée, à pied, enchaîné à un forçat, etc. Il sert actuellement, après avoir obtenu sa grâce, à l'armée du Caucase avec beaucoup d'autres prisonniers Polonais. Dieu s'est servi de lui pour propager dans ces contrées, où la vraie foi n'avait jamais pénétré, la vérité et la pratique du Catholicisme! Il a réussi, avec les ressources que sa famille lui a transmises, à faire établir cinq stations ou chapelles où le culte catholique est célébré par des prêtres dont le gouvernement russe a toléré la présence : c'est bien peu pour trente mille soldats catholiques, mais c'est déjà un germe bien précieux.

1^{er}-15 mai.

La réponse du Roi au discours de Mgr Affre est vraiment pleine de convenance et de délicatesse : mais le discours lui-même excite contre ce prélat les clameurs les plus violentes. On ne l'appelle plus dans le faubourg Saint-Germain que l'abbé *Affreux* ; les journaux légitimistes (qui ont bien soin de ne pas dire un mot de la réponse du roi) l'accablent de sarcasmes. Le gouvernement lui-même faiblit et paraît bien hésiter à le nommer archevêque de Paris : toutes les chances paraissent être en faveur de M. Donnet, archevêque de Bordeaux, porté à la fois par M. Sauzet, M. Thénard, M. Bautain et même par M. le duc d'Orléans à ce qu'on assure. Le pauvre internonce, désespérant de faire passer Mgr Mathieu, se rabat sur Mgr Giraud, évêque de Rhodéz, dernier évêque nommé par Charles X et qui fait de bons mandemens. Du reste, il y a dans le gouvernement, sur cette affaire, une légèreté et une inattention on ne peut plus blâmable : ils ne calculent pas tout le mal qu'ils se font.

21 mai.

En allant ce matin chez M. Thiers, président du Conseil, pour l'engager à hâter la nomination de l'archevêque, j'apprends de lui que l'internonce (Mgr Garibaldi) vient de le quitter après avoir protesté de toutes ses forces contre la nomination de Mgr Affre et lui avoir dit que ce choix *alarmerait l'Église*. M. Thiers me demande ce que je pense de cette prédiction, et proteste de son désir de ne pas blesser le Pape. Je suis assez embarrassé de me voir ainsi posé en contradicteur de l'organe du pouvoir que je respecte le plus au monde et désire le plus servir. Cependant, je crois pouvoir affirmer au premier ministre que la position de l'internonce n'est basée que sur ses accointances légitimistes et sur les intrigues de la *coterie* : je tâche de le mettre un peu au courant de tout ce qui s'agit dans le diocèse de Paris contre l'avènement d'un homme de science et d'intelligence. Il paraît entrer dans mes vues et me dit en finissant : « Tenez pour assuré que l'abbé Affre sera nommé, mon suffrage lui est désormais acquis ».

23 mai.

En retournant chez M. Thiers, à sa réception du samedi soir, il me dit de lui-même : « C'est dans le Conseil de demain dimanche que nous nommons M. Affre ». Puis il se met à me raconter de nouveau tout ce qui se trame contre M. Affre auprès de lui : ce matin même il a reçu la visite d'un curé de Paris qui a protesté de la manière la plus énergique contre ce choix : Thiers assure qu'il l'a rudement rembarré.

Je rends un compte exact de ces alternatives à M. Affre, qui me plaît vraiment par sa grande modération et le sang-froid avec lequel il endure toutes ces incertitudes. De son côté, il me raconte de curieuses choses sur l'acharnement du Sacré-Cœur (où siège le foyer de la coterie dirigée par M^{de} de Grammont). Mais il ne s'engage à rien de trop positif ni sur Lacordaire ni sur les Bénédictins : je ne sais vraiment si je fais une chose utile en le poussant avec tant de zèle. Enfin, Dieu connaît ma bonne foi : c'est l'homme désiré par tout ce que j'aime et estime dans le clergé, redouté par tout ce qui a pour système d'éteindre la vie intellectuelle et l'avenir du catholicisme en France.

24 mai.

Ce dimanche soir je retourne chez M. Thiers, qui m'apprend le résultat du Conseil de ce matin : la discussion a été on ne peut plus vive et l'ordonnance n'est pas encore rendue. Le Roi s'est déclaré *Africain* : Thiers et Rémusat ont soutenu M. Affre avec la plus grande chaleur, mais Cousin et Pelet l'ont attaqué. Cependant M. Thiers (m'annonce) de la manière la plus assurée que M. Affre sera nommé dans le prochain Conseil. Puis il m'interroge sur toutes les objections qu'on fait à M. Affre et sur lesquelles il est si facile de répondre victorieusement. Il est furieux du reste de toutes ces intrigues qu'il attribue à l'abbé Dupanloup auquel il a gardé rancune de la mort de M. de Talleyrand. Il prétend que l'on a cherché à travailler par le confessionnal l'esprit des femmes de plusieurs de ses amis politiques, qu'on déploie contre notre candidat un acharnement et un zèle que rien n'égale. Il désigne l'abbé Pététot, curé de Saint-Louis d'Antin, comme celui de tous qui est venu lui parler avec le plus de violence ; cela ne m'étonne pas : c'est l'ami et l'ancien confrère de M. Dupanloup à Saint-Roch. On a été jusqu'à faire craindre à M. Thiers un *schisme local* !! Puis des disputes théologiques sans fin, un revirement d'opinion politique chez M. Affre, enfin tout ce qui se peut imaginer ou dire. Nous causons pendant une heure et je me flatte d'avoir calmé toutes ses craintes, mais je dois avouer que je suis moins content de lui que je ne l'ai été jusqu'à présent : sa manière de s'exprimer sur la mort de M. de Talleyrand et sur d'autres sujets me déplaît ;

puis beaucoup trop d'arrogance et de conviction de sa propre force. Serait-il donc vrai que le pouvoir est une épreuve des plus dangereuses même pour les meilleures intelligences ? — Comme il désire connaître au moins la figure de M. Affre avant de le nommer, il est convenu que je le conduirai chez lui après-demain mardi. L'entrevue sera décisive.

Mardi 26 mai.

Enfin, cette immense question est décidée. A onze heures je conduis M. Affre chez M. Thiers : à peine sommes-nous installés dans le salon d'attente qu'on y fait entrer aussi M. Dupanloup. Je n'ai rien vu d'aussi comique que sa surprise et son embarras : le nôtre n'était pas médiocre non plus. Je soutiens de mon mieux le poids de ce trio embarrassant jusqu'au moment où l'on m'appelle chez le ministre que venait de quitter M. Royer-Collard, un de nos grands et formidables antagonistes. Dans le cabinet du ministre, placé entre M. Affre et M. Thiers, j'assiste à la conversation la plus mémorable de ma vie jusqu'à présent et pour ainsi dire au pacte nouveau entre l'Église et l'État. M. Thiers commence par dire que si, comme il était très probable, M. Affre allait être placé dans cette grande situation, le gouvernement attendrait de lui tout autre chose que la conduite de M. de Quélen : « la première loi pour nous, a-t-il dit, est de respecter l'indépendance de l'Église, mais nous ne voulons pas d'un évêque qui soit chef de parti politique. M. de Quélen a fait un mal immense. Mais il n'était pas notre ouvrage et nous avons eu des ménagements pour lui que nous n'aurions assurément pour nul autre ; et lui-même je l'aurais réduit : j'y étais décidé. Je me serais adressé sur le champ en cour de Rome. On est toujours sûr de triompher à Rome quand on a raison ; mais il faut avoir cent fois raison quand on traite avec l'Église, c'est là ma maxime. Avec les autres puissances quand on a tort on peut s'en tirer à coups de canon, mais avec l'Église on ne peut agir qu'à coups de raison. » M. Affre a répondu très noblement, très dignement, très simplement aux questions et aux opinions de M. Thiers. Il a dit que l'acharnement déployé contre lui par la coterie légitimiste était le meilleur gage de sa fidélité future à la ligne politique tracée dans son discours du 1^{er} mai. M. Thiers l'a interrompu ici en disant : « C'est excellent : nous n'en demandons pas davantage ». M. Affre a continué en disant que ceux qui le menaçaient aujourd'hui d'une opposition si violente, une fois qu'il serait nommé ne le tourmenteraient que par leurs obsessions. Ici encore M. Thiers a dit : « Ah ! je vois que vous connaissez bien ce qui arrive à une puissance qui triomphe après de longues contestations : j'en sais aussi quelque chose ». M. Affre a évité toute discussion sur les actes de M. de Quélen : il a exprimé avec une noble simplicité la peine, « un peu de peine », qu'il éprouverait

s'il n'était pas nommé, maintenant que cette question est devenue la proie d'une publicité immense, et que son rejet serait regardé comme un affront, mais qu'autrement il eût été heureux et tranquille à Strasbourg, etc. Je vois qu'il fait sur M. Thiers une impression très favorable : je prends à mon tour la parole pour démontrer au premier ministre combien était au fond peu redoutable l'opposition, le schisme local dont on menaçait Mgr Affre, puisque le chapitre et les curés inamovibles étaient pour lui. En parlant de l'opposition de l'internonce, M. Affre annonce noblement l'intention de faire faire les informations non par des témoins désignés par lui, comme cela se pratique ordinairement, mais par des témoins désignés par le chapitre et le corps des curés de Paris. Il parle même fort bien de ses écrits, de sa lutte contre M. de la Mennais etc. M. Thiers déclare que le Roi est très porté pour M. Affre, et qu'il est le seul candidat proposé par le garde des Sceaux, que du reste tout va se décider dans le Conseil convoqué pour midi — et il était déjà midi moins un quart —. Il nous quitte pour aller trouver le pauvre abbé Dupanloup, à qui il a dû administrer la correction qu'il lui réservait après sa conversation de dimanche soir.

Je sors de cette mémorable entrevue très satisfait des deux interlocuteurs, sauf peut-être de quelques expressions un peu trop arrogantes de M. Thiers, rachetées d'ailleurs par d'excellentes choses. A cinq heures et demie, M. Affre m'envoie la lettre du garde des Sceaux qui lui annonce sa nomination — et au même instant le même ministre m'envoie son secrétaire particulier avec la liste des nouveaux évêques. M. Affre est en tête !! J'ouvre ce papier sur la place Saint-Thomas-d'Aquin et j'entre aussitôt à l'église pour remercier Dieu et lui demander de bénir la part que j'ai prise à cette immense affaire. Avec M. Affre à Paris, il y a Mgr Gousset à Rheims, M. Graveran à Quimper, M. Chatrousse à Valence (il est mon ancien hôte et ami de Vienne en 1831) et enfin M. D'Arcimolle, au Puy — ce dernier avait été demandé par M. de Bonald comme son successeur. Ce sont tous des choix excellents. Enfin, le joug de la coterie légitimiste est brisé : une nouvelle ère commence pour notre Église et notre pays.

En allant féliciter le soir M. Vivien, j'apprends de lui des renseignements satisfaisans pour l'avenir de M. Doney. Il pourra être à Gap, où le dernier évêque M. de la Croix, aujourd'hui archevêque d'Auch voudrait placer M. De Pery : mais le ministre ne veut pas.

27-31 mai.

Une fois cette grande victoire consommée, les prévisions de M. Affre se vérifient de point en point. Les curés de Paris viennent en corps le visiter et lui adresser le discours le plus flatteur. Les journaux légitimistes se taisent, excepté la *Mode* ; encore celle-ci

n'est-elle pas trop violente. M. de Genoude accourt chez le nouvel évêque, lui fait mille protestations de dévouement et d'obéissance. M. Affre l'exhorte à abandonner la politique et lui offre à cette condition un logement dans son futur palais archiépiscopal : Genoude répond : « *C'est que de si grands événemens se préparent !* » Il demande ensuite au prélat s'il fera souvent des discours comme celui du 1^{er} mai. M. Affre répond : « Je serai toujours juste ; et toutes les fois qu'il y aura du bien à dire, je le dirai afin d'avoir le droit de dire le mal quand il y aura du mal à reprendre ». A cela, Genoude répond encore par son refrain habituel : « Ah ! c'est qu'il va y avoir sous peu de si grands événemens ! » On le voit, sa théologie et sa politique sont également dignes de Nostradamus. Du reste, il revient tous les jours, et quand il ne vient pas en personne, il envoie son acolyte, l'abbé Just, pour l'excuser et le remplacer.

L'abbé Dupanloup arrive aussi dès le lendemain, et chose incroyable, soutient qu'au *fond* il a toujours désiré M. Affre : il ne sait trop comment expliquer sa présence aux affaires étrangères la veille. L'archevêque le laisse dire et lui conserve sa place (de supérieur du petit séminaire), en quoi il fait bien. L'abbé Pététot écrit la lettre ci-dessus transcrite sur l'original ! ! ¹.

Fin de mai-juin.

Les Jésuites viennent à leur tour : le P. Boulanger, supérieur de la maison de Paris, proteste du dévouement de la Compagnie au nouveau prélat, et déclare que si quelques-uns de ses membres ont travaillé contre lui, il n'a qu'à les dénoncer et qu'on les punira sévèrement. Le P. Guidée, provincial, absent de Paris, écrit dans le même sens. Mgr Affre, à ce qu'il me dit, répond au Père Boulanger textuellement en ces termes : « Je ne sais pas ce que vous pensez de moi ; car il est très difficile de savoir ce que pensent les Jésuites, mais si je ne le sais pas maintenant, je le saurai dans six mois ou bien dans un an : et si j'apprends que vous m'êtes hostiles, comme après tout vous n'êtes ici qu'en qualité de mes auxiliaires, je vous prierai de me dispenser de votre secours ». Voilà du moins ce qu'il m'a dit : c'est bien hardi, si c'est vrai.

Enfin le Sacré-Cœur, ce grand foyer d'opposition légitimiste, est aussi venu s'incliner devant le nouveau pouvoir. L'abbé Jammes, le seul homme sur lequel j'ai entendu M. Affre s'exprimer en termes vraiment sévères, l'adulateur servile de M. de Quélen, l'ennemi juré de tout ce qu'il y a de vital et de distingué dans l'Église de France, le type et le chef du despotisme de la coterie, l'abbé Jammes est venu se jeter aux genoux de son rival triomphant. M. Affre assure que la peur et la consternation qui se peignaient

1. Lettre à Mgr Affre en date du 28 mai pour protester de son dévouement : la copie n'est pas de la main de Montalembert.

sur ses traits et dans ses paroles l'ont désarmé : il lui permet de rester au Sacré-Cœur jusqu'à nouvel ordre. Ces Dames elles-mêmes ont fait acte de soumission mais avec quelques réserves. M^{de} de Grammont, la supérieure, a écrit au nouvel archevêque une lettre où elle lui parle « *de la perte qu'elle pleurera toujours* » et lui offre le tribut des vœux « *que la Providence nous impose* ». M. Affre a répondu que la perte de M. de Quélen n'était certes pas spéciale au Sacré-Cœur, que, du reste, il ne fallait pas, selon l'Apôtre, que des Chrétiens pleurassent comme ceux qui n'ont pas d'espérance ; et que, quant aux vœux, jamais la Providence n'en avait imposé à personne.

Tout cela est satisfaisant et répond au caractère de droiture et de franchise que j'ai toujours reconnu en lui. Mais sous d'autres rapports je suis loin d'être aussi content de lui. Soit excès de prudence, soit retour à ses anciennes habitudes d'esprit, il témoigne une défiance qui va jusqu'à l'éloignement pour presque tous les hommes éminens de l'Église, et semble tendre les mains aux chaînes de la médiocrité et de la vulgarité, triomphantes jusqu'ici. M. Combalot qu'il a consenti à installer chez lui, mais qu'il ne peut pas se décider à prendre comme grand vicaire, me donne à ce sujet de bien tristes détails.

J'en ai une confirmation éclatante dans une grande conversation de deux heures de durée que nous avons ensemble M. Cousin, lui et moi dans le jardin de son hôtel près l'infirmerie Marie-Thérèse, le VENDREDI 12 JUIN. Il s'agissait de la reconstitution de la fameuse faculté de théologie, de la Sorbonne en un mot, cette marotte de Cousin qui pourrait en effet devenir un dépôt précieux de vie et d'activité. Cousin était venu me parler le matin de sa sollicitude pour M. Bautain et les autres. Nous allons donc tous deux lui faire des propositions : mais tout l'esprit exclusif et gallican de Saint-Sulpice se réveille en lui. Il repousse avec obstination Bautain et en outre Gerbet, Salinis ; il accepte à peine Cœur et l'abbé Maret, il propose l'abbé Receveur, le type de la bêtise sacerdotale. Je suis stupéfait et navré. Il objecte aux noms que j'ai cités en premier lieu « qu'ils alarmeraient l'Épiscopat » ; je me permets de lui dire que c'est justement la même objection qui a été si souvent élevée contre lui et qu'on ne s'y est pas arrêté. M. Cousin, dont j'ai été on ne peut plus content dans cette circonstance, consent volontiers et désire même avoir des Sulpiciens dans la faculté ; mais Saint-Sulpice n'y consentira jamais. Mgr Affre met en avant M. de Ravignan : Cousin le repousse d'abord avec chaleur. Je propose de le prendre comme compensation de M. Bautain. Cousin se range à cette idée, mais le prélat s'obstine et ne veut pas entendre parler de Bautain sous aucune condition. Après deux heures de vains efforts, Cousin se retire. Je reste mais sans être plus heureux.

Le lendemain je vais causer avec Cousin de ce triste résultat : il

regrette plus que jamais M. Donnet de Bordeaux. Nous tombons d'accord qu'il ne faut se prêter à rien de médiocre, qu'il vaut mille fois mieux n'avoir pas de Sorbonne que d'avoir une doublure de l'actuelle.

19-20 juin 1840.

Huit jours après nous dînons tous ensemble chez le garde des Sceaux : Cousin est à côté de lui et me dit qu'il en a été plus content, qu'il consentira à prendre Bonnechose comme remplaçant de Bautain. Je vois à ce dîner Mgr de la Croix d'Azolette, archevêque d'Auch, charmant vieillard qui me dit force bien de l'*Univers*, M. Darcimolle, nouvel évêque du Puy, pitoyable choix de M. de Bonald au moins quant à l'apparence, M. Chatrousse, nouvel évêque de Valence, que j'ai connu curé à Vienne et plus développé qu'aujourd'hui, enfin M. Graveran, nouvel évêque de Quimper, qui a l'air vénérable et bon.

Tripotages pour le coadjutorat de Montauban, que le vieil évêque Trépassac voudrait faire donner à M. Dulaurier, de Bordeaux : nous réussissons à écarter cette nullité et puisque le gouvernement ne croit pas pouvoir y appeler M. de Salinis, désiré par les bons Catholiques du pays et par Janvier leur député, je mets en avant M. Doney, que le garde des Sceaux finit par agréer et dont il goûte merveilleusement le discours de 1830, pour lequel il fut jugé et acquitté aux assises du Doubs. — Nous tâcherons de caser M. de Salinis à Troyes, dont l'évêque doit l'avoir demandé comme coadjuteur, quoiqu'il y ait encore là toutes sortes d'intrigues et de ténébreux mensonges. — Enfin pour Strasbourg je recommande vivement, et de concert avec ce bon Golbéry, M. Roëss, ancien supérieur de séminaire et l'un des piliers de l'*Avenir* en Alsace, homme excellent et savant, très considéré en Allemagne.

Mais tout cela n'est rien auprès de l'excellent Mgr Gousset que nous avons le bonheur d'avoir à Rheims, malgré la peine qu'il éprouve à quitter Périgueux sans s'être pourvu d'un successeur de son choix (il voulait M. Quitton, grand vicaire d'Angoulême, ou Guibert).

1841

9 février.

Je reprends cette chronique après une longue interruption causée par mon malencontreux voyage d'Orient et d'autres embarras. Elle sera d'ailleurs beaucoup moins remplie désormais, car ma position a tout à fait changé pendant cet intervalle. La chute du ministère Thiers m'a fait perdre toute influence sur les nominations épiscopales ; et ma rupture avec l'*Univers* m'a privé de la part

d'action que je pouvais exercer d'une manière directe et quotidienne sur la formation d'un parti Catholique en France : ce n'est plus donc que de loin en loin que je pourrai entrevoir et constater quelques détails du mouvement, encore fort équivoque, qui échappe aux appréciations de la presse périodique et des journaux spécialement consacrés aux intérêts religieux.

Ma rupture avec l'*Univers* a été amenée par la mauvaise foi du principal propriétaire M. Bailly, et l'outrecuidance de M. de Saint-Chéron, rédacteur, que j'y avais fait entrer pour me représenter. Ils ont refusé de reconnaître mes droits à la direction, constatés par un acte notarié du . . . mai 1839, et bien chèrement payés moyennant 21.000 francs versés par moi et 5.000 francs par M. de Mérode depuis cette époque, subside à l'aide duquel le journal a prolongé son existence et doublé le nombre de ses abonnés. C'est à l'occasion de la question d'Orient que la scission a éclaté. En mon absence, ils ont fait chorus avec toutes les déclamations les plus insensées des journaux thiéristes à cette occasion ; ils ont soufflé le feu d'une guerre illégitime et insensée, d'un faux patriotisme inspiré par l'orgueil et l'ignorance ; ils se sont mis à dos tous les Catholiques d'Angleterre, de Belgique, d'Allemagne (voir les réclamations du *Tablet*, du *Courrier de Franconie*, du *Journal hist.* de Liège) ; ils ont excité le courroux du Souverain Pontife, le blâme d'une foule d'évêques, de prêtres et de Catholiques zélés et sages, mais rien n'a pu les arrêter ni les porter à reconnaître leurs torts et leur erreur. — Maintenant le journal, livré à la direction à peu près exclusive de Saint-Chéron, est placé par son entremise sous l'influence indirecte de M. Guizot, qui a fait donner à M. de Saint-Chéron la place d'inspecteur général des établissements de bienfaisance avec 8.000 francs d'appointemens ; et après avoir crié plus que personne à la guerre sous M. Thiers, les voilà qui applaudissent à la honteuse rentrée de la France dans le concert Européen sous M. Guizot. — Mais quelque scandaleuse que soit la conduite politique de cette feuille, je suis loin de nier qu'elle n'ait continué à rendre de grands services à la religion. — Quant à moi, après cette sévère et coûteuse leçon sur l'ingratitude et la mauvaise foi des journalistes, même Catholiques, je me retire avec la douce conscience d'avoir mérité, par ma conduite et mes paroles dans cette question d'Orient, l'approbation du Souverain Pontife qui a daigné l'exprimer de la façon la plus significative à mon beau-frère et à plusieurs autres personnes.

Les dissensions intérieures de l'*Univers*, en même temps que les progrès sensibles d'une appréciation plus saine de la position politique amenés par ses efforts dans l'esprit des Catholiques, ont déterminé les légitimistes à essayer de reconquérir le terrain qu'ils ont perdu, par la création d'un journal nouveau, destiné à réparer les fautes et les scandales de la *Gazette* et de la *Quotidienne* dont ils paraissent enfin s'apercevoir et se repentir. C'est M. Charles

de Lavau, frère du fameux préfet de police de la Restauration qui se met à la tête de cette entreprise. Il essaie d'abord de s'emparer de l'*Univers*, puis de nous engager Carné et moi dans une sorte de collaboration à son nouveau journal dont il nous communique le prospectus, sous le titre d'*Union Catholique*. Ce prospectus, qui annonce l'intention formelle de respecter le pouvoir établi et de ne jamais employer l'injure et la calomnie, est fort bien en lui-même mais ne suffit pas : il faut un désaveu formel de tous les scandales donnés jusqu'à présent par la presse légitimiste et pseudo-catholique. Longues conversations et négociations à ce sujet pendant les mois de décembre 1840 et de janvier 1841, qui n'aboutissent à rien.

L'affaire la plus importante de l'hyver est la préparation et la présentation de la loi sur l'*instruction secondaire*, destinée à tenir lieu de cette liberté d'enseignement, promise par la Charte et réclamée depuis dix ans, si énergiquement par quelques-uns, si mollement par la plupart des Catholiques. Mes antécédens à ce sujet (procès devant la Cour des Pairs en 1831) et ma liaison avec le ministre actuel de l'instruction publique, M. Villemain, m'amènent naturellement à m'occuper spécialement de cette grande affaire où l'avenir de l'Église et de la société en France se trouve si gravement compromis. — J'entre à cette occasion en relation avec Mgr Donnet, archevêque de Bordeaux, qui montre des dispositions fort intelligentes et conciliantes à la fois : c'est un homme cordial, ouvert, au moins en apparence, zélé et qui ne paraît pas du tout, comme tant d'autres de ses collègues, avoir peur de la science chez le clergé. Il montre aussi une disposition marquée à se rapprocher de nous autres, anciens élèves et amis du malheureux apostat Lamennais. Dans une conversation intime que j'ai avec lui le 9 février, il me fait comprendre qu'il est bien au courant de l'opposition que j'ai mise à sa nomination à Paris l'an dernier, alors que Cousin le portait avec tant de chaleur ; opposition que j'ai tout lieu de regretter assurément, car, sous tous les rapports, il eût été préférable à Mgr Affre, plus froid et plus équivoque que jamais. Il parle de cette nomination manquée avec beaucoup de franchise et de délicatesse. Je lui réponds avec une franchise semblable, J'aime à croire à la sienne quoiqu'il me semble toujours y voir percer une légère pointe de calcul et d'intrigue.

Dimanche 14 février.

Fameux sermon de Lacordaire, en habit de Dominicain, à Notre-Dame, sur *les destinées de la France*, en présence de l'archevêque, de l'internonce, du garde des Sceaux et d'une foule immense. J'en suis électrisé au premier moment : mais à la réflexion, j'y reconnais avec douleur cette sorte d'idolâtrie du peuple que ce grand cœur a si malheureusement substituée à l'idolâtrie monarchique

du vieux clergé. Mgr Affre, que je consulte aussitôt après, ne paraît pas du tout content, et dit avec raison que ce n'est pas un sermon. Il a mille fois raison : mais comment s'étonner, après que la chaire française a retenti depuis deux cents ans des panégyriques les plus incroyables de la royauté et de la maison de Bourbon (voir surtout le mandement de M. de Quélen après l'assassinat de M. le Duc de Berri), s'il prend un jour fantaisie à l'orateur d'une nouvelle génération d'y entonner le panégyrique de la nation française. Pour moi je crois que, sauf de très rares exceptions, il n'y a pas de nation ni de royauté qui mérite au monde ces apothéoses.

23 février.

Enfin, dans une longue conversation avec Mgr l'archevêque de Paris, pour le déterminer à se prononcer en faveur de la liberté d'enseignement, il sort de la réserve et de la froideur qu'il a pâru observer envers moi depuis sa nomination, m'explique sa conduite envers l'abbé Combalot où il n'a pas tort, et cherche à justifier les choix qu'il vient de faire pour constituer enfin sa Sorbonne (tous pitoyables excepté l'abbé *Maret*). Je ne lui cache pas la tristesse que m'inspire sa préférence pour les médiocrités et les nullités telles que les Dassane, les Jager, etc. : il prétend qu'il a été refusé (*sic*) par les hommes distingués qu'il avait voulu conquérir, tels que MM. Doney, Berthaut (*sic*) de Limoges, Poulet de Senlis, etc. Ce qui est certain c'est qu'il a soigneusement écarté MM. Gerbet, Bautain, de Salinis, etc. — Quant à la liberté d'enseignement, j'obtiens de lui qu'il se prononce sur cette question essentielle de la manière la plus formelle et la plus satisfaisante, dans une lettre à moi adressée et destinée à être rendue publique. Je porte le brouillon de cette lettre au ministre, qui y trouve à redire, malgré la modération très grande de son langage relatif à l'Université et l'inclination bien évidente d'admettre un système fondé sur l'égalité des droits pour toutes les écoles, y compris les petits séminaires. (Ce premier projet existe, signé de M. Affre, dans mes papiers.) Après quelques légers changemens, elle paraît dans la *Presse* et est bientôt suivie d'une autre analogue de l'archevêque de Bordeaux, qui s'est entendu à ce sujet avec M. l'archevêque de Paris et les évêques de Montpellier, de Meaux et le coadjuteur de Strasbourg.

Mais tout ce bon commencement est détruit par la présentation du projet de loi de Villemain, qui nous avait été caché jusqu'alors, et qui renferme des dispositions tout à fait hostiles et à la liberté et à la religion. Un plus grand mal encore me paraît être l'explosion de l'épiscopat contre la loi, dans toutes sortes de lettres aux journaux et aux ministres, fondées uniquement sur les droits et les privilèges des petits séminaires, et sacrifiant complètement, sauf quelques-uns comme MM. de Saint-Flour (Marguerie)

et de Marseille (Mazenod) la question de la liberté d'enseignement en général, seule ressource et seule garantie de l'action du clergé sur l'éducation. C'est le vieux gallican Clausel de Montals, évêque de Chartres, qui donne le signal, ardemment suivi par l'archevêque de Tours, autre promoteur de la déclaration de 1826 — et à mon grand étonnement par Mgr Gousset archevêque de Rheims — puis par tous ou presque tous. Les pauvres archevêques de Paris et de Bordeaux se trouvent dans une position très fausse, et je ne puis me défendre de la pensée que l'un des motifs qui ont guidé les vieux évêques de la restauration dans leur opposition virulente au projet de loi, a été le désir de mettre dans l'embarras les deux prélats que l'on suppose les plus dévoués au gouvernement actuel. — Voir les journaux pour tous les détails ainsi que pour la manière dont le projet de loi est enfin tombé dans l'eau, très probablement pour toujours.

Je me figure que les évêques ont commis une grande faute par cette levée de boucliers pour un droit sacré et réel à la vérité, mais trop personnel et exclusif pour que leur conduite pût être convenablement appréciée par le public : ils ont donné en plein dans le piège que leur tendaient Villemain, Dubois, Jouffroy, en un mot l'*Université* qui ne demande pas mieux que de concéder au clergé tous les privilèges possibles en matière d'éducation cléricale, à condition de lui barrer le chemin de l'éducation des laïcs. Or, quand il n'y aura plus de fidèles, à quoi servira-t-il d'avoir formé des prêtres ? et où trouvera-t-on d'ailleurs des familles d'où il pourra sortir des sujets pour le séminaire ? Enfin Dieu y pourvoira : cela est sûr et cela console de tout.

18 mars.

J'apprends aujourd'hui une bien déplorable nouvelle : l'institution par le Pape du métropolitain proposé par l'empereur de Russie pour toute la partie Catholique de son empire : c'est un homme perdu de vices honteux, qui a donné tous les genres de scandale, et qui, en présence des prohibitions si formelles et si publiques du Pape relativement aux mariages mixtes, n'a pas craint de donner la bénédiction nuptiale à la Grande Duchesse Marie et au Duc de Leuchtenberg après que celui-ci eût JURÉ PUBLIQUEMENT que les enfans à naître de lui, père catholique, seraient élevés dans le schisme. Les preuves irrécusables des prévarications de Pawlowski et des scandales nombreux qu'il a donnés ont été mises sous les yeux du Pape et du Cardinal Secrétaire d'État, de la manière la plus évidente et sous la garantie des personnes les plus respectables : et cependant le voilà confirmé et investi, en vertu de l'autorité pontificale, de la faculté de travailler à son aise à la ruine du Catholicisme. Il n'est pas douteux que cette nomination ne soit le coup le plus fâcheux qui ait été porté jusqu'à présent au Catholicisme en Russie. Comment expli-

quer tant de faiblesse de la part du Saint-Siège, une si déplorable connivence avec les ennemis de l'Église ? Hélas, de tout temps l'Église a eu ses misères, ses plaies intérieures : elle leur a survécu, elle a fini par en sortir triomphante et immortelle : c'est peut-être la plus grande preuve de sa divine origine. On a vu le temps où elle était rongée par la simonie, puis par l'incontinence de ses pontifes, puis par leur avarice : aujourd'hui c'est leur faiblesse, leur lâcheté envers le pouvoir temporel, qu'il faut déplorer. C'est une épreuve purifiante et cruelle, mais qui aura son terme, il n'en faut pas douter.

26 mai.

Je reçois aujourd'hui une lettre de Lacordaire, qui m'annonce la dispersion de son noviciat français à Rome, sous prétexte que, comme il n'y a pas encore de province française dans l'ordre des Dominicains, il ne saurait y avoir un noviciat. Ce parti est pris au moment où Lacordaire se croyait assuré d'obtenir l'église de Saint-Clément et la maison y attenante, pour y fixer son monde qui va être aujourd'hui dispersé entre le noviciat de la province de Naples et (celui) de Bosco en Piémont. Lui-même se rend dans ce dernier monastère. Il m'a édifié, et même un peu surpris, par l'humble patience avec laquelle il a enduré ce coup vraiment dur et cruel. Je ne suis pas étonné du mécontentement qu'a dû exciter à Rome son dernier sermon à Paris où les beautés les plus rares se trouvent mêlées à de si étranges jugemens sur la France. Mais il paraît que le motif de cette disgrâce tient encore à l'extrême faiblesse de Rome envers les puissances. C'est l'ambassadeur d'Autriche qui, en montrant au Pape une brochure d'un M. Georges d'Alcy où Lacordaire est qualifié de successeur de La Mennais, aurait obtenu la dispersion du noviciat français. Le cardinal Lambruschini a d'ailleurs un grand éloignement personnel pour Lacordaire qu'il regarde comme un révolutionnaire. Le Pape continue à lui témoigner de la bonté. Son attitude actuelle doit lui concilier les esprits.

10 juillet.

Pendant mon rapide passage à Paris, j'ai ce matin une conversation instructive et douloureuse avec M. Dessaret, directeur des Cultes. Il m'annonce avec frayeur tous les signes d'une violente réaction antireligieuse, provoquée par Isambert et les journaux libérateurs. Les députés de la Gironde sont venus trouver le garde des Sceaux pour lui dénoncer le projet formé par M. l'archevêque de Bordeaux d'appeler Lacordaire et les Dominicains dans son diocèse et pour s'y opposer de toutes leurs forces. Le ministre a écrit à ce sujet à l'archevêque, et en même temps pour se plaindre de l'existence des Jésuites (ceci en termes assez voilés et évasifs),

ainsi que de la réunion sous un même toit d'un couvent de Carmes Espagnols réfugiés. On me lit la réponse de l'archevêque, bien peu digne, hélas ! Il désavoue tout à fait le projet d'établissement pour les Dominicains *dès qu'ils ne sont pas autorisés par le gouvernement* !! Il est un peu mieux sur le compte des Jésuites et des pauvres Carmes Espagnols. Cette recrudescence voltairienne et parlementaire, quise traduit en correspondance de toutes les autorités adressée au ministère, est attribuée par Dessauret à l'attitude prise par l'Épiscopat à l'occasion de la loi sur l'instruction secondaire. Cependant, elle semble avoir surtout pour but les congrégations religieuses. L'instinct de la haine ne se trompe pas : elle sent bien que c'est le clergé régulier qui a toujours été le cœur et le boulevard de l'Église. Avant tout il faut empêcher ce boulevard de se relever. — Ce bon Dessauret, honnête homme mais timide comme tous les hommes publics de ce temps-ci, me montre un monument bien honteux pour l'esprit public de notre temps. C'est l'enquête faite par le commissaire de police du quartier de *commodo et incommodo* au sujet du maintien des Bénédictines dans les bâtimens du Temple, dont Isambert et son *Courrier français* demandent l'expulsion. Ce pauvre commissaire, quoique prédisposé favorablement par le ministère, n'a jamais pu trouver un bourgeois du quartier qui voulût se prononcer pour le maintien du couvent : tous au contraire se plaignent de ce que cet emplacement soit retiré de la circulation et ne soit pas couvert de constructions nouvelles, de ce que les murs servent de réceptacle à des immondices, de ce qu'au milieu d'un quartier aussi civilisé, il se trouve encore un établissement d'un autre siècle..... Enfin c'est un vrai type du matérialisme athée qui nous ronge. On peut bien dire de ces bourgeois de la *première ville du monde* ce que Saint-Simon dit de l'ancêtre des Dreux-Brézé : « leur brutalité et leur ignorance étoient égales et au comble ».

25 août.

A mon retour de Bretagne je trouve à Paris MM. Combalot, de Salinis et d'Escorbiac de retour de leur voyage de Rome où ils paraissent avoir été parfaitement reçus par le Pape et le cardinal Lambruschini. Celui-ci leur a témoigné son regret des choix gallicans et médiocres qui ont été faits dernièrement ; il a dû adresser à ce sujet des remontrances à l'internonce : la nomination de M. Olivier à Évreux semble les avoir sérieusement inquiétés. Il en est bien temps vraiment. Le cardinal a dit en donnant congé à ces trois messieurs : « *tres futuri episcopi* ». Il est fort à craindre que les préjugés et les coteries gallicanes et autres qui règnent ici ne donnent le démenti à ces prédictions.

1^{er} septembre.

Encouragé par ces renseignemens je vais trouver l'internonce que je trouve en effet beaucoup mieux.

Dans cette conversation, tout en déplorant la nomination de prélats tels que MM. Goyet¹ et Lemée et d'autres qui ont précédé, il s'écrie : « Mais sachez donc qu'il a fallu d'abord me défendre des *polissons* qu'on voulait imposer au Saint-Siège ».

M. de Lesquen, ancien évêque de Rennes, disait ces jours derniers en parlant des nominations récentes : « on nous fait un épiscopat de *petites gens* qui faiblira au moment du danger ! »

1. Montalembert a dû commettre là une erreur de nom, car si Mgr Lemée fut bien évêque de Saint-Brieuc, aucun évêque contemporain ne porte le nom de Goyet ou un nom approchant.

VU LE 4 JUIN 1941.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

J. VENDRYÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Doyen de la Faculté des Sciences, chargé
des fonctions de Recteur de l'Académie de Paris,*

Ch. MAURAIN.

INDEX DES NOMS PROPRES

Ne sont pas indiqués ci-dessous les noms qui se rapportent à la bibliographie, soit dans notre « Bibliographie », soit dans le texte, soit dans les notes en bas de pages. Tous les noms de villes, provinces, évêchés, etc., sont français, sauf indication contraire. — M est une abréviation pour Montalembert. — Les titres des périodiques cités sont imprimés en italiques; ceux des ouvrages ne figurent pas ici.

- Abd-el-Kader, émir arabe, 315 (note).
 Achmet-bey, seigneur de Constantine, 570.
 Acre, en Syrie, 375.
 Acton (Mgr), prélat romain, 562.
 Adana, en Turquie, 368.
 Addison, écrivain anglais, 91.
 Adriatique, mer, 370.
 Affre (Mgr), archevêque de Paris, 285, 314, 426 (et note), 427 (et note), 428, 429, 431, 433, 470, 471, 481, 482, 485, 487, 490, 502, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576 (et note), 577, 580, 581. Voir aussi à Paris (archevêque de).
 Agen, évêché, 163 (note), 205 (note), 481.
 Aire, évêché, 163 (note).
 Aix-en-Provence, archevêché, 163 (note), 174, 176, 397, 415, 424, 545, 548, 549.
 Aix-la-Chapelle, en Rhénanie, 407, 551.
 Ajaccio, évêché, 549.
 Albe (duc d'), vice-roi des Pays-Bas, 118 (note), 518.
 Albert VI, gendre de Philippe II, 341.
 Albi, évêché, 163 (note).
Album Catholique (L'), 206.
 Alcy (Georges d'), publiciste, 583.
 Alembert (d'), « philosophe » français, 520.
 Alexandre I^{er}, empereur de Russie, 449.
 Alexandre III, pape, 519.
 Alexandrie, en Égypte, 361, 362, 367, 368, 377.
 Alfort (école d'), 126.
 Alger, ville, évêché, 51, 111, 112, 394, 406, 422, 424, 431, 463, 543, 547, 559, 569, 570.
 Algérie, 51, 111, 125, 315 (note), 349, 385, 569.
 Alibaud, auteur d'agression contre Louis-Philippe, 321.
 Allemagne, 52, 72, 82, 84, 85, 89, 136, 152, 192, 195, 205, 213, 214, 219, 220 (note), 224, 242, 253, 255, 310, 318, 379, 407, 466, 498, 518, 524, 525, 534, 551, 552, 564, 578, 579.
 Allier, département, 394, 546.
 Allignol (les frères), du diocèse de Viviers, 433, 565.
 Alsace, province, 213, 430, 578.
 Altieri, nonce à Vienne, 363.
 Alton-Shée (comte d'), pair de France, 278, 353, 354, 502.
 Amérique, 107 (du sud), 138, 140, 152, 250, 253, 277, 525, 527, 536, 538, 540.
 Amiens, évêché, 163 (note), 267, 426 (note), 547, 557, 558.
Ami de la Religion et du Roi (L'), 77, 99, 105, 438, 543, 548, 557, 558, 567.
 Ampère (jeune), écrivain français, 192, 487.
 Anatolie, 367.
 Anckarsvärd (baron d'), homme politique suédois, 65, 86, 87, 88, 109, 111, 112, 119, 194 (note), 320.

- Ancône, en Italie, 188, 197, 342, 377, 553.
 Andrinople, en Turquie, 366.
 Angers, évêché, 429, 430, 431.
 Angleterre, 50, 52, 53, 54, 60, 68, 72, 80, 81, 82, 90-96, 109, 121, 124, 171, 202, 205, 221, 228, 235, 241, 248 (et note), 253, 268, 269, 270, 274, 277, 296, 301, 302, 310, 313, 318, 319, 326, 329, 337, 338, 342, 349, 352, 353, 358, 360, 361, 365, 366, 369, 371, 372, 373, 374, 376, 379, 380, 396, 450, 498, 518, 520, 524, 525, 532, 536, 538, 544, 563, 579.
 Angoulême, ville, évêché, 163 (note), 205 (note), 206 (note), 578.
 Angoulême (duchesse d'), 51, 440, 557.
 Ankiewicz (comtesse), émigrée polonaise, 193, 201, 212.
Annales de Législation et de Jurisprudence, 85.
Annali della Scienze religiose, 469.
 Anne de Beaujeu, fille de Louis XI, 265.
 Anne d'Autriche, femme de Louis XIII, 265.
 Anselme (saint), 223.
 Appony (comte), ambassadeur d'Autriche à Paris, 311, 314.
 Arago, savant et député français, 194, 345, 384.
 Arcimolle (d'). Voir Darcimolles.
 Ardennes, plateau franco-belge, 301, 533.
 Argout (d'), pair de France, 329.
 Ariège, région pyrénéenne, 206.
 Arinthod, paroisse du diocèse de Saint-Claude, 432, 565.
 Aristote, philosophe grec, 65.
 Arras, évêché, 163 (note).
 Artois (comte d'), futur Charles X, 78 (note).
 Arundell (d'), noble famille anglaise, 518.
 Attwood, député de Birmingham, 269, 270.
 Auch, archevêché, 163 (note), 568, 575, 578.
 Auger (abbé), vicaire capitulaire de Paris, 427 (note).
 Augustin (saint), 531.
 Autriche, 45, 84, 192, 199, 207, 310, 311, 314, 332, 335, 336, 346 (note), 348, 349, 360, 366, 375, 376 (note), 379, 416, 583.
 Autun, évêché, 564.
 Autun (évêque d'), Talleyrand, 500.
 Auxois, pays de l'ancienne Bourgogne, 301.
Avenir (l'), 52, 70, 76, 77, 78, 80, 88, 119, 123, 124, 127, 128, 129 (et note), 133, 136, 138, 139 (et note), 140, 141 (et note), 142 (et note), 143, 144, 145, 146 (et note), 147, 148 (et note), 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155 (et note), 156, 157 (et note), 158 (et note), 159, 160, 161, 162, 163 (et note), 164, 165, 167, 169, 171, 173, 174, 175, 176, 178, 179, 180, (et note), 181, 182, 184 (et note), 185, 186, 187, 188, 195, 197 (et note), 200, 208, 211, 215 (note), 216, 219, 220, 236, 242, 245, 257 (note), 262, 282, 289, 290, 297, 318, 320, 363, 392, 396, 402, 404, 409, 418, 420, 425, 426, 430, 432, 434, 436, 437, 438, 455, 456, 458, 469, 480, 490, 492, 493, 494, 497, 500, 502, 509, 527, 540, 546, 578.
 Avesnes, ville du département du Nord, 335.
 Avignon, archevêché, 155 (note), 163 (note).
 Axenger (abbé), fondateur de la mission allemande à Paris, 425, 545.
 Ayesha, favorite d'Achmet-bey, 570.
 Baader (de), écrivain allemand, 56, 82, 83 (et note), 84, 158, 211 (note).
 Bacon, philosophe anglais, 91.
 Bade, grand-duché, 84, 407.
 Bade (princesse Louise de), fille du grand-duc et de Stéphanie de Beauharnais, 46.
 Bailly de Surcy (E.), propriétaire de l'*Univers*, 50, 124, 163, 168, 369, 401, 406 (note), 419, 427, 429, 438, 439, 440, 441, 442, 444, 446, 447, 448, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 468 (note), 502, 543, 547, 557, 579.
 Bailly (abbé), frère du précédent, 547.
 Ballanche, écrivain français, 66, 192, 493.
 Balzac (Honoré de), écrivain français, 93, 251.
 Barante (de), pair de France, 110.
 Barberini, cardinal romain, 562.
 Barbès, homme politique français, 309 (note).
 Barcelone, en Espagne, 363 (et note), 364 (note).
 Barrot (Odilon), homme politique français, 116, 127, 168, 191, 192,

- 194, 275, 313, 338, 345, 360 (et note), 384, 539.
- Barthe, homme politique français, plusieurs fois ministre, 312 (note), 313, 323, 324, 337, 352, 385, 414, 424, 545, 557, 558.
- Barthélemy (marquis de), pair de France, 481 (note), 487.
- Bassano (duc de), pair de France, 302, 325, 352, 354.
- Bastard (de), pair de France, 170.
- Bastels, un des fondateurs de l'*Avenir*, 139 (note).
- Baudin, amiral français, 348.
- Baudouin, roi de Jérusalem, 221.
- Bautain (abbé), philosophe français, 212 (note), 216, 427, 467, 470, 479, 533, 570, 571, 572, 577, 578, 581.
- Bavière royaume, 84, 184 (note), 305, 310.
- Bavière (roi de), 544.
- Bavière (prince royal de), 544.
- Bayard (ou Baillard), les trois frères de Sion-Vaudémont, 433, 474.
- Bayeux, évêché, 163 (note).
- Bayle, écrivain français, 91.
- Bayonne, évêché, 163 (note).
- Bazard, chef saint-simonien, 547.
- Beaufremont (baron de), président de la noblesse aux États généraux de 1614, 541.
- Beaufort-Spontin (marquis de), allié aux Mérode, 302.
- Beumanoir, jurisconsulte français du XIII^e siècle, 225.
- Beaurepaire (comte de), ambassadeur de France à Constantinople, 373.
- Beauvais, évêché, 155 (et note), 163 (note).
- Bekkers, curé de Sainte-Ursule de Cologne, 558.
- Belgique, 96, 111, 136, 152, 154, 158, 181, 195, 253, 301, 307, 318, 330, 331, 332 (et note), 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 348, 349, 350, 371, 373, 374, 377, 405, 406, 408, 498, 503, 511, 524, 533, 543, 546, 548, 550, 554, 560 (et note), 579.
- Bénévent (prince de), Talleyrand, 500.
- Benoît (saint), 267, 429.
- Bérenger (comte de), pair de France, 174 (note), 514.
- Bergara, en Espagne, 382.
- Berchen, en Belgique, 97.
- Berlin, en Prusse, 207 (note), 343, 504, 566.
- Bernadotte (Charles XIV), 85.
- Bernard (saint), 244, 410, 498, 502, 512, 520, 521, 533.
- Berry, province, 286, 323.
- Berry ou Berri (duc de), second fils de Charles X, 581.
- Berry (duchesse de), femme du précédent, 191, 315 (note), 322 (Notre-Dame de Blaye).
- Berryer, homme politique français, 78, 125, 156, 298, 314, 345, 500.
- Berthaut ou Bertaut (abbé), de Limoges, 470, 571, 581.
- Besançon, ville, archevêché, 71, 134, 421, 425, 426, 568, 570.
- Beurmonville (baron de), pair de France, 174 (note).
- Beverloo, en Belgique, 333 (et note), 335, 554.
- Beyrouth, en Syrie, 314, 368, 373.
- Birmingham, en Angleterre, 270.
- Blanquart (Mgr), évêque de Versailles, 426, 568.
- Blanqui, homme politique français, 189, 309 (note).
- Blessington (lady) et son salon de Londres, 310.
- Bohême, 213, 223, 363.
- Boileau, écrivain français, 227.
- Bois-le-Comte (comte de), diplomate français, 344, 362 (et note).
- Bonald (de), écrivain politique français, 65, 67, 68, 69, 72, 74, 92, 112 (et note), 148, 160, 263 (note), 494.
- Bonald (Mgr de), évêque du Puy, puis archevêque de Lyon, 425, 426, 428, 433, 441, 535, 554, 565, 566, 567, 568, 575, 578.
- Bonald (Henri de), frère du précédent, 441, 552.
- Bonaparte (Jérôme), frère de Napoléon I^{er}, 227.
- Bonaparte (Louis-Napoléon), prince-président, 187.
- Boniface (saint), 81.
- Bonn, en Rhénanie, 207.
- Bonnechose (abbé de), futur cardinal, 212 (note), 427, 481, 578.
- Bordeaux, archevêché, 163 (note), 205 (note), 383, 417, 424, 427, 432, 481, 484, 547, 548, 570, 572, 578, 580, 581, 582, 583.
- Bordeaux (duc de), voir à comte de Chambord.
- Boré (Léon), publiciste français, 438.
- Bosco, en Piémont, 583.

- Bosphore, détroit, 367, 376.
 Bossuet, orateur sacré, 56, 72, 519, 559.
 Botzen, en Tyrol, 212.
 Boudot (abbé), vicaire capitulaire de Paris, 427 (note), 571.
 Bouillon (Godefroi de), premier roi de Jérusalem, 520.
 Bouillon (duc de), héros de *Cinq Mars*, 75.
 Boulanger (R. P.), supérieur des jésuites, 568, 576.
 Boulogne, ville, 351.
 Bourbons, famille royale, 50, 51, 62, 66, 79, 81, 93, 101, 134, 135, 137, 138, 238, 239, 283, 284, 285, 290, 326, 466, 492, 510, 512, 513, 514, 515, 516, 532, 555, 581.
 Bourbon (palais), 126.
 Bourdeau, ministre de Charles X, 109.
 Bourges, ville, 444.
 Bourgogne, province, 463, 564.
 Boury, village des La Feronnays (Oise), 393.
 Bouvier (Mgr), évêque du Mans, 411, 412, 419, 426, 554, 568.
 Boyer (abbé), prêtre de Saint-Sulpice, 545, 558.
 Boylan (Dr), supérieur du collège irlandais à Rome, 181.
 Breadalbane (marquis de), de la House of Lords, 268.
 Brescia, en Lombardie, 215.
 Brésil, 107.
 Breslau, évêché de Silésie, 407, 550.
 Brest, port, 302.
 Bretagne, province, 175, 190, 301, 302, 399, 409, 431, 493, 509, 533, 584.
 Brézé (marquis de), pair de France, 170, 171, 174 (et note), 325, 410, 436; (famille de), 395, 584.
 Brignoli, cardinal romain, 306.
 Brissac (duc de), pair de France, 325.
 Broglie (duc V. de), pair de France, plusieurs fois ministre, 99, 109, 110, 115, 139, 171, 172 (note), 174 (note), 304, 311, 312, 314, 318, 339, 355, 436, 473, 495, 502.
 Broglie (duchesse de), fille de M^{me} de Staël, femme du précédent, 74, 102.
 Broglie (Albert de), fils des précédents, 236, 281, 287 (note).
 Bruillard (Mgr Philibert de), évêque de Grenoble, 176.
 Bruxelles, en Belgique, 97, 298, 305, 315, 331, 333, 336, 345 (note), 347, 348, 548.
 Buchez, philosophe et homme politique français, 414, 442, 522, 533, 539, 555, 560.
 Buckle, écrivain anglais, 92.
 Bugeaud, futur maréchal, 298, 315 (et note).
 Buloz, fondateur de la *Revue des Deux Mondes*, 81.
 Burke, orateur et écrivain anglais, 91, 92, 118, 524.
 Busson (abbé), confesseur de M., 78.
 Byron, poète anglais, 56, 75, 91, 98 (et note).
 Bystrzanowski (comte Louis), émigré polonais, 335, 336, 345.
 Cabrera, chef carliste espagnol, 363 (note).
 Cadix, en Espagne, 107.
 Cadolini (Mgr), prélat romain, 562.
 Cahors, évêché, 163 (note), 472, 477, 478.
 Caillard (Messageries), 394, 571.
 Calvin, chef de la Réforme, 520.
 Cambrai, archevêché, 163 (note), 430, 546.
 Candie, Crète, 368, 375.
 Canning, homme d'État anglais, 89, 94, 100, 105, 107, 264, 538.
 Cantorbéry, en Angleterre (primat de), 221.
 Capaccini (Mgr), prélat romain, 444.
 Capelle, préfet et ministre de Charles X, 110.
 Capot de Feuillade, publiciste français, 557.
 Carcassonne, évêché, 163 (note).
 Carlos (Don), prétendant espagnol, 195, 312 (note), 326, 382, 444, 445, 447.
 Carné (de), publiciste catholique français, 50, 77, 124, 128, 276, 277, 278 (et note), 312, 429, 442, 453, 539, 561, 567, 580.
 Carrel (Armand), journaliste français, 75, 101, 102, 152, 383.
 Cart (abbé), prêtre franc-comtois, 421.
 Casanelli (Mgr), évêque d'Ajaccio, 549.
 Caspienne, mer, 370.
 Cassel, en Hesse, 543, 552.
 Castries (Armand de la Croix, duc de), lieutenant général, 93.
 Catherine II (de Russie), 493.
 Catholique (Le), 103, 104 (et note).
 Caucase, en Russie, 572.

- Cavour, homme d'État italien, 310.
 Cazalès (Ed. de), publiciste, ecclésiastique, député, 124, 162, 211 (note), 438, 440, 468.
 Ceston (abbé), grand vicaire de Grenoble, 176.
 Cicéron, auteur latin, 538.
 Citeaux (ordre de), branche bénédictine, 521.
 Chalon-sur-Saône, ville, 474.
 Chambéry, ville, 509.
 Chambord (comte de), petit-fils de Charles X, prétendant, 78, 115 (et note), 239, 267, 406, 445, 448, 505, 512, 516, 526.
 Chamon (Mgr de), évêque de Saint-Claude, 565.
 Champagne, province, 332, 564.
 Champagny (de), publiciste catholique français, 440.
 Chantelauze (de), homme d'État français, 110.
 Charente-Inférieure, département, 511.
 Charlemagne, 468, 517.
 Charles V, roi de France, 341.
 Charles X, roi de France, 51, 59, 73, 75, 78, 107, 108, 116, 124, 126, 127, 134, 181, 236, 238, 254, 445, 514, 572.
 Charles I^{er}, roi d'Angleterre, 93.
 Charles II, roi d'Angleterre, 93.
 Charles XI, roi de Suède, 85.
 Charles, duc de Bourgogne, 222.
 Charny (de), seigneur bourguignon, 222.
 Chartier (abbé), prêtre de Clermont, 424, 545.
 Chartres, évêché, 484, 582.
 Chastellux (H. L. de), ministre plénipotentiaire de France, 46 (note).
 Chateaubriand, écrivain et homme politique français, 62, 72, 73, 74, 77, 78 (et note), 82, 93, 114, 115, 142, 148, 216, 231, 255, 298, 384, 416, 495, 497, 518.
 Chatham (comte de), Pitt, homme d'État anglais, 91, 251, 264, 524, 538.
 Châtillon-sur-Seine, ville, 521.
 Chatrousse (Mgr), évêque de Valence, 428, 575, 578.
 Chatterton, héros historique de Vigny, 235.
 Chavin (Émile), professeur à Juilly, 571.
 Chéruel, ancien saint-simonien, 520, 547.
 Chesnaie (La), résidence de Lamennais, 102, 105, 136, 190, 194 (et note), 215, 216.
 Chevalier (Michel), rédacteur aux *Débats*, 546.
 Choiseul (duc de), pair de France, 170.
 Christine, régente d'Espagne, 364 (note).
 Clausel, maréchal, 345.
 Clausel de Montals (Mgr), évêque de Chartres, 483, 582.
 Clermont-Ferrand, évêché, 401, 424, 458, 545, 557, 558, 559.
 Clermont-Tonnerre (duchesse de), parente de M., 310.
 Clermont-Tonnerre (de), du parti légitimiste, 436.
 Clifford, lord de Chudleigh, 449, 520.
 Cluny, abbaye, 411.
 Coblenz, en Rhénanie, 213.
 Cœur (abbé), théologien français, 470, 577.
 Colberg, en Poméranie, 403, 566.
 Colbert, ministre de Louis XIV, 264, 519, 538, 539.
 Coligny (famille de), chefs des réformés, 518.
 Cologne, en Rhénanie, 245, 333, 402, 404, 405, 407, 408, 437, 542, 543, 544, 549, 550, 551, 554, 558.
 Colonna, prince romain, 519.
 Combalot (abbé), orateur et philosophe catholique, 102, 176, 429, 430, 431, 435, 561, 569, 577, 581, 584.
 Commerce (Le), 549 (et note), 557.
 Comte (Auguste), philosophe français, 103.
 Condé, chef des émigrés, 50.
 Conny de la Faye, un des principaux « ultras », 108.
 Conservateur (Le), 72.
 Considérant (Victor), philosophe fouriériste, 192, 493.
 Constant de Rebecque, dit Benjamin Constant, écrivain et homme politique français, 58, 74, 93, 116, 127, 496.
 Constantine, en Algérie, 327, 569, 570.
 Constantinople, en Turquie, 314, 362, 364, 367, 368, 369, 373, 480.
 Constitutionnel (Le), 101, 400.
 Copernic, astronome polonais, 83.
 Coquille (Guy), jurisconsulte français du xvi^e siècle, 519.
 Coriolis (de), mathématicien français, 138 (note).

- Cormenin (de), publiciste politique français, 344, 559.
- Cornudet (Léon), l'« ami de collège » de M., 47, 61, 63, 77, 91, 99, 101, 104, 106, 109, 113, 117, 122 (et note), 129, 147, 167, 184 (note), 188, 190, 197, 205, 206, 210, 213, 242, 287, 297, 303, 308, 318, 343, 420, 435, 443, 547.
- Correspondant* (Le), 89, 94, 105 (et note), 115, 122, 124 (et note), 125 (note), 126 (note), 127, 128 (et note), 129, 137, 139, 140, 154, 156, 162, 297, 440, 469.
- Correspondant de Hambourg* (Le), 549 (note).
- Côte-d'Or, département, 422.
- Côtes-du-Nord, département, 394, 546.
- Coucy (Aisne), château féodal, 303.
- Courier de Méré (Paul-Louis), écrivain français, 63.
- Courrier de l'Europe* (Le), 167.
- Courrier Français* (Le), 101, 167, 584.
- Courrier de Franconie* (Le), 579.
- Courrier de la Meuse* (Le), 404.
- Cousin (Victor), philosophe et homme politique français, 56, 58, 59 (et note), 62, 82, 99, 100, 106, 120, 146, 314, 325, 352, 398, 427, 429, 457, 458, 470, 473, 479, 480, 487, 496, 559, 560, 568, 570, 571, 573, 577, 578, 580.
- Coutances, évêché, 163 (note).
- Coux (de), un des fondateurs de l'*Avenir*, 138, 139, 140, 141 (et note), 145, 148, 152, 162, 163, 166, 167, 171, 173, 182, 192, 458, 468.
- Cracovie, en Pologne, 311, 326.
- Cranmer, archevêque antipapiste de Cantorbéry, 520.
- Craon (prince de), ami de M., 75.
- Crillon (duchesse de), amie des M., 307.
- Crimée, en Russie, 376.
- Croï (cardinal de), archevêque de Rouen, 461.
- Croix d'Azolette (Mgr de la), archevêque d'Auch, 426, 568, 575, 578.
- Cromwell, protecteur de la république d'Angleterre, 93.
- Cujas, jurisconsulte français du xvi^e siècle, 252 (note).
- Czartoryski (prince), un des chefs de l'émigration polonaise, 562.
- Dampierre (de), pair de France, 514.
- Damrémont (de), général, 327.
- Danemark, 79, 85, 514.
- Danemark (roi de), Frédéric VI, 449.
- Dante, auteur de la *Divine Comédie*, 505, 540.
- Danube, fleuve, 365, 370, 379.
- Darcimolles, évêque du Puy, 428, 575, 578.
- Dardanelles (détroit des), 320, 364.
- Darmès, auteur d'attentat contre Louis-Philippe, 372, 373.
- Dassane (abbé), professeur de théologie, 581.
- Dauphiné, province, 163, 176.
- Decazes (duc), homme d'État français, 62, 79, 170, 239, 304, 514.
- Dechamps (A.), homme politique belge, 334 (et note).
- Dejean (Pierre), général et pair de France, 352.
- Delandine, agent de la duchesse d'Angoulême, 440, 557.
- Delavau (Charles), frère du préfet de la Restauration, 453, 580.
- Delor (abbé), correspondant de M., 480.
- Demeter (Mgr), archevêque de Fribourg-en-Brisgau, 551.
- De Pery (abbé), candidat à l'épiscopat, 575.
- Dessauret, directeur des Cultes, 417, 569, 583, 584.
- Des Vignes (Pierre), chancelier de Frédéric II, 226.
- De Thou, héros de *Cinq-Mars*, 75.
- Détroits (convention des), 378, 379.
- Detroyes, propriétaire du local de l'école libre, 166.
- Diderot, « philosophe » français, 168, 409, 520.
- Digne, évêché, 159, 163 (note), 176, 424, 475, 481, 545, 549, 563.
- Dijon, évêché, 155 (note), 164, 245, 253, 307, 308, 401, 413, 421, 422, 423, 424, 545, 564.
- Diodore, historien grec, 89.
- Disraëli, homme d'État anglais, 310.
- Doellinger, théologien bavarois, 82, 184, 207 (note), 211 (note), 363.
- Dominique (saint), 226.
- Dominique (ordre de saint), 413, 415 (et note), 531.
- Doney (Mgr), évêque de Montauban, 424, 430, 481, 575, 578, 581.
- Donnet (Mgr), archevêque de Bordeaux, 427, 432, 481, 482, 570, 571, 572, 578, 580. Voir aussi Bordeaux.
- Doubs, département, 316 (note), 578.

- Douhaire, rédacteur à l'*Univers*, 438, 450, 452.
Drapeau Blanc (Le), 69, 99.
 Dresde, en Saxe, 212.
 Dreux-Brézé, voir Brézé.
 Droste-Vischering (Mgr de), archevêque de Cologne, 402.
 Droz (abbé), de Saint-Claude, 565.
 Dublin (archevêque de), 89, 141 (note).
 Dubois (Paul-F.), un des fondateurs du *Globe*, universitaire français, 582.
 Dubouchage (vicomte), pair de France, 170.
 Duchâtel, ministre des Finances, 312 (note), 323.
 Du Couëdic, ami de M., 435.
 Dufêtre (abbé), candidat à l'épiscopat, 424.
 Dulac (Du Lac), rédacteur de l'*Univers*, 441, 442, 447, 448, 450, 451, 452, 562.
 Dulaurier (abbé), de Bordeaux, candidat à l'épiscopat, 578.
 Dumast (Guerrier de), militant catholique et régionaliste lorrain, ami de M., 182, 184, 213, 279, 297, 306, 308, 313, 383, 385, 418, 435, 439, 440, 446, 447, 448, 450, 453, 454, 456, 469, 535, 545.
 Dumont, rédacteur à l'*Université Catholique*, 468.
 Dumortier, homme politique belge, 348.
 Dumoulin (Charles), jurisconsulte français du xvi^e siècle, 519.
 Dupanloup (abbé), futur évêque d'Orléans, 76, 180, 181, 185, 399, 401, 404, 408 (note), 416, 424, 425, 426, 428, 433, 502, 554, 556, 558, 561 (et note), 567, 573, 574, 575, 576.
 Duperron (J. Davy), cardinal, ami de Henri IV, 540.
 Dupin (André), jurisconsulte et homme politique français, 108, 116, 236, 312, 339, 423, 436, 519.
 Dupin (baron Charles), frère d'André, pair de France, économiste, 460, 462.
 Dupont (de l'Eure), homme politique français, 116, 127, 345.
 Dupuch (Du Puch) (Mgr), évêque d'Alger, 424, 547, 569.
 Durance (canal de la), 383.
 Durham (lord), homme d'État anglais, 310.
 Duruy (Victor), historien français, 54.
 Eckstein (baron d'), danois, polygraphe catholique de langue française, 89, 103, 104, 124, 137, 142 (et note), 192, 469.
 Egmont (Lamoral comte d'), victime du duc d'Albe, 118 (note).
 Égypte, 360, 363, 368, 369, 375, 376, 377.
 Élisabeth de Hongrie (sainte), duchesse de Thuringe, 211, 219, 220, 227, 230, 267, 296, 301, 498, 511.
 Élisabeth, reine d'Angleterre, fille de Henri VIII, 518, 520.
 Élisabeth de Goerlitz, voir Goerlitz.
Émancipation (L'), 333.
 Ernest (Auguste), roi de Hanovre depuis 1837, 556.
 Erskine (lord), ministre d'Angleterre à Munich, 211 (note).
 Erzeroum, en Turquie, 368.
 Escorbiac (abbé d'), ou de Scorbiac, directeur du collège de Juilly, 430, 584.
 Espagne, 50, 51, 53 (note), 96, 107, 112, 125, 152, 195, 250, 253, 325, 326, 362 (note), 382, 403, 408, 445, 518, 519, 524, 525, 555.
 Espartero, régent d'Espagne, 363 (note), 364 (note).
 États-Unis d'Amérique, 136, 152, 158, 253, 254, 525, 536.
 Étienne (saint), roi de Hongrie, 514.
 Eu, résidence de Louis-Philippe, 308, 547.
Europe (L'), 556.
Européen (L'), 207, 441, 555.
 Évreux, évêché, 163 (note), 430, 433, 584.
 Faily (de), relation de Lacordaire, 441 (note), 442.
 Falloux (vicomte de), homme politique français, 297, 315, 393, 435, 457.
 Faucher (Léon), publiciste libéral, 398, 560.
 Faumann (curé doyen), collaborateur de Mgr Keller, 551.
 Ferdinand (saint), roi de Castille et de Léon, 514.
 Ferdinand VII, roi d'Espagne, 195.
 Fénelon, archevêque de Cambrai, sous Louis XIV, 520, 531, 554.
 Féron (Mgr), évêque de Clermont, 424, 557.
 Fesch (cardinal), archevêque de Lyon, 159, 425, 562, 563.
 Fichte, philosophe allemand, 82.

- Fieschi, assassin (attentat contre Louis-Philippe), 318, 320.
 Filz, doyen à Cologne, 550.
 Flandre, province, 302.
 Flandres, provinces belges, 348.
 Flahaut, aide de camp de Napoléon, 93, 352.
 Florence, en Italie, 215, 410.
 Foisset (Théophile), magistrat bourguignon, ami de M., 54, 92, 138, 140, 165, 297, 421.
 Foisset (abbé S.), frère du précédent, 438, 564.
 Foix, ville, 205 (note).
 Fontaine de Resbecq, du ministère de l'Instruction publique, 155.
 Fontanes, littérateur français, 78 (note).
 Forbes, famille maternelle de M., 52, 310.
 Forbes (Mr), grand-père de M., 45, 46, 51, 53, 55.
 Forbin-Janson (de), évêque de Nancy, 545.
 Forcalquier, ville, 176.
 Fornari (Mgr), internonce à Bruxelles, 333.
 Fouché, duc d'Otrante, 111.
 Fourier, chef de l'école phalanstérienne, 438.
 Fox, homme d'État anglais, 91.
 France (La), 81, 412 (note), 544, 553.
 France contemporaine (La), 237, 240, 241, 244, 246, 284, 285, 435, 437.
 François I^{er}, roi de France, 233, 375.
 François d'Assise (saint), 226.
 François de Sales (saint), 520.
 François Xavier (saint), 518.
 Francfort-sur-le-Mein, en Allemagne, 161, 206, 207 (note).
 Franche-Comté, province, 301, 399, 421, 493, 556, 564.
 Frankenstein (décanat de), en Silésie, 551.
 Franzoni, cardinal romain, 562.
 Fra Paolo, voir Paolo, 520.
 Frayssinous (Mgr), grand maître de l'Université, 71, 72, 106, 485.
 Frédéric II, empereur d'Allemagne, 225, 226.
 Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse, 402.
 Freemasons-Hall, salle londonienne, 268.
 Fréjus, évêché, 163 (note).
 Frémery (M^e), avocat parisien défenseur de l'Agence, 167, 168, 171, 173.
 Fréteau de Pény, pair de France, 324.
 Frias (duc de), grand d'Espagne, président du Conseil espagnol, 555.
 Fribourg-en-Brisgau, ville allemande, 212 (note), 407, 551, 556.
 Frics (Mgr), évêque de Hildesheim, en Hanovre, 556.
 Fulda, évêché de Hesse-Cassel, 207 (note), 407, 543, 552.
 Fulham, bourg proche de Londres, 48.
 Gallard (Mgr), évêque de Meaux, puis archevêque de Reims, 426, 545, 567.
 Gama (Vasco de), navigateur portugais, 141.
 Gap, villealpestre, évêché, 163 (note), 178, 430, 575.
 Garibaldi (Mgr), internonce à Paris, 405, 568, 570, 572.
 Garnier-Pagès, homme politique français, 191, 270, 345, 350.
 Garonne (canal latéral), 383.
 Gasparin (Agénor de), fondateur de l'union des Églises évangéliques, 488.
 Gautier (Jean-E.), financier et député français, 108.
 Gay (abbé), secrétaire de Mgr Rey, 421, 423.
 Gay-Lussac, chimiste et physicien français, 354.
 Gazette d'Augsbourg (La), 437, 534, 543, 549 (note), 565.
 Gazette de Cologne (La), 550.
 Gazette de France (La), 99, 322, 401, 438, 444, 530, 534, 535, 552, 553, 556, 557, 565, 579.
 Gazette du midi (La), 437, 530, 549.
 Gazette de Munich (La), 550, 551.
 Gazette de Wurtzbourg (La), 437, 544.
 Gelnhausen, ville de Hesse-Cassel, 543.
 Gênes, en Italie, 240, 321.
 Genoude (abbé de), publiciste politique français, 401, 440, 468, 526, 552, 553, 556, 557, 576.
 Georges III, roi d'Angleterre, 89.
 Gérard, maréchal, 316.
 Gerbet (abbé), fondateur de l'*Avenir*, futur évêque de Perpignan, 102 (et note), 103, 124, 136, 137, 138 (et note), 139 (et note), 140, 141 (et note), 146 (note), 157, 163, 168, 186 (note), 194 (note), 215

- (note), 216, 244, 392, 393, 424, 425, 426, 429, 430, 431, 438, 466, 467, 468, 469, 470, 509, 545, 558, 571, 577, 581.
- Girardin (Émile de), fondateur de *la Presse*, 321.
- Giraud (Mgr), évêque de Rodez, 426, 568, 572.
- Girod (de l'Ain), pair de France, 329.
- Gironde, département, 417, 583.
- Gladstone, homme d'État anglais, 310, 315, 352.
- Globe (Le), 65, 99, 100, 101, 105, 122, 124, 167.
- Globe (The), 440, 544.
- Goerlitz (Élisabeth de), tante de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, 341.
- Goerres, écrivain catholique allemand, 82, 85, 103, 135, 207 (note), 211 (note), 220, 363, 449.
- Goethe, poète allemand, 118 (note).
- Golbéry (de), écrivain et député français, 578.
- Goritz, résidence du comte de Chambord, 527.
- Gouin, ministre de Louis-Philippe, 314, 460.
- Gouraud (Mathurin), écrivain français, 441.
- Gousset (Mgr), évêque de Périgueux, puis archevêque de Reims, 425, 426, 427, 428, 429, 451, 481, 563, 568, 575, 578, 582.
- Goyau (Georges), historien catholique contemporain, 69, 96, 135, 492.
- Goyet (Mgr), *erratum* de M. 585.
- Grammont (marquis et marquise de), grand-parents de la comtesse de Montalembert, 242, 270, 296, 301, 410.
- Grammont (Rosalie de), comtesse Félix de Mérode, 96.
- Grammont (duchesse de), ou Grammont née de Choiseul, 514.
- Grammont (M^{me} de), supérieure du Sacré-Cœur, 428, 573, 577.
- Gramont (duc Antoine de), pair de France, 384.
- Gramont (marquis de), fils du précédent, 194.
- Grande-Bretagne, voir Angleterre.
- Grande-Chartreuse (monastère de la), 397, 409, 548.
- Gratry, théologien et moraliste français, 135.
- Grattan, orateur irlandais, 88, 91, Graveran (Mgr), évêque de Quimper, 176, 428, 575, 578.
- Grèce, 74, 75, 98, 106, 107, 112, 125, 329.
- Grégoire XVI, pape, 180, 181, 182, 185, 186, 188, 206, 242, 243, 283, 403, 405, 543.
- Grégoire, évêque constitutionnel de Blois, 155 (note), 157 (note).
- Grenoble, évêché, 141 (note), 159, 163 (note), 176.
- Grey (lord), homme d'État anglais, 95.
- Guéranger (Dom), abbé de Solesmes, 180, 216, 226, 306, 409, 410, 411, 412, 419, 426, 427, 429, 431, 439, 452, 453, voir aussi Solesmes.
- Guérin (Maurice de), écrivain français, 206.
- Guibert (abbé), futur archevêque de Paris, 578.
- Guidée (Père), provincial des jésuites, 576.
- Guillaume II, roi d'Angleterre, fils du Conquérant, 221.
- Guillaume IV, roi d'Angleterre, 94.
- Guillaume I^{er}, roi de Hollande, 330, 346.
- Guillaume, prince de Prusse, futur Frédéric-Guillaume IV, 550.
- Guillon (Mgr), évêque *in partibus*, du Maroc, 155 (note).
- Guingamp, en Bretagne, 546.
- Guise (famille de), chefs de la Ligue, 518.
- Guizot, homme d'État français, 58, 59, 60 (et note), 62, 87, 93, 99, 102, 115 (et note), 126, 236, 237, 257, 262, 277, 304, 311, 312 (et note), 313, 314, 317, 318, 319, 323, 336, 337, 339, 353, 357, 361, 373, 374, 375, 377, 378, 379, 384, 385, 399, 410 (et note), 416, 430, 454, 464, 471, 472, 480, 483, 505, 536, 554, 579.
- Gustave-Adolphe, roi de Suède, 85.
- Habsbourg (Rodolphe de), fondateur de la dynastie autrichienne, 514.
- Hallo, (??) *erratum* de M., 519.
- Hambourg, port allemand, 340.
- Hanau, ville de Hesse, 543.
- Hanovre, ancien royaume, 408, 556.
- Harcourt (duc Fr. d'), pair de France, 326, 330, 384.
- Harel de Tancrel, un des fondateurs de *l'Avenir*, 139 (et note), 142, 184 (note).

- Have (la), en Hollande, 338.
 Hedwige (sainte), 469.
 Hegel, philosophe allemand, 82.
 Henri IV, roi de France, 235, 239, 514.
 Henri-IV (collège), 102, 139, 164.
 Henri V, voir comte de Chambord.
 Henri VIII, roi d'Angleterre, 520, 522.
 Herbelot (Alphonse d'), ami de M., 47, 49, 51, 52, 64, 101, 108, 109, 114, 115, 121, 122 (et note), 123, 133, 193.
 Herder, philosophe allemand, 82, 231, 497.
 Héricourt (Mgr d'), évêque d'Aulun, 564.
 Hesse, électorat et grand-duché, 84.
 Hesse-Cassel, électorat, 407, 552.
 Hildesheim, très ancien évêché du Hanovre, 556.
 Hobbes, philosophe anglais, 103.
 Hochet, personnage inconnu, 352.
 Holland (lady), Elisabeth Vassall, femme du 3^e lord Holland, 310.
 Hollande, 241, 326, 332, 334, 344, 345, 362 (note), 518 550.
 Hollande (roi de), Guillaume I^{er}, 97, 237, 330, 332, 337, 347.
 Holstein, province danoise, 85.
 Homère, poète grec, 56, 354, 499, 540.
 Hongrie (roi de), André II, 220.
 Hongrie, 519.
 Hornes (comte de), victime du duc d'Albe, 118 (note).
 Hornstein (baron de), député à la Chambre de Wurtemberg, 551.
 Huart (d'), ministre des Finances de Belgique, 333, 349.
 Hubner, attaché à l'ambassade d'Autriche, à Paris, 310.
 Hugo (Victor), poète français, 74, 75, 78, 93, 138 (note), 142 (et note), 171, 192, 206, 308 (note), 500, 518.
 Humières (Mgr d'), évêque d'Avignon, 155 (note).
 Hürter, historien allemand d'Innocent III, 547.
 Ibrahim pacha, fils de Méhémet-Ali, 361, 368, 375.
 Ignace de Loyola (saint), 518.
Indépendant (L'), 333.
 Indes, 54, 370, 376.
 Innocent III, pape, 224, 520.
 Innocent XI, pape, 520.
 Innsbruck, en Tyrol autrichien, 212 (note).
 Invalides (Église des), 450.
 Irlande, 82, 88-90 (et note), 104, 112, 129 (note), 136, 139, 140, 142 (et note), 152, 153, 158, 161, 370, 493, 498.
 Isabelle II, fille de Ferdinand VII, 326, 382.
 Isabelle, fille de Philippe II, 341.
 Isambert, jurisconsulte et homme politique français, 398, 417, 421, 445, 450, 519, 555, 583, 584.
 Isère, département, 176 (note).
 Isoard (cardinal d'), archevêque de Lyon, 425, 563.
 Isoard (marquis G. d'), fils du précédent, 443.
 Italie, 66, 152, 212 (note), 220 (note), 224, 242, 310, 316, 321, 364, 405, 415, 498, 511, 533, 544.
 Jackson, président des États-Unis, 254, 536.
 Jager (abbé), professeur d'histoire ecclésiastique à la Sorbonne, 581.
 Jammes ou James (abbé), grand vicaire à l'archevêché de Paris, 401, 428, 567, 576.
 Janina, ville d'Albanie, 368.
 Jansen (Père), 562.
 Janski, professeur polonais de M., 201.
 Janvier, député de Montauban, 304, 318, 430, 578.
 Jaubert, ministre des Travaux publics, 314.
 Jean sans Terre, roi d'Angleterre, 222.
 Jomaszewski (Mgr), évêque de Varsovie, 563.
 Jones (Miss), fiancée de F. Rio, 205.
 Jonvelle (de), seigneur bourguignon, 222.
 Jordany (abbé), supérieur du grand séminaire de Digne, 424, 545.
 Jouenne (de), corédacteur du *Correspondant*, 124, 162, 163, 167, 440.
 Jouffroy, philosophe français, 487, 582.
Journal du Bourbonnais (Le), 546.
Journal des Débats (Le), 101, 121, 198, 304, 346, 404, 487, 565, 534, 546, 553.
Journal général de France (Le), 337, 447 (et note), 450, 546.
Journal historique (Le), de Liège, 579.

- Journal de Paris* (Le), 167, 322, 346.
Journal des villes et ces campagnes (Le), 438.
 Juilly, collège de, 102, 136, 141, 142, 469, 571.
 Jura, chaîne de montagne, 301, 399.
 Just (abbé), collaborateur de l'*Université catholique*, ami de Genoude, 468, 576.
 Justiniani, cardinal romain, 562.
 Kant, philosophe allemand, 56, 82.
Katholik (Der), 103, 469.
 Keller (Mgr), évêque de Rothenbourg en Wurtemberg, 551.
 Kergorlay (comte Hervé de), futur député de la Manche, 431.
 Kergorlay (Alain de), frère cadet du précédent, 167.
 Kertanguy (Élie de), disciple de Lamennais, 194 (note).
 Kielce, évêché polonais, 563 (note).
 Klongiewicz (Mgr), archevêque de Vilna, 563.
 Koenigsmark (comte de), ministre de Prusse à Constantinople, 368.
 Kruszewski, aide de camp de Skrzynecki, 333 (note).
 La Boulaye, un des principaux « ultras », 108.
 Lacave-Laplagne, ministre des Finances, 312 (note), 516.
 La Chesnaie, voir Chesnaie.
 Lacordaire (H.-D.), orateur, restaurateur de l'ordre dominicain, 50, 80, 102, 129 (note), 138, 139 (et note), 140 (et note), 141, 142 (et note), 148 (et note), 152, 155, 157, 160 (note), 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 173, 174, 175, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 187, 196, 205, 206, 209, 210, 212, 214, 216, 226, 235, 240, 242, 243, 246, 248 (et note), 249 (et note), 251, 256, 258, 260, 263, 267, 268, 275, 284, 285, 286, 288, 290, 295, 297, 303, 305, 306, 314, 316, 330, 374, 392, 394, 396, 397, 398, 400, 403, 404, 405, 410, 412, 413 (et note), 414, 415, 416, 417, 418 (frère Henri), 422, 425, 426, 427, 428, 430, 435, 437, 438, 439, 440, 441 (et note), 442, 443, 453, 454, 455, 466, 469, 471, 476, 517, 545, 548, 555, 556, 557, 558, 560, 561, 568, 573, 580, 583.
 Lacoste (abbé), hébraisant, 545.
 Lafargue (M^e), avocat de l'*Agence...*, 168, 171.
 La Fayette (marquis de), général et homme politique français, 96, 116, 127, 192, 194, 201 (note), 206, 242, 251, 298, 524.
 La Ferronnays (comte de, et sa famille), ambassadeur de France à Rome, 78, 107, 109, 162, 215, 298, 393, 436.
 La Ferronnays (Albert de), fils du précédent, 47, 162, 190, 205, 206.
 La Ferronnays (Alexandrine de), femme d'Albert, 46 (note), 205, 354, 393.
 Laffitte, financier, ministre de Louis-Philippe, 126 (et note), 154, 344.
 Laffitte, Messageries Caillard et —, 394, 571.
 Lainé, pair de France, 110.
 Lamarque, général et homme politique français, 125.
 Lamartine, poète et homme politique français, 72, 74, 77, 78, 93, 104, 138 (note), 142, 190, 245, 275, 298, 304, 318, 336, 338, 359, 374, 384, 500, 518.
 Lambertye (M^{me} de), relation de l'abbé Dupanloup, 558.
 Lambruschini (cardinal), secrétaire d'État de Grégoire XVI, 374, 413, 430, 544, 545, 562, 583, 584.
 La Meilleraye, abbaye de trappistes, 175, 409.
 Lamennais (abbé Félicité de) ou La Mennais, âme de l'*Avenir*, 59, 65, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 76, 77, 78, 82, 83, 90, 93, 97, 100, 102, 103, 105, 124, 129 (note), 135, 136, 137, 138 (et note), 139, 140 (et note), 141, 142 (et note), 143 (note), 145 (et note), 146 (note), 148 (et note), 149, 153, 155, 156, 157 (et note), 158 (note), 160 (et note), 161, 162, 163, 164, 168, 172 (et note), 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184 (et note), 185, 187, 188, 191, 193, 194 (note), 196, 199, 206, 207, 208, 209, 210, 212, 213, 214, 215, 216, 228, 243, 244, 249, 257 (note), 262, 282, 289, 318, 319, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 402, 405, 416, 425, 435, 437, 455, 456, 458, 466, 467, 495, 497, 499, 500, 509, 518, 527, 529, 530, 532, 533, 538, 568, 571, 575, 580, 583.

- Lamennais (abbé Jean-Marie de), frère du précédent, 194 (note).
 Langsdorff (baron de), chargé d'affaires de France à Vienne, 363.
 Langton, cardinal archevêque de Cantorbéry sous Jean sans Terre, 222.
 Languedoc, province, 463.
 Laon, évêché, 424, 545.
 La Roche-en-Breny ou Brenil, en Côte-d'Or, château acquis par M., 76, 89 (note), 92, 105 (note), 141 (note), 222, 266, 267, 301, 316, 498, 500 (note).
 La Rochefoucauld-Liancourt (duc de), pair de France, 120.
 La Roche-Guyon, résidence du duc de Rohan-Chabot, 76 (et note).
 La Rochelle, ville, 163 (note), 511.
 Larroque, recteur de l'Université à Cahors, 477, 478.
 Las Navas (comte de), homme politique espagnol, 555.
 La Tour d'Auvergne (cardinal de), évêque d'Arras, 426, 568.
 La Tour du Pin-Montauban (marquis de), pair de France, 174.
 Latour-Landorthe (Mgr de), évêque de Pamiers, 205 (note).
 Latour-Maubourg (de), ambassadeur de France à Rome, pair de France, 378, 514.
 Lavau (Charles de), voir à Delavau.
 Lebaudy, rédacteur puis administrateur de l'*Univers*, 441, 442, 450.
 Leeds, ville anglaise du comté d'York, 302.
 Lefébure, capitaine d'artillerie, 546.
 Lefebvre, maréchal, 538.
 Lehon, ministre de Belgique à Paris, 338, 339, 341.
 Leibniz, philosophe et savant allemand, 103.
 Le Mans, évêché, 568.
 Lemarcis (Gustave), ami de M., 47, 76, 111, 114, 120, 121, 122 (note), 179.
 Lemée (Mgr), évêque de Saint-Brieuc, 430, 585.
 Léon XII, pape, 63.
 Léon XIII, pape, 159, 239, 493.
 Léopold I^{er}, roi de Belgique, 309, 331, 332 (note), 333, 334 (et note), 335, 338, 339, 340, 341, 346 (note), 347, 554.
 Le Play, économiste et sociologue français, 79, 493.
 Lerminier, publiciste français, 64, 192, 207 (note), 298, 477, 487, 522.
 Lerchenfeld (comte de), homme politique bavaois, 544.
 Lesquen (Mgr de), ancien évêque de Rennes, 585.
 Letronne, savant et universitaire français, 477.
 Letellier (Père), confesseur de Louis XIV, 519.
 Leutchenberg (duc de), gendre du czar Nicolas I^{er}, 566, 585.
 Liban, 364, 370.
 Liège, évêché, 480, 489 (et note).
 Ligne (prince Eugène de), 46 (note).
 Ligne (princesse de), née Lubomirska, 296.
 Liguori (saint Alphonse de), 561.
 Limbourg, province hollando-belge, 330, 332, 340, 544, 560.
 Limoges, évêché, 470, 571, 581.
 Lisieux, circonscription de Guizot, 60; hospice de —, 462, 463.
 Locke, philosophe anglais, 91, 94.
 Loire, fleuve, 302.
 Lola Montès, maîtresse de Louis I^{er} de Bavière, 184 (note).
 Lombardie, province autrichienne d'Italie, 215, 347.
 Londres, ville, 45, 52, 94, 107, 112, 146, 268, 298, 310, 345 (note), 349, 353, 361, 364, 373, 377, 378, 379, 520.
 Londres (conférence de), 155, 330, 331, 332, 333, 334, 343, 345, 347.
 Traité de — : 366, 370, 379, 560. (note).
 Lorraine, province, 213, 332, 463, 558.
 Louis IX (saint), roi de France, 49, 226, 230, 235, 499, 514.
 Louis XI, roi de France, 234, 517, 522.
 Louis XIII, roi de France, 514.
 Louis XIV, roi de France, 223, 225, 233, 234, 239, 240, 250, 252 (et note), 290, 302, 303, 382, 386, 445, 513, 514, 518, 519, 520, 526, 559.
 Louis XV, roi de France, 227, 239, 290, 353, 514.
 Louis XVI, roi de France, 93, 235, 239, 514.
 Louis XVIII, roi de France, 45, 49, 50, 54, 68, 93, 134, 238.
 Louis-Napoléon, prince-président, 187.
 Louis-Philippe I^{er}, roi des Français, 92, 116, 147, 155 (note), 173, 186, 188, 189, 190, 237, 238, 239, 240

- 243, 244, 245 (et note), 246, 272, 283, 284, 290, 298, 304, 307, 308, 309, 312 (note), 321, 346 (note), 361, 372, 383, 385, 386, 400, 405, 415, 490, 491, 504, 512, 513, 515, 516, 543, 549 (et note).
- Louis I^{er}, roi de Bavière, 184.
- Louisiane, état des États-Unis, 525.
- Louvain, ville universitaire belge, 141 (note), 467.
- Louvois, ministre de Louis XIV, 264, 519, 538, 539.
- Lubianski (Mgr Thadée), évêque de Vializ ou Kielce, 563.
- Lubomirska (princesse Hedwige), princesse Eugène de Ligne, 46 (et note), 193, 200, 205, 219, 296.
- Lubomirski (prince) et Lubomirska (princesse Dorothee), émigrés polonais père et mère de la précédente, 46 (note).
- Luca (abbé de), journaliste italien, 449.
- Lupke (Mgr), évêque d'Osnabrück, 556.
- Luther, le Réformateur, 290, 520.
- Luxembourg, province hollandobelge, 330, 331, 332, 340, 341, 344, 350, 544, 560.
- Luxembourg (palais du), chambre des Pairs, 171, 358, 378, 500.
- Lyon, ville et archevêché, 159, 163 (note), 165, 176, 177, 179, 197, 198 (et note), 423, 425, 563, 566, 568.
- Lyonnais, région de Lyon, 163, 176.
- Macaulay, historien anglais, 310.
- Macgeogham, écrivain, 89.
- Mac-Mahon (famille et comtesse de), 565.
- Mâcon, ville, 174 (note).
- Magallon (Père de), supérieur des Frères de Saint-Jean-de-Dieu, 418.
- Maï (cardinal), savant jésuite italien, 562.
- Maison, maréchal et homme politique, 107, 325, 348.
- Maistre (comte J. de), écrivain ultramontain, 57, 65, 66, 67, 68, 74, 216, 350, 540.
- Malcolm, famille de Sir John —, diplomate et historien anglais, 310.
- Malebranche, philosophe français, 67.
- Malestroit, ville bretonne, 194 (note), 467.
- Malines, en Belgique, 97, 334 (note), 405, 543.
- Malte, île, 370, 371, 408, 544 (note).
- Mans (Le), évêché, 411, 419.
- Manuel (Jacques), député français, 94.
- Manzoni, poète italien, 135, 242.
- Marbourg, ancienne résidence des landgraves de Thuringe, 212, 214, 530.
- Maret (abbé Henri), doyen de la Faculté de théologie de la Sorbonne, 470, 577, 581.
- Margerin, disciple de Saint-Simon, 468, 547.
- Marguerie (Mgr de), évêque de Saint-Flour, 421, 481, 483, 553, 565, 581.
- Marie-Amélie (reine des Français), 127.
- Marseille, port, évêché, 163 (note), 176, 373, 383, 409, 582.
- Martignac (de), ministre de Charles X, 72, 78, 101, 106, 107, 110, 115, 127, 514.
- Martin de Dunin, archevêque de Posen, 405, 543.
- Martin (du Nord), homme politique français, 312 (et note), 314, 343, 398 (et note), 417, 420, 421.
- Martineau (Miss), économiste anglaise, 526.
- Mathieu (Mgr), archevêque de Besançon, 426, 427, 568, 570, 572.
- Mattei, cardinal romain, 562.
- Maubeuge, ville, 545.
- Mauguin, député de Côte-d'Or, 345.
- Mayence, en Hesse rhénane, 207 (note).
- Mazenod (abbé, puis Mgr de), évêque de Marseille, 141 (note), 176, 421, 433, 483, 582.
- Meaux, évêché, 413, 545, 548, 555, 581.
- Meaux (Augustin de), un des fondateurs du premier *Correspondant*, 105.
- Mecklembourg-Schwerin (princesse de), duchesse d'Orléans, 307.
- Medbögaren*, journal suédois d'Anckarsvård, 88.
- Méditerranée, mer, 98, 112, 377.
- Mées (Les), paroisse du diocèse de Digne, 475.
- Méhémet-Ali, pacha d'Égypte, 360, 361, 366, 367, 368, 369, 371, 372, 373, 374, 375, 377, 379, 380.
- Meilleraye (La), monastère de trappistes, 135, 175 (et note), 197 (note).
- Mémorial Catholique* (Le), 57, 102,

- 103, 136, 137, 166, 186 (note), 469, 493, 509, 510, 540.
- Mende, évêché, résidence de Bernardins, 419, 553.
- Menjaud (Mgr), évêque de Nancy, 424, 545.
- Mercy (Mgr, comte de), nonce apostolique à Munich, 211 (note).
- Mérilhou (Jos.), jurisconsulte et homme politique français, 155 (note).
- Mérimée, écrivain français, 93, 216.
- Mérode (maison et terre de), 498, 551.
- Mérode (famille de), 267 (note), 296, 310, 331, 343.
- Mérode (comte Félix de), homme politique belge, beau-père de M. 96, 97, 135, 192, 193, 195, 240, 242, 246, 266 (note), 284, 287, 305, 312, 313, 331, 334, 335, 336, 337, 338, 340, 341, 343, 344, 346, 347, 349 (et note), 362, 374, 394, 399, 404, 437, 440, 443, 444, 448, 449, 459, 462, 489 (note), 535, 579.
- Mérode (comte Henri de), frère aîné du comte Félix, 103, 337.
- Mérode (comte Frédéric de), frère cadet du comte Félix, 97, 345.
- Mérode (Anna de), fille du comte Félix, voir comtesse C. de Montalembert.
- Mérode (Werner de), fils du comte Félix, 269 (et note), 310, 315 (et note), 316 (note), 334, 348, 359, 362, 365, 411, 435, 498, 544, 550, 556, 558, 566.
- Messenger des Chambres* (Le), 69, 101, 352.
- Metternich (prince de), homme d'État autrichien, 84, 195, 207, 215, 311, 346 (note), 347, 361, 362, 363, 365, 379.
- Metz, ville, évêché, 555.
- Meurthe, ancien département, 474.
- Mexique, 348.
- Mezzofanti (cardinal), philologue italien, 562.
- Micara, cardinal romain, 306.
- Michelet, historien français, 61, 85, 142, 192, 193, 200, 201, 205, 206, 226 (note), 227, 229, 273, 282, 452, 487, 522.
- Mickiewicz, poète polonais, 192, 193, 200, 201, 205.
- Migne (abbé), fondateur de l'*Univers*, 438.
- Mignet, journaliste et historien français, 63, 102.
- Miguel (Don), ex-roi de Portugal, 107, 111.
- Milan, en Lombardie, 242.
- Minden, en Westphalie, 403.
- Minerve (monastère dominicain de la), à Rome, 533.
- Miller, avocat général à la cour royale de Paris, 169.
- Milton, poète anglais, héros de *Vigny*, 75, 91.
- Miolland (Mgr), évêque d'Amiens, 547, 557.
- Miollis (Mgr), évêque de Digne, 176, 545.
- Mirabeau (comte de), orateur de la Révolution, 251, 524.
- Miron, prévôt des marchands aux États généraux de 1614, 266, 541.
- Mode* (La), 575.
- Mohilew, évêché catholique de Russie, 563.
- Moldo-Valachie, ou Roumanie, 365.
- Molé (comte), homme d'État français, 236, 304, 312 (et note), 313, 323, 333, 334, 336, 337, 338, 339, 341, 343, 345, 346 (et note), 347, 348, 349, 350, 351, 353, 368, 385, 410 (et note), 479, 549.
- Molsheim, ville d'Alsace, 467.
- Monier de la Quarrée (abbé), précepteur de M., 51, 176.
- Moniteur* (Le), 99, 556.
- Montalembert (famille de), 50, 77, 239, 261, 267 (note), 307, 354, 513, 516.
- Montalembert (R. P. Ch. de), missionnaire aux Indes, 54 (et note).
- Montalembert (marquis de), général et ingénieur, cousin du suivant, 49 (et note), 239, 514.
- Montalembert (baron de), grand-père de M., 50.
- Montalembert (comte Marc-René de), père de M., diplomate et pair de France, 45, 49, 51 (et note), 52, 54, 55, 78, 79, 81, 113, 169, 239.
- Montalembert (comtesse Marc-René de), née Forbes, mère de M., 77, 78.
- Montalembert (Comtesse Charles de), née Anna de Mérode, 46, 268, 296, 298, 299, 307, 312, 362.
- Montalembert (Arthur de), frère de M., 50, 54, 161.

- Montalembert (Élise de), sœur de M., 46, 193.
 Montalembert (Élisabeth de), fille aînée de M., 511.
 Montalembert (abbé de), cousin de M., 261 (note), 511.
 Montalivet (comte de), ministre de l'Intérieur, 154, 165, 312, 330.
 Montauban, évêché, 163 (note), 430, 578.
 Montbel (G. de), ministre de Charles X, 110.
 Montcalm (M^{me} de), relation de M., 172 (note).
 Montebello (duc de), ambassadeur de France à Naples, 372.
 Montesquieu, écrivain français, 58, 92, 264 (note), 496.
 Mont-Dieu, chartreuse des Ardennes, 533.
 Montfaucon, petit séminaire du diocèse de Cahors, 472.
 Montfort (Simon de), chef de la croisade contre les Albigeois, 520.
 Montlosier (Reynaud, comte de) écrivain français ennemi des jésuites, 394, 401, 424, 457, 557, 558, 559.
 Montmorency (Henri I^{er}), connétable de France, 518.
 Montmorency (duc de), 270, 309.
 Montpellier, évêché, 163 (note), 581.
 Morée, presqu'île grecque, 107, 329.
 Morel (abbé), vicaire capitulaire de Paris, 427, 571.
 Morvan, massif montagneux français, 301.
 Moulin (du), voir Dumoulin.
 Moulins, évêché, 394, 546.
 Mounier (baron), pair de France, 174 (note).
 Moscovie (duc de), surnom donné par M. au czar, 153.
 Munich, en Bavière, 82, 83, 84, 182, 184 (et note), 207 (note), 211, 212 (note), 298, 357, 363, 552.
 Müller, de Cassel, ami de M., 552.
 Moy de Sons (baron de), professeur bavarois, 184.
 Myrebeau (de), seigneur bourgeois, 222.
 Nancy, en Lorraine, 213, 253, 424, 439, 474, 545.
 Nantes, en Bretagne, 175, 197 (et note).
 Naples, en Italie, 372, 583.
 Naples (roi de), Ferdinand II, 557.
 Napoléon I^{er}, empereur, 45, 64 (code), 93, 104, 116, 188, 199, 225, 252, 312, 320, 359, 386, 398, 465, 540, 558, 561.
 Napoléon (Jérôme et Louis); voir Bonaparte.
 Narps (de), sous-intendant militaire, 546.
 Nassau, famille royale de Hollande, 406, 520.
 National (Le), 101, 102, 191, 258 (note), 288, 318, 357, 449 (note), 462, 487, 528.
 National de l'Ouest (Le), 533.
 Navarin, port grec où fut détruite la flotte turque, 74, 75, 94, 106, 111, 320, 329.
 Nemours (duc de), fils de Louis-Philippe, 355.
 Nettement (Alfred), historien et littérateur français, 298.
 Neuilly-sur-Seine, près Paris, 312.
 Newton, savant anglais, 91.
 New-York, aux États-Unis, 102, 509.
 Ney, maréchal de France, 240.
 Nézib, en Syrie, 360.
 Nicolas I^{er}, empereur de Russie, 182, 250, 372, 408, 525, 534, 562, 566, 572.
 Nil, fleuve, 368.
 Nîmes, ville, 163 (note), 421.
 Nisard (Désiré), critique et journaliste français, 317, 487.
 Nodier (Charles), littérateur français, 50.
 Noël, commissaire de police à Paris, 167.
 Nord, département, 316 (note).
 Normandie, province, 463.
 Northumberland, noble famille anglaise, 518.
 Nothomb, homme d'État belge, 310, 331, 333, 334, 343, 550.
 Novalis, poète allemand, 83, 220.
 O'Connell, « le grand agitateur de l'Irlande », 89, 135, 140, 269, 372, 489.
 Oise, département, 546.
 Olivier (Mgr), curé de Saint-Roch, à Paris, puis évêque d'Évreux, 430, 433, 569, 584.
 Ollé-Laprune (Léon), philosophe français, 317, 465, 504.
 Ollivier (Émile), ministre de Napoléon III, 502 (note).
 O'Mahony, publiciste catholique français, 70.
 Onfroy, agent légitimiste, agitateur en Syrie, 367.

- Orléans (famille d'), 52, 246, 284, 492.
Orléans (duc d'), 64, 79, 113, 115 (et note), 135, 198, 245 (note), 306, 307, 313, 323, 337, 419, 572.
Orléans (duchesse d'), née princesse de Mecklembourg-Schwerin, 290, 425, 438, 545.
Orsini (prince), descendant de la noble famille romaine, 519.
Osnabruck, évêché de Hanovre, 556.
Oudinot (maréchal), chancelier de la Légion d'honneur, 316.
Ozanam (Frédéric), fondateur de la Société de Saint-Vincent-de-Paul, 66, 135, 186, 192, 216, 297, 299, 416 (note), 427, 450, 459, 493 (et note).
Pacca (cardinal), ministre de Pie VII, 183, 196, 215, 306, 544, 562.
Pagès (de l'Ariège), député de Saint-Girons, 304, 318.
Paix (La), 322.
Palais-Royal, à Paris, 171.
Palma (Mgr), prélat romain, 562.
Palmerston (lord), homme d'État anglais, 310, 313, 337, 361, 364, 371, 375, 378.
Pamiers, ville, 163 (note), 205 (note).
Paolo (Fra), P. Sarpi, historien vénitien, 520.
Papin, physicien français, 354.
Paris, ville et archevêché, 46, 50, 51, 64, 83, 97, 107, 111, 112, 126, 134, 139 (note), 144, 163, 165, 166, 179, 186, 189, 194 (note), 196 (note), 206 (note), 207 (et note), 213, 238, 242, 253, 290, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 309 (et note), 310, 311, 315 (note), 317, 318, 323, 336, 338, 340, 347, 353, 354, 357, 358, 367, 373, 383, 404, 412, 413, 416, 417, 419, 420, 422, 423, 424, 425, 426, 429, 436, 440, 446, 447, 448, 450, 451, 457, 478, 481, 512, 516, 533, 535, 545, 547, 548, 555, 556, 561, 565, 567, 568, 573, 575, 576, 580, 583.
Paris (archevêque de), Mgr de Quélen : 157 (note), 164, 188, 195, 243, 413, 414, 545, 548, 555, 557, 561, 567 ; Mgr Affre : 431, 432, 470, 481, 484, 570, 572, 575, 581, 582.
Paris (Notre-Dame de), cathédrale, 285, 299, 321, 397, 413, 416, 431.
Paris (comte de), petit-fils de Louis-Philippe, 394, 558, 559.
Parisis (Mgr), évêque de Langres, 216, 490.
Part-Dieu (la), chartreuse, en Suisse, 548.
Pascal, savant et philosophe français, 56, 212.
Pasquier (duc), président de la Chambre des pairs, 170, 173, 281, 304, 325, 457.
Passy (Hip.), homme politique français, 538.
Patrick (saint), patron de l'Irlande, 81, 117.
Paul (saint), apôtre des gentils, 544 (note).
Pawlowski (Mgr), métropolitain de Mohilew, 563, 582.
Pays-Bas, royaume, 97, 342.
Peel (R.), homme d'État anglais, 89.
Pelet (général), pair de France, 352.
Pelet (de la Lozère), pair de France, 314, 329, 351, 352, 573.
Pelier de la Croix (abbé), prêtre du diocèse de Saint-Claude, 565.
Pellico (Silvio), littérateur italien, 242.
Périer (Casimir), homme d'État français, 110, 147, 154, 167, 188, 189 (note), 194, 264, 274, 524, 539.
Périer (Eugène), 361.
Périgueux, évêché, 163 (note), 205 (note), 425, 563, 568, 578.
Perpignan, évêché, 163 (note).
Perron (cardinal du), voir Duperron.
Persil (J. C.), magistrat, puis ministre, 167, 171, 173, 312 (note).
Pététot (abbé), curé de Saint-Louis-d'Antin, à Paris, 573, 576.
Peyronnet, ministre de Charles X, 109, 110, 112.
Pfaff (Mgr), évêque de Fulda, 207 (note), 407, 543, 552.
Philippe (saint), fête du Roi des Français, 427.
Philippe le Bon, fils de Jean sans Peur, 341.
Philippe II, fils de Charles-Quint, 341, 519.
Picot (abbé), fondateur de *l'Ami de la religion et du Roi*, 567.
Pie VII, pape, 558.
Piémont, en Italie, 96, 583.
Pins (Mgr de), archevêque, administrateur du diocèse de Lyon, 159, 425, 563, 567.
Pise, ville italienne, 215.

- Pithou (François), jurisconsulte français, 252 (et note), 519.
- Pitt, homme d'État anglais, 91.
- Plater (comte César), frère de l'héroïne polonaise, 193 (et note), 205, 212 (note), 298, 408, 562.
- Platon, philosophe grec, 499, 540.
- Pline, auteur latin, 56.
- Plutarque, historien grec, 56.
- Poitiers, ville, 163 (note), 205 (note).
- Poix (prince de), pair de France, 174 (note).
- Polidori, cardinal romain, 544, 562.
- Polignac (prince de), ministre de Charles X, 93, 107, 110, 111, 112, 114, 127.
- Pologne, 76, 136, 142, 152, 153, 154, 181, 182, 191, 193 (et note), 194, 200, 201, 202, 204, 205, 206, 219, 268, 319, 335, 370, 371, 373, 377, 380, 384, 406, 408, 498, 543, 562 (et note), 563, 566.
- Polonais* (Le), 194.
- Poméranie, en Prusse, 403.
- Pontois (de), ambassadeur de France en Turquie, 366.
- Pontoise, ville, 238, 290.
- Pope, poète et philosophe anglais, 91.
- Portalis (comte Joseph), homme politique français, 105, 109, 324, 354, 423.
- Portugal, 241, 305, 326, 403.
- Posen, en Prusse polonaise, 405, 406, 542, 563, 566.
- Potocka (comtesse Wladimir), née princesse Sanguszko, 571.
- Potter (Louis de), écrivain belge catholique, 192.
- Poulet (abbé), prêtre de Senlis, 581.
- Poultier, juge d'instruction à Paris, 168.
- Poussielgue, imprimeur de *l'Avenir*, 147.
- Prague, en Bohême, 207 (note), 211, 212, 213, 298, 335, 409, 435, 463, 554.
- Presse* (La), 321, 322, 323, 334, 346, 439, 449 (note), 553, 581.
- Pressigny (Mgr Cortois de), archevêque de Besançon, 71.
- Provence (comte de), Louis XVIII, 50.
- Provence, province, 163, 176, 431.
- Prusse, 84, 85, 93, 195, 326, 332, 333, 348, 349, 360, 368, 375, 376 (note), 405, 498, 534, 543, 549 (et note), 550, 552, 566.
- Prusse (roi de), Frédéric-
- Guillaume III, 201, 333, 403, 533⁺, 543, 549, 555, 558.
- Puy (Le), évêché, 425, 428, 554, 565, 566, 575, 578.
- Quélen (Mgr de), archevêque de Paris, 243, 403, 425, 426, 427, 567, 568, 569, 571, 574, 576, 577, 581. Voir aussi Paris (archevêque de).
- Quentin, ou Cantin (abbé), collaborateur de Mgr de Quélen, 558.
- Quercia (La), monastère dominicain près de Viterbe, 248, 414, 415, 441 (note), 561.
- Quiberon, presque île du Morbihan, 302.
- Quimper, évêché, 176, 301, 428, 575, 578.
- Quinet (Edgar), historien français, 61, 82, 85, 487.
- Quitton (abbé), grand vicaire d'Angoulême, 578.
- Quotidienne* (La), 99, 156, 322, 438, 448, 544, 579.
- Racine, poète français, 98.
- Raison (abbé), du diocèse de Grenoble, 176 (note).
- Rambuteau (de), préfet de la Seine, 568.
- Ranke (de), historien allemand, 547.
- Raphaël Sanzio, artiste italien, 266.
- Raspail, homme politique français, 189.
- Rassner (baron de), député à la Chambre du Wurtemberg, 551.
- Ratisbonne (abbé Théodore), écrivain français, 533.
- Rauzan (duchesse de), née Clara de Durfort de Duras, 46 (et note), 296.
- Ravignan (R. Père de), jésuite, prédicateur français, 226, 397, 416, 470, 577.
- Rayneval (de), chargé d'affaires de France à Rome, 374, 429.
- Récamier (M^{me}), amie de Chateaubriand, 298.
- Receveur (abbé), 470, 577.
- Reeve (Henry), historien anglais, 310.
- Regnon (H. V. de), fondateur de *l'Union*, 197 (note).
- Reichstadt (duc de), fils de Napoléon I^{er}, 116.
- Reims, archevêché, 290, 302, 394, 426, 428, 429, 451, 481, 533, 558, 567, 575, 578, 582.

- Rémusat (de), homme politique français, 100, 573.
- Renaud (R. Père), ancien provincial des jésuites, 568.
- Rennes, archevêché, 164, 194, 206, 253, 585.
- Requédad, disciple de Lacordaire, 561.
- Reschid pacha, ministre des Affaires étrangères de Turquie, 366, 367, 368 (et note), 377.
- Reuttner (comte), député du Wurtemberg, 551.
- Revue des Deux Mondes* (La), 81, 85, 87, 363, 497, 555.
- Revue de Dublin* (La), 469.
- Revue Européenne* (La), 128 (note).
- Revue Française* (La), 52, 86, 87, 102, 124, 161.
- Revue du XIX^e siècle* (La), 553, 557.
- Révolution de 1830* (La), 167.
- Rey (Mgr), évêque de Dijon, 155, (note), 307 (note), 421, 422, 423, 564.
- Rheims, voir Reims.
- Rhénanie, ou Prusse rhénane, 52, 85, 195, 338, 349, 370, 463.
- Rhin, fleuve, 84, 111, 326, 335.
- Rhin (Haut-), province ecclésiastique allemande, 543.
- Rhodes, voir Rodez.
- Richardson, romancier anglais, 58.
- Richelieu (cardinal de), ministre de Louis XIII, 234, 250, 252, 514, 520, 522.
- Rigat (abbé), du diocèse de Grenoble, 176 (note).
- Rio (François), écrivain français ami de M., 78, 83, 93, 109, 118, 121, 122 (note), 123, 162, 182, 205, 267, 268, 291, 297, 298, 310, 315, 395, 427, 436, 440, 443, 450, 468, 520.
- Rio (M^{me} F.), née Jones, 399.
- Ripon, en Angleterre, 302.
- Rivarola, cardinal romain, 562.
- Rivet (abbé), curé de Versailles, puis évêque de Dijon 424 564.
- Robespierre, conventionnel, 57, 202.
- Rodez, évêché, 163 (note), 568, 572.
- Roëss (abbé), futur évêque de Strasbourg, 430, 469, 578.
- Rohan, château dans le Morbihan, 303.
- Rohan (cardinal duc de), archevêque de Besançon, 74, 76 (et note), 106, 119, 120, 121, 134, 180, 181.
- Rohrbacher (abbé R.), historien ecclésiastique français, 102, 141, 194 (note), 480.
- Rollin (collège), jadis Sainte-Barbe, 55.
- Roman (baron de), publiciste français, 444.
- Romagne, province italienne, 180.
- Romans, ville, 176.
- Rome (dans l'antiquité), 251, 520.
- Rome (ville de), 46, 73, 76, 83, 158 (note), 159, 179, 181, 182, 185, 193, 197, 214, 243, 262, 298, 306, 307, 322, 378, 392, 404, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 416, 417, 419, 428, 430, 438, 443, 469, 500 (note), 511, 514, 519, 525, 530, 533, 534, 542, 545, 548, 558, 560, 561, 562, 567, 583, 584.
- Rome (Saint-Siège), 71, 106, 137, 157, 161, 180, 186, 187, 192, 196, 206, 208, 209, 210, 266, 289, 290, 307, 369, 371, 374, 400, 402, 405, 406, 407, 408, 411, 437, 442, 457, 494, 504, 510, 519, 534, 541, 544, 551, 553, 554, 555, 558, 562, 563, 574, 583.
- Roothaan (R. Père), supérieur général des jésuites, 306, 451, 562.
- Roseberry (comte de), lord Primrose, 268.
- Rossi (Pellegrino, comte), pair de France, futur ministre de Pie IX, 460.
- Rothenbourg, en Hesse-Cassel, 407, 551, 552.
- Rouen, ville, archevêché, 163 (note), 450 (note) 459, 461.
- Rouge (Mer), 374.
- Rougé (comte de), pair de France, 174 (note).
- Rousseau (J.-J.), philosophe français, 57, 58, 66, 72, 74, 113, 134, 159, 251, 272, 495, 496.
- Rousselot (abbé), théologien, du diocèse de Grenoble, 176.
- Roussin (amiral), ministre de la Marine, 107, 314.
- Roux-Lavergne (P.), écrivain et homme politique français, 274, 441, 442, 539, 560.
- Royer-Collard, homme politique français, 58, 110, 112, 114, 262, 273, 300, 574.
- Russie, 66, 78, 87, 109, 203, 233, 320, 321, 332, 346 (note), 360, 361, 365, 366, 367, 368, 375, 376 (et note), 377, 384, 408, 534, 535, 562, 566, 582.
- Russie (czar de), Nicolas I^{er}, 181, 182, 346 (note), 360, 372, 563, 582.
- Russie (grand-duc de), futur Alexandre II, 269, 534.
- Russie (grande-duchesse Marie de),

- fille de Nicolas I^{er}, duchesse de Leuchtenberg, 544, 582.
 Ryswick (paix de), 240.
 Rzemowski (comte), émigré polonais, 196.
 Sacré-Cœur (Communauté du), à Paris, 428, 573, 576, 577.
 Sade (de), député de l'Aisne, 304.
 Sainte-Aulaire (de), ambassadeur de France à Vienne, 311, 312, 363, 379, 514.
 Sainte-Barbe, futur collège Rollin, 48, 54, 55, 56, 61, 63.
 Sainte-Beuve, écrivain français, 75, 143, 192, 215, 273, 298, 505.
 Saint-Brieuc, ville, 479, 570.
 Saint-Charles de Nancy (Sœurs de), 213, 409.
 Saint-Chéron (Alexandre de), publiciste français, 337, 369, 438, 440, 441, 442, 447 (et note), 448, 450 (et note), 451, 452, 453, 454, 455, 546, 547, 562, 579.
 Saint-Claude, évêché, 432, 526, 565.
 Saint-Clément, église de Rome, 583.
 Saint-Cloud, en Seine-et-Oise, 302.
 Saint-Domingue, ou Haïti, 51.
 Sainte-Geneviève, « montagne », à Paris, 446.
 Saint-Flour, évêché, 419, 553, 565, 571, 581.
 Saint-Germain, « faubourg », à Paris, 267, 298, 528, 568, 572.
 Saint-Germain-l'Auxerrois, église de Paris, 135, 186, 323, 325, 400.
 Saint-Germain-des-Prés, église de Paris, 171.
 Saint-Jean-de-Dieu (Frères de), ordre religieux, 418.
 Saint-Just, conventionnel, 202.
 Saint-Laumer, camarade de M., 215.
 Saint-Louis d'Antin, paroisse parisienne, 573.
 Saint-Marc, basilique de Venise, 520.
 Saint-Marc Girardin, critique et homme politique français, 384, 399.
 Saint-Maur, abbaye-mère d'une congrégation bénédictine, 411.
 Saint-Pierre, basilique de Rome, 214.
 Saint-Roch, paroisse parisienne, 569, 573.
 Sainte-Sabine, monastère dominicain de Rome, 413, 533, 545.
 Saint-Simon (duc de), mémorialiste, 395, 584.
 Saint-Simon (marquis de), pair de France, 514.
 Saint-Simon (Henri, comte de), économiste, chef de secte, 61, 497.
 Saint-Sulpice, société de — et séminaire, 401, 559, 577.
 Saint-Sulpice, église et place, à Paris, 125, 325.
 Saint-Thomas-d'Aquin, église et place à Paris, 428, 561, 575.
 Sainte-Ursule, église de Cologne, 550, 558.
 Saint-Vannes, abbaye mère d'une congrégation bénédictine, 411.
 Saint-Vincent-de-Paul (Société de), 299, 416 (note), 493, 555.
 Saintes, ville, 512.
 Sala, cardinal, préfet de la congrégation des évêques, 562.
 Salinis (abbé de), futur archevêque d'Auch, 102, 138, 163, 430, 431, 468, 469, 569, 577, 578, 581, 584.
 Salvador (J.), historien français, 397, 560, 561.
 Salvandy (de), homme d'État français, 308, 312 (note), 359, 394, 410 (note), 411, 412 (note), 472, 547, 554.
 Sambuy (comte de), ministre de Sardaigne à Vienne, 363.
 Sand (George), romancière française, 533, 538.
 Sanguszko (prince Roman), noble polonais, 571.
 Sardaigne (royaume de), 310, 363.
 Sardaigne (roi de), Charles-Albert, 557.
 Saunac (de), député de Dijon, 423, 424.
 Sauveur La Chapelle, député, maire de Guingamp, 546.
 Sauzet, garde des sceaux, 312, 560, 572.
 Savigny (de), juriste et historien allemand, 82.
 Saxe, royaume, 84.
 Schelling (de), philosophe allemand, 56, 82, 83, 84, 211 (note).
 Schlegel, philosophe allemand, 82, 207 (note).
 Schonen (de), pair de France, 352.
 Sebastiani (Mgr.), ancien évêque d'Ajaccio, 549.
 Sedan, ville, 533.
 Sedlnitzky (Mgr de), évêque de Breslau, 550.
 Séez, ville, évêché, 163 (note).
 Senfft (comte de), ambassadeur d'Autriche, 349.

- Senfft (M^{me} de), amie de Lamennais, 145 (note), 257 (note).
 Séguier (baron), pair de France, 357, 435, 437.
 Seine, fleuve, 368.
 Semonville (de), pair de France, 170.
 Senlis, ville, 581.
 Serrurier, ministre de France à Bruxelles, 333.
 Servie, ou Serbie, 365.
 Shakespeare, auteur dramatique anglais, 91.
 Sheridan, orateur et auteur dramatique anglais, 91.
 Shiel, écrivain anglais, 89, 91.
 Sibour (abbé), futur archevêque de Paris, 176, 216, 424, 545, 563.
 Sicile, île, 372.
 Siècle (Le), 339, 394, 400, 547, 548, 553.
 Silésie, province prussienne, 543.
 Simon (Jules), philosophe et homme politique français, 60, 487.
 Sion-Vaudémont, bourg lorrain, 433, 474, 475.
 Skrzynecka (M^{me}), femme du suivant, 346 (note), 347.
 Skrzynecki, généralissime polonais, 135, 207 (note), 211, 212, 213, 219, 298, 299, 303, 304, 305, 327, 331, 333, 335, 336, 339, 340, 344, 345 (et note), 346 (et note), 347, 348, 349, 408, 435, 554.
 Smith (Adam), économiste écossais, 100.
 Sobiesky, roi de Pologne, 153.
 Solesmes, abbaye de bénédictins, 311, 386 (note), 410, 411, 412 (et note).
 Solesmes (abbé de), dom Guéranger, 411, 415, 416, 429, 554, 555, 569.
 Solon, législateur athénien, 540.
 Sorbonne, université de Paris, 397, 429, 431, 470, 471, 571, 577, 578, 581.
 Soult (maréchal), homme d'État français, 195, 309 (note), 313, 314, 325, 354, 355, 357, 375, 415 (note).
 Spielberg, citadelle de Brünn, en Moravie, 335.
 Spire, en Bavière rhénane, 469, 564.
 Staël (M^{me} de), écrivain français, 60, 72, 74, 93, 98, 100, 102.
 Stedingk (maréchal, comte de), ambassadeur de Suède en France 46 (note).
 Stendhal, écrivain français, 93.
 Sterckx (cardinal Engelbert), archevêque de Malines, 543.
 Stockholm, en Suède, 46, 48, 50, 77, 82, 85, 87, 104, 106, 122.
 Strasbourg, évêché, 163 (note), 212 (note), 426, 430, 451, 469, 481, 567, 568, 570, 575, 578, 581.
 Stuart, famille royale d'Écosse et d'Angleterre, 92, 93.
 Stuart (lord Dudley), 269.
 Stürmer (de), internonce d'Autriche auprès de la Porte, 366.
 Stuttgart, en Wurtemberg, 50, 82, 212 (note).
 Suchet (abbé), curé de Constantine, 569, 570.
 Suède, 46 (note), 48, 49, 52, 60, 64, 77, 82, 85-88, 93, 107, 152, 161, 241, 363, 514.
 Suisse, 152, 301, 548.
 Sully, paroisse du diocèse de Dijon, 565.
 Sund, détroit scandinave, 320.
 Surat (abbé), collaborateur de Mgr de Quélen, 567.
 Sussex (duc de), oncle de la reine d'Angleterre, 268.
 Swetchine (M^{me}), écrivain catholique, amie de M., 67, 174, 209, 287 (note), 296, 297, 499.
 Syrie, 360, 363, 367, 368, 369, 373, 375, 376, 378, 379.
 Tablet (The), 579.
 Tacite, auteur latin, 91.
 Taconnet, actionnaire de l'*Univers*, 449, 451, 453, 454, 571.
 Taine, historien français, 234.
 Talleyrand (de), prince de Bénévent, 155, 300, 373, 408 (et note), 448, 500, 554, 573.
 Talon (père et fils), avocats généraux sous Louis XIV, 252 (et note), 519.
 Tarbes, ville, 163 (note).
 Tascher (comte de), pair de France, 170, 323, 329, 331, 351, 429; (M^{me} de —) 298.
 Temple (le), ancien monastère des templiers, à Paris, 394.
 Temps (Le), 167, 339.
 Teste, garde des sceaux, 314, 424, 425, 471, 563.
 Theiner (R. Père), oratorien de Rome, 562.
 Thénard (L. J.), chimiste, pair de France, vice-président du conseil de l'instruction publique, 572.
 Thérapia, résidence de l'ambassa-

- deur de France à Constantinople, 366, 368.
 Theux (de), ministre des Affaires étrangères de Belgique, 333, 347.
 Thévenard (abbé), prêtre du diocèse de Laon, 424, 545.
 Thierry (Augustin), historien français, 61, 89, 93.
 Thiers, homme d'État français, 101 (et note), 102, 190, 237, 251, 262, 264, 274, 305, 309, 311, 312 (et note), 313, 314, 316, 317, 318, 320, 321, 323, 337, 338, 339, 340, 341, 344, 349, 352, 353, 355, 356, 357, 359, 360 (et note), 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368 (et note), 372, 373 (et note), 374, 376, 377, 378, 379, 382, 384, 385, 386, 391, 397, 427, 428, 429, 436, 450, 460, 479, 505, 524, 525, 538, 539, 560, 561, 567, 572, 573, 574, 575, 578, 579.
 Thomas d'Aquin (saint), 520.
 Thomas de Cantorbéry (saint), 403.
 Thomassy, rédacteur à la *Revue française et étrangère*, 435.
 Thomson, poète écossais, 91.
 Thouret (sainte Jeanne Antide), 71.
 Thuringe (landgrave Henri, duc de), 226, 230.
 Thuringe (duchesse de), voir sainte Élisabeth.
Times (The), 310.
 Titow (de), chargé d'affaires de Russie à Constantinople, 368.
 Tocqueville (A. de), écrivain et homme politique français, 53, 57, 234, 253, 254, 265, 276, 277 (et note), 278, 279, 281 (note), 287, 304, 384, 385, 429, 495, 526, 539.
 Todd, historien du droit anglais, 93.
 Toeplitz, en Bohême, 212.
 Tosti (Mgr), prélat romain, 562.
 Toulouse, ville, 163 (note), 205 (et note), 485, 546.
 Tours, ville, 484, 582.
 Transnonains (rue), épisode d'émeute à Paris, 318.
 Trélissac (Mgr), évêque de Montauban, 578.
 Trélon, propriété du comte Félix de Mérode, dans le département du Nord, 301, 331, 335, 399, 545.
 Tresvaux (abbé), collaborateur de Mgr de Quélen, 561.
 Trévern (Mgr de), évêque de Strasbourg, 212 (note).
Tribune (La), 191, 257, 536.
 Troyes, évêché, 578.
 Tuileries (Les), résidence de Louis-Philippe, 246, 290, 306, 308, 422, 427, 547.
 Turin, capitale piémontaise, 504.
 Turquie, 360, 362 (note), 366, 373, 375, 376, 377.
 Ugglas (comtesse Thérèse d'), née de Stedingk, 46 (et note), 207 (note).
Union Bretonne (L'), 197 (et note).
Union Catholique (L') 197 (note).
 Autre journal du même nom, 580.
Université Catholique (L'), 141, 242, 254, 459, 467 (et note), 468 (et note), 469, 470.
Univers (L'), 312, 313, 317, 327, 346, 359, 360, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 380, 392, 394, 401, 402, 404, 405, 406 (note), 407, 408 (note), 413, 414, 417, 419, 421, 423 (et note), 430, 435, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, (et note), 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 487, 490, 527, 534, 535, 539, 543, 546, 547, 548, 549, 554, 555, 557, 558, 559, 562, 565, 567, 571, 578, 579, 580.
 Val des Choux (le), monastère bourguignon, 521.
 Valence, évêché, 163 (note), 428, 575, 578.
Valletta Journal, 544.
 Van Bommel (Mgr), évêque de Liège, 480, 489.
 Van Buren (président des États-Unis), 254, 536.
 Vandreuil (comte de), ministre de France à Munich, 211 (note).
 Van Praët, secrétaire et homme de confiance de Léopold I^{er} de Belgique, 331.
 Varsovie, en Pologne russe, 153, 563.
 Vatican, palais pontifical, 243, 305.
 Vaulchier (marquis L. de), haut fonctionnaire pendant la Restauration et membre de la Congrégation, 556.
 Vaures (R. Père), religieux à Rome, 534.
 Vendée, dite Vendée militaire, 125, 396.
 Vendôme (colonne), à Paris, 450.
 Vénétie, province autrichienne d'Italie, 370.
 Venise, capitale de Vénétie, 240, 243, 519, 525.

- Ventura de Raulica (Père), théologien italien, 178, 180 (et note).
 Veracruz, port mexicain, 348.
 Verdun, ville, 362.
 Versailles, palais : 326 ; cure : 424 ; évêché : 568.
 Veillot (Louis), journaliste catholique français, 259, 274, 290, 392, 438, 442, 450 (et note), 456, 457, 539.
 Veillot (Eugène), frère du précédent, écrivain, 438.
 Vézelay, abbaye dans l'Yonne, 301.
 Vialisz (?), ville de Russie, 563.
 Vico, philosophe italien, 61 (et note).
 Victoria, reine d'Angleterre, 371.
 Vienne, ville française, 176, 575, 578.
 Vienne, capitale autrichienne, 310, 362, 363, 364, 365, 367, 374, 379, 408, 534, 566.
 Vienne (Congrès et traité de), 96, 320, 326, 449.
 Viennet, pair de France, 355.
 Viens, commune du Vaucluse, 176.
 Vigny (Alfred de), poète et romancier français, 75, 78, 93, 142, 166, 192, 224, 233, 234, 235, 239 (note), 262, 282, 310, 396.
 Vilain XIV, homme politique belge, 49 (note), 141 (note), 195.
 Villèle (de), homme d'État français, 62, 74, 78, 93, 105, 106, 107, 109, 112, 127, 278, 447.
 Villemain, littérateur et homme politique français, 60, 64, 93, 313, 314, 351, 352, 354, 368, 378, 432, 458, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 485, 486, 487, 488, 559, 563, 580, 581, 582.
 Villeneuve-Bargemont (vicomte Alban de), homme politique français, 254, 459, 468, 493.
 Villermé (docteur), statisticien français, 459, 460.
 Villersexel, en Haute-Saône, résidence du marquis de Grammont, 298, 301, 316, 410, 448, 463, 511, 517, 529.
 Vilna, en Lithuanie (Russie), 563.
 Vistule, fleuve, 335.
 Viterbe, ville des États pontificaux, 414, 534, 561.
 Vivien, garde des sceaux, 314, 424, 426, 427, 567, 575.
 Viviers, évêché, 163 (note).
 Vogüé, (comte de), pair de France, 174 (note).
 Vogüé (marquis de), chef légitimiste, jeune cousin du précédent, 444, 565.
 Voiron, ville du département de l'Isère, 176.
 Voltaire, écrivain français, 56, 57, 60, 61, 63, 75, 92, 134, 234, 493, 520.
 Vosges, région montagneuse, 565.
 Vouziers, ville des Ardennes, 533.
 Vuitry, chef de cabinet du garde des sceaux, 428 (note).
 Waille, un des fondateurs de l'*Avenir*, 139 (et note), 184 (note).
 Waille (abbé), curé d'Arinthod, 432, 565.
 Walewski, fils de Napoléon, homme politique français, 93, 361, 368 (et note).
 Wallers, paroisse du doyenné de Trélon, 545.
 Wanepoël, intendant chef de la maison de Mérode, 551.
 Washington, fondateur des États-Unis, 253, 525.
 Waterloo, défaite de Napoléon I^{er}, 59, 94.
 Weld, cardinal romain, 306.
 Wellington (duc de), général et homme politique anglais, 51, 89, 94, 95, 111.
 Wiesbaden, ville de Nassau, 207 (note).
 Wiest, député de Wurtemberg, 551.
 Wilson, rédacteur au *Correspondant*, 440.
 Wiseman (docteur Nicolas), futur cardinal, 520.
 Wurtemberg, 84, 407.
 Wurtemberg (prince de), et princesse née d'Orléans, fille de Louis-Philippe, 245 (et note).
 Wurtemberg (prince de), leur fils, 308, 547, 551.
 Wurtzbourg, ville de Bavière, 544.
 Zander (Ernest), ancien rédacteur de la *Gazette de Wurtzbourg*, 544.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	I
BIBLIOGRAPHIE	7
INDEX DES ABRÉVIATIONS.....	42

PREMIÈRE PARTIE

Formation (1810-1830).

CHAPITRE PREMIER

HÉRÉDITÉS ET INFLUENCES.

§ I. *Hérédités* (1810-1826).

1. *Esprit et cœur.* — Montalembert enfant. Vivacité des sentiments : mélancolie, affections, premières amours. Emprise de l'imagination sur Montalembert, son intelligence précoce, son ardeur à l'étude, sa force de caractère, son esprit d'indépendance..... 45
2. *Montalembert et Forbes.* — Aristocrate jusqu'à la moelle. Les Montalembert au service des Bourbons. Influence de l'émigration, de l'hérédité Forbes et de l'éducation sur la passion de Montalembert pour le régime politique anglais. 49
3. *Politique et religion.* — Goût précoce pour la politique. Formation chrétienne par son grand-père Forbes, protestant. 54

§ II. *Montalembert dans les courants libéraux* (1826-1830).

1. *Un collégien contre les « classiques ».* — Son attitude vis-à-vis du XVIII^e siècle. — Montalembert élève à Sainte-Barbe ; son ardeur au travail. La culture gréco-latine ne le façonne pas, ni les auteurs du xvii^e siècle, parmi lesquels il goûte le seul Bossuet. Du xviii^e siècle il « déteste » Voltaire et aime Rousseau l'apôtre de la liberté... 55
2. *Il est conquis par Cousin, Guizot, Michelet...* — Relations de Montalembert avec Cousin, Guizot et Villemain ; Michelet et A. Thierry, leur influence sur lui..... 58
3. *Sa ligne politique et religieuse.* — Age d'or de la monarchie constitutionnelle. Montalembert garde l'intégrité de sa foi malgré l'incrédulité ambiante..... 62
4. *Montalembert étudiant en droit.* — Il se lie avec d'Herbelot et d'autres ; il suit médiocrement les trois années de l'École de droit et critique les méthodes d'enseignement du droit en France..... 64

§ III. *Montalembert dans les courants traditionnels (1826-1830).*

1. *Les maîtres catholiques.* — De Maistre : ses idées politiques ; Montalembert analyse et admire de Maistre. De Bonald : appréciation de Montalembert. — Prestige de Lamennais à ses yeux : évolution politique de celui-ci : en quoi il professe la doctrine libérale et ouvre la lutte pour la liberté d'enseignement..... 65
2. *Le romantisme français.* — Sympathie de Montalembert pour la politique des romantiques première manière. Les idées de Chateaubriand, Lamartine, Hugo, Vigny, etc... En quoi Montalembert ne suit pas le romantisme seconde manière 72
3. *La France aristocratique.* — Relations de Montalembert avec le duc de Rohan. Divergences, au point de vue religieux et politique, entre Montalembert et son milieu. Tendances diverses parmi les royalistes. Les principes du comte Marc-René, sa ligne politique : son fils leur restera fidèle..... 76

§ IV. *Les amitiés étrangères de Montalembert (1815-1830).*

1. *Allemagne.* — Esprit « européen » de Montalembert ; ses études germaniques. Il discute Herder, traduit Kant, se familiarise avec les principaux auteurs allemands. Il préfère Schelling, lit Novalis, étudie Baader. Montalembert « germanophile ». L'Allemagne politique ; survivance de l'état médiéval. — *Suède.* — Séjour en Suède. Montalembert publie quatre articles sur la Suède. Correspondance avec Anckarsvård. — *Irlande.* — L'Irlande envoûte Montalembert. Il se propose d'écrire une histoire d'Irlande. Séjour dans ce pays. Relations avec O'Connell..... 81
2. *Angleterre.* — Influence prépondérante de l'Angleterre sur Montalembert. Son admiration pour l'éloquence anglaise ; ses auteurs préférés ; jugement sur Burke. « L'anglomanie » et l'influence anglaise sur la politique, la littérature, l'histoire. Répercussion de la révolution de Juillet sur l'Angleterre. Montalembert expose la situation politique anglaise. — *Belgique.* — La révolution belge exalte Montalembert. Rôle des comtes de Mérode..... 90

CHAPITRE II

PAR LA PRESSE VERS L'ACTION PUBLIQUE.

§ I. *La presse que lit Montalembert (1826-1830).*

1. « *Le Globe* » et quelques autres. — Montalembert lit divers journaux, sa dilection pour le *Globe*. Fondation du *Globe*, son esprit, son libéralisme, sa philosophie. Autres journaux libéraux. Campagnes politiques du *Constitutionnel*, du *National*, du *Courrier*, du *Globe*, de la *Revue française*..... 99
2. *Trois périodiques catholiques.* — Le *Mémorial catholique*, organe mennaisien, combat le philosophisme et le gallicanisme. — Le *Catholique*, journal d'Eckstein, dont la doc-

trine politique est proche de celle de Montalembert. — Le *Correspondant*, catholique et libéral. 102

§ II. *Montalembert juge la politique française contemporaine* (1827-1830).

1. *La fin de la Restauration*. — Montalembert juge la « question cléricale » au moment de la chute de Villèle. Diverses opinions et critiques de Montalembert sur la politique extérieure, intérieure, sur les questions religieuses pendant le ministère Martignac. Ministère Polignac ; dégoût de Montalembert pour la politique du moment. 105
2. *La révolution de Juillet*. — Départ de Montalembert pour Londres à la veille des Journées de Juillet. Retour précipité. Dans son *Journal* et sa correspondance, il apprécie la situation ; il oscille entre sa passion libérale et ses tendances traditionnelles. 112

§ III. *Vers l'action politique* (1827-1830).

1. *Positions de départ*. — Catholique et libéral. Montalembert expose cet idéal. Sa foi en l'avenir. Il sera champion de la liberté et plus encore du christianisme. Sa position sur la carte des partis 117
2. *Premières armes*. — Montalembert et ses amis conçoivent divers projets d'association et de journalisme au service du libéralisme catholique. Il donne six articles au *Correspondant* ; il attaque le gouvernement de Juillet et défend le parti vaincu, pour réagir contre l'abattement des royalistes et l'agitation démocratique. Il quitte le *Correspondant* pour l'*Avenir*. Montalembert homme d'action. 121

DEUXIÈME PARTIE

L'« *Avenir* » (1830-1834).

CHAPITRE III

MONTALEMBERT À L'AVENIR.

§ I. *Entrée à l'Avenir* (1830).

1. *Péril de l'Église de France*. — Enthousiaste embarquement sur l'*Avenir*. Poussée antireligieuse sous la Restauration : laïcisme de l'État de Juillet. L'Église doit s'adapter à l'état de fait : Lamennais revendiquera ses droits à la liberté commune. En Europe le catholicisme monte avec la liberté. Lamennais crée le catholicisme militant, lance l'*Avenir*. Opinion de Lamennais sur la situation. 133
2. « *L'Avenir* ». — Lamennais précise la ligne à suivre ; il presse Gerbet de fonder un journal, encouragé par Lacordaire, de Salinis, Foisset. La fondation 137
3. *Montalembert et l'« Avenir »*. — Enthousiasme de Montalembert

bert. Il se présente à Lamennais et se lie avec Lacordaire. La part de Lamennais et de ses collaborateurs à la rédaction du journal. Rôle multiple et important de Montalembert à l'*Avenir*. 139

§ II. *Théories et campagnes politiques de l'Avenir (1830-1831).*

1. « Dieu et liberté. » — L'*Avenir*, champion du catholicisme et de la liberté : inébranlable fidélité à la religion, mais alliance de celle-ci avec la liberté triomphante. Les deux libéralismes, selon l'*Avenir*. Montalembert fait appel aux légitimistes 143
2. *Catholiques et libéraux*. — Voulant l'alliance des libéraux, l'*Avenir* oriente les catholiques dans le sens du courant démocratique vers la république. Apreté des critiques contre la Monarchie de Juillet. Inquiétudes en haut lieu. L'*Avenir* répudie l'esprit révolutionnaire. « Tendance démocratique du catholicisme » 146
3. *Les libertés demandées*. — Les catholiques réclament la liberté de conscience, d'enseignement, de la presse et d'association. La liberté, base unique de la république selon l'*Avenir*. Position prise par l'*Avenir* sur le plan politique. Quelques principes politiques et sociaux de Lamennais et de Montalembert. 147
4. L'« *Acte d'Union* ». — Programme d'alliance internationale du catholicisme et du libéralisme : l'« *Acte d'Union* ». Campagnes de l'*Avenir* en faveur de la Belgique, de l'Irlande, de la Pologne : Montalembert se distingue 150
5. *Les attaques de l'« Avenir »*. — L'*Avenir* attaque durement la politique intérieure et extérieure du gouvernement. Procès de Lamennais et Lacordaire. Trois fronts de bataille : « guerre au pouvoir », lutte contre les légitimistes, assaut contre l'autorité ecclésiastique 153
6. *Séparation de l'Église et de l'État*. — Opinions de Lamennais, Montalembert, Baader, sur la séparation de l'Église et de l'État, base de la politique religieuse de l'*Avenir*. Dangers de l'application ; réaction de l'épiscopat 157
7. *Influence de ces doctrines sur Montalembert*. — Quoiqu'en désaccord avec Lamennais sur la tendance républicaine, Montalembert embrasse l'idéal de l'*Avenir*, suit le courant démocratique. Libéral dès l'enfance, il est exalté par Lamennais en son libéralisme. Au service du catholicisme. 159

§ III. *L'Action de l'Agence (1831).*

1. *Organisation de l'Agence*. — Préliminaires à la fondation de l'« Agence ». Montalembert membre du directoire. Partage du travail. Première offensive conduite par Lacordaire en faveur de la liberté d'enseignement 162
2. *Fondation et procès de l'école libre*. — Campagne préparatoire à l'ouverture de l'école libre. Inauguration. Opinion des journaux. Expulsion. Montalembert et Lacordaire devant le juge d'instruction et le tribunal correctionnel.

- Mort du comte Marc-René. Les inculpés condamnés par la cour royale. Montalembert prie la Chambre des pairs de se saisir de l'affaire. Préliminaires. Séance de la Chambre des pairs. Le plaidoyer de Montalembert, forme et fond ; le débat ; conclusion 165
3. *Autres activités de Montalembert à l'Agence.* — L'affaire des trappistes de la Meilleraye. Voyage de Montalembert dans le Sud-Est, en faveur de l'« Agence » ; fondation des associations lyonnaise et dauphinoise ; ses relations avec le clergé. 174

CHAPITRE IV

DE LA CONDAMNATION A LA SOUMISSION.

§ I. *La condamnation* (1832).

1. *Les trois « pèlerins de la liberté » à Rome.* — Suspension de l'*Avenir*. Départ pour Rome de Lamennais, Lacordaire et Montalembert. Mentalité de Montalembert. Le *Mémoire présenté au Souverain Pontife*.... Espoirs de Montalembert. Audience papale ; départ de Lacordaire. Illusions..... 178
2. *Montalembert et l'Encyclique « Mirari vos ».* — Lamennais, Lacordaire, Montalembert et Rio à Munich. *Le Bref aux Evêques de Pologne*. La lettre du cardinal Pacca à Lamennais. L'Encyclique *Mirari vos*. Soumission apparente de Lamennais et de ses disciples. Deux jugements de Montalembert sur la question. « Théories excessives et téméraires » de l'*Avenir*. Rome contre l'esprit révolutionnaire. 182

§ II. *Fidélité à Lamennais* (1832-1833).

1. *Les activités et les jugements de Montalembert faussés par la douleur.* — Montalembert s'était livré tout entier à l'*Avenir*. Outrance des jugements de Montalembert sur la politique intérieure. Réunions de jeunes libéraux autour de Montalembert. Procès de Victor Hugo. Montalembert fréquente les exilés polonais ; collabore à un projet de collège et patronne le journal le *Polonais*. Nouvelles critiques partiales de la politique contemporaine..... 187
2. *Études sur Lyon en 1831 et sur le Despotisme.* — Restrictions de Montalembert dans sa soumission à l'Encyclique. Son article *Lyon en 1831* et son jugement sur l'insurrection lyonnaise. Il projette un ouvrage intitulé : *Du despotisme..* ; il flétrit « l'ordre légal »..... 196
3. *Le « Livre des Pèlerins polonais »* (1833). — Montalembert traduit le poème de Mickiewicz ; extraits des *Actes de la Nation polonaise*.... et des *Instructions et paraboles*.... La *Préface*. Foi en la résurrection polonaise. 200

§ III. *La soumission* (1834).

1. *Montalembert entre Lamennais et Lacordaire.* — Sensibilité de Montalembert avivée par la douleur. Opinions diverses

- sur les *Pèlerins*... Bref de Grégoire XVI. Lettre de Montalembert à Albert de la Ferronnays. Ses voyages. Évolution de la position religieuse de Montalembert ; flux et reflux de ses sentiments ; influence de M^m^s Swetchine et d'autres..... 205
2. « *Catholique avant tout* ». — Relations et correspondance de Montalembert avec Skrzynecki. Faut-il sacrifier l'Église ou la liberté ? Influence de Skrzynecki, Lacordaire, des ineffaçables souvenirs romains. Jugement postérieur de Montalembert sur lui-même. Sa soumission. Il se sépare de Lamennais, sans oublier ce que lui doit la renaissance catholique..... 211

TROISIÈME PARTIE

Sentiments et principes directeurs (1835-1840).

CHAPITRE V

DU MOYEN ÂGE A LA MONARCHIE.

§ I. *Le Moyen âge selon l'hagiographe de sainte Élisabeth*
(1835-1836).

1. *Chrétienté, féodalité, liberté, ou la société idéale*. Apaisement de Montalembert. *L'Avenir* exalte le Moyen âge chrétien. *Sainte Élisabeth*, œuvre pie, mais aussi leçon de politique chrétienne. Le Moyen âge catholique, libre, féodal, la féodalité étant clef de voûte de l'édifice, la noblesse, barrière contre l'absolutisme royal. Le monde médiéval équilibré entre l'anarchie et l'absolutisme. Féodalité implique chevalerie. L'autorité du Pape. L'empereur ; Frédéric II. Saint Louis. Les Croisades. Les ordres religieux. La civilisation de chrétienté. Parallèle entre le Moyen âge et les temps modernes..... 219
2. *Critique du tableau*. — Montalembert juge le Moyen âge en amateur, non en critique historique. Il ne distingue ni les siècles ni les caractères nationaux. Il ne remarque ni les inconvénients du régime ni la vraie nature des corporations. Il insiste sur l'influence germanique au détriment de l'hérédité romaine dans le droit féodal. Rôle de l'Église poétisée par Montalembert. Rapports réels de l'Église et de la Société au Moyen âge. Montalembert nous livre son idéal politique et passera à l'action..... 228

§ II. *Le féodal et la monarchie* (1836-1839).

1. *L'absolutisme maudit : intérêt de la monarchie constitutionnelle*. Montalembert célèbre, dans le Moyen âge, l'âge d'or de l'aristocratie ; il déplore la formation de la monarchie absolue ; il ne lui pardonne pas l'abaissement de la noblesse. Position de Montalembert parmi divers critiques de

- l'ancien régime. La monarchie constitutionnelle selon la Charte plaît à Montalembert libéral et conservateur. Il ne se soucie pas des rouages du système. Il se pose seulement en champion de la justice et constate l'harmonie entre la Monarchie de Juillet et les Français..... 232
2. *Légitimité de la Monarchie de Juillet*. — Montalembert précise sa position vis-à-vis de la dynastie ; son loyalisme envers Louis-Philippe ; son indépendance à l'égard des légitimistes et des Bourbons. Il s'élève contre « la légitimité » et reconnaît Louis-Philippe, roi légitime..... 237
3. *Attitude pratique à l'égard de Louis-Philippe après 1837*. — Montalembert, « ami loyal » de la Monarchie de Juillet, souhaitera son perfectionnement. Les années 1833-1835 ont formé une trêve de Dieu dans la vie de Montalembert ; son mariage ; voyage en Italie. Trois audiences de Grégoire XVI. Elles sont décisives sur l'attitude de Montalembert à l'égard de Louis-Philippe. Il s'en rapproche. Il s'en éloigne : multiples causes d'incompréhension mutuelle. Danger de l'indifférence de Montalembert..... 241

CHAPITRE VI

UN IDÉAL ARISTOCRATIQUE.

§ I. *L'aristocrate contre la démocratie (1839-1840)*.

1. *La démocratie maudite*. — Joute épistolaire entre Lacordaire et Montalembert. Celui-ci, aristocrate plus que libéral, oppose le passé glorieux de l'aristocratie au despotisme de la monarchie et de la démocratie identifiées. La démocratie selon Montalembert..... 248
2. *Procès de la démocratie*. Victorieuse en 1789, elle fait « table rase » de toute hiérarchie. Libre de construire dans le nouveau monde, elle révèle sa nature mauvaise. (Cf. *La Démocratie en Amérique*, de Tocqueville). A la ploutocratie par la démocratie. La démocratie est antireligieuse : déchristianisation du peuple, poussée du matérialisme. Horreur de Montalembert pour la société actuelle dont est responsable la démocratie. Les révolutions de 1789 et de 1830 ont châtié des abus, mais ont été impuissantes à reconstruire..... 251
3. *Jugement sur le verdict*. — Réflexe aristocratique de Montalembert contre la démocratie. Il ne définit pas exactement la démocratie : il oppose démocratie et liberté ; il étiquette démocrates des hommes de tendances divergentes. Il discerne justement dans la démocratie contemporaine l'opposition à l'ordre naturel, l'hostilité de fait à Dieu, un danger pour la stabilité du régime..... 258

§ II. *L'idéal politique (1839-1840)*.

1. *L'aristocratie, son histoire, ses caractères*. — Grâce à l'aristocratie chevaleresque, la société médiévale favorisa l'épa-

nouissement de l'homme. La monarchie s'appuie sur le Tiers et abaisse progressivement la noblesse. La Chambre des pairs, son peu d'influence; suppression de l'hérédité. Les caractères de l'aristocratie : hérédité, indépendance, vitalité, désintéressement, amour de la gloire et de l'honneur.....	260
2. <i>Rôle de l'aristocratie. L'exemple anglais.</i> — La noblesse défend la société et soutient l'Église. Montalembert s'efforcera lui-même de jouer ce rôle. L'aristocratie anglaise proposée par lui comme modèle actuel.....	265
3. <i>L'idéal : liberté modérée, politique élevée.</i> — Nécessité d'intermédiaires entre l'individu et l'État : famille, propriété, corporation. Politique élevée s'oppose au matérialisme et au pacifisme veule. Liberté modérée signifie libéralisme très poussé, opposé aux méthodes révolutionnaires.....	270
4. <i>Comment atteindre cet idéal ?</i> — Espoir en la formation d'une aristocratie nouvelle dotée d'influence régionale. Montalembert assez indifférent aux formes gouvernementales. Le régime de 1830 : confusion des idées et désordre des mœurs politiques. Correspondance de Montalembert et d'Alton-Shée au sujet de la réforme électorale. Montalembert dans les nuées : il néglige certains facteurs de la politique française ; son fatalisme.....	273

CONCLUSION

LE CATHOLIQUE DEVANT LA FRANCE MODERNE (1837-1840).

1. <i>Les Césars passent, l'Église reste : ou la neutralité nécessaire.</i> L'indifférence politique, attitude courante. L'Église indépendante des régimes. Désolidariser le trône et l'autel. Attitude réservée de Montalembert — en tant que catholique — en face de la Monarchie de Juillet. Conseils de Lacordaire et du comte de Mérode. L'article de Montalembert dans la <i>France contemporaine</i> . Correspondance de Lacordaire et de Montalembert sur la neutralité. Sermon de Lacordaire sur les destinées de la France.....	281
2. <i>Principes et devoirs politiques du chrétien.</i> — Les règles établies par l'Église comme bases des sociétés temporelles. Six axiomes de Lacordaire sur la question. Neutralité n'est pas inaction. Montalembert travaille à la prospérité de la patrie, à l'organisation matérielle du pays. Il servira la France surtout en servant l'Église.....	286
3. <i>Montalembert sera fidèle à ces principes.</i> — Indépendant du gouvernement, adversaire des légitimistes, Montalembert lutte comme catholique. Son accord avec l'épiscopat qui, plus libre vis-à-vis du pouvoir civil, devient ultramontain. Espérances de Montalembert dans un renouveau catholique de la France moderne.....	288

QUATRIÈME PARTIE

Carrière ouverte (1835-1842).

CHAPITRE VII

MONTALEMBERT ENTRE DANS LA LICE PARLEMENTAIRE

§ I. *Carrière politique ?*

1. *Cadre de l'existence de Montalembert* : famille et amis ; six mois de bataille à Paris, six de travaux ou voyages en province et à l'étranger. — Le mariage de Montalembert l'allie aux familles de Mérode et de Grammont ; ses amis intimes ; ses relations dans divers milieux. La Conférence de Saint-Vincent-de-Paul. Le Comité supérieur des Arts et Monuments historiques. Les activités multiples de Montalembert à Paris. L'écrivain à Trélon ou à Villersexel. Voyages en Angleterre, Suisse, Belgique ; pérégrinations à travers les provinces françaises ; leurs buts. Jugements formulés par Montalembert sur les pays visités. 295
2. *La vocation de Montalembert* : homme public au service du catholicisme. — Montalembert, prédestiné à ce rôle. Le pair de France, ses débuts et ses relations à la Chambre haute. Hésitations sur sa vocation : parlementaire ? diplomate ? Il servira le catholicisme par la politique. 303
3. *Les relations politiques de Montalembert au Vatican et aux Tuileries*, dans les ambassades et les ministères. — Montalembert obtient trois audiences du Pape. Ses relations et sa correspondance avec plusieurs cardinaux et religieux. Montalembert aux Tuileries : audiences de la Reine, du duc d'Orléans, du Roi. Appréciations de Montalembert sur Louis-Philippe. Le pair de France et ses rapports avec des diplomates belges, anglais, italiens, autrichiens, allemands. Montalembert et les ministres de Louis-Philippe ; autres contacts politiques. Sa fièvre indépendance... 306

§ II. *Premières interventions politiques (1835-1838).*

1. *Contre les lois de septembre* : — *Pour la Pologne*. — *Pour l'abolition de l'esclavage*. — Montalembert orateur. Le 8 septembre 1835, première intervention à la Chambre des pairs contre les « lois de septembre » ; défense de la liberté. Le 9 janvier 1836, pour la Pologne ; politique avisée, défense des opprimés. Le 7 mai 1836, intervention en faveur de l'émancipation des esclaves ; l'exemple anglais. 316
2. *Polémique avec les légitimistes*. — *Sur la propriété ecclésiastique*. — *L'adresse de décembre 1837*. — *La Presse* publie une lettre de Montalembert. Réplique cruelle de la *Quotidienne*. Le duel avec les légitimistes. Projet de « confiscation » de l'archevêché. Réouverture de Saint-Germain-l'Auxerrois. Le 19 mai 1837, important discours de

- Montalembert sur la propriété ecclésiastique. Trois improvisations brillantes. Discussion de l'adresse de 1837.. 321
3. *Sur les asiles d'aliénés. — Loi sur le roulage. — Opposition à la politique étrangère du gouvernement, etc...* — L'orateur et le politique. Amendement de la commission chargée des établissements d'aliénés. Pension pour la veuve du général de Damrémont. Discussion de la loi sur la police du roulage : Montalembert propose un article additionnel. Il réclame des avantages pécuniaires pour les colonies. Il attaque le gouvernement au sujet de la Grèce et des Polonais. En politique étrangère, il est souvent en opposition avec le pouvoir. Indignation de Montalembert en faveur des réfugiés étrangers. La vanité de l'orateur. Succès de son intervention en faveur de la retraite des généraux... 327

§ III. *L'affaire belge* (1838-1839).

1. *Discours du 6 juillet 1838. — Voyages en Belgique. —* Nature du conflit. Montalembert se documente à Bruxelles sur la question. Le 6 juillet 1838, à la Chambre des pairs, Montalembert se fait l'avocat des Belges au nom des intérêts français. Activité de Montalembert en Belgique. Montalembert se voue à la cause belge. Vaillance du parti catholique belge..... 330
2. *Plan d'évasion de Skrzynecki. — Montalembert plénipotentiaire officieux du parti catholique belge à Paris. —* Rôle important de Montalembert dans le plan d'évasion de Skrzynecki. Infatigables démarches de Montalembert auprès des hommes politiques, Molé, Thiers, Guizot, Odilon Barrot, etc... Lettre au roi des Belges. Correspondance avec le comte de Mérode. Quelle sera l'attitude de la Belgique, belliqueuse ou pacifique ? Quelle sera celle de la France ? 335
3. *Discours du 26 décembre 1838. — Arrivée de Skrzynecki. —* « Nous n'aurons pas la guerre. » La cause belge et la cause française. Accueil réservé au discours. Situation diplomatique. Activité politique de Montalembert. Arrivée du comte de Mérode. Le ministère Molé et la dissolution de la Chambre. Montalembert ébruite l'évasion de Skrzynecki 341
4. *Échec final. —* Dernières luttes de Montalembert. La résistance belge fléchit. Montalembert fulmine contre la lâcheté. Démission du comte de Mérode. Réalités de la politique française et idéalisme de Montalembert..... 347

CHAPITRE VIII

UN PAIR INDÉPENDANT.

§ I. *Nouvelles interventions politiques* (1839-1842).

1. *Pour la pairie, 1839. —* Crise ministérielle. Le 6 avril 1839 Montalembert intervient violemment contre certaines

- nominations à la pairie. Groupement de pairs « résolu à faire enfin acte de vie ». Montalembert enthousiasmé pour les institutions britanniques. Remarquable correspondance de Montalembert avec le comte d'Alton-Shée sur la pairie et la réforme électorale. Ministère Soult. Montalembert défend la propriété littéraire..... 351
2. *Montalembert soutient le ministère Thiers de 1840.* — Le ministère Thiers. Montalembert précise sa position. Ce qu'il espère de ce ministère..... 355
3. *Montalembert défenseur des droits de la Chambre haute, 1840-1842.* — Montalembert défend énergiquement les prérogatives parlementaires sous les ministères Thiers et Soult-Guizot. Action de Montalembert au *Comité des Arts*. 357

§ II. *La question d'Orient (1840-1842).*

1. *Thiers charge Montalembert de mission.* — Relations de Montalembert avec Thiers. La situation en Orient. La diplomatie française ; position du ministère Thiers. Montalembert accepte une mission officieuse à Vienne, Constantinople et Alexandrie. Le voyage : Verdun, Munich, Vienne, visites diplomatiques..... 359
2. *De Vienne à Constantinople.* — Le traité des quatre puissances. Constantinople menacée par la Russie. La politique de Metternich. Rôle de Thiers. Démarches diplomatiques de Montalembert à Constantinople ; sa correspondance avec Thiers sur la question ; le danger russe..... 363
3. *Montalembert dénonce Méhémet-Ali et s'oppose à la guerre.* — Partialité de l'*Univers* en faveur de Méhémet-Ali ; hostilité contre l'Angleterre. Lettre de Montalembert au journal ; il démontre la possibilité de rapports cordiaux avec les Turcs, désire l'alliance anglaise et insiste sur l'intérêt du catholicisme représenté par la France, protectrice des chrétiens d'Orient. Violente campagne de l'*Univers*. Réplique de Montalembert ; son admiration pour l'Angleterre ; réponse de l'*Univers*. Montalembert contre l'alliance avec Méhémet-Ali et contre la guerre. Chute de Thiers. Opinions diverses en France..... 369
4. *Montalembert contre Guizot.* — Attitude pacifique de Guizot. Le 17 novembre, discussion de l'adresse : Montalembert dénonce les fautes de la politique passée, mais ne fait pas, pour le présent, plus de confiance à Guizot. La convention des Détroits : Montalembert attaque Guizot ; la France protectrice officielle des chrétiens d'Orient. Seconde attaque contre Guizot : la « Convention » humilie la France et avalise le triomphe russe. Trois attitudes de Montalembert dans l'affaire d'Orient..... 374

§ III. *Position politique générale de Montalembert (1838-1842).*

- I. *Partisan de la « résistance » à l'intérieur mais libéral impénitent.* — Montalembert accuse la politique pacifiste de favoriser l'agitation intérieure. Sa sympathie pour les

- hommes de gauche patriotes, libéraux, ceux de droite traditionalistes, religieux. Attaque contre les légitimistes et l'Université. Adhésion de Montalembert au régime de Juillet. Son dévouement au principe d'autorité sociale ; ses craintes pour les libertés françaises ; son horreur de l'absolutisme. Il souhaite la résurrection du régionalisme politique ; il énumère les bienfaits matériels du régime... 380
2. *Pourquoi Montalembert soutient le « mouvement » à l'extérieur.* Montalembert attaque la politique étrangère : ses mobiles. Le champion des catholiques, défenseur de l'honneur national et de la liberté. Son audace vis-à-vis des ministres. Montalembert « fougueux révolutionnaire ». Son idéal d'une France soldat de Dieu et de la liberté ; son rêve de gloire, de justice, en face de la réalité..... 383
3. *Montalembert, appui précaire du régime et parangon d'indépendance.* — Montalembert défend le régime ; il garde une indépendance absolue. Deux raisons de son intransigeance..... 386

CINQUIÈME PARTIE

Montalembert chef catholique (1837-1842).

CHAPITRE IX

MONTALEMBERT APPUIE LE CLERGÉ.

§ I. *Au service du catholicisme.*

1. *La vraie vocation de Montalembert.* — Sa place, face à l'irrégion, dans le renouveau catholique. — Montalembert, mobilisateur des forces catholiques, rôle pressenti dès 1831, réalisé à partir de 1837. Situation religieuse de la France vers 1840 : mouvement catholique et réaction antireligieuse. La *Chronique catholique* de Montalembert reflète l'état religieux de l'époque. Opinions de Thiers sur le catholicisme. Vitalité du catholicisme dans certaines provinces ; son renouveau dans divers milieux ; régression de l'anticléricalisme. La Monarchie de Juillet, l'Église et le Pape. Montalembert se pose nettement en catholique en face des politiques et intellectuels voltairiens. Il attaque, quand il le juge utile au bien de l'Église, les ecclésiastiques ou leurs actes 391
2. *Défense de la catholicité et d'abord du Saint-Siège.* — *L'affaire de Cologne* (1838). — Démêlés entre le roi de Prusse et l'archevêque de Cologne au sujet des mariages mixtes. Attitude de Grégoire XVI. *Lettre* de Lacordaire sur le *Saint-Siège*. Articles de Montalembert dans l'*Univers* sur l'affaire de Cologne, le rôle du Pape, la situation religieuse en France. Montalembert milite pour les causes catholiques dans sa correspondance, ses relations. Il juge en catholique les questions politiques 402

§ II. *Défense des ordres religieux (1837-1842).*

1. *Montalembert et la fondation de Solesmes.* — Il s'intéresse aux débuts du monastère de Solesmes, obtient que la *Gallia Christiana* soit confiée aux moines. Érection de Solesmes en abbaye. Il soutient Dom Guéranger dans ses difficultés avec l'évêque du Mans, avec Rome et le gouvernement français 409
2. *Il appuie efficacement Lacordaire décidé à rétablir en France l'ordre des prêcheurs.* — Premières démarches de Lacordaire à Rome. Activité de Montalembert en faveur du projet de Lacordaire. Lacordaire publie son *Mémoire pour le rétablissement en France de l'ordre des frères prêcheurs*. Correspondance de Lacordaire et de Montalembert. Sermon sur la vocation de la nation française. Suppression du noviciat dominicain à Rome. Difficultés avec le gouvernement français 412
3. *Il protège toutes les congrégations.* — Montalembert secourt les bernardins de Mende. Ses relations avec les jésuites. La restauration des ordres religieux est un acte de politique chrétienne 418

§ III. *Le chef catholique et le clergé séculier (1837-1842).*

1. *Ce qu'est l'épiscopat aux yeux de Montalembert.* — L'affaire de Dijon. — Montalembert défend en toute occasion la dignité épiscopale. Qualités qu'il exige des évêques. Exposé de l'affaire de Dijon. Interventions de Montalembert auprès du préfet de la Côte-d'Or, du roi. Lettre au garde des sceaux 420
2. *Nomination de Monseigneur Affre et de quelques autres évêques.* — Montalembert recommande aux gardes des sceaux les ecclésiastiques qu'il juge dignes d'être nommés à l'épiscopat : M. Doney, l'abbé Gerbet et autres. Il s'efforce d'empêcher de mauvais choix. Vacance du siège de Lyon. Nomination de Mgr de Bonald. Antipathie de Montalembert pour Mgr de Quélen. Mort de celui-ci. Les candidats au siège de Paris. Dom Guéranger et Montalembert soutiennent Mgr Affre. L'adresse pour la fête du roi. Intervention décisive de Montalembert auprès de Thiers. Entrevue de Mgr Affre et du ministre. Nomination de Mgr Affre à Paris, de Mgr Gousset à Reims. Autres promotions à l'épiscopat. Opinion de Rome sur Mgr Affre. Relations de Montalembert avec l'archevêque. Montalembert propose de nouveau Gerbet, Doney, etc... Quelques insuccès 423
3. *La situation de Montalembert vis-à-vis du clergé.* — Montalembert reçoit et visite les évêques. Dissentiment entre Montalembert et Mgr Affre. Montalembert se préoccupe de tous les problèmes qui se posent entre les évêques et le clergé. Malgré des jugements erronés, Montalembert acquiert une situation unique 431

CHAPITRE X

POLITIQUE CATHOLIQUE.

§ I. *Le parti et la presse catholiques (1838-1842).*

1. *L'idée d'un parti.* — Projet nourri par Montalembert depuis le temps de l'*Avenir*. Quelques collaborateurs éventuels se réunissent désignant pour chef Montalembert. Les partis politiques. Possibilités de créer un parti catholique. Les écueils. 434
2. *Rapports de Montalembert et de « l'Univers ».* — Fondation de l'*Univers* en 1833 ; en 1835 Bailly le reprend. Caractère et gestion de l'*Univers*. Montalembert collabore au journal, se préoccupe de son sort. 437
3. *Montalembert devient copropriétaire et codirecteur de « l'Univers ».* — Projet de fondation d'un journal catholique ou reprise de l'*Univers*. Montalembert soutient moralement l'*Univers*. Il comble le déficit et devient directeur de la rédaction 440
4. *Difficultés de Montalembert à la tête de « l'Univers ».* — Critiques des amis eux-mêmes. Appréciation de Rome. Polémique entre la légitimiste *Gazette* et l'*Univers* ; « Don Carlos à Bourges ». « Lettre à l' *Univers* » contre Isambert. Plaintes réciproques de Montalembert et de ses collaborateurs. Difficultés financières du journal. Rapports de Bailly et de Montalembert 442
5. *Rupture de Montalembert et de « l'Univers ».* — L'*Univers* suit une ligne politique divergente de celle de Montalembert à l'époque de sa mission d'Orient. Rupture. Essais de réconciliation. Procès 451
6. *Bilan d'un effort.* — Difficultés entre Montalembert et ses collaborateurs. Effort courageux en faveur de la presse catholique. Deux résultats concrets ; séparation des intérêts catholiques et de la cause légitimiste ; sauvetage de l'*Univers*. Rôle de Louis Veuillot ; rapprochement ultérieur de Montalembert et de l'*Univers*. Le parti catholique n'est pas réalisé 455

§ II. *Le leader catholique au parlement (1838-1842).*

1. *La liberté religieuse.* — A propos de l'affaire Montlosier, Montalembert établit l'utilité de la liberté de l'Église en France. Cette liberté « gloire » de la révolution de Juillet, idée directrice de l'action politique de l'orateur 457
2. *Le travail des enfants dans les manufactures.* — Documentation de Montalembert sur les conditions inhumaines du travail des enfants. Le 4 mars 1840, Montalembert intervient avec succès en faveur de la loi réglementant ce travail, entraînant la Chambre des pairs à « sa haute mission sociale ». 458
3. *L'administration économique des sœurs hospitalières, etc.* — En avril 1840 Montalembert revendique « l'indépendance de

- charité contre les abus du pouvoir ». A propos d'économi-
 il combat la centralisation et à propos de la loi sur les
 chemins de fer la primauté des intérêts matériels. 462
4. *Les principes d'une politique chrétienne.* — Montalembert
 définit en 1842 à la Chambre des pairs le gouvernement
 idéal. Il aiguillonne le gouvernement existant. 464

§ III. *Pour un enseignement catholique (1836-1842).*

1. *Infructueux essais dans l'enseignement supérieur.* — Mon-
 talembert ennemi de l'Université impériale. Gerbet fonde
 en 1836 la revue *l'Université catholique*. Programme. Col-
 laboration de Montalembert. Opinion de Lacordaire. Mon-
 talembert tente en 1840 avec Cousin la rénovation de la fa-
 culté de théologie à la Sorbonne. Opposition de Mgr Affre. 465
2. *La liberté de l'enseignement secondaire : Lettres de Montalembert à Villemain.* — Difficultés de l'enseignement secon-
 daire. Projets de lois. Position des catholiques. Au sujet du
 petit séminaire de Montfaucon, Montalembert prend à
 parti devant les pairs Villemain et Cousin, réclamant les
 libertés promises par la Charte. En 1839, Montalembert
 reproche par écrit à Villemain ses paroles hostiles à la reli-
 gion, les brimades infligées ici ou là. Il précise les droits de
 l'Église en face de la loi. Répliquant à la réponse de Ville-
 main, il admet un enseignement laïque, mais demande la
 liberté d'un enseignement religieux ; il signale l'influence
 néfaste de l'enseignement laïque en province. 471
3. *La liberté de l'enseignement secondaire : Négociations.* — Pro-
 jets salutaires de Cousin. Ouvrages de l'abbé Rohrbacher
 et de Mgr Van Bommel sur les questions d'enseignement.
 En 1841, démarches de Montalembert auprès de Mgr Affre
 et de plusieurs évêques en vue d'obtenir la liberté d'en-
 seignement. La lettre de Mgr Affre. 479
4. *La liberté de l'enseignement secondaire : lutte ouverte.* — Pro-
 jet de loi de Villemain (1841). Réaction de l'épiscopat :
 Montalembert estime maladroit de livrer à l'Université
 toute la jeunesse française, pour sauver la liberté des pe-
 tits séminaires. Le projet retiré. Dès la session de 1842,
 Montalembert intervient deux fois. Réponse de Villemain.
L'Univers et l'épiscopat commencent la campagne. Ville-
 main interpellé à la Chambre des députés et à la Cham-
 bre des pairs. Montalembert, le 6 juin 1842, expose les re-
 vendications des catholiques, rappelle les promesses de la
 Charte, signale la participation de l'épiscopat à la lutte.
 Les catholiques préparent une nouvelle offensive qui por-
 tera l'attaque sur le terrain des libertés publiques. 483

CONCLUSION GÉNÉRALE

ROMANTISME POLITIQUE ET CHRISTIANISME MILITANT
DE MONTALEMBERT.

1. *Première source de la politique de Montalembert : catholicisme.* — Il admet tout ce que l'Église reconnaît comme bases nécessaires de la société temporelle. Montalembert « précurseur du catholicisme social ». Sa conception des rapports entre l'Église et l'État..... 491
2. *Secondes sources : libéralisme et romantisme.* — Connexion entre libéralisme et catholicisme. Une génération qui a le culte de la liberté. Sentiment et non théorie de la liberté. Le malaise romantique. Rêves d'avenir et songes du passé. Patriotisme étioilé. La politique, art moral..... 494
3. *Caractère de chevalier, destinée de croisade.* — Montalembert passionné mais fidèle. Son courage vrai. Le catholicisme l'équilibre. Il répugne à la manœuvre politique, il aime le combat politique. L'orateur-né. Double caractère de son action : indépendance, catholicisme. Désintéressé et généreux, il entreprend une croisade..... 499

PIÈCES JUSTIFICATIVES

1. Lettre de Lamennais à Gerbet sur la fondation de l'*Avenir*. 509
2. Lettre de Montalembert à un parent sur la Monarchie de Juillet..... 511
3. *Lettres de Montalembert à Lacordaire sur l'aristocratie.*
 - Première lettre..... 517
 - Deuxième lettre..... 529
 - Troisième lettre..... 535
4. *Chronique catholique de mon temps*, de Montalembert.
 - 1838..... 542
 - 1839..... 560
 - 1840..... 567
 - 1841..... 578
- INDEX DES NOMS PROPRES..... 586

